



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 07030031 8



BWW
Cavour

LETTERE EDITE ED INEDITE

DI

CAMILLO CAVOUR

PROPRINTÀ LETTERARIA

LETTERE

EDITE ED INEDITE

DI

CAMILLO CAVOUR

RACCOLTE ED ILLUSTRATE

DA

LUIGI CHIALA

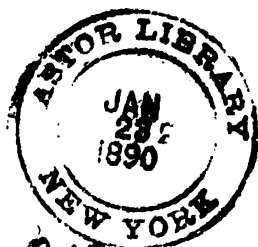
VOLUME SESTO

[1856 - 1861]

1887 ✓

L. ROUX E C. — EDITORI

TORINO-NAPOLI. ~



*A questo volume sesto ed ultimo delle LETTERE EDITE
ED INEDITE DI C. CAVOUR fa seguito, come necessario com-
plemento dell'intera opera, il volume degli*

INDICI GENERALI ANALITICI ED ALFABETICI

(V. Avvertenza alla pagina 747).

N. B. Le citazioni delle Lettere e delle pagine del I e II volume si riferiscono alla 2^a Edizione (Torino, Roux e Favale, 1884).

(Vedansi a pag. 737-738 le Aggiunte e Correzioni).

AVVERTENZA

Con questo volume abbiamo potuto compiere l'assunto, preso cinque anni fa, di pubblicare le Lettere, che ci fu dato raccogliere, del Conte di Cavour, ed altre a lui indirizzate, valevoli a lumeggiarne meglio il ritratto e ad illustrare le cose più importanti della politica del tempo suo.

Le Lettere di questo e del quarto volume sui fatti seguiti alla nostra memoria e che si attengono agli ultimi nove mesi della vita di Cavour, sono ricchi di notizie e tali che, a creder nostro, non bisognavano i cenni storici che per gli altri volumi ci parvero necessari.

E se ci sarà dato di condurre a fine il lavoro sul nostro Statista, intrapreso con amore e condotto col solo intento della candida verità, confidiamo in quella benevolenza, che ci dette lena a pubblicare questo Epistolario politico, cioè la storia del Risorgimento italiano narrata dal grande Ministro del Padre della Patria.

Roma, 16 febbraio 1887.

LUIGI CHIALA.

LETTERE DI C. CAVOUR

MCCCLXII.

AL CONTE TEODORO DI S. ROSA (Direttore generale del Tesoro)

Torino.

(Parigi, 22 febbraio 1856)

Caro Amico,

Mantengo ad Accossato ed a Guillet il credito già fatto di 300,000 lire pel primo e di 150,000 pel secondo. Ve ne avevo parlato prima di partire e ciò bastava per mettere la vostra responsabilità al coperto, ma pare che siate amico delle approvazioni per iscritto.

Mi direte quale influenza la riduzione dell'interesse sui buoni del tesoro abbia esercitata.

Ho visto, ieri sera dall'Imperatore, vostro zio, col quale parlammo di voi.

Addio, pregate che Dio m'aiuti giacchè cammino in mezzo ai triboli ed alle difficoltà. Vostro af.

MCCCLXIII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO (1)

Livorno (Vercellese).

(Parigi, marzo 1856)

Preg. Sig.

. . . Non posso darle gran notizie essendo astretto al silenzio su quanto riflette le conferenze, credo però poterle dire essere altamente probabile la pace...

Al Piemonte si fanno furia complimenti ma gli si lascia sperare poco nel presente. Molto fumo e poco arrosto. Però è già un gran che l'aver fatto parlare di noi, come fossimo un can grosso. Raccoglierà tosto o tardi il paese ciò che seminiamo oggidì.

L'Imperatore è meco gentilissimo e tutti mi ricolmano di gentilezze; se non altro mostrano di non tenermi per un minchione.

Non so quando le conferenze finiranno, forse nel corrente mese. Ritorrerò subito a Torino e se non sono sopraffatto dagli affari andrò a godermela a Leri ove spero trovare ogni cosa in buon ordine. La prego di pensare alla fabbricazione dei tubi. Trattati con *Giorgio* per ciò, non m'importa lasciargli mangiare qualche cosa; ma amo che per il primo anno questa operazione (2) sia diretta dagl'Inglesi.

Raccomandi a Bisettini (3) di fare cose semplicissime al primo piano. In campagna non si riceve in camera.

Mi creda con sinceri sensi suo af.

(1) Vedasi, dopo le Lettere, l'Appendice n° I.

(2) Della fognatura.

(3) Pittore decoratore di appartamenti.

AL MARCHESE E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Torino 13 marzo 1856)

Caro Emanuel,

Non so che giudizio abbia dato sul contenuto della mia lettera in piemontese (1). L'avviamento delle faccende, gli avvisi di persone che sono a Parigi in situazione di vedere e di quelle che pure hanno buona vista, stando qui mi confermano nell'idea che il partito preso da me era il migliore. Vorrei ora che conoscessi varie circostanze passate. E perciò bisognerebbe parlare e non scrivere. Il primo non essendo propizio ora, userò del secondo. Sarà meglio che niente.

Coll'Empio (2) credo che vogliamo la stessa cosa come fine; quanto al modo ed alla forma proprio non ce la possiamo intendere. Non parlo di quell'andare avanti a forza di ripieghi e spesso di b... che credo metodo falso, soprattutto in oggi, e che ad ogni modo non va al mio carattere. Ma anche sul *modus tenendi* per ottenere il grande scopo di migliorare le condizioni dell'Italia, non mi posso accordare con lui. Non credo di essere infallibile e sbaglierò io. Ma alla fine, da quarant'anni non fo altro che girare l'Italia, studiarla, conoscere uomini e cose; non fo altro che limarmi il cervello per combinare ciò che può essere utile a lei e compatibile colle condizioni generali d'Europa. Da tutto questo

(1) Nell'anzidetta lettera, in data 6 febbraio 1856, Massimo d'Azeglio indicava i motivi per i quali aveva ricusato l'ufficio, già accettato, di rappresentare la Sardegna nel Congresso di Parigi. È stampata a pagina 273 della *Raccolta delle Lettere di Massimo d'Azeglio al marchese Emanuele d'Azeglio*, documentate a cura di N. BIANCHI (Torino, Roux e Favale, 1888).

(2) L'Azeglio soleva chiamare Cavour l'*Empio rivale*, eziandio dopo che vera rivalità fra essi più non esisteva.

lavorio, salvo essere proprio una rapa, doveva necessariamente uscire un'opinione chiara, definitiva, ponderata assai, e non la posso cambiare davanti ad una opinione opposta, buttata là con una fregata di mani (1), e che mi fa l'effetto di essere niente affatto maturata. Quando nessuno s'aspettava all'accettazione dei cinque punti (2), mi disse di fare una memoria sul fattibile in favore dell'Italia. Io ci lavorai con tutti i sentimenti e coll'idea soprattutto che bisognava prendere per base la poca (leggi nessuna) inclinazione dei cani grossi a fare mutazioni di carta geografica. Dopo l'accettazione dei cinque punti, naturalmente molte cose dovevano diventare o superflue o inopportune; non volli però correggere, parendomi che ne restassero pure ancora delle opportune abbastanza. Dopo che ebbi fatto tutto questo lavoro, non se ne sono serviti, ed invece hanno presentato uno scritto fatto in fretta, che mi fu letto (3) e che per la mia lunga conoscenza delle cose italiane mi è impossibile approvare

. . . Qui si fa la solita vita e si aspetta la decisione del 31 marzo. Come sempre sarà qualche transazione che rimedierà poco e male e servirà di germe a molte tribolazioni future (4)...

MASSIMO.

MCCCLXIV.

ALL'ON. AVV. MICHELANGELO CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Paris, 26 mars 1856)

Mon cher Castelli,

Je viens vous prier de me rendre un service. Paleocapa m'écrit que la commission chargée d'examiner le projet

(1) Movimento abituale del conte di Cavour.

(2) Lett. CCCXCIX, vol. II, 2^a ediz.

(3) Lett. CCCC-CCCCIV, ivi.

(4) Per buona fortuna l'Azeglio non fu profeta!

de loi pour la concession du chemin Victor Emmanuel, se montre assez hostile à ce projet. Cela m'afflige excessivement, car je considère ce projet comme un petit chef d'œuvre. Veuillez en conséquence parler de ma part à Daziani et à Brignone qui font partie de la commission en les engageant à ne pas écouter les Savoyards qui sont absurdes et de faire approuver la loi. S'ils ont la moindre confiance en moi, ils le feront. Si la loi était repoussée, les conséquences les plus graves s'en suivraient. D'abord je donnerais ma démission, en suite au lieu d'un chemin de fer à travers la Savoie on en ferait un par le Mont-Genèvre. Tenez ceci pour certain. Si les actions ont beaucoup monté, c'est que dans ce moment tout monte bon ou mauvais, et puis parceque les badauds de la bourse ne connaissent pas le Modane. Pour tous ceux qui savent ce que c'est que des chemins de fer, il est certain qu'un chemin de Chambéry à Modane sera toujours un détestable chemin. Les Savoyards en sont bien convaincus puisqu'ils ont vendu toutes leurs actions. Si on perd du tems à chicaner, on ne pourra pas travailler cette année.

Enfin dites à mes amis personnels et politiques, qu'ils me feraient un immense chagrin en me taquinant sur ce projet.

Les conférences touchent à leur terme. Sans l'incapacité gigantesque de Walewski, elles seraient finies depuis longtemps. Nous ne gagnerons rien matériellement mais nous aurons gagné une chose : c'est que la France et l'Angleterre auront reconnu : 1° Que l'état actuel de l'Italie est intolérable; 2° Qu'il n'y a que le Piémont qui puisse régénérer l'Italie.

Ne voulant pas, pour le moment, faire la guerre à l'Autriche, il est absolument impossible d'opérer un remaniement territorial quelconque. L'Empereur a mis en avant trois ou quatre projets dans le but de nous faire obtenir Parme; mais aucun n'est praticable, sans poser le *Casus*

belli ce qu'on ne veut et peut-être ce qu'on ne peut faire actuellement.

Faites mes amitiés à Rattazzi, et croyez à ma sincère affection.

MCCCLXV.

AL. CAV. EUGENIO RENDU (*Capo del Minist. Int. Pubbl.*)

Parigi.

(*Stessa data*)

Monsieur,

Je viens vous remercier de l'intéressant ouvrage (1) que vous avez bien voulu m'envoyer. Je n'ai malheureusement pu encore lui donner qu'un coup d'œil fort rapide; mais je me promets, à mon retour à Turin, de le lire avec toute l'attention que mérite votre beau talent. J'espère que vous réaliserez la promesse que vous nous faites de poursuivre vos recherches dans les pays méridionaux et catholiques.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(*P. S.*) Que l'Allemagne ne vous fasse pas oublier l'Italie, et ne perdez pas de vue les travaux que vous avez entrepris. Je regrette de ne vous avoir pas vu l'autre jour.

(1) *De l'éducation populaire dans l'Allemagne du Nord, et de ses rapports avec les doctrines religieuses et philosophiques.*

MCCCLXVI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (*Direttore generale del Tesoro*)

Torino.

(Parigi, fine marzo 1856)

Caro amico,

Vorrei, prima di ritornare in Piemonte, venire ad un definitivo accordo col governo inglese intorno alla questione pecuniaria.

Quando la pace parve sicura, gli feci dire, che non gli avrei chiesto un terzo milione sterlino, ma soltanto la somma necessaria per coprire le spese della guerra. Ora si tratterebbe di determinare, per approssimazione almeno, quale sarà questa somma. Parmi che Pettinengo (1) e voi lo possiate fare. Dovrete calcolare il tempo che il ritorno delle nostre truppe richiederà; metterete sei mesi per ipotesi. Ciò equivale al soggiorno dell'intero corpo in Crimea per mesi tre.

Dunque calcolate le spese sul piede attuale come se avessero a durare sino a tutto luglio; o tutto agosto. La spesa alla fine dell'anno salir doveva a 74 milioni, a tutto agosto saliva a 60 milioni, in questo caso l'Inghilterra dovrebbe darci oltre i due milioni di lire sterline ancora 10 milioni di franchi.

Rispondetemi al più presto, giacchè le conferenze stanno per finire (2).

(1) Vol. V, pag. 361, nota 1.

(2) Pubblichiamo in Appendice (n. II) alcuni estratti inediti del Carteggio confidenziale che il conte di Cavour tenne, durante la sua dimora in Parigi, col ministro degli esteri cav. L. Cibrario. Per quanto concerne il medesimo tratto di tempo, veggansi nel nostro vol. II le Lettere private del Conte dal 20 febbraio al 24 aprile (CCCCVI — CCCCLIV).

Sento con piacere che le cose procedono bene al *Tesoro*. Conoscendo il vostro zelo non ne dubitava. Spero che le vostre previsioni non falliranno e che il « 57 » sarà in equilibrio perfetto; ciò accadrà senza fallo, se, fatta la pace, non saremo più flagellati dal cholera e dalla crittogama.

Addio, salutate Lanza e Salmour. Vostro aff^{to}.

MCCCLXVII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Parigi, 29 marzo 1856)

Preg. Sig.

Privo da qualche tempo delle sue notizie, mi rivolgo a lei pregandola a farmi sapere come vada la salute sua.

Voglio sperare ch'ella sia perfettamente ristabilita, e che la malattia acuta a cui andò sottoposto abbia fatto scomparire quel germe di febbri che tanto lo molestava.

Dopo un mese di discussioni siamo giunti a fare un trattato di pace, che firmeremo domani. Per ora addio speranze di liberazione d'Italia, di emancipazione dai Tedeschi. Ma credo però che i sacrifici da noi fatti non rimarran sterili a lungo. L'Inghilterra, la Francia e persino la Russia riconoscono i nostri diritti; e vorrebbero procurarci una giusta remunerazione; ma per ora mancano i mezzi diplomatici per farlo; e non si vuole ricorrere ai mezzi guerreschi. — Ma non ci perderemo per aspettare, se siamo ad un tempo prudenti e decisi.

Una convenzione per l'evacuazione della Turchia mi tratterrà ancora alcuni giorni a Parigi, onde non credo di

giungere a Torino prima del 15 aprile. Chi sa quando potrò andare a Leri (1). Spero che non vi troverò più Bisettini e che potrò occupare il nuovo mio appartamento. Se il parlamento poco soddisfatto della mia missione, mi esonera dal pubblico servizio, sarò felice di andarmi a godere con lei un po'di riposo.

Mi creda con sinceri sensi dev. amico.

MCCCLXVIII.

A LORD CLARENDON (1° Plenipotenziario della Gran Bretagna al Congresso)

Parigi.

(Paris, 31 mars 1856)

Mon cher Lord Clarendon,

Voici la proposition que je vous prie de présenter au Congrès (2) en faveur de mes malheureux concitoyens, qui gémissent dans les prisons et les galères des Princes italiens. Si vous l'approuvez, ne serait-il pas bon de la communiquer à l'Empereur pour vous assurer le concours énergique, sinon de Bourqueney, du moins de Walewsky?

Faites pour le mieux. Plein de confiance dans votre sympathie pour l'Italie, j'attends avec espoir le résultat de la généreuse démarche que vous voudrez bien faire.

Croyez, etc.

(1) *O rus quando te aspiciam!*

(2) Ecco il testo della proposta:

« La paix heureusement conclue faisant entrer l'Europe dans une ère nouvelle, le Congrès décide que les Souverains de l'Italie seront invités à accorder une amnistie et à adopter des mesures de clémence envers leurs sujets, condamnés pour cause politique à la suite des événements de 1848 et 49. »

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Min. di Sardegna)

Londra.

(Turin, 15 avril 1856)

Mon fils,

..... Le *memorandum* Cavour met martel en tête à beaucoup de monde. En Lombardie on s'émeut fort et on pense qu'il en sera de même dans la basse Italie. Ici on le trouve hardi et on n'attend pas à ce qu'il ait des conséquences actuelles. Peut-être dans l'avenir. Les *coudins* ne parlent pas. Ils avaient annoncé tant de choses comme devant inévitablement ressortir de la conférence et ils se trouvent vis-à-vis de résultats tout différents. Ils rongent leur frein et ne disent mot.....

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

MCCCLXIX.

ALL' ON. AVV. MICHELANGELO CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Parigi, 16 aprile 1856)

Caro Castelli,

Eccomi a richiederla di un altro favore, del primo assai maggiore; non si tratta più della strada della Savoia; intorno a questa, corrispondo direttamente col buon Daziani ma bensì di evitare la distruzione di quanto ho potuto fare in due mesi.

Pregli a nome mio il nostro collega Bersezio (1) di unirsi

(1) L'avvocato Secondo Bersezio, allora deputato al Parlamento.

a lei, ed assieme vadano dall'avv. Chiaves, e pure a nome mio lo scongiurino di adoperare la sua influenza sul giornale il *Fischietto*, onde cessi di attaccare, villaneggiare, deridere l'Imperatore. I nostri nemici mandano a Parigi tutti i numeri che contengono qualche allusione a suo riguardo, e questi cadono sotto i suoi occhi. — Ciò lo irrita, e lo rende per noi meno propenso.

Il Direttore politico degli Affari Esteri, il sig. Benedetti, Corso di nascita ed italiano di cuore, mi scongiurava di fare che quel maledetto giornale lasciasse tranquillo l'Imperatore. — Chiaves è un bravo giovane, capirà l'importanza di quanto le chieggo e non sacrificherà i veri interessi del suo paese al piacere di fare dei frizzi. Si sfoghi il giornale sui ministri, su di me; non me ne lamento; ma lascino stare colui che volere o non volere, ha la chiave della politica nelle mani.

Non posso qui entrare in molti particolari, ma lo assicuro che non ho a lagnarmi dell'Imperatore. La Francia voleva la pace; dovette farla ed invocare perciò il concorso dell'Austria. Non poteva quindi trattare questa potenza come nemica; anzi sino ad un certo punto era costretto a trattarla come alleata. In una tale condizione non poteva nella questione Italiana adoperare le minaccie; le esortazioni erano solo possibili. Queste furono adoperate e tornarono vane. Il Conte Buol fu irremovibile nelle grandi come nelle piccole cose. Questa tenacità che torna a danno presente, risulterà a vantaggio futuro dell'Italia. L'Imperatore ne è irritatissimo, e non lo nasconde. L'altra sera mi disse: « L'Autriche ne veut se prêter à rien, elle est prête à faire la guerre plutôt que de consentir à la cession de Parme en votre faveur; or en ce moment je ne puis pas lui poser un *casus belli*; mais tranquillisez-vous, j'ai le pressentiment que la paix actuelle ne durera pas longtemps. »

L'Imperatore ha proposto all'Austria di prendere i Prin-

cipati e di abbandonarci la Lombardia e la Venezia, ed in mia presenza disse a Lord Clarendon: « C'est là la seule solution raisonnable des affaires d'Italie. » Ciò basti a provarle le buone disposizioni dell'Imperatore (1) e la necessità di non irritarlo con epigrammi, che a nulla giovano, e possono fare un gran male.

Spero di potere partire martedì venturo.....

Mi creda suo af.

MCCCLXX.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 30 aprile 1856)

Preg. Sig.

Le scrivo due righe per annunciarle il mio ritorno in patria. Spero trovarla del tutto ristabilita in salute. Avrei desiderio vivissimo di vederla il più presto possibile; ma temo di non potere recarmi a Leri prima di qualche giorno. Cibrario lascia gli esteri, a motivo della malattia della moglie (2); debbo assumere la direzione provvisoria di quel dicastero; ciò che aumenterà non poco quanto ho da fare.

La pregherei quindi a volere fare una corsa a Torino se le sue forze glielo consentono. Mi creda in fretta suo af.

(1) Pubblichiamo in Appendice (num. III) il giudizio grottesco di un pubblicista francese (*Le dernier des Napoléons*, Parigi, Libreria internazionale A. Lacroix e comp., 1872) sull'opera del conte di Cavour e di Napoleone III durante il Congresso di Parigi.

(2) Vol. II, Lett. CCCCXXXII.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (M. di Sardegna)

Londra.

(Turin, 7 mai 1856)

...Ici Camille s'est bien consolidé, il est le drapeau maintenant.

Mon frère ne veut pas aller à Moscou au couronnement, ce qui consterne tout le monde.

Je le regrette, mais je n'ai pas le courage de le lui dire. Il n'a de confiance ni dans lui, ni dans les autres. Il est effrayé de la politique excitante que l'on suit et craint qu'en exaltant les passions qui couvaient sous la cendre, on se trouve ne plus pouvoir les maîtriser comme en 1849.

Et il est sûr qu'une grande surexcitation domine partout et qu'on songe à la *terza riscossa* comme chose toute simple.

Que Dieu nous en préserve. Dans ce moment rien n'est préparé et nous serions seuls comme en 1849.

...Les jours passés le Roi disait à Camille en tapant sur sa poche : j'ai là deux lettres où l'on vous arrange de la belle façon : *coula a lè na vita cai leso* (1).

Camille est ferré à glace et ne s'émeut guère pour cela. Mais une des lettres était de la belle des belles, M^{me} C., qui voulait une mission pour son père, l'autre de M^{me} X, qui voulait qu'on envoie son mari à Moscou. Je crois qu'elles ont fait un *flasco* complet.

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

(1) Me ne raccontano delle belle sul suo conto.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 16 maggio 1856)

Caro Emanuele,

Il tuo rammarico che non sia andato io alla Conferenza mi fa troppo onore; ma nell'insieme è stato meglio così. Prima di tutto non è che abbia rifiutato d'andar sul piede d'uguaglianza con l'Empio. Non mi è mai stata fatta simile proposta e t'assicuro che non fu affare d'amor proprio. Fu che dopo avermi fatto sicuro che eran d'accordo con Francia e Inghilterra d'esser ammessi noi come gli altri, scoprii che non era vero. E non volevo nè stare in anticamera, nè essere ammesso grazie alle mie istanze e suppliche. Siccome poi la cosa non ha fatto un *et*, bisogna dire che si sono accorti che era meglio andasse Cavour, e non hanno insistito onde ritirassi il mio rifiuto. Del resto, ripeto, è meglio sia andato lui. Egli è uomo di finanze, di borsa, di strade ferrate; tutta roba in prima linea ora. E diffatti s'è subito fatto conoscere uomo capace. Egli è più giovane, più forte e perciò più frugolo di me, e s'è dato moto più di quel che poteva farlo io. Ha quella petulanza che a Parigi soprattutto è proprio quel che ci vuole. È vero che io conosco più l'Italia e le sue questioni; ma questo non bastava a compensare. Diffatti non si poteva sperar di più di quel che ha fatto. Una cosa sola non avrei fatto io, appunto perchè conosco l'Italia. Non avrei proposto mai quel pasticcio della separazione delle Legazioni. Egli, non essendo mai stato a Bologna, non può veder le molle segrete.

Del resto finchè l'Imperatore non m'assicura che è disposto a farsi scomunicare, non crederò che voglia andar avanti questo progetto. E poichè il papa scomunicherebbe ugualmente tanto a levargli Bologna, come a levargli Roma o Frascati, mi pare che il buon senso insegna che la spesa essendo la medesima, se si può aver di più non bisogna contentarsi del meno. A dirla schietta, quest'ammettere così facilmente un tale progetto non mi par chiaro, appunto perchè non posso persuadermi che l'Imperatore voglia esser scomunicato. Ora poi s'aggiunge, se i fogli dicono il vero, quella

nota collettiva di Francia e d'Austria a Papa e Napoli (e perchè non Inghilterra?) E mi par di vedere che tutte le promesse, le gradassate e le chiacchiere si risolvano in fumo. Anche nel 31 l'Austria s'unì al *memorandum*. Ma al suo solito, di sopra faceva per il *sì* e di sotto lavorava per il *no*; e siccome Roma non voleva altro, durò poca fatica. Tutto il movimento della stampa è un gran bene. Un solo inconveniente può avere se riscalda la testa di troppo in qualche parte d'Italia o che accada qualche scoppio. Ad impedirlo m'adopero quanto posso.

Intanto il Piemonte non potrebbe avere miglior posizione.

Il Senato è stato più approvante della Camera. Unanimità!

Ora non bisogna guastare colla furia.

Tornando al progetto di separazione delle Legazioni, vedrai alcune delle ragioni in contrario nelle mie poche parole al Senato. Ne aggiungo un'altra che non mi parve bene pubblicare. Se questo piano s'adottasse, si darebbe ragione e però forza alla rivoluzione. Antonelli ha detto che si comprometteva di tenere in freno senza occupazione straniera tutto lo Stato, salvo le Legazioni. Antonelli sbaglia, perchè se i Francesi lasciassero Roma, me lo saprebbe dire: ma lascia star questo. I rivoluzionari che hanno sempre detto a noi:

Coi vostri piani e le vostre teorie governative non si conchiude mai nulla, ci vuol rivoluzioni:

Non avrebbero diritto ora di dirci:

Vedete se avevam ragione? Mantenendo sempre viva la rivoluzione, li abbiamo obbligati a farci giustizia!

Ti dico tutto questo perchè credo, anzi son certo che si farebbe *fausse route*. E se l'arrestarsi non è niente o è poco male, il deviare è molto, anzi è tutto il male che si può fare ad un'impresa che tanto ci preme di condurre a bene. Fa leggere a Panizzi tutto questo, e se egli crederà potrà o parlarne o scriverne in questo senso; poichè m'ha scritto che vi è un giornale che più degli altri ci aiuta. . . .

MASSIMO.

MCCCLXXI.

AL DOTTORE LORENZO CERISE

Parigi.

(Turin, mai 1856)

Mon cher ami,

Ma nièce, la Marquise Alfieri se rend à Paris pour consulter un médecin C'est une charmante personne qui a le rare mérite de vivre dans les cercles aristocratiques de Turin en y professant hautement des idées libérales.

La politique française tourne selon vos prédictions, mais je ne me décourage pas. La tâche que nous avons entreprise est rude; le but que nous voulons atteindre est lointain, entouré de difficultés, mais nous y parviendrons à force de constance et de courage.

N'oubliez pas que vous êtes né de ce côté des Alpes et que le jour venu, je ferai appel à votre patriotisme.

Adieu, croyez à mes sentiments affectueux.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Ministre degli esteri)

Torino (1).

(Vienna, 23 maggio 1856)

Giunto qui ieri sera, chiesi tosto a Cantono (2) se avesse annunciato il mio arrivo al conte di Buol, e se questi aveva mostrato intenzione di vedermi. Risposemi non avere esso ben inteso dal

(1) Questi frammenti di lettere inedite dell'ex-ministro degli esteri, generale GIUSEPPE DABORMIDA, inviato da S. M. il Re a Mosca per ossequiare l'imperatore Alessandro II, ritraggono al vivo la nuova condizione di cose in cui si trovò il Piemonte dopo il Congresso di Parigi.

(2) Incaricato d'affari interinale a Vienna.

dispaccio telegrafico ch'io dovessi passar di qui, e di non avere più visto Buol dopo le interpellanze al nostro Parlamento (1), perchè egli lo sapeva molto irritato, ed era stato consigliato da' suoi colleghi e particolarmente dal Ministro d'Inghilterra di evitare di vederlo finchè si fosse un po' calmato. Mi parve che tale posizione non fosse troppo conveniente, e mi decisi a portare un biglietto a Buol facendomi accompagnare da Cantono.

Il conte Buol mi ricevette tosto e si mostrò molto gentile; da uomo di spirito non mostrò irritazione, e vedendo ch'io non entrava a ragionare di politica, vi scivolò egli stesso. Gli dissi non avere altra missione da voi che di fargli osservare che non avevate pronunciato una parola diversa da quelle dette a lui; ma egli disse non avere trovato troppo eccessivi i vostri discorsi, bensì troppo forte la nota del 16 aprile. Rinnovando le proteste di parlare per mio conto, come negoziatore del trattato di pace del 1849 e ministro degli esteri alli 6 febbraio 1853, gli parlai francamente, come vedrete dalla relazione che vi sarà fatta da Cantono col corriere di domani. Dal complesso della conversazione mi risultò che egli desidera vivamente di vedere appianare ogni differenza col Piemonte e ch'egli spera che i sequestrati non avranno difficoltà a fare le domande, giacchè, dice egli, è questa una pura formalità. Non gli nascosi non dividere la sua convinzione, mostrandomi intanto persuaso che voi nulla fareste per impedire di rientrare a quelli che lo desiderassero. Insistè due volte perchè passassi da Vienna al ritorno di Russia, e nel licenziarmi mi disse aver ancora due o tre cose sulla coscienza; presi la cosa in ischerzo, dicendogli che poichè egli sentiva avere cose sulla coscienza, sperava che avrebbe cercato di liberarsene. Egli prese benissimo lo scherzo, e disse che erano cose che egli desiderava far conoscere a voi. Non feci il curioso, e ci lasciammo con una buona stretta di mano e colla commissione per parte sua di salutarvi. Nel corso della conversazione gli dissi di fare le mie scuse all'Imperatore, perchè per mancanza di tempo non mi recava ad ossequiarlo, ed egli mi ripeté di tornare per Vienna. Mi sta a cuore di tornare per Londra e Parigi, onde non fate verun caso del gentile invito del conte di Buol.

(1) Vol. II, pag. 126 e seg.

(Varsovie, le 29 mai 1856)

Le Czar est parti hier à 2 h. après midi pour Berlin, d'où il ne sera de retour à St. Pétersbourg que vers la moitié du mois prochain. Dans l'audience de congé que j'ai eue avant-hier, S. M. a pris le premier la parole pour me dire :

« Dites bien à votre Roi que je compte sur son amitié, sur cette
« amitié qui a duré pendant si longtemps entre nos deux dynasties,
« et qu'il peut compter sur la mienne. »

« Sire, ai-je répondu, Elle peut y compter, comme mon Auguste
« Maître compte sur celle de Votre Majesté; rien désormais ne
« viendra empêcher les effets de la profonde sympathie, qui existe
« entre deux Souverains qui ont lié amitié dans leur jeune âge et
« qui sont si bien faits pour se comprendre. Votre Majesté n'ignore
« sans doute pas que mon Roi a tenté plusieurs fois de renouer
« les relations avec la Russie; deux ou trois tentatives ont été
« faites par nous, pendant que j'étais au ministère des affaires
« étrangères; on les a toujours repoussées en nous faisant com-
« prendre, qu'aucune proposition ne pourrait être agréée, si elle ne
« passait par le canal de l'Autriche. »

« Il est vrai, répartit le Czar, que mon Père a été un ami trop
« solide de l'Autriche qui l'a payé d'ingratitude; mais cet obstacle
« est à présent écarté et je ne doute pas que notre amitié ne soit
« parfaite. »

La conversation se porta ensuite sur nos troupes dont l'Empereur renouvela les éloges et sur d'autres sujets moins importants. Sa Majesté s'y montra d'une bonté inaltérable.....

J'ai vu, pendant mon court séjour à Varsovie, quatre fois le ministre des affaires étrangères, je le trouvai toujours plus aimable et expansif; me répétant à tout instant: « Je suis impatient de voir nos relations officiellement rétablies; écrivez à M. de Cavour qu'il nomme vite son ministre, le mien est tout prêt et je puis vous assurer qu'il est tout-à-fait votre ami » (1). Lui

(1) Il generale conte di Stackelberg.

ayant dit que je m'étais permis de faire observer à l'Empereur que ce n'était pas notre faute si nos relations étaient restées interrompues pendant huit ans, puisque nous avions échoué dans toutes nos tentatives de rapprochement: « Vous avez bien fait, me » répondit-il, je n'ai pas manqué de le lui dire plusieurs fois: sans » notre faiblesse pour l'Autriche, a-t-il ajouté, nous n'aurions pas » eu contre nous quinze milles braves Piémontais en Crimée. »

M. le prince m'a particulièrement chargé d'assurer Votre Excellence que la Russie ne chercherait jamais plus d'intervenir en Europe pour y faire triompher un principe; qu'on sentait trop qu'on avait pour cela fait des efforts et des sacrifices sans aucun résultat, en n'en retirant au contraire que des inimitiés et de l'ingratitude; qu'il faisait des vœux tout particuliers pour la prospérité du Piémont, pour lequel il avait de grandes sympathies.....

La conversation roula sur d'autres sujets, et dans toutes ses paroles, le ministre s'est montré très-bien disposé pour nous et très-irrité contre l'Autriche. Le prince m'a répété plusieurs fois qu'il n'a accepté le ministère que dans l'espoir d'introduire de grandes réformes, dont l'empire a un besoin pressant.....

(Berlino, 1^o giugno 1856)

Sono qui giunto ieri mattina, come ve l'aveva annunziato da Varsavia, e mi recai tosto dal signor Mantuffel, al quale De Roussey, in assenza di De Launay, che erasi recato a Dresda per presentare i suoi omaggi alla Duchessa di Genova, aveva annunziato il mio arrivo. Dissi al signor De Mantuffel essere dolente di presentarmi a lui senza una vostra lettera, che non potei trovare qui, perchè vi anticipai il mio arrivo, ed essere intanto incaricato da voi di dirgli molte cose affettuose. Egli fu meco molto grazioso, benchè non parli moltissimo: mostrò per voi stima ed amicizia, e mostrò pur simpatia per l'Italia e particolarmente pel Piemonte. Fu il primo a dire che la posizione della Prussia e della Sardegna aveva molta analogia; colai l'opportunità per dirgli che pur troppo la Prussia non aveva sempre visto una simile analogia e che mi lusingava che ora più non avrebbe rinnovato il trattato del 20 aprile che l'Austria così vi-

vamente sollecita (1). Mi disse che potevamo essere affatto tranquilli a tale riguardo. Parlammo poscia a lungo della Russia e dell'Austria, e fece capire ch'egli non crede che il buon accordo tra queste due potenze sia per ristabilirsi così presto. Insistè sul talento che ha l'Austria di farsi detestare nei paesi ch'ella occupa (prova le provincie Danubiane), e riconobbe l'assurdità di voler germanizzare parte dell'Italia. La conversazione fu soddisfacente, e De Roussy, che vi assistette, mi assicurò credere il linguaggio di Mantouffel sincero. De Launay giunto ieri sera mi assicurò pure avergli sempre il ministro, dopo il suo ritorno da Parigi, parlato in questo senso. La visita ufficiale fatta dall'Imperatore al Re di Prussia, benchè coperta dal pretesto di vedervi la madre ammalata, è qui interpretata come una dimostrazione contro l'Austria. Mi si assicurò che l'Imperatore fu ricevuto in Berlino con un entusiasmo indescrivibile; giammai il Re stesso, diceasi, ottenne tante dimostrazioni.

(Berlino, 2 giugno)

. Ieri sera il Principe di Gortchakoff, che incontrai a Potsdam negli appartamenti reali, ove fu data una bellissima festa, mi accostò chiedendomi se mi era giunto l'avviso della nomina del nostro ministro a S. Pietroburgo. Risposi che non v'avvertii per tempo dell'epoca in cui sarei a Berlino e che sono privo di vostre lettere. « Bene, disse egli, spero che a quest'ora la nomina « sarà fatta. » Poi si parlò d'altro. Non so rendermi ragione di tanta premura; è però bene mostrare per parte nostra qualche sollecitudine

Ieri sera il Re e la Regina mi ricevettero con molta amabilità. Dopo aver parlato con interesse del Re, l'uno e l'altra si mostrarono molto commossi parlando del Duca di Genova. Essi mi incaricarono di raccomandare alla Duchessa di Genova di venirli a visitare a Berlino. Fu pure molto cortese l'Imperatore. Presi questa

(1) Durante la guerra di Crimea l'Austria e la Prussia avevano firmato una convenzione (20 aprile 1854), colla quale si guarentivano, sino a pace compiuta, l'integrità dei rispettivi territori. Vedasi il nostro libro: *L'Alleanza di Crimea*, pag. 55.

mattina congedo da Manteuffel, che mi ricevette nel suo giardino. Esso chiama *diatriba* la circolare dell'Austria alle potenze italiane, e ci mostra le più vive simpatie, come si mostra fautore della libertà della stampa...

Le prince Gortschakof m'a dit en nous séparant: *À vous revoir à Berlin.* — Je n'ai pas profité de la permission de V. E. d'aller à Saint-Pétersbourg, parce que ce voyage aurait pris trop de temps et aurait montré à l'Empereur peu d'empressement à venir répéter au Roi les paroles amicales qu'il m'a chargé de lui dire.

P. S. — Hier, après un exercice de Cosaques, au moment de quitter le champ de manœuvre, l'Empereur appela à haute voix « le général sarde, » et m'étant approché de lui, il m'a dit: « Faites « bon voyage, général, et n'oubliez pas de répéter à votre Roi « tout ce que je vous ai dit pour lui. » J'ai eu seul l'honneur d'être appelé par Sa Majesté: le prince de Lichtenstein (1) n'était pas loin de l'Empereur et il est possible qu'il ait entendu les paroles de Sa Majesté.

(Stessa data)

.... Il principe (Gortschakof) mi ha detto: « Soyez prudents; « ne vous montrez pas amis des révolutionnaires..... » Non nascoi al principe che ogni riconciliazione coll'Austria sarebbe impossibile, finchè non cambiasse modi con noi, finchè non rientrasse nei limiti imposti dai trattati, e non cessasse di mostrare per gli Italiani uno spregio insopportabile. « Noi non cesseremo di esserle avversi, « dissi io, ma saremo avversari leali, nè mai ricorremo agl'in- « trighi, nè a maneggi segreti; la causa nostra è troppo giusta « e santa perchè sia da noi compromessa con intemperanze o vani « tentativi; abbiamo fiducia nel tempo e negli interessi dell'Eu- « ropa. » — « *Soyez sages, ripeté egli, et notre amitié ne vous « manquera jamais.....* »

Il principe ringraziò delle croci offerte agli impiegati di cancelleria, ma non le accettò, dicendo che non vi sarebbero scambi di decorazioni per la pace di Parigi, non volendo assolutamente più dar croci ad Austriaci.

(1) Inviato straordinario di S. M. l'Imperatore d'Austria.

(Londra, 10 giugno 1856)

Fui presentato a Clarendon sabato sera in casa sua ed in piena conversazione. Benchè ci fosse occupato a fare gli onori di casa, m'accordò un'assai lunga udienza in un gabinetto nel quale fummo qualche tempo soli; ci si mostrò amabilissimo; si beffò dell'amnistia russa, e disse non averci da aspettare nulla di buono dall'Imperatore di Russia, il quale d'altronde fece pessima scelta nel Gorciakoff; aver parimenti male corrisposto all'aspettazione lo Imperatore d'Austria, che mostrava da principio di voler far bene; e che in sostanza quei due governi sono incorreggibili. Il terreno mi sembrava ben preparato da lui stesso per parlare de' fatti nostri, e cominciai col dire che mi sembrava vera viltà in quei governi di voler continuare il sistema di compressione, mentre era giunta l'epoca della confidenza. Dissi essere i popoli maturi, ed avere noi, in Piemonte, riconosciuto coll'esperienza che, colla libertà e col rispetto delle libertà politiche, si governa facilmente, e che si è con tale sistema che noi abbiamo instaurato le nostre istituzioni in mezzo alle più gravi difficoltà, cioè guerra, dissesto di finanze, carestia, cholera, ecc., e, soggiunse egli, coi dissensi con Roma. Dissi allora che il nostro governo camminerebbe sempre nella via della libertà, non ostante le insidie dell'Austria, e che confidava nel proprio diritto e nella simpatia illuminata dei nostri alleati. M'accorsi che Clarendon non sapeva risolversi a continuare la discussione su questo piede. Difatti egli mi faceva elogi del nostro governo, dell'esercito, ma non si pronunciava sulle difficoltà attuali. Io era però determinato ad insistere ed a spingere, se non che venne il ministro di Spagna ad annunciarci la caduta del ministero portoghese, e a dare un altro corso alla conversazione, che non potei più ricominciare, perchè non mi fu più dato di trovarmi solo con lui.

Vidi Lord Palmerston: la questione fu meglio impegnata con lui; egli fu pienamente d'accordo che noi avevamo ragione nelle nostre questioni coll'Austria; ma disse che era persuaso che questa aveva buone intenzioni, che farebbe più tardi, che conveniva prender pazienza.

Evidentemente egli teme che si vogliano da noi precipitare le

cose; onde gli dissi che noi sapevamo aver pazienza, che l'avevamo ben dimostrato dal 1848 in poi, che noi conoscevamo che l'avvenire è per noi, per conseguenza non l'avremmo compromesso con qualche improntitudine, ma che era però un fatto incontestabile che lo stato attuale dell'Italia non si poteva prolungare più oltre. Parlò della giustificazione d'Antonelli, ch'egli stesso non prende sul serio; ebbe l'apparenza di credere che Francia ed Austria otterrebbero modificazioni in Roma, mediante le quali le cose potrebbero camminare. Dissi impossibile che il Papa faccia concessioni sufficienti, e voler l'Italia rimedii efficaci. *Vorreste voi toccare la carta?* diss'egli. Io credo che ciò sarà inevitabile col tempo, ma intanto vorrei che i governi insavissero e che cessasse il pericolo imminente delle rivoluzioni. Avendo, nel corso della conversazione, detto che contavamo sulle simpatie dell'Inghilterra, egli osservò che questa non poteva far nulla da sola; al che io risposi che noi non pretendevamo che facesse nulla, che non intendevamo comprometterla, ma che avevamo la convinzione che in qualunque evento ci avrebbe sostenuti, perchè ciò era nel suo interesse, seppure era nel suo interesse, come io non ne dubitavo, che si stabilissero governi liberi in Europa. Egli mi domandò che cosa dicessero i Russi degli alleati. Risposi con riserva, ed egli soggiunse: *La Russia farà di tutto per rompere l'alleanza anglo-francese.* Io mi lusingo, risposi, ch'essa non vi riuscirà, perchè quest'alleanza è il palladio della civilizzazione. D'altronde Napoleone è troppo avveduto per separarsi dall'Inghilterra finchè questa ha le simpatie dei popoli, nè queste le mancheranno, finchè si mostrerà faultrice della libertà.

L'udienza fu lunga e per me piacevole. Palmerston però stava evidentemente *sur ses gardes* per non dir troppo, per non lasciarsi sfuggire qualche parola che avesse sembrato incoraggiarci all'azione. Sono persuaso che non ha più fiducia di noi nelle riforme di Roma e d'Austria; ma teme uno scoppio che potrebbe compromettere la pace. Parlai molto della nostra prudenza e longanimità; non dissi però lo scoppio impossibile; anzi lo dissi probabile, quando i popoli si vedessero abbandonati dagli alleati. Non so se approverete il mio contegno; ad ogni modo non dovete preoccuparvene, perchè dissi bene a Clarendon ed a Palmerston non aver da voi altra missione che di salutarli cordialmente.....

(Londra, 11 giugno)

..... Dalla mia lettera di ieri avrete visto che tenni a Palmerston ad un dipresso il linguaggio che mi suggerite nella vostra lettera (1). Dissi di più che credeva assolutamente impossibile uno stato di cose normale in Italia, finchè l'Austria tratterebbe le provincie italiane come paesi d'occupazione, ed il Papa governerebbe coi preti. Si è a questo proposito che Palmerston parlò della giustificazione d'Antonelli, il quale sostiene che il governo è *laicizzato*, perchè non vi sono 100 preti su 6000 impiegati. Risposi che ne' 6000 impiegati dovevano essere compresi pure i preposti e le guardie di polizia, e che i 100 impieghi coperti dai preti (se pure l'asserzione di S. Em. è esatta) sono i politici, e che questi soli danno l'indirizzo del governo. Ne convenne e ne rise, ed io terminai quest'argomento, dicendo che si finirebbe per riconoscere la impossibilità di lasciare il governo temporale al Papa, e che la sola cosa da farsi sarebbe di lasciargli Roma amministrata da un buon municipio, e resa prospera e convinta con sussidii mandati al Papa dai governi cattolici. Insistendo Palmerston sulle buone intenzioni dell'Austria, dissi che nessun fatto provava finora tali intenzioni, e che l'Austria non potrebbe conservare la Lombardia che collo stabilire un Arciduca Vicerè, con corte, governo, esercito italiani, con istituzioni liberali. Allora soltanto potrebbe il Lombardo-Veneto far parte d'una Confederazione italiana composta di quattro Stati al più, e governati con sistemi omogenei. Ma, conchiusi, finchè si vuole conservare l'assolutismo in Italia, vi sarà sempre pericolo di rivoluzione; io non la temo, dissi, pel Piemonte. La Dinastia ha profonde radici ed il governo vi è popolare. Palmerston parlò degli emigrati, ed io gli dissi che non ci danno gravi disturbi, e che, se le potenze italiane vogliono spegnere ciò che esse chiamano questo focolare di rivoluzioni, non hanno che ad aprire loro le porte, in modo che possano rientrare in patria senza pericolo.....

(Parigi, 13 giugno)

Vidi ieri l'altro, come ve lo aveva annunziato, Lord Minto. Lo trovai occupato a scrivere a Hudson. Dopo avermi esternato il suo

(1) Vedasi nel II vol. la Lettera CCCCL (7 giugno 1856).

piacere di vedermi e di sapere vostre notizie, entrò egli tosto a dire ch'era poco contento della condotta del suo governo verso di noi; che non bisognava però attribuire l'attuale freddezza a mancanza di simpatia, ma bensì al timore di disgustare l'Imperatore, il quale vuol essere bene con tutti, e che adesso accarezza e lusinga l'Austria; che non bisogna però smarrirsi d'animo, che dobbiamo continuare e progredire perchè l'Inghilterra sarà sempre per noi, solo che conviene avere per ora prudenza. Risposi che siamo sempre stati prudenti dal 1849 in poi, e che continueremo ad esserlo; che del resto confidavamo nella giustizia della nostra causa e nel trionfo in Europa dei principii liberali; che, fermi nel praticare lealmente il sistema rappresentativo, non faremo altra propaganda che quella dell'esempio, e che non temiamo le rivoluzioni. — E se scoppiassero rivoluzioni, che fareste voi? domandò egli. — Prenderemmo consiglio dalle circostanze; noi non le ecciteremo, ripetei, ma certamente non ci terremo obbligati ad agire come nel 1853, che ci comportammo con l'Austria con troppo buona fede, della quale fummo ricambiati con i sequestri. Io ho fede, diss'egli, nel Piemonte; esso è il paese più savio ch'io conosca; temo però che Cavour si stanchi ed un giorno o l'altro si ritiri. Risposi essere troppa la vostra devozione al Re, e la vostra ambizione di rendere grande e prospero lo Stato, perchè io divida tal timore, finchè potete avere speranza di essere utile al paese; aggiunsi che l'entrata di La Marmora al ministero (1) aumenterebbe il vostro coraggio, se ne fosse d'uopo, e che esso sarebbe una guarentigia di più della fermezza ed in pari tempo della prudenza del governo.

Ritornando allo stato attuale delle cose, Lord Minto disse che Napoleone non voleva spingere troppo il Papa, e che le rappresentanze che si fanno a Roma, d'accordo coll'Austria, non avrebbero alcun risultato; soggiunse essere l'Imperatore disposto ad agire contro Napoli, ma il ministero inglese non attaccare uguale importanza alle cose di Napoli, giudicando poco importante l'azione di quel paese sul resto d'Italia per la sua posizione. Egli crede che in ciò il ministero inglese ha torto, perchè, quando ai due capi

(1) V. la Lettera CCCCL s. cit.

d'Italia vi fossero due governi liberi, il centro non potrebbe perdurare nell'attuale politica, ed aggiunse avere l'Inghilterra l'obbligo di far dare la Costituzione alla Sicilia. Nel separarci, mi disse che conveniva mantenere deste in Inghilterra le simpatie per noi cogli articoli dei giornali. Lord Minto è italiano quanto noi; ma sgraziatamente non ha influenza. Egli mi confermò che Palmerston è benissimo disposto; ma, disse, è l'Imperatore che bisogna persuadere.....

(Paris, ce 15 juin)

Ce n'est qu'hier que j'ai pu voir Walewski parce qu'avant hier il a eu toute la journée prise par la présentation du Cardinal Patrizi à l'Empereur.

Nous sommes entrés dans son cabinet (avec Villamarina) à 2 h. 1/2, et nous n'y sommes restés qu'une demi heure parce que nous devions nous rendre au Baptême (1). La conversation s'est ressentie du manque de temps, c'est à dire qu'on a effleuré beaucoup de sujets sans en avoir discuté aucun à fond, et aussi en sortant ai-je dit à M. le ministre que j'espérais le voir encore et pouvoir causer plus longtemps sur nos affaires.

Le ministre a engagé la conversation, en me demandant des nouvelles de l'Empereur de Russie et de l'effet produit par l'amnistie..... J'ai saisi l'occasion pour lui dire que l'amnistie de la Russie ne valait pas beaucoup mieux que celles de l'Autriche qui étaient toujours restées inefficaces, parce qu'elles portent le cachet de la méfiance et de l'arbitraire, et je lui ai touché quelques mots de ma conversation avec M. de Buol. Cependant, a dit M. Walewski, l'Autriche reçoit beaucoup de demandes de rentrée. — Je ne pense pas, ai-je répondu, que les personnes qui s'estiment et qui ont acquis une autre nationalité veuillent faire un acte qui les déconsidère; d'ailleurs tous ces émigrés rentreraient-ils aux conditions exigées, qu'elle n'y gagnerait rien. Certainement, en cas de nouveaux mouvements politiques, ces hommes ne joueraient plus de rôle, mais ils seraient remplacés par de plus jeunes et de

(1) Del Principe Imperiale.

plus énergiques. Les hommes de 1848 ont quelque prestige en demeurant à l'étranger, parce qu'on sympathise avec ceux qui souffrent; le seul moyen de les annuler c'est de les laisser entrer et de laisser la libre disposition de leurs biens à ceux qui ont cessé d'être Autrichiens. On reproche au Piémont de recevoir les ennemis de tous les gouvernements italiens; pourquoi les gouvernements n'ouvrent-ils pas les portes à leurs émigrés, et ne travaillent-ils pas à faire cesser les mécontentements? — Ils voudraient bien faire quelque chose, observa M. Walewski, mais ils croient ne pouvoir rien faire sous les menaces continuelles du parti révolutionnaire, qui regarderait les concessions comme faites à la peur, et qui en abuserait. Ce qui les inquiète c'est la conduite des émigrés à Gênes; ils y sont réunis en grand nombre; ils s'agitent, ils publient toute sorte de pamphlets, et ils tiennent l'Italie dans un état d'exaltation fébrile très dangereux; dernièrement l'*Italia e popolo* a publié une adresse incendiaire de Victor Hugo aux Italiens; j'en ai écrit à De Gramont et je lui ai donné des indications positives sur la grande ramification du parti révolutionnaire en Italie, et sur les dangers qu'il présente. Villamarina lui donna l'assurance que l'*Italia e popolo* avait été saisie, ce dont le ministre se montra satisfait. Je suis fâché, ai-je répondu à M. Walewski, de ne pas avoir le temps de dire mon opinion entière sur les menées des émigrés à Gênes, j'espère que vous me permettrez de revenir sur cette question quand nous aurons le temps de la bien examiner. Je me bornerai à vous dire que je considère les appréhensions des puissances italiennes comme de véritables prétextes. Toujours on s'est montré effrayé des émigrés qui se trouvent à Gênes, et rien n'a jamais justifié ces craintes. Plusieurs tentatives d'insurrection ont été faites dans les États voisins et toujours le gouvernement sarde a empêché aux émigrés qui se trouvaient dans ses États d'y prendre part. Toujours il a donné à ses voisins des preuves incontestables de sa loyauté et de sa force; le 6 février l'Autriche nous a remerciés la *veille des séquestres*: ce que le gouvernement a fait par le passé, il le fera toujours, parce qu'il le doit à ses propres intérêts, parce qu'il est monarchique et non révolutionnaire. Gênes n'a jamais été aussi tranquille qu'à présent; les fêtes données au général La Marmora et à l'armée dimanche passé, fêtes qui n'ont pas été troublées par un seul cri discordant, le prouvent. Vous

connaissiez M. de Cavour et M. de La Marmora, qui va entrer au ministère, et vous devez convenir qu'ils ne sont pas des hommes à pactiser avec la révolution!.... — Précisément, a-t-il observé, ce sont des conservateurs, pourquoi ne travailleraient-ils pas à éteindre tout élément révolutionnaire..... — Il n'y en a pas chez nous, ai-je riposté sans le laisser finir; et il n'y a pas d'éléments révolutionnaires parce qu'on aime le Roi en Piémont, et que le gouvernement a toujours fait preuve de loyauté; le jour que le gouvernement changerait de conduite, qu'il cesserait de respecter les lois, qu'il montrerait des craintes, peut-être les révolutions seraient à craindre.

Il était absolument trop tard pour continuer; d'ailleurs j'ai pensé que peut-être la préoccupation du ministre est partagée par l'Empereur et dans le cas je serais bien-aise de pouvoir exposer mes idées à S. M. Il est trop facile de démontrer que le Piémont est le paratonnerre des révolutions en Italie, et je ferai mon possible pour amener la conversation sur ce terrain, si l'Empereur veut bien m'honorer d'une longue audience.....

DABORMIDA.

MCCCLXXII.

AL CONTE ERCOLE OLDOPREDI (Amministr. ferrrov. Vittorio Emanuele)

Parigi.

(Torino, giugno 1856)

Caro Oldofredi,

Due dei miei frati della Madonna degli Angeli (1) debbono recarsi a Londra per imbarcarsi colà alla volta dell'America, si sono rivolti a me onde ottenere posti gratuiti sul *Vittorio Emanuele*. Vi trasmetto la loro domanda

(1) Di cui era parroco il venerando Padre Giacomo, che assistette il Conte nella sua ultima malattia.

appoggiandola, e sono certo che Lafitte che è molto bene coi preti non vi rimprovererà di averla secondata.

Se acconsentite, vostra moglie potrà parteciparlo ai buoni nostri frati, che sono al postutto assai buona gente. Credetemi, ecc.

MCCCLXXIII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 28 giugno 1856)

Preg. Sig^{re},

Le partecipo avere comprato da 19 a 20 tonnellate di polvere d'ossa bruciate provenienti dal Plata; questo concime possiede molte qualità specialmente per la meliga e più ancora pel grano. Lo adopreremo nel ristobbio (1), se giunge prima che tutta la meliga sia *rincalsata*. Si potrà sperimentare sopra 2 o 3 giornate.

L'ho pagato 56 lire la tonnellata sulla nave, calcolando ogni cosa verrà a costare da 75 a 76 lire a Leri, ossia 1 45 il rubbo.

Si può calcolare quindi 4 rubbi di polvere per 1 rubbo di grano.

Mi creda suo af.

(1) Ristoppio.

MCCCLXXIV.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Turin, 1^{er} juillet 1856)

Mon cher cousin,

La réponse de La Marmora ne s'est pas faite attendre; malheureusement elle n'est pas favorable; mais elle est conforme aux lois et à la justice. Vous vous en convaincrez en vous faisant traduire la lettre du Colonel du soldat B***.

Vous verrez par là que l'on surveille la conduite de nos militaires non seulement lorsqu'ils sont sous les armes, mais lors même qu'ils sont chez eux.

Croyez à ma sincère affection.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (*Deputato al Parlamento*)

Torino.

(Valdieri, 16 luglio 1856)

Caro Castelli,

... Sento con piacere che il sig. Bianchi sia rimasto soddisfatto di quel poco che gli si potè dire, e che se ne ritorni soddisfatto. In verità se hanno buon senso, debbono comprendere, che non si possono precipitare le cose, e che assai meglio è procedere gradatamente, e con prudenza, anzichè correre a rovina con moti inconsiderati (1).

(1) Celestino Bianchi era stato in quei giorni presentato dal Castelli al conte di Cavour. Il Bianchi, dichiarandosi interprete dei sentimenti

... Non mi fa meraviglia che Mazzini sia stato a Genova, e che fors'anco vi si trovi ancora, senza che quella polizia abbia potuto saperne nulla. Fu così bene organizzata, che sarebbe a meravigliarsi se la cosa fosse avvenuta altrimenti. Per buona sorte il male non sarebbe grande, ed è forse ventura che Mazzini abbia personalmente potuto persuadersi nella stessa città, sopra la quale fondava le più grandi sue illusioni, e faceva maggiore assegnamento, che il migliore partito per lui, anzi il solo che gli rimanga si è quello di ritirarsi dalla scena politica, e di consolarsi in cuor suo mantenendo viva la fede nella sua formola infallibile...

V. aff. amico U. RATTAZZI.

MCCCLXXV.

AL DOTTORE CAV. E. LACHENAL

(Presid. del Consiglio d'Amministr. della Banca di Anncy)

(Lori, 20 juillet 1856)

Monsieur,

Je réponds à votre lettre du 16 c' du fond de mes risières, où je suis venu oublier pendant quelques jours la politique et les affaires, car je ne voudrais pas que vous interprétassiez mon silence pour de l'indifférence envers un établissement auquel je porte un intérêt tout particulier.

La manière dont tout s'est passé à la dernière assemblée, me fait espérer que les nuages que les rivalités des deux sièges, ou pour mieux dire l'émulation qui règne

dei patrioti e liberali toscani, aveva affermato al Conte essere loro profonda convinzione che oramai la Casa di Lorena era impossibile in Toscana e che per essi la causa Italiana si identificava colla Monarchia Sabauda.

entre Mes. les directeurs, se sont en grande partie dissipées. L'assemblée d'ailleurs en vous appelant à la présider a hautement manifesté son intention que la société fût administrée avec cet esprit de prudence et de conciliation dont vous avez donné tant de preuves.

J'ai applaudi à ce choix et j'en ai tiré les meilleurs augures pour l'avenir.

Puisque vous voulez bien réclamer mes conseils, je vous dirai franchement que je crois de l'intérêt de l'établissement de ménager beaucoup Mr Buvelot, soit parceque réellement c'est un homme fort entendu et capable, soit encore parce qu'il exerce une grande influence à Chambéry.

Dernièrement encore, Mr le Comte de Revel, qui vient de passer plusieurs mois dans cette ville, m'en faisait de grands éloges et avait l'air de regretter qu'on ne fît pas plus de cas de lui.

N'ayant pas vos statuts sous les yeux, je ne saurais résoudre d'une manière péremptoire le doute que vous avez soulevé sur la faculté de prêter sur dépôts d'actions du chemin *Victor Emmanuel*.

Autant cependant que je puis juger d'après mes souvenirs, je crois que la banque de Savoie est autorisée à prêter sur actions garanties. Ce qu'il y a de certain, c'est que la banque nationale prête sur dépôt d'actions de Suse qui sont de nature identique à celle *V. E.* Comparez les deux statuts, s'il sont rédigés de même, il ne peut y avoir de doute pour ce qui vous regarde.

Veuillez m'adresser une lettre d'office et soyez certain que vous trouverez le ministère tout disposé à étendre le cercle de vos opérations.

J'ai long-tems réfléchi au moyen d'élargir la circulation des billets. Tout ce que le g^r pouvait faire dans ce sens il l'a fait; vous vous rappelerez que j'ai écrit moi même à Mes. les trésoriers pour les engager à faire accepter vos billets en payement. Je doute que de nouvelles

istances aux comptables produisissent un grand effet. Je crois au contraire que la circulation augmenterait si vous parveniez à conclure un arrangement avec la banque nationale, en vertu duquel ces deux établissements s'engageraient à recevoir au pair leurs billets respectifs et même à les changer dans de certaines limites. Il faudrait aussi avoir à Genève un bureau d'échange. Veuillez méditer ces deux propositions. Si le Conseil les adopte, on pourrait les formuler d'une manière plus concrète.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

MCCCLXXVI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Direttore generale del Tesoro)

(Leri, luglio 1856)

Carissimo amico,

Ho ricevuto i vostri due primi invii che mi giunsero regolarmente.

Vi rimando firmati la lettera ed il mandato per la cassa ecclesiastica. Spero che sarà questo l'ultimo sussidio di cui dovrà richiederci.

Vi prego di far rispondere ai vecchi soldati di Napoleone ch'io non ho potuto rinvenire un locale demaniale che potesse raccogliarli al banchetto che intendo dare in commemorazione del loro gran Duce. Forse la lista civile potrebbe concedergli il maneggio del Re.

Ho esaminato con piacere il quadro delle operazioni con Rotschild, che mi avete mandato; i risultati che avete ottenuti sono oltre modo soddisfacenti. Ve ne faccio i

miei complimenti. Le gratificazioni che mi chiedete per Galina e Forneris sono quindi un vero debito.

Vi prego di sollecitare la spedizione del decreto di approvazione delle Società di credito d'Annecy e di Vercelli.

Sono qui in ottime condizioni. Passeggio, leggo e scrivo, e ciò combinato in modo che io mi riposo senza seccarmi.

Le notizie di Spagna mi paiono gravi assai. Perreire e Bixio avrebbero fatto meglio d'impiegare da noi i loro capitali.

Salutate Castelborgo e credete alla mia sincera affezione.

MCCCLXXVII.

A L L O S T E S S O .

Torino.

(Baveno, 1^o agosto 1856)

Caro amico,

Vi rimando tutte le carte trasmesse mi salvo la traduzione francese del manifesto per l'esposizione che non ho avuto campo d'esaminare stante i continui disturbi a cui andai sottoposto.

Partirò lunedì mattina, onde non avrete a spedirmi più nulla oltre la domenica.

Fate i vostri preparativi per partire onde godervela tutto il mese, od anche più. Durante vostra assenza mi incaricherò direttamente del Tesoro, ed affiderò il segretariato a Della Lunga (1).

Vi saluto affettuosamente e mi dico vostro af. amico.

(1) Ispettore delle Finanze.

MCCCLXXVIII.

A L L O S T E S S O.

(Orta, agosto 1856)

Caro amico,

Vi scrivo due righe in fretta al mio ritorno dal Monte Rosa, rimandandovi i decreti reali dell'ultima relazione debitamente firmati.

Sta bene che non si facciano decorrere gli aumentati stipendi se non dal 1° agosto.

Avrei piacere che andaste a Parigi a studiare la questione della Corte dei Conti; troverete il signor Barte dispostissimo a coadiuvare le vostre ricerche.

Ho trovato un po' strana la lettera di X relativa all'alloggio Moreno; ma non voglio fare guai per cose da poco.

Sarò a Torino mercoledì venturo. Addio, vostro af. amico.

MCCCLXXIX.

A L L O S T E S S O.

(Orta, agosto 1856)

Caro amico,

Sarò a Torino senza fallo giovedì, vi prego di non più spedirmi il porta-foglio se non domani mercoledì.

Il clima qui è delizioso, si respira aria purissima senza essere molestato dal calore anche nelle ore pomeridiane. La società è numerosa e gentile per me. Trovai impiegati in gran copia, fra i quali il buon Demichelis.

Vi saluto affettuosamente.

MCCCLXXX.

A L L O S T E S S O.

Aix-les-Bains.

(Turin, 20 août 1856)

Mon cher ami,

J'ai reçu votre lettre du 18.

Vous trouverez à votre arrivée à Paris chez Villamarina la lettre pour Mr Barthe que vous m'avez demandée.

Rien de nouveau au ministère ; si ce n'est que j'ai acheté 25 mille livr. ster. pour envoyer à Hambro qui n'aime pas à rester longtemps en avance.

Gravier jure ses grands Dieux que maintenant le compte du 54 est d'une exactitude mathématique. Pour hâter le compte de 55, j'envoie à Cagliari un employé aux frais de Costa. Cela le secouera un peu.

Encouragez Dupraz pour qu'il ne se laisse pas intimider par Mollard.

Mille amitiés.

MCCCLXXXI.

A L L O S T E S S O.

Parigi.

(Turin, 22 août 1856)

Mon cher ami,

Je vous ai écrit avant hier à la hâte quelques mots, que vous aurez reçu j'espère avant de quitter Aix.

Je vous remercie de la bonne et intéressante lettre que vous m'avez écrite le 20 de ce mois. Ce que vous me

dites de l'amélioration de l'esprit public en Savoie, me fait d'autant plus de plaisir que je sais pouvoir compter sur votre sincérité. La Savoie marche vers un avenir très-prospère. Je ne doute pas que dans quelques années, elle ne soit aussi riche que la Suisse ; alors elle sera d'un grand secours pour les finances.

J'ai écrit à Villamarina en lui envoyant cette lettre de manière à ce qu'il se mette en quatre pour vous être utile.

Vous trouverez ci-jointe la lettre d'introduction pour Mr Barthe. S'il était absent, présentez vous au Marquis d'Audiffret qui vous recevra très bien.

Je partage votre avis sur l'opportunité de faire un emprunt. Mais il faut justifier cette opération par des motifs qui ne puissent laisser croire que nous le faisons dans la prévision d'une guerre. Ce prétexte le *passage* du Mont-Cenis nous le fournit tout naturellement. Ainsi en parlant du projet d'emprunt à Rothschild gardez vous de dire un mot qui puisse lui laisser croire que nous songeons à la *terza riscossa*, mais dites lui que nous voulons exécuter le tunnel du Mont Cenis et le tronc de Bardonnèche à Suse aux frais de l'État, ce qui exigera une dépense de 36,000,000. Chose parfaitement exacte. Vous lui ferez voir que notre budget ordinaire est en équilibre, et pour vous le rendre entièrement favorable, vous lui direz que je vous ai autorisé à concerter avec lui, des achats de 3 pour 0/0 pour le compte de l'amortissement.

Ne lui parlez pas du projet de conversion, ce serait prématuré.

S'il vous parle du crédit mobilier, laissez lui ignorer la conduite de X à mon égard, je ne veux pas lui faire du mal.

J'ai envoyé 20 mille livr. ster. à Hambro et 10 mille à Rothschild, il faut en envoyer autant encore pour nous couvrir.

Adieu, écrivez moi, et croyez à ma sincère amitié.

MCCCLXXXII.

A L L O S T E S S O.

(Turin, août 1856)

Mon cher ami,

J'approuve pleinement votre conduite avec Rothschild. Vous pouvez lui lâcher la bride pour les achats ; il n'en abusera pas.

Vous pouvez demeurer à Paris tant que vous voulez. La politique me retient à Turin. Du reste je ne m'en trouve pas mal.

Nous avons peu de fonds. Les bons du trésor s'en vont. Je crains d'être obligé de relever le taux de l'escompte.

Faites mes amitiés à Cousin, à qui je sais bon gré de ne pas m'en vouloir.

Adieu, amusez vous et mettez votre tems a profit. Votre dévoué.

MCCCLXXXIII.

A L S I G. G I A C I N T O C O R I O

Livorno (Vercellese).

(Torino, settembre 1856)

Preg. Sig.

Quest'anno il diavolo ci mette la coda per impedirmi di andare a Leri. Speravo di potere lasciare Torino all'arrivo di Santa Rosa, mio *alter ego* alle finanze. Ma la presenza dell'Ambasciatore di Turchia, venuto a portare

regali al Re mi trattiene qui. Mi corre l'obbligo di dargli un pranzo diplomatico; a questo compirò domenica, onde spero essere libero lunedì o martedì. Andrò a Leri senza seguito e vi condurrò vita ritiratissima.

D'altronde non devo dissimularle che la politica si fa ogni dì più intricata. La Francia e l'Inghilterra si separano sulla questione d'Oriente; la prima avvicinandosi alla Russia, la seconda operando in senso contrario, ciò che rende intricatissima la nostra posizione (1). I corrieri si succedono da Parigi e da Londra, ond'io sono tempestato dalle note dei nostri alleati, che vorrebbero avere ciascheduno il nostro concorso.

La prego perciò di darmi ragguagli precisi sulle cose di Leri, onde sollevarmi un tantino dalle molestie della vita che conduco.

Mi creda con affettuosi sensi dev. amico.

MCCCLXXXIV.

AL CONTE GIULIO DI GROPPELLO (2) (*incaricato d'affari interinale*)

Napoli.

(Turin, 5 ottobre 1856)

Monsieur le Comte,

Je crois nécessaire de vous tracer d'une manière précise la marche que vous devrez suivre dans la position

(1) Vol. II, Lettere CCCCLXV, CCCCLXVI (15 e 17 settembre 1856).

(2) Entrato nella carriera diplomatica nel 1850, fu dapprima addetto di legazione a Londra, poi, nel 1852, a Parigi. Inviato nel 1853 a Napoli nella stessa qualità, resse provvisoriamente quella legazione per circa due anni. Nel 1855 fu mandato a reggere quella di Madrid, dalla

difficile où les événements ont placé la Sardaigne et son représentant à Naples (1).

La dépêche officielle que je vous adresse, vous fait connaître que le gouvernement du Roi après s'être abstenu de prendre la moindre part dans les négociations diplomatiques auxquelles la question napolitaine a donné lieu, s'est décidé à conformer sa conduite à celle de ses alliés en retirant sa légation en même tems qu'ils retireront la leur. Le gouvernement enverra probablement un ou deux bâtimens de guerre pour la recevoir à leur bord ainsi que les sujets sardes qui jugeraient convenable de quitter le pays.

Toutefois, comme il règne encore une grande incertitude dans les mesures que les alliés adopteront; comme la France surtout hésite réellement, ou veut faire croire qu'elle hésite à passer des paroles aux faits, il est de la plus haute importance qu'aucun acte, aucune mesure prématurée de notre part ne puisse fournir un prétexte au Roi de Naples pour justifier sa résistance aux yeux des Puissances qui lui servent d'intermédiaires avec la France et l'Angleterre. Vous devrez en conséquence vous abstenir soigneusement de faire connaître, ou de laisser deviner vos instructions jusqu'au moment d'agir. A ceux qui vous

quale venne, nel 1856, nuovamente richiamato a quella di Napoli, come 2° segretario di legazione. Dopo la partenza per Torino del marchese Tagliacarne, titolare della legazione (V. la Lett. MCCCXLVII), il conte di Groppello rimase in Napoli come incaricato d'affari interinale sino alla fine del 1859, quando venne colà destinato il marchese di Villamarina. Trasferito a Parigi, nel 1860, come primo segretario di legazione, la resse interinalmente dopo la spedizione nelle Marche e nell'Umbria sino ai primi di agosto del 1861. Tornato in Piemonte, ritirossi dal servizio col titolo di consigliere onorario di legazione di S. M.

(1) V. nel vol. II la Lettera CCCCLXVII (27 settembre 1856) al conte L. Corti, incaricato d'affari a Londra.

interpelleront, vous répondrez que vous croyez que votre gouvernement partage la manière de voir de ses alliés mais que vous ignorez complètement ce qu'il compte faire. Avec les représentants de la France et de l'Angleterre, sans être beaucoup plus explicite vous pourrez cependant laisser entendre que la Sardaigne est prête à s'associer à toutes les mesures que ces Puissances pourraient vouloir adopter.

Si par hasard le gouvernement napolitain vous interpellait, vous vous borneriez à manifester le vif désir de voir le Roi par de larges concessions et de sages réformes conjurer le danger qui le menace. Vous diriez que le gouvernement sarde voit avec regret l'intervention de Puissances étrangères dans les affaires de l'Italie ; mais que la persistance de l'Autriche à vouloir intervenir dans tous les États de l'Italie centrale, fournit à l'Angleterre un motif plausible pour intervenir dans le Royaume de Naples. Vous ajouterez que tant que les gouvernements absolus maintiennent en principe qu'une Puissance peut aider un Souverain à maintenir les peuples sous un joug intolérable ; il n'est pas étonnant que les gouvernements libéraux croient pouvoir intervenir en faveur des peuples lorsque l'oppression qu'on leur fait subir dépasse certaines limites.

Vous observerez vis-à-vis des différents partis à l'intérieur une grande réserve ; sans jamais toutefois dissimuler le vif intérêt que la Sardaigne porte à Naples, et son ardent désir de voir son état politique s'améliorer. Si on vous parle de mouvements à l'occasion de l'arrivée des flottes, vous ne les encouragerez pas, mais vous vous abstenrez de les blâmer, sauf le cas où il s'agirait d'un mouvement dans le sens unitaire quant même il devrait se faire dans un sens favorable à S. M. le Roi Victor Emmanuel. Vous n'aurez pas de peine à démontrer aux partisans de ce projet, que dans ce moment, un mouve-

ment unitaire rencontrerait une opposition décidée chez toutes les Puissances, l'Angleterre non exclue; et que par conséquent il n'a pas la moindre chance de réussite.

Vous ne combattrez pas les projets favorables à Murat sans toutefois les favoriser. *Murat* est une mauvaise solution, mais c'est la seule qui puisse réussir, il faudra la subir de bonne grâce. À mon sens le succès de ce prétendant dépend du concours que la France lui prêterait. Si ce concours avait lieu, il faudrait le seconder. Je pense que le Baron Brenier ne laissera pas pénétrer la pensée secrète de son gouvernement; il est même probable qu'il persiste à condamner les intrigues Muratistes; mais j'ai lieu de croire que au fond il ne leur est pas contraire. Ce qu'il y a de certain c'est que le langage de la légation de France ici à ce sujet est fort modifié; et qu'elle parle de Murat comme d'une éventualité sinon probable du moins possible (1).

Si vous veniez à decouvrir quelque chose d'important relativement au parti Muratiste, et aux rapports du Ministre de France avec lui, vous m'en informerez par le télégraphe; en vous servant du chiffre de la légation.

Je ne m'étendrai pas plus longuement sur la conduite que vous aurez à tenir dans les différentes circonstances qui peuvent se présenter; ayant une entière confiance dans votre prudence et dans votre habileté. J'ai été jusqu'ici pleinement satisfait de la manière dont vous avez rempli les devoirs de votre charge, et je ne doute pas que vous n'acquéririez dans ces moments difficiles des titres précieux à la reconnaissance et à la bienveillance du gouvernement que vous servez avec tant de zèle.

Recevez, Mr le Comte, l'assurance de ma parfaite considération.

(1) V. le Lett. CCCCLXV — CCCCLXVI.

A D U N A M I C O.

(Torino, 13 ottobre 1856)

... Gli affari generali d'Europa sono molto, ma molto imbrogliati: la Russia arreca nella esecuzione del trattato una buona fede poco luminosa, e l'Inghilterra è sdegnatissima: c'è più russofobia oggi in Inghilterra di ciò che non ve ne fosse prima e durante l'ultima guerra. Il primo abboccamento di Crichton con Palmerston è stato tutt'altro che cordiale. Ora la Russia vuole, che per definire le quistioni di Belgrado, dell'isola dei Serpenti e dei Principati il Congresso si raduni di bel nuovo: appoggiano questa pretesa la Russia e la Francia: la oppugnano l'Inghilterra, la Turchia e l'Austria. La Sardegna non ha detto ancora la sua opinione, ma vogliono per forza che la dica: e ciò è un malanno. Ciò distrae l'attenzione dalla questione italiana: e l'Austria che comprende a meraviglia questo stato di cose, e lo vorrebbe perpetuato, fa moine quante ne può all'Inghilterra, e recita la parte di russofoba. Figurati che ha spinto le sue pratiche fino a far nascere nella mente degli statisti britannici il sospetto, che il Piemonte abbia fatto o sia per far lega con la Russia! Insomma è un pasticcio ed un imbroglio, di cui nessuno può raccapezzare il bandolo. Fino ad oggi le probabilità per la seconda convocazione del Congresso sono grandi; ed allora anche la questione partenopea verrà sottoposta con quella di Neuchâtel alle deliberazioni dei diplomatici. A ciò mirano gli sforzi della diplomazia nordica, ed è da temere che riescano avendo molto appoggio nel conte Walewski, il quale è stato fino ad oggi il vero salvatore del Re di Napoli. La crisi monetaria in Francia e lo stato interno attuale di quel paese hanno giovato assai le arti del Walewski in questa occasione, e c'è gran pericolo che la questione napoletana abbia a risolversi in una bolla di sapone. Quella questione mi andava a sangue per le ragioni di umanità, e perchè poteva essere *le commencement de la fin* della vera e grande nostra questione italiana, che è quella accennata dal Farini.

Quegli esuli fanno le solite ciance sulle cose di Napoli, ma sono chiacchiere senza costrutto: chi vuole Murat, chi V. E., chi l'abdi-

cazione, chi la repubblica, ecc. ecc.: tutti trovano che lo scioglimento delle questione dipende dagli eventi e non da noi, ed io nello stato attuale di cose non vedo praticabile altro scioglimento se non il Murattista. Se gli eventi continuano nell'indirizzo attuale, Murat andrà a Napoli malgrado i suoi nemici, e malgrado i suoi amici, i quali per la loro insulsaggine sono più pericolosi dei primi. Napoleone III diceva giorni sono al colonnello Fleury: *mon cousin Lucien a des chances: c'est fort curieux*. Ad ogni modo mi pare che se anche questa volta faremo fiasco nello scioglimento della questione italiana, la colpa non sarà nostra, come l'altra volta; e ciò è gran conforto. Qui il governo è più risoluto che mai, e Cavour e La Marmora ed il Re non falliranno di certo alla nostra aspettazione ed alla fiducia dell'Italia...

G. MASSARI.

MCCCLXXXV.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Turin, octobre 1856)

Mon cher ami,

La personne qui doit me procurer les lettres que vous me demandez pour la duchesse de Rignano et pour la maison Borghese n'étant pas de retour à Turin, je ne puis vous les faire parvenir avant votre départ de Genève. Je les enverrai à Rome à notre chargé d'affaires le marquis Migliorati, aimable garçon dont la connaissance vous sera agréable.

Je vous donnerai deux mots pour le docteur Pantaleoni, qui est l'expression la plus fidèle et la plus distinguée du parti libéral modéré. Je crois que Pantaleoni vous ouvrira toutes les portes des salons non *cléricaux*. Si je ne me fais pas une grande illusion, mon nom y est assez

populaire et un mien cousin a grande chance d'y être bien reçu. Vous trouverez ci joint un mot pour la douane.

Si vous arrivez à Arône le 22, vous y rencontrerez l'Impératrice de Russie, qui nous donne la préférence sur *Bomba*.

Je n'ai pas le tems de vous parler politique. J'aime mieux d'ailleurs ajourner toute discussion à votre retour, certain que je suis que le séjour de Rome vous disposera à donner raison à un système qui tend dans un avenir, plus ou moins éloigné à délivrer l'Italie du joug des prêtres et des Allemands.

.
Votre dévoué.

MCCCLXXXVI.

AL CONTE GIULIO DI GROPPELLO (*Incaricato d'affari interinale*)

Napoli.

(Turin, 21 octobre 1856)

Monsieur le Comte,

Au moment d'agir, la France ayant cru devoir modifier le plan primitif qu'elle paraissait avoir adopté, il s'en est suivi que les deux Puissances occidentales ont décidé de se borner pour le moment à une démonstration diplomatique vis-à-vis le Roi de Naples.

Le gouvernement du Roi n'a pas cru devoir s'associer à une telle mesure qui ne saurait à son avis amener de conséquences favorables à la cause qu'il soutient. C'est ce qui a motivé les nouvelles instructions que je vous ai transmises par le télégraphe.

Bien que nous déplorions la modification qu'a subi la politique de nos alliés, nous devons nous abstenir de manifester publiquement nos sentiments à cet égard. Je vous

engage par conséquent à garder la plus grande réserve, soit avec vos collègues, soit envers les personnes du pays qui peuvent avoir un rapport quelconque direct ou indirect avec le gouvernement napolitain. Avec les individus du parti libéral vous pourrez, usant toutefois d'une grande prudence, faire connaître le regret que nous fait éprouver la nouvelle tournure qu'a prise la question napolitaine. Vous les exhorterez à la patience et à la persévérance, en les assurant que le Roi de Naples ne perdra rien en définitif du sursis qui lui est accordé.

L'Empereur Napoléon nourrit une profonde irritation contre le Roi Ferdinand, et je suis convaincu qu'il est décidé à lui faire payer cher ses mauvais procédés à son égard. Mais il croit que le moment d'agir n'est pas venu. La France veut la paix; elle n'est pas encore remise des fatigues de la guerre. Mais dès qu'elle sera reposée, je suis convaincu que le chef habile qui la gouverne, donnera suite à ses projets envers Naples.

Le Marquis Tagliacarne est arrivé à Turin. Mais pour le moment, je ne crois pas convenable qu'il retourne à Naples.

Recevez l'assurance de ma considération distinguée.

MCCCLXXXVII.

AL SIGNOR ANTONIO GALLENGA (ex-deputato al Parlamento)

Castellamonte.

(Torino, 5 novembre 1856)

Preg. Sig.

Il Re ha ricevuto la lettera che la S. V. gli rivolgeva or sono pochi giorni. S. M. mi ha incaricato di fargli conoscere che, approvando i sentimenti di pentimento e di

devozione alla causa della Monarchia Costituzionale in essa manifestati ed interpretando le intenzioni del magnanimo suo genitore Re Carlo Alberto, obblia e perdona i fatti che inducono la S. V. a rinunziare alla deputazione e ad allontanarsi dal paese (1). Nel farle questa comunicazione, non posso trattenermi dal manifestarle la speranza ed il desiderio che l'avvenire le porga l'opportunità di dimostrare con nuovi fatti quanto sia sincero il suo ravvedimento ed il suo amore per la nobile causa rappresentata in Italia ed Europa dalla generosa Casa di Savoia.

Ho l'onore di raffermarmi con distinti sensi dev. servitore (2).

AL SIG. MARCO MINGHETTI

Bologna.

(Torino, 14 novembre 1856)

Caro Minghetti,

Ti ringrazio della tua lettera, e puoi credere se mi darebbe materia a far delle dissertazioni — altro che una semplice risposta! Ma... e il resto l'immagini. Tuttavia qualche cosa bisogna che ti dica, non foss'altro che per corrispondere al conto in che vuoi tenere le mie idee. Buone o cattive che siano, hanno però sempre il merito d'essere sincere, e perciò si posson sempre mettere in comune. Comincerò dal dirti che lo stato dell'Europa mi pare da far cadere le braccia d'un Ercole non che le mie. Il principio vecchio è morto, il nuovo non è nato. O se è nato non ha dato

(1) Vedasi la nota a pag. 523 del vol. II.

(2) La copia, o minuta, di questa Lettera esiste fra le carte del Castelli. Notiamo però che di essa non è fatta menzione dal GALLENGA nella narrazione delle vicende occorsegli nel 1856 (*Episodes of my second Life*, London, Chapman and Hall, 1884).

che un vagito al Congresso di Parigi ed ora?... Ora si va senza principio, ed ognuno pensa a riparare al più urgente, e a campar per la giornata. Domani si vedrà. Beati i forti. Gli altri s'ingegnino. Non essendo noi forti, nè potendo sperare nulla di giusto o generoso da chi lo è, bisognerebbe essere accorti, e per questo non vedo neppur io altro che quel che tu dici. Quando a domandar cose grosse s'è certi che non vi daranno nulla, e che a domandar poco, qualche cosa si può sperare, la via da tenersi non mi par dubbia. A chi non ha voglia di fare o donar nulla, non par vero gli si chieda l'impossibile. Perciò l'anno scorso avrei voluto che si chiamasse ciò che, si può dire, avevano offerto pel passato, e che a rifiutarlo ora era troppa imprudenza. Avrei voluto si ottenesse un regolare e concorde aiuto dato a chi vuole mutazioni progressive, e se ne stabilisse la forma. Quando s'ha da fare con un edificio in puntelli, smuoverne qualche sasso ha gran conseguenza. Come sperare che si ottenesse di più da un *compare*? Ora in fatti zero via zero: e neppure un sassolino è stato smosso! Questa però secondo me è la sola via possibile; e dice la favola che una volta per uscir d'un laccio seppe lavorar meglio un topo che un leone. Per ora, e *rebus sic stantibus*, sarà difetto d'occhiali ma per me non vedo altro. Del resto l'Europa tutta è in puntelli. Chi ci dice quel che sarà fra un mese? Il male però è che quando una società è povera, debole, corrotta, discorde, se anche vengono occasioni, non le sa usare. Per questo mi è sempre parso che tutto sta nel prepararsi, e che una riforma che rialzi d'un grado il valore morale e materiale d'un popolo, val più di altre cose più chiasose, ma senza base. Certo a questo lavoro quasi sempre guadagnano que' che verranno. Ma se a questo mondo non si fa bene per dovere, è meglio mettersi a giocar alla borsa. Eccoti un sunto delle mie idee, a te accettarle se ti piacciono.

La morte di Collegno mi toglie uno degli ultimi vecchi amici provato da 40 anni. Puoi credere se sia una perdita. Vieni a trovarci e salutami gli amici. Di cuore

Aff. M. AZEGLIO.

MCCCLXXXVIII.

AL CONTE T. DI S. ROSA

(ff. di Segretario gen. delle finanze e Direttore gen. del Tesoro)

Torino.

(Torino, novembre 1856)

Caro amico,

Vi mando un informe abbozzo della prima parte della relazione che deve precedere il bilancio. Pel rimanente mi rimetto interamente a voi.

Accennerete ad una lieve modificazione nella tassa sulle vetture pubbliche.

Direte una parola sulla proposta ritenenza del 10 per cento sulle vincite del lotto (1). A rivederci.

MCCCLXXXIX.

ALL'INGEGNERE BIZOT

Casale.

(Turin, 11 décembre 1856)

Monsieur,

J'ai lu avec intérêt la lettre que vous m'avez écrite le 3 courant.

J'applaudis aux efforts que vous faites pour étendre et populariser le drainage en Piémont. La société que vous avez projetée contribuera beaucoup à ce but utile ; aussi

(1) Veggasi la relazione sul bilancio dello Stato per l'esercizio 1858 presentata alla Camera il 13 gennaio 1857.

vous pouvez compter que le gouvernement verra sa consolidation avec plaisir.

Quant à ce qui regarde l'application du drainage aux risières, et à la fabrication en grand de *drain* à Montarucco, je vous engage à en causer avec Mr Corio, auquel j'ai communiqué votre lettre. Une course à Montarucco vous mettrait à même de juger ensemble sur les lieux ce qu'il convient de faire. Mr Corio vous écrira pour fixer le jour du rendez-vous.

Si vous venez à Turin, je vous recevrai avec plaisir le matin dans mon hôtel de 7 à 8 heures.

Recevez l'assurance de ma considération.

AL GENERALE G. DABORMIDA (Comandante il Corpo d'Artiglieria)

Torino.

(Paris, 23 décembre 1856)

Mon très-cher Général,

... Je vois avec peine que certains *italianissimes* se font beaucoup d'illusions, comme toujours, sur les résultats des nouvelles conférences. On devrait leur faire comprendre que l'objet des nouvelles conférences est tout à fait spécial et limité par des accords convenus d'avance; que les seconds plénipotentiaires ne sont pas compétents pour élargir le cercle de leurs délibérations, et s'occuper d'autre chose que de la question de Bolgrad et de l'île des Serpents. Pour agrandir ou diminuer ce cercle il faudrait reconstituer la Conférence comme elle était, il y a 9 mois, et nous accorder de nouveaux pouvoirs. Aujourd'hui il s'agit uniquement d'interpréter quelques points douteux du traité, et décider quelques détails d'exécution qui n'ont pas été bien définis et ont été mal compris. On a tort de laisser s'égarer l'opinion, car le désillusionnement viendra après. La Sardaigne obtient un résultat important, celui de faire partie des nouvelles conférences en dépit de certaines intrigues qui ont été ourdies pour l'en exclure, et de plus, elle joue le

rôle d'arbitre entre les grandes puissances, mais il est impossible d'aller au delà. Selon moi, il y a encore un autre résultat qui n'est pas sans importance. Les conférences pouvant avoir lieu, grâce à nous, et en dépit de l'Autriche, nous avons acquis des droits à la reconnaissance des Puissances occidentales dont l'alliance commençait à être gravement compromise, et en enlevant à l'Autriche toutes ces fallacieuses questions sur lesquelles elle est trop heureuse de fixer les regards et l'attention de l'Europe, nous l'embêtons (passez moi le mot) joliment et cruellement, en constatant son isolement, en la faisant sortir de ses chères Principautés et la laissant suivre toute écloppée cette alliance actuelle dans laquelle elle devient une espèce de *terzo incomodo*.....

Votre tout dévoué DE VILLAMARINA.

MCCCXC.

ALL'AVV. VINCENZO SALVAGNOLI

Firenze.

(Torino, dicembre 1856)

Preg.mo amico,

Ho destinato il mio nipote (1) a Firenze. Amandolo qual figlio unico, ve lo raccomando caldamente. Vi prego di presentarlo a quei che amano il Piemonte e simpatizzano colla nostra condotta politica (2). La sua condizione gli impone una certa prudenza, ma lo troverete come il suo zio, devoto alla causa di cui siete uno dei più insigni campioni.

Abbiatemi qual sono per il vostro af. amico.

(1) Aynard.

(2) Lettera della marchesa COSTANZA D'AZEGLIO al figlio Emanuele, Torino 11 gennaio 1857: « Le jeune Cavour s'étant présenté pour être admis au Club de Florence, a été reçu à l'unanimité. »

AL BARONE DE MANTEUFFEL (Presidente del Consiglio dei Ministri)

Berlino.

(Francfort, 30 décembre 1856)

. . . J'eus l'occasion de dire au comte Barral (1) qu'un grand nombre de Suisses nourrissaient l'espoir d'être soutenus par la Sardaigne (2). Il répondit qu'il faudrait que son gouvernement fût tombé en démence, s'il se laissait entraîner à soutenir la Suisse contre la Prusse. « Le radicalisme suisse, ajouta-t-il, n'est nullement sympathique aux tendances des Sardes; tout ce qui pourrait se soucier de l'Italie, notamment les éléments italiens de la Suisse est absolument républicain. La Maison de Savoie ne peut pas attendre de la Suisse un appui efficace pour son développement; les espérances d'avenir concordent essentiellement avec celles de la Prusse, quoique jusqu'ici, vous ne vous soyez guère montrés favorables à notre égard... »

BISMARCK (3).

MCCCXCI.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, gennaio 1857)

Preg. Signor

Ho esaminato attentamente i conti della scorsa annata. Se non fossi pratico delle cose agricole ne rimarrei al-

(1) Ministro residente di Sardegna a Francoforte.

(2) Nella questione del Neuchâtel.

(3) *Lettres politiques de M. Bismarck*, 1851-1858, publiées par M. HENRI DE POSCHINGER, conseiller au ministère de l'intérieur de l'Empire. Paris, P. Ollendorff, 1885, pag. 166.

tamente sgomentato, stante l'enormità delle spese. Tuttavia confido nell'avvenire, persuaso che delle economie notevoli possono operarsi senza diminuire le entrate. Ritengo che le economie abbiano a farsi sopra varii articoli, anzichè sul guano. Di questo ragioneremo la prima volta che si troveremo assieme.

Desidero sapere se già siasi incominciato ad ingrassare le bestie di riforma. È questa un'operazione che richiede cure speciali, ma che può nell'avvenire fruttare molto.

Le raccomando il drenaggio a Montarucco. Se fosse incominciato prima che cada neve, forse farei una corsa per andarlo vedere.

Mi scriva e mi creda suo af.

MCCCXCII.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Direttore generale del Tesoro)

Torino.

(Nizza, 22 gennaio 1857)

Caro amico,

Vi prego di concertare con Della Lunga il modo di fare secondare dagli agenti delle finanze la candidatura a Cavour del Conte Amedeo Chiavarina. L'esattore di Vigone è persona molto influente in paese, ed a me assai devota; fatelo venire a Torino e intenderete con lui il da farsi.

Siamo giunti felicemente e velocemente in Nizza (1). I preparativi pel ricevimento del Re sono molti, ma il tempo non gli favorisce.

Non ho ancora visto nessun impiegato delle finanze.

Addio. Vostro af.to amico.

(PS.) Datemi delle nuove di Salmour.

(1) Vedasi nel vol. II la Lett. CCCCLXVIII.

MCCCXCIII.

ALL'ON. DEPUTATO ***

Torino.

(1857)

Preg. Sig.

Una società seria provvista di bastevoli capitali e diretta da uomini sperimentati ed abili, che assumesse la impresa di compiere l'opera sì stoltamente condotta dalla disciolta compagnia Terran e com. del prosciugamento degli stagni di Sanluri e Samassi potrebbe fare assegnamento sulla protezione del governo e sulla particolare mia protezione.

Non posso però entrare in nessun particolare finchè non mi sia trasmessa una regolare e formale domanda.

Tanto ella potrà riferire al suo raccomandato, ripetendogli a nome mio che il buon esito dell'impresa dipende meno dai capitali, che dal modo di impiegarli (1).

MCCCXCIV.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 8 febbraio 1857)

Preg. Signore,

Duolmi ch'ella non abbia potuto venire a Torino giacchè desiderava intrattenerla di un affare che mi sta molto a cuore.

(1) L'impresa venne assunta, nel maggio 1857, dal marchese Pallavicini.

Trattasi della fondazione di una cassa di sconto a Vercelli, istituzione che deve tornare di un'utilità immensa alla nostra provincia. Avrei caro che uno dei suoi figli vi partecipasse come fondatore. L'affare è eccellente, non avrei difficoltà ad intraprenderlo a conto a metà. Vi è a guadagnare danari e riputazione. Se ciò le sorride, venga a trovarmi.

La neve ci costringe a fare economie di spesa. Ciò non è male.....

.....
Mi creda, caro sig. Corio, suo af.

MCCCXCV.

AL CAV. AVV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Cagliari.

(Torino, 18 febbraio 1857)

Preg.^{mo} Sig.

Vennemi comunicato dal sig. Felice Rignon il progetto di massima per la costruzione di un acquedotto per Cagliari, compilato per cura dei Sig.ri Gastaldetti e Marsaglia.

Dal fattone esame, rimasi convinto che quest'opera riuscire deve di somma utilità non solo alla città di Cagliari, ma all'intera Sardegna. Finchè Cagliari difetterà d'acqua, il suo porto sarà sfuggito dai naviganti, ed il commercio marittimo dell'Isola rimarrà stazionario.

A parer mio, quest'opera è la più feconda in utili risultati, la più giovevole all'Isola che intraprendere si possa nelle attuali circostanze. Non esito quindi ad eccitarlo a volerla promuovere con tutti i mezzi di cui ella può di-

sporre. Il ministero, ne sia certo, lo seconderà nei limiti delle sue facoltà.

A questo scopo sarebbe bene che la S. V. facesse constare delle spese che vengono ogni anno erogate dai vari dicasteri per acquisto d'acqua; non escluso quelle della marina. Queste, se non vado errato, raggiungono una cifra molto elevata.

Il governo potrebbe assumere l'impegno di continuare a spendere eguale somma annualmente, anche dopo la riduzione del prezzo, conseguenza dello acquedotto. Giacchè potrebbe impiegare una grande quantità come forza motrice, sia collo stabilire manchine idrauliche nel porto, sia nella fabbrica dei tabacchi. Parmi che questo impegno per parte del governo, dovrebbe animare il municipio, sussidiato all'uopo dalla provincia, ad assumere quella garanzia che gli autori del progetto richiedono.

Io non dubito che quest'impresa sarà portata a compimento mercè le sue illuminate cure; e ch'ella acquisterà con ciò un titolo non perituro alla riconoscenza dei Sardi ed alla benemerenzza del governo.

MCCCXCVI.

AL SIG. ALPHÉE DE VATRY (1)

Parigi.

(Turin, 25 février 1857)

Je viens, mon cher Vatry, vous demander un petit service: l'entrepreneur de notre Théâtre désire de savoir si

(1) Antico deputato francese nato nel 1798. Capitano negli ussari a vent'anni, fu aiutante di campo del re Gerolamo nei Cento giorni. Rimosso dal servizio militare, sotto la Ristorazione, si fece agente di

Mad. Dumorreau-Cinti de l'Opéra, qui chante maintenant à Bordeaux, peut être engagée comme *prima donna di primo cartello* pour le carnaval prochain. Personne mieux que vous n'est dans le cas de le faire d'une manière sûre. Je vous prie, en conséquence, de lui fournir des renseignements précis. Je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien lui adresser une réponse par le télégraphe conçue à peu près en ces termes:

« *Sì è buona, potete impegnarla;* »

Ou bien:

« *No, è mediocre.* »

Vous seriez bien aimable de compléter vos renseignements par lettre.

Croyez, mon cher Vatry, à mes sentiments dévoués.

MCCCXCVII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 23 febbraio 1857)

Preg. Sig.

Avendo deciso di recarmi domani a Genova per assistere ai primi esperimenti che si stanno praticando intorno ad

cambio e guadagnò nelle operazioni finanziarie una gran sostanza. Nel 1831 fu mandato alla Camera dei deputati dal circondario di Château-Salins, e continuò a rappresentarlo sino alla rivoluzione di febbraio, votando quasi sempre col partito conservatore. Nel 1849 fu mandato all'Assemblea Legislativa dal dipartimento della Meurthe, e, sino allo scioglimento di essa, fece parte della maggioranza monarchica. Pubblicò, nel 1844, un opuscolo sulle strade ferrate. È menzionato nella Lettera CCLXIX (9 maggio 1853) a Enrico Martini, vol. II, pag. 268.

un nuovo metodo di perforare i monti, che condurre ci deve al compimento della impareggiabile impresa del passaggio delle Alpi, la invito a soprassedere dal fare una corsa a Torino come lo aveva divisato. Potrebbe qui venire giovedì o venerdì della ventura settimana.

Rispetto ai lavori da farsi al molino ed all'annessa pista, mi riassumerò in due parole : faccia l'indispensabile e nulla più. Se fossi solo interessato in questo affare non esiterei a formare un piano per la costruzione di un nuovo edificio

Lei che mi conosce, può concepire quanto mi sia grave il dover mutare sistema; ma a ciò mi sottopongo per evitare mali peggiori...

.
La creazione di una cassa di sconto a Vercelli, non richiedendo più il suo concorso, ho creduto farle cosa grata non insistendo onde ella figurasse tra i fondatori ; se però ella desiderasse farne parte, non avrebbe che a manifestarne il desiderio a Badino (1).

Mi creda con affettuosi sensi dev.mo servitore.

MCCCXCVIII.

A L L O S T E S S O .

(Torino, marzo 1857)

Preg. Sig.

Faccia quanto reputa più opportuno al buon andamento degli affari per ciò che riflette i salariati. Dei B*** uno solo è bravo, gli altri due furono sempre veri biricchini.

(1) Negoziante di cereali.

Approvo le disposizioni date intorno al drenaggio. La prego a ben constatarne l'effetto sui prati stati già sottoposti a questa operazione.

Le scene a cui diede luogo la morte di Garonetti, debbono persuaderla che, se vi sono prevosti intolleranti e fanatici, vi sono pure vescovi caritatevoli ed umani, e perciò non doversi confondere in una stessa reprobazione l'intero ceto ieratico (1).

Mi creda suo af.

MCCCXCIX.

A L L O S T E S S O.

(Torino, marzo 1857)

Preg.mo Signore,

Dall'analisi del sig. Dalpozzo rilevo che il concime acquistato dal sig. Rossi è veramente quale risultava dalla prima analisi del sig. Abbene, e potersi quindi impiegare senza tema in sostituzione del guano peruviano nella proporzione di 2 ad 1.

Credo che produrrà buoni effetti tanto sui prati che nei campi; ond'io lascio alla sua sagacità il determinarne l'impiego. Nei campi produrrà meno forse il primo anno, di più nei successivi.

Le comunico qui compiegata con preghiera di restitu-

(1) Il parroco di Livorno (Vercellese) aveva vietato che la salma del dottore Garonetti fosse sepolta nel camposanto, perchè questi aveva dichiarato di voler morire senza sacramenti. Il venerando arcivescovo di Vercelli, monsignor D'Angennes, per evitare subbugli, usò in questa congiuntura della sua autorità revocando il divieto del parroco, e così il Garonetti poté essere sepolto nel camposanto.

zione, una lettera del sig. Cappa al quale prima di rispondere bramerei sentire le sue osservazioni.

Vedo con dispiacere che la pioggia ha disturbati gli intrapresi lavori, nullameno non la posso riputare nociva alla campagna. Solo conviene armarsi di pazienza per non fare dei mediocri lavori.

Le notizie estere indicano piuttosto un'opinione al ribasso. I grani, cosa strana, sono ora a miglior mercato in Inghilterra che non da noi. Ciò le dico per sua norma, senza insistere però per vendite precipitose.

Mio fratello pare vadi migliorando. Suo af.

MCCCC.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 8 aprile 1857)

Preg. Sig.

Nulla occorrendo in contrario partirò da Torino venerdì col primo convoglio di Novara ed andrò a scendere a Bianzè ove la prego a volere far trovare un legno per andare al Torrone ed a Leri.

Essendo tale giorno il Venerdì Santo faremo magro.

Mi creda con affettuosi sensi, dev. servitore.

MCCCCI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, aprile 1857)

Preg. Sig.

Bisogna praticare i precetti del *Pater noster*: epperò consento a quanto ella mi propone in ordine a Nocenzio.

Il sig. Bizot sarà libero alla fine del mese. Ho deciso

di fare un piccolo sperimento di drenaggio nelle risaie ; scegliendo a tale oggetto la risaia di 2 g^{te} parallela al prato delle fornaci della Cagna. Ove non riesca, la faremo prato.

Il signor Bizot a mio eccitamento dovendo fare sperimenti sull'impiego del bullone (1) come combustibile, lo prego a spedirgliene 2 sacchi.

Il tempo ci seconda.

Mi creda dev.mo.

MCCCCII.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Roma.

(Turin, 16 mai 1857)

Mon cher Auguste,

J'ai reçu votre bonne lettre du 8 c^t. Je crois que vous voulez vous moquer de moi en me demandant d'avance un entretien particulier. Vous savez combien j'ai de plaisir à vous voir et à causer avec vous ; aussi vous pouvez compter que je ferai tout mon possible pour profiter de votre séjour à Turin. Si vous devez vous arranger pour être à Genève le 29 vous pouvez rester jusqu'au 27 ici, car grâce aux chemins de fer de Suse et celui de S' Jean, on peut en 24 heures aller de Turin à Genève.

.....
Comme vous arriverez à Turin, pendant le séjour que fera l'Impératrice de Russie, il serait bon peut-être de faire retenir un appartement d'avance. Si vous le désirez je me chargerai de le faire.

(1) Buccia del riso.

Mr Colladon est ici; il est venu pour nous aider dans la grande entreprise du percement du Montcenis; à laquelle nous allons mettre la main avec une audace qui étonne les ingénieurs des autres contrées de l'Europe (1).

Vous trouverez Gênes fort irritée contre le ministère. Je vous engage à ne pas prêter foi à tout le mal que vous entendrez dire de moi. Croyez, mon cher Auguste, à mon sincère attachement.

MCCCCIII.

AL CAV. AVV. ANGELO CONTE (*intendente generale*).

Cagliari.

(Torino, 20 giugno 1857)

Ill.mo Signore,

In riscontro al suo foglio del 10 and^{to}, m'affretto di accertarla che ho altamente commendate le disposizioni date dalla S. V. per procurare l'affittamento dei beni comunali. Io ignorava del tutto che a questa salutare operazione potesse ostare in parte almeno la Carta R. del 1839. Mi lusingo ancora che il Consiglio di Stato abbia esagerato la portata delle prescrizioni della citata legge; ma quand'anche ciò fosse, ella non debbe scoraggiarsi

(1) L'opera di Cavour nell'iniziativa di questa grandiosa impresa non è abbastanza conosciuta e apprezzata in Italia. Ond'è che stimiamo conveniente ristampare in *Appendice* (n. IV), i cenni storici che il valente pubblicista sig. HUDRY MENOS pubblicò nella *Revue des deux mondes* del 16 febbraio 1865 col titolo: *Il traforo delle Alpi*. I lettori giudicheranno se sul monumento, eretto in Torino in piazza dello Statuto, non si dovesse (e non si potesse tuttora) aggiungere in caratteri d'oro il nome di CAMILLO CAVOUR ai nomi degli ingegneri Sommeiller, Grattoni e Grandis.

giacchè, d'accordo col mio collega dell'interno, il ministero è disposto ad introdurre nel progetto di legge sugli ademprivi (1) una disposizione che sanzioni il suo operato e gli dia la facoltà di progredire in una via che deve condurre a salvamento le finanze dei municipi, contribuendo efficacemente al progresso dell'agricoltura nell'isola.

Non si dia pensiero delle opposizioni che il risoluto suo operare può suscitare. Il ministero ha piena fiducia nel suo zelo, nei suoi lumi e nella sua attitudine. È deciso a sradicare con mano ferrea gli abusi dell'antica amministrazione Sarda; epperò sosterrà a spada tratta coloro, che come lei, si travagliano per introdurre l'ordine, la regolarità, la moralità là dove regnava la confusione, il disordine, l'immoralità.

Le raccomando sempre l'affare dell'acqua potabile di Cagliari.

La banca parmi proceda bene. Spero che il tribunale di commercio che sta per istituirsi farà buona prova. Così poco a poco, coll'introdurre in Sardegna uomini ed istituzioni del continente giungeremo a far risorgere quel benedetto paese, cagione ora, di tanti disturbi e di tanti sacrifici.

MCCCCIV.

AL CONTE C. DI CASTELBORGO (Direttore gen. Gabella al Ministero Finanze)

Torino.

(Turin, juin 1857)

Mon cher Comte,

Je vous envoie une lettre de la Marquise *** qui réclame un paquet de Tombeki, destiné à lui procurer une ivresse que les sens ne peuvent plus lui donner.

(1) Fu presentato dal conte di Cavour alla Camera, nella tornata del 22 giugno seguente.

Je puis attester la vérité de la première partie de la proposition que je viens d'énoncer. Il est certain que la Marquise ne trouvant plus qui consente à l'énivrer de caresses, passe sa vie à fumer je ne sais quel narcotique oriental auquel elle mêle de l'opium en fortes doses.

La priver de ce passetems dans ses vieux jours, serait une cruauté dont nos cœurs de douaniers, quelque impitoyables qu'ils soient, ne sauraient être capables. Veuillez donc lui faire rendre son poison en lui faisant payer le droit le plus fort possible. J'enverrai chez vous un de ses ex-amants, Mr ***, afin que vous puissiez lui faire connaître ce que la Marquise doit faire pour se saturer le plutôt possible de son narcotique.

Je désire pour jeudi de connaître approximativement le coût des transports en Savoie des *generi di regia privata*. Votre dévoué.

MCCCCV.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Genova.

(Turin, 2 juillet 1857)

Mon cher cousin,

Je ne puis encore vous répondre d'une manière positive à l'égard de la course que je compte faire en Savoie. Elle est subordonnée au voyage du Roi. Or rien n'est décidé à cet égard. En tous cas je ne pense pas que ce voyage puisse avoir lieu avant la moitié d'Août. Si le Roi ne va pas en Savoie, je ne sais si je pourrais quitter Turin. — Je vous supplie de ne pas vous gêner pour moi. Je ne serai pas toujours ministre. Redevenu libre, j'irai vous demander l'hospitalité et me retremper auprès de vous. Un voyage

semi-officiel est plein d'ennuis et d'inconvénients. J'aurai à mes troupes tous les Intendants et tous les syndics, sans compter les employés de toutes les espèces. Les curés seuls me laisseraient tranquille. C'est beaucoup mais ce n'est pas assez pour quelqu'un qui a surtout besoin de repos.

.
Croyez-vous que notre ami Pantaleoni passe cette année par Turin ? Ce serait une excellente occasion pour lui donner la croix.

Mazzini vient de faire une de ses équipées à Gênes (1). Le mouvement a été réprimé avant même qu'il eût un commencement d'exécution. Quoique il n'eût pas de chances sérieuses de réussir, il n'avait pas été trop mal combiné. L'indignation universelle qu'il a excitée nous permettra de sévir contre les Mazziniens qui sans être à craindre sont fort fastidieux.

Le Pasteur Naville m'a écrit pour que le g.t permette un culte à Cormayeur. J'espère que cela pourra se faire, si la direction en est confiée à un homme très prudent, et nullement convertisseur. Nous devons ménager les susceptibilités, et voir même les préjugés des populations qui en général sont très irritées contre les apôtres maladroits de la soi disante Eglise libre. Partout où il y a quatre protestants nous permettons un culte public. Mais nous ne saurions tolérer que des missionnaires fanatiques viennent porter le trouble et la discorde au milieu de populations entièrement et exclusivement catholiques.

Croyez, mon cher cousin, à ma sincère amitié.

(1) Vol. II, pag. 165 e seg.

MCCCCVI.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 10 luglio 1857)

Preg. Sig.

Lord Lyon giungendo domani a Torino non posso andare domenica a Leri.

Ho visto il sig. Bizot, che fu dolente di non aver concertato prima la sua visita colla S. V. Lo invitai a scriverle per combinare il giorno in cui si recherebbe al Torrone.

Divido pienamente la sua idea di fabbricare 200 tubi. Se ne venderemo 150 a 25 lire, pagheremo in parte il drenaggio che vogliamo fare. Il sig. Bizot mi diede buone notizie dell'esperimento fatto nelle risaie in Buronzo. Veda di assumere in proposito informazioni precise; giacchè è per noi questione vitale.

Sono furioso contro Pipillo; se non si emenda lo cambieremo.

Se il tempo perdura con temperatura mite farò ancora una gita per vedere lavorare le macchine.

Mi creda suo af.

MCCCCVII.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 17 luglio 1857)

Preg. Sig.

Se nulla accade che perturbi i miei piani, domenica mattina sarò a Livorno col 1° convoglio, col desiderio e la speranza di vedere lavorare le nostre macchine a grano.

Ove non mi vegga nel convoglio mi compiangia e mi auguri miglior fortuna. Suo af.

MCCCCVIII.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA

(M. di Segr. gen. Finanze - Direttore generale del Tesoro)

Aix-les-bains.

(Turin, 10 août 1857)

Mon cher ami,

Je vous envoie ci-joint une lettre d'introduction pour Mr Parrieu (1). C'est un des hommes les plus sérieux de la France; vous en serez content.

Je vous remercie de votre programme, j'en ferai mon profit.

L'affaire de Londres a manqué. Lafitte va émettre les obligations et appeler 150 frs. J'espère que cela le mettra à même de remplir ses engagements.

Faites mes amitiés à Salmour et dites lui bien d'achever sa cure avant de venir reprendre le fardeau des affaires.

Il pleut à verse; ce qui est excellent pour les campagnes, et par conséquence pour les finances. Nous avons bien besoin de voir s'augmenter les ressources du pays, car les recettes diminuent.

Bon voyage, mes amitiés à Villamarina.

MCCCCIX.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Turin, août 1857)

Mon cher cousin,

Je vous remercie de me rappeler le projet que j'avais formé de me rendre à Pressinge à la suite du voyage du

(1) V. Lett. CCCCLXXX, vol. II, pag. 485.

Roi en Savoie. Je crains de ne pouvoir le réaliser. D'abord parce qu'on annonce une visite à Turin du P^{re} Napoléon; ensuite parceque l'état de la politique à l'intérieur et à l'extérieur est tel que je ne puis sans imprudence m'éloigner; enfin les conseils provinciaux se réunissant au commencement de septembre, je dois assister à celui de Verceil que j'ai l'honneur de présider depuis bien des années.

Je regrette plus que je ne saurais le dire de devoir abandonner un projet que je caressais depuis longtemps. Je ne m'y résigne qu'en présence de considérations majeures dont vous apprécierez j'en suis sûr la gravité.

.
La politique étrangère me donne bien des soucis. L'incroyable conduite de Lord Palmerston m'a forcé à m'éloigner de l'Angleterre. Je crois que vous ne me blâmez pas de m'être nettement refusé à devenir l'aveugle instrument de sa haine passionnée contre la Russie (1). Abandonnés par l'Angleterre, ayant en présence l'Autriche malveillante et hostile, devant lutter contre Rome et les autres Princes Italiens, vous devez comprendre combien est difficile notre position. Je ne suis pas découragé malgré cela, car je crois que le pays est avec nous. Les élections générales (2) le prouveront. La lutte sera vive,

(1) Vedasi la Lettera C. CAVOUR, 4 agosto 1857, al M.se E. D'Azeglio a Londra: « Je suis bien aise que vous alliez en congé pour ne pas avoir à discuter avec Clarendon la question des Principautés (daniubiennes). La conduite de l'Angleterre me navre. Je ne puis la comprendre et je ne saurais la justifier. Pour satisfaire de mesquines rancunes et prévenir des dangers imaginaires, elle déserte la cause libérale, devient un instrument des passions autrichiennes et perd la confiance et le prestige auprès des nations qui espéraient en elle. » N. BRIANCHI, *La Politique du Comte Camille de Cavour* du 1852 à 1861. Lettres inédites avec notes. Turin, Roux et Favale, 1885.

(2) Non rimaneva più che da stabilirsi la data. Con R. Decreto del 25 ottobre susseguente, esse furono indette pel 15 novembre.

car le parti clérical déploiera tous ses moyens. Mais je crois qu'il sera battu, car la droite modérée refuse absolument de se joindre à lui, et se montre disposée à soutenir le ministère. Si les élections n'étaient pas entièrement ministérielles, la position deviendrait à peu-près intenable, et je me déciderais probablement à aller vous demander l'hospitalité.

.
Mes amitiés à Eugène et à William. Votre dévoué.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(St-Cloud, 17 août 1857)

Mon cher Marquis de Villamarina. En vous remerciant de votre lettre, je vous prie de dire au C^{te} de Cavour que rien n'est plus loin de ma pensée que de lui susciter des embarras. Il peut compter sur mon désir de soutenir son gouvernement par tous les moyens possibles. Si quelque fois je lui fais faire quelques représentations, il ne doit les prendre que comme les conseils d'un ami.

J'espère que pour le bonheur de l'Italie, comme pour le maintien de nos bonnes relations le Comte de Cavour restera longtemps à la tête du gouvernement du Roi. Car j'ai une foi entière dans ses lumières et dans son caractère élevé.

Croyez à mon amitié.

NAPOLÉON (1).

(1) Dal *Museo Storico di Casa Savoia* nell'Archivio di Stato in Torino, illustrato da PIETRO VAYRA (Torino, Bocca, 1880). Edizione di 150 copie.

MCCCCX.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Direttore generale del Tesoro)

Parigi.

(Turin, août 1857)

Mon cher ami,

Le Roi partira dimanche 30 c' et sera le 31 à Chambéry où il s'arrêtera 3 jours (1). Je pense que vous voudrez vous trouver aux fêtes qu'on lui donne. Avant cette époque la loi sera publiée, Lafitte trouvera de l'argent d'une façon ou d'autre; il m'a promis d'être à Turin jeudi au plus tard.

Dans le mois de juillet les comptables ont versé 13,000,000, mais le semestre a tout englouti.

(1) Il 31 agosto S. M. il Re di propria mano die' fuoco in Modane alla prima mina con cui si iniziarono i lavori di traforo del Moncenisio (Fréjus). Il 1° settembre colla prima pietra staccata dal monte si posero le fondamenta del ponte di Culoz sul Rodano. La lamina di rame commemorativa e che copre la cassetta contenente le monete e le carte, secondo la consuetudine, collocate sulle fondamenta del ponte, porta la seguente iscrizione latina, nella quale è anche ricordato il nome di Cavour, presente alla cerimonia:

VICTORIUS EMANUEL regis CAROLI ALBERTI F. et Sardiniae rex, die xxxi augusti anni mdcclvii, pulveris pluri vi ab ipso accensi lapidem avulsit ab ore cuniculi qui in Montis Cenisii latebris aperietur, et postera dies i septembris eundem lapidem posuit ad fundamentum pontis construendi super flumen Rhodanum prope Culoz, ubi gallica via ferrata, quae ab urbe Lugduno Geneviam petit, connectitur cum via ferrata sabauda cui *Victorii Emanuelis* nomen est.

Opus utrumque mirificum et aeternae memoriae dignum, quo non solum brevis et facilius inter Sabaudiae et Pedemontis regiones iter fit, sed major et tutior inter Gallicas et Italicas gentes commercii atque concordiae frequentia, cujus insubili diuturnitati praesentia principis NAPOLEONIS, augusti Gallorum Imperatoris NAPOLEONIS III consobriini optimum omen est.

Flebant haec dum essent regii consilii praeses CAMILLUS BENSUS CABURRI comes, operum viarumque administer eques PETRUS PALBOCAPA, auctores operis ALOYSIUS RANCO et AYNARD architecti.

Il pleut tous les jours, de sorte qu'il fait une fraîcheur charmante.

Ne m'ayant pas donné votre adresse, j'envoie cette lettre sous pli à Salmour. Votre dévoué (1).

MCCCCXI.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Lori, 17 7bre 1857).

Mon cher cousin,

J'ai reçu hier au soir ici votre lettre du 12 c^t.

J'ai écrit de suite au ministre de l'intérieur pour qu'il recommande à l'Intendant d'Aoste l'éditeur de la correspondance de Calvin. Je pense qu'il n'a pas l'intention de renouveler les prédications de son héros, le terrain serait mal choisi. La vallée d'Aoste étant le coin le plus reculé du pays en fait de tolérance religieuse. À cet égard, j'ai dû écrire ces jours derniers à Mr le prof. Ernest Naville pour le prier de tempérer le zèle de deux pasteurs qui sous le prétexte de pourvoir aux besoins spirituels des étrangers qui vont aux eaux de Cormayeur font une propagande très active dans ces contrées. L'Évêque d'Aoste s'en est ému; vieillard de 80 ans qui a conservé la fougue d'un jeune néophyte, il voulait aller camper au milieu de son troupeau pour empêcher le loup de l'hérésie de l'entamer. Il lui eût été facile d'exciter de graves désordres et de renouveler au pied du Mont-Blanc les scènes fâcheuses

(1) Appendice n. V.

qui viennent d'affliger le nord de l'Irlande. Si ces braves Pasteurs consentaient à s'éclipser jusqu'à l'époque des eaux, je leur en serais fort reconnaissant. Veuillez en parler au pasteur Meunier, qui comprend parfaitement les ménagements que le gouvernement doit garder envers des populations que le clergé peut facilement enflammer.

Vous pouvez être certain que je n'oublierai pas votre protégé Mr ***, lorsqu'il sera possible de lui donner de l'avancement sans trop faire crier Quant à S*** je me réserve de vous répondre lorsque j'aurai causé avec le C^{te} de Castelborgo son chef suprême.

L'affaire de l'établissement Victor Emmanuel en Sardaigne peut être bonne, médiocre ou détestable suivant la manière dont elle sera menée. D'abord il ne faut pas pousser les terrains au delà du prix auquel ils ont été adjugés au Marquis Pallavicini (1), ensuite il faut pouvoir disposer d'un capital de 400,000 frs au moins. Mais surtout il faut que la direction soit confiée à des mains très habiles. Pour tirer parti de cette vaste plaine, il est nécessaire que le chef de l'exploitation soit intelligent, instruit, point routinier, mais en même tems que ce soit pas un savant professeur d'agriculture, un homme à système. Si l'affaire est confiée à quelqu'un de l'école de *Crud* (2) on engloutira des millions sans qu'il en reste trace.

En Sardaigne, comme à peu pres partout, il faut prendre le système agricole existant comme point de départ; ensuite l'améliorer, le perfectionner et voir même le transformer si cela est nécessaire. La valeur des terres a doublé en Sardaigne depuis dix ans. Elle doit encore augmenter considérablement dans la région surtout où l'établissement Victor Emmanuel est situé. Par conséquent

(1) V. la Lettera MCCCLXXIII.

(2) Appendice, n. VI.

si au lieu de vouloir le transformer en une vaste exploitation agricole, on le divisait en fermes de grandeur raisonnable il est probable qu'au bout d'un certain tems on pourrait les vendre ou les louer à des conditions avantageuses.

En résumé je vous conseille de ne prendre intérêt dans l'affaire de l'établissement V. E. qu'autant que les personnes qui doivent la diriger vous inspirent une entière confiance.

Je suis depuis quelques jours tranquillement à Leri à faire mes foins et mes riz qui ne vont pas trop mal. Le ministre d'Angleterre est venu m'y trouver à la barbe de Lord Palmerston qui pour le quart d'heure est fort en colère contre moi.

Si vous voyez le bon Duc de Broglie faites lui mes compliments. Je le respecte et l'aime toujours, bien que j'aie eu un peu de peine à lui pardonner son travers unioniste

Croyez mon cher ami à mes sentiments dévoués.

MCCCCXII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 8^{bre} 1857)

Preg. Sig.

Aspettandosi a Torino il Duca e la Duchessa di Montpensier e dovendo dare un pranzo diplomatico domenica mi è impossibile l'andare a Leri prima del Consiglio divisionale. Sarò spero più fortunato la settimana ventura.

Il sole mi allarga il cuore; e ridesta il mio buon umore.

Ella ha fatto ottimamente a tenere le vacche in istalla, mai danari furono meglio spesi di quelli impiegati a far raccogliere e condurre a casa il trifoglio a quelle bestie destinato.

Mi creda suo af.

MCCCCXIII.

AL CONTE C. TRABUCCO DI CASTAGNETTO (Senatore del Regno)

Torino.

(Leri, 12 8bre 1857)

Monsieur le Comte,

Je vous suis très reconnaissant des explications et des renseignements que vous avez bien voulu me fournir sur la part que vous avez prise au projet formé par les Évêques pour régler l'épineuse question des fabriques (1).

Je m'empresse de reconnaître que cette part a été inspirée par un sentiment de conciliation et de bienveillance personnelle dont je vous sais le meilleur gré.

Je n'ai pas encore eu le tems d'examiner le projet qui m'a été remis par Monseigneur D'Angennes à mon dernier séjour à Verceil. Toutefois la lecture rapide que j'en ai fait me porte à croire que le gouvernement ne saurait l'accepter tel quel. En effet les Évêques voudraient se réserver le choix exclusif des membres du conseil de fabrique et réduire la part laissée aux communes et aux paroissiens à peu près à rien. Si telle est leur intention elle ne saurait trouver appui auprès de moi, qui tout en

(1) V. nel vol. II la Lettera CCCCLXXIII.

respectant les droits de l'Église, désire que pour ce qui a rapport aux simples intérêts matériels il y ait un contrôle exercé par les contribuables soit directement, soit par l'entremise des conseils communaux. Avant de me prononcer sur le projet en question cependant j'attends de votre extrême obligeance les explications que vous êtes mieux que personne en position de me donner. C'est pourquoi je prends la liberté de vous prier de vouloir bien passer chez moi le matin un jour de la semaine prochaine, époque où mes courtes vacances seront finies.

Ainsi que vous voulez bien le dire je suis animé d'un véritable esprit de conciliation, mais cet esprit ne va pas jusqu'à vouloir tout céder sans rien obtenir. Toutes les démarches que j'ai faites dans le but d'atténuer les difficultés qui existent avec Rome n'ont guère eu de succès. Si l'Évêque de Mondovì veut être explicite il pourrait vous dire quel accueil peu encourageant ont reçu des propositions faites à sa propre instigation. Rome dans ce moment est animée d'un esprit de réaction violente. Ses succès auprès de plusieurs gouvernements lui ont fait croire qu'elle pouvait ramener la chrétiennté vers les institutions du moyen-âge. Dans de telles dispositions il est impossible de traiter avec elle. Ce qu'on peut faire et ce que probablement le gouvernement fera c'est d'éviter pour le moment toute question irritante, au nombre desquelles peut être faudrait-il ranger celle des fabriques.

En vous remerciant de nouveau des sentiments que vous manifestez à mon égard je vous renouvelle l'assurance de mon sincère dévouement.

MCCCCXIV.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, ottobre 1857)

Preg. Sig.

Pensando ai tanti disastri che hanno afflitto il nostro paese, possiamo riputarci fortunati della parte di danni a noi toccata in queste ultime dolorose circostanze. Confido nella sua energia e prudenza onde menomare al possibile la perdita a cui ci converrà sottostare.

Ho ricevuto da Bologna lettera dall'amico Minghetti. Esso mi dice che le stuoie che hanno 2 metri e 85 di lunghezza e 1 metro e 25 di larghezza costano a Bologna lire 1 35: che il trasporto sino ad Alessandria può calcolarsi, se per terra, caduna stuoia lire 1 62.

Se per acqua » 0 72.

Cosicchè la stuoia data ad Alessandria costerebbe o L. 2 97, o lire 2 07 secondo che si facesse venire per acqua o per terra.

Minghetti aggiunge che dando ora una commissione si potrebbe farla eseguire quest'inverno ottenendo qualche economia.

La semente di trifoglio costa a Bologna lire 14 70 il miria, aggiungendo lire 2 di spese di trasporto il prezzo risulterebbe a quasi lire 17. Ce ne offre 73 miria raccolto sopra i suoi fondi, che dice di primissima qualità.

Desidera sapere il costo del trebbiatoio del grano e di quello a riso di Montarucco. Veda di mettermi in condizione di darle adeguato riscontro (1).

Mi creda con affettuosi sensi dev.mo servitore.

(1) Vedasi nel vol. II la Lettera CCCCXCIV (28 ott. 1857) al Minghetti.

MCCCCXV.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 30 ottobre 1857)

Preg. Sig.

È il caso di dire che l'eccesso del male produce talvolta un bene quando si ha la forza di sopportarli con maschio coraggio. Le piogge malaugurate di quest'anno, danno vinta la causa delle macchine, e di più sono origine di un immenso perfezionamento, i forni essicatori. Io ritengo che mercè le sollecite ed illuminate sue cure, il danno reale si ridurrà a poco. Ma quand'anche fosse di qualche rilievo, credo gli accennati progressi ci somministreranno larghi compensi. Se fossi libero domenica andrei certo a Leri, ma debbo intervenire all'inaugurazione della strada di Voghera. Più tardi se posso andrò vedere i forni ad operare.

Si conforti col sole, il seminerio non andrà tanto male.
Mi creda con sinceri sensi dev. amico.

MCCCCXVI.

. A L L O S T E S S O .

(Torino, 31 ottobre 1857)

Preg. Sig.

Ieri il Deputato Ara mi ha riferito che si lavora attivamente nel mandamento di Cigliano ed in quello di San Germano a favore di Lignana a danno di Farini. Se si

riuscisse a far trionfare il primo ne sarei accoratissimo. Farini è mio amico personale, e sarebbe in certo modo uno scorno fatto a me. Parmi non meritare un tale atto dai miei vicini. La prego quindi ad adoperarsi a tutto uomo a favore di questi. Spero che Marcone e le persone che hanno qualche amicizia per me seconderanno i miei desiderii. La prima volta ch'ella andrà alle *Paciotte* faccia visita a Sanfront e le dica che faccio assegno su di lui per escludere il Lignana che appartiene ad una frazione molto a lui avversa.

Si crede che i preti voteranno per Lignana in odio di Farini, quando esso è di opinioni molto più anticlericali.

A Cigliano la famiglia Banchetti appoggerà Farini; ma temo che i Tosco gli siano avversari.

Spero che i Livornesi ed i Bianzini rimarranno compatti, e che così il trionfo di Farini rimarrà sicuro.

Lo autorizzo a valersi del mio nome se lo crede utile. Ho fatto dire a Lignana, al quale voglio assai bene, e che vedrò di far nominare in altro collegio, che lo avrei combattuto personalmente con la massima energia.

Il tempo pare favorevole. Spero che il seminario riuscirà ancora benissimo. Lo prego di fare l'esperienza del *guano-écarrissage* con la massima cura. Il signor De Santi che non è un minchione ne dice le meraviglie.

Credo che sarà bene l'appropriare dell'interruzione della ferrovia di Genova per vendere il grano. Dia in proposito le opportune direzioni a Stiglio. Mi tenga informato dell'andamento degli affari; ed in ispecie di ciò che si riferisce al raccolto della meliga. Se la macchina riesce bene, come spero, ne farò fare un disegno, e lo farò pubblicare onde promuoverne l'adozione.

Mi creda qual sono suo af.

MCCCCXVII.

AL SIG. ALPHÉE VATRY

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Vatry,

Je ne veux pas laisser plus long tems votre lettre du 17 c.t sans réponse. Si je ne puis vous annoncer que nous allons déclarer la guerre au Duc de Modène, pour venger l'injustice dont il s'est rendu coupable à votre égard, je puis vous assurer que nous serions disposés, non seulement à rompre avec ce cher voisin, mais aussi avec son puissant protecteur et parent, pour peu que la France voulût nous aider. Au reste, si vous tenez absolument à ce que nous fassions une expédition a Viareggio, il faut venir avec Mad.^e de Vatry la combiner avec moi : cela n'est guère difficile grâce a Lafitte, qui vous conduira en chemin de fer jusqu'au pied du Montcenis, qu'on traverse encore à cette saison sans peine.

En attendant votre visite, je serai charmé de voir votre recommandé, le jeune Comte de Vaugirard.

Veuillez me rappeler au souvenir de Mad.^e de Vatry et faire mes amitiés à Mr Thiers qui, j'espère, ne trouve pas, ainsi que le font les fusionistes, ma politique folle, inique et révolutionnaire.

Croyez, mon cher Vatry, etc.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Turin, 14 novembre 1857)

Mon cher fils,

Nous sommes ici dans une phase d'agitation dont je n'ai jamais vu la pareille. Les Piémontais sortent de leur caractère accoutumé grâce aux élections. Tout le monde a le diable au corps. Tout le monde veut être député. On ne peut mentionner personne qu'on ne vous dise: il se fait porter à tel endroit. Il nous faut, je crois, 240 députés, plus de 700 sont proposés sans compter ceux qui surgiront au moment de la votation. A Turin on est plus paisible; mais dans les provinces c'est une bacchanale incroyable. Les partis sont en présence et ne se ménagent pas. Les journaux sont de véritables pamphlets diffamatoires que je ne veux plus entendre lire.

Lisio est très content. Il dit que c'est de la vitalité. Il me semble que c'est du galvanisme, des convulsions; lui il s'échauffe tous les soirs, crie, s'enroue, tousse. Si la crise durait, je craindrais pour lui une fluxion de poitrine. Ce qui fait que de temps en temps je lui dis: *ma sta kiet* (1). À Bra *serve la pugna*; les cléricaux combattent sa candidature. Nous verrons. Charles Alfieri avait assez des chances ces jours-ci. Mais il lui faut du beau temps, ses électeurs étant à Gouvon, Maglian et Neive.

Beaucoup des nôtres (2) se présentent. Quand il s'en abstenait on leur en faisait un grief; maintenant qu'ils s'offrent on les repousse. Je ne dis pas qu'ils soient très libéraux, mais enfin les opinions doivent-elles être libres, et ils exercent leur droit.

Demain la lutte sera terminée sauf les ballotages et on pourra compter les morts.

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

(1) Piem.: *sta zitto*.

(2) Molti della nostra classe (nobili).

MCCCCXVIII.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 16 novembre 1857)

Mon cher Marquis,

Hier je vous ai mandé par le télégraphe le résultat des élections de Turin et de Gênes. Ce matin je suis en mesure de vous donner quelques plus amples détails à ce sujet, me réservant de vous écrire plus tard les résultats numériques qui seront constatés dans la journée.

Dans toutes les villes du Piémont les candidats ministériels l'ont emporté à de fortes majorités. Asti, Alexandrie, Casal, Novare, Bielle, Verceil, Coni, Saluces, Pignerol, etc., ont élu des individus franchement libéraux, ayant tous fait adhésion plus ou moins explicite à la politique du ministère. Par contre les cléricaux ont remporté des succès dans un certain nombre de collèges ruraux. Ils ont donné tout d'une pièce; tandis que les libéraux se sont présentés divisés moins par des nuances d'opinion très tranchées que par des intérêts de clocher. Le parti clérical ayant eu soin de ne pas faire connaître ses candidats jusqu'à la veille des élections, les adversaires ont bêtement supposé qu'ils n'étaient pas à craindre. Il en est résulté que si jusqu'à présent un petit nombre de cléricaux a été élu, il y en a beaucoup en ballottage. Si à ce scrutin les libéraux agissent d'accord, ils l'emporteront presque partout. Mais pour peu qu'ils demeurent divisés il est à craindre qu'un grand nombre de cléricaux ne soit élu.

A Gênes la liste du *Cattolico* a passé, ou est certaine de passer en entier. Si d'un côté c'est triste, d'un autre

côté cela nous débarrasse de gens sans considération et sans consistance. Ce résultat doit rassurer l'Europe en lui prouvant qu'au fond Gênes est plus cléricale que mazzinienne. La Ligurie nous enverra beaucoup de cléricaux. La Margueritte y sera élu dans deux ou trois collèges. Si la Savoie tient ce qu'elle a promis, nous aurons quelques compensations de ce côté.

Néanmoins il ne faut pas se faire illusion, la nouvelle Chambre contiendra une forte minorité cléricale, parfaitement disciplinée, agissant avec ensemble et passion. La tâche sera rude, je m'y prépare sans inquiétude. Si je regrette ce résultat pour le pays, pour mon compte j'en suis presque satisfait, car par goût j'aime la lutte et les positions nettes et tranchées. Dorénavant il n'y aura plus que deux partis à la Chambre, comme il n'y en a que deux dans le pays, l'extrême gauche disparaîtra, elle se composera de quelques individus isolés. Il en arrivera de même du parti Revel. Nous nous trouverons en face La Margueritte et moi, ce qui est un charmant vis-à-vis.

La seule chose à redouter c'est, dans un avenir plus ou moins lointain, une violente réaction anticléricale, qui amène une Chambre trop libérale. Mais ce péril est encore éloigné, et à chaque jour suffit sa peine.

Croyez, etc.

MCCCCXIX.

AL CAV. L. SALINO (Intendente generale)

Annecy.

(Turin, 19 9.bre 1857)

Monsieur l'Intendant,

Quelqu'ait été le résultat de l'élection d'Annecy, je n'en suis pas moins fort reconnaissant aux électeurs libéraux de cette ville pour la preuve éclatante de sympathie qu'ils

ont bien voulu me donner. Veuillez être mon interprète auprès d'eux.

Ce que je regrette sincèrement c'est que la Savoie toute entière se soit laissée imposer sans une seule exception les candidats du parti clérical, prônés par le *Courrier des Alpes*. Ce vote en masse contre le ministère qui a entrepris le percement du Mont-Cenis, l'exclusion de l'illustre ingénieur savoyard (1) qui en dirige l'exécution, sont des actes qui font un tort immense à un pays, ou du moins au parti qui est censé le représenter.

Il faut espérer que cette aveugle violence du parti clérical produira une réaction salutaire; et amènera le parti libéral à s'organiser sur des bases solides que tous les hommes sages et honnêtes puissent accepter.

Vous pouvez assurer du reste les amis du gouvernement que cette hostilité universelle de la députation savoisiennne ne modifie en rien mon attachement pour ce pays qui possède tant d'hommes intelligents et dévoués, qui fournit en si grande quantité d'excellents soldats à notre armée, qui marchera un jour à la tête du parti du progrès lorsqu'il aura secoué le joug qu'on lui impose au nom de la religion, mais dans un intérêt directement contraire à ses véritables principes.

Recevez, etc.

MCCCCXX.

AL. CAV. AVV. P. MAGENTA (*Intendance générale*)

Chambéry.

(Turin, 20 novembre 1857)

Monsieur l'Intendant,

J'ai soumis au Roi un Décret pour mettre à la retraite Mr L*** qui d'après ce que vous me mandez et d'après

(1) Sommeiller.

ce qui me revient d'autre part a pris une partie active au triomphe du parti clérical. Je n'ai pas cru en faire autant envers Mr Vignet, beaucoup moins prononcé et surtout beaucoup plus prudent que son collègue, car je ne saurais comment le remplacer. Mr Vignet est notre meilleur directeur et le service souffrirait en l'éloignant de Chambéry.

Quant à Mr A***, une mise à la retraite équivaldrait à une destitution car il n'aurait droit qu'à une pension excessivement minime. Avant de prendre une mesure aussi rigoureuse envers un fonctionnaire qui compte 45 ans de service, il faut qu'elle soit justifiée à mes yeux par des faits d'une haute gravité.

Je respecte la liberté du vote de tous les fonctionnaires qui n'ont pas un caractère exclusivement politique. Un de mes subordonnés a voté contre moi dans le premier collège de Turin. Je ne lui ai pas adressé de reproches. Ce que je ne tolère pas c'est que des employés intriguent contre le gouvernement. Si Mr Vignet et Mr A*** l'ont fait, veuillez m'en fournir les preuves et je leurs infligerai une punition convenable.

Je déplore le résultat des élections de la Savoie. Il parait que le parti clérical a cherché à leur donner la couleur le plus hostile possible au ministère. L'exclusion de Sommeiller, la nomination de tous ceux qu'on savait m'être le plus particulièrement désagréables prouve le cas que ce parti fait de mes efforts pour développer les ressources du pays.

Toutefois je ne suis ni découragé, ni irrité; loin de là, je suis plus disposé que jamais d'un côté à lutter à outrance contre le parti clérical, de l'autre à m'occuper des intérêts de la Savoie. Que le parti libéral s'organise en ayant soin de prendre pour chefs des gens considérés et modérés, et qu'il ne craigne pas que mon concours lui manque. Jusqu'ici j'ai fait preuve d'un grand esprit de

conciliation, j'avais espéré de ramener au gouvernement bon nombre de gens séduits et trompés. Maintenant je dois me montrer plus décidé et plus résolu. Je vous engage à continuer à administrer comme vous l'avez fait jusqu'ici d'une façon franchement libérale, et l'appui du gouvernement, le mien en particulier, ne vous fera pas défaut. Ces Messieurs ont voulu la lutte et nous lutterons. Recevez, etc.

MCCCCXXI.

AL SIG. SINDACO DI***

(Torino, 21 novembre 1857)

Il ministero non deve, nè può far procedere al sequestro delle carte di un privato, quand'anche questi sia un capo del partito a lui avverso. Ad onta del risultato delle elezioni, il ministero è deciso di combattere a tutta possa la fazione clericale, ma intende combattere con armi legali, con mezzi liberali e non già adoprare in favore della libertà le pratiche dell'assolutismo.

MCCCCXXII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 22 novembre 1857)

Preg. Sig.

Ho esaminato il riassunto della contabilità di Leri, ed a parlarle schiettamente non sono malcontento. Le spese che si riferiscono all'affittamento sono state ridotte da

190,000 lire a 154,000 circa. Non le credo suscettibili di una rilevante ulteriore riduzione. Se si restringessero a 150,000, non avrei più osservazioni a fare.

Tutti i prodotti sono soddisfacenti ad eccezione del riso; solo che il raccolto fosse stato come quello dell'anno scorso ed avremmo un dividendo più che discreto.

Quello poi che la prego di notare e far notare a suo fratello, agli agenti ed a tutti coloro che sono contrari alle vacche svizzere, si è che le 58 vacche di Leri hanno dato un prodotto molto maggiore delle 50 vacche di Montarucco unite a quello delle vacche del Torrone. Il prodotto medio è più che doppio. Se a fronte di un tal risultato Marcone non ce la dà vinta, convien dire che esso sia un incredulo peggior di san Tommaso.

Le stalle sono quelle che ci devono arricchire. Siamo giunti ad un prodotto di 36,000 lire, bisogna spingerlo a 40,000; e poi potremo *blagare* come due Lomellini puro sangue.

Le raccomando il drenaggio. Gli elogi di una dama così distinta come la principessa Della Cisterna debbono animarlo a proseguire in quest'opera di vero progresso.

Non le parlo di politica ed elezioni. Altro che Cigliano. Delle sconfitte ce ne sono toccate delle belle. La Camera sarà piena di *ultra-clericali*. E lei che credeva morto quel partito. — Grazie. — Per poco che la sinistra non faccia giudizio, avrò il piacere di andare prima della fine dello inverno a dirigere con lei le operazioni del drenaggio. Nell'aspettativa di questo lieto giorno, le rinnovo gli atti della mia sincera amicizia.

MCCCCXXIII.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)

Firenze.

(Torino, 23 novembre 1857)

Caro amico,

Avrei dovuto prima d'ora darvi precisi ragguagli sulle elezioni, ma fui distolto dal farlo dalle preoccupazioni sia politiche che finanziarie, che non mi lasciarono un istante di libertà.

È inutile il farsi illusione: nella battaglia elettorale ci è toccata una solenne disfatta. Quantunque il partito liberale, e dicasi pure il ministero, possano contare tutt'ora nella Camera una discreta maggioranza, l'elezione di 40 clericali decisi, *more* Lamargherita, e di 25 conservatori clericali, costituisce un fatto gravissimo, il quale, se il Piemonte non fosse in condizioni eccezionali, massime rispetto all'estero, dovrebbe necessariamente condurre ad un cambiamento di ministero. Questo deplorabile risultato può attribuirsi a tre cause principali: la divisione dei liberali, il malumore suscitato dalle imposte, una reazione religiosa contro le esagerazioni della stampa anticlericale. Le prime due cause sono transitorie e forse non si riprodurranno; la terza, la più potente, è di natura durevole e continuerà ad agire per un lungo periodo di tempo. Conviene quindi rassegnarsi e vedere d'indi in poi al Parlamento un forte partito ultra-cattolico.

Questo partito si preparava da lungo tempo alla lotta. Si andò organizzando con molta abilità e maestria; seppe costituire un centro potente d'azione ed agire con unità d'azione. Roma gli diede potente aiuto, mandando dirette istruzioni ai vescovi ed agli uomini sui quali essa eser-

cita maggiore autorità. Sta in fatti che, anche i prelati più moderati dovettero unire i loro sforzi a quelli dei più esaltati, per volere preciso del Papa. Onde esercitare un maggior impero sulle masse, il partito da qualche tempo respinse ogni idea di conciliazione. Ciò spiega il perchè il Papa, dopo aver fatto fare alcune aperture l'anno scorso rispetto alle sedi vacanti, respinse poi quest'anno le proposte che erano state, da coloro che parlavano in nome suo, riputate accettabili. Questo spiega altresì il freddo accoglimento, che avete dal Papa ricevuto a Bologna (1). Voleva il partito, che nessun atto conciliativo avesse luogo prima delle elezioni, onde poter far credere ai credenzoni, che il governo ed i suoi addetti erano eretici e scomunicati. Questa condotta, se non è molto cristiana, è certamente molto abile, ed essa produsse in parte almeno l'aspettato effetto.

Tuttavia ciò che mi conforta si è che il partito clericale ottenne quasi tutte le sue vittorie nelle provincie le meno illuminate, le meno animate da sentimenti nazionali. La Savoia, la Liguria e la Sardegna. Nel suo complesso, il Piemonte rimase fedele alla causa liberale. Salvo alcuni collegi rurali, e la città di Mondovì, tutta la gran valle del Po mandò alla Camera uomini di un liberalismo provato. Quelle stesse provincie che salvarono la Costituzione dalle intemperanze dei rossi, la salvarono ora dalle insidie

(1) Nel giugno precedente. Vedasi nelle *Memorie* di GIUSEPPE PASOLINI, raccolte da suo figlio, la lettera del MINGHETTI al Pasolini, in data di Bologna 13 giugno 1857: « Ieri il Papa ricevette il cav. Boncompagni: fu cortese, ma non entrò minimamente in discorsi seri: parlarono del più e del meno . . . Ciò che fece dolorosa impressione nel pubblico fu, che l'udienza fosse data un momento prima della gran benedizione alle truppe austriache; e quando il Boncompagni andò e tornò, fu framezzo alle squadre e ai cavalli e ai cannoni tedeschi. — Il pubblico dice: la risposta all'ambasciata sarda era in quello spettacolo. »

dei neri. Mi duole che il collegio a cui appartenete (1) sia nel numero delle eccezioni, dandovi a successore il conte Arnaud. Se mai la lotta elettorale ricominciasse, vi esorterei a venire a combattere con noi. Perciò sarà bene che vi facciate inscrivere in quel collegio.

Come già più sopra vi dissi, il ministero, viste le nostre eccezionali condizioni, è deciso di rimanere al suo posto ed a sostenere con tutta la maggior energia la lotta coi clericali. Stante il frazionamento del partito liberale, la impresa non è scevra di difficoltà. Molti dei nostri più distinti personaggi ed amici, non furono rieletti. Buffa, Torelli, Farini, Cassinis rimasti sul campo di battaglia, non ci possono prestare l'aiuto della loro parola. Ora lamentiamo più che mai la vostra assenza dalla Camera, ove la vostra voce esercitava tanta autorità; vedremo di supplire collo zelo e colla energia al difetto di numero. Quello che vi accerto si è che, lungi dall'essere sfiduciato, parmi essere tornato ai primi tempi della mia vita politica, in cui combatteva, il mattino nel giornale, ed il pomeriggio nelle Camere.

Il Re si dimostra irritatissimo contro i clericali. Potè a Pollenzo vedere cogli occhi suoi le arti infami da essi adoperate. Egli vuole mantenersi fedele alla politica liberale e nazionale da esso fino ad ora seguita. Capisce che un passo indietro gli farebbe perdere il prestigio ch'esso ha acquistato, non solo in Italia ma in tutta Europa.

È necessario che ciò si sappia in Toscana ed altrove in Italia, onde la fiducia in lui non venga a menomarsi.

Ho letto con molto interesse le osservazioni che m'avete mandato. Scrivetemi spesso, facendomi conoscere colla provata vostra schiettezza le vostre opinioni sul fatto e sul da farsi.

(1) Castelnovo d'Asti.

Voi sapete quanta fiducia io abbia sempre avuto in voi. Ora poi credo che sotto molti rispetti voi possiate giudicare le cose nostre meglio da lontano che nol fareste da vicino. Sottratto ad ogni influenza personale, il vostro giudizio è più imparziale del nostro. Non ho tempo di scrivere a Minghetti, ma desidererei che potendolo lo informaste sulle cose nostre. Credetemi, ecc.

MCCCCXXIV.

ALL' ON. CAV. DOTT. ANGELO BO' (Deputato al Parlamento)

Genova.

(Stessa data)

Preg. Sig.

Mi congratulo con lei e con la Liguria della sua nomina (1) e la ringrazio del modo cortese col quale ella volle parteciparmela.

Genova ha dato uno spettacolo deplorabile. La libera, la forte metropoli della Liguria, nominava sette clericali più o meno schietti. Vergogna!... vergogna!... Avesse nominato repubblicani, la sua reputazione ne avrebbe meno patito. Ella ed alcuni pochi protesteranno, spero, contro un così scandaloso risultato.

Le annunzio che la lotta si impegnerà vivissima tosto aperta la Camera, e la esorto quindi a trovarsi in Torino in quelle circostanze. Ordini il servizio in modo che non abbia a soffrire della sua assenza (2). Il Mediterraneo essendo scevro da malattie contagiose, parmi ch'ella possa

(1) Collegio di Sestri.

(2) Il Bo' era direttore generale della Sanità Marittima a Genova.

allontanarsi dal suo posto senza inconvenienti. Venga adunque alla Camera ed ivi troverà il ministero più che mai deciso a lottare pel trionfo dei principii che hanno innalzato la nostra patria ad un rango elevato nella stima di tutte le nazioni civili.

MCCCCXXV.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Je profite de Mr Henfrey pour vous adresser deux mots sur Monaco. Faites comprendre à Walewsky qu'aucun gouvernement au monde ne saurait tirer d'une population de 4500 âmes, un revenu net de 100,000 francs, à moins d'employer à l'instar du vieux Prince les moyens les plus odieux, c'est-à-dire, le monopole équivalent à la confiscation. Menton rendra peut-être plus de 100,000 fr., mais il faut l'administrer, le garder, entretenir les routes, administrer la justice, dépenser en un mot la moitié ou les deux tiers du revenu que nous en tirerons.

Je ne saurais absolument dépasser le chiffre de 100,000 francs, à moins qu'il ne consente à l'union douanière.

Le produit des douanes est de 17 à 18 millions, c'est-à-dire, à peu près de 3 50 par tête; cela ferait par conséquent 2500 fr. Au lieu de cette somme je lui en offre 15,000, et je vous autorise à aller jusqu'à 20,000.

120,000 francs de rente pour deux villages, c'est les payer plus cher qu'ils ne valent, mais patience, pour en finir il faut bien se résigner à quelques sacrifices.

Les ballotages nous ont été en définitive favorables. Cependant le parti clérical a remporté quelques succès surtout en Sardaigne. Il se présentera nombreux et compact. Je suis prêt à la lutte, et je compte autant sur les fautes qu'il commettra, que sur nos efforts. Croyez, etc.

MCCCCXXVI.

ALL' ABATE DESIDERATO NIEL (*Deputato al Parlamento*)

. Puget-Theniers.

(Torino, 25 novembre 1857)

Preg.mo Signore,

Il colonnello d'Auvare essendo un mio amico d'infanzia, ho sinceramente lamentato la sua elettorale sconfitta. La lettera però che la S. V. Ill.ma mi diresse ha scemato il privato cordoglio, poichè mi fa sicuro che, se nella prossima Assemblea popolare avrò un amico personale di meno, non avrò un nemico politico di più.

Rassicurato dal lato politico, mi congratulo di vedere entrare nel Parlamento un agronomo distinto che dedica i suoi studi al progresso dell'arte rurale. La S. V. mi troverà disposto ad assecondare i suoi sforzi, dentro e fuori del Parlamento.

Agricoltore anch'io, lo considererò quindi innanzi come mio collega a doppio titolo, e se qui intende continuare i suoi studi intorno al drenaggio, sarò lieto di farle vedere la sua applicazione alle risaie, che si pratica su di una certa scala nei miei fondi.

Ho il bene, ecc.

MCCCCXXVII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 26 novembre 1857)

Mon cher Marquis,

Je vous ai mandé hier par le télégraphe, que je donnais la plus complète approbation aux conditions auxquelles Mr Magne subordonne son approbation de l'autorisation de côter les nouvelles actions Victor-Emmanuel à la bourse de Paris. J'espère que vous pourrez terminer sans retard cette affaire, dont le succès est dû à votre zèle et à votre habileté.

J'ai reçu votre dernière lettre particulière, ainsi que les précédentes. Je suis charmé que quelques unes de mes idées aient été favorablement accueillies par l'Empereur. Si je n'obtiens pas grande chose en faveur des Principautés, j'aurai du moins la conscience d'avoir fait tout ce qui dépendait de moi, en faveur des populations que l'on traite avec un si coupable sans façon.

Les dernières élections de la Sardaigne sont connues. Elles sont mi-partie ministérielles et mi-partie cléricales. Les radicaux y ont complètement échoué. Asproni, Sulis, Sanna Sanna et autres démagogues de mauvais aloi sont restés sur le champ de bataille. Le résultat le plus remarquable des élections a été de faire disparaître complètement l'extrême gauche de la Chambre, du moins comme parti politique. Il y aura encore quelques individualités ultra libérales, il n'y aura plus de parti dont les aspirations dépassent les bornes fixées par le Statuto. Ce résultat confirme ce que je ne cesse de répéter à tous les diplomates, c'est-à-dire que la liberté de la presse n'a pas

pour effet de nous pousser vers la révolution. Loin de là, elle dispose les esprits à l'extrême conservation.

Veuillez, je vous prie, faire noter ce fait à vos collègues, à Walewsky, et obtenir que le *Débat* le mette en lumière.

La session sera pénible. Je vous ferai tenir au courant de nos travaux et de nos luttes parlementaires.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

P. S. Ci joint une lettre pour S. A. I. le Prince Napoléon, que je vous prie de faire parvenir à sa destination.

MCCCCXXVIII. *

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Stessa data)

Monseigneur,

J'ai reçu avec une profonde reconnaissance et j'ai lu avec un vif intérêt le rapport sur l'Exposition de 1855 que V. A. a présenté à l'Empereur. J'ai été heureux d'y voir traitées dans un sens aussi juste que libéral plusieurs questions que j'ai travaillé à faire résoudre dans mon pays d'une manière conforme aux vues que V. A. expose avec tant de courage et de netteté. Les enseignements remarquables que votre rapport renferme, fondés sur des faits d'une incontestable évidence, éclairés par une pratique qu'on peut dire universelle, auront une bien autre efficacité en France que les leçons du Collège de France, et contribueront puissamment au triomphe des saines idées sur les préjugés et les intérêts égoïstes coalisés pour empêcher l'œuvre réformatrice entreprise par Votre Auguste Cousin.

Je suis heureux de pouvoir dire à V. A. que nous allons mettre en pratique l'opinion qu'Elle émet sur les expositions universelles partielles. Une exposition Nationale devant avoir lieu à Turin l'année prochaine, j'ai obtenu qu'on la rendît universelle, pour ce qui a rapport aux soies. — C'est là une application restreinte, mais telle que la comporte l'état de notre pays, des idées que vous développez d'une manière si lumineuse dans les considérations générales par lesquelles vous avez clos votre rapport (1). J'espère que les résultats que nous obtiendrons de cet essai leur donnera une confirmation pratique.

L'amour que V. A. porte à la cause de la liberté, m'est un sûr garant de l'intérêt qu'Elle aura pris aux élections qui viennent d'avoir lieu en Piémont.

Le parti clérical agissant dans l'ombre, mais avec un ensemble incroyable, suivant l'impulsion et la direction qui lui sont venues de Rome et du Comité central de Paris, a obtenu par l'emploi des moyens les plus odieux et les plus repréhensibles une série de triomphes partiels qui lui constituent dans la future Chambre une minorité redoutable. Il nous prépare une lutte désespérée, dirigée non seulement contre le ministère, mais contre les institutions libérales et l'esprit du siècle. Mais ses efforts seront impuissants. Le Roi et le pays ne veulent pas de lui. Une conspiration jésuitique tramée dans toutes les sacristies du royaume a pu obtenir un succès de surprise; elle ne saurait se soutenir au grand jour de la discussion; alors surtout que le trône et la nation sont d'accord pour

(1) Non si creda che Cavour si esprimesse in questi termini per adulare il Principe. COBDEN stesso, dopo alcune conversazioni con lui, ebbe a dire che pochi uomini in Francia possedevano una più profonda conoscenza degli argomenti economici. Vedasi l'opera di JOHN MORLEY, *The Life of Richard Cobden* (London, Chapman and Hall, 1881), vol. II, pag. 261.

marcher avec modération mais fermeté dans la voie de la civilisation et du progrès.

Je prie V. A. de vouloir bien agréer, avec l'hommage de ma reconnaissance, l'assurance de mon respectueux et parfait dévouement.

MCCCCXXIX.

AL MOLTO REV.DO CAN. FRANCESCO TOSCO

Vercelli.

(Torino, 27 novembre 1857)

M. Rev.do Signore,

Professando il più assoluto rispetto per la libertà del voto, io non avrei potuto certamente aver a male che V. S. nelle ultime elezioni votasse piuttosto per uno che per un altro candidato. Ma, essendomi stato riferito che prima e durante i comizi elettorali ella erasi adoperata con molto ardore a combattere quello fra i due candidati che era un mio personale amico, non ho potuto a meno di provare sincero dispiacere, considerando quel suo procedere in aperta contraddizione con quei sentimenti ch'ella per lo passato si compiaceva manifestare a mio riguardo. E ciò tanto di più che a Cigliano la lotta non era impegnata fra uno di quei liberali da molti preti denunziato come scomunicato o figlio di Belial e fra uno dei fautori delle istituzioni dei tempi di mezzo, posti avanti dalla setta che, nell'ombra e nel silenzio, congiurò la rovina delle nostre libertà, ma bensì fra un liberale meno spinto, ma amico del conte di Cavour, ed un liberale più spinto, che si riputava per sofferti urti, al conte di Cavour ostile.

Se la S. V. avesse propugnato con quell'ardore ch'io supposeva da essa impiegato a Cigliano, la candidatura

del conte della Margherita o di D. Margotto, avrei deplorato il suo errore, ma avrei riconosciuto che l'abito che ella porta le imponeva l'obbligo di combattere per coloro il cui scopo è ristabilire la supremazia della Chiesa sullo Stato. Ma ch'ella spiegasse tanto zelo per Lignana, giovane di molto ingegno, di grandi speranze, ma alle dottrine clericali avversissimo, mi parve cosa da non potersi attribuire che al desiderio di fare un atto ostile al ministro, che sosteneva il Farini, non solo come amico politico, ma come amico personale.

Comunque sia, la S. V. ha esercitato un sacrosanto diritto e ciò in un modo che ha nulla d'illegale; non posso, nè debbo ricercare i motivi che lo hanno indotto a far ciò in un modo piuttosto che in un altro, epperò, rispettando le sue intenzioni, sono lieto di poter pensare, dietro quanto ella si compiacque scrivermene il 24 andante, che se debbo annoverarla fra i miei avversari politici i più recisi posso tuttavia fare assegno sui sentimenti che in tante circostanze manifestò a mio riguardo.

Ho il bene, ecc.

MCCCCXXX.

AL MARCH. G. A. M. MIGLIORATI (incaricato d'affari)

Roma.

(Torino, 30 novembre 1857)

Preg. Sig. Marchese,

Riscontrando il suo foglio particolare del 25 spirante mese, assicuro la S. V. di aver preso buona nota di quanto ella mi dice del padre Gerolamo Priori, e che lo terrò presente quando si trattasse di provvedere ad alcuna delle sedi vacanti del regno.

Per ora non può essere il caso di ciò, non già che il governo del Re fosse o sia alieno di addivenire colla Santa Sede ad alcuni accordi intorno alle diocesi prive di pastori, ma perchè, dopo la parte presa dal clero nelle ultime elezioni, a fronte del contegno assunto dal partito clericale, ogni atto che potesse essere interpretato come una concessione al medesimo sarebbe vivamente condannato dalla pubblica opinione altamente commossa dagli ultimi avvenimenti.

Ella dovrà cogliere l'occasione propizia per dare a questo riguardo precise spiegazioni all'Em.mo cardinale Antonelli.

Non le nasconderò il governo ed il paese essere sdegnati della parte presa dai vescovi e dal clero nelle ultime elezioni, dell'abuso indegno fatto delle armi spirituali per esercitare una indebita influenza sugli elettori. Aggiungerò che se ciò non spingerà il governo a dare ascolto alla domanda della maggioranza dei liberali, che vorrebbero reagire contro il clero con recise misure, rende impossibile per parte sua ogni qualunque concessione.

Non lascerà ignorare al prefato Eminentissimo essere noi convinti che la congiura che fece correre alle nostre istituzioni sì grave pericolo sia stata tramata a Roma, e da colà diretta. Senza adoperare linguaggio risentito o minaccioso, dovrà cercare di persuaderlo non essere nè il Re, nè il suo governo sbigottiti in seguito all'accaduto; ma essere invece risoluti a camminare, come pel passato, nella via liberale e progressiva sinora battuta.

La prego pure di fare vive istanze presso il Segretario di Stato onde la rinunzia del vescovo d'Asti sia prontamente accettata a scanso degli scandali che nascerebbero certamente se non lo fosse.

Il governo potrebbe reprimerli, non già impedirli, e la repressione non impedirebbe il danno che la riputazione ed il decoro dell'episcopato piemontese ne risentirebbe.

Farà conoscere al Segretario di Stato essere intenzione

del Re, tosto accettata la rinuncia di Monsignor Artico, di proporre alla Santa Sede la nomina di Monsignor Charvaz ad amministratore della diocesi d'Asti. Questa proposta è consigliata da due motivi gravissimi e che saranno, io non ne dubito, rettamente valutati dal Santo Padre.

Lo scredito in cui da più anni era caduto Monsignor Artico esercitò una influenza funesta sul capitolo e sul clero d'Asti; diviso in parti ostili, quel clero vuole essere governato da mano autorevole ed energica. Abbandonato ad un vicario capitolare, scelto necessariamente fra una delle parti che si combattono, peggiorerebbe infallantemente le già infelici condizioni di quella diocesi.

Egli è quindi evidente che il ripiego a cui ha pensato il Re sia il solo che possa in essa ricondurre la condizione della Chiesa in uno stato normale e soddisfacente.

L'altro dei sovraccennati motivi è relativo a Monsignor Charvaz.

Il clima di Genova è fatale alla sua salute, esso non potrebbe reggere a lungo, se dovesse, come per lo passato, fare in quella città continua dimora. I medici glielo hanno dichiarato nel modo il più esplicito, ond'è ch'egli ebbe già più volte a manifestarmi l'intenzione di chiedere al Re ed alla Santa Sede la facoltà di rinunciare alla sua città.

Affidandogli l'amministrazione della diocesi d'Asti, egli potrebbe passare alcuni mesi in quella provincia la di cui aria è al suo temperamento confacientissima. Mercè la vicinanza delle due sedi non sarebbero che alla distanza di poco più che due ore, ciò che gli lascierebbe il campo di recarsi di frequente dall'una all'altra, senza inconvenienti di sorta.

Se il Santo Padre desidera, come io non ne dubito, che Monsignor Charvaz continui a prestar l'opera sua al servizio della Chiesa, non potrà a meno di secondare la proposta che il Re intende di farle, imponendo a quel Pre-

lato l'obbligo di accettare la doppia missione che gli si vorrebbe affidare; giacchè Monsignor Charvaz, sfiduciato forse dalle sofferte malattie, mostra molta esitanza ad acconsentirvi.

Conoscendo però la sua illimitata deferenza per la Santa Sede sono certo che una sola parola del Santo Padre rimuoverebbe ogni sua opposizione. Aspetto con fiducia il risultato delle pratiche ch'ella sarà per fare in ordine a questo importante argomento, che sta specialmente a cuore del Re e del suo governo.

La Gran Duchessa Elena, dovendo attraversare gli Stati del Re per recarsi a Roma, s'imbarcherà in Genova sopra una Regia fregata, che la trasporterà a Civitavecchia circa la metà del venturo dicembre. Ove le tornasse comodo di valersi di questa per tornare in patria, io lo autorizzo ad approfittarne.

Ho il bene di rinnovarle, ecc.

MCCCCXXXI.

AL DUCA DI GRAMONT (Ambasciatore di Francia)

Roma.

(Turin, 8 décembre 1857)

Mon cher Duc,

Salmour m'a dit que vous aviez bien voulu vous préoccuper du bruit qu'on aurait fait courir à Turin d'un refroidissement dans nos rapports personnels causé par certains propos que vous auriez tenu sur mon compte. J'ignore si ce bruit a eu cours dans nos salons; ce qui a de certain c'est qu'il n'est jamais parvenu jusqu'à nos oreilles. Quelque désir qu'eussent nos bons *Codini* de ne

brouiller, il y a longtemps qu'ils n'essaient plus de mettre en doute devant moi vos sentiments amicaux et bienveillants à mon égard. Les tentatives qu'ils ont faites jadis dans ce but leur ont trop mal réussi pour qu'ils soient tentés de recommencer. D'ailleurs, s'ils avaient eu la sottise de le faire, ils auraient eu encore moins de chance que par le passé, car les rapports intimes que j'ai eu le plaisir d'entretenir avec vous depuis 3 ans, ont mis ma confiance dans votre loyale amitié à l'abri de toutes les intrigues de salon et des sacristies. Aussi je vous assure que de près comme de loin je compte sur vous comme sur un sincère et bon ami.

Le résultat des dernières élections n'a pas été tel que je l'espérais. Le parti clérical l'a emporté dans une trentaine de collèges, qui devaient, à mon avis, nommer des amis du ministère. Toutefois le mal n'est pas sans mélange de bien.

D'abord nous sommes à peu près délivrés de l'extrême gauche, du moins à l'état de parti constitué. Valerio, son véritable chef, notre implacable ennemi, est demeuré à peu près isolé: il est hors d'état d'exercer la moindre influence sur la Chambre. Quant à Brofferio, vous savez qu'il n'a aucune consistance. S'il a été nommé par le collège le plus conservateur de Turin, il le doit exclusivement à la conduite inconcevable de Revel, qui au grand étonnement de tout le monde a consenti à mettre sa candidature sous le patronage de Crotti et Lamargueritte. Cet acte a excité l'indignation universelle, et l'on aurait sous l'impression qu'il a produit voté pour Franzoni ou pour Mazzini plutôt que pour lui.

Au reste le ministère n'a nulle idée de pencher à gauche. Si pour conserver une majorité il fallait exécuter un mouvement de la sorte, il préférerait cent fois de remettre les pouvoirs entre les mains du Roi. Nous ne pouvons ni ne voulons faire des concessions à la droite extrême, mais

nous ne repousserons pas l'appui de ceux qui répudiant Lamargueritte voudront se rapprocher de nous. Pour bien constater cette disposition de notre part, nous avons proposé au Roi de nommer Sclopis Vice-Président du Sénat (1). Je ne sais pas si la Chambre consentira à nous suivre dans la voie que je viens de vous tracer; ce qu'il y a de certain c'est que nous n'en dévierons pas d'une ligne.

J'ai chargé Migliorati d'exprimer au card. Antonelli le regret que la conduite du clergé a fait éprouver au Roi et à tous ceux qui désirent que la religion ne perde pas de sa légitime influence.

Mais je m'oublie avec vous, mon cher Duc. Arrivé au bout de mon papier, je suis forcé de vous quitter en vous renouvelant l'assurance de mon sincère dévouement et de ma haute considération.

MCCCCXXXII.

AL MARCH. G. A. MIGLIORATI (locaric. d'affari)

Roma.

(Torino, 9 dicembre 1857)

Preg. Sig. Marchese,

Trovo che la S. V. ha tenuto linguaggio molto conveniente col card. Antonelli. Ritorni prima di partire sull'argomento della condotta del clero nelle ultime elezioni e ripeta avere questo reso impossibile un sistema di conciliazione.

Rispetto alla diocesi d'Asti insista sugli argomenti poi in campo per la nomina di Charvaz in qualità di ammi-

(1) V. nel vol. II la Lett. D (3 dicembre 1857).

stratore, e specialmente sull'influenza funesta che il clima di Genova esercita sulla sua salute. Aggiunga che se il governo si dimostra così tenero per la salute di quel Prelato non è per simpatia politica, perchè non può dimenticare esser egli stato l'autore della crisi del 1852 (1), ma pel bene della diocesi di Genova ch'egli governa mirabilmente bene.

La S. V. saprà che una parte del clero genovese muove al suo capo guerra accanita e cerca di screditarlo a Roma. A quest'uopo debbono essersi colà recati due curati, quello di *** e quello del ***, aventi per nome F*** e R***. Li faccia sorvegliare, se possibile, onde scoprire i mezzi che essi impiegano a danno di Charvaz.

Le rinnovo, ecc.

MCCCCXXXIII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, dicembre 1857)

Preg. Sig^{ra},

Ho approvata la sua partenza da Torino, solo avrei desiderato che avesse prima di partire stabilito qualche cosa col cav. Brunati (2) in ordine al fosso del Casone. Concertata la cosa, Tosco avrebbe potuto sollecitare l'esecuzione dei presi concerti.

.

(1) Vol. I, pag. 270.

(2) Ingegnere governativo.

Poichè ella provvede alle strade, non dimentichi la principale, quella della Galeazza. — Il nostro interesse come pure l'impegno assunto col sig. Poggi (1) ci consigliano a mantenerla in lodevole condizione.

Non solo approvo l'idea di far macinare del pistino (2) pei buoi in grasso; ma credo altresì che converrebbe fare macinare la meliga la più scadente all'istesso scopo. La meliga contiene materia molto più nutritiva del pistino. Credo non errare asserendo che un'emina di questa vale un'emina e mezza dell'altra.

Mi lusingo ch'ella è oramai rassicurata dal lato del fieno. Lunedì (3) andiamo in scena. Dio ce la mandi buona. La saluto. Suo dev.

MCCCCXXXIV.

AL CAV. P. VIGNET (Direttore delle Dogane)

Chambéry.

(Turin, 14 décembre 1857)

Monsieur,

Je ne vous cacherai pas que le résultat des élections en Savoie m'a profondément affligé. Après avoir consacré pendant sept années tous mes efforts pour faire le bien de cette contrée que je regarde comme ma seconde patrie; après avoir été assez heureux pour faire entreprendre à son bénéfice les plus grandes œuvres que le genre humain ait pu concevoir, je ne m'attendais pas à ce qu'en

(1) Affittavolo di Castelmerrino.

(2) Il cascame del riso.

(3) 14 dicembre.

retour le pays enverrait à la Chambre des personnes dont la principale mission est de me faire une guerre acharnée.

Quelque douloureuse que soit la désillusion que j'ai éprouvée, elle ne me rend pas toutefois injuste envers tous ceux qui ont contribué à ce triste résultat.

On vous a signalé comme un des plus chauds partisans du parti qui vient de triompher en Savoie. Je me suis refusé à le croire. Je suis persuadé que vous aurez voté suivant ce que votre conscience vous inspirait; mais que vous vous êtes abstenu d'user de l'influence que vous donne la haute position que vous occupez, et la confiance dont vous jouissez comme fonctionnaire dans un sens hostile au ministère. Il est toutefois possible et même probable qu'à l'occasion des élections vous ayez manifesté votre sympathie pour tel plutôt que pour tel autre candidat. A la vérité il n'y a pas grand mal à cela, et certes personne et moi moins que tout autre n'y ferait attention, si l'opinion publique en deça comme au delà des Alpes n'était surexcitée par suite de certaines nominations qui indiquent des projets de réaction bien arrêtés. C'est pourquoi je crois devoir vous engager à user dans votre langage de la plus grande réserve et à donner des ordres pour que vos subordonnés en fassent autant. Les circonstances extraordinaires dans lesquelles nous nous trouvons exigent de la part des fonctionnaires publics des ménagements qui seraient excessifs en tems ordinaires.

Je ne demande à personne, et à vous moins qu'à tout autre le sacrifice de la moindre conviction politique. Les employés des finances sont libres de voter comme ils l'entendent. Jamais le ministère que je dirige ne cherchera à influencer leur vote. Jamais leur vote n'aura d'influence sur leur carrière. La seule chose que j'exige, mais que j'exige d'une manière absolue c'est qu'ils s'abstiennent de toute intrigue électorale et qu'ils ne se posent pas en adversaires du gouv^t.

J'espère que le tems et l'expérience ramèneront le calme dans les esprits, et que même en Savoie on finira par rendre justice aux intentions d'un ministère qui en un an a plus fait pour ce pays que n'avait fait le régime absolu pour lui pendant sa longue durée. Alors la lutte politique sera dépouillée de passion, et les fonctionnaires pourront y prendre part sans inconvénients.

Recevez, etc.

MCCCCXXXV.

A S. E. IL CAV. F. COTTA (1° Presidente Corte d'appello)

Chambéry.

(Torino, 17 dicembre 1857)

Eccellenza,

Ho letto con vivo interesse la lunga lettera che V. E. si compiacque scrivermi intorno al suo viaggio ed ai primi suoi atti come Presidente della Corte di Savoia. Non posso a meno di altamente commendare il linguaggio tenuto col vescovo di S. Giovanni, coll'arcivescovo di Chambéry e coi varii distinti personaggi che furono più in contatto con lei. Spero che esso avrà giovato a rettificare erronee idee e false interpretazioni accolte e propagate dai nemici del governo.

Fo plauso agli sforzi della E. V. per conciliare la parte retriva e clericale. Il governo non ha nè odii nè rancori, accoglierà sempre con premura tutti coloro che di buona fede intendono accostarsi a lui. Tuttavia non sarebbe politico l'alienarsi la parte liberale per correr dietro alla parte contraria.

Evidentemente l'impegno dei vescovi, dei magistrati e della nobiltà opponente si è di tirare l'E. V. nel loro campo e di contrapporre la sua influenza a quella dell'In-

tendente e dell'Avv. generale bene accettati ai liberali. Se ciò accadesse ne sarei dolentissimo e lo reputerei come oltremodo dannoso al buon andamento della cosa pubblica. Io prego quindi caldamente l'E. V. a non separarsi dagli altri funzionari che rappresentano in Chambéry la politica del ministero. Se questi per avventura hanno potuto commettere alcuni errori, ebbero però il merito di affrontare a viso aperto la consorte dei nobili e dei preti che dominava in modo assoluto in Savoia. Questo partito pieno d'astio e di fiele, ad ogni conciliazione avversa, imputa a delitto all'onorevole sig. Magenta ed al sig. Girod di aver fatto buon viso ad alcuni che dopo avere appartenuto al partito più spinto si sono accostati alla parte costituzionale. Ma in ciò non fecero che secondare le mire del governo ed imitare in Savoia ciò che si è fatto in Piemonte.

Qui in Piemonte questo procedere largo ha fatto scomparire dalla scena politica il partito repubblicano. La stessa cosa accadrà in Savoia se si segue analogo sistema.

Noi non vogliamo transigere colla rivoluzione; non siamo disposti a farle la menoma delle concessioni, ma crediamo buona politica il non rinviare il passato anteriore al 1848 e 49.

Questo è ciò che i reazionari savoini non vogliono intendere. Intenderebbero che tutti coloro che ebbero parte ad un atto rivoluzionario prima del 49 fossero colpiti d'ostracismo per sempre. Tale, le ripeto, non è e non sarà mai la politica del ministero.

Io non dubito che l'alto senno e la molta sagacia che distinguono l'E. V. la preserveranno dal cadere nei tranelli della parte retriva e dal separarsi dai prelodati funzionarii. Come magistrato ella deve accogliere gli uomini di tutti i partiti, ma per dominarli e non esserne dominato.

I deputati savoini tengono sino ad ora linguaggio moderato; ma ciò fanno in seguito ad accordi passati coi

capi del partito nostro clericale La Margherita e Crotti. Di loro non possiamo nè dobbiamo fidarci. Per giudicarli conviene leggere il loro organo il *Courrier des Alpes*, esagerato e violento ora come prima. Io li considero quindi come avversarii politici decisi, e come tali mi comporterò con essi.

La ringrazio dell'invio della bellissima sua orazione che ho letto con molto piacere.

Ho il bene, ecc.

MCCCCXXXVI.

AL MARCHESE G. A. MIGLIORATI (incaric. d'affari)

Roma.

(Stessa data)

Preg. Sig. Marchese,

Mi affretto a segnalarle ricevuta del suo foglio del 12 andante.

Duolmi che l'affare del vescovo d'Asti non prenda buona piega.

La Corte di Roma dovrebbe capire che la Chiesa è interessata alla sua rinuncia. Se non venisse accettata nascerebbero scandali immensi ed il governo sarebbe probabilmente costretto ad allontanare il vescovo dalla sua diocesi. Di questi scandali la responsabilità ricadrebbe sopra Roma che sarebbe a ragione accagionata di aver voluto mantenere un vescovo

Il governo non consentirà a fare in questa circostanza concessioni a Roma. Se essa non vuole assecondare la proposta di Monsig. Charvaz come amministratore della diocesi è padrona di farlo. La responsabilità del bene non fatto ricadrà sopra di essa. Ma l'imporci la nomina di un altro vescovo invece di Monsignor Artico, oppure

il volere che si provveda ora ad altre sedi è ciò a cui non consentiremo mai.

La prego a comunicare quanto sopra al sig. abate Stelardi (1) invitandolo a non dar lusinghe o far promesse che non sarebbero certamente ratificate dal governo del Re.

Ho il bene, ecc.

MCCCCXXXVII.

AL CAV. L. GAY DI QUARTI (ex-Intendente generale)

Novara.

(Torino, 18 dicembre 1857)

Preg. Sig.

Sono stato dolente di non aver potuto ricevere la S. V. Ill.ma quando, venuto, a Torino, si presentò al ministero chiedendo di parlarmi, a motivo delle straordinarie occupazioni cagionate dalla imminente apertura del Parlamento.

Se avessi potuto vederla, le avrei detto allora ciò che ora le ripeto che la sua collocazione a riposo fu dettata da considerazioni politiche che non possono menomamente far torto al suo carattere, sia come privato, sia come amministratore.

Il ministero ha creduto scorgere in lei una non perfetta conformità di vedute sull'indirizzo politico a darsi alla Divisione confidata alle sue cure, epperchè ha promosso da S. M. il suo collocamento a riposo.

La S. V. può credere che il governo siasi ingannato, ma deve riconoscere aver egli agito in conformità dei suoi diritti e dirà pure de' suoi doveri stante la sua opinione intorno alle di lei politiche tendenze.

Ho l'onore di dirmi con distinti sensi, ecc.

(1) Inviato ufficioso di S. M. a Roma.

MCCCCXXXVIII.

AL SIGNOR J. J. REY (Direttore del « Progress »)

Chambéry.

(Turin, 21 décembre 1857)

Monsieur,

Je serai charmé de discuter avec Mr Balthazard Billiet le projet que vous m'avez envoyé, ainsi que les voies et moyens d'exécution.

Vous pouvez l'engager à passer chez moi le jour qui lui conviendra le plus de 6 à 8 heures du matin.

J'espère que la Chambre ordonnera une enquête sur plusieurs élections de la Savoie. Il serait convenable que le parti libéral s'occupât déjà à présent à réunir les éléments nécessaires pour constater la pression illégale exercée par le clergé.

Si la Chambre annule l'élection du Bourg S.t Maurice, il serait à désirer que Mr Carquet consentît à se mettre sur les rangs pour remplacer le vénérable chanoine que ce collège a élu. Nous ferons appel à son patriotisme, mais les libéraux de Chambéry devraient de leur côté l'exciter à sacrifier ses convenances personnelles à la cause libérale, si gravement compromise par les dernières élections.

Recevez, etc.

MCCCCXXXIX.

AL CONTE F. VERASIS CASTIGLIONE DI COSTIGLIOLE

(Deputato al Parlamento)

Torino.

(Stessa data)

Mon cher ami,

Je puis te donner l'assurance que si le ministère de l'intérieur a donné l'ordre d'appuyer la réélection de Mr

Rezasco qui pendant six ans avait soutenu le gouvernement, il n'a jamais songé à combattre ta candidature d'une manière spéciale. En politique la constance est une vertu rare mais précieuse. On ne peut raisonnablement accuser un ministre de ne pas abandonner un ancien ami pour un nouveau, lors même qu'il est plus brillant et plus actif; lorsque tu auras des cheveux blancs comme moi tu te persuaderas de cette vérité.

On m'a annoncé que le bureau chargé de l'examen de ton élection propose une enquête. Si elle a lieu je t'engage très fort à insister pour qu'on constate également les faits que signale la protestation que tu m'as communiquée, car s'il y a eu abus de pouvoir de la part de quelques employés, nous désirons qu'ils soient punis comme ils le méritent.

Crois, mon cher ami, etc.

MCCCCXL.

AL. SIGNOR ÉMILE THOMAS (1)

Genova.

(Turin, 23 décembre 1857)

Monsieur,

J'ai lu avec un vif intérêt les observations que vous avez bien voulu rédiger sur le projet de loi pour l'éta-

(1) Chiaro publicista e ingegnere francese (nato a Parigi nel 1822), allievo della Scuola Centrale delle arti e manifatture. Insegnò nel 1846 l'economia rurale nell'Ateneo di Parigi. Dopo le giornate di febbraio, fu chiamato dal ministro Marie alla pericolosa direzione degli opifici nazionali. In sullo scorcio del 1848 fu incaricato di studiare la questione del lavoro libero nelle colonie; compilò di poi il giornale *Le Dix-Décembre*, e nel 1851 ripigliò i suoi lavori di ingegnere. Autore di parecchie opere pregevoli, fra cui una intitolata: *Des conditions vraies de la science économique, de la théorie de la rente et du principe de population* (1850).

blissement d'une caisse de retraite que je vous ai communiqué.

J'en ferai mon profit et il est probable que je suivrai la plupart des avis que vous me donnez.

Veuillez recevoir mes remerciements sincères pour la preuve d'attachement à mon pays que vous venez de me donner et croire à mes sentiments distingués.

MCCCCXLI.

A MONSIGNOR PIETRO SOLA (*Vescovo di Nizza*)

Roma.

(Torino, 26 dicembre 1857)

Monsignore,

Sua Maestà avendo inteso che il S. Padre nel conversare colla S. V. R., mentre si lamentava della prolungata vacanza di alcune diocesi, non si dimostrava alieno dall'immediata soppressione di alcune di esse, mi ha ordinato di pregarla a voler tornare su questo argomento sia col Papa sia coll'E.mo Antonelli, onde vedere se fosse possibile di arrivare ad un accordo, che tornerebbe certamente ad utilità dello Stato e della Chiesa.

Come già ebbi l'onore di comunicare verbalmente alla S. V. R., il Re ed il suo governo non furono mai alieni di provvedere alle sedi vacanti quando il S. Padre volesse acconsentire alla riduzione di alcune diocesi e si fosse degnato di far cessare lo stato anormale e poco soddisfacente della diocesi di Torino. Quest'atto è indispensabile se si vuole a Roma che il Re acconsenta a secondare le brame del S. Padre. Il governo non potrebbe senza suscitare forte e forse invincibile opposizione provvedere alle sedi vacanti fintantochè la diocesi di Torino è in condizione peggiore di quelle che sono prive del loro pastore.

Il Re non può supporre che il S. Padre illuminato da persone autorevoli come la S. V. R. si ricusi ad un atto che ridondar deve a vantaggio sommo della religione, ed appianar la via ad ulteriori accordi.

Tali intenzioni il S. Padre le aveva rese palesi al Re l'anno scorso per mezzo del vescovo di Mondovì. Gli eventi che d'allora in poi si verificarono, debbono averlo confermato in esse e certo le manderebbe ad effetto se gente superlativa e maligna qui ed a Roma non cercassero d'impedire il riavvicinamento della S. Sede col governo Sardo.

Rimossa la difficoltà che Monsignor Franzoni oppone alle trattative sulle diocesi vacanti, pare che facile sarebbe l'intendere se il Papa non è alieno dall'idea di sopprimere alcuni vescovati. Non sarebbe il caso di pensare ad un riordinamento generale di tutti i vescovati; converrebbe per ora restringersi a provvedere a quelli che sono vacanti. Il governo non ravvisa opportuno il far proposte specifiche al S. Padre, se prima S. S. non consente nel principio della riduzione. Tuttavia la S. V. R. potrebbe in modo officioso accennare alla soppressione della diocesi di Fossano, ed alla riunione di quella d'Acqui a quella d'Alessandria, come misure che non possono dar luogo a nessuno inconveniente dopo l'apertura delle strade ferrate di Cuneo e d'Acqui. Potrebbe pure parlare della soppressione della diocesi di Ventimiglia col trasferimento del prelado che la governa alla diocesi di Sarzana, la di cui conservazione è desiderata dal S. Padre e consigliata da Monsignor Charvaz.

Rispetto alle quattro sedi vacanti in Sardegna si prenderebbero pure i voluti concerti tosto conosciute le intenzioni del S. Padre. In ordine alla diocesi d'Asti, il governo persiste a desiderare che la sua amministrazione sia affidata a Monsignor Charvaz, almeno fino a tanto che sia provveduto a tutto quanto riflette le sedi vacanti.

Il Re confida nel senno e nello zelo della S. V. R. per la religione e pel bene dello Stato, e non dubita ch'ella riuscirà ad ottenere che il S. Padre entri in una via di conciliazione che potrebbe dopo un breve tempo condurre ad un accordo tra lo Stato e la Chiesa.

Ho l'onore di raffermarmi con predistinto ossequio dev. servitore

MCCCCXLII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Je vous envoie l'écrit que vous m'avez demandé. Il est beaucoup trop long; mais que voulez vous? chez nous on ne sait pas être bref, du reste ce ne sera qu'un thème pour une série d'articles de polémique. Ce qui donne de l'importance à cet écrit c'est l'homme à qui il est adressé. Farini est en correspondance avec Gladstone. Celui-ci a traduit son histoire. Si l'on veut modifier et surtout re-trancher je vous donne carte blanche (1).

À la hâte votre dévoué.

(1) Vedasi la nota a pag. 519 del volume II.

MCCCCXLIII.

AL CONTE F. VERBASIS DI CASTIGLIONE (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Turin 28 décembre 1857)

Mon cher cousin,

J'ai lu avec intérêt la lettre de Mr Cail que tu m'as communiquée. Tu peux assurer ce constructeur distingué que je prendrai en sérieuse considération les propositions qu'il pourrait être dans le cas de faire au sujet de la route du littoral, car je serais charmé d'avoir à faire à une personne qui a donné tant de preuves de son intelligence dans les arts mécaniques.

Je te prie de croire, etc.

MCCCCXLIV.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 29 décembre 1857)

Mon cher Marquis,

Je vous ai envoyé la lettre de Farini par une occasion qui s'est présentée instantanément sans me donner le tems de vous écrire longuement.

Le travail est bien fait, seulement il est trop long pour le public du continent. Les Anglais plus patients sont capables de le digérer tout entier.

Gladstone répondra peut être. Si cela était il s'établirait une polémique dont on pourrait tirer un grand parti.

Je puis le faire traduire ici par un de mes amis qui a habité 30 ans l'Angleterre et a écrit dans plusieurs revues. Je n'en ai parlé à personne, mes collègues eux

mêmes ignorent cette démarche. Ainsi si l'idée n'était pas goûtée en haut lieu, on pourrait n'y pas donner suite sans inconvénients.

L'affaire de Rattazzi s'est encore aggravée ces jours-ci (1). Je pense qu'il sortira du ministère à peine la vérification des pouvoirs sera achevée. Je ne sais où donner de la tête pour lui trouver un successeur.

Croyez, etc.

MCCCCXLV.

AL SIGNOR J. J. RMY (Direttore del « *Progresso* »)

Chambéry.

(Turin, 31 décembre 1857)

Monsieur,

J'ai écrit à Paris pour obtenir quelques renseignements sur le traitement de nos avocats devant les tribunaux de l'Empire. Lorsque je les aurai reçus je recommanderai la requête de Mr Combier au P. P. de la Cour de Chambéry, car de la Cour seule dépend son succès.

Le ministère est toujours demeuré étranger à l'admission des avocats des autres États de l'Italie devant nos tribunaux. La Cour de cassation et les Cours d'appel de Turin et de Gênes se sont constamment montrées très libérales à ce sujet; je désire que celle de Chambéry en fasse autant.

Je dois cependant vous faire observer que Mr Combier pour être admis à plaider devra prêter le serment requis à tort ou à raison de tous les avocats. Le serment pourrait-il lui faire perdre la qualité de français? C'est ce que je ne saurais répondre, mais ce que Mr Combier fera

(1) Vol. II, pag. 182 e seg.

bien de méditer avant de prendre un parti décisif. Quant à la seconde affaire que vous m'avez recommandée je suis bien aise de vous dire que la demande de la fabrique a été écartée.

J'ai mûrement réfléchi au projet que vous m'avez communiqué.

Malgré bien des arguments qu'on peut faire valoir en sa faveur, je n'ai pas cru pouvoir l'adopter.

À mon avis l'intervention trop directe du gouvernement dans les luttes électorales a pour le moins autant d'inconvénients que celle du clergé. La liberté se développera plus lentement, mais d'une manière plus normale et plus sûre, si le pouvoir ne cherche pas à l'imposer comme un principe gouvernemental.

Je conçois que vous jugiez ces maximes comme pêchant par excès de prudence, si ce n'est de timidité. Aussi je ne vous en voudrai pas si vous blâmez ma réserve.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. S. J'ai appris que Mr Combier a demandé l'autorisation de rentrer en France. Aurait-il par hasard abandonné l'idée qui a donné lieu à la demande que vous m'avez recommandée?

MCCCCXLVI.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Turin, janvier 1858)

Mon cher cousin,

Mr A*** est un bon employé, je ne l'oublierai pas soyez en certain.

Le résultat des dernières élections est sous certains rapports très fâcheux, quoiqu'il ait aussi son bon côté. Les

amis des institutions libérales peuvent se féliciter de ce que la classe aristocratique tout entière qui s'était tenue à l'écart jusqu'ici, soit entrée franchement dans l'arène politique et ait fait adhésion de la manière la plus explicite aux principes du Statut. Les chefs du parti jouent probablement la comédie; mais la masse est de bonne foi. Le pays est honnête, et le serment a encore chez nous une grande valeur. Aussi je ne m'afflige nullement de voir figurer sur les bancs de la droite une douzaine de Marquis et deux douzaines de Comtes, sans compter un grand nombre de Barons et de Chevaliers. La plupart de ceux ci qui entrent à la Chambre comme cléricaux en sortent simplement conservateurs. Cette transformation rendra dans un tems donné un ministère de droite possible, ce qui sera peut être un bien pour le pays, tout en ayant pour moi l'immense avantage de me procurer le moyen d'aller passer quelque tems avec vous à Pres-singe.

Le côté fâcheux de la question, vient du rôle déplorable qu'on a fait jouer à la Religion dans cette affaire. Les Prélats, poussés par Rome et par Paris, ont organisé une véritable conspiration, *more Massini*. Des comités secrets, des affiliations nombreuses ont été organisées à l'aide des Évêques et des curés dans tout le Royaume. Le mot d'ordre parti du Comité central présidé par Lamargueritte, se répand avec la rapidité de l'éclair dans toutes les communes en passant par le palais épiscopal et le presbytère.

Le Comité a décidé l'emploi de toutes les armes spirituelles pour agir sur les élections. Le confessionnal est devenu une chaire pour endoctriner des gens à foi aveugle. Les prêtres ont été autorisés à tirer largement sur le paradis et sur l'enfer. Rome leur a ouvert à cet effet des crédits illimités sur l'autre monde. Il en résulte que le parti libéral est d'une irritation extrême contre le clergé,

et qu'on aura autant de peine à le contenir, qu'à combattre ses adversaires. Je ne désespère pas du succès, mais je ne me dissimule pas les dangers que court le ministère; le moindre faux pas à droite ou à gauche peut faire chavirer notre barque.

Je ne vous parle pas de la Savoie. Je vous avoue que son ingratitude envers le gouvernement et j'ose dire envers moi, m'a profondément affligé. À une politique de conciliation; à nos efforts pour développer rapidement ses ressources, elle a répondu par le choix des hommes les plus hostiles qu'il lui a été possible de trouver. L'exclusion de Sommeiller est un acte insensé, qui révoltera je pense l'immense majorité, lorsque les passions se seront apaisées.

Nous allons procéder à un remaniement des Intendances. Nous vous enverrons à Bonneville un homme sage et libéral.

Mes amitiés à Eugène et à William. Votre dévoué.

MCCCCXLVII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 3 gennaio 1858)

Preg. Sig.

Ho visto con piacere suo fratello e sono rimasto soddisfatto delle notizie che mi ha dato. Se avessi tempo ed agio andrei volentieri visitare le stalle che sono a detta sua in così florido stato.

Mi rincresce, ma non mi stupisce il ribasso dei generi. Esso è universale in tutta Europa; ond'io non reputo molto probabile un rialzo prima del futuro raccolto quando questo non si presentasse sotto lusinghiero aspetto. Nul-

lamente siccome non si corre gran pericolo di perdita aspettando a vendere sino a marzo; io non dissentirei a che ella si procurasse i danari occorrenti alle spese occorrenti dalla banca. Se ciò le torna gradito, potrà fare una cambiale a tre mesi all'ordine del signor Tosco, che questi girerebbe all'ordine di Stiglio o di quell'altra persona a Vercelli ch'ella mi indicherebbe.

Lo sconto è stato ridotto all'8 p. 00, tra breve sarà diminuito al 7 p. 00, così per 10,000 (lire) sarebbe un sacrificio al più di lire 200.

Suggerirò quale persona adatta a coprire il posto di sindaco di Palazzolo il chirurgo Gorla se ella non mi scrive nulla in contrario.

La politica non va tanto male. Per questa volta ce la caveremo ancora.

Mi creda con affettuosi sensi.

(P. S.) Questa era già scritta e sigillata quando mi venne recapitata la sua del 3 and^{to}. Ella vedrà che già aveva anticipato i suoi desiderii.

Per ora non ho bisogno di fondi: se me ne occorrerà prima della metà di marzo, ricorreremo di nuovo alla banca. Per ora parmi che L. 10,000 possano largamente bastare ai bisogni del tenimento.

MCCCCXLVIII.

AL CAV. AVV. P. MAGENTA (Intendente generale)

Chambéry.

(Turin, 5 janvier 1858)

Monsieur l'Intendant,

J'ai reçu de Mr Parent avocat de l'administration des finances la lettre ci-jointe que je crois devoir vous communiquer confidentiellement. Mr Parent propose deux mo-

yens pour combattre l'influence cléricale: l'augmentation du cens électoral, la publication d'une feuille populaire hebdomadaire. Quant au premier on ne saurait y songer, car modifier une de nos lois organiques ce serait ébranler l'édifice constitutionnel tout entier.

Le second moyen pourrait être employé utilement s'il était mis en exécution d'une manière habile et prudente. Veuillez me dire votre opinion à ce sujet, après en avoir conféré, si vous le jugez convenable, avec les personnes qui vous inspirent le plus de confiance.

Mr Rey m'avait proposé de favoriser l'institution d'une vaste association libérale qui aurait eu des diramations dans toutes les provinces de la Savoie. L'idée était bonne; mais Mr Rey aurait voulu avoir carte blanche, et se constituer en quelque sorte l'arbitre supérieur de cette société. Je n'ai pas cru devoir donner suite à cette idée pour des motifs qu'il vous sera aisé de concevoir. Le gouvernement est disposé à seconder les efforts du parti libéral, mais il ne veut se mettre à la remorque d'aucun parti ni d'aucun individu.

Agréez, etc.

MCCCCXLIX.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, gennaio 1858)

Preg. Sig^{re}

Dopo tanti anni di miglioramenti e di lavoro, tornare al *maggese* coltura bianca, mi pare cosa un tantino vergognosa. Avrei inteso che si lasciassero trifogli per pascolo; ma la coltura bianca a Leri!! — Al Torrone, pa-

zienza, ma a Leri lo ripeto, con le vacche more, con i buoi ingrassati, col guano comprato, il Maggese mi umilia. — D'altronde avremmo troppe terre a lavorare quest'estate; troppe a concimare. In conclusione, io non modificarei il piano adottato se non pel Torrone, ove si può senza troppo arrossire tornare al sistema dell'avv^{to} Mattiolo.

Ammetto pienamente essere più opportuno il comprare ora bestie da allievo. Se il raccolto del fieno è abbondante le bestie aumenteranno di prezzo.

Lo saluto. Dev. ser.

MCCCCL.

A L L O S T E S S O.

(Torino, gennaio 1858)

Preg. Sig.

La prego a rifletter bene prima di adottare un nuovo sistema di avvicendamento; giacchè parmi che darebbe una perdita certa nel reddito annuale. Ciò le verrà dimostrato dal calcolo cui infra:

| | |
|--------------------------------|------|
| Suppongo la meliga a | 2 50 |
| e la biada a | 2 00 |

| | |
|--|--------|
| Suppongo il prodotto medio di una giornata di meliga | 60 em. |
|--|--------|

| | |
|--------------------------|--------|
| Id. avena pure | 60 id. |
|--------------------------|--------|

Quindi paragono i due sistemi applicati a 300 g^{te} di terreno.

Sistema attuale.

| | |
|-------------------------|--------------------------|
| Meliga | 300 g ^{te} |
| pei contadini | 100 |
| pei padroni | 200 a 60 em., 12,000 em. |
| a 2 50 | 30,000 lire. |

Sistema nuovo.

| | |
|-----------------------------------|---------------------|
| Avena | 100 g ^{te} |
| Meliga | 200 g ^{te} |
| cioè cont ^{ai} | 100 |
| prop. | 100 |

Prodotto.

| | |
|---|--------|
| 100 g ^{te} avena a 60 em. — 6000 a 2 00 — | 12,000 |
| 100 g ^{te} meliga a 60 em. — 6000 a 2 50 — | 15,000 |
| 2° sistema | 27,000 |
| 1° id. | 30,000 |

In meno 3,000

Onde essere compensati da questa perdita converrà che il valore della paglia delle 100 g^{te} di avena superi il valore di 100 g^{te} di meligassi di 3000, ossia di 30 lire per giornata.

Ciò che non mi pare probabile.

Mi creda suo dev.

MCCCCLI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, gennaio 1858)

Preg. Sig.

Se la S. V. desidera un'opinione recisa sull'avvicendamento ch'ella mi propone, le dirò che sarebbe opportuno l'esperimentarlo a Montarucco, quella delle tre *grangie* ove riesce sempre più difficile l'incasso della meliga.

.
Me le professo suo af.

MCCCCLII.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Torino, 14 gennaio 1858)

Caro amico,

Lanza ed Oytana andranno da voi questa mattina (1). Concerterete assieme i due decreti di nomina; per voi e per lui; onde vi sia mantenuto il vostro attuale stipendio.

Vi mando la circolare agli *Intendenti* (2). Leggetela attentamente e se avete qualche suggerimento a darmi fatelo liberamente; ch'io non ho vanità d'autore.

Vi aspetto a mezzogiorno all'Interno; ove mi recherò per tempo da donde uscirò per andare al *debarcadere* stringere la mano a Rattazzi. Vostro af.

MCCCCLIII.

A. S. E. IL CAV. F. COTTA (Primo Presidente della Corte d'appello di Savoia)

Chambéry.

(Torino, 17 gennaio 1858)

Eccellenza,

Veggio con grande rammarico da quanto l'E. V. mi scrive il 15 andante, che l'armonia non regna fra gli alti impiegati residenti a Chambéry. L'E. V. crede la con-

(1) Il Lanza, ministro della pubblica istruzione, fu nominato reggente il ministero delle finanze, invece di Cavour che per la dimissione del Rattazzi assunse il portafogli dell'interno, col Santa Rosa per segretario generale. L'Oytana, direttore generale del debito pubblico, ripigliò la carica di segretario generale delle finanze.

(2) È la circolare del 16 gennaio 1858. Vol. II, pag. 656.

dotta sociale dell'Intendente generale e dell'Avvocato generale meritevole di censura sotto molti rapporti. Senza volere asserire che questi distinti e devoti funzionari non abbiano commesso mai nè errori nè imprudenze, parmi che l'E. V. non voglia tener conto della guerra feroce, sleale, ingiusta che ad essi move l'intero partito retrivo e clericale, il quale domina pur troppo nei saloni della nobiltà ed alta borghesia di Chambéry.

Un funzionario non può, non deve frequentare convegni ove si sparla ognora del governo e de' suoi agenti. Ora che ciò si faccia di continuo nella massima parte dei ritrovi di Chambéry è cosa notoria. Molti ufficiali dell'esercito usi in Torino ed altrove a frequentare le più elette società, dovettero in Chambéry rompere colle antiche loro abitudini per non esporsi ad udire discorsi di un'ostilità appassionata contro il governo. E sì che fra questi ufficiali i più appartengono al partito ultra-conservatore e sono di opinioni al ministero contrarie. Non è molto un brillante ufficiale di cavalleria che a Torino è tenuto per codino, anzi codinissimo, diceva tornando dalla Savoia: *Les dames de Chambéry m'ont rendu libéral enragé à force d'être exagérées.*

L'E. V. deve tener conto di questo stato di cose e non può pretendere che l'Intendente generale, uomo eminentemente politico, si ponga in relazione con la società anzidetta. Ella come magistrato può essere molto più tollerante dei funzionari che rivestono carattere politico. Ma ella deve però, a parer mio, dimostrare che non vuole circondarsi esclusivamente di coloro che avversano il sistema liberale che il governo seguita con lealtà e con fermezza.

Inviterò il sig. Intendente a frequentare le sue conversazioni, ma non posso e non debbo eccitarlo ad aprire le sue sale ad oppositori sistematici del ministero, sieno essi Conti, Marchesi o Magistrati.

Io prego l'E. V. per quanto so e posso a non lasciarsi muovere dai pettegolezzi di società che acquistano talvolta nelle piccole città una straordinaria ed anormale influenza, massime quando le gonnelle vi partecipano.

Il ritiro del signor Rattazzi non implica un cambiamento politico. Esso ha creduto dover sacrificare il suo posto per attutire molte ire personali che recavano danno al governo.

I retrivi della Savoia non s'illudano, e non si affrettino a far feste, ch'io non sono nè meno liberale, nè meno risoluto, nè meno energico del mio amico Rattazzi.

Ho il bene, ecc.

MCCCCLIV.

AL CAV. AVV. P. MAGENTA (Intendente generale)

Chambéry.

(Stessa data)

Monsieur l'Intendant,

Je regrette de commencer (1) ma correspondance particulière avec vous par un cancan de société auquel je n'attache qu'une faible importance. Le Premier Président ayant ouvert ses salons désire vivement que vous vous fassiez voir chez lui. — Je crois que c'est utile et convenable, quand même Mr Cotta recevait des personnes qui font au ministère une opposition décidée. Le chef de la magistrature est dans une position différente d'un Intendant général. N'étant pas homme politique, il peut, il doit même être en rapport avec les différents partis. Sa maison est une espèce de terrain neutre, où les

(1) S'intenda: come ministro dell'interno.

hommes les plus opposés peuvent se rencontrer sans inconvénient.

Il serait à désirer que les divergences politiques n'eussent pas une grande influence sur les relations sociales. Les hommes les plus opposés en politique continuent à se voir et à maintenir entre eux des relations convenables. Je pratique ce système en grand. J'invite tout le monde à mes soirées, et j'ai la satisfaction de voir réunis amicalement dans mes salons les députés des nuances les plus opposées. Je sais qu'un tel résultat est beaucoup plus difficile à obtenir dans une petite ville, mais avec de la prudence, du tact et de la persévérance, on peut aussi atteindre ce but.

J'approuve très fort le projet d'un journal hebdomadaire ayant pour but seul d'éclairer le public sur les actes et les intentions du gouvernement, s'abstenant de toute polémique, et n'ayant aucun caractère d'un journal de parti. Pour réaliser ce projet il faut trouver des hommes et de l'argent. Quant aux premiers il est probable que Chambéry renferme plusieurs individus capables, prêts à se dévouer à cet ancre salutaire.

Quant à l'argent ne pourrions-nous pas le trouver en imposant à la feuille qui aurait les annonces judiciaires l'obligation de fournir aux frais du journal que vous voudriez fonder? Veuillez-y penser et me communiquer ensuite vos idées à cet égard.

Nous n'avons qu'une seule élection à faire en Savoie, celle de Bourg S.t Maurice. Je pense que le seul candidat en mesure de battre le parti clérical est Mr Carquet. Je compte lui écrire directement pour l'engager à accepter la députation. Si la réponse est favorable il faudrait que tous les libéraux de Chambéry qui ont de l'influence en Tarantaise s'unissent en comité, et se donnassent beaucoup de mouvement pour faire réussir cette élection.

La nomination de Mr Carquet dans ce moment aurait

une grande signification, et sa présence à la Chambre serait fort utile. Sa parole sympathique et puissante combattrait avec avantage celle de Mes. Costa, Menabrea et consorts.

Agréez, etc.

MCCCCLV.

AL SIG. AVV. FRANCESCO CARQUET (ex-député)

Moutiers.

(Stessa data)

Monsieur,

L'expulsion des chanoines de la Chambre a rendu vacant le collège de Bourg S.t Maurice. Il est certain que le parti clérical va faire tous ses efforts pour prendre sa revanche de la défaite qu'il a subie dans le sein du Parlement et pour obtenir des électeurs la condamnation du vote de la Chambre. Son triomphe dans cette occasion aurait une grande influence morale et serait excessivement fâcheux pour le parti libéral. Seul vous pouvez l'empêcher en acceptant la candidature que vos concitoyens s'empresseront de vous offrir. C'est pourquoi je viens faire un appel à votre patriotisme en vous engageant au nom de votre pays, et du parti auquel vous appartenez, à ne pas refuser la députation. Votre présence à la Chambre serait infiniment avantageuse à la Savoie. Votre noble patrie ne serait plus représentée exclusivement par des hommes à idées et à tendances rétrogrades. Les principes de liberté et de progrès y auraient aussi un représentant dont la voix serait respectée par tous les partis.

Je ne crois pas que Mr Billiet ait chance de réussir; même quand cela serait je n'en persisterai pas moins à

croire que l'intérêt du parti libéral savoyard exige que vous vous mettiez sur les rangs. Ce n'est pas un vote de plus, c'est un orateur savoyard qu'il nous faut à la Chambre pour neutraliser l'effet des discours des membres de la droite.

J'attends avec confiance votre réponse. En présence du danger que courent nos libertés, permettez moi de croire que vous n'hésitez pas et de vous saluer dès à présent comme un futur collègue.

Agréé, etc.

MCCCCLVI.

AL CAV. AVV. ANGELO CONTE (*Intendente general*)

Genova.

(Torino, 20 gennaio 1858)

Come la S. V. Ill^{ma} ha potuto rilevare dalla mia circolare, intendo mantenere frequenti e dirette relazioni coi capi dell'amministrazione che ho l'onore di dirigere. Primo fra questi è l'Intendente g.le di Genova, e quindi io mi affretto ad esternarle il desiderio di mantenere con lei confidenziale carteggio, invitandola a raggiuagliarmi in via particolare di quando in quando dell'andamento politico dell'importante Divisione alle sue cure affidata.

Ella riceverà dal canto mio precise istruzioni e sarà esattamente informata delle intenzioni del governo. L'amico Castelli le scriverà spesso, ed io le rivolgerò speciali istruzioni ogniqualvolta si tratterà di argomento di qualche gravità.

So che la S. V. si occupa assiduamente onde acquistare una perfetta cognizione dello stato delle cose nella città di Genova. Questo è grave assai; e necessita varii ed

energici provvedimenti onde rimediare agli inconvenienti presenti ed antivenire futuri pericoli. Questi però vogliono essere ben ponderati, e saviamente combinati onde non accrescere i mali che si vogliono sanare. Lo invito quindi a non affrettarsi a proporre cambiamenti, e di impiegare nel preparare le sue proposte tutto quel tempo ch'ella ravviserà necessario onde sieno appoggiate ad esatta conoscenza degli uomini e delle cose a cui esse dovranno riferirsi. Io richiamo intanto la sua attenzione in modo speciale sul fomite mazziniano che pur troppo non è spento. Questo è un continuo pericolo per l'interno; una sorgente perenne di difficoltà con le vicine potenze. Dopo i ripetuti attentati contro la vita dell'Imperatore, il governo francese ha sempre rivolto l'occhio con inquietudine sopra di Genova. Esso si lagna sulla tolleranza che si accorda ai Mazziniani ed alla loro stampa. Onde non perdere la sua amicizia, la sola sulla quale possiamo fare assegno nelle attuali condizioni dell'Europa, è necessario, indispensabile fare qualche cosa a questo riguardo. Quello che più gioverebbe sarebbe ridurre al silenzio il monitore di Mazzini l'*Italia e Popolo*. Per raggiungere questo scopo, io non esiterei ad impiegare tutti i mezzi in poter mio. La prego ad occuparsene senza indugio, concertandosi all'uopo col sig. Av. Gen.le.

Se questo alto funzionario credesse potere colpire (quel giornale) con frequenti e quasi quotidiani sequestri, io non rifuggirei dal dichiarare apertamente nel Parlamento, che con questo procedere, che pizzica dell'extra legale, il governo si propone di distruggere una stampa che scredita il paese in faccia all'Europa civile, e può mettere il governo in gravi difficoltà.

Se fra i scrittori del giornale vi sono emigrati bisogna dar loro immediatamente lo sfratto, qualunque sia la natura degli articoli dovuti alla loro penna. Anche l'appendicista teatrale deve essere cacciato. Il solo fatto di

scrivere in quel scellerato giornale deve rendere l'emigrato indegno della nostra ospitalità. Al monitore degli assassini si deve fare guerra a morte. E esso è un'onta ed un pericolo pella società; il distruggerlo è atto eminentemente patriottico. Se la S. V. può compierlo acquisterà titolo grande alla mia particolare riconoscenza.

So ch'ella ha pure rivolto la sua attenzione alle società operaie, che sotto un pretesto di filantropia mirano a preparare un esercito per la rivoluzione. Rispetto a queste converrà agire con risoluzione, non disgiunta da una certa prudenza, onde non irritare gli animi del popolo minuto. Credo che intorno ad esse potrà somministrarle utili informazioni il Professore Novella, uomo animato da buone intenzioni, e non senza qualche influenza sugli operai; e lo scultore Cevasco che mi diede ripetute prove della sua devozione al sistema costituzionale.

Quando ella avrà agio di farlo la invito ad estendere le sue investigazioni sull'interna polizia del porto, ove si commettono di continuo furti e depredazioni. Il ministro della marina ha nominato un nuovo Comandante del Porto... Veda di concertare con lui il da farsi per far cessare i lamentati disordini.

Ho sempre pensato che sarebbe stato possibile di valersi in certi limiti dei doganieri per la polizia politica. Perciò ella potrebbe intendersi col Direttore Delpiano, uomo alquanto duro e rozzo, ma energico, capace ed al governo devoto.

Non spingerò oggi più oltre le mie raccomandazioni, e conchiuderò invitandola di nuovo a riporre in me una illimitata confidenza, sicuro di trovare direzione ed appoggio.

MCCCCLVII.

AL CAV. AVV. N. PAVESI (Intendente generale)

Alessandria.

(Stessa data)

Intorno alla elezione di Alessandria, le ripeto che il ministero non vuole imporre un candidato a quel collegio, ma solo secondare gli sforzi degli elettori per fare trionfare quello appartenente al partito liberale moderato che presenta maggiori probabilità di riuscita.

Il ministero combatterà i due estremi: Sineo come Faa di Bruno. Se fosse libera la scelta egli preferirebbe Casinis a qualunque altro, ma accetterebbe pure Mathis qualunque di opinioni forse un po' spinte. Tecchio si presenta a Carmagnola, non bisogna più parlare di lui. Moja mi disse che non sarebbe ostile a Mathis, ma non so se dicesse sul serio. Se vi sono persone influenti in Alessandria sulle quali possa agire direttamente il ministero, me le indichi sollecitamente. Sono certo che Rattazzi eserciterà tutta la sua influenza personale a favore del candidato liberale. Quando la scelta sarà fatta, gliela comunicherò, richiedendolo del suo concorso.

Le nuove elezioni hanno una grande importanza massime dal lato morale. Conviene dunque mettere in opera tutti i mezzi legali ed onesti per riuscire.

MCCCCLVIII.

AL CAV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 21 gennaio 1858)

Preg. Sig.

Debbo farle conoscere che dopo gli avvenimenti di giugno essendo stata proposta l'espulsione da Genova dei fratelli

Orlando, ho interceduto in loro favore a motivo dei servizi che rendono al paese ed al governo come industriali (1). Ma nello stesso tempo chiamato avanti a me il Luigi Orlando, capo della casa, gli ho dichiarato che al primo moto mazziniano in Genova, sarebbero stati espulsi, avessero o no ad esso partecipato. Ove lo creda opportuno, potrà ripetere al detto Orlando la fattale da me intimazione, fondata sulla morale certezza che esso può, volendolo, impedire ogni mazziniano tentativo in Genova.

MCCCCLIX.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Le Roi a envoyé le général La Rocca porter une lettre autographe à l'Empereur. Le choix de l'envoyé n'est pas des plus heureux. Toutefois j'ai lieu de croire que La Rocca n'est pas dans une disposition d'esprit contraire au ministère. Il est satisfait des dernières faveurs qu'il a obtenues, et il sait fort bien que le Roi ne se prêterait pas à des intrigues réactionnaires ou cléricales. Je ne connais pas la lettre du Roi, mais je ne doute pas qu'elle ne contienne l'expression de sentiments affectueux et généreux qui plaisent à l'Empereur.

L'attentat (2) a excité à Turin l'indignation universelle; tous les journaux à l'exception d'un seul l'ont stigmatisé

(1) I fratelli Paolo e Luigi Orlando dirigevano, nel 1858, lo stabilimento metallurgico Ansaldo di San Pier d'Arena, che lasciarono più tardi, dopo il 1860, per fondarne un altro consimile in Livorno.

(2) Orsini.

de la manière la plus sévère. La plupart d'entr'eux ont saisi cette occasion pour manifester leur profonde sympathie pour le Souverain de la France. L'*Indépendente*, l'*Opinione*, l'*Unione*, l'*Espero*, ecc., ont d'excellents articles à ce sujet.

La *Ragione* seule, obscur journal, qui n'a ni lecteurs ni abonnés, édité par un songe creux, Ausonio Franchi, plus absurde que méchant, a publié hier une correspondance de Paris où l'on cherche à amoindrir la gravité du crime commis en faisant valoir des circonstances atténuantes.

Je l'ai aussitôt fait saisir, et j'espère qu'il sera jugé la semaine prochaine; la *Gazette Officielle* contiendra aujourd'hui une déclaration aussi explicite que possible (1).

Je m'occupe assidument de réorganiser la police. Cette tâche est difficile et ingrate; je ne sais si j'y réussirai. J'espère cependant améliorer ce qui existe.

Il serait essentiel d'établir des rapports directs et suivis entre notre police et celle de France. Un échange régulier de renseignements, d'avis, de notions amènerait, je pense, d'excellents résultats. Songez-y, cher Marquis, et voyez si cette idée serait accueillie favorablement par le gouv.t français.

(1) Ecco il testo di questa dichiarazione, scritta di pugno del conte di Cavour:

« Il numero di ieri del giornale *La Ragione* è stato sequestrato a motivo della pubblicazione di una corrispondenza di Parigi sull'iniquo attentato del 14 gennaio, nella quale erano manifestate opinioni che sono in contraddizione flagrante con quel giusto ed irresistibile sentimento di esecrazione che è universale nel nostro paese, contro la perversa teoria dell'assassinio politico e contro i miserabili che se ne fanno strumento; e che sono pure un'offesa a quei sentimenti di particolare e cordiale amicizia che stringono felicemente il nostro Augusto Sovrano, il suo governo e la nazione a S. M. l'imperatore Napoleone III ed alla Francia. Il sequestro di cui accenniamo è ad un tempo l'adempimento di un dovere ed un omaggio al senso morale delle popolazioni. »

J'ai adressé à tous les Intendants une circulaire qui est une espèce de programme politique. Je vous en envoie quelques exemplaires. Si les *Débats* voulaient en rapporter quelques extraits, cela pourrait nous être utile.

Je vous écris à la hâte, et je n'ai pas le tems d'en dire davantage.

Croyez, etc.

MCCCCLX.

AL CAV. GAUDENZIO GAUTIERI (*Senatore del Regno*)

Novara.

(Torino, 25 gennaio 1858)

Caro amico,

Vengo ad invocare il tuo concorso onde far riuscire a Borgomanero Guglianetti, appoggiato dal ministero. Questa elezione ha molta importanza perchè, ove riuscisse liberale, proverebbe che la ricca ed illuminata provincia di Novara è interamente liberale.

A fronte dei pericoli che minacciano le nostre libertà, ho aderito ad assumere la direzione dell'interna amministrazione e combattere in prima fila gli avversari nostri; ma sento che se non sono coadiuvato efficacemente dai buoni non potrò durare a lungo. Se esordisco con un fiasco elettorale perderei ogni autorità e sarei reso impotente a reggere il timone dello Stato.

Prega il tuo zio il Marchese Tornielli ad adoperare la molta sua influenza a pro del candidato ministeriale. Non lasciare nulla d'intentato per riuscire nella lotta.

Ti ringrazio anticipatamente e ti rinnovo, ecc.

MCCCCLXI.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Ainsi que vous me l'avez annoncé par le télégraphe, le Prince de la Tour d'Auvergne est venu me demander de faire saisir les papiers d'un Anglais venu à Nice après l'attentat du 14 de ce mois, et me lire une Note de Walewsky sur les réfugiés et la presse.

J'ai de suite transmis par télégraphe à l'Intendant Général de Nice l'ordre de faire faire une perquisition sévère à l'Anglais indiqué. Malheureusement on n'a pas pu le découvrir; jusqu'à présent il n'y a pas trace de son passage à Nice. Peut-être a-t-il changé de nom, ou bien a-t-il passé par cette ville sans s'y arrêter. Les recherches continuent et rien ne sera négligé pour satisfaire sur ce point les désirs du gouv.t français. Hudson, que j'ai prévenu officieusement, loin de s'opposer à la demande de son collègue, a donné à son consul l'ordre de seconder les recherches de La Marmora (1).

Quant à la Note dont je vous envoie copie, il ne m'a pas été possible de satisfaire aussi complètement le Prince de la Tour d'Auvergne. Pour ce qui a rapport aux réfugiés nous avons prévenu le désir de la France, car même avant l'attentat un grand nombre de réfugiés avaient été expulsés des États du Roi, et un nombre plus grand encore forcés de s'éloigner de Gênes. Je n'ai eu qu'à presser l'exécution des ordres déjà donnés qui vont aussi

(1) Ottavio La Marmora, Intendente generale a Nizza.

loin que le gouvernement de l'Empereur puisse raisonnablement le désirer. A propos de réfugiés il serait bon de répéter à Paris l'observation que j'ai adressée plusieurs fois au Prince de la Tour d'Auvergne, c'est à dire que si des Mazziniens ont trouvé un refuge en Piémont, un nombre beaucoup plus considérable de ceux-ci ont longtems habité et conspiré en France. Il y a au moins six mois que nous avons signalé au gouvernement de ce pays l'existence d'un Comité Mazzinien à Marseille, égal en influence, sinon supérieur à celui de Gênes, entretenant avec celui-ci des rapports fréquents. Eh bien les membres de ce Comité ont longtems continué à conspirer contre nous sans être inquiétés, et ce n'est, si je ne me trompe pas, que la semaine dernière, ou tout au plus la précédente, qu'il a été dispersé par l'expulsion de deux de ses membres les plus influents. Il est facile de crier contre la tolérance accordée aux émigrés, il est plus difficile d'appliquer à leur égard des mesures efficaces.

Quant à la presse la Note parait demander la suppression immédiate de l'*Italia e Popolo*. Cette mesure constituerait un véritable coup d'état qui nous mettrait sur le dos cléricaux et libéraux et amènerait infailliblement la chute du ministère. J'ai donc dû m'y refuser, mais en même tems j'ai fait connaître à Mr de la Tour d'Auvergne que mon premier soin en prenant la direction de l'intérieur avait été d'écrire à l'Intendant Général de Gênes de faire à ce journal une guerre à mort, sans trop s'inquiéter de la parfaite légalité des moyens à employer pour atteindre ce but. Malheureusement depuis l'attentat ce journal a été d'une réserve extrême non seulement à l'égard de ce fait atroce, mais sur tout ce qui a rapport à la politique. Néanmoins ce qui est différé n'est pas perdu; l'autorité veille, et dès qu'il fournira le moindre prétexte au fisc, il sera saisi sans pitié, et nous proclamerons hautement l'intention d'écraser cet infâme journal.

Le Prince de la Tour d'Auvergne réclamait cette mesure comme une manifestation contre Mazzini, mais elle n'est nullement nécessaire à ce qu'il me parait, puisque dans le procès qui va s'ouvrir à Gênes dans quelques jours, le ministère public demandera tout simplement la condamnation à mort de Mazzini. On ne saurait nier que c'est là une manifestation bien autrement énergique que la suppression arbitraire d'un journal. Veuillez le faire observer à Walewsky. Il est de la plus haute importance, non seulement pour nous, mais pour la France. La Cour de Gênes devant prononcer la condamnation de Mazzini, une mesure quelconque qui indisposerait l'opinion publique rendrait douteux un résultat auquel nos deux gouvernements doivent attacher un prix immense. Une fois Mazzini condamné nous aurons meilleur jeu pour agir contre l'*Italia e Popolo*. À ceci il faut ajouter que parmi les accusés qui paraîtront devant la Cour se trouvera l'avocat Savi, principal rédacteur de ce journal. Quoique on ait la conviction morale qu'il soit un des principaux auteurs des événements à Gênes, on n'a malheureusement que très peu de preuves légales pour établir ce fait. Le ministère public ne se dissimule pas que sa tâche sera difficile et le succès douteux. Or pour peu que l'on indispose les juges il est à craindre que tenant plus compte des faits matériels que des preuves morales ils n'absolvent Savi, ce qui serait, je vous l'avoue, excessivement fâcheux.

Vous pouvez répéter à Walewsky qu'il compte sur mon énergie. Je ne pactiserai jamais avec la révolution. Je lui ferai une guerre à mort, mais pour qu'elle soit efficace il ne faut pas que je m'affaiblisse par des actes qui éloigneraient de moi un grand nombre de mes partisans. La retraite de Ratazzi a déplu à une portion notable du parti libéral. Elle a excité de certaines défiances que mes ennemis personnels cherchent à exploiter; elle a rendu à plusieurs égards ma tâche plus difficile. Cela ne m'effraie

nullement si je puis suivre la marche que je me suis tracée, mais s'il fallait faire la moindre concession à droite ou à gauche, je sentirais le terrain me manquer sous les pieds et je serais à peu près certain de succomber.

Des avis répétés de Genève nous font croire que dans les repaires qui existent dans cette ville on a médité un attentat contre la vie du Roi et contre la mienne (1). J'ai supplié le Roi de prendre quelques précautions. J'espère qu'il se rendra à mes instances, bien qu'il ne soit pas possible de faire pénétrer dans son âme un sentiment de crainte quelconque.

Je vous prie de me faire savoir si les indications fournies par la police de Gênes sur les Italiens se réunissant dans la rue d'Amsterdam ont amené quelques résultats utiles. Croyez, etc.

MCCCCLXII.

AL CAV. GIACOMO PONZIO VAGLIA

Torino.

(Torino, 28 gennaio 1858)

Quantunque il sottoscritto non regga più il dicastero delle finanze, esso è tuttavia in grado di far conoscere a V. S. le intenzioni del governo sulle questioni che formano oggetto della comunicazione da lei fattagli in data d'ieri.

Per la costruzione della ferrovia del litorale, il governo non è disposto ad assicurare il 5 p. 010, nè alcun altro interesse. Quanto alla cessione delle Ferrovie dello Stato non è nelle viste del governo di operarla.

Il sottoscritto prega il sig. cav. Ponzio Vaglia di portare a conoscenza del barone Buttlard la presente risposta e gli rinnova l'espressione della sua distinta stima.

(1) Vedansi nel vol. II le Lettere DXI, DXII (26-27 gennaio 1858).

MCCCCLXIII.

AL BARONE CAV. G. THOLOSANO (Intendente della Spezia)

(Stessa data)

Preg. Sig.

Avvisi ricevuti direttamente da Massa mi fanno conoscere esistervi colà grandissimo fermento e farsi preparativi per un moto rivoluzionario.

I congiurati si lusingano di poter cacciare le truppe modenesi e proclamare un governo provvisorio.

È probabile che queste notizie siano molto esagerate, ma tuttavia, come non sono prive di fondamento, invito la S. V. a procurarsi esatte informazioni sullo stato dei vicini ducati di Massa e Carrara, e sulla possibilità di moti politici.

Ove realmente questa possibilità esistesse, ella dovrebbe prendere le necessarie precauzioni onde impedire nel modo il più assoluto che le nostre popolazioni partecipassero a detti moti, sia direttamente, sia indirettamente. Ella ha forze bastevoli, potendo fare assegnamento non solo sopra le truppe e i carabinieri, ma altresì sopra i doganieri, che sono numerosi e pronti sempre a concorrere al mantenimento della pubblica tranquillità.

MCCCCLXIV.

ALL'AVV. MICHELANGELO CASTELLI (ex-deputato)

Torino.

(Torino, fine gennaio 1858)

Caro Castelli,

Ho imparato con molto dolore la grave malattia del suo figliastro. Conoscendo l'ottimo suo cuore, so quanto questa

deve affiggerla, spero però nella gioventù e nel buon temperamento del suo ammalato. Si faccia coraggio e non si dia pensiero delle faccende elettorali. Domani vedrò Farini. Credo indispensabile ch'esso rinunzi, avendo fatto annunziare ufficialmente a Sassari che il numero dei deputati impiegati essendo compito, nèssun deputato (1) potrebbe essere eletto (2). Anzi a questo riguardo mi farebbe cosa grata, scrivendo a Papa, di annunciare nel *Corriere* queste circostanze onde sia conosciuto in Sassari, ove ha molti abbuonati. Mi creda suo af.

MCCCCLXV.

A L L O S T E S S O .

Genova.

(Torino, 31 gennaio 1858)

Caro Castelli,

Non seppi la disgrazia che lo colpì, se non dopo ch'ella era partito per Genova (3), mi fu quindi impossibile lo esprimerle a voce l'immensa simpatia che il suo dolore mi inspira. — Vorrei poterle arrecare consolazioni e conforti; ma so che vi sono ferite che non possono essere lenite

(1) Voleva scrivere: *impiegato*.

(2) Farini era stato nominato membro ordinario del Consiglio superiore della pubblica istruzione, con R. Decreto del 3 gennaio 1858; con R. Decreto del 29 stesso mese venne accettata la sua rinunzia.

(3) Il 30 gennaio L. C. FARINI scriveva da Torino al Castelli: « Il conte Cavour ha pianto e si è rammaricato grandemente di non avere potuto adempiere agli uffici che gli comandava il cuore e la stima grande che fa di te. Mi ha chiesto del tuo indirizzo per iscriverti, ma intanto mi ha data commissione di mandarti un abbraccio per lui. »

nemmeno dalla voce della più sincera amicizia. Mi restringerò quindi a pregarla a non lasciarsi soverchiamente abbattere, a veder modo di combattere i funesti pensieri da cui deve essere assalito dall'idea ch'ella è ancora chiamato a rendere al suo paese, alla causa veramente liberale segnalati servizii. I tempi che corrono sono ripieni di difficoltà e di pericoli. Crescono ogni giorno e le une e gli altri, il furore delle sette non ha più freno; i loro eccessi, la loro malvagità accresce le forze della reazione, che si fa ognor più minacciosa. In mezzo a questi opposti pericoli, cosa faranno i liberali? Se essi si dividono, sono perduti, e con essi cade la causa della libertà e dell'indipendenza in Italia. Privi del maggiore nostro campione (1), staremo sulla breccia impavidi e risoluti, ma certo cadremo se tutti i nostri amici non si stringono a noi intorno per aiutarci a resistere agli assalti che ci verranno da destra e da sinistra. Quando ella potrà di nuovo dare alcuni pensieri alla politica, lo ragguaglierò della posizione critica in cui siamo ridotti; mi limito ora a dirle che, fra le idee che mi confortano, primeggia quella della sua amicizia, e del concorso che sono certo di trovare in lei ogniquale volta dovrò fare appello alla sua devozione per la causa alla quale entrambi abbiamo consacrata la nostra vita.

S'ella vede Conte, le faccia animo, le dica che sono soddisfatto del modo col quale ha esordito; ch'esso continui, e faccia assegno sull'illimitato appoggio del ministero.

Mi abbia, caro Castelli, come un vecchio e provato amico.

(1) Urbano Rattazzi.

MCCCCLXVI.

AL BARON A. MICHAUD (Consul general)

Ginevra.

(Stessa data)

Monsieur,

Les nouvelles qui nous sont parvenues de Londres et de Paris confirment celles que vous m'avez transmises avec un zèle et une intelligence que j'apprécie au plus haut degré. Il n'est que trop certain que la secte mazzinienne a résolu de se défaire du Roi, aussi bien que de l'Empereur Napoléon. La plus grande surveillance devient nécessaire car il s'agit de prévenir le plus horrible délit que la perversité humaine puisse commettre. Remerciez Mr ^{***} de ma part et priez le instamment de vous tenir au fait des moindres détails relatifs au complot qu'il a découvert. Faites lui observer qu'en préservant les jours du Roi c'est la cause de la liberté et de l'indépendance en Italie que l'on sauve d'une ruine totale. Parmi les réfugiés actuellement à Genève se trouve un certain ^{***} de Ravenne, peintre; on me l'a signalé comme un homme excessivement dangereux, et comme un de ceux les plus avant dans la confiance de Mazzini. Il serait bon de le faire surveiller. À peine j'ai reçu votre dépêche télégraphique relative à l'individu qui avait proféré une horrible menace contre le Roi et l'Empereur, j'ai fait vérifier s'il avait laissé des traces en Piémont. Nous avons trouvé qu'un M^{***} avait habité plusieurs villes des États jusqu'en 1852, et qu'il avait disparu par suite du meurtre d'un moine dont on l'a cru coupable. Si le M^{***} dont vous m'avez parlé est celui-ci, ce doit être un des sectaires les plus atroces de la bande. Je sais qu'il n'est nul besoin d'exciter votre zèle, aussi je me borne à vous engager à

continuer à me tenir régulièrement au courant de tous les faits intéressants, qui parviennent à votre connaissance.

Recevez l'assurance de ma considération distinguée.

MCCCCLXVII.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 1^{er} février 1858)

Mon cher Marquis,

Je vous envoie cette lettre par Mr Carutti qui va à Londres pour fournir au gouvernement Anglais les renseignements qu'il nous a demandés sur l'affaire du *Cagliari*. Il paraît que Palmerston a la velleité de profiter de cette occasion pour faire quelque chose, qui neutralise le mauvais effet produit par le prétendu traité et la certaine entente cordiale avec l'Autriche. En effet, bien que nous n'ayons jamais réclamé les bons offices de l'Angleterre, Clarendon m'a fait demander officiellement l'opinion du gouvernement du Roi sur la légalité de la capture du *Cagliari*. J'ai répondu à cette demande en faisant communiquer à Clarendon ma dernière Note à Gropello que vous avez dû lire également à Walewsky. Clarendon n'en a pas fait grand cas, mais Palmerston l'ayant examinée lui même avec beaucoup d'attention a déclaré à Azeglio que quant à lui il était très enclin à adopter notre manière de voir et à considérer la saisie du *Cagliari* comme illégale, mais comme il fallait soumettre la question aux avocats de la Couronne, il le pria (d'Azeglio) instamment de lui procurer tous les documents sur lesquels notre vote était basé. Azeglio m'ayant communiqué ce

désir, je me suis décidé d'envoyer à Londres Mr Carutti chef de section au ministère, et secrétaire du Comité du contentieux (diplomatique) qui connaît cette affaire dans tous ses détails (1).

Si l'opinion de L. Palmerston est partagée par les avocats de la Couronne, il est probable que le gouvernement Anglais s'unira à nous pour protester contre la saisie du *Cagliari*, et qu'il réclamera des indemnités pour le tort causé aux mécaniciens Anglais, qui se trouvaient à son bord.

Il est bon que le gouvernement français soit mis officiellement au courant de tout ceci. Quoique il n'ait pas, comme l'Angleterre un intérêt direct dans l'affaire, il peut lui convenir de s'en mêler. Ce serait un moyen de sortir de la sotte position vis à vis de Naples, où il se trouve placé depuis un an.

Je vous ai mandé par le télégraphe que le ministère était décidé à présenter une loi sur la presse. D'abord nous avons pensé à nous borner à soustraire au jury les délits qui se rapportent à l'apologie de l'assassinat politique. Un plus mûr examen de la question nous a convaincus qu'il valait mieux aller plus loin, et saisir cette occasion pour corriger le vice radical de notre législation sur la presse qui consiste dans la détestable composition du jury. En conséquence nous avons arrêté que nous proposerions la formation du jury sur une base toute nouvelle, combinée de manière à donner de sérieuses garanties pour que les prescriptions de la loi qui sont suffisamment sévères, soient appliquées.

Nous comptons aussi introduire une disposition spéciale sur la justification des attentats et assassinats politiques. Cette loi, il ne faut pas se le dissimuler, soulèvera de

(1) Vedasi nel vol. II la Lettera DXII bis (1° febbraio 1858) al marchese E. d'Azeglio.

grandes tempêtes à la Chambre. La gauche la combattrait avec passion, et si la droite ne l'accepte pas, nous serons culbutés. Mais n'importe, nous aurons fait notre devoir, et nous nous retirerons avec la confiance d'avoir fait tout ce qui dépendait de nous pour sauvegarder l'honneur et la réputation de notre pays.

Les mesures prises contre les réfugiés s'exécutent avec énergie. Dans peu de tems Gênes cessera d'être un foyer redoutable de révolution et de troubles.

Quant à pénétrer leurs secrets desseins, c'est un problème d'une immense difficulté: je m'applique à le résoudre, mais je ne garantis pas le succès. .

Croyez, mon cher Marquis, etc.

P. S. Et Menton ? n'en est-il plus question (1) ?

MCCCCLXVIII.

A L L O S T E S S O .

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Si je ne savais depuis longtemps que la colère est une mauvaise conseillère, les discours que Walewski vous a tenus m'en auraient convaincu. Les reproches qu'il adresse à notre gouvernement sont dénués de fondement. Quant aux émigrés, nous avons pris des mesures bien autrement énergiques que la Belgique et la Suisse. La Tour d'Auvergne à qui je les ai communiquées a avoué qu'il ne croyait pas qu'on pût faire davantage. C'est par centaines que nous avons éloigné de Gênes les émigrés; on expulse tout ce qui a pris une part quelconque à des mouvements révolutionnaires. La France n'en fait pas

(1) Si rilegga la nota 1 a pag. 522 del vol. II.

autant, car elle permet de séjourner chez elle à bien des Mazziniens actifs. Bien des réfugiés de Genève correspondent avec Gênes en passant par Marseille. Si la police française est en mesure de nous éclairer sur quelques uns des émigrés qui sont encore chez nous, nous recevrons ses renseignements avec reconnaissance, et elle peut être certaine que nous ne permettrons pas le séjour dans les États à des gens réellement dangereux. Quant à la presse, nous modifions radicalement la composition du jury, mais nous ne voulons pas faire davantage. Si l'Angleterre, la Belgique et la Suisse adoptent un système plus répressif, nous suivrons leur exemple. Quant au danger que court la tranquillité du pays, croyez qu'il n'y a rien de réel. Que des réfugiés à Gênes aidés des mécontents de ce pays puissent faire une émeute, c'est possible, mais qu'ils parviennent à tenir en échec les forces du gouvernement, c'est ce qui est impossible. L'armée, croyez le bien, est entièrement dévouée au Roi et aux Institutions. Si un mouvement avait lieu, on aurait beaucoup plus à faire à la retenir qu'à l'exciter. Puisque l'on se préoccupe tant des réfugiés en France, pourquoi ne pas chercher à couper le mal dans sa racine, en en diminuant le nombre par des amnisties? Depuis l'amnistie autrichienne le nombre des réfugiés Lombards-Venitiens a diminué des 3/4, et il n'a plus été question de complots contre la Lombardie. Que le Pape en fasse autant et nous nous débarrasserons des 4/5 des Romagnols qui constituent la portion la plus remuante et dangereuse de l'émigration. En résumé, vous pouvez assurer Walewsky que je suis décidé à déployer la plus grande énergie, et à ne rien négliger pour déjouer les complots des Mazziniens, mais que, s'il s' imagine me pousser à faire de la réaction, il se trompe grandement. Il est possible que la France puisse et veuille me perdre: elle ne parviendra pas à me rendre inconséquent à mes principes.

Je vous prévien que la Tour D'Auvergne est très mal inspiré; il voit fréquemment les agents les plus actifs de l'extrême droite, et en particulier Mr Briano, ex-rédacteur en chef du journal *La Patria*.

Votre dévoué.

MCCCCLXIX.

AL CAV. A. CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 5 febbraio 1858)

Il governo francese nutre ira grandissima contro il giornale *l'Italia e Popolo*. Sapendo essere questo foglio l'organo ufficiale di Mazzini, lo considera come il monitore della setta, che proclama l'assassinio qual mezzo legittimo di raggiungere il suo scopo. Se fosse possibile il far cessare la pubblicazione di quel giornale, si procurerebbe al capo del governo francese una immensa soddisfazione e si eviterebbero così complicazioni diplomatiche gravissime, che stanno per sorgere.

.
La necessità di usare rispetto l'emigrazione la massima energia si fa ogni giorno più evidente.

Il governo francese, lasciandosi trasportare oltre ogni limite ragionevole, insiste presso tutti i suoi vicini onde misure di rigore siano adoperate. Decisi a non concedere nulla di irragionevole, dobbiamo però fare spontaneamente tutto ciò che il vero interesse dello Stato ci consiglia. — L'emigrazione raccolta in Genova costituisce un vero pericolo, bisogna ad ogni costo prevenirlo. Agisca adunque con prontezza ed energia, e sia certo del concorso del ministero e dell'appoggio del ministro in faccia al Parlamento ed al paese.

MCCCCLXX.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 6 février 1858)

Mon cher Marquis,

Dans ma lettre d'hier (1) je vous disais que j'étais pour mon compte disposé à proposer que les offenses contre les souverains étrangers fussent poursuivies sans qu'il fût nécessaire de la requête des gouvernements intéressés. Ayant porté cette question devant le Conseil, on m'a fait observer que si cette mesure n'aurait aucun inconvénient pour ce qui a rapport à la France, elle nous placerait dans la position la plus difficile vis à vis de Naples et de l'Autriche. La plupart des journaux étrangers, les français non exclus, ont inséré contre *Bomba* les articles les plus violents. Si nous devons poursuivre d'office sans requête, il faudrait défendre leur reproduction dans nos journaux. Vous voyez où cela nous mènerait. Les mêmes inconvénients, quoique à un moindre degré, se reproduisent vis à vis de l'Autriche. Il nous est impossible pour nous tirer d'affaire de proposer une mesure spéciale à la France. Après une longue discussion nous en sommes venus à constater qu'il est facile d'atteindre le but que nous nous proposons, celui d'empêcher toute attaque contre l'Empereur, sans nous créer d'immenses embarras.

Notre législation sur la presse établissait :

« Que les offenses contre les souverains étrangers sont poursuivies d'office. »

Mais elle ajoutait :

« La poursuite ne pourra avoir lieu que sur la requête du gouvernement intéressé. »

(1) Lett. DXIII, vol. II, pag. 527.

Il s'ensuivrait que nulle poursuite ne pourrait s'intenter sans une requête formelle et par écrit d'un agent diplomatique.

En 1852, la loi sur la presse, pour ce qui regarde les offenses envers les souverains étrangers, a été modifiée et il a été établi :

« Que le ministère public pourra poursuivre toute offense ou injure contre un souverain étranger, en déclarant simplement qu'il y a requête. »

Cette disposition a été interprétée dans le sens le plus large par les tribunaux. Ils ont admis la requête verbale, et d'après l'assurance des membres les plus compétents du ministère public, ils sont disposés à admettre une démarche générale faite une fois pour toutes. Ainsi il nous suffirait, pour nous mettre à même de poursuivre directement et d'office tous les articles réputés injurieux pour l'Empereur, que le gouvernement français nous dît : « Mon intention est que toute attaque contre l'Empereur soit poursuivie. » Si vous obtenez cette déclaration de Walewsky, ou si vous obtenez qu'il me la fasse faire par le Prince de la Tour d'Auvergne, nous en avons assez. Le gouvernement français, ni son représentant n'ont plus à s'inquiéter de rien. Je vous réponds qu'au but de huit jours on ne souffle plus mot contre l'Empereur.

On vous objectera peut être que ce que je vous propose présente les mêmes inconvénients qu'une mesure législative qui nous autoriserait à poursuivre d'office les offenses des souverains étrangers. Je réponds que non, car dans l'état actuel de notre législation, nous sommes libres de faire pour un gouvernement allié et ami comme la France ce que nous ne croyons pas devoir faire pour les gouvernements qui n'ont pas de bons procédés avec nous. Je n'hésiterai pas à proclamer ce principe à la tribune ; ce qui certes ne saurait déplaire à la France.

Expliquez bien à Walewsky que tout se réduit à la ma-

nifestation d'un désir et à ce que La Tour d'Auvergne ne nous démentisse pas lorsque nous poursuivrons un journal sans l'en prévenir.

Je ne saurais prévoir un refus de la part de Walewsky, à moins qu'il n'y ait de sa part l'intention arrêtée de nous créer des embarras et de me forcer à céder la place aux *codini*, qui, croyez-le bien, détestent l'Empereur autant que les rouges.

J'ai vu avec plaisir que le gouvernement Anglais avait proposé une loi sur les attentats. Si elle contient quelque mesure qui ne soit pas déjà comprise dans notre code pénal, nous l'y introduirons sans hésiter. Qu'on nous laisse faire et l'on verra qu'en Piémont on ne conspire contre personne ; mais pour obtenir ce résultat il faut qu'on ait confiance en nous. Il me paraît que j'ai donné assez de gages de mes sentiments pour l'Empereur, pour qu'il puisse ajouter quelque foi à l'assurance que je lui donne.

Je suis accablé de fatigue et de soucis ; cependant ma santé tient bon et je ne me décourage pas. Votre concours dévoué et amical y est pour beaucoup. Continuez à agir comme par le passé avec autant de zèle que d'intelligence, et j'espère qu'à nous deux nous parviendrons à maintenir le système politique qui repose sur l'alliance de l'Empereur avec le parti libéral modéré italien.

Croyez, etc.

MCCCCLXXI.

AL CAV. AVV. MICHELANGELO CASTELLI

Genova.

(Stessa data)

Caro Castelli,

La ringrazio delle sue lettere e delle parole di conforto che mi diresse. Dopo essere rimasto alquanto abbattuto,

mi sono riavuto e mi sento disposto alla lotta come nel 48. Faccio assegnamento su tutti i miei amici, ma specialmente sopra di lei. Continui a scrivermi e dirmi la verità senza ritegno o velo.

Sono lieto che Conte siasi ritornato riconfortato. Lo animi ad agire col massimo vigore coi Mazziniani. Gli spieghi bene la differenza che passa tra essi ed il partito dell'Unione rappresentato da La Farina; onde le nostre misure non abbiano a ricadere sui nostri amici.

Conte potrà continuare a consultarlo anche dopo che ella avrà lasciato Genova. Esso, conoscendo la mia amicizia per lei, sa poter in lei riporre la più illimitata fiducia.

La ringrazio dell'aver scritto a Rattazzi. La risposta ch'ella ne ebbe è quale poteva aspettarsi da un uomo di una specchiata onestà come il Rattazzi (1). Già le

(1) Ecco il testo della lettera del RATTAZZI al Castelli:

Nizza marittima, 8 febbraio 1853.

Amico carissimo,

Avete colto precisamente nel segno interpretando quale sarebbe la mia condotta nel Parlamento: la difficilissima condizione, in cui si trova attualmente lo Stato, non permette all'uomo onesto di seguirne un'altra. — Non so se vi fosse un'assoluta necessità di presentare il progetto di legge del quale voi fate menzione. — Ma è certo, che venendo presentato converrà sostenerlo per evitare inconvenienti maggiori. — Spero che il progetto sarà tale da potersi accettare senza disdire apertamente, ed in modo assoluto a quei principii che il ministero aveva sempre sin qui proclamati; ed io dal canto mio vi accerto che sarò in questo assai più facile, e più arrendevole ora che mi trovo libero, ed indipendente di quanto lo sarei forse stato rimanendo al ministero. — Posso esserlo, perchè almeno non mi si potrà fare la ridicola accusa, che mi piego pel desiderio di conservare il portafoglio.

Del resto vi dico sinceramente, che non comprendo come abbiate potuto in me supporre anche un remoto pensiero di *vendicarmi*. Certo, quand'anche io potessi avere un simile desiderio, la mia vendetta non sarebbe altra fuor quella che voi mi consigliate; ma vi assicuro, che questa intenzione non mi è passata, e non mi poteva nemmeno passare pel capo. — Confesso, che in questi ultimi tempi ho dovuto provare un amaro disinganno sul carattere di qualche persona, da cui ero in diritto di attendere un più leale, e franco trattamento dopo tutte le prove di sincera amicizia, e dirò anche di personale abnegazione, che le ho sempre date in ogni circostanza. — Ma tutto ciò deve essere, e sarà sempre per me estraneo allo andamento delle cose politiche. — D'altra parte anche in mezzo a quel disinganno sento la soddisfazione di aver sempre operato da uomo onesto, e di nulla aver da rimproverarmi verso chicchessia.

Addio, di cuore, e coi più sinceri sensi credetemi

Il vostro aff.mo amico
U. RATTAZZI.

scrissi (1), tornerei a farlo, se non pensassi che gli tornerà più gradito essere ragguagliato dal buon La Marmora.

Non manchi di venire a trovarmi passando da Torino. Qualunque sia l'ora ch'ella venga al ministero mi faccia chiamare.

Creda alla mia sincera amicizia.

MCCCCLXXII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 7 février 1858)

Mon cher Marquis,

Votre dépêche télégraphique d'hier m'a causé une véritable satisfaction, car elle m'a prouvé que le gouvernement français ne veut pas nous créer des embarras comme son représentant ici. En consentant à nous faire une requête générale pour la poursuite des offenses contre l'Empereur, il nous mette à même de réduire à la raison les journaux. Si la mauvaise presse a pris une attitude si hostile, cela provient de ce que le Prince de La Tour d'Auvergne avait déclaré qu'il ne suivrait pas l'exemple de Gramont, et qu'il s'abstiendrait de demander la poursuite des journaux qui se rendraient coupables d'offenses contre son Souverain. Deux fois je lui ai communiqué des numéros de l'*Italia e Popolo* qui auraient infailliblement amené la condamnation de ce journal; deux fois il m'a fait répondre qu'il ne voulait pas se prêter à un acte qui

(1) Lett. DXI, 26 gennaio 1858, Vol. II.

rendrait moins évidente la nécessité de modifier radicalement la loi sur la presse.

Du moment que nous avons la certitude de pouvoir amener devant les tribunaux ordinaires les journalistes qui offensent les souverains étrangers; la première mesure que nous avons arrêtée de soustraire au jury l'apologie de l'attentat devient inutile, car il est évident que l'apologie ou même la justification d'un attentat contre un souverain, constitue une véritable offense contre lui. C'est tellement vrai, que l'Avocat Général de Turin voulait traduire *La Ragione* devant les tribunaux ordinaires qui l'auraient certainement condamnée. S'il ne l'a pas fait, c'est que pour cela il nous fallait le concours du Prince La Tour d'Auvergne que nous ne pouvions obtenir.

Vous voudrez bien constater l'adhésion du gouvernement français dans une dépêche d'office, qui m'est nécessaire pour me mettre parfaitement en règle.

Le ministre de la justice a déjà préparé une circulaire à tous les avocats généraux, elle sera émanée dès que vous m'aurez adressé la dépêche que je vous demande.

Il n'est nul besoin que Walewsky vous écrive. Vous insisterez seulement pour qu'on donne à La Tour d'Auvergne l'ordre de ne pas nous contrarier.

Nous sommes en train de proposer un projet de loi contre les attentats et les conspirations dirigées contre les souverains étrangers. Nous allons plus loin que la Belgique.

Le procès de Gênes a commencé. La ville est demeurée très tranquille et nulle apparence de désordre ne s'est manifestée. Toutes les précautions sont prises pour prévenir le moindre trouble.

Recevez l'assurance de mes sentiments dévoués.

MCCCCLXXIII.

A S. E. IL CAV. COTTA (Primo Presidente Corte d'appello)

Chambéry.

(Stessa data)

Eccellenza,

Le straordinarie occupazioni a cui ho dovuto attendere in questi ultimi giorni, non mi concedettero di poter riscontrare la pregiatissima lettera ch'ella mi rivolse sullo scorcio dello spirato gennaio. Non creda però che io non faccia quel caso che merita della corrispondenza d'una persona così distinta ed al governo cotanto devota qual'è la S. V. Ecc.ma.

Tuttavia non posso nasconderle che il complesso delle cose che le piacque riferirmi, hanno prodotto in me dolorosa sensazione, poichè parvemi da esse poter rilevare che la S. V. Ecc.ma già subiva l'influenza dell'atmosfera reazionaria clericale che domina nei *salons* di Chambéry. Tutte le sue simpatie sono evidentemente per le persone che si dimostrano più o meno al governo ostili, tutte le sue ire per coloro che, in un'epoca qualunque della loro vita, dimostrarono idee liberali troppo spinte. Così facendo, lungi dal ricondurre gli animi ad idee più moderate e di conciliare gli avversi partiti, temo che abbia a riuscirne maggiori divisioni, più vivi rancori. Ed in vero io non mi sarei aspettato, che la prima sua riforma fosse quella di fare rivivere l'antica appellazione data alla Corte di *Nos Seigneurs*. Ignoro se la Corte vi abbia o no diritto adesso, ma quello che mi par certo si è che sarebbe stato miglior consiglio il non suscitare una discussione intorno ad una formula che ricorda uno stato di cose assai diverso da quello che ora esiste da noi.

La vicinanza della Francia, ove i magistrati chiedono simili viete onorificenze, rende ancora meno opportuna la polemica che dalla pretesa dall'E. V. sollevata deve risultare.

Posso assicurare l'E. V. che, benchè insignito del Collare dell'Ordine Supremo dell'Annunziata, non m'ebbi mai a male che coloro che a me si rivolgono mi chiamino *Monsieur*.

Ella parla delle intemperanze del giornale il *Progrès* che biasimo e deploro; ma ella tace di quelle del *Courrier des Alpes* diventato *frenetico*, ed al quale partecipano avvocati che paiono godere di tutte le simpatie della Corte e di chi la presiede.

L'alta stima che professo per l'E. V., mi ha indotto a far uso di uno schietto linguaggio. Non l'interpreti come un rimprovero, ma bensì come consiglio di chi professa per lei sensi sinceri di devozione e di stima.

MCCCCLXXIV.

A MONSIEUR PIETRO SOLA (Venerato)

Nizza.

(Torino, 8 febbraio 1858)

Nel cortese foglio che piacque alla S. V. Rev.ma di testè rivolgermi, ella mi fa conoscere come nella breve dimora fatta in Roma, ebbe a convincersi che, se per ora non è possibile l'addivenire ad un definitivo accordo colla Santa Sede, tornerebbe sommamente gradito al Santo Padre che si provvedessero di pastore, se non tutte, parte almeno delle sedi vacanti nei domini dell'Augusto nostro Sovrano. La S. V. Rev.ma reputa che un tale atto, mentre sarebbe di notevole vantaggio alla Chiesa, segnerebbe un primo passo nella via della conciliazione nella quale Roma e Torino desiderano del pari di entrare.

Rispondendo a questa comunicazione, mi affretto a dichiararle, essere il Re ed il suo governo pur essi convinti degli inconvenienti che nascono dalla prolungata vacanza di alcune sedi vescovili, epperchè essere dispostissimo a secondare le paterne viste del Supremo Gerarca della Chiesa. Di tali disposizioni già diede il Re non dubbie prove, poichè fin dall'autunno del 1856 mi ordinava di trasmettere a Roma, per mezzo di Monsignor Gilardi vescovo di Mondovì, alcune proposte che tendevano a questo scopo. Senza rintracciare le cause che impedirono ch'esse fossero accolte, come si aveva ragione di sperare, posso assicurare la S. V. Rev.ma, non essere mutato l'animo del Re, ed essere quindi S. M. disposta a riprendere questa pratica, nel fermo intendimento di conciliare nei limiti del possibile, l'appagamento dei voti del Sommo Pontefice, coi veri interessi dello Stato.

Ciò premesso, debbo tuttavia ricordare alla S. V. Rev.ma, non potersi provvedere alle sedi vacanti, senza preoccuparsi ad un tempo della tanto reclamata riduzione delle diocesi. Il voler fare una cosa senza l'altra, sarebbe un suscitare immense opposizioni e sollevare difficoltà forse insuperabili. La necessità di questa riduzione nell'interesse stesso della Chiesa è riconosciuta dalla stessa Santa Sede. Non è possibile il sostenere richiedersi nel Regno Sardo 42 diocesi, cioè una in ragione di 120 mila abitanti, quando nel Belgio, non meno cattolico di noi, 5 bastano a 4,906,045 abitanti, e quando nella Francia 81 provvedono ai bisogni spirituali di oltre 36,000,000 di fedeli.

L'opportunità di tale misura si fa ognor più evidente, a mano a mano che il compimento della rete delle nostre strade ferrate ed il miglioramento di tutte le altre vie di comunicazione abbreviano le distanze in modo che paesi, i quali erano separati da molte ore di cammino, possono comunicare fra di loro in pochi minuti.

AmMESSo anche tacitamente il principio della riduzione,

in modo imperativo dall'opinione pubblica richiesto, facile riuscirà il provvedere ai bisogni delle diocesi prive ora dei loro Pastori. Senza aspettare la formazione di un piano definitivo, si potrebbero nominare tosto i vescovi di quelle sedi sulla di cui conservazione non vi può cader dubbio, delegando l'amministrazione delle altre ai prelati di vicine diocesi. A cagion d'esempio, si provvederebbe alla diocesi d'Alessandria, nominando ad un tempo il vescovo di Cuneo amministratore di quella di Fossano.

Fatto un primo passo, gli altri riuscirebbero più agevoli ed in breve si potrebbe addivenire a regolare tutto ciò che riflette le sedi vacanti.

Questo desiderabile scopo si raggiungerebbe in modo più pronto e più sicuro, se il Santo Padre si degnasse di prendere in seria considerazione lo stato ognor più deplorabile della diocesi di Torino, ed acconsentisse a prendere col Re i necessari concerti onde ricondurla in condizioni normali. Ma avendo già intrattenuto a lungo, sia a voce, sia in iscritto la S. V. Rev.ma di questo doloroso argomento, non vi tornerò sopra, persuaso ch'ella avrà fatto quanto stava in lei per illuminare intorno ad esso l'animo del Sommo Pontefice.

Nella fiducia che quanto ho avuto l'onore di esporle con ischiettezza e lealtà, convincerà il Santo Padre del sincero desiderio del Re e del suo governo di secondare le sue mire rivolte al bene della Chiesa, non mi rimane che a pregarla di avvalorare le idee che le ho manifestate colla sua parola, che deve tornare a Roma assai più autorevole ed accetta della mia.

Ho l'onore, ecc.

MCCCCLXXV.

ALL'AVV. MICHELANGELO CASTELLI (ex-deputato)

Genova.

(Torino, febbraio 1858)

Caro Castelli,

Le mando una memoria del maggiore Boldoni, che io non conosco, ma che mi vien caldamente raccomandato. La comunichi a Conte dicendole di farne quel caso che egli crederà; essendo mia precisa intenzione di lasciarle la più ampia libertà d'azione.

Scriverò a Vigliani come ella mi consiglia di fare, vedrò d'ispirargli quell'energia e quel vigore che le circostanze richieggono. Non possiamo però lusingarci di trovare in un togato il vigore degli uomini d'azione.

Mi consola quanto ella mi dice di Rattazzi. Me lo aspettava, ma come non sempre gli uomini corrispondono alla concepita aspettativa, mi è sommamente grato il vedere che l'antico mio collega non è da meno di quello ch'io lo riteneva.

Il Re è in ottime disposizioni, disposto del pari a sostenere il ministero negli atti di rigore che le circostanze consigliano; ed a resistere energicamente alle pretese esagerate della Francia.

Veda Monticelli e Casareto, e gli esorti a decidere qualche cosa rispetto il collegio d'Alasio. Il ministero non può assumere nessuna iniziativa, giacchè là si vuole un uomo d'opposizione. Se i liberali non si muovono saremo battuti.

Mi creda, caro Castelli, coi più sinceri sensi dev. amico.

MCCCCLXXVI.

AL CAV. P. O. VIGLIANI (Avv. generale Corte d'appello)

Genova.

(Torino, 10 febbraio 1858)

Dal mio amico Castelli ella deve essere stato informato delle condizioni gravissime in cui versiamo. L'Imperatore irritatissimo dell'attentato del 14 gennaio chiede con insistenza misure di rigore contro la stampa che predica ogni giorno l'assassinio e la rivolta. Il governo deciso a nulla fare d'illegale, a non sacrificare una parte qualunque delle nostre libertà deve però, ond'evitare che l'antica amicizia della Francia si trasmuti in odio, mettere in opera tutti i mezzi che la legge mette a sua disposizione per appagare ciò che vi è di legittimo nelle domande dell'Imperatore.

Non ho bisogno di svolgere nessuna considerazione per far persuasa la S. V. delle funeste conseguenze che possono derivare da un cambiamento politico a nostro riguardo per parte della Francia. Con senno e coraggio possiamo lottare contro l'inimicizia del potente nemico che ci sta a fronte oltre il Ticino, ma se avremo a combattere e Francia ed Austria, io non so come ce la caveremo. Questa tremenda eventualità non ci deve indurre a nessuna concessione umiliante verso la Francia; a nessun atto menomamente contrario al nostro decoro ed alla nostra dignità. I popoli come e forse più degli individui debbono saper incontrare i maggiori pericoli, sottostare ai più ingenti sacrifici per serbare illeso il loro onore e la loro fama. Ed a ciò è deciso il Re ed il suo governo.

Ma appunto perchè tale è la nostra irremovibile intenzione, dobbiamo mettere in opera tutti i mezzi conciliabili col nostro decoro per evitare una rottura colla Francia.

L'Imperatore, a torto certamente, dà una grande importanza all'*Italia e Popolo*. Lo dice essere il monitore di Mazzini; il fomentatore degli attentati e degli assassinii; chiede con istanza la sua soppressione. Questa non gliela possiamo, non gliela dobbiamo concedere, ma possiamo e dobbiamo fare ogni sforzo per ridurre al silenzio un foglio che è in aperta e violenta contraddizione colle leggi dello Stato. Infatti un giornale che si dice repubblicano, mazziniano, che predica l'insurrezione, non merita riguardo di sorta. Sono deciso di proclamarlo al cospetto della Camera assumendo l'intera responsabilità degli atti fatti contro di esso.

So che i giurati (almeno finchè la legge non sia riformata) assolvono sempre a Genova; ma ciò non toglie che il sequestro non produca un buon effetto. Abbiamo poi la risorsa dei procedimenti per le offese contro i sovrani ed in ispecie contro l'Imperatore. Chiamo specialmente la sua attenzione su quest'ultimo punto. Il nuovo ministro di Francia, che ci è personalmente ostile, per crearci delle difficoltà si ricusava di fare la richiesta dalla legge prescritta. Ho dovuto scrivere ripetutamente a Parigi e rivolgermi direttamente all'Imperatore. Esso mi ha fatto dire che si procedesse pure col massimo rigore, che ogni volta che il ministero pubblico riputerebbe esservi offese contro di lui, e probabilità di condanna, la richiesta sarebbe fatta. Ella può quindi far sequestrare tutti i numeri nei quali vi è ingiuria all'Imperatore. Riferendone col telegrafo, ne riporterà tosto l'assenso necessario per procedere. Ella deve in certo modo presupporre la richiesta. Con queste armi parmi impossibile che non si giunga presto a far cadere quel giornalaccio.

Sono persuaso che per ciò che riflette l'interno, questo risultato non ha importanza di sorta; l'*Italia e Popolo*, come ebbi altre volte a dichiararlo, ci fa più bene che male. Io pagherei Mazzini acciocchè vi scrivesse. Ma la sua

caduta è necessaria per procurare una legittima soddisfazione all'Imperatore e prevenire gravissime complicazioni.

Non dubito che la S. V. I. penetrandosi della verità di queste considerazioni seconderà con tutte le sue forze le intenzioni del governo. I tempi corrono difficilissimi, le circostanze sono eccezionali; è mestieri perciò di adoperare tutti i mezzi legittimi per scongiurare la tempesta che ci sovrasta. Confido in lei. La mia fiducia non sarà delusa.

Sento con vera soddisfazione che il processo politico si mette bene. Se si giunge a stabilire la reità del Savi e dei principali contumaci, si sarà ottenuto un gran risultato. Spinga lo zelo de' suoi sostituti. Gli sorregga co' suoi consigli e colle sue esortazioni. Senza esercitare veruna pressione sui giudici, parmi che si possa far loro intendere quanto importante sia pel paese la causa al loro giudizio affidata.

Le ho scritto a lungo, disordinatamente e con somma fretta. La sua perspicacia supplisca a quanto non ho detto, od ho detto male, e seguendo quanto la sua mente le suggerirà pel bene del paese, cooperi alla grande missione di salvare la libertà e l'indipendenza nazionale dai pericoli che la minacciano.

Ho il bene, ecc.

MCCCCLXXVII.

AL CAV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, febbraio 1858)

Preg. Sig.

Posdomani si presenterà da lei un certo X., che si è profferto al Re per andare in Inghilterra, per ivi cercare ad entrare in relazione con Mazzini. Pare atto all'ufficio del quale è disposto ad incaricarsi

Dopo averlo sentito vedrà se può darle alcune indicazioni che giovino allo scopo che egli si prefigge....

Faccia assumere sul suo conto precise informazioni, in modo che i suoi amici ritengano essere caduto in sospetto alla polizia.

Ho scritto al comm. Vigliani. Si tenga in relazione con lui, vedendo di animarlo ad agire col massimo vigore. Cerchi di accertare le disposizioni dei membri della Corte chiamati a giudicare gli imputati del 29 giugno. Certo non vorrei che si esercitasse un'indebita influenza sopra di loro, ma vorrei che si facessero capaci di quanto importi allo Stato che la reità dei colpevoli sia constatata ed i loro misfatti ricevano una giusta punizione. L'Europa ha gli occhi sopra di noi, sopra Genova in ispecie. Se possiamo dimostrare che le nostre istituzioni, le nostre leggi sono efficaci a reprimere i tentativi dell'insensata fazione che cospira contro la società, manterremo l'acquistata riputazione, e potremo proseguire l'opera gloriosa del risorgimento italiano. Altrimenti Dio sa solo quale doloroso avvenire ci è serbato.

A S. E. IL GENERALE MOROZZO DELLA ROCCA
(1° Aiutante di campo di S. M. in missione straordinaria)

Parigi.

Mon cher Général,

(Mardi gras, 16 février 1858)

Je vous embrasse de tout mon cœur et vous remercie. Vous m'avez rendu un grand service et vous vous êtes tiré d'affaire d'une manière merveilleuse mieux qu'un diplomate. Vous me pardonnerez d'avoir mis la parole que vous savez, et la perruque. Mais j'étais fort en colère et puis je crois que ces paroles devaient démontrer que ce n'était pas à lui (*all'Imperatore*), mais à vous que j'écrivais. Je les ai mis sur le papier mais elles n'étaient pas dans mon cœur.

Je vous prévienne aussi que Cavour vous aime beaucoup et est enchanté de vous me répétant plusieurs fois que personne ne pouvait s'en tirer mieux que vous. Je vous fais écrire une longue lettre par Cavour que vous pouvez considérer comme écrite sous ma dictée lisez la attentivement, car il faut encore que vous tâchiez de donner tous ces détails à l'Empereur ou dans une visite particulière ou dans celle de congé. Car ce que vous dites servira à confuter et à détruire le mauvais effet de ce que écrit La Tour d'Auvergne à Paris, c'est un scalérat (!), à qui j'ai donné déjà deux bonnes perruques, mais il veut se faire du mérite à tout prix avec Walewski, laissez comprendre à ce dernier que je ne suis pas content de la manière qu'eux traitent tout ceci et leur consuls aussi.

.
La comtesse qui dans ces derniers temps a souffert beaucoup de toutes ces émotions, m'a constamment mis au courant de vos lettres et commissions, et moi aussi je lui ai fait tout lire. Elle a su faire la diplomate ici avec Cavour et La Tour d'Auvergne aussi bien que vous. Et je vous remercie nouvellement tous les deux.

D'après la lettre de Cavour expliquez bien à l'Empereur : 1° la Prise d'office ; 2° la Remise aux tribunaux ordinaires de ces délits ; 3° la loi nouvelle ; 4° notre nouvelle police et toutes les arrestations faites. Fait cela je laisse à votre choix le jour de votre départ, mais prévenez moi d'avance pour que je sois à Turin à votre arrivée.

Je vous embrasse nouvellement et vous remercie.

Tant de choses à Robilant.

Votre très affectionné

VICTOR EMMANUEL.

PS. Remerciez l'Empereur en mon nom de ses bonnes paroles et promesses. Et tâchez avant de partir d'avoir si vous pourrez une lettre de lui pour moi qui aura (*sic*) j'espère de fait l'effet de l'autre, cela irait bien pour l'honneur des armes.

MCCCCLXXVIII.

A L L O S T E S S O.

(Stessa data)

Mon cher ami,

Je te félicite sincèrement de tes débuts dans la carrière diplomatique. Placé dans une position extrêmement difficile, tu as su t'en tirer avec une rare habileté et un tact parfait. Le Roi a été très satisfait de ce que tu as dit et de ce que tu as fait. Je pense qu'il te l'écrira lui même; en tous cas il m'a chargé à plusieurs reprises de t'en donner l'assurance formelle. Je suis persuadé que tu n'as pas pris au sérieux un certain *adjectif* de la première lettre que tu as reçue de lui. Il s'en est servi afin de lui donner un cachet d'intimité qui devait lui ôter toute espèce de caractère officiel. Il me paratt que son but a été atteint. Aussi les éloges que tu as mérités à si juste titre doivent-ils te dédommager amplement de la petite blessure qu'a dû supporter un instant ton amour propre.

Je te remercie pour ma part des efforts que tu as faits pour éclairer l'Empereur sur la véritable situation de notre pays, dont on lui avait fait concevoir une si fausse idée. Évidemment il a cru que le ministère et moi en particulier nous allions nous allier à l'extrême gauche et nous laisser traîner à la remorque par elle.

Rien de plus faux. Le ministère depuis les dernières élections, fidèle interprète de la politique du Roi n'a pas dévié d'une ligne ni à droite, ni à gauche. Son programme n'a pas varié. Libéral et national, mais anti-révolutionnaire autant que possible. Je ne croyais pas pour mon compte, qu'on pût me soupçonner de me laisser imposer la loi par un parti quelconque; car je pensais avoir prouvé pendant sept années de ministère que je ne suis nullement disposé à céder à la pression des partis, et que je

ne recule jamais devant les actes de vigueur lorsqu'ils sont nécessaires. Ministre des finances, je n'ai pas hésité à dissoudre le conseil municipal de Gênes, lorsqu'il s'est refusé à inscrire au budget de la ville le montant de l'impôt des Gabelles. Ministre de l'intérieur je n'hésiterai pas davantage à employer les moyens les plus énergiques pour reprimer la moindre tentative de désordre de la part des Mazziniens.

Quelque soit la mauvaise impression qu'on soit parvenu à produire sur mon compte sur l'esprit de l'Empereur, j'espère qu'elle ne tardera pas à être rectifiée par les faits qu'il lui sera facile de constater. Je ne lui demande qu'un peu de tems pour apprécier sainement mes intentions et ma manière de faire comme ministre de l'intérieur.

Le Roi m'a chargé de t'envoyer une copie de la loi que nous allons présenter au Parlement. Il désire, si l'occasion se présente que tu en parles à l'Empereur, pour lui faire connaitre le véritable but que nous nous proposons d'atteindre. Si tu ne voyais pas l'Empereur avant ton départ, tu voudrais bien laisser cette copie à Villamarine en lui communiquant les commentaires que j'ai cru devoir y ajouter.

L'art. premier a pour but d'atteindre les attentats contre la personne des souverains étrangers, qui se seraient tramés dans nos États.

Notre code pénal émané par le Roi Charles Albert contient des peines très sévères contre des attentats qui auraient eu un commencement d'exécution. Ainsi si nous avions arrêté Tibaldi, ou même Campanella ils auraient été passibles de peines fort graves. Mais une lacune existe dans notre code, aussi bien que dans le code français. Il n'y est nullement question des conspirations dans le but d'attenter à la vie d'un Prince étranger, lorsqu'il n'y a pas eu commencement d'exécution. C'est cette lacune que nous avons voulu combler par l'art. 1 de la loi.

Il nous a paru de la plus haute importance dans les circonstances actuelles, de réprimer par des peines graves tout acte qui aurait pour but même éloigné l'attentat à la vie d'un souverain.

L'art. premier de notre loi est beaucoup plus explicite que ce qui a été proposé dernièrement en Belgique et en Angleterre; il contient une disposition qui n'a pas d'analogues dans le code pénal français, je te prie de bien le faire remarquer à l'Empereur.

Art. 2. — Par cet article nous avons voulu atteindre toute tentative de rendre moins odieux par le moyen de la presse l'assassinat politique. La loi actuelle se borne à punir l'*apologie* de ce crime infâme, mais elle permet qu'on tente d'en atténuer la gravité. Nous proposons de punir non seulement l'*apologie*, mais l'*excuse*. Cette disposition législative est plus complète que tout ce que l'on trouve à cet égard dans les législations étrangères.

Les articles 3 et 4 modifient radicalement la composition actuelle du jury appelé à juger les délits de presse. A cet égard je dois entrer forcément dans quelques détails pour éclaircir une question que d'ici on a cherché à embrouiller.

D'après la loi en vigueur chez nous; les délits commis par la presse sont dévolus au jury, sauf les attaques contre la religion et les injures contre les souverains étrangers.

Ces délits sont poursuivis d'office par le ministère public; seulement pour ce qui regarde les souverains étrangers, la loi veut qu'il y ait une demande de la part du gouvernement intéressé. Nos magistrats ont interprété (et avec raison car cela ressort de la discussion à laquelle la loi en question a donné lieu) ont interprété, dis-je, cette disposition d'une manière fort large, dans le sens qu'il fallait un accord préalable avec la puissance intéressée au procès à intenter. Cet accord peut avoir lieu chaque fois qu'un journal contient une injure, ou bien d'une ma-

nière générale; la loi me paraît fort sage en ne laissant pas le ministère public juge absolu de la convenance de la poursuite de ce genre de délits. Cette faculté ne peut avoir d'inconvénients lorsqu'il s'agit d'un souverain allié au nôtre; envers lequel l'opinion publique est très bien disposée. Elle en aurait de très graves pour ce qui a rapport aux souverains, avec lesquels nous n'entretenez pas de très bon rapports, et qui n'excitent aucune sympathie.

Si la loi actuelle était modifiée dans le sens de ne plus rendre nécessaire l'accord préalable avec les gouvernements étrangers, l'action du ministère public serait moins libre qu'aujourd'hui; il faudrait traiter de même nos alliés, nos amis intimes, ceux que la grande masse aime et respecte; et les souverains qui nous sont hostiles. Cela aurait les plus graves inconvénients. Cette loi serait reprouvée par l'opinion publique, les magistrats l'appliqueraient avec répugnance, et par suite la répression deviendrait beaucoup moins efficace (*).

Je ne saurais concevoir quelle objection sérieuse on puisse faire à l'entente préalable surtout lorsqu'on peut l'établir d'une manière générale, qui évite aux représentants des principautés avec lesquelles elle a lieu, le soin d'exercer une surveillance fastidieuse sur la presse de tout le pays.

Au reste, j'ai vu avec la plus grande satisfaction par les dépêches de Villamarina que c'est ainsi que le Comte Walewski l'entend; quoique le P^{ce} de la Tour d'Auvergne insiste encore pour la modification de notre loi. J'espère que l'Empereur voudra bien faire cesser toute espèce de doutes à cet égard; et que nous pouvons poursuivre sans

(*) En outre il est des puissances qui aiment mieux laisser tomber les injures qu'on leur adresse. Je me rappelle qu'ayant communiqué à Hudson des articles de l'*Armonia* très violents contre la Reine d'Angleterre, il m'a déclaré que son gouvernement désirait qu'on n'y fît pas attention.

crainte d'être démentis par son représentant à Turin la croisade que nous avons entreprise contre l'*Italia del Popolo*. Nous ne demandons plus rien à la France. La déclaration verbale du C^{te} Walewski à Villamarina nous suffit. Nous sommes en règle. Qu'on nous laisse faire et de fait les offenses à l'Empereur seront poursuivies avec beaucoup plus de rigueur que si la poursuite pouvait avoir lieu sans entente préalable.

Après avoir éclairci ce point, qui a dans ce moment une importance particulière, je viens aux modifications proposées à notre loi sur la presse.

Sous l'impression produite par l'acquittement du journal *La Ragione*, notre première pensée avait été de proposer que l'apologie du Régicide fût jugée par les tribunaux ordinaires. Cette mesure aurait peut-être produit un plus grand effet à l'étranger que celle que nous avons arrêtée ensuite, mais elle eût été sans portée pratique, c'eût été en définitive une manifestation stérile, qui n'aurait apporté aucun remède aux inconvénients de notre législation actuelle sur la presse.

En effet il est impossible de faire l'apologie du Régicide, ou même d'en atténuer la portée, sauf le cas de démence du coupable, sans offenser le souverain dont la vie a été menacée. Or comme les offenses contre les souverains sont du ressort des tribunaux ordinaires, il en résulte que l'apologie du Régicide l'est aussi. Cela est si vrai, que l'avocat fiscal de Turin voulait poursuivre la *Ragione* devant les tribunaux ordinaires pour délit d'offense contre l'Empereur. Il n'a pas pu le faire parcequ'il n'existait pas d'accord préalable avec le gouvernement français, et que le Prince de la Tour d'Auvergne se refusait à une requête spéciale. C'est ce qui a fait qu'on a été forcé à n'attaquer que le crime d'apologie devant le jury, au lieu que devant les tribunaux on eût poursuivi apologie et injures.

Le changement que nous proposons sur la composition du jury a une bien autre portée. Maintenant le jury est tiré au sort sur une liste formée de tous les électeurs politiques de la ville où siège la Cour d'Appel. D'après notre loi il le sera sur une liste de 200 personnes formée par une commission de trois membres, dont deux nommés par le gouvernement. Pour juger de la différence il suffit d'observer qu'à Turin la liste des électeurs est de 4000 individus et à Gênes de 3500 ; ainsi c'est sur une masse d'individus relativement très considérable que la commission aura à exercer son choix.

Je crois que la mesure sera efficace, car chez nous la classe éclairée est courageuse et sincèrement attachée à la cause de la monarchie.

J'espère que l'Empereur est à cette heure rassuré sur notre façon d'agir avec les réfugiés. Certes il n'entend pas que nous n'accordions un asile honorable aux victimes des bouleversements politiques, il a l'âme trop généreuse pour cela. Aussi il ne trouvera pas mauvais que nous laissions en pays les réfugiés honnêtes et tranquilles. Quant aux brouillons c'est autre chose, il peut être certain que nous en débarrasserons le pays. Si on pouvait les diriger vers les États voisins la mesure serait facile à exécuter. Mais tu sais que ni la Suisse, ni la France ne veulent les recevoir ; pour la plus part les portes des autres États de l'Italie sont fermées, il ne nous reste en conséquence aucune autre ressource que de les expédier dans l'Amérique du Sud, l'Amérique du Nord n'en voulant plus. Plusieurs sont déjà embarqués, d'autres vont l'être. Nous avons entamé des négociations avec les agents d'une compagnie brésilienne, fort protégée par le gouvernement, qui, je l'espère se chargera de transformer en paisibles colons ces dangereux sectaires.

Toutefois il ne faut pas se faire illusion, toutes ces mesures seront inefficaces si les gouvernements italiens,

celui du Pape en particulier, persiste dans le déplorable système d'exiler sans aucune forme de procès une foule d'individus considérés comme dangereux. Ces gens frappés par une mesure illégale et odieuse, ne tardent pas une fois arrivés sur la terre de l'exil à devenir des gens véritablement exaltés capables des plus criminelles entreprises. Nous ne savons que faire à leur égard. Nous ne pouvons les renvoyer chez eux; il ne serait guère loyal de chercher à les pousser vers la France ou la Suisse; il ne nous reste qu'à les expédier en Amérique; mais ce moyen violent nous paraît bien cruel envers des gens qui n'ont subi ni condamnation, ni procès. Je ne vois pas pourquoi nous nous laisserions transformer par le St-Père en exécuteurs des hautes œuvres de sa police.

Nous avons réclamé à Rome, et nous avons réclamé l'appui de la France. Si nous ne parviendrons pas à empêcher le Pape de verser chez nous le rebut de la Romagne; nous aurons beau faire, ce sera toujours à recommencer.

Tu as très bien répondu à l'Empereur à l'égard de la police. On ne peut pas l'organiser du soir au lendemain. Nous avons déjà réalisé de certaines améliorations; à Gênes et à Turin les choses vont beaucoup mieux. Malgré cela il ne faut s'imaginer que nous parviendrons jamais à tout savoir; c'est impossible ici aussi bien qu'en France. On est disposé à exagérer la portée de la police. Les hommes les plus habiles, comme Savary sous Napoléon I et Pietri sous Napoléon III se laissent prendre par des conspirateurs audacieux décidés à risquer leurs vies et celles de leurs adeptes.

Cependant je puis t'assurer que rien de semblable à ce qui s'est passé à Gênes au mois de juin n'arrivera plus.

Je te remercie de l'avis relatif à Nice que tu m'as donné. Je savais que les Mazziniens chassés de Gênes avaient cherché un refuge dans la rivière occidentale en poussant jusqu'à Nice. J'ai donné des instructions sévères en con-

séquence à La Marmora (*vibo*) (1), et au commandant des carabiniers. Pour m'assurer de leur exécution je vais envoyer sur les lieux un agent sûr qui connaît tous les Mazziniens de l'émigration. Dans peu de jours je saurai à quoi m'en tenir à cet égard.

Il ne me reste qu'à te dire que si jamais on vient à te parler de la part que l'Angleterre pourrait prendre dans notre petit différent avec la France ; tu peux répondre sans hésiter que nous ne lui en avons pas soufflé le premier mot. Bien que dans ces derniers tems j'aie dû écrire plusieurs lettres particulières à Azeglio au sujet du *Cagliari* je ne lui ai jamais parlé des démarches du g^t français auprès de nous. Nous considérons ce qui (vient) de se passer comme une querelle d'amis, à laquelle des alliés même n'ont rien à voir.

L'alliance française est la base de la politique du Roi et de son gouvernement. Nous ne ferons rien qui puisse l'ébranler ; à moins qu'on ne vienne à nous demander ce qui est incompatible avec notre dignité et notre honneur national.

J'ai cru devoir t'exposer à la hâte quelques courtes considérations sur les différents objets que tu as traités avec l'Empereur. Peut-être pourras-tu t'en prévaloir dans l'audience de congé que tu attendras probablement. En tous cas elles pourront te servir à donner aux grands personnages avec lesquels tu es en contact une idée moins inexacte de l'état de notre pays et des véritables intentions du Roi et de son gouvernement.

Je pense que tu ne tarderas pas à nous revenir et que tu complèteras de vive voix l'intéressant récit de la mission dont tu t'es acquitté avec tant de succès.

Recois, mon cher ami, l'assurance de mes sentiments dévoués.

(1) Sopraanome dato dagli amici ad Ottavio La Marmora.

MCCCCCLXXIX.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Je serais désolé si quelques phrases contenues dans les dernières lettres que je vous ai adressées eussent pu vous causer une impression pénible. Je n'ai jamais douté un instant ni de votre zèle ni de votre courage. Si je vous ai excité à parler haut et ferme, cela a été uniquement pour dissiper toute espèce de doutes sur le langage que vous aviez à tenir.

Au reste je crois que de tout ceci résultera un bien. Walewski était décidé à susciter une tempête à notre égard. Elle a éclaté sur nous, sans nous faire baisser la tête. Or qu'elle s'est dissipée on ne nous en estimera que davantage, car on se sera convaincu que nous ne sommes pas gens à nous laisser effrayer même par la tonnerre des colères impériales.

Les explications que vous me donnez sur le récit mensonger de la *Gazette de Milan* du traitement fait à La Rocca me paraissent très satisfaisantes. D'après ce que vous m'avez mandé du désir de l'Empereur, j'ai fait insérer dans la *Gazette Officielle* une rectification courte et simple (1).

Dans la supposition que La Rocca ait encore une entrevue avec l'Empereur, je lui ai adressé une longue lettre où je lui ai répété ce que je vous ai mandé à plu-

(1) V. la nota 2 a pag. 584 del II volume.

sieurs reprises (1). Elle ne contient rien de nouveau, seulement les raisonnements épars dans notre correspondance y sont résumés avec autant d'ordre que peut y mettre quelqu'un qui écrit une dépêche le matin à six heures lorsqu'il a été au bal jusque à quatre heures.

J'envoie à La Rocca copie de la loi que nous allons présenter au Parlement. Faites en prendre copie avant qu'il la remette à l'Empereur, et faites vous donner lecture des commentaires, que j'ai cru devoir y joindre. Je ne vous en écris pas davantage aujourd'hui étant accablé de fatigue.

Croyez, etc.

P. S. Je vous ai mandé par le télégraphe l'arrestation à Gênes d'un Anglais que la police française nous signalait comme compromis gravement dans l'affaire de l'attentat. Les papiers qu'on a saisi chez lui, prouvaient que les soupçons n'étaient pas sans fondement. L'expérience de chaque jour démontre à l'évidence combien il serait utile, que les polices des deux pays se missent en rapport direct. Parlez-en à l'Empereur, car lui seul peut vaincre à cet égard l'esprit de routine des subalternes.

MCCCCLXXX.

A L L O S T E S S O .

(Turin, 17 février 1858)

Mon cher Marquis,

Je pense que l'arrivée de Roveda (2) à Paris mettra fin à la mission de La Rocca qui nous rapportera des paroles plus rassurantes de la part de l'Empereur.

(1) Veggasi, fra le altre, la Lettera DXIII, 5 febbraio 1858, vol. II, pag. 527.

(2) Corriere di gabinetto.

J'espère que ce douloureux épisode ne laissera pas de traces fâcheuses dans votre esprit et que vous ne conserverez aucun doute sur les causes qui ont pu déterminer le choix de La Rocca. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'y ai été tout à fait étranger. Lorsque le Roi m'en a parlé. La Rocca avait déjà été prévenu et je n'aurais pu m'y opposer qu'en en faisant une grosse affaire.

Il est vrai que le jour après je reçus la lettre dans laquelle vous m'indiquiez le choix du Prince de Carignan comme le plus convenable. Je vous répondis que c'était trop tard. Cette raison était certainement suffisante, mais ce n'était pas la seule. Je n'hésite pas à vous déclarer que même à *caso vergine* j'aurais reculé devant l'exécution de votre conseil.

Le Prince de Carignan n'est pas dans les bonnes grâces de l'Empereur. En outre quoique le Prince soit doué d'un grand bon sens, quoique il ait accepté franchement et sans réserve la politique du Roi, je doute qu'il eût été un intermédiaire utile entre l'Empereur et le Roi. Sous ce rapport La Rocca valait mieux. Je crois que ce qui s'est passé prouve que je n'avais pas trop mal fait en acceptant le choix du Roi.

J'ai cru devoir vous donner ces explications d'une nature toute intime pour vous donner une nouvelle preuve de la confiance illimitée que j'ai dans votre amitié, confiance que votre conduite délicate et habile dans ces dernières circonstances a encore accrue.

Vous aurez appris que nous avons arrêté à Gênes un Anglais ami d'Orsini nommé Dudle Hodge. Vous recevrez copie aujourd'hui ou demain des documents les plus compromettants qui ont été saisis sur lui. S'ils ne suffisent pas pour établir sa participation à l'attentat du 14 janvier, il y en a assez pour qu'on soit autorisé à le suspecter. Il est possible que ce que la police française a recueilli sur son compte complète ce que nous avons et

permette de constituer un ensemble de preuves suffisantes pour le faire condamner. Hudson n'a pas fait la moindre difficulté à son arrestation. La Tour d'Auvergne au contraire a été épouvanté lorsque je lui ai annoncé qu'on l'avait flanqué en prison: *Mais, s'est il écrié, je ne vous avais demandé que de le faire surveiller.* Je lui ai répondu: *Est-ce que vous croyez que nous ayons peur d'arrêter un Anglais lorsque nous le soupçonnons d'être le complice de Orsini?* Evidemment La Tour est un pauvre sire, plus faible que méchant. Walewski lui fait peur, il veut lui plaire, et c'est pour cela qu'il fait si fort du zèle avec nous.

Le Roi lui a parlé à plusieurs reprises avec beaucoup de bienveillance, mais avec une grande fermeté. J'espère que de tout ceci il en résultera qu'il se tiendra plus tranquille à l'avenir.

Recevez mes compliments affectueux.

MCCCCLXXXI.

AL BARONE MANTEUFFEL (Presidente del Consiglio dei ministri)

Berlino.

(Turin, 18 février 1858)

Monsieur le Baron,

Le Comte de Launay m'annonce que S. M. le Roi de Prusse, sur la proposition de V. E. a daigné accorder à Mr le baron de Roussy la décoration de l'Aigle Rouge de 3^{me} classe. Si comme ministre j'apprécie hautement cette faveur qui témoigne des bons rapports qui existent entre nos deux pays, les liens de parenté qui m'unissent à Mr De Roussy m'y font attacher un prix tout particulier. C'est à ce titre que je pense pouvoir sans être indiscret vous en témoigner directement toute ma recon-

naissance, en vous priant de me permettre de considérer cet acte comme une preuve non douteuse que les sentiments bienveillants et amicaux que vous avez bien voulu me manifester pendant le court séjour que nous avons fait ensemble à Paris subsistent toujours.

Les événements qui se sont succédé depuis lors, ceux qui se préparent me font apprécier chaque jour davantage le prix d'une liaison personnelle avec l'homme d'État illustre, qui depuis tant d'années préside au sort d'une nation qui suit à bien des égards une ligne politique analogue à celle de la Sardaigne. Je voudrais bien pouvoir prouver à V. E. autrement que par des paroles la sincérité des sentiments que je viens d'exprimer; je désire que vous vouliez bien m'en fournir l'occasion. Cela me dédommagerait du regret que j'ai éprouvé de ne pouvoir rien faire pour l'instituteur de vos enfants que vous m'aviez recommandé. Toute intervention de ma part en sa faveur a été inutile, car il a dû à son mérite seule le noble mais modeste emploi auquel il aspirait. Je serais, j'espère, plus heureux une autre fois. Je prie V. E. de vouloir bien agréer l'assurance de ma haute considération et de mon respectueux dévouement.

MCCCCLXXXII.

AL CONTE A. NOMIS DI COSSILLA (Intendente generale)

Cagliari.

(Turin, 19 février 1858)

Monsieur le Comte,

Je partage entièrement l'opinion que vous avez exprimée dans la dernière lettre particulière que vous m'avez écrite. Je pense comme vous qu'une course en Sardai-

gne du Roi ou des Princes produirait un excellent effet, et qu'à défaut de ces Augustes Personnages la présence momentanée dans l'île d'un membre du cabinet ne serait pas sans utilité. Ce qui rend difficile pour ne pas dire impossible la réalisation de cette idée c'est que la seule saison, où elle pourrait s'effectuer, c'est à dire l'intervalle entre une session parlementaire et l'autre, est juste l'époque où le séjour de la Sardaigne est dangereux pour les continentaux. Toutefois si, comme il est probable, la session prochaine ne s'ouvrira que dans le mois de janvier, je ferai mon possible pour que le Roi ou du moins quelques uns de ses ministres aillent vous faire une visite dans le mois de décembre.

En attendant je vous engage à faire tous vos efforts pour détruire dans l'esprit des Sardes la fausse idée que le gouvernement ne fasse pas cas d'eux, ou qu'il ne s'occupe que médiocrement de leurs intérêts matériels et moraux. Pour ce qui me regarde personnellement, je puis vous assurer que la Sardaigne a été l'objet de mes constantes préoccupations, et que j'ai consacré à ce qui la regarde plus de tems que pour toute autre partie des États du Roi.

Les Sardes, je le sais, sont vains et susceptibles, il faut surtout ménager leur amour propre. C'est ce que j'ai toujours recommandé aux fonctionnaires continentaux qui se rendent dans leur pays. Je ne doute pas que vous ne soyez pénétré de cette vérité et que vous n'agissiez en conséquence, ainsi que le prouve la conduite que vous avez tenue depuis votre arrivée à Cagliari. Vous avez très bien fait de consacrer une grande partie de votre tems à recevoir tous ceux qui sont allés vous faire visite; et en donnant un grand bal, où vous avez admis toutes les personnes notables de la ville vous avez, j'en suis certain, jeté de solides racines dans bien des cœurs de vos administrés.

Maintenant que vous avez si bien rempli les devoirs sociaux, vous pouvez vous consacrer aux affaires. La première question sur laquelle j'appelle votre attention, c'est la *sicurezza pubblica*. Si elle est partout importante, elle a en Sardaigne une importance vitale. Pour développer les ressources matérielles de l'île, et la faire progresser moralement, il faut avant tout faire respecter les personnes et les propriétés. Malgré les criaileries des journaux je crois qu'on a beaucoup fait dans ces derniers tems, mais je pense également qu'il reste beaucoup à faire. Les Sardes en général se bornent à demander qu'on augmente le corps des carabiniers. Cette mesure peut être utile, mais elle n'est pas suffisante à mon avis. Pour que la police soit efficace en Sardaigne il faut qu'elle soit mieux organisée. Il faut surtout qu'elle soit plus concentrée. Je ne saurais d'ici me faire une idée exacte des réformes à faire pour atteindre ce but. C'est pourquoi je vous engage à vous en occuper d'une manière toute spéciale, afin d'être en mesure de me proposer une série de mesures à cet effet.

Sans vouloir rien préjuger, je vous engage surtout à examiner les points suivants :

1° S'il serait convenable d'établir dans l'île de Sardaigne une autorité centrale pour tout ce qui a rapport à la police;

2° Quelles sont les modifications à apporter dans les rapports entre les carabiniers et les autorités civiles, afin d'assurer un ensemble et une unité d'action;

3° Quel parti peut-on tirer des autorités judiciaires, des juges de mandement surtout dans l'intérêt de la police.

Je pense que le commandeur Castelli (1) pourra vous

(1) *Eduardo Castelli, primo presidente della Corte d'appello di Sardegna.*

aider dans ce travail. Il connaît parfaitement la Sardaigne et a des instincts *gouvernementaux* qui le rendent très apte à apprécier les mesures administratives. Servez vous également de Massida (1) sans oublier toutefois qu'il y a encore en lui trop du colonel de cavalerie pour qu'il soit un juge parfait des questions de pure police.

Je ne vous dirai que peu de mots sur les questions administratives, car c'est une matière que vous connaissez parfaitement. Il y a énormément à faire dans toutes les communes. Aussi vous ferez bien d'exciter le zèle des administrations communales. Seulement il ne faut pas tout faire à la fois. Il faut mesurer leurs efforts aux forces dont elles disposent. Pour hâter l'œuvre de régénération que nous avons commencée il serait nécessaire que les individus s'associassent aux corps moraux. Je sais que c'est là un résultat bien difficile à obtenir, car les Sardes sont timides et peu entreprenants.

Toutefois l'influence des représentants du gouvernement est très puissante sur eux, quand ces représentants sont respectés et aimés. Tâchez pour vos débuts de mettre en train la grande entreprise de porter des eaux à Cagliari. C'est l'œuvre la plus utile et la plus civilisatrice qu'on puisse tenter en Sardaigne. Tant que les habitants de la capitale de l'île n'auront pas d'eau pour se laver, tant qu'ils seront crasseux, ils n'entreront pas véritablement dans la voie de la civilisation.

Vous connaissez quelle est la marche politique du ministère. Elle est franche et loyale. Tout en cherchant à faire prévaloir les principes qu'il professe, il ne veut persécuter personne, et dans la sphère administrative il entend faire appel et se valoir du concours de tous les hommes honnêtes et capables. Soyez, comme toujours, li-

(1) Cav. Antonio Massida, colonnello comandante il corpo dei carabinieri in Sardegna.

béral et progressif, sans être ni socialement ni administrativement exclusif.

Recevez, Mr le Comte, l'assurance de ma considération distinguée.

MCCCCLXXXIII.

AL M. REV. TEOL. GIACOMO MARGOTTI (Redattore capo dell' « Armonia »)
Torino.

(Stessa data)

Pregiatissimo Sig.

Ringrazio la S. V. del dono del suo libro (1). Lo leggerò con piacere essendo certo di trovare in esso quella vivacità e quello spirito che fanno di lei un avversario politico molto temibile. Debbo però anticipatamente dichiararle che io non credo che il suo libro sia in armonia colle dottrine da me svolte quando ero suo confratello nel giornalismo, come non posso associarmi al paragone che ella fa nella sua dedica fra Luigi Franzoni e il grande Tommaso di Cantorbery.

Ho il bene di dirmi con distinti sensi dev. serv.

MCCCCLXXXIV.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)
Firenze.

(Torino, 24 febbraio 1858)

Caro amico,

Io mi lusingo che la lettura del progetto di legge presentato alla Camera da Deforesta abbia fatto svanire il

(1) *Roma e Londra*. Torino, tip. Fory e Dalmaszo, 1858, opera dedicata a S. E. Rev.ma Monsignor Franzoni.

timore che mi manifestaste col vostro foglio del 18 andante di vedere il ministero nella via delle concessioni illiberali. Credo che approverete quanto si propone in esso contro le cospirazioni, contro la vita dei sovrani esteri, ed in ordine all'apologia del regicidio. La modificazione poi della composizione della lista dei giurati non è misura nuova. La sua opportunità fu da noi proclamata fin dall'anno 1852 quando discutevasi la prima legge Deforesta, ed essa fu proposta ripetutamente al Parlamento nella scorsa legislatura.

Il giurato, come è ordinato da noi, non funziona punto, è inefficace ad assicurare l'esecuzione della legge. Ciò non desumo dal solo fatto dell'assoluzione della *Ragione*, quantunque esso sia bastantemente scandaloso, ma dalle ripetute assolutorie dei fogli estremi di Genova il *Cattolico* e l'*Italia e Popolo*, che ogni giorno attaccano con aperta violenza la nostra forma di governo. Meglio le cento volte abolire ogni legge repressiva della stampa che vedere queste leggi di continuo violate con la più scandalosa impunità.

Io non credo che si possa dire illiberale la riforma proposta della lista dei giurati: che anzi la reputo misura del tutto conforme ai principii veramente liberali. Se viene adottata, come spero, segnerà un vero progresso nella storia della nostra legislazione.

Le esigenze della Francia erano ben altre. La Tour d'Auvergne chiedeva la soppressione dell'*Italia e Popolo*, l'interdizione a tutti gli emigrati di scrivere nei giornali, lo sfratto di Bianchi Giovini, il procedimento d'ufficio contro gli insulti ai capi dei governi, e cento cose ancora. Le sue domande furono avvalorate da una lettera autografa scritta da Napoleone al Re in tuono semi minaccioso, e dai discorsi di Walewski a Villamarina, degni dei tempi della Santa Alleanza.

Tutti questi sforzi non valsero a farci modificare di

una linea il divisato progetto di legge. L'indomani dell'assolutoria della *Ragione* annunziai spontaneamente a La Tour d'Auvergne l'intenzione di modificare la composizione dei giurati, e gli dichiarai che non si farebbe altro per la stampa. Gridò, strepitò, ci minacciò dei fulmini dell'Olimpo della Senna. Resistetti con modi gentili, ma con proposito tenacissimo. Si fu allora che si fece da Napoleone un tentativo diretto sull'animo del Re. Ma questo andò del tutto fallito. Al cospetto di rimproveri e minacce, il sangue degli Umberti e degli Emanueli Filiberti ribollì nelle vene del Re, e gli ispirò tale una risposta che quando sarà conosciuta basterà a rendere illustre il suo regno e venerata la sua memoria. Non ve la riferisco per intero, ma vi trascrivo le due ultime frasi:

« Dites à l'Empereur que j'ai toujours suivi la voie de la loyauté et de l'honneur, que je suis gardien de la dignité et de l'honneur de mon pays et que de ce dépôt je ne dois compte qu'à Dieu et à mon Peuple. Depuis 850 ans tous les Princes de ma famille ont marché la tête haute, personne ne me la fera baisser » (1).

Questo linguaggio risoluto produsse una immensa impressione a Parigi e fece mutare contegno all'Imperatoré ed ai suoi rappresentanti. Non vidi mai il Re così deciso, e così disposto a tutto cimentare, anzichè acconsentire alla menoma concessione illiberale od indecorosa. Quando avesse avuto 200,000 uomini sotto le armi non poteva parlare con maggior energia e risoluzione.

Consentendo pienamente nell'opinione che ove concessioni illiberali fossero necessarie, non sarebbe a noi il consentirle; feci travedere al Re l'eventualità d'un cambia-

(1) Evidentemente qui Cavour citava a memoria. Le precise parole contenute nella lettera del Re sono quelle che si leggono nella nota 1 a pag. 534 del vol. II, fedelmente trascritta dall'autografo, posseduto dal generale Della Rocca.

mento di ministero. Ma il Re respinse sdegnosamente queste idee, e dichiarò essere dispostissimo a correre tutte le eventualità della politica liberale da noi rappresentata.

Non temo che ci si possa appuntare di soverchia condiscendenza. Prova ne sia ciò che Walewski e La Tour d'Auvergne dissero più volte: « *Mais vous nous résistez quand la Suisse, la Belgique, et l'Angleterre elle même s'emprescent de céder à nos demandes!* ».

Spero che queste brevi spiegazioni vi persuaderanno che il ministero non è disposto a modificare la sua politica e che perciò continua a meritare l'appoggio di tutti gli uomini veramente liberali.

L'uscita di Rattazzi era una necessità non solo politica ma amministrativa. La macchina governativa non camminava più. Esagerando il sistema parlamentare Rattazzi aveva lasciato prendere ai singoli deputati un'influenza esagerata sulle cose amministrative. Gl'Intendenti rimasti disautorati non erano più atti e disposti ad adempiere il loro ufficio. Si era costituita una vera oligarchia composta in ogni provincia dei deputati ministeriali.

Rattazzi dotato d'eminenti qualità di mente e di cuore manca assolutamente di iniziativa. Sarebbe il migliore consultore legale e fors'anco politico che io mi conosca, ma non atto a reggere un dicastero che deve dare l'impulso a tutto lo Stato.

La voce che si stia per ristabilire le relazioni diplomatiche coll'Austria è priva affatto di fondamento. Non mi si è fatto a questo riguardo nissun ufficio sia diretto sia indiretto, nè mi pare che si pensi a farlo.

Ciò che è vero si è che Buol a Vienna e l'arciduca Massimiliano a Milano manifestano apertamente il loro rincrescimento dell'accaduta rottura, e cercano a farne ricadere la responsabilità sul partito militare e clericale ch'essi fanno mostra d'osteggiare. È vero altresì che le nostre relazioni per ciò che riflette gli affari correnti sono

molto più facili, molto più soddisfacenti di quanto lo fossero mentre avevamo rappresentanti diplomatici a Vienna ed a Torino, ciò che mi fa pensare che i diplomatici il più delle volte crescono le difficoltà anzichè appianarle.

Mi rimane a parlarvi d'un argomento che ci sta molto a cuore. Mentre eravate ministro so che avete impegnato la parola del Re con il prevosto di S. Fedele, affidandolo che sarebbe stato nominato ad uno dei vescovati vacanti in Piemonte. Il Re ed io siamo dispostissimi a serbare la promessa da voi fatta; ma sinora non si è presentata la opportunità per farlo. Il solo vescovato al quale siasi provveduto si è quello di Nizza, e riconoscerete anche voi che il sacerdote al quale alludo non era adattato ad esso. Ora è probabile che si penserà a provvedere la sede di Alessandria per la quale quegli à adattissimo. Ho già parlato in proposito a Monsignor Charvaz, che trovai con massimo stupore a quella scelta favorevolissimo. Verificandosi l'accennata ipotesi lo pregherò d'interpellare Roma onde non nasca in ordine ad esso ciò che nacque rispetto ad Aporti. Ove Roma si ricusasse di sanzionare la sua scelta, esso si troverebbe in condizione difficilissima. Non prevedo però ostacoli di tal fatta, giacchè non vi possono essere obiezioni canoniche alla nomina a vescovo di un sacerdote che regge una parrocchia da moltissimi anni. Vi faccio questa comunicazione d'ordine del Re, pregandovi di tenerla per voi solo, per ora.

Nel punto in cui mio nipote sta per partire da Firenze mi corre l'obbligo di ringraziarvi della molta bontà che gli avete usata e per la quale vi serberò sempre sincera riconoscenza. Addio.

MCCCCLXXXV.

ALL' AVV. MICHELANGELO CASTELLI (ex-deputato)
Genova.

(Torino, febbraio 1858)

Caro Castelli,

Credo che la sua presenza a Torino tornerebbe utilissima per far capire a certi deputati che non conviene fare della popolarità a spese del paese. La discussione della legge negli uffizi non procede molto bene. La destra fa una parte perfida, massime i Revelliani.

Lo aspetto con impazienza.

Mi creda suo aff.mo amico.

MCCCCLXXXVI.

AL CAV. A. CONTE (intendente generale)
Genova.

(Torino, 28 febbraio 1858)

Sig. Cav.re Preg.mo,

Ho visto ieri Castelli, e rimasi assai soddisfatto di quanto mi riferisce intorno allo stato di Genova. So valutare le immense difficoltà dalle quali ella è circondata; e quindi aspetto con pazienza le proposte sulle riforme necessarie ad un buon ordinamento di polizia nella città di Genova. Il più presto che sarà possibile il compierlo sarà per lo meglio; anche per dare un appagamento all'opinione pubblica, che s'inquieta nel vedere a capo della sicurezza pubblica uomini inetti, timidi e forse anche di fede dubbia. Non sia trattenuto da considerazioni personali. Le circo-

stanze sono troppo gravi, onde si possa dare ascolto alla voce dell'indulgenza. Non voglio perdere nessuno che non siasi reso colpevole grave, siccome fece l'assessore ***. Ma intendo che a Genova non vi rimangano che gente decisa ad adempiere i loro doveri con zelo e coraggio.

Castelli continuerà a scriverle ed a ragguagliarla dell'andamento della nostra politica.

Applando ai ripetuti sequestri dell'*Italia e Popolo*, mi lusingo che riusciranno a far perire quel misero giornale.

.
Le scrivo poco perchè, avendo riposto in lei una piena fiducia, intendo lasciarle una intiera libertà d'azione nella sfera che gli ho tracciata. Ove però sorgano dubbii nella sua sua mente, mi consulti sempre liberamente; mi troverà sempre pronto colla penna in mano a darle in quei casi pronto e deciso riscontro.

MCCCCLXXXVII.

AL CAV. OTTAVIO LA MARMORA (Intendente generale)

Nizza.

(Stessa data)

Mon cher ami,

Je te remercie des détails intéressants que tu m'as transmis sur la femme d'Orsini. Il paraît qu'on ne peut rien tirer d'elle qui nous éclaire sur les projets de son mari. Aussi je trouve que tu as fort bien fait de ne pas ordonner une perquisition qui n'aurait amené à aucun résultat.

J'ai lu la lettre de *** que je te renvoie. Tu pourrais, il me semble, lui répondre :

Il conte C... non paga che ad opera compita. Renda servizii reali e lo troverà largo e generoso.

Ces lignes ne nous compromettent pas et peuvent décider cet atroce coquin à tromper ses amis d'abord et nous ensuite.

Je te recommande vivement de continuer à exercer sur les émigrés la plus stricte surveillance. Non que je croie qu'ils puissent rien tenter d'essentiel à Nice ; mais parceque leurs présence dans cette ville frontière éveille au plus haut degré la susceptibilité du gouvernement français.

Le consul de France est très bien disposé. Mais il y a à Nice des personnes qui écrivent au gouvernement français et même à l'Empereur. J'ai lieu de croire que la Grande Duchesse *** ne l'a pas renseigné d'une manière exacte, et lui a fait concevoir une opinion tout à fait erronée sur ce qui se passe dans cette ville. Je crois que tu es en bons rapports avec elle. Tâche donc d'obtenir qu'elle rectifie ce qu'elle a mandé d'erroné.

Quoique je ne sois plus ministre des finances, je m'intéresse toujours beaucoup au diguement du Var. Je te recommande cette affaire d'une façon toute particulière. Adieu.

MCCCCLXXXVIII.

AL MARCHESI S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Le Prince La Tour d'Auvergne est revenu à la charge sur la question de la poursuite d'office; il m'a dit que le Comte Walewski lui écrivait que vous n'aviez pas bien saisi sa pensée et que le gouvernement français insistait toujours pour une mesure législative.

Après ce que vous m'avez mandé, soit officiellement,

soit confidentiellement ; après les paroles de l'Empereur que La Rocca m'a rapportées, je ne m'attendais guère à cette communication. Je suis porté à croire que le ministre de France a mal saisi le sens des instructions qu'il a reçues. Quoiqu'il en soit, tâchez d'éclaircir au plus tôt cette singulière enygme.

Vous voudrez bien si cela est nécessaire répéter au Comte Walewski les raisons qui s'opposent à ce que nous propositions aux Chambres une mesure qui rende obligatoire la poursuite d'office sans entente préalable avec les gouvernements dont le chef a été offensé, et vous lui direz qu'à cet égard notre résolution est inébranlable quelques puissent en être les conséquences.

La conduite du Prince de La Tour d'Auvergne a déjà fait plus de tort à l'alliance française que tous les articles des journaux radicaux ont pu lui faire en dix ans. Il n'y a pas de doute que, s'il continue de la sorte, il finira par rendre le gouvernement de l'Empereur plus impopulaire que celui de l'Autriche. Il y a trois mois la nation piémontaise eût été disposée à soutenir l'Empereur envers et contre tous. Malheureusement ses représentants s'étudient à modifier ces dispositions amicales. Je ne puis m'expliquer dans quel but. La conduite du Prince de La Tour d'Auvergne n'est approuvée par aucun de ses collègues. Il est vrai que nous n'avons pas de ministre d'Autriche à Turin. Il est probable que les représentants de cette puissance à Paris tiennent un autre langage que les représentants de l'Angleterre, la Russie et la Prusse à Turin ; mais ce qui est certain c'est que Mr de Buol à Vienne, et le Prince Maximilien à Milan, s'expriment sur notre compte d'une manière beaucoup plus favorable et plus conciliante que le Comte Walewski et le Prince La Tour d'Auvergne. L'Autriche pousse la France pour pouvoir se réconcilier avec nous. C'est de toute évidence ; comment ne s'en aperçoit-on pas à Paris ?

L'attitude du Prince de La Tour d'Auvergne a réveillé les espérances de la droite abattues par les dernières élections. Il est à peu près certain qu'elle votera contre la loi. Dans les bureaux de la Chambre elle suit un système excessivement perfide. Après avoir parlé en faveur de la loi, elle a contribué à faire nommer des commissaires qui lui sont hostiles. Dans le premier bureau, le principe de la loi a été admis à une grande majorité; mais lorsqu'il s'est agi de nommer le commissaire, au scrutin secret, Brofferio a été élu. Je ne puis douter que son élection est due aux vœux de la droite; un de mes amis qui faisait partie de ce bureau a vu les bulletins de Messieurs X et Y membres distingués de ce parti qui portaient son nom.

Heureusement que cette manœuvre une fois connue, a été déjouée dans d'autres bureaux. Elle a réussi toutefois à faire élire une Commission composée d'éléments douteux. Cela rendra la lutte très vive et très douteuse. Je ne suis pas découragé, mais seulement je suis peiné de voir que les difficultés nous viennent de ceux qui devraient être nos plus fermes appuis.

.
J'ai écrit il y a quelques jours à Azeglio pour qu'il demandât l'assentiment du gouvernement Anglais à l'extradition de Dudle Hodge. Il serait bon que Mr de Persigny fût chargé d'appuyer cette demande.

On a arrêté un français qui tenait une maison de jeu, où plusieurs jeunes gens se sont ruinés. On a trouvé chez lui tout l'attirail de son métier, cartes, roulette, etc. Il se nomme ***; comme il a des parents bien placés à Paris, j'ai cru devoir vous en prévenir. Quoiqu'il fût des fréquents voyages à Paris, et dans plusieurs grandes villes de l'Italie, je ne crois pas qu'il se mêlât de politique.

Veuillez interpellier Walewski sur notre différent avec Naples. La question sera portée devant le Parlement d'An-

gleterre. J'ai lieu de croire que le nouveau ministre nous sera plus favorable que Lord Clarendon qui est mort sans me pardonner ma fidélité à l'alliance française (1).

Je vous félicite pour la conclusion de l'affaire de Monaco. Ce sera encore là une dure pilule à faire avaler aux Chambres.

Croyez, cher Marquis, que j'ai une tâche bien rude à remplir.

Recevez, etc.

P. S. Je comptais vous envoyer votre neveu en courrier, mais il a eu la sottise d'attraper la rougeole, ce qui le retiendra longtemps encore à Turin.

Je vous envoie des détails intéressants sur la famille Orsini. Si celui-ci témoignait le désir d'embrasser avant de mourir ses filles auxquelles il parait attaché, ne pourrait-on pas en tirer parti pour obtenir des révélations précieuses? Car en vérité le procès ne jette guère de lumière sur l'attentat du 14 janvier et le complot dont il a été le résultat.

(1) Il ministero Palmerston-Clarendon era stato battuto il 19 febbraio alla Camera dei Comuni. Gli sottentrò il gabinetto Derby-Malmesbury (24 febbraio).

Cavour aveva conosciuto Lord Malmesbury a Londra, nell'estate del 1852. Vedi vol. I, pag. 521. Si rivedero nel 1856 a Londra e a Torino. V. il Diario di Lord Malmesbury nei *Memoirs of an ex-Minister*, London, Longmans, 1884:

« 20 aprile 1856. — Cavour e il cav. M. d'Azeglio sono venuti da me. Il primo parlò con molta franchezza delle faccende politiche italiane, ed io, non essendo ministro, non aveva motivo di fare diversamente.

« 24 ottobre 1856. — Sono partito (da Torino) per Londra. Ieri ho pranzato con Cavour. Il pranzo fu piacevolissimo, non essendoci altri commensali che Hudson ed io. Noi parlammo liberissimamente di politica. La sera venne La Marmora che desiderava di essermi presentato. »

MCCCCLXXXIX.

A L L O S T E S S O.

(Turin, 1^{er} mars 1858)

Mon cher Marquis,

Orsini dans son interrogatoire, ayant parlé d'une lettre qu'il m'a adressée, je crois convenable de vous en envoyer une copie.

D'après sa date (1) vous verrez qu'elle a été écrite l'année dernière à l'époque où l'Autriche, ayant retiré sa légation de Turin, plusieurs personnes ont cru que des hostilités entre cette puissance et nous étaient imminentes. Cette lettre fait honneur à Orsini; il m'offrait son concours d'une manière franche et sans réserve. Je suis persuadé qu'il était de bonne foi, et que si nous avions accepté ses offres, il aurait gardé dans sa poche son drapeau républicain. Je n'ai pas répondu à Orsini ne voulant pas avoir des rapports avec le parti révolutionnaire, et ne croyant pas convenable de repousser d'une manière brutale une proposition qui était inspirée par un sentiment généreux, et qui était faite d'une manière convenable.

Vous ne communiquerez officiellement cette lettre à personne, mais vous pourrez vous en servir pour prouver une fois de plus, combien notre conduite a toujours été franche et loyale envers tout le monde. Certes si le gouvernement avait eu la moindre pensée révolutionnaire, Orsini eût été un agent précieux. Si nous n'avons pas accepté ses offres c'est qu'alors, comme à présent, nous ne voulons combattre l'Autriche et défendre la cause de l'Italie qu'avec des armes honnêtes et hautement avouables.

Croyez, etc.

(1) Edimburgo, 31 marzo 1857. È pubblicata, tradotta in francese, nel libro: *La politique du comte de Cavour*, pag. 278, e seg.

MCCCCXC.

AL CAV. P. MAGENTA (*Intendant général*)

Chambéry.

(Turin, 3 mars 1858)

Monsieur l'Intendant,

Je vous envoie ci-joint le projet du *toast* que vous auriez l'intention de porter au banquet qui aura probablement lieu à l'occasion de l'ouverture du chemin de fer de Lyon à Genève. J'ai marqué avec des guillemets deux passages que je vous conseille de modifier. Le premier m'est personnel : tout en étant très sensible à ce que vous pourriez dire d'aimable sur mon compte dans cette occasion, je pense que mon éloge dans votre bouche serait déplacé.

Le second est relatif à l'Isthme de Suez. À cet égard je partage votre opinion, mais connaissant l'opposition que cette œuvre soulève en Angleterre, je juge peu opportun qu'un de nos hauts fonctionnaires s'en fasse l'apôtre dans une réunion, pour ainsi dire, européenne.

Je vous engage également à finir par une phrase un peu plus *complimentaire* pour l'Empereur, de la nature de celle que j'ai tracée à la hâte sans être certain que ce soit la meilleure que l'on puisse imaginer. Le gouvernement français était très mécontent de la conduite du Canton de Genève, il sera bon que vous usiez une grande prudence dans vos rapports avec les hommes d'État de ce pays, tout en étant fort aimable avec eux. Connaissant personnellement Mr J. Fazy, je vous prie de lui faire mes compliments et de lui exprimer, d'une façon toute particulière, mon regret de ne pas pouvoir lui rendre la visite qu'il m'a faite à Turin il y a deux ans.

Je dois vous prévenir que les administrateurs du chemin de fer de Genève sont tous très conservateurs et qu'il

sera bon de tenir avec eux un langage très réservé. À mon grand regret, je dois de nouveau appeler votre attention sur le journal le *Progrès* Publié à la porte de Lyon, son hostilité excite au plus haut degré les susceptibilités du gouvernement français. Ce sont des plaintes continuelles qui se fondent surtout sur le fait peu exact que les rédacteurs de ce journal sont des réfugiés français.

Il faut avouer que plusieurs articles de ce journal ont une teinte démagogique et socialiste des plus prononcées. J'ai lu avec regret dans un feuilleton, que je ne puis attribuer qu'à Mr Defaix, l'apologie des plus mauvais noms de la démagogie française, Flocon, Pyat, etc. Ces exagérations sont déplorables; elles nuisent à la cause libérale en Savoie; elles forcent le gouvernement à s'éloigner d'hommes dont les aspirations sont ouvertement révolutionnaires; ces hommes suivent évidemment le *drapeau rouge*; peu m'importe que pour le moment ils le tiennent dans leur poche; ce sont des constitutionnels masqués, mais au fond de véritables révolutionnaires.

Je vous conseille par conséquent tout en usant à leur égard de grands ménagements de les éloigner de vous le plus possible. Recevez, etc.

MCCCCXCI.

AL CAV. AVV. CARLO VERGA (*Intendente*)

Mortara.

(Torino, 4 marzo 1858)

Preg. Sig.

All'epoca delle elezioni la S. V. ci indicava il candidato di Mortara come un amico del ministero. Giunto alla Camera, il sig. Cotta Ramusino andò a sedere sui banchi dell'estrema sinistra e si iscrisse alle riunioni presiedute

dai signori Depretis e Valerio. Finchè non sorsero questioni che potessero dividere questo partito dal ministero, a ciò non badai; ma ora che l'estrema sinistra pare voglia fare opposizione decisa, il contegno del sig. Cotta Ramusino acquista una importanza tanto maggiore in quanto che egli venne eletto com.^{lo} per la legge sui giurati.

Dall'esito di questa legge dipende la sorte del ministero e dico pure, fino ad un certo punto, quella del partito liberale. Se essa è rigettata, il ministero, disautorato dentro e fuori, dovrà necessariamente ritirarsi; chi lo surrogherà? Non certo Depretis o Valerio, sotto la di cui bandiera milita Cotta Ramusino. Nelle condizioni attuali d'Europa è evidente che a noi non possono succedere che uomini molto più conservatori, in una parola, quelli della destra. Mentre siamo in rotta coll'Austria, un governo che rompesse colla Francia, condurrebbe il paese all'estrema rovina, quindi, se si rende ai ministri attuali impossibile il governare, è inevitabile l'avvenimento al potere dei conservatori retrivi, che sono pronti a consentire ben altre concessioni di quelle che abbiamo creduto opportuno di fare.

Io tengo per fermo che gli elettori di Mortara non desiderino un tale risultato, e che se il loro deputato opera in modo da renderlo inevitabile va direttamente contro le intenzioni de'suoi committenti. Credo perciò debito mio d'invitare la S. V. Ill.ma a far conoscere il vero stato delle cose alle persone più autorevoli del collegio di Mortara, a quelle in ispecie che possono esercitare una qualche influenza sul sig. Cotta Ramusino. Se queste reputano che una crisi ministeriale possa aver conseguenze funeste pel paese, io non dubito che esse si adopereranno per ricondurre il loro deputato ad opinioni più ragionevoli.

Dopo sette anni e mezzo di ministero, dopo aver lavorato tanto da logorarmi il cervello, ella può capire se il potere possa avere per me una grande attrattiva. Se badassi quindi alle mie personali convenienze, dovrei deside-

rare ardentement una crisi che mi porgesse l'opportunità di ritirarmi con decoro. Se però una tale eventualità mi spaventa, si è perchè sono più che altri nel caso di apprezzare le conseguenze ch'essa potrebbe avere. Se i liberali di Mortara ci penseranno un tantino sopra, credo che divideranno le mie apprensioni e che ravviseranno che il sig. Cotta, concorrendo ad abbattere il ministero, non è il fedele interprete delle loro intenzioni.

Gradisca, ecc.

MCCCCXCII.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

La lettre d'Orsini à l'Empereur lue en pleine audience avec l'approbation formelle du haut personnage auquel elle est adressée a produit chez nous un immense effet. Elle le produira de même et à un plus haut degré dans toute l'Italie. Cette lettre place Orsini sur un piedestal d'où il n'est plus possible de le faire descendre. Elle transforme l'assassin en un martyr qui excite la sympathie de tous les Italiens et l'admiration d'une foule de gens qui sont loin d'appartenir à la secte mazzinienne. A Paris on ne saurait juger de cet effet prodigieux, mais ceux qui vivent sur ce terrain brûlant de l'Italie, au milieu des passions et des colères qu'excitent dans tous les cœurs genereux l'Autriche et le Pape, nous ne saurions concevoir qu'il en fût autrement. Des Romagnols très modérés, presque *codini*, me disaient hier que cette lettre aurait dans leur pays un retentissement énorme, et aurait pour effet certain de populariser l'idée du régicide.

La position faite à Orsini par l'Empereur lui-même rend notre tâche cent fois plus difficile. Comment combattre avec succès l'apologie du régicide, lorsqu'en France on s'étudie à le rendre intéressant par des moyens bien autrement efficaces que quelques mauvais articles de journaux ?

Le Roi est très affligé de cette malencontreuse publication et des embarras qu'elle va créer à son gouvernement.

J'ai cru devoir vous faire connaître ces résultats de la lettre d'Orsini dans une dépêche officielle dont vous ferez l'usage que vous jugerez convenable (1).

(1) Nel volume I delle sue *Memorie* (Parigi, J. Rouff, 1881), il capo della polizia di sicurezza sotto il secondo impero, CLAUDE, scrive a pag. 357 : « Ce fut Mazzini, conjointement avec Napoléon III et Victor Emmanuel, qui dicta à Orsini cette fameuse lettre *politique*, etc. » !!!

Sullo stesso argomento riproduciamo dall'edizione francese dei *Ricordi* di L. Kossuth i seguenti interessanti ragguagli :

« À cette époque le sénateur Pietri était en France le chef de la police... Il employa toute son influence à conseiller à l'Empereur d'épargner sa vie. Mais tant d'existences humaines avaient été brisées par ce crime, que l'Empereur ne crut pas pouvoir assumer la responsabilité morale de cette grâce, et déclara que si le conseil privé auquel assisteraient aussi les prélats, se prononçait en faveur du prisonnier, il ne refuserait pas sa sanction ; il autorisa Pietri à tenter de faire accepter par la majorité ses idées de clémence.

Pietri me dit « qu'Orsini n'était pas un homme dépravé — c'était un fanatique, qui poussait le patriotisme jusqu'à la passion du martyr. Il avait cette idée fausse, ajouta Pietri, que l'Empereur Napoléon était un obstacle à la liberté de l'Italie. Et il avait absolument tort. L'Empereur a toujours été un véritable ami de cette liberté. Il expliqua à Orsini, dans sa cellule, que si l'attentat avait réussi, lui, Orsini, aurait tué, entre tous les souverains de l'Europe, le seul de qui les Italiens pussent attendre aide et secours. »

C'est le récit exact de Pietri.

Cette explication ne fut pas sans effet sur Orsini. Le 21 février, il adressa de la prison de Mazas une lettre à l'Empereur :

« Ne repoussez pas, Sire, lui écrivait-il, la parole d'un patriote qui

Ainsi que vous me le mandez, il se prépare un grand coup pour faire échouer la loi sur la presse. La droite dans les bureaux a voté tout entière pour des commissaires appartenants à l'extrême gauche.

C'est à ses voix que Brofferio et Valerio doivent d'avoir été élus membres de la Commission. Je ne sais ce qu'il en résultera; ce qui est certain c'est que, s'il faut périr je périrai sur la brèche.

Croyez, etc.

MCCCCXCIII.

A L L O S T E S S O .

(Turin, 11 mars 1858)

Mon cher Marquis,

Cette lettre vous sera remise par mon neveu Aynard, qui se rend à Londres pour y remplacer Perron. Il s'arrêtera quelques jours à Paris pour y voir ses connaissances. Si toutefois vous aviez quelque chose de pressé à envoyer à Emmanuel (1) faites le partir de suite.

Je dois vous confier une chose qui me met dans un grand embarras, et réclamer à cet égard un conseil d'ami.

est au seuil de la mort. Délivrez l'Italie, et la bénédiction de vingt-cinq millions d'Italiens suivra votre nom dans la postérité. »

Les journaux furent autorisés à publier cette lettre. Orsini comprit que sa voix, s'élevant du seuil de la tombe, était parvenue jusqu'au cœur de l'Empereur, et le 11 mars, cette fois de la prison de la Roquette, il écrivit une seconde lettre, dans laquelle il condamna ouvertement le meurtre politique et conjura la jeunesse italienne de se préparer à combattre pour la liberté de l'Italie par la pratique des vertus civiques, qui seules pouvaient affranchir l'Italie, la rendre indépendante et digne de ses grandeurs passées.

(1) Azeglio.

Lord Malmesbury, l'année dernière, à son passage à Turin, tout en me faisant les éloges d'Emmanuel, s'est plaint de ce que son amitié excessive pour la famille Palmerston le rendit injuste envers les Torys et envers lui en particulier.

À peine arrivé au ministère dans la première lettre adressée à Hudson il est revenu sur ce sujet, en manifestant la crainte qu'Azeglio ne le desservit auprès de son gouvernement. Il a été plus loin, et il a ajouté que l'intimité dont je viens de vous parler rendrait ses rapports avec lui excessivement froids et réservés (1).

Hudson a commenté cette déclaration, et il m'a laissé entendre que le ministère Anglais désirerait beaucoup l'éloignement d'Azeglio de Londres.

Vous comprenez bien que je ne suis nullement disposé à sacrifier un aussi bon diplomate qu'Emmanuel, surtout après les services qu'il nous a rendus. Toutefois je ne puis me dissimuler qu'il y a quelque fondement dans la susceptibilité de Malmesbury.

Maintenant que faire ? Engager Azeglio à rompre avec les Palmerston ? Ce ne serait ni convenable, ni politique. Cette liaison nous a été et peut nous être encore de la plus grande utilité. Donner à Azeglio une autre destination ? Ce serait une faiblesse, et ce qui est pire, une injustice. Le seul moyen convenable serait qu'Azeglio demandât un congé qu'il passerait, si ce n'est à Turin, à Paris ou partout ailleurs. Au bout de quelque tems les appréhensions de Malmesbury se seraient calmées, et il pourrait retourner à son poste.

Veuillez me dire votre opinion bien franche et bien nette ; ce sera un véritable service que vous me rendrez.

Rien de nouveau dans la situation. La droite se démène

(1) Vedasi nel vol. II la lettera DXXVIII (29 aprile 1858) al marchese E. d'Azeglio.

tant qu'elle peut. La gauche hésite. Les plus modérés paraissent décidés à appuyer le ministère.

Les plus ardents sont enchantés de trouver une occasion pour le renverser.

L'*Armonia* d'hier a publié un article aussi inexact que perfide sur ma conférence avec la Commission de la Chambre chargée de l'examen de la loi sur *la presse*. Je vais m'occuper du moyen de le faire démentir. Ces Mess. cherchent à me compromettre de toutes les manières. S'ils ne réussissent pas, ce ne sera pas faute d'avoir employé tous les moyens en leur pouvoir pour atteindre ce but.

Rattazzi se conduit très bien. Il fait tout ce qui dépend de lui pour faciliter la marche du ministère. Ne croyez aucun des bruits qu'on fait courir sur son compte, ils sont dénués de tout fondement.

Croyez, cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

MCCCCXCIV.

AL PROFESSORE FRANCESCO FERRARA

Torino.

(Torino, 12 marzo 1858)

Preg.^{mo} Signore,

La ringrazio del gradito foglio ch'ella mi ha diretto a cagione di un fatto che non meritava la sua riconoscenza, giacchè non feci che compiere ad un dovere di giustizia, volendo che si smentisse chi aveva a suo danno indegnamente abusato del mio nome.

Riputandolo avversario della politica ch'io propugno, l'ho combattuto e lo combatterò ancora nella stampa e nei comizi elettorali. Ma fuori del campo politico, io ho sempre reso testimonianza del suo distinto ingegno, della molta

sua dottrina e non comune operosità. Non ho contribuito per nulla alla sua nomina a direttore della *Paternelle*, ma quando seppi con quanta alacrità ella si dedicava all'arduo officio che ha accettato, ho fatto plauso alla sua scelta.

Se, come non ne dubito, ella giungerà a riordinare sopra basi regolari ed oneste l'amministrazione di una società di tanta importanza, qual'è la *Paternelle*, ella avrà reso un vero servizio al nostro paese e con ciò si sarà largamente sdebitata di quanto in altri tempi io abbia potuto operare in suo favore.

Dev. serv.

MCCCCXCV.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 16 mars 1858)

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre projet de traité avec le prince de Monaco. Je serais très disposé à l'approuver sans ultérieur examen, mais je dois préalablement le communiquer au garde des sceaux. Quelque désir que nous ayons de terminer cette ennuyeuse affaire je ne vois pas de graves inconvénients à en retarder la solution. Le Parlement et l'opinion publique préoccupés de la grande question qui va se débattre devant la Chambre des députés, accueillerait avec peu de faveur un traité négocié sous les auspices de la France. Laissons passer l'orage, et si le ciel redevient serein, il nous sera facile de faire admettre ce qui maintenant rencontrerait d'immenses difficultés. Après beaucoup d'hésitations, nous avons choisi pour commissaire

chargé de fixer l'indemnité à accorder au Prince, le Comte Ceppi, Conseiller à la Cour de Cassation qui a été, pendant plusieurs années, premier officier du ministère des finances.

Le Comte Ceppi est aussi habile administrateur que profond magistrat. C'est d'ailleurs un homme d'une conscience rigide, incapable de céder à quelque espèce de pression ou de séduction que ce soit. Vous devez l'avoir connu lorsque vous étiez secrétaire du Conseil des ministres. Ce choix témoigne de notre bonne volonté et de notre désir d'éviter les chicanes et les faux fuyants.

Je vous ai mandé par télégraphe le refus de l'Angleterre de consentir à l'extradition d'Hodge. Ce refus est fondé sur ce que les pièces à l'appui desquelles elle a été demandée sont loin d'établir qu'Hodge a commis un crime en France. En effet les papiers qui ont été saisis lors de son arrestation prouvent qu'il n'était pas en France lors de l'attentat, et ne fournissent aucun indice qu'il ait commis dans ce pays un acte criminel quelconque. Si Hodge a conspiré, ce doit être en Angleterre avant son départ, ou en Piémont.

Or, dans un cas, comme dans l'autre, il ne saurait être justiciable des tribunaux français.

Je pense que le gouv.t impérial ne s'opposera pas à sa mise en liberté. Telle est l'opinion de La Tour d'Auvergne. L'Empereur ne doit pas se soucier de renouveler les scènes pénibles auxquelles le procès d'Orsini a donné lieu.

Je suis charmé de vous annoncer que La Tour d'Auvergne s'est beaucoup adouci. Il blâme publiquement et énergiquement la conduite de la droite, et paraît presque s'intéresser au succès du ministère. Il a dû s'apercevoir que son insistance était désapprouvée par tous ses collègues, et particulièrement par ceux de Prusse et de Russie.

Stackelberg fait à la lettre le libéral. Comme c'est contre sa nature, il faut qu'il ait reçu des ordres bien précis de S.t Pétersbourg de le faire. Quant à la Prusse, elle nous donne à chaque instant de nouvelles preuves de son estime et de son bon vouloir.

La grande difficulté du moment c'est la Chambre. La droite abdiquant toute pudeur s'est unie à l'extrême gauche, et se croit certaine de la victoire. Elle exagère ses chances du succès; toutefois ses espérances ne sont pas dénuées de fondement. Un faux pas dans la discussion, une fausse manœuvre suffiraient pour amener notre défaite. Priez le ciel qu'il nous inspire, car la victoire sera aux plus habiles.

La droite s'amuse à faire courir toute espèce de bruits au sujet de divisions intestines dans le cabinet et de crises ministérielles. N'en croyez pas un mot. Le ministère est compact. Il combattra avec la plus grande énergie et l'accord le plus parfait. La Marmora parlera en soldat et le pays jugera qui de lui ou de Valerio soit le meilleur gardien de l'honneur et de la dignité nationale.

Croyez, cher Marquis, etc.

A D U N A M I C O (1)

Torino.

(Paris, 17 mars 1858)

Mon cher ami,

.
Nos rapports avec l'Angleterre deviennent de plus en plus tendus, je ne crois pas à un conflit prochain, mais je crois qu'après un certain nombre de replâtrages nous arriverons à une rupture et à la guerre.

(1) Lettera rinvenuta fra le carte di M. A. CASTELLI senza l'indicazione della persona a cui fu diretta.

Vos libéraux me paraissent bien peu *politiques* et vos cléricaux bien coupables d'avoir nommé les commissaires qui ont repoussé le projet de loi. Pour moi si j'avais eu l'honneur de siéger dans votre Parlement, je n'aurais pas hésité à sacrifier ma popularité et à voter une loi qui a le malheur de blesser le sentiment public, mais qui, selon moi, ne blesse pas les principes que nous défendons et qui est devenue une nécessité si on veut continuer à s'appuyer sur le gouvernement français.

Que les cléricaux la repoussent pour jeter l'Italie dans les bras de l'Autriche je les maudis, mais je les comprends. Quant aux libéraux, aux vrais amis de l'Italie, je les trouve insensés.

Dites moi donc si des esprits sages comme vous, comme Castelli, comme Salmour, comme Rattazzi, se laissent aller au torrent de l'opinion publique.

Veuillez, je vous prie, faire mes amitiés à tous ces amis, etc.

A. BIXIO.

AL MARCH. EL. D'AZEGLIO (Ministre di Sardegna)

Londra.

(Turin, 19 mars 1858)

Les esprits sont à la politique. On se préoccupe de ce qui se passe en France, où l'on n'est jamais sûr du lendemain, de ce que veut l'Angleterre qui ne s'explique pas clairement, et puis de nos difficultés internes que nous tiennent en émoi. Celles-ci te feront, peut-être l'effet de tempêtes dans un verre d'eau. Mais pour nous, nous pouvons tout aussi-bien y tomber.

Il y a anarchie dans cette Chambre, les partis sont fractionnés. Ils s'entendent aux extrémités pour de certaines questions et surtout pour combattre le ministère, ils se divisent sur le fond de ces mêmes questions. Il n'y a pas de majorité positive et on pense que tout finira par la dissolution.

Les gauches sont toujours les mêmes cervelles éventées ; car enfin ils ne peuvent pas espérer un ministre plus libéral que Cavour, qui est plus avancé que la nation. Ils voudraient faire entrer un des leurs dans le cabinet et j'entends dire qu'il n'y a que De-

pretis de capable; mais, vu les conditions de l'Europe, un pas de plus vers la gauche inspirerait des défiances qui pourraient porter leurs fruits.

La grande difficulté pour nous ce sont les finances. Ce pourrait être l'écueil du ministère. C'est là qu'on le guette, si la loi sur le jury passe; on est généralement exaspéré sur les impôts et on dit que Camille n'est pas la tête financière qu'on voudrait bien dire. Je crains qu'un autre dans nos présentes conditions ne ferait pis. Il ferait bien cependant de se modérer dans ses dépenses et à ne pas autoriser les provinces à se passer toutes leurs coûteuses fantaisies. Tout le monde le lui dit, mais il est audacieux par nature et craint trop de mécontenter le parti qui le soutient médiocrement.

Dieu nous garde du retour de Rattazzi, nous aurions des embarras au dedans et au dehors.

Le Roi serait fort disposé quoiqu'il l'appelle *Lord Siratutt* (1) comme le public. La Marmora aussi y penche, car il rêve toujours la *Terza riscossa* et nous n'avons pas le sou. En attendant les Chambres chôment; les députés s'en vont à leurs affaires. On dit que Valerio, relateur de la loi sur le jury, ne veut faire sa relation qu'après Pâques. Ces gens là attendent toujours un événement quelconque. Ce sont de bien pauvres cervelles que celles qui nous gouvernent

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

MCCCCXCVI.

AL MARCH. ALFIERI DI SOSTEGNO (Presidente del Senato del Regno)

(Turin, mars 1858)

Mon cher ami,

Le Roi m'a donné l'ordre de te convoquer ainsi que tes autres collègues jeudi 25 de ce mois au palais. Tu en

(1) *Piem*: Lord gnastamestieri.

recevras mercredi l'avis officiel mais j'ai cru devoir t'en prévenir dans le cas où tu aurais jugé convenable de faire préparer un uniforme. Comme le Roi compte te remettre le grand Collier (1), je ne sais trop comment il pourrait figurer sur un frac noir.

Je crains de te mettre dans un certain embarras, mais je ne doute pas que tu t'en tireras à merveille.

En attendant que je t'embrasse jeudi comme collègue, je te serre les mains en ami sincère et dévoué.

MCCCCXCVII.

AL CAV. O. P. VIGLIANI (Avv. generale Corte d'appello)

Genova.

(Torino, 21 marzo 1858)

La successione dell'egregio suo collega il sig. comm. Persoglio (2) non essendosi aperta pel fatto rifiuto del posto lasciato vacante dal compianto Fraschini (3) non è stato il caso di prendere ad esame le ragioni ch'ella m'esponeva per raccogliere l'eredità supposta vacante.

Nullameno io mi credo in debito di accertarla che in questa come in ogni altra circostanza, io terrò sempre gran conto e de' suoi desiderii e delle gravi considerazioni che devono indurre il governo a veder modo di appagarli.

Non debbo però omettere di farle osservare che nella magistratura, come nel militare, il posto più importante, epperò il più onorevole, non è sempre il meglio retribuito o di grado maggiore.

(1) Il Gran Collare dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata. (Vedi *Gazzetta Ufficiale* del 25 marzo 1858).

(2) Avvocato generale di S. M. presso la Corte d'appello in Torino.

(3) Era avvocato generale presso la Corte di cassazione.

Il comandante di una piazza assediata rende maggiori servizi, acquista titoli più splendidi alla benemerenzza del governo ed alla riconoscenza de' suoi concittadini, che non un generale in capo di un'armata di riserva.

Se questa massima è incontrastabile, la S. V. dovrà riconoscere essere il posto ch'ella occupa il più onorevole fra le file del pubblico ministero, e potere in esso acquistare più splendida fama che se fosse stato chiamato ad assumere la direzione suprema di un ufficio nel quale si ha a lottare con oscuri malfattori, invece di avere a fronte i più pericolosi nemici dello Stato e della società.

Questi brevi riflessi varranno, spero, a togliere ogni ambiguità alle parole da me pronunciate lo scorso autunno a cui ella accenna.

Mi congratulo colla S. V. e col valente suo sostituto (1), che disimpegnò così bene il difficile ufficio del pubblico ministero nel processo del 29 giugno, sulla profferta sentenza della Corte di Genova. Indulgente per i traviati, essa è giustamente severa per i veri colpevoli. Me ne riprometto ottimi risultati sia all'interno che all'estero.

Ho il bene, ecc.

MCCCCXCVIII.

A L S I G. J. J. B E Y (Direttore del « Progrès »)

Chambéry.

(Turin, 24 mars 1858)

Monsieur,

Je vous transmets ci-joint un passeport, dûment légalisé par la légation de France. Afin qu'il soit parfaitement en règle vous voudrez bien y ajouter votre signature.

.

(1) Avv. Luca Galliani.

Je vous souhaite un heureux voyage et je désire, sans trop l'espérer, que vous reveniez avec des sentiments moins colères et des idées moins hostiles à l'égard de votre serviteur C. C.

MCCCCXCIX.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Le Roi envoie à Paris le courrier Roveda avec sa réponse à l'Empereur. Le Roi désire que vous la remettiez vous même à l'Empereur. Elle est très affectueuse et de nature à flatter la personne à laquelle elle est adressée. Le Roi désirerait une réponse. Vous n'insisterez pas pour l'obtenir, mais vous tâcherez de faire connaître le désir que je viens de vous exprimer.

La nomination de Malakoff (1) m'a fort étonné. Dieu veuille qu'elle ne fasse pas mauvais effet en Angleterre. Que fera Persigny? Je vous prie de me tenir au courant de tout ce qui regarde les changements dans les hauts fonctionnaires qui se succèdent avec une déplorable rapidité.

Vous garderez Roveda jusqu'à ce que l'Empereur ait répondu, ou que vous soyez certain qu'il n'entend pas répondre.

Croyez, etc.

(1) Ad ambasciatore a Londra.

MD.

AL GENERALE GIACOMO DURANDO (Ministro di Sardegna)

Costantinopoli.

(Torino, 28 marzo 1858)

Caro Generale,

Mi sono fatto premura di rispondere col telegrafo, a seconda del desiderio che mi hai manifestato, alle tre domande contenute nella tua lettera del 17 andante. Il Re non solo ti concede il chiestole permesso, ma m'incarica d'invitarti a fare tutto ciò che ti sarà consigliato per ricuperare le tue forze e la salute. Se la tua malattia è quale l'immagino, penso che i bagni d'Acqui sono ciò che possa maggiormente giovarti. Nelle critiche circostanze in cui versiamo, interessa sommamente al Re ed al paese il conservare sani e robusti tutti coloro che possono coope-
rare al buon andamento della cosa pubblica.

La tua gita in Piemonte sarà giovevole non solo alla tua salute, ma altresì a noi che abbiamo mestieri dei consigli e dei conforti dei nostri amici per superare le difficoltà gravi che ci circondano.

All'estero l'orizzonte si oscura assai; la condotta dell'Imperatore dopo l'attentato, mentre gli ha alienato l'animo degl'Inglese, non gli ha resi più propizi i governi del continente. L'Austria gli si dimostra ogni giorno più ostile, e la Prussia critica senza ritegno la sua politica. In Italia l'irritazione è accresciuta, come pure il desiderio e la speranza di prossimi mutamenti.

Per ciò che ci riflette più specialmente, se le nubi sollevate dall'attentato possono dirsi dileguate, le nostre relazioni coll'Imperatore hanno perduto tuttavia di quella intimità che le conferenze di Parigi avevano stabilito.

Siamo benissimo colla nazione inglese, ma non tanto bene col suo governo, che ci considera come causa di molestie e d'impacci.

Abbiamo guadagnato molto nella stima della Prussia e della Russia, ma non so quanto ci giovi. Con Napoli siamo alla vigilia di una rottura diplomatica e forse peggio. L'Austria è più acrimoniosa che pel passato, e il Papa meno arrendevole che mai.

Se la nostra politica estera è così fattamente imbrogliata, all'interno non abbiamo minori difficoltà. L'estrema sinistra sognando prossima l'era delle rivoluzioni ha abbandonato la maschera di finta moderazione, di cui si ricopriva da due anni. Vuole rovesciare il ministero, non coll'intendimento d'impadronirsi del potere, ma onde indebolire l'edificio costituzionale, ed avere a fronte, in caso di sconvolgimenti europei, uomini deboli e poco decisi, come sarebbero gli A..... ed i G..... La destra seconda, per altri fini, gli sforzi della sinistra: onde noi posti in mezzo a due fuochi corriamo il pericolo di essere sconfitti per poco che una falsa manovra lasci allo scoperto al nemico l'uno o l'altro dei nostri fianchi.

Ad onta di tante difficoltà non sono sfiduciato, ma non mi nascondo la gravità della nostra condizione ed i pericoli, ai quali il ministero è esposto.

Come tu osservi, la tua assenza da Costantinopoli non può arrecare grave danno al servizio. Per ora la questione d'Oriente non è quella che maggiormente preoccupa la diplomazia.

La Commissione dei Principati sta per terminare i suoi lavori. Trasferirà la sua sede in Parigi, ove la sorte di quei poveri popoli sarà decisa da tutt'altre considerazioni che da quelle del maggior loro bene.

La questione della libera navigazione del Danubio si tratterà pure a Parigi. Onde credo benissimo che a Costantinopoli vi ha poco a fare. Se Gioannini basterà avrò

piacere di lasciargli i vantaggi di una reggenza interinale. Temo solo che esso non abbia autorità bastevole per tenere a segno il consolato. Ma a ciò ci penserai e ad ogni modo provvederemo al tuo arrivo.

L'*Authion* doveva essere richiamato, ma l'epoca del suo ritorno non era stabilita. La Marmora va emanare ordine onde si disponga a partire tosto per Costantinopoli. Vi giungerà, penso, sul finire d'aprile.

Dell'Ordine dell'Annunziata da conferirsi al Sultano ne parleremo al tuo arrivo. Il Re, avendo testè nominati cavalieri meno tenaci dell'antico (1), si potrà introdurre negli statuti dell'Ordine le modificazioni che i tempi richiedono.

Credi ai miei sentimenti di sincera amicizia.

MDI.

AL CONTE V. DELLA MINERVA (*Incaricato d'affari*)

Roma.

(Torino, 29 marzo 1858)

Preg. Sig.

Il vescovo di Asti, dando ad alcune raccomandazioni vaghe del Re interpretazione latissima, si è creduto incaricato di una speciale missione presso il Santo Padre. Dietro questo falso supposto ha fatto ufficii a Roma, i quali, quantunque non abbiano riuscito ad alcun risultato positivo, gli diedero argomento di rivolgere due lettere a Sua Maestà, nello scopo di ottenerne una risposta che gli conferisse un tal quale carattere uffiziale.

(1) Cesare Alfieri, Alfonso La Marmora, Ettore De Sonnaz, RR. DD., 25 marzo 1858.

Il Re non cadde nel tesogli tranello e mi ordinò di fargli una risposta, cortese sì, ma in nessun modo compromettente. Gliene unisco copia ond'ella sappia come regolarsi col prefato Monsignore.

Se la Corte di Roma ha in animo di trattare (ciò che non credo) desidera il Re che ciò si faccia per mezzo del vescovo di Nizza, persona che gode la stima e la fiducia di tutti i partiti.

Monsignor Sola, vedendo che il Santo Padre non vuole per ora liberarci da Monsignor Franzoni, e ch'esso intende addivenire dapprima ad impossibili accordi, ha scritto al suo corrispondente a Roma, chiedendo esso pure che gli si facciano conoscere le basi, sulle quali si avrebbero ad aprire le private trattative, a cui accenna sempre il Papa. Esso ritiene che queste saranno inaccettabili. Ed in verità vedendo il contegno di Roma coi vari Stati d'Europa, io non saprei persuadermi ch'esso voglia mostrarsi con noi più largo che con l'Austria o Napoli. Ci tornerebbe però utilissimo di ottenere in iscritto le pretese della Santa Sede, giacchè questo persuaderebbe gli uomini ragionevoli della impossibilità di trattare nelle circostanze presenti.

Rispetto al vescovo d'Asti, ciò che monta si è che la sua rinuncia sia accettata. Quando nol fosse, ella farà sentire a chi di ragione che il governo non consentirà al suo ritorno nei Regi Stati. Essendo egli suddito austriaco, non avendo mai chiesto nè ottenuto la naturalità sarda, siamo in diritto di non permettergli di varcare i nostri confini; se tentasse farlo, lo faremmo di nuovo tradurre ad essi dai carabinieri. Credo d'altronde che egli non si curi molto di far ritorno in Asti.

Se il Santo Padre teme che non si provveda alla sede di Asti, potrebbe proporre 1° la nomina di un vescovo in Alessandria incaricato dell'amministrazione della diocesi d'Asti; 2° la nomina d'un vescovo in Asti incaricandolo della diocesi d'Alba, già altre volte riunita assieme. — Non

si affretti a fare questa proposta. Roma si dimostra tanto più esigente quanto più ci crede arrendevoli, o quanto maggiori sono le speranze di vedere il ministero attuale surrogato da altro più pieghevole a' suoi desideri. Le difficoltà in cui versiamo debbono avere rattivato queste speranze. L'esito della legge sulla stampa le dileguerà e renderà Roma più trattabile. Ad ogni modo dichiaro nel modo più preciso che siamo animati da sentimenti di conciliazione, ma che non siamo disposti a fare alcun atto di debolezza. Se Roma si piega ad un accordo qualunque relativamente alle sedi vacanti, ci troverà dispostissimi a consentire a qualunque ragionevole combinazione; se non vuole cedere in nulla e per nulla, ci troverà duri come macigni.

Ho il bene di profferirmi, con distinta stima, dev. servo.

MDII.

A MONSIGNOR FILIPPO ARTICO

Roma.

(Stessa data)

Monsignore,

Il Re m'incarica di segnare ricevuta alla S. V. Ill.ma delle lettere ch'ella le rivolgeva il 16 e il 23 dell'andante mese.

Sua Maestà le è grata di quanto fece onde far conoscere al Santo Padre il vero stato delle cose in Piemonte alla religione relative, e renderlo persuaso che il rimediare alla condizione deplorabile in cui versa da tanti anni la diocesi di Torino sia un passo preliminare indispensabile per disporre gli animi ad un accordo su basi ragionevoli ed accettabili fra la Chiesa e lo Stato.

Il Re ha visto con rammarico che il Santo Padre, ad onta di quanto le venne riferito dalla S. V. Rev.ma, non

che da molti autorevolissimi personaggi, persiste nel credere che l'accordo debba precedere, non seguire, la rimozione della causa principale dei malumori che esistono da noi contro il clero. S. M. dubita assai che, nello stato presente degli animi, negoziazioni condotte in via privata possano riuscire ad un risultato accettabile da entrambe le parti. Tuttavia la riverenza ed il filiale affetto che il Re professa pel Santo Padre lo spingono a secondare, per quanto è possibile, il manifestatogli desiderio.

Ma onde i passi che si farebbero a tale scopo non riescano, ad onta dei sentimenti di conciliazione che lo animano, a tutt'altro risultato di quello che le Corti di Torino e di Roma hanno in animo di conseguire, S. M. crede opportuno di conoscere le basi, sulle quali il Santo Padre intende trattare, e siccome S. S. ebbe a tenere discorso su questo argomento a più riprese con Monsignor Sola mentre era in Roma, desidererebbe che S. S. si degnasse farle conoscere, per mezzo di questo reverendo prelato, le sue precise intenzioni.

Nella lusinga che questa domanda venga favorevolmente accolta dal Santo Padre, ho l'onore di raffermarmi dev.mo servitore.

MDIII.

AL CAV. OTTAVIO LA MARMORA (Intendente generale)

Nizza.

(Turin, 30 mars 1858)

Mon cher ami,

Je te remercie des détails intéressants que tu m'as transmis sur la veuve Orsini. Tu as parfaitement fait de la prendre sous ta protection. Il est de notre devoir d'em-

pêcher qu'on lui enlève ses enfants. D'un autre côté, je ne vois pas de motif pour refuser les secours que les amis de son père seraient disposés à lui accorder. Ce qui serait à désirer c'est que l'oncle d'Orsini, qu'on dit être riche, consentît à s'en charger.

Ce qui est aussi essentiel, c'est d'empêcher qu'elle ne se mette trop en évidence, et qu'on ne cherche à faire du bruit autour d'elle. Mais d'après ce que tu me mandes sur son compte, il me paraît qu'elle est toute disposée à se tenir tranquille.

.
... À propos de Fabrizi je te dirai que son frère m'a fait demander avec instance l'autorisation de venir à Nice. Je la lui ai refusée, car il continue à être l'âme du parti Mazzinien à Malte et à Tunis.

Mille amitiés.

MDIV.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Je me suis empressé de transmettre au Roi à Pollenzo la dépêche télégraphique qui m'annonce le bon accueil que l'Empereur a fait à la lettre qu'il lui a écrite. Il serait bien à désirer qu'il pût faire, ainsi que vous me l'avez annoncé, quelque chose pour l'Italie. Cela lui ramènerait les esprits qui maintenant sont d'une irritation extrême contre lui. Il n'y a pas à se faire illusion. La conduite de l'Empereur, après l'attentat, lui a fait perdre dans l'opinion publique tout ce que le traité d'alliance et le

Congrès de Paris lui avaient fait gagner. C'est un grand coup pour le ministère qui avait fondé sa politique sur l'alliance intime avec la France.

L'Empereur regagnerait tout ce qu'il a perdu, s'il voulait prendre fait et cause pour nous dans l'affaire du *Cagliari*. Nous avons évidemment raison. Il peut donc sans se compromettre, vis-à-vis de l'Europe, se prononcer en notre faveur. Je pense que cela suffirait pour faire céder le Roi de Naples. La mise en liberté des mécaniciens anglais fournira probablement à l'Angleterre un prétexte pour nous abandonner. Cela laisse à la France le beau côté. Il est impossible que l'Empereur ne le comprenne pas. Ce serait un coup de maître qui lui ferait autant de bien qu'à nous (1).

La pauvre Madame Minoli est venue de rechef me supplier de m'intéresser à son mari. Sa détention porte un coup fatal à ses affaires. Si on n'a saisi sur lui aucun papier, il me paraît qu'on devrait le mettre en liberté. Intercédez vivement en sa faveur. La leçon qu'il vient de recevoir suffira, j'espère, pour le dégoûter des intrigues mazziniennes. Elle m'a remis une lettre pour lui, relative aux affaires de sa maison. Tâchez de la lui faire parvenir le plus tôt possible.

La loi sur la presse se discutera après Pâques. La lutte sera fort vive. Je suis loin toutefois de désespérer du résultat.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

(1) Vedasi nel vol. II l'Appendice n. VIII: *Le vicende della vertenza del Cagliari*.

MDV.

AL SIGNORE GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, mercoledì, 31 marzo 1858)

Preg. Sig.

. . . Salvo il caso di non preveduto ostacolo, andrò di certo a Leri prima della fine della settimana. La prego a non fare preparativi. Siamo nella settimana Santa e con uova, rane, riso e butirro si vive egregiamente.

Spero che per difetto di fieno non faremo ridere i nostri vicini. Forse dando una mano di guano alle *marcite* si accelererebbe il taglio... (1).

Mi creda suo af.

MDVI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Leri, avril 1858)

Mon cher ami,

Je vous renvoie les lettres de Bixio et de Comte.

J'approuve complètement votre réponse au Roi. Un procès à l'occasion de la dernière lettre d'Orsini, serait hautement inconvenant.

Je serai à Turin lundi (2) à 4 1/2; faites dire chez moi

(1) Qui havvi nell'autografo una parola inintelligibile.

(2) 5 aprile.

que la voiture aille m'attendre au débarcadère. J'irai de suite au ministère.

Prévenez La Marmora et Salmour.

La campagne repose et retrempe. J'arriverai préparé à la lutte.

Suoni la tromba intrepido

Noi pugnerem da forte.

Adieu, votre dévoué ami.

MDVII.

AL PROF. RUGGERO BONGHI

Stresa.

(Torino, 6 aprile 1856)

Preg.mo Signore,

Ho fatto acquisto dell'opera del Diego Soria, di cui la S. V. mi tenne discorso, come di un corso di socialismo (1). Credevo che fosse poca cosa, e che in brevi ore mi verrebbe fatto di leggerla; ma, accertato che essa consta già di oltre a 600 pagine, non ho avuto il coraggio di intraprendere la ricerca di quei passi ch'ella aveva additati come degni dell'attenzione del governo; vengo quindi a pregarla a volermi segnare le pagine che li contengono, come pure quelle in cui è riferito un passo apocrifo di sant'Agostino.

La prego a voler porgere all'abate Rosmini i miei rispettosì saluti e dare al mio fratello delle nuove favorevoli della salute del suo figlio e della mia.

Mi creda qual sono con distinti sensi, dev. servitore.

(1) *Corso completo di Diritto pubblico elementare*, un vol. in-4° di pag. 1238. — Torino, tip. Ferrero e Franco, 1850.

MDVIII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 9 avril 1858)

Mon cher Marquis,

Votre lettre du 6 avril m'a consterné. Je reconnais que vous avez cent fois raison de vouloir aller faire un tour en Sardaigne pour aller donner un coup d'œil aux affaires importantes que vous sacrifiez noblement depuis tant d'années aux intérêts de l'État. Si vous me demandiez un congé il y aurait injustice énorme à vous le refuser. Mais d'un autre côté, comment conduire notre barque politique qui navigue au milieu de tant d'écueils, si vous êtes absent de Paris ? Nous avons dans ce moment plusieurs questions de la plus haute importance sur lesquelles l'Empereur peut exercer une immense influence. Vous êtes en mesure de faire que cette influence nous soit favorable. Roussy est un excellent garçon, un employé très capable, très distingué, en état de diriger une légation importante; mais il n'a pas les relations que vous avez, il ne jouit pas du crédit que vous avez su acquérir; il lui est absolument impossible d'employer les moyens qui vous ont si bien réussi dans des circonstances d'une énorme difficulté.

Pour l'amour du ciel, mon cher Marquis, remettez à cet automne votre voyage en Sardaigne. Faites ce nouveau sacrifice à votre amour pour le Roi et pour votre pays. Ce sera un nouveau titre à l'affection du Roi et à ma reconnaissance.

Je vous remercie de la confiance que vous avez faite à Sainte-Rose et que vous me confirmez dans votre lettre du 6. Les opinions de l'individu trahissent malheureusement dans ce moment l'influence la plus fâcheuse qu'exerce sur lui notre bon Massimo. Vous ne pouvez pas vous faire une idée de l'état d'irritation dans lequel celui-ci se trouve.

•

Je ne sais si c'est par suite de souffrances physiques, de contrariétés morales ou de toute autre cause, mais le fait est qu'il ne raisonne plus. Son langage est celui des réactionnaires les plus violents Heureusement que le retour de la belle saison l'a décidé à aller se renfermer dans sa retraite de Cannero, où il retrouve l'inspiration artistique de ses jeunes années.

Veuillez assurer le docteur Conneau que La Marmora et moi ferons tout ce qui peut dépendre de nous pour que son neveu soit reçu à l'Académie militaire et y recevoir une bonne éducation.

J'ai chargé le nouveau commandant de l'Académie, l'excellent Pettinengo, de prendre des informations sur son compte et de m'en référer. Ainsi dans peu de jours je vous écrirai d'une manière plus précise à ce sujet.

Si le *memorandum* sur la navigation du Danube plait au gouvernement français, je crois qu'il serait utile de le faire publier dans un journal de Paris. Consultez à cet égard le Comte Walewsky.

Veuillez dire à celui-ci que je trouve absurde la proposition de l'Autriche, de réunir à Galatz une Commission de délégués techniques pour décider les questions soulevées par la Commission Européenne du Danube. En envoyant 7 ingénieurs sur les lieux, nous aurons le danger d'avoir 7 projets au lieu de 3. Ce n'est qu'à Paris, sous les yeux des gouvernements intéressés que la question peut être vidée. En agissant de toute autre façon on ne fera qu'augmenter les difficultés.

La non reproduction de la dernière lettre d'Orsini (1) dans les journaux français, a beaucoup étonné.

Pouvez vous m'en expliquer le motif ?

Croyez, etc.

(1) V. nel vol. II la Lettera DXXII (81 marzo 1858) al marchese di Villamarina.

MDIX.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)

Firenze.

(Torino 12 aprile 1858)

Caro amico,

Vi ho spedito ieri due copie dei documenti relativi alla vertenza del *Cagliari* presentati al Parlamento. Mi lusingo che rimarrete soddisfatto degli atti e del linguaggio della nostra diplomazia. Sarete invece scandolezzato del modo col quale si è comportata l'Inghilterra. Dopo averci spinto ad assumere un contegno energico e quasi minaccioso col Re di Napoli, ora vorrebbe lasciarci soli a tirarci d'impaccio. Spero che il Parlamento non sanzionerà una politica ch'io non esito a dichiarare *ignobile e vergognosa*. Comunque però, siamo impegnati in modo da non poter indietreggiare. Anche soli non subiremo le ingiustizie e gl'insulti del Re Bomba, e costretti non esiteremo a rompere con esso la guerra. Ci pensi l'Europa, giacchè da lieve scintilla può nascere un immenso incendio.

Se per caso desideraste un numero maggiore di copie di questi documenti, fatemene inteso che tosto sarete servito.

Le misure energiche adottate a Genova ed altrove hanno fatto sparire ogni sintomo d'agitazione nell'interno; solo vi è qualche inquietudine nella provincia della Spezia, cagionata dallo stato deplorabile a cui sono ridotti i vicini Ducati di Massa e Carrara. Il governo modenese ha ivi adottato un sistema di terrore che eccita un malcontento universale. Quelle povere popolazioni sono abbandonate in balia ad un feroce proconsole austriaco che adopera il bastone con una liberalità che non ha esempio nella storia di questo secolo.

Pare che un tale stato di cose meriti di risvegliare l'attenzione dei governi vicini; v'invito a parlarne ai ministri toscani eccitandoli a fare udire a Modena consigli di umanità e di temperanza.

Il bilancio non consentendo la nomina di nuovi segretari di legazione, m'è forza di scegliere fra i vecchi per surrogare Gianotti a Firenze. Aspirerebbe a questo posto il marchese Centurione ora a Madrid. Non so se lo conosciate. Fu liberale spinto nel 48. Moderato poi ebbe a Roma la disgrazia di seguire ciecamente le istruzioni di Manfredo Sambuy; ciò che cagionò la sua momentanea sospensione dagli uffici diplomatici. Lo richiamai in attività e lo condussi meco a Parigi all'epoca delle conferenze. Ne rimasi bastevolmente contento.

Essendo egli già stato a Firenze, avete mezzo sicuro di farvi su di lui un preciso concetto.

Domani comincia la discussione della legge Deforesta. Lamento in questa circostanza la vostra assenza dal Parlamento, giacchè certo la vostra parola avrebbe avuto molto peso. Gli avversari saranno molti, vi sono già molti oratori iscritti per combatterla.

Non mancheranno però i difensori. L'esito non è certo; reputo probabile però che in definitiva sarà approvata da debole maggioranza.

Vi raccomando il giornale il *Patriota* (1) che rappresenta quei pochi della sinistra che paiono disposti a far senno.

Addio, credete, ecc.

(1) Giornale politico, letterario, commerciale; tip. del *Piccolo Corriere d'Italia*. Visse dal 1° aprile al 20 agosto 1858.

MDX.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 18 aprile 1858)

Preg. Sig.

Si valga pure del guano e del risone. S'intenderemo pel prezzo e pel rimborso.

Il Re consente che la cavalla sia coperta da un magnifico stallone che gli fu regalato dall'Imperatore. Se ella divide il mio modo di vedere, manderò Bava (1) cercarlo.

Mi creda suo af.

MDXI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 20 aprile 1858)

Preg. Sgr^a,

Sarò lietissimo di vedere figurare all'esposizione un aratro fatto a Leri; solo giustizia vuole che sia chiaramente indicato esserne la S. V. autore (2).

Rispetto alla scelta dello speciale mi rimetto interamente a quanto ella farà, raccomandandole solo di scegliere persona amica della pace e dagli intrighi aliena.

Non mi ha risposto relativamente al far dare la monta alla nostra povera cavalla da uno stallone reale. Piacciale

(1) Cocchiere del Conta.

(2) Quest'aratro del Corio, che fu premiato con medaglia, è tuttora in uso nella tenuta di Leri.

riscontrarmi in modo preciso. Non volendo far cosa che non gli vada a sangue.

Finchè dura la discussione della legge Deforesta non posso allontanarmi da Torino.

Le ho mandato il mio discorso, che pare avere prodotto un buon effetto sulla Camera.

Se vinceremo sarà risultato della superiorità dei difensori sull'oppositori della legge. I nostri radicali, non escluso Brofferio, sono stati di un'inconcepibile mediocrità.

Mi creda, caro sig. Corio, suo af.

MDXII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 23 avril 1858)

Mon cher Marquis,

J'expédie un courrier à Azeglio avec copie de la dépêche de Carafa sur l'affaire du *Cagliari* qui contient un refus positif de nous rendre le navire et son équipage (1). Cette dépêche ferme la voie à tout accord direct. Il faut aviser à d'autres moyens pour forcer le Roi Bomba à nous rendre justice. Ayant été poussés formellement par l'Angleterre à protester contre Naples, ayant avec cette puissance les mêmes intérêts à défendre, les mêmes moyens à faire valoir, nous avons cru être fondés à réclamer son concours. Après bien des hésitations, elle vient

(1) V. nel vol. II la Lett. DXXIV (23 aprile 1858) al marchese E. d'Azeglio.

nous déclarer qu'elle a cru convenable de séparer ses intérêts des nôtres, et d'agir pour son compte relativement aux mécaniciens anglais: que certes elle a beaucoup de sympathie pour nous, mais qu'elle ne peut nous offrir qu'un appui moral, *moral support*. Elle ajoute que dans la sphère susdite elle emploiera tous les moyens *directs* et *indirects* non pas pour contraindre, mais pour persuader le Roi de Naples de nous restituer le *Cagliari*, et nous allouer des indemnités convenables. Cette offre m'a paru tant soit peu dérisoire. Toutefois je ne l'ai point repoussée. Seulement je me suis borné à dire que ayant adressé une demande formelle de concours, je désirais pour mettre ma responsabilité à couvert recevoir un refus officiel. Je désire avoir entre les mains un document de la loyauté britannique à notre égard.

Du moment où l'Angleterre a noblement séparé ses intérêts des nôtres, nous avons plus de raison de compter sur la France que sur elle. Toutefois le moment n'est pas encore venu de faire des démarches officielles à cet égard, mais vous m'obligeriez beaucoup si vous commenciez à sonder le terrain, pour vous assurer de l'accueil qu'elles recevraient si nous nous décidions à les faire.

L'Empereur doit être souverainement mécontent de l'Angleterre. Il peut en nous soutenant lui faire faire la plus triste figure du monde. Il peut à bon marché lui faire perdre toute influence en Italie et en acquérir pour lui une immense.

J'ai l'affaire de Monaco depuis 8 jours sur ma table: mais le *Cagliari* et la loi ne m'ont pas laissé le loisir de m'en occuper.

Croyez, etc.

MDXIII.

A L L O S T E S S O.

(Turin, 28 avril 1858)

Mon cher Marquis,

Les soucis que la loi Deforesta et la triste affaire du *Cagliari* m'ont donnés, et me donnent encore, m'ont fait négliger la question de Monaco. Je vous dirai d'ailleurs que je ne me souciais guère de la mettre sur le tapis cette année. Avec une Chambre nouvelle, peu disciplinée, mal disposée à l'égard de toute nouvelle mesure financière, nous aurions rencontré une opposition formidable. Maintenant il est impossible que les commissaires accomplissent leur tâche avant la fin de la session, de sorte que nous avons une année devant nous. D'ici à la prochaine session il faut espérer que l'horizon se sera éclairci et que notre marche sera plus libre et plus sûre. Vous pouvez glisser un mot à Walewski sur la cause véritable du retard que cette affaire a subi. Il ne méconnaîtra pas la prudence de notre conduite.

Ce qui me préoccupe le plus maintenant c'est l'affaire du *Cagliari*. Le gouvernement Anglais vient enfin de répondre à notre note du 24 mars.

Après une longue tirade sur Hudson, Erskine et Azeglio, pleine d'amertume, pour ne pas dire de fiel, L. Malmesbury finit par nous offrir « *the moral support*, » le concours moral de l'Angleterre pour obtenir la restitution du *Cagliari*, la libération de l'équipage et une juste indemnité. Nous n'en demandons certes pas d'avantage. L'offre serait éminemment acceptable si L. Malmesbury ne prévoyait pas déjà dans sa dépêche le cas probable pour ne pas dire certain dans lequel le Roi de Naples se moquerait du *moral support* de l'Angleterre, et nous indi-

quât alors comme seul moyen de sortir d'embarras, de recourir, suivant ce que le protocole n° 23 du Congrès de Paris a établi, à la médiation d'une tierce puissance.

Ceci nous paraît absurde. Du moment qu'après avoir épuisé tous les moyens directs pour obtenir justice du Roi de Naples nous acceptons les bons offices de l'Angleterre, nous nous conformons aux prescriptions du Traité de Paris. La chose eût été différente si le gouvernement Anglais n'avait eu soin de séparer sa cause de la nôtre. S'il avait consenti à se joindre à nous, comme il aurait dû le faire, alors je comprends que d'un commun accord nous eussions eu recours à la médiation d'une tierce puissance; mais du moment qu'il agit comme médiateur et comme ami, comment pourrions-nous, lorsque ses efforts auront échoué, nous adresser encore à une autre puissance? Est ce que Naples sera disposé à accorder à un autre gouvernement ce que l'influence anglaise n'aura pu obtenir?

La marche que nous conseille l'Angleterre nous paraît contraire non seulement à notre dignité mais encore à la sienne.

Maintenant que la question légale est éclaircie, que tout le monde en Angleterre et en France a reconnu que s'il y a doute sur la légalité de la capture du *Cagliari*, il ne saurait y en avoir sur la légitimité de la prise, et sur la légalité du procès de Ponza, est-ce que la France et l'Angleterre ne pourraient pas se joindre pour demander à Naples de façon à être certaines de ne pas essuyer un refus, la restitution du *Cagliari* et de son équipage, remettant la question de l'indemnité à l'arbitrage de qui l'on voudra, l'Autriche exceptée? Ce serait là le seul moyen d'en sortir d'une manière honorable. Sans cela nous finirions par être forcés d'en venir à des moyens extrêmes. Plutôt que de subir une humiliation, nous sommes bien décidés à faire la guerre. On nous dira — l'Europe

vous empêchera de la faire. — C'est possible, mais elle ne nous empêchera pas de la déclarer. Et le seul fait de cette déclaration suffira, croyez le bien, pour mettre l'Italie en feu.

La Note de la France est conçue dans les termes les plus amicaux. Remerciez de ma part Walewsky. J'attends pour lui répondre d'avoir digéré la Note anglaise qu'Hudson m'a lue hier au soir (1). La question est tellement grave et délicate que je crois devoir agir avec beaucoup de prudence et sans aucune précipitation.

Seebach (2) m'a aussi parlé du *Cagliari* sans toutefois me faire aucune offre ni demande indiscreète.

Il s'est borné à me dire que Walewsky désirait ardemment que la question eût une solution pacifique mais satisfaisante pour nous. Jusque là il ne s'est nullement compromis. Il a été très réservé et très discret...

Ce que La Marmora et moi avons dit sur La Martine et Bastide a fait plus de bruit que je ne m'y attendais.

Je vous ai envoyé copie de ma réponse à ce dernier.

Je vous laisse juge de la convenance de la faire paraître dans quelque journal. Si Bastide ne réplique pas, il vaut mieux ce me semble, laisser tomber cette inutile polémique.

La publication de la dépêche de Brignole sur ce qui s'est passé dans le Comité diplomatique de l'Assemblée constituante doit produire un certain effet (3). Il ne serait pas impossible que cela amenât notre ancien ambassadeur à écrire quelque chose. Ce serait fort amusant. Veuillez me tenir au courant de ce qui se dit à ce sujet. Je sais que notre polémique a été fort goûtée aux Tuileries.

(1) V. nel vol. II la Lettera DXXVIII (29 aprile 1858) al marchese E. d'Azeglio.

(2) Ministro plenipotenziario di S. M. il Re di Sassonia a Torino.

(3) Vol. II, pag. 548 e seg.; vol. IV, pag. 252.

Je ne vous parle pas de la loi qui sera, j'espère, votée aujourd'hui ou demain (1). Elle m'a donné une rude besogne. Croyez, etc.

MDXIV.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)

Firenze.

(Torino, 6 maggio 1858)

Caro amico,

Questo foglio vi sarà consegnato dall'abate Bogey precettore dei Reali Principi. Quantunque prete e Savoiaro, è bastantemente moderato. Non lo credo però nè liberale, nè fautore dei principii Leopoldiani. Somministrategli quella dose di liberalismo che il suo stomaco può sopportare (2).

Il buon esito della legge De-Foresta, pare aver migliorato la condizione del ministero nel paese e fuori. I partiti estremi da noi sono alquanto demoralizzati; la destra è stata poco soddisfatta della parte rappresentata dal suo capo, Revel. Se questi non giunge a rialzarsi nella discussione del prestito (3), è uomo finito. La sinistra è in iscompiglio. Valerio è disdetto da tutti. Depretis colle sue esitanze ha perduto molto della sua autorità. È probabile che una parte di quel partito si accosti definitivamente al ministero, se non ora, almeno nella prossima sessione.

L'Imperatore è stato soddisfattissimo di quanto si è fatto da noi; quindi si dimostra più che mai a noi favorevole. L'Austria ne è irritatissima, ne potete giudicare da' suoi giornali. La corda si tende molto da quel lato, cosa ne succederà? In verità non lo saprei vedere in modo chiaro,

(1) Vol. II, pag. 193.

(2) Vedasi nel vol. II la Lettera CCCCLXXV a M. Minghetti, segnata, per isbaglio, sotto la data del 1857.

(3) Vol. II, pag. 198 e seg.

parmi però che tosto o tardi la soluzione del problema dovrà essere affidata a quell'altro ministro a cui alludevo nell'ultimo mio discorso (1).

La vertenza del *Cagliari* prende una buona piega. Pare che l'Inghilterra voglia agire di buona fede per noi. Tuttavia non posso dirvi nulla di positivo, non conoscendo ancora che in modo vago, per mezzo di alcuni dispacci telegrafici, la risposta di Malmesbury all'ultima mia nota.

Ditemi se Spinola vi accomoderebbe per segretario di Legazione. È un buon giovine, assiduo al lavoro, sufficientemente liberale : essendo di 2^a classe, non ha diritto ad alcuna indennità.

Credetemi, ecc.

MDXV.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Torin, 7 mai 1858)

Mon cher Marquis,

Il y a huit jours que je rumine les instructions que je dois vous envoyer pour les prochaines conférences, sans pouvoir parvenir à les formuler.

Il me serait facile de vous dire ce que vous aurez à faire à l'égard de la navigation du Danube et aux travaux à faire à l'embouchure de ce fleuve. Mais sur la question des Principautés, je ne sais absolument pas quelle ligne de conduite vous tracer.

Vous connaissez l'opinion du gouvernement à cet égard. Il faudrait pouvoir donner une complète satisfaction aux vœux unanimes des Roumains. Mais du moment que la France abandonne le projet de l'Union avec un Prince

(1) Vol. II, pag. 193.

étranger quoi faire ? Devons-nous protester seuls ? Devons-nous nous borner à manifester des regrets, ou bien nous tenir tranquilles ? Une fois l'Union écartée, que décider relativement à l'organisation politique du pays ? La France n'a jamais répondu aux communications que je lui ai faites à cet égard ; que diable veut-elle proposer ou soutenir ?

Ne sachant que décider, j'ai pris le parti de vous expédier Nigra qui connaît à fond cette malheureuse question, afin que vous puissiez combiner ensemble vos propres instructions. Vous seul, vous pouvez apprécier la mesure des efforts qu'il vous sera possible de faire en faveur des pauvres Roumains ; vos instructions étant basées là dessus votre responsabilité et la mienne seront au couvert, quoi qu'il arrive.

L'affaire du *Cagliari* est entrée dans une nouvelle phase. Il paraît que ma dépêche du 1^{er} de ce mois, dont il vous a été envoyée une copie, a charmé Lord Malmesbury. Je m'attendais à ce qu'il en fût piqué. Elle a produit un tout autre effet, tant mieux.

Il m'a fait dire que maintenant nous étions tout à fait d'accord et que nous allions agir de concert. Il m'annonce qu'il va formuler son plan d'action. Si après ces belles protestations il allait nous mystifier ? J'ai l'œil ouvert et je tâcherai de ne pas me laisser entraîner dans un guet-apens.

La publication de la *Gazzette Piémontaise* en réponse à Lamartine a produit un excellent effet ici. Je suis curieux de connaître ce que Brignole en dit. Veuillez me renseigner à cet égard.

Je tiens Benzi (1) à votre disposition ; j'ai été on ne peut plus satisfait de la conduite qu'il a tenue pendant tout le tems de sa mission. J'espère qu'en France on lui rend justice.

Croyez-moi, etc.

(1) R. Commissario nei Principati danubiani.

MDXVI.

AL MARCHESE FILIPPO ALA-PONZONI

Genova.

(Torino, maggio 1858)

Preg. Sig. Marchese,

Tostochè ella potrà manifestarmi la ferma intenzione di rendersi proprietario della Casa d'Educazione delle *Pescchiere* e di affidarne la direzione al signor Mercantini (1), inviti il suo futuro direttore a presentarsi da me qualunque siasi giorno alle ore 7 mattutine e lo assicuri che, quando sia disposto a confermare ciò ch'ella mi scrisse, mi troverà propenso a favorire i suoi desiderii.

Desidero ch'ella mi dia presto l'aspettato avviso, giacchè l'assicuro che mi sta molto a cuore la preservazione di uno stabilimento, il quale, ben diretto, può tornare ad utilità e decoro del nostro paese.

Ho il bene di raffermarmi con distinti sensi, ecc.

MDXVII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 15 mai 1858)

Mon cher Marquis,

J'approuve entièrement ce que vous me mandez sur la conduite à tenir aux prochaines conférences, soit par rap-

(1) Emigrato bresciano, già chiaro allora pel poema *Tito Speri*. Compose nel 1860 il celebre *Inno di Garibaldi*.

port à la question des Principautés, soit par rapport aux questions du Danube. Quant à la question Italienne, il est essentiel qu'elle ne soit pas touchée; si on vous en parle, déclarez que vous êtes sans instructions et que vous n'êtes nullement disposé à en demander.

Je crois qu'en agissant ainsi nous entrons tout à fait dans les vues de l'Empereur.

À peine Nigra sera arrivé nous rédigerons les instructions officielles que je vous expédierai par Benzi, si vous jugez sa présence utile à Paris.

La réponse de Lord Malmesbury à ma note du 1^{er} est arrivée hier au soir. Hudson doit me la communiquer ce matin. Je vous enverrai aussitôt une copie. En attendant je vous remercie de ce que vous avez dit à l'Empereur: il est probable que par le moyen de la Russie il nous prêterait un appui plus efficace que le ministère Anglais.

.

La discussion sur l'emprunt a commencé hier. J'en espère un bon résultat.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

MDXVIII.

AL CAV. OTTAVIO LA MARMORA (Intendente generale)

Nizza.

(Stessa data)

Mon cher ami,

Je te remercie des lettres que tu m'as communiquées. Ne t'inquiète pas de la veuve Orsini, qu'elle s'en aille ou qu'elle reste, peu importe. Le ton et les sentiments du gouvernement français à notre égard ont entièrement changé. L'entente la plus cordiale a succédé à l'injuste défiance que les événements de Gênes avaient suscitée contre nous.

Nous avons auprès de l'Empereur un ami dévoué, le docteur Conneau. Le dit docteur doit appartenir à une famille niçarde. Je te prie de t'informer s'il a encore des parents à Nice, et de me renseigner sur leur compte.

Tranquillise les Mentonnais. Le Prince ne songe pas à opérer une contre-révolution. Quant à la croix X... elle avait été promise par Rattazzi et tu comprends que je ne puis manquer aux engagements pris par mon prédécesseur. Au reste je te remercie de m'avoir manifesté franchement ton opinion à ce sujet.

J'espère que tu es satisfait de tes rapports avec l'évêque. Adieu.

MDXIX.

AL SIG. E. DE PARIEU (Vice-Presidente del Consiglio di Stato in Francia)

Parigi.

(Turin, mai 1858)

Monsieur,

Le désir de vous procurer des données complètes sur les sociétés anonymes soumises à la taxe sur le revenu en Piémont, m'a fait retarder de quelques jours à répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 avril dernier.

J'espère que dans le tableau ci-joint vous trouverez les renseignements que vous me demandiez. Si vous en désirez d'ultérieurs veuillez me le faire savoir.

Je vous remercie de l'appui efficace que vous avez bien voulu prêter à mon recommandé Mr Mancardi (1), et je vous prie d'agréer l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

(1) V. nel vol. II, la Lettera DXXII (31 marzo 1858) al marchese S. di Villamarina.

MDXX.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 23 mai 1858)

Mon cher Marquis,

En examinant de près toute la conduite de l'Angleterre, on est amené à concevoir le soupçon qu'elle veuille nous gêner. En s'associant à nous pour demander un arbitrage (1) elle nous place dans une position excessivement difficile. Pour elle il ne s'agit que d'une question d'argent, pour nous il y a en jeu une question d'honneur et de dignité nationale. Je pense donc qu'il nous conviendrait assez qu'elle séparât sa question de la nôtre. Si nous entrions par là dans notre pleine liberté d'action, ce que nous aurions de mieux à faire ce serait de demander la médiation de la Russie. Naples l'accepterait probablement et la Russie nous proposerait probablement un arrangement convenable.

Veuillez interpeller à ce sujet l'Empereur de la manière la plus confidentielle. Je sais que le procédé nous brouillera avec le ministère anglais. Mais qu'importe ! Si, comme je le crains, l'alliance autrichienne est un fait accompli, nous n'avons plus rien à espérer de lui. Aussi nous avons décidé d'augmenter les fortifications de Gênes du côté de la mer.

.
Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

(1) V. nel vol. II la Lettera DXXXI (23 maggio 1858) al marchese E. d'Azeglio.

MDXXI.

A L L O S T E S S O.

(Turin, 27 mai 1858)

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec le plus vif intérêt le récit de votre première conférence. Si l'entente de l'Autriche avec l'Angleterre m'afflige, d'un autre côté j'ai constaté avec la plus vive satisfaction l'accord de la Russie avec la France. Si, fort de cet appui, l'Empereur persistait à soutenir la cause de l'Union ne l'abandonnez pas, et sans aller plus loin que Walewsky, donnez lui un appui énergique.

L'horizon s'obscurcit, l'orage approche, il faut se mettre en règle; c'est pourquoi je vous prie de vouloir bien m'écrire de tems en tems quelques dépêches officielles, afin qu'il reste au ministère la trace des événements auxquels la légation du Roi a participé (1).

Vous aurez vu que j'ai annoncé à la Chambre que nous avions l'intention de suspendre les travaux de l'Arsenal maritime tout en poussant avec activité la construction des fortifications destinées à mettre le golphe à l'abri des attaques de terre et de mer. L'Arsenal aurait exigé cinq ou six ans de travaux, avant d'être achevé. Or je ne crois pas que la guerre se fasse si longtems attendre. Les fortifications au contraire se construiront en un an. Ce qui nous importe, c'est d'avoir à la Spezia une station sûre pour nos vapeurs, et de mettre ce point stratégique de la plus haute importance, en état de résister à une flotte ou à une armée ennemie. Les mêmes considérations

(1) Era venuto in quei giorni in Torino il dott. Conneau, per invitare il conte di Cavour a far visita all'Imperatore, quando questi si sarebbe recato a Plombières. — Vedasi nel vol. II la Lettera DXXXIII (2 giugno 1858) al marchese S. di Villamarina.

et la possibilité d'une guerre maritime nous poussent à fortifier Gênes du côté de la mer.

J'ai accompagné le Roi à Acqui et à Voghera; partout il a été admirablement bien accueilli.

Agréez, etc.

MDXXII.

A L L O S T E S S O .

(Turin, 9 juin 1858)

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec un vif intérêt le récit que vous me faites de la troisième conférence. La position qu'ont prise la France et la Russie nous convient tout à fait, cela nous oblige à donner notre appui le plus décidé au projet du Comte Walewski, quoique, à vrai dire, il ne soit guère rationnel. Ce projet a quelque analogie avec celui que je vous ai chargé cet automne de communiquer au gouvernement français. La différence consiste en ce que je proposais de confier le pouvoir exécutif à un comité Moldo-Valaque, tandis que Walewski veut que ce comité soit investi du pouvoir législatif. Je crois que c'est une erreur immense.

Toutefois comme c'est un acheminement à l'Union, il faut l'accepter. Si on l'admet comme base de la discussion, tous nos efforts doivent tendre à élargir la sphère d'action du comité central, en tâchant d'en faire l'autorité suprême du pays.

Du reste tout en demeurant fermes et résolus quant aux principes, il nous convient d'user de grands ménagements envers l'Angleterre et de nous montrer très réservés (1).

(1) Vedasi la Lettera, sotto la stessa data, al marchese E. d'Azeglio nel vol. II (Lett. DXXXV).

Vous aurez vu que nous avons usé d'une grande modération avec Naples, adoptant des formes plus polies que le gouvernement Anglais. Ma dépêche à Gropello n'est partie qu'hier, elle arrivera à Naples trois jours après celle de Malmesbury. L'Angleterre rappelant Lyons en cas de refus de la médiation, je n'ai pas pu me dispenser d'en faire autant à l'égard de Gropello.

Je ne doute pas que l'Empereur, si non Walewski, rendra justice à la modération de notre conduite.

J'oubliais de vous dire que S^r Simon est venu avant-hier me consulter de la part de son gouvernement au sujet du projet que Walewski a soumis à la conférence à sa première réunion. Comme je ne me doutais pas d'après ce que vous m'aviez mandé sur l'accord qui paraissait s'être établi entre la France et l'Angleterre, que Walewski eût l'intention de le reproduire, je manifestais des doutes sur le résultat qu'on pourrait en attendre et je ne lui cachais pas qu'il présentait de graves inconvénients. Heureusement j'eus soin d'ajouter : Qu'en renonçant à l'Union sous un prince étranger on était réduit à choisir entre le mauvais et le pire. Si à Berlin on se fondait sur cette conversation pour nous engager à rejeter le projet Walewski, vous répondriez à Hatzfeld que nous ne nous dissimulons pas tous les inconvénients auxquels il peut donner lieu ; mais que comme on n'a rien proposé de mieux, que comme les puissances qui se combattent se bornent à vouloir le maintenir au *statu quo*, nous croyons que ce qu'il y a de mieux à faire c'est de le prendre pour base de la discussion. Vous aurez l'air de n'y pas attacher un grand prix si non comme moyen de préparer le terrain pour l'Union.

Agréez, etc.

MDXXIII.

ALL'ON. AVV. P. C. BOGGIO (*Deputato al Parlamento*)

(*Stessa data*)

Nel restituirle la lettera del suo corrispondente ginevrino, mi affretto ad assicurarlo che il governo del Re non ha mai sognato d'imporre alla Compagnia concessionaria sul territorio di Ginevra un tracciato anzichè un altro; e che, ove venisse consultato, darebbe certo la preferenza a quello di Chênes.

Paleocapa dimostrò la convenienza della linea per la valle dell'Arve in confronto a quella pel monte Sion. Cosa affatto estranea alla questione fra Chênes e Verrière.

Non citi le mie parole, ma si valga della mia opinione.

MDXXIV.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (*Ministro di Sardegna*)

Parigi.

(*Turin, 11 juin 1858*)

Mon cher Marquis,

Je suis assez satisfait de la tournure que prend la discussion dans les conférences. Vous avez très bien parlé à l'égard de l'adoption du projet Walewski, comme base de la discussion. Quant aux détails, tenez vous aux instructions, en vous éloignant le moins possible de la France.

Sur la question de l'hérédité de l'hospodorat déclarez carrément que si on consent à l'Union des deux principautés, vous voterez pour l'hérédité; mais que si on main-

tient deux princes vous croyez préférable l'élection à vie.

Je vous ai transmis le télégramme sur le *Cagliari* arrivé cette nuit. Je n'en sais pas d'avantage.

Croyez, etc.

MDXXV. .

AL CAV. AVV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 19 giugno 1858)

Non fui poco sorpreso quando il mio collega, il ministro della guerra mi annunciò che una rappresentazione straordinaria aveva avuto luogo al teatro Carlo Felice a beneficio delle famiglie dei condannati pei fatti del 29 giugno dell'anno scorso. I militari considerano con ragione questa rappresentazione come un insulto alla memoria del loro compagno (1) barbaramente trucidato dai condannati o loro complici, e quindi con ragione il comandante della divisione negava a quella rappresentanza il concorso delle bande militari e delle militari comparse. Non posso a meno di considerare quest'atto come una dimostrazione di opposizione, epperò avrei desiderato ch'ella non la tollerasse. Tuttavia, poichè le cose procedettero senza disordini ed inconvenienti, non gliene muovo rimprovero, mi limito a metterlo in avvertenza per l'avvenire onde ella provveda a che, sotto il manto dell'umanità, non si faccia mostra di sentimenti ostili, non solo al governo, ma altresì alle nostre istituzioni.

Questa lettera è d'indole interamente confidenziale, come dovrà essere la risposta ch'ella farà alla medesima.

(1) Il sergente Pastrone.

MDXXVI.

AL SIG. GIACINTO CORIO
Livorno (Vercellese).

(Stessa data)

III. Signore,

Lo lodo di avere fatto adacquare le biade ed i grani. Prima d'ogni cosa bisogna vivere. Cappa avendo accettato, potremo valersi di tutte le acque della Mascarpina, ciò che ci sarà di grande sussidio.

Gli annunzio la visita del commissario della Turchia, il signor Agatone, che studia il nostro sistema agrario del Piemonte. Lo prego di riceverlo colla solita sua cortesia.

Lo ringrazio di subire la carica del P^{re} della Congregazione di Carità. Mi creda dev.mo amico.

MDXXVII.

A L L O S T E S S O.

(Stessa data)

Preg. Sig.

La presente gli sarà consegnata dal sig. Agathon, commissario ottomano, che desidera visitare il tenimento di Leri. La prego a volerle fare buona accoglienza onde il nostro nome suoni favorevolmente a Costantinopoli ed in tutto l'Oriente.

MDXXVIII.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE
Ginevra.

(Turin, juin 1858)

Mon cher cousin,

Matteucci vous a dit vrai. Si je puis disposer d'une quinzaine de jours, j'en profiterai pour aller vous faire

une visite à Genève; ainsi qu'un petit tour en suite. Si ce projet que je caresse depuis longtems peut se réaliser, ce sera vers le 10 juillet.

Je suis heureux de penser qu'à cette époque vous serez à Pressinge.

Me trouvant dans cette hypothèse à si peu de distance de Chamounix, je compterais y aller faire une course. Je sèrais charmé de le faire avec vous, Eugène ou William.

Je suis très fatigué, mais je pense que quelques jours de repos me remettront, et que je serai dans le cas de discuter avec vous à Pressinge une foule de questions d'une solution peu facile.

Je vous envoie la lettre que vous m'avez demandée pour l'Intendant de Bonneville, quoique vous n'en eussiez nul besoin pour être reçu comme vous le méritez. Mr Bourgoin est un de nos plus habiles administrateurs; il rappellera le bon Zoppi que j'ai appelé au ministère pour lui confier l'importante division de l'administration provinciale.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments affectueux.

MDXXIX.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 1er juillet 1858)

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec intérêt la lettre que vous avez remise au Comte d'Agliè. J'ai regretté de n'y pas trouver la solution que j'attendais. Mais je comprends à cet égard la réserve qu'on doit garder et celle qui nous est imposée. Il est convenable que vous vous absteniez de toute démarche à

ce sujet tout en saisissant au vol les insinuations qu'on pourrait nous faire.

Le Sénat devant consacrer la semaine prochaine à la discussion du Budget, je ne pense partir de Turin que dimanche 10 de ce mois. J'irai directement à Genève, où probablement je m'arrêterai quelques jours. Si vous croyez utile de venir y causer avec moi des graves questions qui préoccupent à si juste titre l'Europe, je serai charmé de vous voir.

La Chambre des députés a fini ses travaux. La droite s'est à peu près dissipée; elle a fait preuve d'une telle incapacité qu'elle a perdu presque entièrement son prestige.

Le pays est tranquille; néanmoins des avis venus de divers côtés portent à croire que Mazzini ait l'intention d'en faire des siennes. Nous sommes sur nos gardes.

Croyez, etc.

MDXXX.

AL CAV. ANGELO CONTE (intendente generale)

Genova.

(Stessa data)

Le mando un secondo rapporto che ho ricevuto questa mattina da Genova. Senza dare a chi scrive fede intera, credo però che si abbia a tenere a calcolo le notizie che egli trasmette.

Ho approvato pienamente ch'ella non abbia fatto eseguire una visita domiciliare nel palazzo Gavotti. Dietro la descrizione topografica che Astengo me ne fece non dubito che sarebbe riuscita vana epperciò dannosa. Ritenga una volta per sempre che il ministero non intende dirigere l'esecuzione delle misure ch'ella deve eseguire. Gli basta di farle conoscere lo scopo da raggiungere; sulla scelta

dei mezzi ella deve rimanere libero e scevro di ceppi, onde gliene rimanga intera la responsabilità.

Mi si assicura che il D*** altro degli imputati nel processo del 29 giugno, assolto per difetto di prove, sia per far ritorno a Genova da Costantinopoli ove erasi rifuggito. È uomo altamente pericoloso, molto avanti nella fiducia di Mazzini. Sarà bene il tenerlo d'occhio.

Un gran numero di Genovesi sono venuti a perorare la causa del dottore F***. Ho resistito alle loro istanze, giacchè dagli atti della pratica parmi risultare, essere per lo meno uomo di singolare debolezza, pronto a cedere avanti la pressione degli avversarii del fisco.

Veda d'indurre Elena, Serra, Doria ed altri senatori genovesi a trovarsi mercoledì venturo al loro posto onde si possano votare i bilanci prima di chiudere la sessione.

MDXXXI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 4 luglio 1858)

Non sono lontano dal credere che i Mazziniani, onde mantenere gli animi agitati e gettare lo scredito sul governo, spargono ad arte voci di prossimi tumulti e movimenti popolari. Se ciò è, sino ad un certo punto essi hanno raggiunto il loro scopo, giacchè da molte lettere giunte qui da Genova, scritte in parte da gente seria, si può argomentare che vi regna una generale inquietudine. Non sono disposto a credere che si tenti nulla di serio; ma non mi pare del tutto impossibile che gli esaltati tentino ad usufruttare il malumore degli operai rimasti senza lavoro, e dei facchini che si vedono in procinto di perdere il monopolio da essi esercitato a danno del commercio.

Reputo quindi prudente consiglio il tenersi sempre preparato per agire col massimo vigore.

Sarà pur bene che il pubblico sappia che se il governo è deciso a non molestare i cittadini con soverchie misure di precauzione; se per antivenire disordini non intende ricorrere a mezzi eccezionali, è deciso a reprimere ogni tentativo di disordine con suprema energia. Faremo come in Inghilterra. Si va a rilento a far fuoco, ma quando si sparano i fucili, si tira a cintura d'uomo non in aria.

Santa Rosa va meglio. Debbo ancora però fare da ministro e da segretario generale.

MDXXXII.

A L L O S T E S S O .

(Stessa data, ore 5 pom.)

Io aveva il presentimento che i malevoli avrebbero cercato ad usufruttuare il malcontento dei facchini per cercare a creare imbarazzi al governo. Ciò è un motivo di più per agire con vigore e fermezza. Onde evitare d'irritare gli animi l'amministrazione delle strade ferrate continuerà a fare operare lo sbarco di alcuni carichi al ponte Spinola; ma sarà irremovibile nel proposito di escludere dal nuovo scalo chiunque non accetti i regolamenti che sarà per istabilire.

Il g.le La Marmora scriverà ai comandi delle truppe della marina onde lo secondino con prontezza e vigore. Spero però che le guardie ed i carabinieri e più ancora il deciso contegno delle autorità basteranno ad antivenire ogni disordine.

La prego ad informarmi col mezzo del telegrafo se alcuna cosa accadesse nella giornata di domani.

MDXXXIII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 5 luglio 1858)

Preg. Sig.

Santa Rosa essendo da più giorni ammalato mi tocca di fare da ministro e da segretario generale, ciò che non mi lascia campo a scrivere per cose mie. D'altronde quando la va male e che al male non posso recar rimedi, non amo scrivere per fare inutili lamenti.

La pioggia ha salvato il paese da danni gravissimi; ciò mi consola della poca tempesta che ci ha colpito. Senza dividere però la sua opinione sul rialzo dei grani, ritengo che i prezzi si manterranno entro limiti ragionevoli. Intanto avremo in compenso una piccola riduzione sul guano, il di cui prezzo venne stabilito a 325 invece di 350 la tonnellata.

La prego a darmi preciso ragguaglio sul prezzo dell'Ambocca (1), onde giudicare se l'effetto del drenaggio sia di già apprezzabile. Mi congratulo della scoperta fatta a Montarolo. Se avremo mezzi di fabbricare *pianelle* (2) od altri oggetti faremo una buona speculazione e renderemo servizio al paese. Lo esorto a curare quell'importante argomento.

Secondo le intelligenze gli manderò prima di sabbato L. 12,000, onde possa pagare la Banca. Tosco le noterà quali obblighi debba passarmi.

La prego a farmi sapere se ella crede aver bisogno di denari al mese di settembre; giacchè potrei somministrargliene sino alla concorrenza di L. 10,000.

Mi creda suo af.

(1) Regione nella tenuta del Torrone.

(2) Quadrelli.

MDXXXIV.

AL CAV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 6 luglio 1858)

Questa mattina il sindaco di Genova sig. Morro, reduce dal suo viaggio in Svizzera, ed il sig. marchese Marazzi, consigliere delegato, si presentarono al ministero per perorare la causa dei facchini, ed in ispecial modo di quelli del Ponte Spinola, minacciati di rimanere privi di lavoro a cagione dell'apertura del *Passo nuovo*. Il loro linguaggio fu conveniente, moderato e dirò anche ragionevole. Non si fecero i propugnatori degli antichi monopoli e privilegi; non chiesero che questi si estendessero al nuovo scalo, anzi dichiararono desiderare la loro compiuta abolizione. Le loro domande si restrinsero a chiedere che s'impiegassero al Passo nuovo gli antichi facchini a preferenza di gente nuova o a Genova estranea. Ravvisai fondate le loro dimande, e gli consigliai di rivolgersi al comm. Bona (1).

Avendo seguito questo consiglio, riportarono dal mio collega assicurazioni e promesse di cui parvero soddisfatti.

La questione del facchinaggio è certamente questione grave che merita di fissare l'attenzione del municipio e del governo. Attivando nel porto di Genova i mezzi meccanici per lo sbarco delle merci, si potrà fare certamente lo stesso lavoro colla metà meno di persone. Bisogna quindi prevedere che la metà od almeno il terzo dei facchini rimarranno senza lavoro. Questi dovranno cercare occupazione altrove che sui ponti. Se si potessero attivare grandi opere in Genova, la transizione si opererebbe senza

(1) Ministro dei lavori pubblici.

inconvenienti; ma disgraziatamente il municipio ha pochi mezzi per intraprendere opere nuove o spingere le antiche; e la speculazione privata è spenta per ora.

Se si fosse potuto attivare il progettato Dock, si sarebbe provveduto abbondante lavoro per molti anni. Disgraziatamente il poco favore che questa impresa incontrò in Genova, e le avverse condizioni finanziarie costrinsero speculatori e governo a rimandarla ad epoca più propizia.

Pensando alle imprese di miglioramento che si potrebbero attivare, parmi esservene una che riuscirebbe d'immensa utilità a Genova e che non richiederebbe ingenti sacrifici al municipio. Questa sarebbe l'apertura di una nuova via dalla piazza di caricamento al molo vecchio.

A questa potrebbero concorrere il municipio, la Camera di commercio, il demanio ed i frontisti. Darebbe questa una nuova vita alla parte più popolosa di Genova, ne migliorerebbe le condizioni igieniche, accrescerebbe il valore di una quantità di stabili, molti di essi di proprietà del demanio. Sarebbe per quella parte di Genova un largo compenso al danno che le recherebbe l'apertura del Passo nuovo. Se i Genovesi fossero gente d'iniziativa son persuaso che quest'opera potrebbe essere prontamente attivata. Ma tenuto anche a calcolo l'indole loro, è di tanta utilità, che parmi potersi riuscire ad iniziarla. Ne parli con Elena, e, se possibile, concerta con lui un piano da farsi accettare poi dal municipio e dalle finanze.

Son lieto di non avere oggi a parlare di cospirazioni e di torbidi ma di opere la cui esecuzione deve solleticare l'amor proprio di un amministratore quale è la S. V.

MDXXXV.

AL CAV. ALESSANDRO JOCTEAU (Ministre di Sardegna)

Berna.

(Turin, 7 juillet 1858)

Monsieur le Ministre,

J'ai lu avec le plus grand intérêt la lettre particulière que vous m'avez écrite le 3 courant. Les modifications qu'a subies la politique en Suisse et que vous me signalez d'une manière si remarquable, méritent de fixer l'attention des hommes d'État, surtout de ceux à qui les destinées du Piémont sont confiées.

La conduite de la France depuis 2 ans n'a été que trop telle à lui aliéner les esprits en Suisse. Il serait du plus grand intérêt pour nous d'arrêter le mouvement qui porte une partie du parti libéral dans ce pays à se rapprocher de l'Autriche. Je ferai tout ce qui dépend de moi pour obtenir ce résultat. Malheureusement le seul moyen efficace pour agir sur la politique de la France étant de s'adresser à l'Empereur, il est fort difficile de pouvoir l'employer. Toutefois, si les nuages qui obscurcissent l'horizon grossissaient, je n'hésiterais pas à représenter directement à ce Souverain le danger du système suivi dans ces derniers tems par ses représentants. Il n'est que trop vrai que l'Empereur est très mal servi par ceux qu'il charge d'être les interprètes de sa politique. Walewsky et la plupart des agents politiques de la France à l'étranger ne représentent que les petites passions qui fermentent dans les salons ou pour mieux dire dans les antichambres des Tuileries, et nullement les grandes idées que l'Empereur mûrit dans son esprit.

Ce qui se passe en Suisse s'est reproduit souvent chez nous. Certes si j'avais jugé la politique de la France par

le langage de ses représentants officiels, il y a longtems que l'alliance française serait brisée. Si elle subsiste encore, si au lieu de s'affaiblir elle s'est singulièrement fortifiée dans ces derniers tems, c'est que j'ai toujours su distinguer l'action des diplomates des véritables intentions de l'Empereur.

Il serait à désirer que les Suisses pussent en faire autant. C'est ce que vous devez vous attacher, en agissant toutefois avec une grande prudence, à persuader aux hommes influents à Berne.

Je n'entre pas ici dans de longs détails sur les questions politiques qui préoccupent l'Europe et l'Italie en particulier, car je compte faire bientôt une course en Suisse, qui me procurera, je l'espère, le plaisir de vous voir et de m'entretenir avec vous. Je m'empresserai de vous écrire de Genève pour vous indiquer le jour et le lieu où nous pourrons nous rencontrer.

J'ai vu avec plaisir le Comte Michaud, et vous pouvez être certain que je saisirai avec empressement la première occasion favorable pour faire honneur à votre recommandation.

Recevez, etc.

MDXXXVI.

AL. MARCH. CESARE ALFIERI (Presidente del Senato del Regno)

(Turin, 8 juillet 1858)

Mon cher ami,

Je t'envoie la lettre ci-jointe que je viens de recevoir de Joséphine. A mon grand regret je ne puis retarder mon départ ayant donné à Genève et ailleurs de rendez-vous à des personnages qui ne peuvent attendre.

Je ne puis alléguer ce motif mais je te le confie.

Si tu pouvais avant le Sénat passer au ministère pour y combiner ce que je dois répondre à Joséphine tu m'obligerais beaucoup. Ton dévoué.

MDXXXVII.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Chambéry, 13 juillet 1858)

Mon cher ami,

Je vous félicite sur le résultat des élections; il dépasse mes espérances. Quand même Birague serait élu (1) le succès ne serait pas moins éclatant. Le parti libéral devrait être satisfait, et reconnaître que ses chefs méritent sa confiance.

J'ai fait un heureux voyage. Grâce a la manière rapide avec laquelle j'ai été mené, j'ai eu le tems de visiter les travaux du tunnel en détail escorté de cinq à six ingénieurs et d'arriver à tems à St-Jean pour partir avec le même train que j'avais pris en partant de Turin.

Dites à Bona que j'ai été assez satisfait des travaux. Ils auraient pu être poussés avec une plus grande activité: mais les machines n'étant pas encore prêtes, je doute que cela nous eût beaucoup avancé. L'année prochaine lorsque tout sera en activité, Bardonnèche présentera le spectacle le plus curieux du monde; il vaudra la peine de faire une course exprès pour aller le voir.

On ne m'a pas trop mal accueilli ici. La garde nationale et le Syndic m'attendaient au débarcadère. Dans la rue personne ne m'a sifflé. Je ne prétends pas davantage.

(1) Vedasi nel vol. II la Lett. DXLV.

L'Intendant a été fort empressé. Je n'ai pas été mécontent de ce qu'il m'a dit. Certes il s'est un peu fourvoyé à gauche, mais peu à peu il reprendra la bonne direction. Il faut lui tenir compte des difficultés immenses qu'il a rencontrées. Ce qu'il y a de certain, c'est que le parti libéral a toute confiance en lui. Je n'ai pas encore traité l'affaire de Modane, je lui en parlerai ce matin.

J'ai vu Cotta, le grand Cotta. Je lui ai reproché d'être devenu le coryphée du parti clérical. Il jure ses grands Dieux qu'il n'en est rien, qu'il a voulu se captiver la bienveillance du clergé pour le dominer; qu'il est pour le gouvernement, etc., etc. Je lui ai déclaré qu'il avait perdu la confiance du ministère, mais qu'il pourrait la regagner si les faits correspondaient dorénavant à ses paroles. Je lui ai recommandé d'agir de bon accord avec le nouvel Avocat Général; il me l'a promis. Ce sera là la pierre de touche de sa sincérité.

Communiquez à Deforesta cette portion de ma lettre.

Il y a assez de monde à Aix, mais plus de malades que de gens de plaisir, ce qui fait que le séjour n'est pas très gai.

Adieu, mes amitiés à La Marmora et Salmour.

(P.S.) J'espère recevoir à Genève la nouvelle de l'élection de Castelli. Dites lui bien des choses. Votre affect. né

MDXXXVIII.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Pressinge.

(Genève, 14 juillet 1858)

Mon cher ami,

J'espère que vous me pardonneriez si j'ai cru devoir accepter un dîner que Mr Fontanel est venu m'offrir au

nom du Conseil de l'État pour demain. Ma position officielle m'oblige à ménager ces Messieurs. Vous pouvez maintenant compter sur moi d'une manière absolue pour aujourd'hui, vendredi et samedi.

Mille amitiés.

MDXXXIX.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (*Segretario generale dell'Interno*)

(Ginevra, 15 luglio 1858)

Caro amico,

Sono da due giorni a Ginevra in mezzo ai parenti, agli amici e però anche ai seccatori, giacchè qui la vicinanza del confine non consente che ad essi mi sottragga. Vidi a lungo Salino (1) che trovai ragionevolissimo; e ne rimasi soddisfatto. È più temperato di Magenta; alla lunga riuscirà meglio a conciliare l'animo dei moderati.

Dovendo lasciare Ginevra posdomani per trovarmi ad un appuntamento datomi a Basilea, ho dovuto con mio dispiacere rinunciare alla progettata corsa di Chamounix. L'ho rimandata a tempi di minore agitazione, la faremo assieme quando non saremo più nè ministro, nè segretario generale.

Con Salino ho deciso lo scioglimento del Consiglio comunale di S^t Julien e la nomina di Gerenzani ad amministratore.

.
Addio, vostro af.

(P. S.) Vi prego di far consegnare la qui unita lettera a casa del deputato Torelli.

(1) Intendente generale di Annecy.

MDXL.

ALL'AVV. MICHELANGELO CASTELLI (*Deputato al Parlamento*)

Torino.

(Ginevra, venerdì 16 luglio 1858)

Caro Castelli,

Il telegrafo mi ha annunziato ieri la sua elezione a Boves. Ne sono lietissimo, per lei, per me, pel Parlamento e pel paese. I Bovesi hanno riparata l'ingiustizia di cui quei di Racconigi si erano resi colpevoli. L'opera sua nella Camera sarà oltremodo giovevole al partito liberale. Ella gode la simpatia e la fiducia di tutte le frazioni di esso; ed ella può molto per impedire gli sforzi che alcune vanità ed ambizioncelle non soddisfatte fanno per disgregarla.

Godo ottima salute, quantunque sin'ora io non abbia goduto di molto riposo. In Savoia ed a Ginevra non potei e non posso spogliarmi del mio carattere ufficiale, che mi frutta onori bensì, ma molestie molte. Qui la simpatia pel Piemonte è universale. Conservatori e radicali concorrono nel far voti pel trionfo della causa che rappresentiamo. Dio faccia ch'essi siano presto esauditi.

Lascio domenica Ginevra per fare un giro in Svizzera. Spero incontrare il buon Cadorna, e poi il zelante Torelli col quale desidero di visitare il Luckmagno.

Ho ricevuto prima di partire una lettera di Daziani. Gliene faccio i miei ringraziamenti, assicurandolo che la sua raccomandazione a favore dei morti, non toglie autorità a quelle che fare mi potrà a favore dei vivi.

Mi creda, caro Castelli, suo devoto amico.

MDXLI.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Segretario generale dell'Interno)
Torino.

(Ginevra, 17 luglio 1858)

Caro amico,

Ad onta della nomina di Birago, mi congratulo con voi del risultato delle elezioni. Esse fortificano il ministero e fanno onore alla perspicacia vostra.

.
Parto domani da Ginevra per Basilea e Baden. Ho mandato a Salmour una specie d'itinerario onde sappia approssimativamente ove spedirmi le mie lettere.

Vi mando qui compiegato una nota relativa ad una famiglia d'origine savoiarda che desidera acquistare la sudditanza ginevrina, per cui gli è necessario l'assenso del nostro governo. Ciò che forma la difficoltà si è che i nominati *Jean* ed *Henri* non hanno adempiuto alle prescrizioni della leva militare. Mi farete cosa grata mandando categoriche risposte ai due formulati quesiti, al signor Alexandre Martin avocat à Genève.

Ho visto Bergoing ed Albenga (1). Entrambi mi paiono intelligenti ed attivi; il primo però più del secondo.

Salutate gli amici e credetemi vostro aff.

MDXLII.

AL BARONE ALESSANDRO MICHAUD (Console generale)
Ginevra.

(Strasbourg, 22 juillet 1858)

Monsieur le Baron,

J'ai reçu exactement les paquets que vous m'avez adressés ici le 19 et le 20 de ce mois. J'ai été charmé

(1) Intendente, il primo, del Fancigny, il secondo, del Chiabrese.

de retrouver après plusieurs jours des nouvelles de Turin (1).

Parmi les lettres que vous m'avez adressées de Genève il y en a deux que je crois devoir vous renvoyer. La première est d'une espèce de fou qui se dit évêque, et qui n'a rien moins que la prétention de convertir d'un seul coup protestants et catholiques.

La seconde est d'un malheureux déserteur français marié en Savoie. Je vous prie de me les renvoyer l'une et l'autre à Turin en me fournissant sur leurs auteurs des renseignements précis.

Je suis bien aise que les réfugiés italiens à Genève aient protesté contre la démonstration populaire dont j'ai été l'objet (2). Cela prouve qu'il n'y a rien de commun entre leur cause et celle que je tâche de faire triompher.

Je vous ai mandé par le télégraphe de m'adresser dorénavant mes lettres à Coire poste restante.

Je serai dans cette ville mardi prochain (3).

Recevez, etc.

MDXLIII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese)

(Stessa data)

Preg. Sig.

Ho ricevuto questa mane giungendo a Strasburgo, la lacrimevole sua epistola del 17 andante. Veramente dopo

(1) Veggansi nel vol. II, pag. 562 e seg., le Lettere scritte dal 14 al 22 luglio.

(2) Vol. II, pag. 220.

(3) 27.

tanti sacrifici, tanti sforzi, è doloroso il vedere quanto male siamo dalla madre terra compensati. Ma come già le dissi so per prova essere l'agricoltura l'arte delle disillusioni e dei disinganni. Vi sono avvezzo e non perdo quindi coraggio; anzi le contrarietà mi sono di stimolo a far meglio.

Duolmi del caso di *Selim* e della *Londra*. Il pericolo che si corre di dover sacrificare i cani i più fidi, fu causa ch'io non volli mai riporre in quelle bestie troppo viva affezione.

Il mio viaggio fu sin qui felicissimo. Fui a Plombière a fare una visita all'Imperatore e ne fui accolto con una gentilezza e cortesia senza pari. Ora faccio un piccolo giro nel Ducato di Baden e quindi me ne ritorno in Piemonte per la Svizzera. Credo che sarò ad Arona il 30 od il 31 del c^{mo}. Se ella non è ancora partita per Cormayeur la vedrò con piacere al mio passaggio.

Mi creda con affettuosi sensi, suo af.

MDXLIV.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Basilea, 25 luglio 1858)

Caro amico,

Eccomi di nuovo in Svizzera. Fra breve sarò a Torino per sollevarvi dal grave peso che con tanta energia sopportate. Vi esorto a prepararvi a partire tosto per le vostre vacanze; onde far le cure dei bagni mentre il tempo è bello ancora.

Ho visto a Baden molti diplomatici Prussiani . . .

.

Addio, vogliatemi bene e credete alla mia inalterabile amicizia.

MDXLV.

AL CAV. ALESSANDRO JOCTEAU (Ministro di Sardegna)

Berna.

(Stessa data)

Monsieur le Ministre,

Le chev. Rossi m'a remis la lettre qui porte la date d'hier. Mr Tosi partira ce matin pour Turin, en passant par le Saint Gothard, avec des dépêches pour le Roi (1). Ayant appris que Mr Michaud est de retour à Berne, j'ai donné ordre à Mr Tosi de rester à Turin jusqu'à ce que j'y fusse arrivé.

Je serai à Zurich aujourd'hui à 3 heures. Demain j'irai à Saint Gall et ferai une course sur le lac de Constance. Enfin mardi 27 j'arriverai à Coire, ainsi que je l'avais écrit au bon Torelli qui aura pris un 7 pour un 1.

(1) Vedasi nel vol. II la Lettera a S. M. il Re (Baden, 24 luglio). Lettera DXLVI. In proposito di questa Lettera, un anonimo così scriveva il 6 giugno 1883 alla *Rassegna* di Roma:

« Ho letto nella *Rassegna* di ieri la lettera che Cavour scriveva da Baden al La Marmora, tosto dopo il convegno di Plombières, per informare il Re dei risultati ottenuti. Cavour aveva scritto una lunga relazione, e, come egli ne informa il La Marmora, l'aveva spedita per mezzo di un addetto alla Legazione Sarda a Berna.

« Questo addetto era il cav. Tosi, morto or son pochi mesi, ministro a Belgrado, lasciando tanto desiderio di sé. Il Tosi nulla sapeva del contenuto del piego; solo gli era stato raccomandato di non consegnarlo ad altri che al Re in persona. Fedele alla consegna egli venne a Torino; saputo che Vittorio Emanuele era a Pollenzo vi si recò difilato senza neppure mutar abito, e mise nelle mani del Re il piego che Cavour gli aveva affidato.

« Accennando a questa circostanza della sua vita, il povero Tosi soleva dire agli amici di aver viaggiato con il cinquantanove in tasca, ed in fatti il piego che egli portava conteneva la fortuna d'Italia. »

Je m'arrêterais volontiers à S^t Gall, mais il faudrait que je susse à quel conseiller d'État je dois m'adresser. Si vous n'avez pas le tems de me le faire savoir par la poste, veuillez me le faire connaître au moyen du télégraphe à l'Hôtel Bauer à Zurich.

J'ai parlé à l'Empereur de la Suisse, mais je l'ai trouvé peu bien disposé à son égard. J'ai cru ne pas devoir insister. Je me réserve d'agir plus tard auprès de lui dans le sens de l'opinion que vous m'avez manifestée.

L'Empereur est très irrité contre l'Autriche. Je suis persuadé que si une occasion favorable se présentait, il n'hésiterait pas à lui déclarer la guerre : il m'a conseillé la prudence, mais en même tems il m'a bien recommandé de ne pas nous raccomoder avec nos voisins. À Bade j'ai vu le Prince de Prusse, Mr de Mauteuffel et un grand nombre de diplomates Prussiens. Je les ai trouvés très anti-autrichiens et très bienveillants pour nous (1). Je regrette qu'il n'y ait pas à Berne un ministre de Prusse, car il nous importe au plus haut degré de surveiller de près les mouvements de cette puissance en tâchant de captiver ses bonnes grâces.

La situation se complique et devient chaque jour plus grave. Une grande attention est nécessaire, car il faut tenir compte des moindres indices pour ne pas faire des fausses manœuvres qui nous fassent perdre le fruit de nos efforts depuis dix ans.

Recevez, etc.

(1) V. le Lettere DXLVII-DXLVIII (24-25 luglio), al generale La-Marmora.

AL MARCHESE GINO CAPPONI

Firenze.

(Ginevra, 25 luglio 1858)

. Cavour e il suo Re non si impegnano, anzi vanno in collera quando s'affaccia la necessità per il Piemonte di fare un passino addietro, d'abbandonare le intraprese del Moncenisio e della Spezia, che sono veramente enormi, avendo già 400 milioni di debito, nè essendo indifferente un tentativo che costerà 100 milioni, e che si doveva lasciar fare alla Francia, di forare il Cenisio. Ma Cavour, ripeto, crede alla guerra e nella Lombardia e nel Veneto, ove si dice che l'irritazione non è mai stata così grande.

La guerra, se si farà, non la faremo noi, e se andrà male per la Francia, cosa difficile, ma non impossibile, la Francia resterà quella che è, ma il Piemonte perderà Statuto e bandiera. Concludo però molto volentieri che questo timore e tutto quello che ho scritto, essendo e non potendo essere che bestialità, le cose andranno come spera Cavour.....

C. MATTEUCCI.

MDXLVI.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Coire, 23 juillet 1858)

Mon cher ami,

Je vous remercie de votre bonne lettre du 25. Grâce à elle, je suis au courant de tout ce qui s'est passé pendant mon absence.

Je suis arrivé hier ici par une pluie battante. Elle continue ce matin; je ne renonce pas toutefois à mon projet de traverser le Luckmanier demain. Si le tems ne me con-

trarie pas trop, je serai vendredi soir à Turin. En tout cas j'y arriverai samedi matin. Je vous télégraphierai dès que je serai de l'autre côté des Alpes. Vous m'obligeriez en envoyant au chef de station d'Arona la collection des Gazettes Piémontaises. Cela m'amusera de Novare à Turin.

Adieu, mille amitiés.

MDXLVII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Stesso data)

Mon cher Marquis,

Je vous écris d'une auberge de Coire où une pluie qui tombe depuis 24 heures et a endommagé les passages de la montagne, me retient prisonnier. C'est ici que Mr Minetti m'a rattrapé avec votre expédition du 25 de ce mois.

Je m'abstiens de toute réflexion sur le résultat de vos conférences. Je n'y attache aucun prix, car c'est une besogne qui n'aura aucune valeur. Le régime que l'Europe impose à ces malheureuses contrées qu'elle a eu l'air de prendre sous sa protection n'est pas viable. Je ne pense pas que l'on parvienne à l'organiser : en tout cas il ne durera pas 5 ans. Aussi notre rôle est-il de décliner toute espèce de responsabilité à l'égard de ce qui se fait.

Trop faibles pour empêcher le sacrifice des pauvres Roumains, trop prudents pour créer des embarras à nos alliés, nous devons du moins ne laisser ignorer à personne que nous désapprouvons pleinement tout ce que la Conférence a fait et fera.

Je l'ai déclaré très franchement à l'Empereur en ne lui cachant pas que j'avais été fort étonné que la France

voulût prendre la responsabilité d'une œuvre qui était en opposition avec les principes dont elle s'était faite la promotrice.

Après Plombières j'ai été à Baden où j'ai vu des Princes et des diplomates Russes et Prussiens en grand nombre. J'ai trouvé les Russes toujours aussi hostiles et encore plus irrités contre l'Autriche. Quant aux Prussiens, il s'opère au milieu d'eux un grand revirement politique. Manteuffel, les anciens libéraux de 48 et 49, le parti de la Croix luttent à l'envi pour conserver ou saisir le pouvoir; mais ce qu'il y a de consolant c'est que les uns comme les autres tâchent d'obtenir le succès en caressant les idées anti-autrichiennes du Prince de Prusse (1). Tous laissent percevoir des velléités d'agrandissement en Allemagne, et tous se montrent plus ou moins favorables à nos vues en Italie.

Je serai samedi (2) à Turin où j'espère bientôt recevoir de vos nouvelles. Croyez, etc.

MDXLVIII.

A S U A M A E S T À I L R E

Pollenzo.

(Torino, 5 agosto 1858)

Il corriere di questa mane porta il qui unito dispaccio in cifra del Conte Barral, ministro di V. M. a Francoforte. Esso è interessante perchè dimostra quali siano i sentimenti dei Prussiani rispetto l'Austria.

Jeri vidi S^t Simon; dal complesso del suo discorso potei dedurre che il Principe Prussiano, stato accolto da V. M.,

(1) Il presente Imperatore di Germania.

(2) 31 luglio.

avrebbe molto desiderate di ricevere l'Ordine dell'Annunziata. Senza entrare in alcuna discussione, mi contentai di fargli osservare che, uno dei fratelli del Re non essendo insignito di detto Ordine, non sarebbe stato molto conveniente il conferirlo ad un cugino. V. M. vedrà se sia o non il caso di soddisfare il desiderio del suo ospite.

Ho l'onore di raffermarmi con ossequiosa devozione.

MDXLIX.

AL CAV. A. CONTE (Intendente generale di Genova)

Centallo.

(Torino, 7 agosto 1858)

Preg. Sig.

Mi duole disturbare gli ozii suoi campestri, ma ho urgente bisogno di conferire con la S. V., epperò la invito a recarsi a Torino lunedì o martedì della ventura settimana.

Dopo una conferenza di mezz'ora od al più 3¼ d'ora, lo lascerò libero di tornarsene a Centallo.

MDL.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 8 agosto 1858)

Preg. Sig.

Sono lieto che i bagni di San Didier abbiano giovato assai alla sua salute. Spero ch'ella saprà conservarla intatta affaticandosi meno. Faccia lavorare i figli, che me-

ritano tutta la sua fiducia e veda di non abusare delle forze che gli rimangono.

Nel fatto viaggio, ho avuto la soddisfazione di vedere ogni dove le apparenze di un abbondantissimo raccolto di meliga e di *marsaschi* (1). Se non accadono catastrofi, quest'anno ogni traccia di carestia deve cessare. Le notizie dell'estero sono del pari favorevoli; onde havvi, se non certezza, grande probabilità che i prezzi abbiano a scemare d'assai.

Questa prospettiva mi allieta, e come ministro, e come uomo che ama i suoi simili; ma come agricoltore mi spaventa un poco.

Prendendo per base i conti degli ultimi anni, risulta evidentemente che, tornando le granaglie a prezzi normali, noi avremmo a sopportare una perdita notevole. Infatti nell'anno scorso, le spese a carico della nostra Società si elevarono alla inaudita somma di 182,588 38 lire!! Somma che sarà superata quest'anno, poichè nella sola categoria *spese giornaliere* havvi già al giorno d'oggi un aumento di 5000 lire circa. Dai primi anni della locazione, le spese andarono sempre crescendo, mentre il prodotto nostro principale, quello del riso, rimase assolutamente stazionario. Non ci venne pur fatto di raggiungere la cifra ottenuta nel 1851, eppure le annate scorse sono riputate le migliori dal complesso dei nostri agricoltori.

Da questi dati risulta, che ove il riso si vendesse 5 lire l'emina, avremmo a sopportare una perdita notevole.

Parmi quindi necessario di modificare un poco il nostro sistema: se non mutando rotazione, almeno col diminuire le spese. È evidente che le spese fatte intorno al riso, non danno un corrispondente prodotto. Quindi converrà diminuirle, come pure molte altre.

(1) Così si chiamano complessivamente, nel Vercellese, i prodotti in grano, biada, segala, fagioli, ceci, fave, ecc.

Porterò a Leri tutti i conti ed esamineremo assieme il da farsi; per evitare lo sconcio e dirò pure il ridicolo di vedere tutti i nostri sforzi, tutte le nostre fatiche, tutti i fatti sacrifici, a farci perdere dei denari.

L'anno venturo daremo il bando ai mastri da muro, ciò che diminuirà certo le spese. Spanderemo meno guano, e ricondurremo le spese in limiti razionali. Intanto riputerei opportuno di vendere al più presto il fondo meliga e del grano, giacchè prevedo un forte ribasso.

La settimana ventura la prego spedire due carri a Santena con biada, per potere far trasportare i mobili destinati a Leri.

Mio fratello non è ancora ristabilito. La filosofia non è buona per la salute.

Mi creda con sincera affezione, dev. amico.

P. S. Gli rimando l'interessantissima lettera dei sigg. Bizot e Gauthier (1). Continui ad occuparsi del *drenaggio* del quale sono più tenero che mai. Dovremo la nostra salute futura a quest'importantissimo miglioramento.

MDLI.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Aix-les-bains.

(Turin, 9 août 1858)

Mon cher ami,

J'ai reçu avec le plus grand plaisir les deux premières lettres que vous m'avez écrites d'Aix. La troisième m'a causé une peine véritable. Je trouve très blâmable Ma-

(1) Vol. V, pag. 431.

genta de n'être pas allé vous voir; mais je crois que l'on cherche à vous monter contre lui. Vous reconnaissez vous-même que les partis en Savoie sont d'une violence incroyable, et qu'ils détestent leurs adversaires politiques comme des ennemis acharnés.

On vous a fait des faux rapports sur Magenta; il est trop habile et si vous voulez trop courtisan pour se permettre de tenir des propos sur votre compte. Vous ne pouvez prêter foi à un qui espionne un Intendant dans son cabinet.

Je vais écrire à Magenta pour lui laver la tête, mais en même tems je vous supplie de ne pas laisser voir que vous êtes en colère contre lui. J'ai toujours pratiqué en politique le pardon des injures; faites en autant. Vous vous en trouverez bien comme moi.

Songez dans quelle position embarrassante nous mettrait une scène avec Magenta qui avec tous ses défauts a cependant le mérite de résister au parti réactionnaire qui nous combat à outrance.

J'enverrai à Castellamonte la lettre du curé G***. Je vous préviens, ce que vous deviez savoir d'ailleurs, que l'ancien curé de C*** était un véritable mauvais drôle.

Je crois que vous avez eu une bonne idée à l'égard de Massari (1). Rien de nouveau ici. La chaleur est supportable et les affaires ne m'accablent nullement.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments affectueux.

(P.S.) L'Int. Rey me répond que les Sassaritains veulent un Sarde. Buon prò li faccia.

(1) Allora compilatore della *Gazzetta Piemontese*.

MDLII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno Vercellese.

(Torino, 10 agosto 1858)

Preg. Sig.

Ho ricevuto la sua lettera del 9 andante, che racchiude pensieri che interamente divido.

Le scrivo in fretta per pregarla di sospendere sino alla ventura settimana l'invio a Santena dei carri; giacchè, stante una ricaduta della povera Teresina, Martino non potrebbe allontanarsi da Torino, sia per andare soprain-tendere il caricamento dei mobili a Santena, sia il loro scaricamento a Leri.

Mio fratello è meglio. Mi creda suo af.

MDLIII.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 13 agosto 1858)

Preg. Signore,

Riscontro con piacere la sua del 12 andante. Sono lungi dal credere essere disperato il caso nostro. Tutt'altro. Penso solo essere necessario di ridurre certe spese che sono soverchie, stante che il prodotto del riso non aumenta in ragione esatta dei miglioramenti dei fondi. Forse anche gli agenti, spinti da lodevole emulazione, cercano solo ad accrescere i prodotti senza badare ai sacrifici da farsi.

Con un'economia severa, potremo sfidare i tempi di prezzi ridotti, ai quali è ragionevole prepararsi.

Se Leri fosse esclusivamente mio, non mi preoccuperei molto del reddito netto. Ma dovendo rendere ragione del mio operato al mio fratello, sarei dolentissimo di dovergli presentare sfavorevoli risultamenti.

Accossato ha comprato il grano di semente, assicura essere cosa squisita. Costa caro, ma non importa; è sacrificio che ci frutterà il cento per cento.

Potrà spedire a Santena i carri la settimana ventura; Martino potrà abbandonare Teresina, la di cui salute volge al meglio da tre giorni.

I calori sono insopportabili per chi deve lavorare tutto il giorno. Me ne consolo col pensiero al bene che essi fanno al riso.

Mi creda con affettuosi sensi devotissimo servo.

(P. S.) Parmi essere questa l'epoca in cui si comprano le bestie giovani per rifornire le stalle.

MDLIV.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)

Firenze.

(Torino, 15 agosto 1858)

Carissimo amico,

Le cure di due ministeri privi di segretari generali mi impedirono di mandare ad effetto il più volte formato progetto di scrivervi.

Ne fui trattenuto altresì dalla mole delle cose che avrei a scrivervi. Ora che mi annunziate il prossimo vostro arrivo in Piemonte, prendo la penna per manifestarvi il piacere che avrò a vedervi e a comunicarvi a viva voce quanto non ho avuto campo a scrivervi. Mi restringo solo a dichiararvi essere del tutto prive di fondamento le voci sparse

dal *Corriere Mercantile* intorno alle nostre relazioni con Modena. Non si diresse nota a quel governo, non si trattò con esso affare di qualche momento, del quale non siavi stata fatta immediata comunicazione. Ciò non ostante, avrò molte cose da dirvi intorno a questo Ducato; onde è bene che la vostra visita a Modena susseguia invece di precedere le vostre vacanze.

Mia nipote è stata molto riconoscente della visita che le faceste. Penso che ve la restituirà a Firenze.

Si è fatto più chiasso che di dovere relativamente ai tentativi mazziniani della Spezia. L'Intendente di colà, buon uomo al postutto, vede molto grosso.

Addio, a rivederci.

MDLV.

AL CONTE D. DELLA MINERVA (incaricato d'affari)

Roma.

(Torino, 16 agosto 1858)

Preg^{mo} Sig. Conte,

Le sue osservazioni intorno alla transazione di cui era cenno nella lettera particolare che gli fu scritta dal Conte di Salmour sono molto savie.

.

Il vescovo d'Asti, avendo scritto al Re essere suo intendimento il far ritorno nella sua diocesi, S. M. mi ha ordinato di tosto far conoscere alla S. V. Ill. le sue intenzioni per mezzo del telegrafo.

Io mi lusingo che, portate queste a cognizione del vescovo, esso avrà rinunciato allo strano suo proposito. In ogni modo, Monsignore può essere certo che sarà respinto ai confini, e quando giungesse a superarli, delu-

dendo la vigilanza della polizia, sarà ai medesimi tosto ricondotto.

Onde, per por fine a questo stato di cose che si aggrava ogni giorno, mi propongo di mandarle fra breve una nuova proposta da presentare a Roma, appoggiata da documenti i quali dimostrano non potersi per ora provvedere alla sede d'Asti senza riunire alla medesima, almeno in via provvisoria, l'amministrazione ed i redditi di un'altra diocesi.

.
Ho il bene di dichiararmi con distinti sensi, ecc.

MDLVI.

AL SIGNOR GIORGIO BRIANO
Torino.

(Torino, 18 agosto 1858)

Duole al sottoscritto di dover dichiarare al sig. Giorgio Briano che, a cagione delle opinioni da esso professate da nove anni, non potrebbe promuovere la sua nomina ad un impiego governativo, e che, per quanto vi abbia pensato sopra, non gli venne fatto di trovare un impiego non governativo che al sig. Giorgio Briano possa riuscire conveniente.

MDLVII.

AL CAV. P. MAGENTA (Intendente generale)
Chambéry.

(Turin, 23 août 1858)

Monsieur,

J'approuve tout à fait l'idée de confier à Mr Buloz la direction du *Progrès*, et je suis très disposé à faire ce qui

dépend de moi pour la réaliser. Il est toutefois nécessaire de s'assurer que Mr Buloz n'entende pas en faire une arme d'opposition contre le gouvernement impérial. Il faut qu'il s'explique à ce sujet d'une manière claire et précise.

Ce point admis, non seulement je suis prêt à lui concéder les annonces, mais je serais heureux de saisir cette occasion pour faire tomber la *Gazette de Savoie* qui nous crée des embarras, sans nous être d'aucune utilité. Seulement je voudrais ne pas ruiner X. Le double but pourrait être atteint si Mr Buloz achetait l'imprimerie de X., et lui assignait un emploi secondaire dans son journal. La partie matérielle pourrait lui être confiée, car, si la *Gazette de Savoie* pêche sous le rapport intellectuel, elle est assez bien sous celui matériel.

Envoyez à Mr Buloz les renseignements qu'il réclame. Toutefois faites lui observer que, pour bien juger le pays, il faut être sur les lieux, et que par conséquent il ne saurait être atteint, s'il n'a pas en Savoie et en Piémont des hommes dans lesquels il ait toute confiance.

C'est seulement par ce moyen qu'il pourra connaître le *pourquoi* de bien des choses qui paraissent l'étonner.

J'écirai dans quelques jours à Mr Buloz: annoncez-lui en attendant la visite de Mr de Sainte-Rose.

Je vous renvoie la lettre de Mr Buloz.

MDLVIII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 24 agosto 1858)

Caro Sig. Corio,

Ricevo la grata sua lettera del 23 and.^{to} Mi consolano le buone notizie in essa contenute. Spero del raccolto e

sono fiducioso nell'avvenire. Massime vedendo la riuscita del *drenaggio*.

Sarei d'opinione di sperimentare tanto a Leri quanto a Montarucco la polvere d'ossa in confronto col guano e possibilmente col letame. Dividerei in ciaschedun tenimento un campo in tre parti, delle quali una sarebbe concimata col letame, l'altra col guano e la terza colle ossa.

Rispetto al molino le comunicherò una mia idea, che ha bisogno però d'essere maturata. — Mi riservo di parlargliene a voce.

Mio fratello è meglio al fisico, ma ancora moralmente ammalato.

Mi consola il pensare che si avvicina l'epoca in cui potrò andare riposare a Leri la stanca mia testa, stata molto travagliata in questi ultimi tempi.

Manderò Martino quanto prima. Faccia intanto prendere i mobili a seconda delle prese intelligenze.

Mi creda suo af.

MDLIX.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Min. di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 25 août 1858)

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre bonne lettre du 23 ainsi que celle que l'Empereur a eu la bonté de m'écrire pour me remercier des notes que je lui ai transmises et dont il paraît avoir été content.

Je vous félicite d'avoir terminé les conférences où tous sans exception avons joué un triste rôle. En faisant ce pays nous avons semé la révolution. Pour mon compte je

m'en console car nous n'avons guère à nous louer du *statu quo*.

Soyez certain que je ne vous compromettrai pas en publiant vos rapports. Vous avez eu trop raison pour que vos collègues puissent vous savoir gré des remarques si justes qu'ils contiennent.

Je dois envoyer Nigra à Paris pour arranger une affaire fort délicate dont il vous parlera

Malgré l'insinuation de Walewski je ne crois pas qu'il nous convienne de prendre l'initiative de la publication des protocoles. Je me suis toujours bien trouvé d'être fort sobre de publications diplomatiques.

Croyez, etc.

MDLX.

AL CAV. P. O. VIGLIANI (Avvocato gen. Corte d'appello)

Genova.

(Torino, 29 agosto 1858)

L'Intendente m'annunzia la morte dell'*Italia e Popolo*. Questo evento fortunato di massima importanza pel nostro paese, è dovuto intieramente alla instancabile sua energia, epperò mi corre il debito di congratularmene seco lei ed esprimerle la sincera mia riconoscenza pel servizio eminente ch'ella ha reso non tanto al governo quanto alla causa della vera libertà e della indipendenza italiana. La triste celebrità che quel frenetico foglio aveva acquistato in Europa, nuoceva grandemente alla nostra buona fama. Si dava ad esso all'estero una importanza ch'egli era lungi dall'averne, e quindi diminuiva la fede in noi, nei governi e nella parte liberale. Se come ministro dell'interno sono soddisfatto dell'enunciato evento, come ministro dell'estero me ne compiaccio grandemente. ENA

ha reso meno difficile l'ardua missione di far accettare la liberale nostra politica a quei fra i nostri alleati che non hanno per la libertà grande tenerezza. Riceva quindi i miei particolari ringraziamenti.

Io mi lusingo che la politica forte e prudente ad un tempo, della quale ella è uno dei più distinti interpreti, raggiungerà il prefissoci scopo di distruggere nel paese e principalmente in Genova il nido che il Mazzinianismo vi aveva formato. Molti indizii raccolti da fonte sicura mi fanno certo dello scemamento delle forze di quel partito; ond'io nutro fiducia che fra breve se Mazzini conterà ancora fra noi scarsi seguaci, non sarà più a capo d'un vero partito.

Ciò nullameno, io non credo essere giunto il tempo di mostrarsi a suo riguardo men fermi e men decisi. So che un qualunque sintomo di debolezza rianimerebbe le quasi spente sue forze. Ond'è ch'io non vorrei che la S. V. interpretasse in siffatto senso la disposizione del Consiglio dei ministri relativamente ai condannati politici. Il Consiglio non ha inteso nè intende di estendere ad essi la grazia sovrana. Vuole che la sentenza pronunciata dagli integerrimi magistrati della Corte genovese rimanga intatta. Solo ho creduto di applicarla in modo da non urtare certi sentimenti che sono oramai universali. Se si fosse incatenato Savi (1) e gli si fosse fatto indossare la giubba rossa, si sarebbe eccitato in suo favore una simpatia utile a lui ed al suo partito, dannoso al governo. Il Savi nel bagno di S. Bartolomeo sarebbe stato assai meglio trattato che in un ergastolo del continente, e sarebbe stato assai più compianto. Rinchiuso nella cittadella d'Ivrea, non si penserà più a lui, che si pensa al suo compagno di carcere, che potrà quando che sia diventare

(1) Direttore dell'*Italia e Popolo*.

il suo direttore spirituale, il famoso Don Grignasco. Manderò gli altri condannati a Saluzzo od a Fossano; ove subiranno una pena meno drammatica, ma più efficace.

Ho il bene, ecc.

MDLXI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Aix-les-Bains.

(Turin, 30 août 1858)

Mon cher ami,

Je ne vous ai pas écrit car vraiment le tems me manque pour mener de front toutes les affaires que j'ai sur les bras.

Cela ne veut pas dire que je ne pense souvent à vous et que je ne mette le plus vif intérêt à recevoir de vos nouvelles. J'approuve très fort que vous alliez faire une course à Paris pourvu que vous ne vous fatigiez pas trop.

À Paris vous n'avez qu'à tenir le langage que nous tenons à Turin en répétant sur tous les tons que nous ne sommes pas révolutionnaires, mais que nous saisirons toutes les occasions pour faire triompher le principe des nationalités. Si ces occasions seront prochaines ou éloignées c'est ce que nous ne pouvons ni ne devons dire.

Je crois que si Buloz prenait la direction du *Progrès* ce serait une bonne chose, cependant il ne faut pas trop le prier car c'est un homme d'une vanité inouïe.

Zoppi a reçu vos projets de circulaires. Il les a fait copier et me les a remis. Je les examinerai demain et je donnerai ensuite à Zoppi mes instructions.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments affectueux.

MDLXII.

AL BARONE G. THOLOSANO (Intendente)

Spezia.

(Torino, 31 agosto 1858)

In riscontro al suo foglio del 27 andante le noterò che da notizie sicure raccolte in questi ultimi giorni, mi consta non essersi Mazzini mosso da Londra. Pare però che in questi ultimi tempi esso aveva divisato di organizzare un moto nell'Italia settentrionale, facendo al solito Genova e Livorno base delle sue operazioni, ma che dovette rinunciare a questo progetto stante il poco concorso ottenuto. Ora Mazzini avrebbe rivolto le sue mire sul regno di Napoli, riunendo a tal uopo le sue forze in Malta ove non trova ostacoli per parte del governo inglese.

La cessazione dell'*Italia e Popolo* è conseguenza di questa evoluzione rivoluzionaria. Ciò nullameno è opportuno il continuare a tener occhio vigile sulle mene mazziniane, ma sono meno necessarie le misure che la prossimità del pericolo poteva consigliare fin qui.

MDLXIII.

AL CAV. MAGENTA (Intendente generale)

Chambéry.

(Turin, 3. settembre 1858).

Mr Nigra, chef du cabinet du ministère des affaires étrangères, s'étant rendu ces jours à Paris, je l'ai chargé d'interpeller Mr Buloz, avec qui il est en relation depuis longtemps, sur les conditions auxquelles il entreprendrait de fonder en Savoie un journal politique.

Les explications qu'il rapportera me feront connaître s'il est convenable de donner suite à ce projet. Je crains que Mr Buloz n'exige un concours que le gouvernement ne serait pas dans le cas de lui donner.

Je vous renvoie la lettre de Mr Buloz, que vous m'avez communiquée, me réservant de vous donner des instructions définitives au retour de Mr Nigra.

J'ai vu avec regret que Mr Dupraz s'était fâché par suite d'un mauvais article inséré dans les *Matinées* d'Aix. Si Mr Dupraz avait l'habitude des luttes politiques il saurait que le meilleur moyen de faire taire la médisance et la calomnie est de leur opposer un silence méprisant.

MDLXIV.

A S. E. IL CAV. EDOARDO CASTELLI (Primo presidente Corte di appello)

Cagliari.

(Stessa data)

Eccellenza,

Il consigliere Serra mi consegnò ieri il compitissimo foglio dall'E. V. direttomi, in un colla Memoria sulle riforme giudiziarie ch'ella volle comunicarmi prima di darla alle stampe.

Quantunque essa versi sopra argomenti a' miei studi affatto estranei, io la leggerò con massimo interesse e le farò conoscere quel qualunque siasi giudizio che un esame coscienzioso e diligente m'avrà fatto concepire.

Non le recherà spero meraviglia, se non potrò rispondere alla sua interpellanza, se non fra qualche settimana.

L'assenza da Torino dei segretari generali dell'estero e dell'interno è causa che ad onta di un non interrotto lavoro di oltre 14 ore al giorno, posso reggere a mala pena al disbrigo degli affari correnti.

Mi valgo di questa opportunità per richiedere V. E. di un servizio, comunque estraneo alle attribuzioni dell'alto impiego ch'ella copre. Trattasi d'argomento delicatissimo che alla sua prudenza affido.

Mentre la condizione della divisione amministrativa di Cagliari e Sassari va da qualche anno migliorando, pare che quella della divisione di *** peggiori. In essa i delitti crescono e si fanno più atroci, le ire di parte inferociscono, nessun progresso si compie, pare in una parola che invece di progredire nella via della civiltà s'indietreggi verso la barbarie. Molte cause possono indicarsi ad un tale deplorabile stato di cose, a cui è difficile se non impossibile portare rimedio

La prego a volermi far conoscere pura ed intiera la verità. Nessuno meglio di lei è al fatto degli uomini e delle cose in Sardegna, onde le sarà facile d'illuminarmi su di un argomento ch'io non esito a dire di suprema importanza.

Ringraziandola anticipatamente del servizio ch'ella rende a me ed al paese, mi riaffermo, ecc.

MDLXV.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Turin, 7 7bre 1858)

Mon cher ami,

Je prends la liberté de vous envoyer ci-joint une lettre pour le bon Cadorna, avec prière de la lui faire remettre chez Bossi.

Je vous serai reconnaissant des gentilleses que vous voudrez bien lui faire. C'est un excellent homme, honnête, consciencieux et au fond très raisonnable.

Croyez à mon sincère dévouement.

MDLXVI.

AL COMM. CARLO CADORNA (Senatore del Regno)

Ginevra.

(Stessa data)

Preg^{mo} Sig. ed amico,

Mi sarei fatta grata premura di annunziarle direttamente la sua nomina a Senatore (1). Ma credendo che a seconda di quanto mi disse a Zurigo, ella dovesse lasciare Albisbruna sul finire di agosto, non sapeva ove rivolgerle la mia lettera. Da altro lato non ho creduto opportuno di procrastinare troppo la sua nomina, onde avesse luogo ad epoca più vicina dell'ultima che non della nuova sessione. Io mi rallegro di cuore della riacquistata sua salute, benchè ciò non abbia valso a rimuoverla dal proposito di abbandonare la Camera dei deputati, ove tanto ella fece a pro della causa della sana libertà. Non dubito che in Senato ella potrà ancora rendersi molto giovevole ad essa. Chi sa se un giorno o l'altro il Senato non abbia ad esercitare un'influenza immensa sulle sorti della nostra patria, ed in quel caso sarà gran fortuna che fra i suoi membri si annoveri un dei veterani della causa nazionale e liberale.

Le dirigo questa lettera a Ginevra, incaricando mio cu-

(1) R. D. 29 agosto 1858.

gino A. De La Rive (vecchio dottrinario ad uso Inglese) di fargliela ricapitare.

Mi creda suo af. amico.

(P. S.) Non le parlo dell'elezione di Pallanza, perchè non intendo convocare ancora il collegio, essendo insorto il dubbio se ciò possa farsi prima che il Senato abbia deliberato intorno alla sua ammissibilità in esso.

MDLXVII.

AL MARCH. S. DI VILLAMARINA (Min. di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Le voyage de Varallo me place dans un sérieux embarras

Je verrai le Roi demain, et je vous manderai ce qu'il décidera. En attendant j'ai donné des ordres sur toute la frontière pour que la Comtesse de S.t Gratien (1) soit traitée avec les plus grands égards.

Je vous remercie des conseils que vous me donnez. Ils sont tout à fait conformes à mes désirs: si je ne les suis pas ce sera à cause d'obstacles insurmontables.

Mazzini vient de fonder un journal à Londres. Veuillez vous y abonner, il servira à constater toujours davantage sa haine contre le Piémont.

Je ne vous entretiens pas de politique, attendu que dans quelques jours je pourrai en causer à mon aise avec vous.

Croyez mon cher Marquis, etc.

(1) S. A. I. la Principessa Matilde.

MDLXVIII.

AL SIG. CARLO ROGINA (Ministro dell'Interno)

Bruxelles.

(Turin, 9 septembre 1858)

Monsieur le Ministre,

Je profite du départ pour Bruxelles de Mr le baron Jacquemoud pour vous exprimer combien j'ai été sensible aux expressions aimables et flatteuses que contenait la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à l'occasion de la décoration que le Roi a voulu vous conférer.

Cette décoration, permettez moi de vous le dire, n'est qu'une faible preuve du cas tout particulier, que le Roi et son gouvernement font de vos mérites distingués et des services éminents que vous avez rendus non seulement à votre pays, mais à la cause de la liberté et de l'émancipation des peuples.

Soldat de 1830, vous avez puissamment contribué à reconquérir pour la Belgique sa nationalité, ce suprême bienfait qui n'est encore pour l'Italie qu'une douloureuse aspiration. Ministre constitutionnel, vous avez victorieusement démontré qu'on peut être libéral et réformateur sans être ni révolutionnaire ni anarchiste, qu'on pouvait combattre les exigences du clergé, sans blesser le sentiment religieux; qu'en un mot la liberté est le meilleur préservatif de l'ordre; que l'indépendance du pouvoir civil n'est point nuisible aux véritables intérêts de la religion. Ce sont là, Monsieur, des titres à la reconnaissance non seulement des Belges, mais de toutes les nations qui luttent pour reconquérir leur nationalité, élever sur des bases solides l'édifice de leurs libertés, et s'affranchir du joug du clergé. Voilà pourquoi le Roi a été heureux de saisir

l'occasion du nouveau traité entre nos deux pays, pour vous conférer le grand Cordon qui orne la poitrine de ses ministres les plus dévoués.

Je ne finirai pas cette lettre sans ajouter deux mots de recommandation pour le baron Jacquemoud qui doit nous représenter au Congrès de Bruxelles. Magistrat consommé, économiste distingué, j'espère qu'il y apportera un concours de quelque utilité.

Veuillez agréer, etc.

MDLXIX.

AL CAV. ANGELO CONTE (*Intendente generale*)

Genova.

(*Stessa data*)

La morte del sig. Moia (1) lasciando vacante la deputazione di Cicagna, converrà pensare a scegliere un candidato che torni gradito ai pochi, ma assai capricciosi elettori di quel montuoso collegio. Prego quindi la S. V. a rivolgere le sue cure a questo scopo. Oltre la scelta del candidato converrà pure esaminare qual sia l'epoca la più opportuna per la riunione del collegio.

MDLXX.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 11 7bre 1858)

Non saprei in verità suggerirle un candidato pel collegio di Cicagna. Il partito costituzionale moderato non

(1) Avvenuta l'8 settembre.

vi è molto forte: chi si presentasse agli elettori con la bandiera ministeriale in mano non riuscirebbe certo. Bisogna trovare uno che, in apparenza dell'Opposizione, sia in sostanza moderato. Ve ne sono parecchi a Genova che io non saprei ora additarle. L'Int. Defferrari che va a Genova in congedo avendo beni da quelle parti, potrà forse darle utili indicazioni. L'ho invitato a recarsi da lei a questo scopo.

Credo che il deputato Castagnola ha pure relazioni in quel collegio. Se ciò fosse si potrebbe prendere con lui segreti concerti. Defferrari è nel caso di farlo.

Mi vien detto che la Società degli Operai intenda fondare un giornale prettamente socialista sotto la direzione di un certo sig. E. Rossi, maestro privato, non destituito d'istruzione ma in collera col genere umano.

MDLXXI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Segretario gen. dell'Interno)

Aix-les-Bains.

(Turin, septembre 1858)

Mon cher ami,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre lettre du 8. J'attends avec impatience les communications verbales que vous m'annoncez pour votre retour. Pendant votre absence une affaire grave qui intéresse la Savoie a été soulevée. C'est celle du concours des communes dans les dépenses des fabriques. L'Intendant prétend que les communes ont le droit et le devoir d'exiger la communication des budjets et des comptes des fabriques. Les Évêques soutiennent que cette communication ne doit avoir lieu que lorsqu'il s'agit de dépenses extraordinaires et non obligatoires en vertu du concordat de 1828.

Magenta agit en conformité d'une décision émanée en 1830 par le ministère de l'intérieur. Mais il a peut être été un peu trop loin dans l'application du principe sanctionné à Turin. J'ai transmis l'affaire au Conseil d'État; mais s'il y avait moyen d'en venir à un arrangement, cela vaudrait mieux.

Il est difficile, je dirai même presque impossible de contester que les sommes portées dans les budgets communaux à titre de subsides aux fabriques ne doivent pas être rangées parmi les dépenses obligatoires. Je n'admets pas qu'un concordat ne soit pas modifiable; mais ce qui est certain c'est qu'il ne peut l'être que par une loi. Or la loi communale de 1848 loin de modifier la disposition du concordat relative aux fabriques la confirme. D'autre part les Évêques ne sauraient prétendre que les communes n'aient pas le droit de connaître comment sont employés les fonds qu'elles versent dans les caisses des fabriques. Ce ne peut être un contrôle direct. — Soit. — Mais quand ce ne serait qu'un contrôle indirect il paraît prescrit par l'article 3 de la loi communale. Sur ces bases il me paraît non seulement possible, mais facile de s'arranger, pour peu qu'on y mette de bonne volonté des deux côtés.

La lettre de Magenta aux Evêques est parfaite quant à la forme. Celle que les Évêques m'ont adressée était passablement raide. J'ai répondu à l'Archevêque de Chambéry qui se plaignait à moi de ses mauvais rapports avec l'Intendant: que les rapports s'amélioreraient lorsque les grands vicaires et les chanoines cesseraient de le déchirer de leurs dents vénéneuses dans la presse et dans les salons.

J'ai fait la part de l'autorité offensée: vous pourriez jouer celle de la conciliation.

La division de *** ne va plus du tout. Il faut changer tous les hauts employés.

Vous pouvez retarder votre départ de Aix de deux ou trois jours. Devant attendre l'arrivée de Villamarina à

Turin et passer quelque tems avec lui, je ne m'éloignerai pas d'ici avant l'autre semaine.

Le pauvre Dupraz a voulu faire de la polémique. Il n'a pas été heureux dans cet essai *journalistique*.

Mille amitiés.

MDLXXII.

ALLA CONTESSA MARIA HOLLAND

Londra (Holland' House).

(Turin, septembre 1856)

Ma chère Lady Holland,

Comptant sur la bonne amitié dont vous m'avez donné tant de preuves (1), je viens réclamer votre appui et vos bontés en faveur de mon neveu Aynard de Cavour, attaché à la légation de Sardaigne à Londres. Ce neveu, que j'aime et considère comme un fils, n'étant pas habitué à la vie anglaise, se trouve un peu dépaycé au milieu du tourbillon immense où il a été jeté. Vous lui rendriez un service immense et m'obligeriez infiniment en lui permettant de fréquenter les salons de Holland' House où il trouvera réuni l'esprit des parisiens avec la solidité des anglais.

Je ne vous parle pas politique: car je ne pourrais que vous adresser des doléances et des lamentations (2). Le rapprochement envers l'Autriche opéré par Lord Palmerston

(1) Cavour parla de lui Holland in una sua Lettera al marchese d'Azeglio in data di Parigi 2 marzo 1856: « J'ai prévenu vos conseils. Je soigne les Hollands autant que je peux. Je vais déjeuner en petit comité avec eux, et je tâche d'être aimable avec tout le monde, même avec le chien de Milady. Jugez de mon succès: je suis déjà parvenu à lui faire mettre ses grosses pattes sur mon habit tout neuf. »

(2) Vedasi nel volume II la Lettera DLXV (al conte L. Corti, incaricato d'affari a Londra).

et Lord Clarendon a détruit bien des espérances et frappé de stérilité une politique que je croyais devoir amener de grands et heureux résultats pour mon pays. L'Angleterre en se rendant indirectement solidaire du gouvernement Autrichien en Italie, rend presque impossible la réalisation des projets que j'avais conçus lors de la guerre d'Orient et du congrès de Paris. Ne pouvant plus compter sur l'appui du parti libéral chez vous, nous sommes réduits à peu près à nos propres forces tout à fait insuffisantes pour nous faire atteindre le but que nous nous étions proposés. Patience. — Mais je m'aperçois que malgré la résolution de ne pas aborder la politique, je vous ennuie de mes doléances et de mes lamentations. Ne m'en voulez pas chère Lady Holland, et croyez bien que si le changement de vos hommes d'état m'afflige je n'en suis que plus reconnaissant et plus attaché aux personnes qui comme vous conservent à ma malheureuse patrie un sincère attachement.

Veuillez me rappeler au souvenir de Mylord et agréer l'hommage de mon affectueux dévouement.

MDLXXIII.

A S. A. I. LA PRINCIPESSA MATILDE

Varallo.

(Leri, 14 septembre 1858)

Madame,

On nous a tellement dit qu'en venant en Piémont V. A. I. entendait garder le plus strict *incognito*, que nous avons cru devoir nous abstenir de toute démarche qui eût soulevé le voile dont Elle voulait être entourée. C'est ce qui a empêché le Roi d'envoyer complimenter V. A. à son entrée dans ses États. C'est ce qui a fait que son gouvernement s'est borné à donner des ordres afin de

tâcher de rendre son séjour dans notre pays aussi facile et aussi agréable que possible.

Je suis heureux, Madame, que nos instructions aient été fidèlement exécutées et que nous ayons pu contribuer à faire trouver le Piémont de votre goût (1), et je me féliciterai grandement si l'accueil que vous avez reçu parmi nous, vous engage à y revenir, comme vous voulez bien me le faire espérer, en vous arrangeant de façon à nous permettre de vous approcher.

J'aurais bien voulu pouvoir être cette fois l'interprète direct des sentiments du Roi pour V. A. I., mais je n'ai pas osé par une visite importune troubler le repos de la charmante solitude où V. A. s'est cachée. Mais si V. A. s'arrêtait, ne fût-ce que 24 heures, dans une de nos villes, ce qu'on m'a dit ne pas être impossible, j'espère qu'Elle ne trouverait pas mauvais que j'allasse en personne lui présenter l'hommage respectueux des sentiments dévoués avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Madame, de V. A. I. etc.

MDLXXIV.

AL CAV. A. CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Leri, 15 settembre 1858)

Faccio plauso al suo progetto di gita alla Spezia, non fosse altro che per calmare gli esagerati timori dell'Intendenza, dell'ufficiale dei Carabinieri, e del delegato di Sarzana che paiono fare a gara a chi le beve più grosse. Gli inutili apparecchi ci fanno ridicoli, e le soverchie misure di rigore ci rendono odiosi e nuocciono a quei ulteriori progetti che di viva voce le ho confidati (2).

(1) V. nel vol. II la Lett. DLXVI (14 settembre 1858), al generale La Marmora.

(2) Accordi di Plombières. Vedasi la Lettera MDXLIX (7 agosto).

Lo lascio fare per Cicagna, dubitando assai che l'opera mia possa giovare. Se vi sono elettori o persone influenti, sulle quali io potessi avere qualche credito mi adoprerei alacramente.

Ho letto il programma del nuovo giornale da stabilirsi dai democratici.

.
(P. S.) Confermo la mia piena approvazione, per la proposta di Ala-Ponzoni a candidato per Cicagna. Ritengo che sarà meglio il non dargli troppo aperto appoggio.

MDLXXV.

AL MARCHESE CESARE ALFIERI (Presidente del Senato del Regno)
Torino.

(Turin, 16 septembre 1858)

Mon cher ami,

Le chev. Bona trop galant pour croire à l'*inamovibilité* des *locomotives* lorsqu'il s'agit de dames, me prie de te prévenir que l'express qui partira de Gênes demain après 5 h. du soir s'arrêtera à S. Damiano pour y déposer notre chère Joséphine.

Milles amitiés de ton aff. dévoué.

MDLXXVI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Segretario generale dell'Interno)
Torino.

(Lodi, 7^{mo} 1858)

Caro amico,

Ho ricevuto ieri sera portafogli e dispacci. Poichè la P^{ma} Matilde non si è fermata, sono lieto di non essermi trovato a Torino. Una seccatura di meno.

Vi rimando la lettera di X. Vidi costui la mattina stessa ch'io partii per Leri. Tosto prevenni Y essere uno scroccone, che nulla o pochissimò sapeva dei segreti Mazziniani. Ora bisogna pagarlo e mandarlo al diavolo....

Vi rimando le lettere di Conte. Parmi esso abbia retta-
mente giudicato la condizione della provincia della Spezia.

Sarà bene di riscontrare Cameroni (1) con lettera gen-
tile e ingemmata di complimenti.

Non bisogna fare per ora alcun atto che possa essere
interpretato come di biasimo pel vescovo di Nizza (2).

Ho dato ieri a pranzo agli Intendenti ed ai Sindaci di
Vercelli e di Casale.

Vi saluto. Vostro afmo

MDLXXVII.

AL SIGNOR ALESSANDRO BIXIO

Parigi.

(Leri, 21 7bre 1858)

Mon cher ami,

Je n'ai reçu qu'hier la lettre que vous m'avez adressée
le 17 de ce mois. Je m'empresse de répondre aux deman-
des que vous me faites, en vous remerciant en même
tems de vous occuper d'une affaire qui nous tient exces-
sivement à cœur.

Le gouvernement est très désireux de concéder la ligne
de Gênes à la frontière de Modène aux conditions faites
par la loi du 24 mars 1857.

Le gouvernement est disposé à traiter s'il ne s'agit que
de modifications telles que :

(1) Presidente del Comitato dell'emigrazione Lombarda in Piemonte.

(2) Vedasi più innanzi la Lettera MDLXXXVIII (18 ottobre 1858).

Concours de l'État pour le passage dans Gênes ;
Usage du pont de l'État sur la Magre ;
Cession des terrains communaux ou domaniaux ;
Entrée en franchise de matériel fixe et roulant ;
Intervention amiable du ministère dans la fixation
du prix d'achat des études de la Compagnie Génoise.

Mais s'il s'agit d'assurer le concours des communes intéressées à l'exécution du chemin pour un revenu brut kilométrique de 5000 frs., il doit réserver son opinion et la subordonner :

- 1° Au consentement des communes ;
- 2° À la justification de leur part des moyens de faire face aux engagements qu'elles contracteraient.

Sauf Gênes, Camogli, Sestri, et deux ou trois autres localités, les communes de la rivière sont pauvres et je ne sais si elles sont dans le cas de payer la garantie qu'on leur demanderait.

C'est une question à étudier et qui exige plusieurs démarches préliminaires.

Agréez, etc.

MDLXXVIII.

AL CONTE ROGGERO DI SALMOIR (Segretario generale Esteri)

Parigi.

(Leri, 26 septembre 1858)

Mon cher ami,

J'ai bien pensé à la résolution que tu as prise de revenir occuper ton poste au ministère. Je trouve qu'elle est pour le moins prématurée.

Durando n'est pas encore en état de retourner à Constantinople et il est douteux qu'il puisse acquérir dans

le mois d'octobre ce qu'il lui faut de forces pour une mission aussi pénible.

Il te convient par conséquent d'attendre un mois encore avant de prendre un parti. On a tellement dit que les médecins de Plombières t'avaient ordonné quelques mois de repos, la comtesse de Salmour l'a tellement répété, qu'il serait bon que tu ne reprennes ton service qu'après un tems suffisant pour achever ta cure. Je puis t'accorder six mois de congé d'après les réglemens *sensu perdita di stipendio*. Si ce tems passé tu es guéri et tu reprends ton service, ou bien le poste de Berlin devient vacant et tu vas l'occuper.

Cela ne t'empêche pas de revenir à Turin, où tu pourras sans te fatiguer m'aider immensément. Tu comprends combien il m'en coûte de me priver momentanément de ton concours si amical, si dévoué, mais il me semble que je te devais comme ami le conseil que je viens de te donner.

J'espère t'embrasser à la fin de la semaine prochaine. Adieu, ton dévoué.

(P. S.) N'ayant pas ton adresse avec moi, j'envoie cette lettre à Nigra.

MDLXXIX.

AL CAV. COSTANTINO NIGRA (Cape di gabinetto)

Parigi.

(Stessa data)

Caro Nigra,

Salmour mi scrisse che intendeva partire il 28 da Parigi per ritornare al ministero. Questa notizia mi ha sbalordito. Ci ho pensato tre giorni sopra ed ho finito per rimanere convinto che questa risoluzione sarebbe fatale a Salmour. Ella sa come il nostro buon amico abbia detto

e scritto a cento persone ch'egli non sarebbe più tornato al ministero; che il riposo gli era necessario e statogli ordinato dai medici, che la sua cūra doveva protrarsi sei mesi. Se dopo tutto ciò riassumesse le sue funzioni, si esporrebbe ad essere criticato e burlato. Invece può aspettare tranquillamente la decisione di Durando. Se questi non ritorna a Costantinopoli, tutto si dispone come era stato concertato.

Se Durando va a Costantinopoli non vi rimarrà a lungo, ed io accordo sei mesi di congedo a Salmour ch'egli va a passare a Nizza. Santa Rosa ebbe un anno di congedo e ciò non gli nocque. Faccia altrettanto Salmour e se ne troverà bene. Lo persuada di seguire questo consiglio che mi è dettato dal vero interesse che gli porto. Suo af.

MDLXXX.

AL PROF. AUGUSTO DE LA RIVE

Ginevra.

(Leri, 28 septembre 1858)

Mon cher cousin,

Je viens d'envoyer par le moyen de l'Intendant d'Anecy le livre de Struve (1) à Michaud, en le chargeant de vous le remettre. J'espère que vous obtiendrez mon pardon de Mr Haldiman (2), pour l'avoir si longtems gardé. Vous lui direz pour mon excuse que j'ai voulu le lire

(1) Voleva scrivere BUCKLE, l'autore, divenuto poi tanto celebre, dell'opera: *History of civilization in England*, di cui era stato pubblicato a Londra nel 1857 il 1° volume (850 pagine).

(2) Antico membro del Parlamento inglese, zio della signora W. de La Rive.

d'un bout à l'autre : entreprise qui n'est pas si facile lorsqu'on a deux porte-feuilles sur les bras.

Malgré son manque d'ordre, sa longueur, son manque de clarté, ce livre mérite d'être lu, car il marque à mon avis une évolution dans l'esprit anglais qui aura nécessairement des conséquences très remarquables. Si je n'étais pas ministre je tâcherais de faire un article sur ce livre que j'enverrais à la *Bibliothèque universelle* (1).

Avez vous remarqué le tour atroce que Palmerston a voulu nous jouer ? Il a essayé de faire de la popularité à nos dépends et d'exploiter l'affaire de Villefranche, comme ses amis cet hiver avaient cherché à tirer parti de la fameuse dépêche de Lord Ellesborough. Ce vieillard ambitieux est prêt à tout sacrifier pour regagner le pouvoir. Quant à moi j'aimerais mieux aller tirer de la tombe le cadavre de Lord Castlereagh pour l'implanter de nouveau à Downing Street, que de voir de nouveau les destinées de l'Angleterre et du monde dans les mains d'un homme d'État qui n'a rien de sacré (2).

.
Mes amitiés à Eugène et à William. Votre dévoué.

(1) Lettera di A. DE TOCQUEVILLE, in data 21 maggio 1858, al signor G. de Beaumont: « Avez vous lu la *Revue d'Édimbourg* du 1er avril ? Elle contient plusieurs articles instructifs et amusants, entre autres l'analyse d'un livre qui vient de paraître et qui a élevé tout à coup son auteur, jusque là inconnu, à l'état de lion de première taille. Ce magnifique animal se nomme M. Buckle. Son livre est une introduction de huit cents pages, à une histoire de l'humanité (rien que cela,) qu'il fera successivement paraître. L'esprit dans lequel cet ouvrage est écrit me semble surtout mériter l'attention. Il est illibéral et passionnément antichrétien ». — Vedasi in proposito il notevole articolo di RÉMUSAT nella *Revue des deux mondes* del 1° novem. 1858.

(2) Vedasi la nota n. 2 a pag. 601 del vol. II.

MDLXXXI.

AL BARONE FELICE DE ROUSSY (Segretario di Legazione)

Parigi.

(Leri, 30 settembre 1858)

Monsieur le Baron,

L'article de l'*Unione* qui a fixé l'attention de Mr de Billing (1) a passé inaperçu à Turin; pour ma part j'en ignorais complètement l'existence. Si Mr de Billing le désire, je suis prêt à faire démentir la sotte histoire qu'il contient, mais je crois que ce serait faire à l'*Unione*, et surtout à son correspondant de Paris, beaucoup trop d'honneur et lui donner une importance qu'il ne mérite à aucun égard (2).

À propos de ce correspondant (3) je crois devoir vous prier de rappeler au ministre des affaires étrangères que dès cet hiver je l'ai signalé au Prince La Tour d'Auvergne et à Mr De Villamarina comme un des réfugiés les plus hostiles au gouvernement français et comme un de ceux qui combattent avec le plus d'acharnement l'alliance de la Sardaigne avec la France. J'ajoutais alors que dans

(1) Capo di gabinetto del ministero degli affari esteri.

(2) L'*Unione* di Torino aveva pubblicato il 24 settembre una lettera da Parigi, in data del 21, così concepita: « Il governo di qui ha la curiosa abitudine di aprire le lettere ed anche i dispacci diplomatici. L'altro dì avvenne un ridicolo accidente al proposito. Nel richiudere le lettere, il dispaccio di Sassonia fu messo nel plico del Piemonte, e quello del Piemonte nel plico Sassone. Il marchese di Villamarina se ne lamentò e soggiunse con molto spirito: — « Che vogliate leggere la nostra corrispondenza non c'è gran male: noi siamo amici. Ma vi è molto male che vogliate far sapere i fatti nostri ad altri. » — Ricevette le scuse e la cosa è finita lì. »

(3) Petruccelli della Gattina.

l'intérêt des deux pays il serait peut-être bon de l'éloigner de Paris. Cette mesure maintenant n'est plus nécessaire ni même opportune, les nuages que l'attentat du 14 janvier avait soulevés s'étant dissipés; mais il est bon de faire remarquer que souvent les articles publiés par les journaux de Turin hostiles à la France nous viennent d'individus qui reçoivent l'hospitalité dans ce pays.

La Princesse Mathilde a traversé Turin sans s'arrêter. J'ai été averti trop tard de son passage pour pouvoir aller lui présenter mes hommages à la gare du chemin de fer.

Recevez, Mr le Baron, etc.

MDLXXXII.

AL CAV. A. CONTE (*Intendente generale*)

Genova.

(*Stessa data*)

Ho ricevuto qui la sua lettera particolare sulla elezione di Cicagna; fra i vari candidati di cui mi parla, il migliore è Mangini, il peggiore X. Non già ch'io creda costui uomo molto pericoloso, ma perchè la sua nomina sarebbe sinistramente interpretata.

Sono stato molto soddisfatto della sua relazione sul suo viaggio alla Spezia. Non dubito che d'ora in poi, si procederà in quella provincia con non minore fermezza, ma molto maggiore accorgimento.

Ho l'intenzione di fare nel venturo ottobre una corsa a Genova per visitare i pubblici stabilimenti. Credo quindi ch'ella possa soprassedere per ora di fare una corsa a Torino.

MDLXXXIII.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Leri, 1^o ottobre 1858)

Caro amico,

.
Ho esortato Pepoli a farsi esiliare.

Astengo dimenticò di mandarvi l'*Economist*, riparerà l'errore quest'oggi. Datelo a Castelli pregandolo di tradurre l'articolo che vi ho indicato (1).

Duolmi che le molte visite che ricevete v'impediscono di occuparvi del progetto comunale e provinciale. Io sono impegnato a presentarlo. Se non potessi adempiere all'impegno dovrei necessariamente abbandonare il ministero dell'interno. — Permettetemi di dirvi che vi lasciate troppo seccare dagl'importuni. Dovreste imparare a costringerli ad abbreviare le loro visite. Lasciandoli esporre i loro affari, e non rispondendo loro che poche parole.

Addio. Vostro af.

MDLXXXIV.

A L L O S T E S S O .

(Leri, 2 ottobre 1858)

Caro amico,

Vi rimando:

La lettera di Nigra;

La Nota;

La copia della lettera a Buloz.

(1) Lettera DLXXI (29 settembre 1858).

Rispetto alla *Nota* credo che se si commettono *imprudenze* o *tradimenti* ciò succeda a Genova — e quindi non essere del tutto destituiti di fondamento i sospetti di Conte.

Rispetto a Buloz fo plauso alla vostra risposta, essa stabilisce le cose in modo chiaro e preciso.

MDLXXXV.

A L L O S T E S S O .

(Leri, 3 ottobre 1858)

Caro Amico,

Vi rimando:

La lettera pel vescovo Renaldi;

La lettera di Brignone;

„ di Muffone;

„ di Conte.

Vi mando pure una lettera insolentissima di un Milanese. Comunicatela ad Oldofredi pregandolo ad informarsi chi sia lo scrittore e quali fini possa avere:

Una lettera del parroco di Brugnate, al quale non so cosa rispondere;

La lettera di Ragazzoni con gli annessi documenti.

A questo proposito vi prego di far scrivere dal gabinetto a Lanza indicandogli essere state suggerite misure di rigore in odio di X per essere ritenuto come un agente Mazziniano pericolosissimo.

Ho scritto a Conte di non venire a Torino, ma di aspettare ch'io mi rechi a Genova, come è mia intenzione di fare.

Sto aspettando una commissione del Congresso Agrario di Vercelli che viene darmi un esame.

Addio, non andate in collera contro di me. Siate convinto che nessuno vi stima e vi ama più di me: e che se talvolta vi do qualche consiglio non è come ministro ma come amico.

MDLXXXVI.

AL CAV. L. C. FARINI (Deputato al Parlamento)

Saluggia.

(Torino, ottobre 1858)

Caro amico,

Vi ritorno la memoria di Ridolfi senza osservazioni (1).

S'io fossi più modesto, avrei dovuto per verecondia moderare le esagerate lodi di cui mi è largo. Ma dieci anni di vita pubblica mi hanno reso capace di trangugiare le lodi le più superlative, come di sopportare i biasimi i più ingiusti; quindi mi lascio lodare con poca cristiana rassegnazione.

Credetemi vostro af.

MDLXXXVII.

AL CONTE DOMENICO DELLA MINERVA (incaricato d'affari)

Roma.

(Torino, 7 ottobre 1858)

Preg. sig. Conte,

Il governo del Re non potrebbe senza arrecare grave pregiudizio alla prerogativa della Corona comunicare in modo ufficiale alla Santa Sede il nome dell'ecclesiastico che il Re intende di proporre per la sede d'Asti, quando venga accettata la rinunzia di Monsignor Artico. Tuttavia

(1) Crediamo che si alluda alla Memoria letta da C. RIDOLFI, nell'adunanza 5 settembre 1858 dell'Accademia dei Georgofili di Firenze, intorno ad una sua escursione agraria in Piemonte.

onde porre termine ad uno stato di cose alla religione altamente dannoso, e dare a Roma una novella prova dello spirito di conciliazione che lo anima, il governo non dissente a che la S. V. in via del tutto confidenziale, e direi quasi privata, faccia conoscere all'Eminentissimo Segretario di Stato essere intendimento di S. M. di nominare a capo di quella diocesi Don Ratti, da oltre 30 anni parroco di S. Fedele in Milano. Quest'ecclesiastico, nato e rimasto suddito del Re, gode di bella fama per profondità di dottrina, chiarezza d'ingegno e distinta eloquenza. Fu sempre ed è tuttora tenuto in gran conto dai vescovi della Lombardia e da molti prelati piemontesi. Non vi possono essere serie obbiezioni a fare a questa scelta; nemmeno dal lato politico, poichè egli ebbe sempre un contegno prudente e riservato, quale si addice ad uno zelante e sincero ministro del Vangelo.

Comunque io non dubiti che questa proposta sia per incontrare il pieno gradimento del Santo Padre, la S. V. come pure l'Eminentissimo Cardinale Antonelli si convinceranno di leggieri quanto importi ch'essa rimanga del tutto segreta, sino a tanto che la nomina di D. Ratti alla sede d'Asti possa considerarsi come cosa definitivamente intesa.

La S. V. dovrà pure dichiarare al Segretario di Stato che il governo non potrebbe acconsentire e dare al nuovo vescovo il godimento dell'intera rendita della mensa d'Alba, ma che lo reputa largamente provvisto con un annuo assegnamento su di essa di lire 10,000.

Venne ultimamente a presiedere i capitoli dell'Ordine dei Minori Osservanti Riformati il generale di esso, Padre Bernardino. Da quanto mi venne riferito da alcuni Padri che gli furono compagni durante il suo soggiorno in Piemonte, esso rimase meravigliato dello spirito religioso delle nostre popolazioni e della condizione in cui trovansi il clero e gli stessi frati da noi. Partì protestando che

avrebbe fatto quanto stava in lui per dissipare i pregiudizi che esistono a Roma sul Piemonte. Credo che abbia assunto l'impegno di far conoscere al Santo Padre il danno gravissimo che arreca alla Religione la condotta appassionata ed irosa di Monsignor Franzoni. Essendo egli, da quanto mi si assicura, molto ben visto dal Papa, le sue parole potrebbero tornarci giovevoli; la invito quindi, quando ella possa farlo senza eccitare sospetti, a mettersi in relazione con questo religioso, onde animarlo a mandare ad effetto i fatti proponimenti, ed in specie quello che alla Consolata si riferisce. In seguito al concentramento dei frati, i vasti locali a quella chiesa addetti, già occupati dagli Oblati, vennero concessi ai Minori Osservanti di Torino (Tomaloni). Questa disposizione venne mandata ad effetto, a malgrado delle grida e dei pianti delle *Beate* e dei *Perrucconi* tenerissimi di questa varietà dei Gesuiti. Ma quando si volle affidare l'uffiziatura della chiesa ai Minori Osservanti, s'incontrò la formale opposizione di Monsignor Franzoni, il quale minacciò di colpirla d'interdetto ove non rimanesse nelle mani di alcuni Oblati. Il governo non credette andar oltre, onde evitare lo scandalo, che dalla chiusura di un Santuario così caro ai fedeli qual è la Consolata sarebbe nato. Onde ora esiste un gravissimo sconcio. I Minori Osservanti abitano nel convento della Consolata, senza potere uffiziare la chiesa che ne fa parte. Il generale dell'Ordine ne rimase sdegnato e promise di richiedere dal Papa un'autorizzazione formale, che abiliti i suoi frati a servire quella chiesa ad onta del divieto di Franzoni.

La invito di fare quanto sta in lei per assecondare le istanze del Padre Bernardino, facendomi noto l'esito qualunque esso sia.

Ho il bene di rinnovarle gli atti della distinta mia considerazione.

MDLXXXVIII.

AL CAV. OTTAVIO LA MARMORA (Intendente generale)

Nizza.

(Turin, 13 Mars 1858)

Mon cher ami,

Sans vouloir me prononcer sur le plus ou moins de tact montré par l'Évêque dans l'affaire du *Calice* et de la polémique du *Nissardo*, il est évident à mes yeux qu'en frappant ce journal nous donnerions tort à l'Évêque et raison au Chapitre et à l'*Armonia* qui a pris sa défense. Pour ce motif je ne crois pas devoir adopter la mesure que tu me proposes de lui enlever les annonces judiciaires, et moins encore de donner le *sfratto* à son rédacteur. Pour le moment je me bornerai à conseiller à l'Évêque plus de prudence pour l'avenir.

Ce que tu me mandes de tes négociations avec Tchitcherine (1) me console, car ce maudit temple me donne sur les nerfs.

La Grande Duchesse Cathérine et son mari arriveront à Nice vers la fin de la semaine. Je n'ai pas besoin de te recommander de les accueillir le mieux possible.

Je te prie de me dire si la veuve d'Orsini est toujours à Nice, et dans quelle condition elle se trouve. On m'écrit d'Amérique que son beau frère César Orsini est parti pour l'Europe avec l'intention de se rendre à Nice. Fais la interpeller à cet égard.

Adieu, je te serre la main de meilleure humeur que la dernière fois.

(1) 1° segretario della Legazione Russa, allora a Nizza.

MDLXXXIX.

AL CAV. A. CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 16 ottobre 1858)

La ringrazio della proffertami ospitalità; l'accetterei con animo riconoscente se non credessi di dovere lasciare l'adito più libero a quelli che verranno e con cui debbo conferire durante il mio soggiorno a Genova, pigliando stanza all'albergo. Ma non per ciò faccio meno assegnamento sul Palazzo Ducale, ove andrò di frequente a tutte le ore del giorno, non escluse quelle delle refezioni.

Ho scritto per la soppressione di alcune stazioni alla Spezia. Per ragioni che le comunicherò a voce, è opportuno che questo si faccia, quand'anche un po' d'agitazione dovesse risvegliarsi al confine.

Santa Rosa è meglio, ciò che mi fa sperare che fra alcuni giorni potrò mandare ad effetto la divisata mia corsa a Genova.

MDXC.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 20 8bre 1858)

Preg. Signore,

Quantunque dubiti assai che Mazzini intenda tentare ora un movimento da noi, approvo le precauzioni ch'ella prende per impedirlo.

Ciò che importa maggiormente agli occhi miei si è l'impedire che un nuovo giornale Mazziniano puro venga nuovamente alla luce in Genova.

Santa Rosa sta meglio, si alza, mangia, ma tosse ancora

e molto. Non so ancora quando ritornerà al ministero ed io potrò partire per Genova.

(P. S.) La Gran Duchessa Maria, sorella dell'Imperatore di Russia, vedova del P.^o di Leuctemberg, rimaritata al Conte Strogonoff, giungerà sabato a Genova e vi farà una qualche dimora. Le scriverò d'ufficio in proposito.

MDXCI.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

(Turin, 25 ottobre 1858)

Monseigneur,

Je profite d'une occasion pour remercier V. A. I. des choses aimables qu'Elle a bien voulu me faire dire par Mr Nigra. J'en ai été profondément touché, car depuis longtemps je professe pour V. A. une respectueuse sympathie, je me sens maintenant attaché à Elle par les liens d'une sincère et vive reconnaissance pour la part éminente qu'Elle prend à la grande entreprise qui doit assurer l'indépendance de l'Italie et la gloire du Piémont. La mission de Varsovie que V. A. I. a rempli avec une si rare habileté contribuera immensément au succès de cette entreprise. Le concours du Czar, quand même il se bornerait à empêcher l'immixtion de l'Allemagne dans nos affaires, assure, à mon avis, le résultat de la guerre; en nous le procurant V. A. a rendu à notre cause le plus grand de tous les services (1).

(1) Nella *Nouvelle Revue* del 1^o ottobre 1884, un publicista, che, secondo la Direzione di quel periodico, sarebbe assai autorevole (*un écrivain autorisé*), si propone di diffondere un po' di luce sui negoziati avvenuti tra la Francia e la Russia prima che scoppiasse la guerra del 1859. Stampiamo in Appendice (num. VII) i frammenti più notevoli dello scritto a cui alludiamo, recante per titolo: *Les causes générales de la guerre de 1870.*

Mr Nigra m'a fait connaître l'opinion de V. A. sur la cause qui devra amener la rupture avec l'Autriche. Profitant de ses conseils, j'ai modifié dans le sens des idées de V. A. (1) le projet primitif qui avait été arrêté à Plombières. Je lui serai très reconnaissant si V. A. parvient à faire accepter ces modifications à l'Empereur que le Roi de son côté a pleinement approuvées. Quelle que soit la décision de l'Empereur, il est essentiel qu'il nous la fasse connaître au plus tôt, afin d'avoir le tems de préparer les éléments qui doivent assurer le succès du plan qui sera définitivement adopté.

Il est de même urgent que le général Niel ainsi que l'Empereur l'a décidé vienne à Turin pour concerter avec le général La Marmora les premiers préparatifs à faire. Car il se pourrait qu'avant l'époque que nous aurions arrêtée, les événements d'Orient nous fournissent une cause légitime aux yeux de la diplomatie, pour déclarer la guerre à l'Autriche. En effet si cette puissance contrairement aux stipulations du traité de Paris intervenait seule en Turquie, la France et la Sardaigne seraient pleinement en droit d'intervenir en Italie. Nous devons, je le pense, nous préoccuper hautement de cette éventualité qui peut se réaliser d'un moment à l'autre; la prudence exige que nous nous mettions sans retard en mesure d'en profiter. Si, comme je l'espère, V. A. partage cette opinion, j'ose compter sur Elle pour faire que les décisions de l'Empereur ne souffrent aucun retard dans leur exécution.

Je regrette fort que des considérations dont je ne saurais méconnaître la gravité soient cause que V. A. ait

(1) Vedasi la Lettera susseguente, indirizzata al marchese di Villamarina a Parigi. Per quel che si riferisce ai primi progetti stabiliti a Plombières, veggasi nel vol. II la Lettera DXLVI (24 luglio 1858) a S. M. il Re.

remis à une autre époque son voyage en Piémont. Je conçois toutefois que V. A. préfère venir ici pour tout conclure à la fois. Cette circonstance me mettant dans l'impossibilité de conférer avec V. A. sur une foule de questions de la plus haute importance pour le succès de la cause à laquelle V. A. se dévoue avec une si généreuse ardeur, je la prierai de me permettre de lui écrire directement de tems en tems, soit pour la tenir au courant de ce qui se passe en Italie, soit pour réclamer ses conseils. Mes lettres lui parviendraient par l'entremise du frère de Mr Nigra, qui m'apporterait de même celles que V. A. pourrait daigner m'écrire sans que personne au monde ne pénétre le secret de cette correspondance (1).

Je suis avec respect de V. A. I. le très obéissant serviteur.

MDXCII.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Après avoir longtemps hésité, je me suis décidé à adresser une note à l'Autriche pour demander qu'elle étende à la

(1) Il sig. DE MAUPAS, nel 2° volume delle sue *Memorie sur le second Empire* (Parigi, E. Dentu, 1885), fa osservare che niuno dei ministri francesi ebbe notizia o sentore dei negoziati fra Napoleone III e Cavour. « Une seule personne (aggiunge) avait eu, par une circonstance insignifiante en apparence, son attention mise en éveil : c'était M. Rouher. Sortant un jour du Conseil d'État avec M. de Parieu, il disait à ce dernier : « J'ai peur qu'il n'y ait quelque guerre sous « roche du côté de l'Italie. Plusieurs fois déjà, en allant travailler avec

Sardaigne les concessions qu'elle a faites au Duché de Modène par le traité conclu avec lui l'année dernière. Notre réclamation est de toute justice, puisqu'elle se fonde sur un article précis du traité de commerce stipulé à Vienne en 1851 par A. Revel. Ce traité, que vous connaissez sans doute, nous donne le droit de jouir de tous les avantages commerciaux que l'Autriche accorderait à une autre puissance, à charge de réciprocité. Nous l'avons fidèlement exécuté. Toutes les réductions accordées à la France, à l'Angleterre et à la Belgique ont été par nous étendues à l'Autriche sans la moindre difficulté. Nous sommes par conséquent fondés en droit et en fait à demander qu'elle agisse avec une égale bonne foi et qu'elle nous fasse jouir des faveurs qu'elle a concédées à Modène.

Toutefois comme nous ne voulons rien faire qui puisse déplaire à l'Empereur, nous avons jugé convenable de le consulter avant de donner cours à la note que j'ai préparée. Je crois probable qu'il l'approuve, pourvu que la chose lui soit présentée sous son véritable jour. C'est ce que je vous prie instamment de tâcher de faire : soit en vous assurant d'un des moyens que vous savez si bien employer, pour déjouer les petites intrigues du ministre auquel vous avez à faire.

Vous observerez à Walewski que la note est rédigée avec la plus grande modération, qu'elle ne contient ni menaces ni même de récriminations et que par conséquent elle ne saurait compromettre ni la France ni vous s'il nous convenait après l'avoir remise ne pas donner une suite immédiate à cette affaire. Vous ajouterez qu'en présence des événements qui se succèdent en Orient et des

« L'Empereur, je l'ai trouvé plongé dans l'étude des cartes de l'Italie. « Cela me donne à penser. Je serais surpris qu'il n'y eût prochainement « quelque complication de ce côté. » Mais cette conversation n'avait pas eu de suite. » Pag. 83.

éventualités auxquelles ils peuvent donner lieu (1), il est peut-être de la plus haute importance pour nous, comme pour la France, d'avoir mis sur le tapis une question qui constitue un véritable grief contre l'Autriche.

Si l'Empereur approuve la note, il faudra que Walewski envoie des instructions précises à Bourqueney pour qu'il n'éprouve pas des scrupules à la présenter. Il n'est pas nécessaire qu'il l'appuie vivement; au contraire il serait peut-être utile qu'il eût l'air de ne pas y attacher d'importance, afin que l'Autriche ne pense pas que ce soit le commencement d'une grosse affaire.

La Grande Duchesse Marie de Russie a été très aimable avec le Roi. Elle lui a parlé de la vive amitié et de la profonde sympathie de son frère pour lui, de leur haine commune pour l'Autriche, etc. L'accueil extraordinaire fait à Pétersbourg à D'Angrogna (2) confirme la vérité de ces discours.

Cela me fait espérer qu'on considère en Russie que le moment *della comune riscossa* s'approche.

Croyez, cher Marquis, à mes sentiments affectueux.

MDXCIII.

A L L O S T E S S O.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Je reçois à l'instant votre lettre du 23. Je m'empresse de répondre à vos sages observations sur l'affaire du Duc de Chartres (3).

(1) Vedasi nel vol. II la Lettera DLXXV (26 ottobre) al marchese E. d'Azeglio.

(2) V. la nota 1 a pag. 600 del II volume.

(3) V. nel vol. II la Lettera DLXXIII (19 ottobre) al marchese S. di Villamarina.

Quoique je n'y aie eu qu'une part indirecte, je dois m'en assumer la responsabilité.

C'est pourquoi je crois pouvoir vous assurer que l'admission d'un Prince de la Maison d'Orléans ne peut qu'être utile à la cause de l'Empereur. Comme le Duc d'Aumale connaît l'amitié du Roi pour son Auguste allié, comme il sait que l'alliance avec la France est la base de notre politique, il rend un hommage à l'Empereur en plaçant en Piémont son neveu. Les orléanistes ont raison d'être furieux. Vous aurez soin de le constater, en observant que nous nous attendions tout à fait à ce résultat.

Recevez l'assurance, etc.

MDXCIV.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)

Firenze.

(Torino, 31 ottobre 1858)

Carissimo amico,

Il Re avendo in animo di sdebitarsi della promessa che a suo nome voi ed Azeglio avete fatta nel 1852 al Rev. Don Ratti, mi ordinò di farlo proporre alla S. Sede per la diocesi d'Asti.

Dalla lettera di Minerva di cui vi trasmetto copia vedrete quale accoglienza il Santo Padre abbia fatto a questa proposta. Vi dirò schiettamente che non ne sono dolentissimo, giacchè mi risulta che il contegno del Ratti in questi ultimi anni non fu tale da conciliargli la simpatia del partito nazionale. La sua nomina avrebbe fatto cattiva impressione in Piemonte, ed una poco buona in Italia. Avendo però agito colla più schietta lealtà, parmi che il Ratti non abbia più alcun ragionevole motivo di lagnarsi del governo Sardo. Mi farete cosa gratissima ragguagliando Azeglio dell'accaduto. Come egli mi tiene il broncio, non so troppo perchè, così non posso fargli alcuna comunica-

zione diretta, ma desidero molto ch'egli sappia che il Re ed i suoi ministri hanno reputato dover loro il mantenere le sue promesse.

Desidererei pure che il Ratti conoscesse e le nostre proposte ed il rifiuto di Roma.

Credo vi sarà facile l'appagare questo mio desiderio in modo discreto e conveniente.

Nulla di nuovo in politica, salvo la nomina di Cadorna (1); nelle attuali circostanze mi pare che non se ne potesse fare altra migliore.

La Gran Duchessa Maria di Russia si reca a Firenze. Fu gentilissima col Re. Credo quindi che fareste bene di andarla a complimentare ed a offrirle la vostra servitù.

Credete, ecc.

MDXCV.

AL SIG. GIACINTO COBIO

Livorno (Vercellese).

(Stessa data)

Preg^{mo} Sig^{re}

Vedo con dispiacere dalla lettera ch'ella testè indirizzava a Tosco, ch'ella si lascia soverchiamente abbattere dalle contrarietà incontrate nell'oramai ultimata campagna agricola. Io, che mai divisi pienamente le sue speranze, per non dire illusioni, che da molti anni le ripeto essere la cultura del riso sorgente di perenni disinganni, gli dico che ora ella esagera il male, come esagerava il bene. Comunque poi sieno le cose, lo scoraggiamento non può che peggiorarle. Prima condizione per menomare i mali ch'esso lamenta è conservarsi calmo e d'umore eguale. È facile il dirigere una qualunque impresa, quando favorevole spira il vento. Il difficile è governare l'avversità.

(3) A ministro dell'istruzione pubblica. Vol. II, nota 1, a pag. 594.

Lo esorto quindi per quanto so e posso, e per l'amicizia che le porto, e pur anche nell'interesse della nostra speculazione di non irritarsi più oltre contro gli uomini e le cose; e di tornare al solito suo umore.

Ella può cogliere l'attuale circostanza per esortare gli agenti a moderarsi nelle spese, osservando loro, essere strano e doloroso che ad onta dello scemato prezzo della mano d'opera, le spese giornaliere di quest'anno superino di parecchie migliaia di lire quelle dell'anno scorso. Chiami su questa nostra piaga l'attenzione di Vincenzo, degli agenti, dei *prataroli*. Ma ciò fatto, cessi dall'essere in collera, e viva vita tranquilla. Salvo il primo anno dell'affittamento, abbiamo sempre realizzato utili discreti; sarebbe una follia il disperarsi, perchè si perde qualche cosa l'ottavo anno.

Mi creda suo af.

P. S. Non mi ha più parlato del drenaggio. Spero però che la sua sfiducia non si estenda a questa operazione; dalla quale io aspetto la salute della nostra impresa. Quando pur non si riuscisse a mutare la condizione dei prati, ritengo che il prodotto delle stalle aumenterebbe almeno di 10,000 L. Vedo che quest'anno ad onta del ribasso enorme del prezzo del bestiame incassiamo quasi identica somma dell'anno scorso. Questo risultato deve animarlo a non tralasciare cosa alcuna per assicurare il buon governo delle stalle,

MDXCVI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, novembre 1858)

Preg. Signore,

Riscontrando la cara sua in data di ieri l'altro, mi affretto di dichiararle che non fu mai mia intenzione di

adottare un sistema retrogrado, che anzi voglio progredire in agricoltura come in politica, con passo fermo e prudente. Solo... credo bene di soprassedere dalle spese di fabbrica e di moderare un poco quelle di campagna. A questo riguardo debbo assicurarlo che mio fratello non è malcontento della nostra amministrazione, che anzi ebbe più volte a dirmi che Leri era la sola parte del nostro patrimonio bene amministrata.

Se il cielo volesse ch'io cessassi di essere ministro anderei a cercare la quiete e la pace a Leri in mezzo ai campi ed alle stalle, ed i buoni contadini che a dispetto di Marcone persisto a credere migliori degli uomini che occupano alte posizioni sociali.

Spero ch'ella saprà usufruire questo tempo eccezionalmente bello. Se dopo tre settimane di sole vi rimane in campagna un briciolo di paglia suscettibile di essere raccolto, non saremo perdonabili se le bestie difettano di strame questa ventura primavera.

Mi creda dev. amico.

MDXCVII.

AL CAV. A. CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 5 novembre 1858)

Preg. Sig.

L'Av^{to} Generale Vigliani, insiste onde il processo dell'assassino di Parodi sia rimesso al fisco. Ciò mi pare più regolare e scevro dei pericoli ora che la S. V. ha riuniti tanti elementi quanto bastano ad impedire che la Camera di Consiglio dichiari non farsi luogo a procedimento.

Quand'anche ella si risolva a secondare l'accennata istanza Vigliani, ella dovrà continuare a raccogliere con

i mezzi dei quali ella dispone gli elementi di prova onde ottenere la condanna di quello sciagurato assassino.

Desidero sapere se i cinque rifugiati carraresi:

Sante Conserve Andrea,

Senchiari Paolo,

Musetti,

Levi,

Rocchi

imputati di commessi assassinii sopra soldati del Duca siano tutt'ora sostenuti in carcere; e qual sia l'opinione che di essi hanno i loro compagni d'esilio.

Modena chiede la loro estradizione, che non si può negare a rigor di diritto or che lo stato d'assedio è tolto, ma prima di concederla giova conoscere l'effetto che produrrà.

Santa Rosa è ammalato. Sia quindi compiacente di rivolgermi direttamente le solite sue comunicazioni confidenziali.

MDXCVIII.

AL CONTE A. NOMIS DI COSSILLA (*Intendente generale*)

Cagliari.

(Torin, 7 novembre 1858)

Monsieur le Comte,

J'ai lu avec un vif intérêt le rapport que vous allez faire au Conseil divisionnaire de Cagliari. Vous avez su comme toujours relever l'aridité des chiffres et des exposés administratifs, par l'emploi habile et mesuré du sel attique de l'homme d'esprit. Je vous en fais mes compliments. Je n'hésite pas à vous déclarer que je partage presque entièrement les opinions que vous avez émises sur les graves questions économiques et sociales que vous avez

traitées ou simplement indiquées. Comme vous, je suis partisan de la séparation absolue de l'Église avec l'État ; seulement je crois que dans un pays où la religion catholique règne exclusivement, et où les habitudes de liberté n'ont pas encore poussé de profondes racines, cette séparation ne peut pas avoir lieu immédiatement. Elle doit être le but constant de nos efforts, nous devons l'avoir constamment devant les yeux pour ne pas faire fausse route, mais nous ne devons pas oublier qu'avant de l'atteindre il nous reste encore à parcourir une route longue et semée de difficultés.

En attendant j'applaudis à vos efforts pour empêcher que les curés mettent le nez dans les affaires communales, et contenir le zèle des syndics qui veulent se mêler des affaires de sacristie.

Je sens la nécessité d'une loi sur les fabriques. Aucun scrupule ne me retient à cet égard. Toutefois des considérations politiques de la plus haute importance et que vous ne tarderez pas à apprécier dans le courant de l'année prochaine, conseillent au gouvernement d'ajourner, pour le moment, la présentation d'une loi qui augmenterait momentanément l'irritation du parti ultra-catholique.

J'espérais trouver dans votre rapport une solution du problème que présentent les compagnies *Baracellari*. Mais je vois que vous êtes encore comme moi dans un état de doute et d'incertitude. J'espère qu'une autre année vous serez plus avancé et que vous pourrez m'aider de vos conseils pour réformer ou normaliser une institution qui, telle qu'elle est maintenant, fonctionne très mal (1).

(1) Il *Baracellato* era una Compagnia di assicurazione, ossia una società di persone, che, mediante un tanto per cento che ricevevano sulle proprietà, ne guarentivano i padroni dai danni che vi succedevano per furto o per altro malefizio. L'associazione al *Baracellato*, nella maggior parte dei luoghi, era obbligatoria. I *Baracelli* avevano il

• Je goûte fort ce que vous dites sur les intempéries. Je ne pense pas que ce mal si funeste à l'Ile puisse être guéri par un remède radical. On peut le combattre peu à peu en améliorant la condition du sol et le régime hygiénique des habitants. Toutefois je reconnais que le défaut d'un bon travail sur ce projet est fâcheux. Croyez-vous qu'on en obtiendrait un, soit en proposant un prix et le mettant au concours, soit en chargeant une Commission d'étudier la question sous toutes ses faces, et de consigner le résultat de ces études dans un mémoire ?

Mr Giordano est ici, mais étant tombé malade, je n'ai pas encore pu le voir. J'espère qu'il viendra demain chez moi. Pour peu qu'il ait un plan raisonnable et qui ne soit pas trop dur pour le faire digérer aux Chambres, vous pouvez compter que je lui donnerai tout mon appui (1).

Continuez, Mr le Comte, avec le même courage l'œuvre à laquelle vous vous dévouez, et vous obtiendrez, j'en suis certain, de grands résultats. Vous avez conquis la confiance des Sardes. C'est un puissant élément de succès. Mon concours ne vous fera pas défaut.

diritto di portare armi, ed ogni notte facevano la ronda per sorvegliare le proprietà vicine ai villaggi e l'interno dei villaggi medesimi. Nei villaggi mantenevano di fatto sufficientemente la tranquillità e la sicurezza; ma nelle campagne avevano voce di fare più danni che i ladri contro cui erano destinati. S'aggiungeva che doveva lasciarsi ai *Baraccoelli* il quinto che si prelevava sul provento brutto in favore del fisco. Questo quinto era fra i principali pretesti, e forse cagioni, del mal servizio dei *Baraccelli*, i quali facilmente si inducevano a compensare di propria autorità e colle proprie mani, sicchè spesso non bastavano i proventi, gli incomodi del loro servizio. C. BAUDI DI VESME, *Considerazioni politiche economiche sulla Sardegna*. Torino, Stamperia Reale, 1848, pag. 164.

(1) Allude al progetto dell'ingegnere Giordano per la costruzione dell'acquedotto di Cagliari. L'opera fu sancita con legge del 2 agosto 1863.

MDXCIX.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 8 novembre 1858)

Monseigneur,

Les sentiments que V. A. I. manifeste dans la lettre qu'Elle a bien voulu m'adresser, les paroles si bienveillantes qu'Elle a daigné y ajouter me pénètrent de la plus vive reconnaissance. Je désire ardemment que les circonstances me permettent de le prouver par des faits. En attendant que V. A. soit persuadée que dès à présent je confonds dans mon dévouement et mon respectueux attachement V. A. avec la famille de nos Roi.

J'ai appris avec le plus grand plaisir que le projet pour amener la rupture *a plu*. Je dois en grande partie ce succès à V. A., car c'est Elle qui m'y a fait introduire la modification essentielle qui rend sa réussite à peu près certaine. Dès que son adoption sera définitive, j'apporterai tous mes soins à en préparer l'exécution.

Le Roi attend avec une vive impatience le résultat de la mission de l'individu que l'Empereur a envoyé en Russie pour y signer le traité que V. A. avait à peu près conclu. Le Roi pense toujours qu'il serait du plus haut intérêt que le Piémont y participât directement. Il compte pour l'obtenir sur l'amitié de l'Empereur et aussi sur l'intérêt que vous portez à sa cause qui, ainsi que V. A. le dit, est maintenant la sienne. Ces sentiments lui inspirent une telle confiance qu'il est sans inquiétude à cet égard.

Puisque V. A. le juge nécessaire, Mr Nigra se rendra à Paris à l'époque qu'Elle a indiquée. Ce voyage n'a qu'un seul inconvénient : celui d'exciter l'attention de ceux qui nous surveillent dans l'intérêt de nos ennemis. Je tâche-

rai de le prévenir en cherchant un prétexte pour justifier aux yeux du public l'absence du confident de mes pensées les plus intimes.

Nous attendons avec impatience l'arrivée du général Niel car il est bien des préparatifs qu'on ne saurait commencer avant qu'il ne se soit entendu avec le général La Marmora. Toutefois je comprends les raisons qui font retarder son départ jusqu'à ce que les résultats de la mission de de S.t Pétersbourg soient connus.

J'aurais vivement désiré, et cela pour bien des motifs de voir V. A. à Turin avant la fin de l'année. Mais je dois reconnaître que vu l'état des esprits en Europe le voyage de V. A. équivaut à peu près à la manifestation de nos projets. Or il est certain que cette manifestation prématurée aurait de graves inconvénients. L'éclair ne doit précéder la foudre que de quelques instants. Je me résigne donc à attendre l'époque fixée dans sa lettre par V. A. I.

Je prie V. A. d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement avec lequel je suis, Monseigneur, votre très-humble et très obéissant serviteur.

MDC.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

Mr le Comte de Taxis m'a remis hier soir votre lettre particulière du 5 courant. Je vous félicite de l'heureuse idée que vous avez eue de communiquer confidentiellement à l'Empereur notre projet de note, avant d'en parler à Walewski. Vous avez évité par là la fâcheuse impression

qu'aurait pu lui faire l'exposé peu bienveillant de notre *bon ami*. Le succès complet que vous avez obtenu est de la plus haute importance, car il engage la France dans une discussion très importante avec l'Autriche, qu'il ne tiendra qu'à nous d'aigrir et d'envenimer quand nous le jugerons à propos.

Vous avez parfaitement raison de désirer que nous n'agissions ici que lorsque vous aurez reçu une réponse officielle de Walewski, car non seulement il importe de ne pas manquer d'égard à l'individu que à tort ou à raison l'Empereur charge de le représenter en face de la diplomatie, mais il est essentiel qu'en envoyant la note à Mr de Bourqueney, je puisse lui dire qu'elle a été communiquée et approuvée par le gouvernement français.

La Convention pour la douane commune de Culoz ne saurait être plus satisfaisante. Le ministre des finances et celui des travaux publics en sont enchantés. Je trouve parfaitement convenable de donner à cette occasion la croix de Grand Officier à Mr de Lesseps, qui s'est toujours montré fort bienveillant pour nous ; ainsi que celle d'Officier à Mr Barbier. De notre côté nous pourrions demander la plaque de Grand Officier pour notre ministre des finances et celle d'Officier pour le brave Vignet, qui a montré dans cette circonstance, comme toujours, autant de tact que d'intelligence.

Je vous prie de me répondre d'office sur l'affaire de la Commission du Danube.

Vous direz au Comte Walewski que je partage entièrement l'avis que tant que le projet de la Commission de Paris n'a pas été adopté d'une manière définitive, il ne faut pas changer les commissaires qui siègent à Galatz. Mais ce que je désirerais savoir, c'est si lorsque le plan des commissaires sera arrêté, il ne faudrait pas mieux avoir sur les lieux pour veiller à son exécution des ingénieurs, que des officiers de marine, comme nous, ou des

administrateurs comme a la France. Du reste, j'attache à la solution de cette question une très minime importance.

Je remets cette lettre à votre fils qui s'en retourne à son poste. Une fois à son poste vous pourrez permettre à Pulliga de profiter de son congé.

Croyez, etc.

MDCI.

AL CONTE D. DELLA MINERVA (incaricato d'affari)

Roma.

(Stessa data)

Preg. Sig.

Il governo del Re, quantunque pensi che i motivi addotti dalla Santa Sede per respingere la proposta del prevosto di San Fedele a vescovo d'Asti possano dar luogo a serie obbiezioni, si astiene dal farlo per ispirito di conciliazione, e per sempre più dimostrare quanto gli stia a cuore di giungere il più presto possibile ad un accordo che deve por fine allo stato anormalissimo in cui versa la sovraccennata diocesi, lo incarica di proporre alla Corte di Roma il nome di due distinti sacerdoti che il Re sarebbe disposto di mettere a capo di essa; il primo è don Ponzetti parroco di Sant'Agostino, uno dei più anziani e forse il decano dei parroci Torinesi. Il secondo è il teologo Parato, decano della Facoltà di teologia nell'Università di Torino. Entrambi questi sacerdoti godono di bella fama per profondità di dottrina, altezza d'ingegno, e zelo pastorale, non solo nella diocesi a cui appartengono, ma nell'intero Piemonte.

Il parroco di Sant'Agostino fu, è vero, amico di Gioberti; ma lo abbandonò tosto che questi si mise in contrasto colla Corte di Roma e fu quindi tenuto in gran

conto anche dai scrupolosi fautori della Santa Sede e perfino dallo stesso Franzoni, benchè avesse ai suoi occhi il gran torto di essere uomo dottissimo nelle lettere sacre e profane.

L'ortodossia del prof. Parato non venne mai posta in dubbio. Il clero, senza distinzione di parte, lo venera come un vero luminaire delle dottrine teologiche.

Ove Roma per incompatibili motivi respingesse entrambe queste proposte, il governo del Re sarebbe ridotto a riconoscere in un tale atto una prova manifesta ch'essa è decisa a non confermare la nomina se non di un individuo notoriamente ostile alle nostre istituzioni.

Le sarò grato di farmi conoscere il più presto possibile la risposta che il cardinale Antonelli sarà per fare alle comunicazioni che colla presente gli dò incarico di farle. Ho il bene, ecc.

MDCII.

AL MARCHESSE FRANCESCO SAULI (Ministro di Sardegna a Pietroburgo)

Genova.

(Stessa data)

Preg. Sig. Marchese,

Il generale d'Angrogna avendo scritto al Re ch'egli tornava latore d'importanti comunicazioni per parte dell'Imperatore Alessandro, parmi che sarebbe opportuno che la S. V. differisse la sua partenza sin dopo l'arrivo del Generale. Non posso indicare in modo preciso l'epoca in cui questo succederà, credo tuttavia che si può calcolare per la fine del mese. D'Angrogna doveva partire il 5 del corrente per Berlino, ove aveva intenzione di fermarsi pochi giorni per presentarsi al Principe Reggente.

Da Berlino si recherà a Parigi ove deve cercare a vedere l'Imperatore. Solo lasciando Parigi si recherà direttamente a Torino. Un tale itinerario parmi richiedere l'impiego d'un mese o poco meno. Ho creduto bene di renderla informata di quanto sopra ond'ella possa regolare a maggior suo comodo i suoi progetti di viaggio.

Ho il bene, ecc.

MDCIII.

AL CAV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 9 novembre 1858)

Preg. Sig.

Riscontro in modo affatto confidenziale alla sua lettera del 7 and^{to} relativa ai cinque ditenuti carraresi.

Divido il suo modo di vedere sull'opportunità di consegnarli al governo modenese, ma onde potere ricusarsi a farlo ad onta dei trattati e contrariamente a serii impegni presi antecedentemente, è necessario il potere sostenere che il delitto ad essi imputato veste carattere del tutto politico (1). Vorrei a questo scopo ch'ella facesse suggerire ai ditenuti o meglio ancora ai parenti di essi, di rivolgere una memoria al ministero per dimostrare come il fatto che accadde a Carrara e di cui essi sono reputati autori fu provocato da cause politiche. La memoria dovrebbe essere redatta con moderazione, ma nello stesso tempo sarebbe bene che in essa si insistesse sulla condotta iniqua e brutale delle autorità e della forza pubblica estense. Non è necessario ch'io aggiunga essere

(1) V. nel vol. II la nota 1, a pag. 608.

importante che il consiglio di dare una memoria gli giunga la una sorgente estranea del tutto al governo.

Il fatto accaduto il 5 sui confini di San Stefano è gravissimo. Il governo è deciso a chiedere una solenne riparazione. Ma per ciò fare è mestieri ch'esso sia minutamente ed esattamente ragguagliato dell'accaduto; lo prego quindi a non trascurare i più minuti particolari che gli verrà fatto di raccogliere, ed a farmi conoscere la precisa località dove l'arresto ebbe luogo.

Santa-Rosa è quasi guarito. Spero ch'entro la settimana potrà venire al ministero ed io andare finalmente a vederla in Genova.

MDCIV.

AL GENERALE GIACOMO DURANDO (Ministro di Sardegna a Costantinopoli)
Torino.

(Torino, 10 novembre 1858)

Caro amico,

Ti mando la lettera pel Marchese d'Aste, come era stato fra noi concertato. Spero che questo distinto ufficiale potrà renderci segnalati servizii e raggiungere lo scopo di essere esattamente informati di quanto succede nelle regioni danubiane, meglio che se si spedisse da qui un uomo nuovo a Bukarest colla qualità di Console generale. Spero che il tempo sarà favorevole al tuo viaggio e che lo compirai senza che la tua salute abbia a soffrirne. Da quanto ti ho detto ieri, tu puoi argomentare se mi stia al cuore di vederti in condizione da rendere al nostro paese ed alla nostra causa quei servigi ch'esso aspetta dalla tua devozione e dalle rare tue qualità.

Credi alla mia sincera amicizia.

MDCV.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Gênes, 14 novembre 1858)

Mon cher Marquis,

Je vous remercie des renseignements que vous m'avez transmis par le télégraphe. Une lettre d'Aynard est venue les compléter.

Je suis venu passer quelques jours à Gênes pour y visiter les établissements qui dépendent du ministère de l'intérieur, et y constater par moi même l'état des choses. Comme je ne suis ici que depuis quelques heures je n'ai encore vu et appris que peu de choses. On m'a assuré toutefois que Mazzini a réuni à Londres d'assez fortes sommes d'argent. Ce que je n'ai pu apprendre, mais qui serait fort intéressant à savoir, c'est la source d'où cet argent lui est parvenu. N'est-il pas à craindre que les gouvernements hostiles à nous et à la France ne lui fournissent les moyens de nous nuire ?Communiquez ces soupçons, comme s'ils venaient de vous même, à Mr Delangle (1), et excitez le à tâcher de les éclaircir par les moyens que la police française possède et qui nous manquent.

Un fait très grave est arrivé a Massa. Les gendarmes ducaux ont arrêté et horriblement maltraité un sujet du Roi, parfaitement innocent et inoffensif pour satisfaire une vengeance personnelle. Je vous transmettrai un rapport circonstancié sur cette affaire qui peut avoir des suites importantes.

(1) Ministro dell'interno in Francia.

D'Angroga doit arriver incessamment à Paris. Il a reçu à Pétersbourg l'accueil le plus amical et le plus flatteur. Comme il se pourrait que l'Empereur fût bien aise de l'interroger, je lui ai donné pour instruction de manifester le désir de faire sa cour à l'Empereur sans cependant insister.

Une fois cette question vidée vous l'engagerez à reprendre au plus tôt et le plus directement possible le chemin de Turin.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

MDCVI.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (*Segretario generale dell'Interno*)

Torino.

(Genova, 15 novembre 1858)

Caro amico,

Vi ringrazio delle due righe scritte dal ministero. Spero che non soffrirete dell'uscire di casa. Mi pare che qui le cose procedano discretamente. Conte è di buon umore. Non è irritato contro X, dice che è un asino; ma un asino onesto e coraggioso.

Come oggi vi è il Consiglio generale che tratterà Conte tutto il giorno, me ne vado a Voltri a visitare la fabbrica di Castelli (1). Converrà forse dargli la croce.

Pirinoli mi ha trasmesso col telegrafo il risultato dell'elezione di Pallanza (2). Fu brillante; ed è nuova e luminosa prova dell'influenza della *Gassetta del Popolo*.

Ho fatto scrivere a La Marmora trasmettendogli una lettera di Azeglio la quale annunzia come probabile la visita del Principe di Galles.

Addio. Vostro af.to.

(1) Stupenda filatura: 18,000 fusi circa.

(2) Eletto Raffaele Cadorna.

MDCVII.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (Ministro di Sardegna)

Firenze.

(Genova, 19 novembre 1858)

Caro amico,

La corsa ed il soggiorno ch'io ho fatto a Genova sono cagione dell'avere differito a rispondere alle tre ultime vostre particolari.

Ho lungamente riflettuto sui progetti di giro di cui abbiamo ragionato e dei quali parlate ancora nelle vostre lettere. Ogni cosa ben ponderata parmi che per ora sarà miglior consiglio che non vi moviate da Firenze. Io credo che il Duca di Modena sia chiamato a far la parte di *capro emissario* nella questione italiana. Non è quindi nè dignitoso nè onesto il mandare a sua Corte diplomatici apportatori di parole di amicizia e di pace, e ciò tanto meno in una circostanza in cui siamo per rivolgergli vivi richiami a cagione degli insulti ed illegale arresto inflitto ad un regio suddito, certo Ruffini della Spezia.

Se il mal volere che nutriamo per Modena ci consiglia di tenersi lontano dalla Corte di quel Duca, la buona disposizione del governo di Parma è un motivo per evitare i rapporti personali con quella Corte. In vista degli eventi che potrebbero spezzare il trono dei Borboni di Parma, la nostra condotta deve essere tale da non meritare l'accusa d'ipocrisia e di falsità.

Quanto all'andare a Roma o nelle Romagne, ciò desterebbe troppo gravi sospetti e darebbe vita novella alle voci di guerra che corrono nell'Italia e fuori. Se la guerra si facesse più probabile e vicina, in allora una vostra visita nelle contrade chiamate a parteciparvi tornerebbe

giovevole. Ma questa ipotesi non può verificarsi, nel caso il più favorevole se non all'avvicinarsi della primavera.

Tutti questi riflessi mi conducono ad opinare essere opportuno il rimandare ad epoca più lontana ogni idea di viaggio fuori della Toscana.

Vi ho parlato dell'affare Ruffini. Perrone vi porta tutti i documenti ad esso relativi. Da questi potrete vedere come vi sia motivo sufficiente per rivolgere al Duca di Modena domanda di riparazione e d'indennità. Ho differito per raccogliere i dati i più precisi intorno ad esso; ma ora non rimane dubbio sul modo arbitrario e crudele di procedere delle autorità estensi, onde al mio ritorno in Torino redigerò una nota bastantemente forte. Sentirò con piacere la vostra opinione sul limite estremo sino al quale i nostri reclami possono giungere.

Credo trovare, al mio ritorno a Torino, Hudson e Salvagnoli reduci da Londra. Sono ansioso di sentire quanto ci riferiranno intorno all'opinione dell'Inghilterra sulla questione italiana.

Il ritorno di Hudson prova che il governo britannico intende conservare buone relazioni con noi e non ispingerci nelle braccia dell'Austria. Ma temo assai che abbiano avuto pure in mente di conservare a Torino un agente che trovasi in relazione coi rifugiati di tutte le parti d'Italia, e che meglio di qualunque altro è in condizione di potere penetrare qualunque progetto contro l'Austria diretto (1). Sarà quindi bene che si raccomandi la prudenza a tutti coloro che sono o saranno con Hudson in relazione. Ciò vi dico perchè so ch'egli ha manifestata l'intenzione di andare a caccia nelle Maremme. Temo che le ali delle beccacce non siano destinate a coprire qualche diplomatico intrigo.

(1) V. nel vol. II la Lettera DLXXVI (20 novembre) al marchese E. d'Azeglio.

Salvagnoli vide molti uomini distinti a Londra. Sarà interessante ad udire. Mi si assicura che si portò benissimo e che spiegando in parole un non compromettente coraggio, tenne con Palmerston e C. un linguaggio risoluto e fiero.

Le nostre relazioni colla Francia e colla Russia continuano ad essere quali ve le ho rappresentate amichevoli ed intrinseche. D'Angrognà, che è in istrada per Torino, ci manda che ha comunicazioni di rilievo a farci. Credo ch'esso esageri e dia soverchio valore a delle proteste vaghe ed indefinite. Nullameno le parole dello Czar ad uno rivestito di carattere semi-ufficiale hanno un certo peso; ve le farò conoscere.

Ciò che ora mi tiene maggiormente in sospenso si è il mutamento politico accaduto a Berlino. Se da un lato mi consola il vedere il partito liberale acquistare il sopravvento in Germania, dall'altro temo molto delle dottrine storiche che quel partito ivi professa e dell'influenza che su di esso l'Inghilterra può esercitare.

Il caso facendo che il nuovo Presidente del Consiglio, il Principe di *Hohenzollern*, sia cognato di Pepoli di Bologna, ho pregato questi di recarsi a Berlino per indagare le vere intenzioni dei nuovi governanti. Se vi capitano Prussiani sotto le unghie sottoponeteli a minuto scrutinio. Il prossimo soggiorno del Re di Prussia a Firenze vi somministrerà occasioni d'indagare le disposizioni degli uomini di Stato di quel paese.

Mi riservo di parlarvi dell'ultima delle vostre lettere. Per ora mi restringo a chiedere al vostro patriottismo un sacrificio di sei mesi. Questi trascorsi, avviseremo assieme il modo di conciliare i vostri interessi colle ragioni di Stato.

(Dal Diario del sig. DARIMON (1))

(Paris, 20 novembre 1853)

. . . Je causais avec le Prince Napoléon dans le fumoir du palais pompéien de l'avenue Montaigne, quand tout à coup il s'est levé, m'a entraîné vers l'*impluvium*, a ouvert une porte et m'a introduit dans la bibliothèque.

— J'ai, m'a-t-il dit, à vous parler d'une question très délicate, et je ne veux pas m'exposer à être entendu. Je vous recommande le secret le plus absolu.

Je m'inclinai en signe d'assentiment. Le Prince continua :

— Que pensez-vous d'une politique qui prendrait pour but le principe des nationalités ?

— Je n'en pense rien. Le principe des nationalités a une grande valeur historique et géographique. Au point de vue politique, il doit correspondre à un grand intérêt; sinon, c'est du pur sentimentalisme, et le sentimentalisme, en politique, mène parfois aux plus terribles déceptions.....

— Je vois, dit le Prince, qu'il faut que je précise. Vous n'avez pas été sans remarquer que les rapports entre le Piémont et l'Autriche sont excessivement tendus. L'Italie sent que son heure est venue de reprendre son indépendance. Le Piémont est devenu un centre d'action et d'agitation. L'Autriche veut en finir. Si la guerre s'engage, il sera bien difficile que la France ne s'en mêle pas.

— Je crois comprendre. La France ferait alliance avec le Piémont et lui viendrait en aide pour détruire l'influence autrichienne en Italie. C'est là une grosse affaire. Pour reconstituer l'Italie, il ne faut pas seulement expeller l'Autriche, il faut détruire tous les petits États italiens. L'Empire ne peut pas s'engager dans une pareille entreprise sans modifier complètement sa politique intérieure. Tant qu'il restera le très humble serviteur de la réaction, il ne faut pas qu'il songe à appuyer la révolution en Italie. Il se trouverait lancé dans une foule de contradictions d'où sortiraient pour

(1) *Histoire d'un parti: Les Cinq sous l'Empire (1857-1860)* par ALFRED DARIMON, ancien député de la Seine. Paris, E. Dentu, 1886.

lui les plus graves embarras... Veut-il devenir l'Empire démocratique? Oh! alors, tout devient facile. L'occasion est belle. Il aurait tort de ne pas la saisir.

— Jusqu'ici, s'écria le Prince, nous sommes complètement d'accord.

— Une guerre ne peut être populaire qu'à la condition d'être faite pour une grande idée. Ce serait le cas d'une guerre entreprise pour la reconstitution d'une nation comme l'Italie qui a été, après la Grèce, le berceau de notre civilisation. Il est très probable que dès les premiers pas on viendra se heurter à la question du pouvoir temporel du pape. Or, ce serait se lier les mains d'avance sur cette question, si l'on conservait, comme on l'a fait depuis six ans, le parti clérical comme principal auxiliaire.

Le Prince fit une grimace qui se termina par un sourire.

— Vous ne pouvez nier, lui dis-je, que le parti clérical domine absolument le gouvernement. Il est partout dans les ministères, dans les administrations publiques, dans les collèges, dans les écoles... Est-ce vrai?

— Vous avez raison, me dit le Prince. C'est là en effet la pièce d'achoppement.

Il se leva; il se promena à grands pas pendant quelques instants; puis il me congédia en disant:

— Surtout pas un mot sur ce que je vous ai dit. C'est du reste une simple hypothèse, et j'étais bien aise d'avoir votre avis.

MDCVIII.

AL MARCH. F. SAULI (Ministro di Sardegna a Pietroburgo)

Genova.

(Torino, 22 9. bre 1858)

Il conte Stackelberg mi ha partecipato che il Granduca Costantino e sua consorte giungeranno a Torino lunedì venturo. Parmi che sarebbe poco conveniente che la S. V. partisse prima di averli visti. Epperò io la consiglierai a differire di pochi giorni la sua venuta qui onde coincidesse con quella degli Augusti viaggiatori.

Ho il bene di raffermarmi, ecc.

MDCIX.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Marquis,

J'ai reçu ce matin la pièce chiffrée que vous m'avez écrite relative à la note sur le traité de commerce entre l'Autriche et Modène. Le conseil d'adresser une note directement au C.te de Buol me paraît étrange et tout à fait inusité, car malgré l'interruption des relations diplomatiques nous n'avons pas cessé de traiter les questions internationales qui surgissent sans cesse par l'intermédiaire des agents diplomatiques, qui sont chargés des intérêts sardes à Vienne et des intérêts autrichiens à Turin.

En s'écartant de cet usage suivi jusqu'à ce jour, en écrivant à Mr De Buol, c'est donner dès le début à cette affaire une très grande importance, et courir la chance de la voir s'envenimer et prendre de suite de très sérieuses dimensions: si cette éventualité ne contrarie pas la France, pour ce qui me regarde, elle ne m'effraie nullement. Je désire seulement que le gouvernement français connaisse d'avance les conséquences que la démarche qu'il me conseille pourrait avoir. J'attendrai par conséquent que vous ayez entretenu encore le C.te Walewski de cette affaire avant de prendre un parti définitif.

.
Croyez, etc.

(Dal Diario del sig. DARIMON)

(Paris, 23 novembre 1856)

La *Presse* a publié un article signé *Guérault*, qui se termine par un vœu en faveur de la guerre.

« Nous n'aimons pas la guerre, et nous espérons qu'elle disparaîtra un jour de la surface de la terre; mais nous en voudrions voir une, et qu'elle fût dirigée contre l'Autriche. »

On dit que cet article a été inspiré à M. Guérault par le prince Napoléon.

Pourquoi m'avoir si fort recommandé le secret, puisqu'on devait crier la chose sur les toits ?

MDCX.

AL CAV. OTTAVIO LA MARMORA (*Intendente generale*)

Nizza.

(Turin, 27 9.bre 1858)

Mon cher ami,

Un médecin français, le docteur Lavalette, qui est venu s'établir à Nice, voudrait y exercer son art, sans être obligé à subir des examens. Je désirerais infiniment l'obliger, car il est cousin du docteur Conneau, qui m'a rendu dans le tems, et peut me rendre encore de très grands services. Mais avec nos *pédants del Consiglio Superiore di Sanità*, il n'y a rien à faire. Ne serait-il pas possible de lui accorder une tolérance tacite ? Les médecins de Nice devraient être tolérants envers les étrangers. Dis-moi ce qu'on peut faire, bien entendu toutefois que mon protégé ne soit ni un importun ni un intrigant. Le frère d'Orsini est à Gênes, il fait le *massiniano sfegatato*.

Le Grand Duc Constantin n'arrivera que le 3 10.bre; il ne sera guère à Nice que le 10. Adieu.

MDCXL.

AL SIG. ALESSANDRO BIXIO

Parigi.

(Stessa data)

Mon cher Bixio,

Je m'empresse de répondre aux demandes que contiennent vos lettres du 24 et du 25.

1° Comme ministre de l'Intérieur, je n'aurais aucune difficulté à autoriser les communes et les provinces intéressées à la ligne de Gênes à la frontière de Modène à accorder à la Compagnie concessionnaire de cette ligne une garantie supplémentaire de 2500 fr. par kilomètre de produit brut. Je crois que le Parlement sera du même avis.

Quant à la question si les communes et les provinces consentiront à ce supplément de garantie, il est difficile d'y répondre. S'il s'agissait de toute autre province que de celle de Gênes, je vous répondrais affirmativement.

Mais là où X et Y dominent, je ne réponds de rien. Ces gens là pour le plaisir de faire une niche au gouvernement sont capables de sacrifier les plus vitaux intérêts de leur pays. Je vous le répète, Gênes excepté, on peut être à peu près certain du concours des communes intéressées, et de celui des provinces de Chiavari et de la Spezia.

2° Je crois que le Parlement consentirait à prendre pour base invariable de la garantie la longueur de l'avant-projet déjà approuvé.

Le gouvernement ne prendra d'engagement avec personne avant la fin de l'année. Il gardera sur les propositions que vous lui avez transmises le secret le plus absolu.

La guerre ne pourrait qu'être très avantageuse à ce chemin, car la Spezia deviendra le grand port militaire

des alliés, une des bases principales de leur opérations. Vous pouvez, je crois, en toute conscience encourager vos amis à entreprendre cette œuvre qui deviendra une des plus productives de l'Europe, si le Mont-Cenis se perce, et si la politique ou la guerre font disparaître les barrières qui séparent les différentes branches de la famille italienne qui occupent les terres de la Ligurie.

Nigra est à Paris; je pense qu'il aura été de suite vous serrer la main.

Votre ami dévoué.

MDCXII.

• AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, novembre 1858)

Preg. Sig.

Stiglio gli avrà riferito che concorrendo nella manifestami opinione, esso ha deliberato 500 f. ad Albertini al medesimo prezzo di 5 25. Se veramente il riso è quale mi si rappresenta, quel prezzo è molto conveniente.

Approvo pienamente l'idea di far mangiare roba trit-rata ai manzi di Montarucco. Così si potesse fare per tutte le bestie che ne proverebbero notevole giovamento.

Anzi che lasciare il bestiame difettare di strame è meglio fare un qualche sacrificio. Parmi però che a questo scopo sarebbe pur conveniente comprare paglia a 25 o 80 cent. che *melegassi* (1) a 20: massime se si trattasse di roba non perfettamente sana.

Mi creda suo af.

(1) Sagginali.

MDCXIII.

AL MARCHE. S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 1^{er} décembre 1858)

Mon cher Marquis,

Je profite du départ du général Solaroli pour vous adresser deux mots à la hâte.

J'ai été charmé d'apprendre par le télégraphe que Walewski s'est décidé à envoyer directement ma dépêche au Comte Buol. Cette démarche me paraît plus digne pour nous et moins compromettante pour la France. Certes elle a quelque chose de plus osé qu'une simple dépêche à la Légation française à Vienne, mais puisque c'est Walewski lui-même qui nous conseille l'hardiesse, nous pouvons aller de l'avant.

Quant à notre réclamation envers le Duc de Modène, je ne sais s'il convient d'en faire du bruit dans les journaux. L'opinion publique est excessivement excitée en Lombardie et les Duchés. Dans le premier pays surtout, je ne voudrais pas souffler sur le feu de crainte d'allumer un incendie prématurément. Il vaut mieux pour le moment pécher par excès de prudence. À moins qu'on ne vous donne à Paris un avis contraire, je pense qu'il est bon de laisser la presse parisienne à ses propres inspirations.

Toutefois comme nous avons grand intérêt à agir sur la presse anglaise, j'ai communiqué le récit des iniquités des autorités modénaises aux correspondants des journaux de Londres. Si le bruit vient de l'autre côté de la Manche il n'y aura pas d'inconvénient à ce que l'écho s'en fasse sentir à Paris.

Puisque je vous ai parlé de l'état des esprits dans le Royaume Lombard-Vénitien, je dois vous donner quelques détails à cet égard.

Certes la politique n'y est pas étrangère, mais les causes principales qui l'ont produite c'est la nouvelle loi sur le recrutement et l'introduction du nouveau système monétaire. Je ne vous parle pas de la première, car il est facile de comprendre qu'une loi, qui étend de deux années la période pendant laquelle les jeunes gens sont sous le coup de la conscription, qui supprime à peu près toutes les causes qui donnaient lieu à des exemptions fondées sur l'état de famille, soit odieuse.

Mais ce qu'on ne connaît pas à l'étranger ce sont les circonstances dans lesquelles la réforme monétaire s'est accomplie. C'est tellement absurde que si cela ne se passait pas à notre porte et sous nos yeux ce serait à ne pas y croire. Engagez le Comte Walewski à se faire envoyer un rapport à ce sujet par son Consul à Milan, homme calme et intelligent, et il se convaincra facilement que les ministres autrichiens sont les hommes les plus malhabiles du monde; ou ont agi de la sorte pour exciter des désordres en Lombardie (1).

Croyez, etc.

MDCXIV.

AL CAV. ANGELO CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Stessa data)

Preg. Sig.

Ho ricevuto colla più sentita soddisfazione l'indirizzo del commercio di Genova ch'ella mi trasmetteva d'ufficio

(1) V. nel II vol. la lettera DLXXXII (1^o dicembre 1858) al marchese E. d'Azeglio.

ieri sera (1). Credo opportuno di fare a questo una risposta; ma a chi rivolgerla?

La prego d'interpellare in proposito il signor Elena che ne fu, assieme a D. Balduino, l'iniziatore ed il più caldo promotore.

Desidero pure sapere se si abbia intenzione di pubblicare il predetto indirizzo. Lo crederei utile e lo desidererei, lo dico francamente, perchè lo considero come atto che ha un'importanza politica notevole dentro e fuori.

Domani la Contessa Zichy, cognata dell'infelice Conte Bathiani, stato giustiziato dall'Austria, e vittima anch'essa dei rivolgimenti politici, si reca a Genova coll'intendimento di fermarvi la sua dimora per qualche tempo. Gliela raccomando pel caso avesse ricorso a lei.

MDCXV.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 4 dicembre 1858)

Mi duole che al *Carlo Felice* il Bindocci abbia fatta una poesia bernesca sul Re di Napoli. La polizia non lo doveva permettere. Meglio sarebbe stato una poesia ispirata da sentimenti nazionali ed anti-austriaci, che sconci versi contro un Regnante. La prego ad impedire a qualunque costo la ripetizione di simili sconvenienze.

La gita di Garibaldi, se pare ebbe luogo, passò qui non avvertita.

La prego a far smentire nella Gazzetta Ufficiale (di Genova), la notizia data dal *Movimento*, di insulti fatti a marinai Russi, e ripetuta dai fogli clericali

(1) Vedasi nel vol. II, pag. 618, il testo dell'indirizzo.

MDCXVI.

AL COMTE E. DE LAUNAY (Ministre di Sardegna)

Berlino.

(Turin, 6 décembre 1858)

Monsieur le Comte,

(*Confidentielle*). Le Marquis de Villamarina m'a transmis par une occasion particulière vos dépêches confidentielles, n° 267-268.

J'ai lu avec le plus vif intérêt le résumé de votre conversation avec le Baron de Schleinitz dans laquelle vous avez exposé avec autant de précision que d'habileté les sentiments qui inspirent la conduite du Roi et de son gouvernement.

Le langage de Mr Schleinitz, je le constate à regret, n'est ni aussi explicite, ni aussi favorable que celui de son prédécesseur. On voit que le nouveau cabinet de Berlin n'éprouve pas pour l'Autriche la même antipathie et le même éloignement qu'éprouvait Mr de Manteuffel. Les idées ultra germaniques de plusieurs de ses membres et les efforts de l'Angleterre ont déjà amené entre les deux grandes puissances allemandes, si ce n'est un rapprochement complet, du moins un état de choses plus amical.

Cette modification fâcheuse nous cause une juste inquiétude, et il nous importe au plus haut degré de bien apprécier la portée qu'elle peut avoir pour l'avenir. Je ne saurais par conséquent assez vous engager, Mr le Comte, à faire tous vos efforts pour vous tenir aussi exactement que possible au courant des démarches de l'Angleterre et de l'Autriche pour établir une entente parfaite de la Prusse avec ces deux puissances sur les grandes questions qui préoccupent tous les hommes d'État de l'Eu-

rope. Si je dois argumenter des dispositions de la Russie du langage qu'a tenu à son passage à Turin le Grand Duc Constantin, vous trouverez pour l'accomplissement de cette tâche un allié sincère dans le représentant de cette puissance.

Jusqu'à ces derniers tems l'état de l'Italie et nos rapports avec les deux grandes puissances qui exercent sur elle une influence prépondérante n'avaient pas subi de modifications assez graves pour que j'aie cru nécessaire de vous en entretenir d'une manière spéciale et confidentielle. Mais depuis quelques mois il s'opère des changements, dont il est bon que vous soyez informé.

L'Autriche, vous le savez, soit inspirée par une politique habile, soit uniquement pour fournir à l'Angleterre un prétexte de s'allier à elle sans se mettre trop ouvertement en contradiction avec le langage qu'elle avait tenu au Congrès de Paris au sujet de l'Italie, l'Autriche, dis-je, avait annoncé vouloir adopter vis-à-vis des provinces italiennes une politique de conciliation et de progrès. L'Archiduc Maximilien fut chargé de l'application de ce nouveau système. Le prince s'y dévoua, je crois, de très bonne foi et avec assez d'intelligence. Il ne réussit pas tout à fait, il rencontra dans la classe éclairée, dans la noblesse surtout, une résistance invincible.

Toutefois ses efforts ne furent pas stériles, et il faudrait être aveugle pour méconnaître qu'au bout d'un an ou de quinze mois il n'eût attiré à lui une partie notable de la population. Tout à coup la politique de Vienne change, les efforts de l'Archiduc sont d'abord contrariés sourdement, ensuite ouvertement frappés d'impuissance. Enfin par l'émanation de deux mesures aussi odieuses qu'absurdes le gouvernement de l'Empereur réveille et étend les antipathies et les haines qui commençaient à s'apaiser. Il en est résulté que jamais le mécontentement n'a été plus profond, l'irritation plus vive qu'elle ne l'est

en ce moment de l'autre côté du Tessin. Les maux réels produits par le nouveau système monétaire, et la réforme de la loi sur le recrutement, sont aggravés par l'amère désillusion qu'éprouvent ceux qui avaient eu quelque foi dans les promesses de l'Archiduc. En définitive jamais depuis 1848 le danger d'une explosion dans le nord de l'Italie n'a été aussi considérable qu'aujourd'hui, et certes ce danger ne peut être attribué au Piémont qui ne cesse de recommander à ses amis la patience et la modération, mais uniquement à l'Autriche, qui, après avoir excité toutes espèces d'espérances, est revenue sans causes apparentes à son ancien système de violence et d'oppression.

Un tel état de choses préoccupe au plus haut degré l'Empereur Napoléon. Il comprend qu'après avoir témoigné dans tant d'occasions différentes sa sympathie pour l'Italie, il ne peut permettre qu'elle soit chaque jour plus maltraitée. Il sent que, s'il devait assister à de nouvelles proscriptions sans bouger, tout son prestige serait détruit. Il s'ensuit que l'Empereur est décidé à faire quelque chose pour l'Italie. Si les efforts de la diplomatie demeurent tout à fait stériles, si l'Autriche ne modifie pas sa politique, il finira par tirer l'épée. Je suis à peu près certain que c'est chez lui un parti pris d'une manière immuable; mais quand et comment le mettra-t-il à exécution? Voilà le secret. L'Empereur allie au plus haut degré la prudence à la ténacité, il n'abandonne jamais une idée, une fois qu'elle a pénétré dans son cerveau; mais il la mûrit long tems avant de la traduire en faits.

D'après ce que je viens d'exposer, vous devez juger combien notre position est difficile, placés comme nous le sommes entre les Italiens irrités, impatientes d'agir, qui cherchent à nous compromettre et à nous pousser, et l'Empereur, qui pleinement d'accord avec nous sur le fond de la question, hésite par rapport au tems et aux moyens à employer.

L'Empereur travaille depuis longtems pour préparer le terrain sur lequel il devra agir. Il a fait de grands efforts pour s'assurer de la neutralité de l'Angleterre et de la Prusse. Il compte relativement à la première de ces puissances sur l'antipathie des masses envers l'Autriche; il croyait pouvoir compter quant à la seconde sur les sentiments anti-autrichiens de Manteuffel. Je crains bien que le ton de plus en plus aigre des journaux anglais à son égard, et le changement de ministère qui a eu lieu à Berlin, n'aient augmenté son indécision en lui faisant concevoir de sérieuses appréhensions sur le rôle que ces deux puissances pourraient jouer dans le cas d'une guerre avec l'Autriche.

La puissance sur laquelle l'Empereur croit pouvoir compter c'est la Russie. Il est certain que le Prince Gortchakof a déclaré que, dans le cas d'une guerre avec l'Autriche en Italie, l'Empereur Alexandre se maintiendrait neutre. Le Grand Duc Constantin m'a non seulement répété cette assurance, mais il a ajouté: « Mes vœux les plus ardents seront pour le succès de votre cause, nous emploierons notre influence diplomatique pour que l'Allemagne se tienne tranquille et vous laisse faire. »

Cette attitude expectante de la Russie suffira-t-elle pour forcer la Confédération à la neutralité? C'est ce que vous êtes mieux que moi dans le cas de prévoir.

Je pense vous en avoir dit assez pour vous avoir donné une idée exacte de la position dans laquelle nous nous trouvons. Maintenant quant à notre politique, elle consiste à faire prendre patience aux Italiens en leur laissant entrevoir la possibilité dans un avenir non trop éloigné d'une guerre avec l'Autriche, à pousser l'Empereur à prendre un parti décisif, à chercher tous les moyens pour nous rendre la Russie favorable, à éviter tout ce qui peut indisposer l'Angleterre.

Quant à la Prusse, ce qui doit nous importer surtout

c'est de la rassurer sur les intentions de la France et sur nos tendances révolutionnaires. — Pour obtenir ce but, vous n'avez pas à modifier le langage si sensé, si convenable que vous avez toujours tenu; il suffit de lui donner plus de développement en le rendant de plus en plus explicite à mesure que notre politique et celle de l'Empereur se dessineront d'une manière plus précise. Pour le moment la plus grande réserve est nécessaire vis-à-vis de tous vos collègues, sauf celui de Russie, auquel vous pouvez répéter, en les modérant, les paroles du Grand Duc, et entrer dans la voie des confidences, si celui-ci est instruit des véritables intentions de son gouvernement. Avec les ministres de Prusse et le représentant de l'Angleterre vous vous attacherez surtout à faire ressortir les dangers et les difficultés de notre position.

Votre longue expérience, l'habileté dont vous avez fait preuve en tant de circonstances me dispensent d'entrer dans les détails de la conduite que vous devez tenir dans ce moment si important pour l'avenir de notre pays. Votre patriotisme éclairé inspirera vos paroles et vos actes, et vous mettra à même d'aider puissamment votre pays à sortir avec honneur et profit de la position critique où il est placé.

Recevez l'assurance de ma haute considération.

MDCXVII.

A L L O S T E S S O .

(Turin, 7 décembre 1856)

Monsieur le Comte,

La lettre confidentielle, que vous recevrez en même tems que celle-ci vous met à même d'apprécier les immenses difficultés de la situation actuelle et le rôle que

notre diplomatie est appelée à jouer en présence des événements qui se préparent. Elle a dû vous convaincre que, si elle doit agir partout, à Berlin plus qu'ailleurs elle peut rendre au pays des services éminents. Nous ne pouvons guère nous flatter que nos efforts parviennent à modifier la marche que la France, l'Angleterre et la Russie suivront si la guerre éclate. Il en est autrement de la Prusse. Car malgré le rapprochement qui s'est opéré avec l'Autriche, elle est loin d'avoir pris un parti définitif.

Si la Russie nous est favorable, son influence, même sans tirer l'épée, peut neutraliser celle de l'Angleterre. Mais pour cela il est nécessaire d'une action constante de notre part. Il faut que nous soyons toujours là pour déjouer les manœuvres de nos ennemis, l'éclairer sur nos véritables intentions, la mettre à même d'apprécier à leur juste valeur les causes qui rendent presque inévitable une crise dans notre Péninsule. D'après cela vous devez voir, Monsieur le Comte, combien il est utile que vous ne vous éloigniez pas de votre poste en ce moment. Si votre santé l'exigeait, d'une manière absolue, certes, je ne saurais vous refuser un congé, auquel vous donnez droit les services non interrompus que vous avez rendus au pays. Mais si vous croyez pouvoir remettre à l'année prochaine la cure qui vous est conseillée, je vous en saurais un gré infini.

Cet été ayant cru que le poste de Constantinople allait devenir vacant, j'avais pensé qu'il eût été utile de vous le confier. Alors on pouvait croire que l'orage éclaterait d'abord en Orient, et qu'il était surtout important d'y avoir un homme sûr, expérimenté et intelligent, mais maintenant que le danger s'est rapproché de nous, je pense que vous pouvez rendre de plus grands services dans le poste que vous occupez depuis longtemps.

Je dois vous prévenir que j'ai engagé le Marquis Pe-poli de Bologne, neveu de Murat, de se rendre à Berlin,

pour tâcher de pénétrer les véritables intentions du Prince de Hohenzollern, dont il a épousé la sœur, et avec lequel il est très lié.

Le Marquis Pepoli a de l'esprit, de l'instruction, de l'activité, il est très dévoué à la cause italienne, mais il est un peu léger et tant soit peu bavard. Il serait bon par conséquent de ne lui rien confier de ce qui est de nature confidentielle, tout en vous tenant en bons rapports avec lui.

Recevez, Mr le Comte, l'assurance, etc.

MDCXVIII.

A MONSIEUR ANDREA CHARVAZ (Arvazzore)

Genova.

(Stessa data)

Monseigneur,

Je vous remercie de ce que vous avez bien voulu me mander au sujet de Monseigneur Sola. Je ne doute pas que l'entrevue qu'il doit avoir avec vous le mois prochain n'achève de le soustraire à ces influences moins salutaires auxquelles vous faites allusion.

Les nouvelles que je reçois de Nice sont conformes à celles que vous avez reçues de votre côté. Il serait à désirer que Rome fût informée du changement qui s'est opéré et s'opère, afin qu'elle fût moins en défiance non seulement de Monseigneur Sola, mais des ecclésiastiques que nous lui avons recommandés comme dignes d'occuper le siège d'Asti.

Je me suis occupé de la demande des filles de Marie de Chiavari. Je n'ai pas encore pu prendre un parti pour ce qui les concerne, parceque dans le tems *la pratica* avait été transmise, je ne sais trop pourquoi, au ministère de grâce et justice. Je l'ai réclamée et dès que je l'aurai,

je m'empresserai de donner une solution à cette affaire. L'avis du Conseil d'Intendance de Gênes étant favorable aux petitionnaires, j'espère pouvoir satisfaire à vos désirs sans heurter contre aucun obstacle législatif.

Je prie V. G. d'agréer l'hommage de ma haute considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

MDCXIX.

AL MARCHESE S. DI VILLAMARINA (Ministre di Sardegna)

Parigi.

(Turin, 9 décembre 1858)

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les deux lettres particulières que vous m'avez transmises par Mr Danna. J'ai fait passer dans les bureaux la lettre du Comte Walewski, relative à ma dépêche au Comte Buol. Pour que nos papiers soient en règle, il est nécessaire que vous ayez la complaisance de m'écrire une dépêche officielle où vous rendiez compte de vos démarches auprès du gouvernement français, et du résultat auquel elles ont abouti. Les lettres particulières devant disparaître avec le ministre auquel elles sont dirigées (1), la tradition des affaires se perd, si l'on n'a pas soin de rapporter dans la correspondance officielle ce qui doit être connu de tous les ministres.

La note du *Moniteur* est faite de manière à pouvoir être interprétée dans un sens pacifique ou belliqueux suivant les dispositions des lecteurs (2). Elle n'a nullement

(1) Quanti rimproveri furono fatti al povero generale La Marmora, perchè, uscito dal ministero nel 1866, si credette autorizzato a portare con sé le lettere *particolari* scrittegli dal generale Govone!

(2) Ecco il testo della nota del *Moniteur* (4 dicembre) a cui si accenna : « Une polémique soutenue avec une persistance regrettable par

modifié mes convictions sur les véritables intentions de l'Empereur. Si l'Angleterre s'en contente, tant mieux. Il paraît que cette puissance désire qu'on lui fournisse des prétextes pour se montrer rassurée sur l'avenir. Hudson dit à ses collègues que l'on exagère l'état des choses de la Lombardie ; que les Lombards font une grande distinction entre le gouvernement de Vienne et l'Archiduc : que celui-ci n'a pas cessé d'être populaire et que tout ce qu'il y a à faire c'est d'insister auprès de l'Empereur pour qu'il seconde les bonnes intentions de son frère. Cet étrange langage est en contradiction ouverte avec les faits. Non que l'Archiduc soit précisément devenu impopulaire et qu'il soit haï par les Lombards-Vénitiens, mais parceque l'impuissance, dont il a été frappé, l'a rendu jusqu'à un certain point ridicule ; et a augmenté considérablement l'antipathie et l'irritation contre le gouvernement impérial.

J'ai eu une longue conversation avec le Gr. Duc Constantin. Il m'a répété sur tous les tons que son frère prenait le plus vif intérêt à la Sardaigne et à la cause italienne : qu'il comprenait parfaitement qu'une guerre avec l'Autriche était inévitable : que dans ce cas la Russie manifesterait ouvertement sa sympathie pour nous, et qu'elle userait de toute son influence pour empêcher l'Allemagne d'y prendre part. Mais il y a ajouté que pour le moment elle n'était pas dans le cas de tirer l'épée. J'ai eu l'air fort incrédule sur cette prétendue impossibilité, et je lui ai observé qu'il était possible, même probable, qu'une guerre en Italie eût un grand retentissement en Orient et dans des contrées limitrophes à la Russie. Ou-

différents journaux de Paris, semble avoir causé une inquiétude, que nos relations avec les puissances étrangères ne justifient à aucun degré. Le gouvernement de l'Empereur croit de son devoir de prévenir l'opinion publique contre les effets d'une discussion qui serait de nature à altérer nos rapports avec une puissance alliée de la France. »

bliant alors le rôle qu'il devait jouer, il m'a dit que cela était certain : qu'il savait pertinemment que tout était préparé en Hongrie pour un soulèvement, et que les Principautés danubiennes de leurs côtés ne se tiendraient pas tranquilles. Je n'ai pas insisté, je me suis borné à observer qu'il me paraissait bien difficile que la Russie restât chez elle, si tous les pays qui l'environnent étaient en feu.

Le Grand Duc a tenu avec le Roi un langage plus explicite.

Le Duc de Chartres est entré à l'Académie. Il se tient fort tranquille et personne n'en parle. Si jamais les Galliers et consorts tentaient de réaliser le plan dont vous m'avez parlé, le Roi y mettrait bon ordre.

Le Marquis Centurione, qui vous apporte cette lettre, est chargé de vous remettre de dépêches importantes pour Berlin. Si vous n'avez pas d'occasions promptes et sûres pour cette ville, le Marquis Centurione est à vos ordres pour les porter en passant par cette ville pour se rendre à Francfort.

Remerciez D'Angrogne de sa lettre, et dites lui que dès qu'il aura eu une audience de l'Empereur, il parte pour Turin, où le Roi l'attend avec impatience et le verra avec beaucoup de plaisir.

Croyez à mes sentiments affectueux.

MDCXX.

AL CONTE C. DI BARRAL (Ministre di Sardegna)

Francoforte.

(Stessa data)

Monsieur le Comte,

Je vous remercie du soin que vous mettez à me tenir au courant des efforts et des intrigues de l'Autriche pour

nous nuire en Allemagne et s'assurer le concours de la Confédération dans le cas d'une guerre contre elle et la Sardaigne et la France.

Cette éventualité ayant acquis dans ces derniers tems un certain degré de probabilité, il devient pour nous de plus en plus intéressant de connaître les véritables dispositions des puissances allemandes à notre égard. Personne mieux que vous n'est dans le cas de pénétrer le mystère dont elles entourent leur politique. Aussi je suis certain que vous ne négligerez rien pour être à même de me tenir au courant des démarches incessantes de l'Autriche pour exciter ses confédérés contre la France et contre nous.

Je ne doute pas que vous ne trouviez dans l'accomplissement de cette tâche un auxiliaire actif et dévoué dans votre collègue de Russie. Bien que le langage officiel à S.t Pétersbourg continue à être des plus réservés, dans le monde non officiel, on y manifeste ouvertement les sentiments les plus hostiles à l'Autriche et les plus bienveillants pour nous.

À Turin le Grand Duc Constantin, dans les entretiens qu'il a eus avec le Roi et avec moi, nous a déclaré au nom de son frère que dans le cas d'une guerre avec l'Autriche, non seulement la Russie n'aiderait pas cette puissance, mais qu'elle manifesterait hautement sa sympathie pour nous, et qu'elle userait de toute son influence sur l'Allemagne pour empêcher qu'elle ne prit parte à la lutte.

Sans répéter littéralement ces phrases à Mr de Fonton, vous voudrez bien lui faire savoir que nous avons été excessivement satisfaits des sentiments de son gouvernement; vous pourrez devenir plus explicite envers lui, et tâcher par ce moyen de l'amener à s'ouvrir avec vous. Il est un point surtout sur lequel je désirerais que vous sondiez Mr Fonton.

.

Si nous avons lieu de nous féliciter des dispositions de plus en plus bienveillantes de la Russie, je crains bien que nous ne puissions en dire autant de la Prusse. Je crains bien que la chute de Mr Manteuffel n'amène des conséquences fâcheuses pour nous. Le parti doctrinaire qui l'a renversé, agissant sous l'influence de l'Angleterre, est bien capable de se rapprocher de l'Autriche au nom des idées germaniques.

Je ne me fie guère à son libéralisme d'emprunt. Toutefois il est bon de tenir cachées ces appréhensions secrètes, qui n'ont pas encore de fondement dans des faits patents et avoués. Le langage de Mr de Schleinitz est très-amical pour nous, mais à l'égard de l'Autriche il est tout à fait nuageux. Il est probable que votre collègue Mr de Bismarck soit plus explicite; mais je crains bien, que, lors même qu'on le conserve à Francfort, on ne lui accorde plus la confiance, dont il jouissait sous l'ancien ministère (1).

Je ne doute pas que dans le cas d'une guerre l'exemple de la Prusse ne soit suivi par le reste de la Confédéra-

(1) I timori di Cavour erano fondati. Nella *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen* di KLÜPFER (vol. I, pag. 190) si legge che verso la fine di febbraio del 1859, avendo destato un gran rumore un opuscolo comparso a Berlino col titolo: *La Prussia e la questione italiana*, ove si sosteneva non dovere la Prussia aiutare l'Austria, si sospettò che autore dell'opuscolo fosse un alto funzionario e precisamente il signor di Bismarck. « Questi, aggiunge il KLÜPFER, non nascondeva le sue simpatie per l'Italia e le sue antipatie per l'Austria, ed aveva intime relazioni d'amicizia coll'inviato sardo a Francoforte. Però il governo prussiano non volle aderire alla politica consigliata in quello scritto e richiamò il signor di Bismarck da Francoforte per mandarlo a Pietroburgo. » Come è noto, anche in quella città il Bismarck proseguì a mostrarsi più italiano che austriaco. Il REYSTIERS, nel libro *Bismarck und Cavour*, racconta che i rappresentanti dei piccoli Stati tedeschi erano addirittura furiosi contro il Bismarck perchè « mostravasi più simpatico all'Italia ed alla Francia che all'Austria. »

tion. Si elle reste neutre, aucune des puissances secondaires n'osera bouger, surtout si la Russie tient sa parole et agit diplomatiquement en notre faveur. Il n'y aurait qu'une circonstance dans laquelle ces puissances embrasseraient ouvertement la cause de l'Autriche : c'est si la Prusse manifestait l'intention de profiter du moment pour s'arrondir en Allemagne et fonder un véritable Empire germanique. Mais dans cette hypothèse nous gagnerions bien plus d'un côté que nous ne perdriions de l'autre. Aussi devons-nous souhaiter vivement qu'elle se réalise.

Il est inutile que je vous dise que plus la position de notre pays devient grave, plus notre langage doit être prudent et réservé, tout en se maintenant très hostile envers l'Autriche. Je ne pense pas qu'il soit utile de nous ouvrir avec le ministre de France. L'Empereur dirige lui-même la question italienne. Il n'aime pas que ses agents, à commencer par Walewski, s'en mêlent trop.

En général ils ne savent rien, et ce qu'ils rapportent nous est le plus souvent défavorable. Je dois toutefois faire une exception pour Mr de La Tour d'Auvergne ; qui ayant des relations intimes dans l'entourage de l'Empereur, est mieux renseigné que ses collègues, et tient par conséquent un langage beaucoup plus conforme aux véritables intentions de son Souverain.

Je pense qu'il vous sera facile de me faire parvenir vos lettres d'une manière sûre, soit par des moyens directs, soit en les adressant par occasion à notre Consul à Genève, ou à Mr de Villamarine à Paris.

Recevez, Monsieur le Comte, la nouvelle assurance de ma haute considération.

MDCXXI.

AL CAV. A. CONTE (Intendente generale)

Genova.

(Torino, 11 dicembre 1858)

(*Confidens.*) Ho letto con dispiacere la sua relazione sui fatti accaduti il 10 corr. Non posso a meno di deplorare, che conoscendosi l'intenzione degli studenti di portarsi in Portoria, non vi fosse colà nè assessori nè delegati. Se ella crede non poter fare assegnamento sui funzionari alla polizia preposti, me lo dichiarare ed io li rimuoverò; ma il non impiegarli e credere poter tutto fare senza collaboratori è stato e sarà sorgente di gravissimi sconcerti.

La prego a farmi speciale rapporto sulla condotta del questore e su quella dell'assessore del quartiere di Portoria (1).

(1) Ecco in qual guisa i fatti vennero riferiti nella *Gazzetta Piemontese* (ufficiale) del 13:

« Da alcuni giorni le autorità locali di Genova erano prevenute che si volesse trar profitto dalla celebrazione del patrio anniversario del 10 dicembre 1746, per suscitare disordini. I perfidi articoli di alcuni giornali, il cui scopo evidente era di commuovere la gioventù, ed alcuni affissi stampati diffusi per la città, confermavano quei sospetti. L'autorità quindi deliberò di non permettere altra dimostrazione oltre la cerimonia nel Santuario d'Oregina, la quale difatti ebbe luogo con la massima regolarità.

« Verso le 5 pom., un drappello di operai e di studenti reduci dal Santuario accennava volersi recare in Portoria, dove per l'angustia delle strade e per l'ora avanzata, l'affollarsi di gente poteva dar occasione a disordini. In piazza dell'Annunziata la comitiva fu invitata a disciogliersi: gli studenti però, che ne facevano parte, manifestarono l'intenzione di proseguire, ed allora un alto impiegato della pubblica sicurezza stimò dover dare a quei giovani la facoltà di recarsi a Portoria individualmente.

« Come è agevole prevedere, i gruppi disciolti non tardarono a ra-

MDCXXII.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 12 dicembre 1858)

Preg. Sig.

Dalla relazione che la S. V. mi ha trasmesso chiaro apparisce che le disposizioni date dal questore, come il proprio suo contegno irresoluto e fiacco, sieno state le cagioni del deplorabile fatto accaduto il giorno 10. Pare veramente incredibile, che conoscendosi le intenzioni dei malintenzionati non vi fosse in Portoria nè un assessore, nè un delegato, e che il questore acconsentisse a che le turbe si portassero in quel sestiere sprovvisto di forze e di autorità per dirigerle.

Non voglio prendere l'iniziativa di alcuna disposizione, ma lo invito ad esaminare se non sia il caso di approfittare dell'accaduto per riformare radicalmente l'amministrazione della pubblica sicurezza in Genova.

Se ella lo crede necessario la autorizzo a sospendere il questore, ed incaricare contemporaneamente il P.^{mo} assessore di reggere la questura.

Aspetto con impazienza un suo rapporto, con le sue proposte sul da farsi.

Sarà bene che l'autorità giudiziaria proceda con solerzia ed energia ad un'inchiesta per constatare i fatti, e determinare sopra chi abbia a ricadere la responsabilità.

dunarsi di bel nuovo, e nel giungere in via Giulia incontrarono le guardie di pubblica sicurezza, le quali si opposero a che proseguissero il cammino. Da ciò nacque un tafferuglio, nel quale sgraziatamente rimase vittima un povero muratore.

« Il governo del Re, informato dell'accaduto, e stimando che la responsabilità debba ricadere sull'impiegato che non obbedì agli ordini ricevuti, ha fatto a suo riguardo un severo provvedimento, ed ha ordinato si proceda ad un'inchiesta. »

MDCXXIII.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 13 dicembre 1858)

Preg. Sig.

Onde il cattivo effetto prodotto dagli avvenimenti del 10 andrte sia del tutto distrutto, si conviene che oltre il collocamento in aspettativa del questore (1), si proceda colla massima regolarità all'inchiesta istituita dall'autorità giudiziaria; la invito quindi a secondare con tutti i suoi mezzi le richieste che a questo scopo le verranno fatte dal sig. A. G. Vigliani.

Sarebbe stato da desiderarsi che prima ancora che l'autorità giudiziaria procedesse, l'autorità amministrativa avesse constatato i fatti che condur dovevano all'accertamento della verità; come a cagion d'esempio, il nome delle guardie che accompagnarono gli studenti dalla piazza dell'Annunziata a quella di S. Domenico; il nome delle altre guardie che erano comandate in via Giulia, si sarebbe dovuto esaminare le daghe e le vestimenta; insomma fare quelle investigazioni che la gravità del caso richiedeva. Si cerchi ora a riparare il mal fatto portando il massimo zelo e la massima diligenza nel secondare le inchieste del fisco.

Desidero che le guardie possano giustificarsi, ma desidero ancora più che si faccia buona e pronta giustizia.

Io voglio sperare che l'agitazione si calmerà. Vedendo il governo pronto ad agire con energia e con giustizia, gli animi si calmeranno, od almeno si convinceranno dell'inutilità di qualunque tentativo di disordine. Se poi di-

(1) Il provvedimento fu preso il 13 dicembre, e annunziato nello stesso giorno nella *Gazzetta Piemontese*.

sgraziatamente si tentasse qualche cosa, non dubito che la S. V. saprebbe reprimere il disordine energicamente fin dal suo nascere, avendo cura di rispettare le prescrizioni della legge.

Divido il suo modo di vedere sull'opportunità di affidare la reggenza della questura a Gallois se ha la sua confidenza. Lo faccia pure.

Lo esorto a non lasciarsi nè abbattere nè sgomentare. L'accaduto, gli valga per l'avvenire. Faccia assegnamento sull'appoggio del ministero. E quando è in dubbio su qualche argomento si rivolga pure con intera fiducia al ministro.

MDCXXIV.

AL CONTE D. DELLA MINERVA (*incaricato d'affari*)

Roma.

(Torino, 15 10. bre 1858)

Divido pienamente il suo modo di vedere. Alle esigenze irrazionali di Roma noi dobbiamo opporre la più assoluta indifferenza. Sarà bene il non dimostrare nè irritazione nè dispetto. Ella dovrà restringersi a dire che il governo darà opera a cercare altro candidato per la sede di Asti che maggiormente garbi al Santo Padre di quelli che gli vennero proposti, ma come egli non è ancora disposto a far cadere la sua scelta sopra il canonico Audisio o il teologo Margotto, è probabile che le sue ricerche saranno altrettanto lunghe quanto accurate. Avrà cura di aggiungere che le cose in Asti procedendo assai lodevolmente, mercè le cure del vicario g.le Gardini, il ministero è più che mai deciso ad impedire il ritorno di Monsignor Artico in Piemonte, quindi noi senza muovere querela o lamenti, ci restringiamo a chiedere che quel Monsignore non tenti di ritornare fra noi.

Questa lettera le sarà recata dal sig. Russell, nuovo agente diplomatico dell'Inghilterra in Roma (1). La politica attuale dell'Inghilterra è diventata più austriaca ma meno papalina che per lo passato. Il tema dei suoi organi si è che non bisogna turbare l'Austria in Italia ma che bisogna radicalmente riformare Roma e Napoli. Se ciò sia possibile lascio il giudicarlo a chiunque abbia un'idea un po' esatta delle condizioni della Penisola. Ma ciò non toglie che sia seriamente posto in campo da gravi uomini di Stato che vogliono colorire l'alleanza austriaca con una qualunque siasi liberale vernice. La Santa Sede ha torto di compiacersi dell'esito dell'affare Mortara. Questo ha servito mirabilmente i progetti dell'Imperatore. Se ne accorgeranno il giorno in cui scoppierà una crisi in Italia (2).

La ringrazio delle gentili sue cure per mia nipote.

Ho il bene, ecc.

• MDCXXV.

AL SIG. ROCCA (V. Presidente della Transatlantica)

Genova.

(Torino, 16 10. bre 1858)

In conformità ai presi concerti coi signori Casareto, Polleri e Bombrini, già prima d'ora avrei trasmesso al Consiglio d'amministrazione della Transatlantica una lettera pell'Intendente G.le di Nizza, onde eccitarlo ad appoggiare a nome del governo presso il Gr. Duca Costantino i passi che la Compagnia avrebbe fatto presso di lui

(1) Leggasi nel vol. II, pag. 231, il colloquio che il conte di Cavour ebbe col Russell. Questi nel darne ragguaglio a Lord Malmebury soggiunse: *Cavour è pazzo!*...

(2) Il governo francese aveva fatto uffizi presso la Corte di Roma affinché il fanciullo Mortara fosse restituito ai suoi genitori. Ma Roma aveva dichiarato di non potere acconsentirvi.

onde effettuare la vendita de' suoi vapori al governo russo od alla Società da lui istituita e promossa pel servizio del Mar Nero e del Mediterraneo. Senonchè avendo avuto da Nizza la notizia che il Gran Duca stava per partire nei primi giorni di questa settimana per una gita a Tolone e forse a Parigi, ho riputato miglior consiglio l'aspettare il suo ritorno per mandare alla direzione della Transatlantica l'accennata lettera.

Ora la malattia dell'Imperatrice Madre avendo indotto il Gr. Duca a differire la progettata sua gita in Francia, sarebbe forse caso che la Commissione nominata all'oggetto di recarsi a Nizza partisse senza ulteriore indugio. Io mi fo debito quindi di trasmettere alla S. V. la lettera di cui ho sopra parlato pell'Intendente Generale.

Una circostanza però potrebbe consigliare il ritardo di pochi giorni. La settimana ventura, il 21 credo, il Principe di Carignano si recherà a Nizza per complimentare a nome del Re il Re di Wurtemberg ed i membri dell'Imperial famiglia che colà si trovano (1). Pregato, non dubito ch'egli parlerebbe al Gran Duca in favore della Compagnia, e le sue parole potrebbero forse riuscire più efficaci di quelle dell'Intendente.

Ho il bene, ecc.

MDCXXVI.

AL CAV. OTTAVIO DELLA MARMORA (Intendente generale)

Nizza.

(Stessa data)

Mon cher ami,

La malheureuse Société Transatlantique ne sachant plus où donner de la tête pour tirer un parti quelconque de

(1) V. nel vol. II la Lett. DLXXXVI (24 dicembre 1858) all'Intend. generale di Nizza.

ses magnifiques bateaux a décidé de faire une démarche auprès du Grand Duc Constantin pour tâcher de les faire acheter par le gouvernement russe. Dans ce but une députation de la Direction de la Société se rendra à Nice. Je te les recommande vivement. Tâche de les faire recevoir par le Grand Duc et appuie leur demande de toutes tes forces.

Je crois qu'on peut en conscience conseiller cette affaire au gouvernement russe. La Compagnie cédera les navires pour la moitié du prix qu'ils ont coûté. Or si ces navires ne sont pas construits d'une manière convenable pour les voyages transatlantiques, ils sont très adaptés aux voyages dans la Méditerranée, car le luxe qui a été prodigué dans leur aménagement les rend très aptes au transport des voyageurs riches et aisés qui parcourent la Méditerranée dans tous les sens.

Adieu, etc.

MDCXXVII.

AL CONTE T. DI S. ROSA (Segretario generale dell'Interno)

Torino.

(Torino, dicembre 1858)

Caro amico,

Non so che cosa diavolo salta in capo a Conte. Non vi son nuvole che nella sua testa. Potete assicurarglielo, ma nello stesso tempo dovete osservargli che un Intendente Generale fosse anche quello di Genova non può pretendere di essere trattato come una *petite matresse* alla quale si scrive ogni giorno.

Addio vi vedrò domani se posso disporre di una mezz'ora.
Vostro af.

AL COMM. M. A. CASTELLI

Torino.

(1° gennaio 1859)

..... Il 1° gennaio 1859, entrando il mattino nella camera del Conte Cavour, io gli augurai una buona annata e di essere il 1° del 1860 primo Ministro del Re d'Italia in Roma.

Il Conte Cavour si mise a ridere e mi rispose: « Ci andremo, ma fra dieci anni e con una guerra civile nel frattempo!... »

BARDESONO.

(Dal Diario del signor DARIMON)

(Paris, 5 janvier 1859)

Voici, d'après le *Constitutionnel*, la version exacte du petit discours que l'Empereur a tenu à l'ambassadeur d'Autriche.

« Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé; mais je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels ne sont pas changés. »

La note du *Constitutionnel* avait évidemment pour objet de mettre un terme aux bruits vagues et aux diverses variantes qui avaient si fort troublé le monde des affaires. Le *Moniteur*, n'ayant pas reproduit cette note, on en conclut que le gouvernement veut laisser l'opinion publique dans une demi-incertitude, quoiqu'au fond il soit résolu à faire la guerre à l'Autriche.

Ce qui gêne le gouvernement, c'est l'opposition qu'il rencontre parmi le haut clergé, où, ainsi que l'avoue l'*Univers*, on regarde l'alliance de la France et de l'Autriche come le gage de la paix en Europe et la garantie la plus assurée « contre les entreprises de la Révolution. »

La baisse à la Bourse a été énorme. 80 centimes sur le 3 0/0; 50 centimes sur le 4 1/2; 37 francs sur le mobilier. Il y a eu beaucoup d'exécutions de spéculateurs à la hausse.

MDCXXVIII.

A S. A. I. IL PRINCE NAPOLÉON

Parigi.

(Turin, 7 janvier 1859)

Monseigneur,

Je profite du départ du général Klapka pour adresser à V. A. I. la prière de hâter autant que possible son départ pour Turin. Le Roi est très desireux de voir V. A.; qu'Elle veuille bien ne pas trop se faire attendre. D'ailleurs les événements pressent; l'agitation grandit en Lombardie, à Milan surtout; les moindres faits qui indiquent une intention hostile contre l'Autriche y produisent une grande impression. Aussi les quelques mots adressés le premier de l'an au baron Hübner par l'Empereur ont causé une immense excitation. Les plus modérés voyaient déjà les Français traversant le Pô et rasant les Autrichiens. Cet état de choses a un bon côté puisqu'il prouve à l'Europe que la domination autrichienne sera toujours détestée en Italie. Mais d'un autre côté il présente de grands dangers pour nous. Que faire si un mouvement populaire éclate en Lombardie? C'est fort difficile à dire. Cependant je crois que lorsque V. A. sera ici, nous pourrons tout prévoir et être préparés à toutes les éventualités.

Je remercie V. A. de l'intérêt que V. A. met pour faire réussir la combinaison financière que Bixio lui a communiquée. En cas de succès, nous n'aurons plus de longtemps à nous préoccuper de trouver de l'argent à l'étranger.

V. A. connaît le général Klapka depuis longtemps, aussi je pense qu'il est inutile que je le lui recommande. Je me borne à lui manifester le vif désir que ses projets et ses plans soient approuvés par l'Empereur et pour que

S. M. daigne lui fournir les moyens nécessaires pour les exécuter. S'ils réussissent, c'en est fait de l'Autriche; privée de l'Italie et de ses provinces magyares et slaves, elle sera réduite à l'impuissance. Ce sera le plus grand service qui ait jamais été rendu à l'humanité.

Dans l'espoir de recevoir bientôt l'avis du départ de V. A. pour Turin, je la prie de vouloir bien agréer l'hommage de mon vif et respectueux dévouement.

De V. A. I. le très humble et très obéissant serviteur.

(Dal Diario del signor DARIMON)

(Paris, 7 janvier 1859)

Le parti de la paix l'a emporté dans les conseils de l'Empereur. C'est à son inspiration qu'est due la note qui a paru dans le *Moniteur* de ce matin.

« Depuis quelques jours l'opinion publique est agitée par des bruits alarmants, auxquels il est du devoir du gouvernement de mettre un terme, en déclarant que rien dans nos relations diplomatiques n'autorise les craintes que ces bruits tendent à faire naître. »

On a arraché cette note à l'Empereur en lui faisant un tableau effrayant des désastres financiers qu'allaient entraîner les bruits persistants de guerre entre la France et l'Autriche.

(16 janvier 1859)

Le prince Napoléon est parti, il y a deux jours, pour Turin. Le *Moniteur* dit que son absence sera de très courte durée. Le *Constitutionnel* donne pour but au voyage du prince des fiançailles avec la princesse Marie-Clotilde, fille de Victor-Emmanuel, Roi de Piémont.

J'ai rencontré M. Cler, l'écuyer du prince. Suivant lui, le mariage n'aurait lieu qu'au mois de mars, quand la princesse aura atteint ses seize ans accomplis. « Ce mariage, a-t-il ajouté, se serait fait tout de suite, si le gouvernement impérial avait persisté dans l'attitude belliqueuse qu'il avait prise au commencement de janvier. »

Je crois que M. Cler se trompe : ou il n'est pas bien informé, ou bien il se tient sur la réserve, jusqu'à ce que le mariage soit un fait accompli. D'après ce que j'entends dire autour de moi, le prince Napoléon ne reviendra à Paris que lorsqu'il sera devenu le gendre de Victor-Emmanuel.

C'est le sentiment de M. de Girardin : « Le prince, m'a-t-il dit, « est allé à Turin pour brusquer l'affaire. »

M. de Girardin voit dans ce mariage une menace de guerre : il n'accuse pas le gouvernement impérial de vouloir la guerre, mais il s'y trouvera un jour engagé, sans l'avoir désirée. Il est très effrayé de la situation.

La politique dans laquelle on s'engage lui semble déplorable. « Je ne puis pas, dit-il, mieux comparer cette politique qu'à celle « qui avait été adoptée par M. Thiers en 1840. Elle ne peut aboutir « qu'à un recul. Politique inconséquente : pour rentrer dans la lo- « gique, il fallait abandonner la dictature et établir l'Empire sur « les bases de la liberté. Alors seulement on pourrait songer à « l'affranchissement de l'Italie. »

M. de Girardin croit néanmoins que c'est le point de départ d'un changement dans les allures gouvernementales.

J'ai oublié de noter un fait important. M. Cler m'a dit : « On aura bien certainement la guerre ; l'Empereur la veut. »

(19 janvier 1859)

Le *Times* nous apporte une singulière nouvelle. Son correspondant de Paris annonce que les préfets de nos quatre-vingt-six départements auraient fait connaître au gouvernement « la réprobation « et l'horreur des populations pour une guerre nouvelle. — De « sorte, ajoute le *Times*, que le cabinet des Tuileries inclinerait « maintenant vers une solution diplomatique des difficultés pen- « dantes. »

Je ne savais pas que les préfets devaient être considérés comme des interprètes de l'opinion publique. Ce que les préfets entendent par les *populations*, ce sont les évêques, les fonctionnaires, les gros propriétaires, les riches manufacturiers, et généralement tous les gens à qui la guerre peut causer quelque gêne et quelque ennui. C'est avec ce monde-là qu'ils sont en contact et c'est à leurs yeux le seul qui compte.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Turin, 28 janvier 1859)

Depuis que je t'ai écrit nous avons eu le mariage de M^{me} Clotilde auquel on avait d'abord peine à croire. Ce mariage a soulevé d'abord une opposition générale dans toutes les classes de la population. La noblesse l'a manifestée en n'allant point à la première illumination du théâtre et au bal Cavour. Cette démonstration faite, on a dit qu'on ne voulait point boudier le Roi et encore moins la Princesse qu'on aime beaucoup et on a été en foule au théâtre et à la Cour. On a ensuite précipité le mariage qui ne devait d'abord se faire, disait-on, qu'en mars ou avril, et sans qu'on sache s'en rendre compte, il aura lieu ces jours-ci.

Quant à la politique ténébreuse dans laquelle nous nous trouvons réduits à marcher à tâtons, je ne sais si tu trouverais des lumières où tu voudrais en chercher. Mon frère toujours *sfiduciato* fait des observations justes sur les faits et les données positives qu'il peut avoir et il est bon à entendre dans ce sens là. Du reste nul enthousiasme ne l'atteint jamais, et il est plutôt porté à envisager l'avenir peu favorablement.

On dit que Maxime qui est à Gênes a écrit une lettre à Cavour pour faire adhésion à la politique cavourienne (1).

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

(1) M. D'AZEGLIO alla moglie: « Genova, 6 febbraio 1859. — Ero andato a Firenze per passare l'inverno senza tanto freddo, e stavo facendo le mie disposizioni per stabilirmi, quando una lettera di Torino mi annunciò che si credeva imminente l'entrata delle truppe austriache. Per quanto non credessi di potere oramai far molto, pure, molto o poco, in questi casi bisogna far qualche cosa. Onde scrissi subito a Cavour che, se avevo potuto aver obiezioni sin qui contro la sua politica, al punto ove si trovavan le cose, non era tempo di discuterla, ma d'appoggiarla, e che perciò facesse capitale di me per quel poco che potevo fare, eccetera. »

AL SIGNOR HENRI MARTIN

Parigi.

(Veytaux, 30 janvier 1859)

Cher ami, On voulait deux choses : 1^o Amuser les Italiens que l'on craint personnellement, prévenir un nouveau 14 janvier.

Secondement : faire le mariage piémontais, pour entrer dans une famille royale.

Pour ces deux objets, il fallait tromper les Italiens et jeter en avant les mots de guerre d'indépendance. Maintenant le tour est joué (1).

Si l'on ne songeait qu'à une guerre d'indépendance, on procéderait tout autrement ; on n'en parlerait pas, et l'on empêcherait qu'on en parlât. Les troupes seraient acheminées en secret vers le Piémont ; au jour même de la rupture on passerait la frontière, on surprendrait l'Autriche en désarroi, on se donnerait ainsi l'avantage de choisir l'endroit, le moment, et d'arriver en forces supérieures.

Depuis que le monde est monde, c'est ainsi que toutes les guerres ont été engagées. Au lieu de cela, on fait tout le contraire ; nuls préparatifs, nul mouvement de troupes, mais un grand fracas de paroles. On prévient l'Autriche dès le 1^{er} janvier ; on lui donne le temps, le prétexte, l'occasion d'armer, d'augmenter son effectif, de réparer ses plans, de faire son plan de campagne, de se mettre en ligne, de choisir son terrain. On lui accorde même, si elle le voulait, l'avantage de prendre elle même l'offensive, de se jeter sur le Piémont, avant que ses alliés eussent seulement fait une étape de l'autre côté des Alpes. Depuis qu'il y a au monde des

(1) Pubblichiamo questa ed altre lettere di insigni personaggi francesi, senza avvertenze o commenti qualsivensi ; gioveranno a mettere vie più in chiaro che la gran massa dei Francesi era contraria alla guerra meditata da Napoleone III per la liberazione dell'Italia. Il conte A. de FALLoux aveva perfettamente ragione di scrivere nel *Correspondant* del 25 settembre 1860 : « ... *Seule la guerre d'Italie a eu le triste privilège de susciter, dès qu'on l'entrevit à l'horizon, réprobation et alarme...* »

armées, guerre n'a été commencée de cette manière. Par malheur la presse ne fait attention qu'aux mots, aux verbiages de cour; elle attend, pour se décider, le discours du trône, qui n'apprendra rien de plus que toutes les harangues de cette nature. La guerre se règle par des faits, non par des mots. Ce sont donc les faits qu'il faut voir. On a de loin averti l'Autriche, les paroles auront encore une fois trompé le monde, et c'est tout ce que l'on voulait..

EDGAR QUINET.

(Dal Diario del signor DARIMON)

(Paris, 30 janvier 1859)

Une dépêche télégraphique annonce que le mariage du prince Napoléon avec la princesse Marie-Clotilde de Savoie a été célébré hier à Turin.

Le Prince, en se déclarant très nettement pour la guerre avec l'Autriche, a brusqué la solution qui devait être retardée de quelques semaines.

L'alliance avec le Piémont est faite. Nous voilà engagés jusqu'au cou dans l'aventure italienne.

(7 février 1859)

L'ouverture de la session législative s'est faite au Louvre dans la salle des États.

Hénon, qui y a assisté, a fait la remarque qu'on avait donné à la séance impériale une splendeur inaccoutumée.

La princesse Clotilde était placée entre l'Impératrice et la princesse Mathilde. On a été frappé de la ressemblance de cette princesse avec son père, le roi Victor-Emmanuel. Par son attitude simple et modeste, elle a produit un excellent effet.

L'attitude des députés était glaciale. Il s'était formé une petite cabale. On voulait accueillir, par un silence calculé, la partie du discours de l'Empereur relative aux rapports de la France avec l'Autriche et le Piémont.

Quand l'Empereur a exposé les dissidences soulevées entre son gouvernement et l'Autriche, il n'y a eu aucun signe d'approbation

ou de désapprobation. Il en a été de même au paragraphe relatif au Piémont et au mariage du prince Napoléon. On a oublié que la princesse Clotilde était présente et qu'on lui devait au moins une marque de galanterie. Mais quand l'Empereur, parlant de la situation de l'Italie, a laissé échapper cette parole : « Ce n'est pas un motif suffisant de croire à la guerre, » quelques maigres applaudissements se sont faits entendre ; ils n'ont pas rencontré d'écho.

À la salle des conférences, dans l'après-midi, on était généralement d'accord que le discours de l'Empereur n'était rien moins que rassurant. J'ai causé avec un grand nombre de mes collègues ; ils se prononcent presque tous en faveur du maintien de la paix.

Comme le Corps législatif est privé des moyens de faire connaître ses sentiments à l'Empereur, quelques députés ont proposé de faire une manifestation dans les bureaux. Cette manifestation serait fort innocente : elle consisterait, lors de la nomination des présidents et des secrétaires des bureaux, à écarter de ces fonctions honorifiques l'élément militaire. C'est là tout ce que la majorité a trouvé de plus significatif pour faire montre de ses tendances pacifiques.

J'ai remarqué que les députés qui se prononçaient le plus énergiquement en faveur de la paix appartiennent à l'entourage de M. de Morny.

(8 février 1859)

Le discours prononcé par M. de Morny à l'ouverture de la première séance du Corps législatif peut être considéré comme la contrepartie du discours de l'Empereur.

Quand il a proclamé que « la paix ne pouvait être troublée que « par la défense des grands intérêts nationaux, » M. de Morny s'est avancé beaucoup. Est il bien sûr d'avoir fidèlement traduit la pensée de Napoléon III ?

Mais quand il a ajouté que « la plupart des difficultés s'aplanissent aujourd'hui par la diplomatie et se résolvent par des « arbitrages pacifiques, » il me paraît avoir méconnu les tendances actuelles de la politique impériale. Il faut être aveugle, en effet, pour ne pas voir que cette politique conduit à la guerre.

Quoique il en soit, les paroles de M. de Morny ont été accueillies par les plus vifs applaudissements.

Si M. de Morny a voulu prouver que les sentiments du Corps législatif sont opposés à la guerre, il a complètement réussi. Il est impossible de nier après cette explosion de bravos que les députés se laisseront difficilement entraîner vers une politique belliqueuse.

(10 février 1859)

Les bureaux ont mis à exécution leur projet. On a procédé à la nomination des présidents et des secrétaires. Aucun ancien militaire n'a été nommé à ces fonctions. Dans plusieurs bureaux, les présidents élus, en prenant possession du fauteuil, ont adressé une petite allocution, dans laquelle ils ont protesté contre toute idée de guerre.

MDCXXIX.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 12 febbraio 1859)

Preg. Sig^{re},

Le nostre finanze, essendo in migliori condizioni di quelle dello Stato, possiamo, senza verun incomodo o sacrificio, rinnovare la cambiale di L. 15,000 che scade in marzo per sei mesi, con affidamento che, trovandosi a quell'epoca incagliati, le accorderemo altra rinnovazione.

Mio fratello, leggendo i *Débat*, gli farò spedire un altro giornale, la *Presse* p. e., che è ispirata dal P^{re} Napoleone.

Mi creda suo dev^{mo}.

MDCXXX.

A S. A. L IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 13 février 1859)

Monseigneur,

Cette lettre sera remise à V. A. par le Marquis Monticelli, député génois, que le gouvernement envoie à Paris pour y négocier l'emprunt de 50 millions qui sera définitivement approuvé dans le courant de la semaine. Le Marquis Monticelli ayant été plusieurs fois rapporteur du budget, est très versé dans les questions de finance et très apte à la mission qu'il vient de recevoir. Il est muni de pleins pouvoirs, et ses instructions l'autorisent à conclure aux conditions qu'il jugera les plus convenables. J'ose espérer que grâce à l'appui de V. A., il réussira d'une manière ou d'une autre et que nous pourrions nous féliciter avant la fin du mois, d'avoir résolu la question financière, qui certes n'est pas la moins compliquée de celles qui nous occupent. Je crois que sous tous les rapports ce qui nous conviendrait le mieux, ce serait de négocier l'emprunt d'une manière définitive, sans avoir recours à l'expédient chanceux d'une souscription publique. Nous n'aurions pas besoin de placer à Paris la somme entière de 50 millions, car il nous sera facile d'en négocier une partie dans le pays et à Livourne. Si une ou plusieurs maisons se chargeaient de 30 à 35 millions, le reste ne nous embarrasserait pas.

Mes. de Rothschild nous ont fait dire qu'ils étaient prêts à nous faire des offres. Ils ont appelé à Paris en toute hâte leur correspondant de Turin, et tout me porte à croire qu'ils craignent de voir s'échapper de leurs mains le monopole qu'ils cherchent à l'égard de nos rentes depuis

grand nombre d'années. S'ils veulent se charger de l'emprunt à forfait, il sera facile de s'entendre avec eux, mais si, comme je le redoute, ils ne veulent se charger de l'affaire qu'en commission, alors il faut se tourner d'un autre côté.

La maison S.t Paul nous a offert son concours. Plus entreprenante que les Rothschild, il est possible qu'elle se charge de ce que nous voulons placer à Paris.

Pour dernière ressource, il nous reste l'offre du Crédit mobilier que Bixio m'a transmise. Il faudra bien l'accepter, si on ne peut faire mieux. Seulement je pense qu'on pourrait leur demander de se charger immédiatement d'une petite portion de l'emprunt, du quart ou du cinquième par exemple. Cette condition aurait le grand avantage de les intéresser au soutien de la rente sarde.

Depuis quelques jours, il nous arrive un grand nombre de jeunes gens de la Lombardie, qui entrent dans l'armée comme simples soldats. Cela rend indispensable la dénonciation de notre traité avec l'Autriche pour la remise des déserteurs. Nous le ferons le lendemain du jour où l'emprunt sera négocié.

Si, comme tout porte à le croire, ce mouvement continue, il y aura là un bon prétexte pour commencer la guerre. L'Autriche ne peut tolérer que nous incorporions dans notre armée 1000 ou 2000 Lombards. Elle réclamera, nous repousserons ses instances et une rupture s'en suivra. Il paraît qu'elle veut nous fournir une autre cause légitime de guerre. Elle vient d'activer de nouveau les travaux autour de Plaisance, suspendus depuis le Congrès de Paris. Nous nous garderons bien de protester pour le moment, afin qu'elle puisse achever des travaux considérables avant que nous n'en demandions la destruction. Cette demande, se fondant sur le traité de Vienne, l'Angleterre ne saurait la blâmer. Si l'Autriche refuse d'y faire droit, elle devra reconnaître que nous avons un motif légitime pour commencer les hostilités.

J'ose appeler de nouveau l'attention de V. A. sur la convenance de ne pas laisser porter devant la Conférence de Paris la question des Principautés. Si la diplomatie s'en empare, nous sommes perdus. Si la question des Principautés pouvait se traiter à Constantinople ce danger serait conjuré.

Je prie V. A. de vouloir bien agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

(P. S.) Cette lettre était écrite lorsque la poste m'en a apporté une de Chambéry, que je crois devoir communiquer à V. A. Mr J. J. R*** est un homme de talent, et d'une grande énergie. Je le crois apte à diriger un journal dans des tems un peu agités, lorsqu'il s'agit de mettre en mouvement les passions populaires. Il a toutefois contre lui le souvenir des écarts d'une jeunesse orageuse, qu'on ne pardonne ni n'oublie dans une petite ville comme Chambéry.

Mr J. J. R*** est très libéral, radical même ; mais il appartient à ce qu'on appelle en Savoie le parti français.

Si V. A. croit utile la fondation à Chambéry d'un journal qui prêche la guerre en Italie et prépare les esprits à la réunion de la Savoie à la France, l'œuvre de Mr R*** peut être utile, et sa proposition prise en considération. Dans ce cas, je prierais V. A. d'un mot de réponse, afin que je fasse partir Mr R*** avec une lettre pour V. A.

AL SIGNOR DE CORCELLE

Parigi.

(Cannes, 15 février 1859)

. . . J'en viens, en quelques mots, à la politique. J'ai lu très-attentivement la brochure de *Napoléon III et l'Italie*. Elle jette un grand jour sur la situation, en ce qu'elle semble prouver que la question diplomatique entre l'Autriche, le Pape et nous, en est

arrivée à reposer sur les différents points indiqués comme base du plan. Or, je crois ce plan presque aussi inacceptable pour le Pape et l'Autriche (à moins qu'on ne rende celle-ci la dominatrice de l'association italienne) que ce serait la république romaine. Je n'ai pas le loisir de dire mes raisons, ce sera pour une autre fois. Si donc réellement on s'est mis dans cette impasse diplomatique, il me paraît difficile d'en sortir sans la guerre.....

A. DE TOCQUEVILLE.

MDCXXXI.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 18 février 1859)

Monseigneur,

Conformément à ce que le Marquis d'Azeglio m'avait écrit de Londres, ce matin sir James Hudson est venu me donner lecture d'une dépêche de Lord Malmesbury, dans laquelle, le ministre des affaires étrangères de la Grande Bretagne, après avoir discuté d'une manière assez aigre notre conduite vis à vis de l'Autriche, finit par exprimer le désir que la Sardaigne formule d'une manière claire et précise les griefs que les Lombards-Vénitiens peuvent faire valoir contre le gouvernement autrichien, expose ce qu'elle considère comme contraire aux traités dans les États de l'Italie centrale, et fasse connaître les remèdes qu'on pourrait apporter à cet état de choses.

Afin de ne pas m'exposer à voir sir James Hudson désavoué come le fut l'année dernière Mr Erskine (1), je l'ai prié de me remettre par écrit sa demande.

(1) Vol. II, pag. 539, nota.

Il m'a promis de demander à Lord Malmesbury l'autorisation de le faire. Dès que je recevrai sa note j'aurai soin de la transmettre à V. A.

J'avoue que je ne m'attendais pas à ce qu'on nous demandât un exposé des griefs des Lombards. Peut-être Lord Malmesbury ne vaudra-t-il pas faire cette demande par écrit. S'il le fait toutefois, nous serons un peu embarrassés, car au point de vue des traités de 1815, il n'y a pas grand chose à dire en faveur des Lombards-Vénitiens, ces traités n'ayant pas stipulé que l'Autriche eût à bien gouverner les provinces italiennes.

J'ose prier V. A. de vouloir bien me donner son avis sur ce sujet délicat.

Quant aux autres demandes que l'Angleterre m'adresse, je n'aurai pas difficulté à y répondre en suivant les traces que V. A. m'a données dans la dépêche télégraphique que j'ai reçue cette nuit.

Puisque V. A. juge que la présence de Mr Nigra à Paris peut être utile, je le ferai partir dès que Mr Astengo sera de retour. Je dois observer toutefois à V. A. que la présence de Nigra à Paris mettra probablement en fureur le Comte Walewski qui m'a fait déclarer par le Prince de La Tour d'Auvergne que dorénavant les affaires devaient se traiter par la voie régulière. Je suis tout prêt à braver ses fureurs, et à y dévouer ma tête, pourvu qu'elles ne nuisent pas à la sainte cause dont V. A. est un des plus fervents apôtres.

Villamarina de son côté subira un redoublement de mélancolie. Si l'Empereur ou V. A. daignaient lui dire un mot, qui lui prouvât qu'on n'entend pas le tenir tout à fait à l'écart, cela lui ferait trouver sa position supportable.

J'espère que le Marquis Monticelli aura réussi à l'heure qu'il est, soit avec Rothschild, soit avec le Crédit mobilier. Les offres que nous avons reçues de Milan et de

Livourne facilitent singulièrement l'opération puisqu'il ne s'agit que d'une somme bien peu importante pour la place de Paris.

Les jeunes gens des premières familles Lombardes viennent en masse s'enrôler comme simples soldats. Cela produit le meilleur effet sur les deux rives du Tessin. L'Autriche jusqu'à présent n'a pas réclamé. Si elle le faisait nous répondrions en dénonçant le traité d'extradition, et en citant l'exemple de la France, qui s'est toujours refusée à rendre les déserteurs qu'elle incorpore dans la légion étrangère.

Je prends la liberté de prier V. A. de me faire savoir quelle sera l'attitude que compte prendre la France dans la question de la double élection du colonel Couza. Nous l'avons fait examiner par notre Comité du contentieux diplomatique. Quoique composé d'hommes très conservateurs, il a été unanime pour en reconnaître la légalité. J'enverrai cet avis motivé à Villamarina, pour qu'il s'en serve pour motiver son vote.

Je serais désolé que la France ne conservât pas le prestige qu'elle a acquis sur les populations riveraines du Danube, car ce prestige est un levier appliqué à la base de l'édifice vermoulu de l'Empire autrichien, qui peut, à un jour donné, fournir à l'Empereur les moyens de le détruire de fond en comble.

Je demande pardon à V. A. d'abuser ainsi de sa bonté. Mais connaissant l'intérêt qu'Elle porte à la cause qui a toutes mes affections, j'oublie en causant avec Elle les bornes que la discrétion devrait imposer à une correspondance.

Je prie V. A. de vouloir bien agréer l'hommage du respectueux dévouement avec lequel je suis de V. A. I. le très humble serviteur.

AL CONTE DE BUOL (Ministre degli esteri dell'Imperatore d'Austria)

Vienna.

(Vienne, 21 février 1859)

... Hier matin le maréchal Narvaez vint se présenter chez moi.

Je tournai la conversation sur la déplorable position du jour, et sur les impressions sous lesquelles il venait de quitter Paris. Vous rapporter la réplique, ce serait vous apprendre ce que vous, moi et le monde entier savons et sentons. Mais les paroles suivantes offrent un intérêt plus particulier :

« Il n'y a qu'un cri en France, c'est celui de paix ; ce cri est celui de la population toute entière, de toutes les classes dont se compose cette population, y compris l'armée.

— Comment, m'écriai-je, y compris l'armée ?

— Oui l'armée, à commencer par les maréchaux, et à peu d'exceptions près, toutes les notabilités militaires. »

À la demande que je lui adressai, s'il s'était trouvé en relation particulière avec l'Empereur, il me répondit qu'il avait pris congé de lui avant son départ.

— Et quelle impression vous a-t-il faite ?

— Celle d'un homme qui se sent engagé dans un défilé sans issue.

Faites de ce récit tout ce que vous voudrez : je vous le livre sans y ajouter des commentaires.

Ce matin, M. de Lesseps est venu me voir à son passage pour l'Égypte. Après avoir parlé du canal de Suez, qui marche en avant comme poussé par la *force même des choses*, je lui ai demandé compte de ses impressions sur la situation de la France. Ses paroles se confondent avec celles du maréchal Narvaez. Il regarde la situation que s'est faite l'Empereur comme éminemment dangereuse pour lui, et comme le produit d'une aberration de son esprit ; ce qui est curieux, c'est le dernier mot de notre conversation :

« Avant de partir de Paris, j'ai eu un long entretien avec le Prince Napoléon, lequel, comme vous le savez, est un chaleureux partisan de l'œuvre du canal, et que sa position actuelle engage dans cette entreprise d'une manière spéciale. Après avoir épuisé cet objet, j'ai dit avec peine :

— Tout cela est bel et bon ; mais en face de quoi sommes-nous placés ? Est-ce en face de la guerre ou de la paix, qui exerceront, l'une ou l'autre, une influence directe sur notre entreprise ? — Voici ce que le Prince m'a répondu :

— Je ne puis faire une réponse catégorique, mais mon sentiment est que les chances de la paix l'emporteront sur celles de la guerre. Faites également de ce récit tout ce qui bon vous semblera.

METTERNICH.

MDCXXXII.

AL CONTE D. DELLA MINERVA (*Incaricato d'affari*)

Roma.

(Torino, 22 febbraio 1859)

. . . La S. V. potrà però dichiarare in modo esplicito ed assoluto che il governo è deciso in modo irremovibile a mantenere quanto venne fatto alla Consolata, e che a nessun patto consentirà mai a lasciarvi tornar gli Oblati. Se Roma vuole promuovere uno scandalo, ricadrà a suo danno ; chè se il governo si è dimostrato sin ora arrendevole e conciliante, saprà usare l'energia quando sia il caso. Un atto di rigore contro i Minori Osservanti provocherà da parte nostra l'espulsione dallo Stato di tutti i Gesuiti che si tollerano da noi in contraddizione colla legge. Abbiamo cercato di mantenere una tregua con Roma, se essa desidera la guerra, l'avrà...

MDCXXXIII.

AL TEN. COLONN. CAV. EFISIO CUGIA (*Deputato al Parlamento*)

Torino.

(Torino, venerdì 4 marzo 1859)

Ti prego di venire a pranzo quest'oggi alle 5 1/2 al ministero degli esteri. Vi troverai La Marmora e Cialdini e farai la conoscenza di Gladstone.

(Dal Diario del signor DARIMON)

(Paris, 8 mars 1859)

Le Prince Napoléon a donné sa démission de ministre de l'Algérie et des colonies.

Quoique je n'aie pas revu le Prince depuis son retour d'Italie, je présentais depuis longtemps cette décision.

Le Prince, à ce qu'on m'assure, a pris à Turin certains engagements qu'on ne se dépêche pas de remplir. Après avoir lancé la brochure : *Napoléon III et l'Italie*, qui était une véritable déclaration de guerre, on cherche toutes sortes de biais pour ne pas aller plus avant. L'Empereur se laisse circonvenir par des faiseurs qui ne veulent pas la guerre, parceque cela gênerait leurs opérations.

Le Prince est, du reste, convaincu qu'on ne peut s'engager dans la guerre de l'indépendance italienne qu'à la condition de rompre avec ces conservateurs encroûtés qui exercent, depuis sept ans, dans les Conseils du gouvernement une si déplorable influence. L'Empire, à son sens, devrait rechercher ses alliés parmi les hommes qui veulent, à l'intérieur, la liberté sous la double garantie des lois et de l'autorité, et, au dehors, une attitude ferme et patriotique.

Au fond, l'Empereur partage les opinions de son cousin. Il n'a, m'a-t-on dit, consenti qu'avec peine à sa sortie du Conseil des ministres. Aussi, a-t-il eu soin de déclarer dans le considérant du décret qui charge M. Rouher de l'intérim, que c'est seulement *d'après son désir*, qu'il relève son *bien-aimé cousin* des fonctions de ministre de l'Algérie et des colonies.

(Dalle Memorie del conte ORAZIO DE VIEL CASTEL (1))

(Stessa data)

Hier petit bal au château, peu nombreux et choisi. On y parlait beaucoup de la démission donnée par le Prince Napoléon de ses fonctions de ministre, et on l'en félicitait. Le *Moniteur* annonce ce matin que l'intérim du ministère sera fait par M. Rouher.

(1) Parigi, 1884. Edizione vietata in Francia.

Plus que toutes les notes pacifiques du *Moniteur*, cette démission est un gage de paix.

. . . Le Prince intriguait avec M. de Cavour, et mettait les forces de la France à la remorque des velléités ambitieuses du Piémont; il espérait un bouleversement sortant d'une guerre et poussait à la guerre par tous les moyens; avec lui il n'était pas possible d'arranger diplomatiquement les choses, et Dieu merci les nouvelles reçues de Vienne font espérer qu'elles se concilieront sans guerre pour le moment.

Le Prince avait voulu qu'on fit soulever la Hongrie en envoyant de ce côté 50,000 hommes; il conseillait de marcher en avant malgré toute l'Europe.

Le télégraphe électrique nous apprend aujourd'hui que la seule nouvelle de sa sortie du ministère a fait hausser les fonds autrichiens à la Bourse de Vienne de 8 0/0.

Les Italiens et Cavour sont en baisse, on commence à voir dans les hautes régions qu'il n'y a pas un peuple organisable en Italie..

AL MARCHESE E. D'AZEGLIO (Ministre di Sardegna)

Londra.

(Turin, jeudi 10 mars 1859)

La situation a pris un nouvel aspect. Nous avons appelé les contingents sous les armes. C'est grave, très grave. Dieu veuille que ce ne soit pas très imprudent et par suite fatal. Hier soir mon petit cercle était peu rassuré et peu rassurant. Lisio convenait que le moment était fort périlleux. Mais il voyait au delà et se reconfortait. C. s'épouvante de la guerre, gémit de la paix, il est toujours dans le tremblement d'une catastrophe. Mon frère était plus *sfiduciato* que jamais. J'en étais dans un état nerveux, toute frissonnante. Il s'agit maintenant non de l'Italie mais du Piémont. *To be or not to be.* Voilà la question.

Pour plus préciser, Cavour est-il fou ou ne l'est-il pas? L'ennemi peut passer le Tessin. Rien ne peut l'empêcher.

Enfin il faut en prendre son parti. Cette panique passera comme tant d'autres.

(CONSTANCE) D'AZEGLIO.

AL CONTE C. DI CAVOUR (*Presidente Consiglio Ministri*)

Torino.

(Torino, 18 marzo 1859)

Ill. Sig. Conte,

Io sono grato a V. S. per l'alto onore di potermi presentare a S. M., e mi recherò domenica ventura nell'ora determinata al Reale Palazzo.

Sono con riconoscenza agli ordini di V. S.

G. GARIBALDI.

MDCXXXIV.

AL CAV. C. BONCOMPAGNI (*Ministro di Sardegna*)

Firenze.

(Martedì, 22 marzo 1859, ore 2 del mattino)

Caro amico,

Ho ricevuto questa sera tornando a casa i tre esemplari dello scritto del Bianchi (1). L'ho letto con avidità e ne sono rimasto oltremodo soddisfatto. Espone mirabilmente quale sia la parte che la Toscana ha da fare nel gran moto che condurre deve l'Italia all'indipendenza ed alla libertà. Presentate al Bianchi in nome mio felicitazioni e ringraziamenti. Ringraziate pure Ridolfi, Ricasoli e Peruzzi, Corsi e Cempini che generosamente assumono la principale responsabilità di questo patriottico scritto. Esso giunge in buon punto, e può giovare oltre ogni previsione passata alla causa.

Onde tentare di attutire la gelosia dell'Inghilterra e propiziarsi la Prussia, la Francia acconsentì ad un Congresso per trattare le cose d'Italia. L'Imperatore mi as-

(1) CELESTINO BIANCHI, *Toscana e Austria*, tip. Barbèra.

sicura che non avrà risultato diplomatico : ma per agevolarli l'assunto è necessario che gl'Italiani manifestino altamente, virilmente i loro voti, e che questi voti siano tali che l'Austria debba combatterli. Lo scritto del Bianchi a ciò mira. Vi facciano adesione i Toscani, e si darà una grand'arme all'Imperatore. Fate sì che lo scritto ottenga il maggior numero di adesioni possibile. Supplicate in nome dell'Italia tutta il venerando Capponi ed il prudente Galeotti di firmare. Siamo giunti al momento supremo. I nostri nemici, e sono molti, faranno ogni sforzo per soffocare la nostra causa con artifizi diplomatici. Noi resisteremo, noi adopraremo tutti i mezzi in nostro potere: ma per Dio ci assistano i nostri concittadini delle altre parti d'Italia.

È indispensabile che una manifestazione identica a quella che ha luogo in Toscana si faccia a Bologna e nelle Romagne. Scrivo a Pepoli di tornarsene da Parigi. Dal canto vostro comunicate quest'idea ai Bolognesi con cui siete in relazione.

Dite ai vostri amici che lo scritto di Bianchi è compenso largo alle inquietudini che il loro esitare aveva in me destato.

Addio. Vostro aff.mo.

MDCXXXV.

A S. M. L'IMPERATORE NAPOLEONE III

Parigi.

(Paris (1) 30 mars 1859)

Sire,

Le sentiment de la terrible responsabilité qui pèse sur moi, et la confiance que m'inspire la bonté de V. M. à mon égard, me décide à m'ouvrir sans réserve à V. M.

(1) Invitato telegraficamente, in data del 24, a recarsi a Parigi, il Conte vi era giunto il 26. Vol. III, pag. LXXXII.

La dernière conversation que j'ai eue hier avec le Comte Walewsky en présence de V. M. m'a navré (1). Elle a changé mes doutes en certitude, et j'ai acquis la douloureuse conviction que le Comte Walewsky est décidé à nous perdre, à forcer le Roi à abdiquer, moi, à donner ma démission, à pousser le Piémont vers un abîme. Il parait croire qu'il existe en Italie un parti libéral modéré en état de modifier la ligne de conduite que le Roi et son gouvernement ont tenue jusqu'ici, d'accord avec V. M., en faisant accepter des concessions illusoires comme une satisfaction suffisante à des espérances que les paroles de V. M. et l'attitude de la Sardaigne y ont exercées depuis trois mois.

Le Comte Walewsky se trompe : quelle que soit l'issue du Congrès, nous aurons bien de la peine à persuader aux Italiens de s'en contenter ; mais il doit en résulter des faits moins importants que ceux que V. M. a bien voulu indiquer dans l'écrit qu'elle a daigné me communiquer, il s'ensuivra une terrible catastrophe. Le Roi se trouvera acculé entre une folie ou une lâcheté. Il ne lui restera d'autre ressource que de descendre du trône pour aller mourir dans l'exil comme son père ; les ministres, moi, surtout, sinon exclusivement, nous deviendrons l'objet de l'indignation du public et ce qui pourra nous arriver de moins malheureux ce sera d'aller cacher dans quelque obscure retraite nos têtes frappées de réprobation par nos malheureux concitoyens. Cette catastrophe est inévitable si le Comte Walewsky peut réaliser ses projets. En effet, n'a-t-il pas déclaré devant V. M., contrairement à ce qu'Elle avait bien voulu me dire quelques heures auparavant, que la demande de la démolition des fortifications de Plaisance était à peine soutenable, que tout ce que les puissances pouvaient établir c'était le principe d'une Confédération

(1) Lett. DCXXXIII, 29 marzo, vol. III, pag. 54.

posée sur des bases libérales? Mais si le Comte Walewsky va au Congrès avec ces idées, nous sommes perdus sans retour. Cette idée ne peut être accueillie par l'âme généreuse de V. M. Elle ne peut vouloir que le plus fidèle, ou pour mieux dire, le seul allié que V. M. ait en Europe, tombe victime de la diplomatie, après avoir en quelque sorte remis entre les mains de V. M. sa couronne, sa vie et sa famille. Que V. M. daigne rappeler à son souvenir ce qui s'est passé il y a un an, et Elle verra combien le Roi, le Piémont méritent peu le sort que leur prépare le C.te Walewsky.

Au premier appel qu'a fait V. M. (1), le Roi a répondu avec la plus entière confiance. Sans s'inquiéter des dangers auxquels il s'exposait, il a accepté sans réserve les propositions que V. M. lui a adressées. Tout ce que V. M. a bien voulu m'indiquer à Plombières a été sanctionné par lui, et depuis mon retour tous ses actes, comme tous ceux de son gouvernement ont été concertés d'avance avec V. M.

Le Roi désire ardemment de continuer à marcher dans un parfait accord avec V. M. Tout ce qu'il demande c'est de n'être pas placé dans une position, où il serait, en quelque sorte, forcé de sanctionner la ruine de son pays et le triomphe en Italie de l'Autriche et de la révolution. Des circonstances malheureuses et imprévues ont décidé V. M., dans sa haute sagesse, à modifier les plans primitifs sans altérer le but qu'Elle a l'intention d'atteindre. Je n'ai pas hésité à reconnaître la convenance de cette détermination. J'apprécie dans toute leur étendue les difficultés immenses que V. M. a rencontrées sur son chemin. Aussi, je considère comme un devoir impérieux pour la Sardaigne de faire tout ce qui dépend d'elle afin d'aider V. M. à les surmonter. Mais la main sur la conscience,

(1) In data 6 maggio 1858.

je crois devoir déclarer que la ligne que se propose de suivre le Comte Walewsky, tout en perdant la Sardaigne, ne sauvera pas la France. Il faut, pour éviter une haine commune, qu'il sorte du Congrès ou la guerre ou une trêve qu'on puisse faire accepter à l'Italie. Que gagnera la France à la chute de la Sardaigne, à la désorganisation complète du parti national dans la Péninsule, qui est maintenant entièrement dévouée à V. M. ?

Elle aura transformé l'Italie en une ennemie mortelle, sans regagner l'amitié de l'Angleterre, ou diminuer la haine de l'Autriche. Les puissances ont pénétré assez avant dans les projets de V. M. pour pouvoir de bonne foi reprendre envers Elle leur ancienne habitude. Une défiance réciproque existera toujours entre elles, et cette défiance amènera nécessairement la guerre dans des circonstances beaucoup moins favorables que celles qui se présentent maintenant. Mieux vaut mille fois la guerre dans deux ou trois mois, avec le concours dévoué des Italiens, qu'une paix ou une trêve, qui diminuerait l'immense prestige dont elle entoure le nom de V. M. — V. M. comprendra par ce que je viens de lui exposer combien sont grandes les appréhensions de mon esprit. J'espère qu'Elle daignera les dissiper avant mon départ, en fixant d'une manière précise et absolue le *mémorandum* qu'elle posera à l'Autriche.

Sans cette pièce je ne saurais, en vérité, comment me présenter devant le Roi, que l'incertitude de sa position tourmente et exaspère. V. M. peut compter à cet égard sur le secret le plus absolu. Je lui donne ma parole d'honneur.

Il me reste à supplier V. M. de me pardonner ce que mon langage peut avoir de trop vif.

Elle sera disposée à l'indulgence si Elle considère qu'ayant gardé pour moi seul le secret des négociations qui ont eu lieu avec V. M., je sens le *poids* immense de la

responsabilité qui repose sur ma tête, responsabilité qui ne m'effrayerait pas, si ma position et ma vie étaient seules engagées, mais qui devient écrasante lorsque je pense qu'elle me rend coupable devant Dieu et devant les hommes des désastres qui menacent mon Roi et ma patrie.

Je prie V. M. d'agréer l'hommage du profond respect avec lequel je suis de V. M. le très humble et très obéissant serviteur.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministre di Sardegna)

Londra.

(Turin, 4 avril 1859)

..... Les journaux allemands cherchent à égarer l'opinion en se montrant effrayés de l'effervescence qu'ils prétendent régner dans notre pays, dont, disent-ils, Cavour n'est plus le maître et où les bandes de Garibaldi peuvent d'un moment à l'autre faire irruption de l'autre côté du Tessin.

Tout cela est faux. Cavour est parfaitement maître de la situation en Piémont. Le pays est aussi tranquille que tu l'as vu au mois d'octobre. Nos troupes de la frontière ne feront pas un pas qui ne leur soit ordonné, et les bandes de Garibaldi qui ne sont encore ni armées, ni vêtues, sont à Coni et à Savillan d'où elles ne peuvent franchir le Tessin d'une enjambée.

Notre armée ne demande pas mieux que de se battre, mais elle est calme...

(Turin, 12 avril 1859)

..... Camille est vraiment invulnérable de corps et d'esprit. Quelle responsabilité il assume et quelles injures on lui rend pour

sa peine et ici, et à Vienne, et à Rome. Tout cela glisse sur lui et il n'en perd ni le sommeil, ni un coup de dent, ni sa bonne humeur. C'est aussi un homme providentiel en ce moment...

CONSTANONE (D'AZEGLIO).

ALL'ON. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Chambéry, 12 avril 1859)

..... Où en est, mon cher Commandeur, notre inquiétante politique ? Quelles sont vos craintes et vos espérances ? Cette question est sans doute bien indiscrète de ma part. Mais je connais votre obligeance et j'espère que vous voudrez bien me dire ce qui peut être dit, car le champ des conjectures est vaste, et chacun commente à sa guise le présent et l'avenir. J'arrive de Lyon où j'ai passé quelques jours, j'ai vu des gens bien informés : l'opinion publique est bien à la guerre, mais elle la maudit ; vous vous représenterez difficilement l'irritation du haut commerce contre les vues qu'elle prête à l'Empereur ; il a immensément perdu dans l'affection et la confiance publique, cependant il est positif que chacun et avec raison condamne hautement l'outrecuidance de l'Autriche qui dit-on ne veut paraître au Congrès qu'après le renvoi préalable des contingents piémontais, sans procéder elle-même à un désarmement qui devrait être réciproque. Il y a un énorme mouvement de troupes aux environs de Lyon ; aussi vous ne vous faites aucune idée des précautions prises pour le dissimuler aux yeux de la population. On voit arriver et passer de chevaux en bandes nombreux conduits par des hommes en petit nombre, ailleurs des cavaliers sans chevaux, des chargements de roues et d'affûts, puis des canons dans des caisses au lieu d'être sur leurs trains ; l'Empereur est prochainement attendu au camp de Sathonay, auquel le vieux maréchal Castellane fait des visites journalières ; j'ai causé avec quelques officiers, qui, je puis vous l'assurer, n'ont pas la moindre sympathie pour la cause italienne, et surtout pour Garibaldi ; ils expriment hautement le dé-

goût qu'ils éprouvent à la pensée d'avoir à combattre peut être côté à côté *des souvenirs de Rome*. On estime hautement la valeur piémontaise, mais fort peu celle des volontaires, à tort ou à raison.

J'ai appris pendant mon séjour à Lyon une nouvelle que je vous donne à prix d'emplète, mais dont on m'a garanti l'authenticité. Le comte Orloff aurait passé dans cette ville il y a 20 jours environ dans le plus strict incognito, et il aurait dit à la seule personne qu'il y a vue, que la France si elle fait la guerre aurait sans contredit toutes les sympathies de la Russie, mais que *là se bornerait son concours*; le comte Orloff arrivait de Marseille et se rendait à Paris. Si le fait est vrai, le comte de Cavour a pu s'en assurer à Paris, et cette neutralité réelle et positive explique l'attitude de l'Autriche qui dégarnit ses frontières russes, et montre une résolution qui n'est guère dans ses habitudes. De son côté l'Empereur paraît attacher un grand prix à rassurer l'Allemagne; on blâme ouvertement ses notes répétées dans le *Moniteur*, ses assurances pacifiques, auxquelles personne ne croit; il perd chez lui confiance et prestige, et au dehors il ne gagne personne; on sait qu'en face d'une opposition énergique il recule toujours, de nombreuses preuves en témoignent. Si la Russie ne donne pas un concours actif, en présence de l'opposition de l'Angleterre et de l'Allemagne l'Empereur reculera, soyez en sûr, et la situation du Piémont sera terrible. J'aurais bien des choses à vous dire sur ce texte, mon cher Commandeur, mais vous les savez mieux que moi; je crains que nous ne soyons engagés dans une impasse dont nous ne sortirons peut être que par un désastre; dans tous les cas nous supporterons un désastre financier si l'inaction se prolonge, et si pendant 3 mois encore nous devons payer des forces militaires et supporter des frais de préparatifs hors de proportion avec nos ressources.

Adieu, Monsieur, etc.

M.^{re} COSTA DE BEAUREGARD
Député au Parlement.

MDCXXXVI.

AL CAV. MASSIMO D'AZEGLIO (Senatore del Regno)

Torino.

(Turin, 13 avril 1859)

Mon cher Massimo,

Je te prie de m'attendre demain matin chez toi. Le Roi a été très satisfait de ta visite. Je suis bien content de penser que dans peu de jours tu seras à Paris. Adieu. Ton aff.

MDCXXXVII.

ALLO STESSO

Parigi.

(Turin, 14 avril 1859)

Cher Massimo,

Je viens de t'expédier par le télégraphe la réponse que je vais faire à l'étrange demande de l'Angleterre et de la Prusse d'un désarmement préventif. Je m'attends à ce que notre refus attire sur nous les foudres de Lord Malmesbury. Mais j'espère que la nation anglaise saura apprécier les motifs qui nous forcent à rester armés jusqu'à ce que cette pauvre Italie n'ait reçu un commencement de satisfaction.

Le Ministre anglais aurait désiré que tu fusses allé à Londres sans t'arrêter à Paris. C'était une prétention étrange, c'était vouloir nous obliger à commettre une impolitesse envers l'Empereur. J'ai écrit à Emmanuel qu'il était absolument impossible que tu pusses te trouver à

Londres Lundi. Je l'ai conseillé à passer avec toi la journée de Dimanche.

Quoique très peu disposé à courtiser les perfides insulaires, je crois cependant que ce sera toujours mieux que tu tâches d'accélérer autant que possible ta course à Londres.

Ici, le pays continue à être tranquille. Les volontaires arrivent plus nombreux que jamais. Hier, c'étaient 300 Romagnols, aujourd'hui c'est Malenchini avec 600 Livournaï. Le nombre des inscrits dépasse déjà le chiffre de 10,000. Si celle-ci n'est pas une démonstration prodigieuse des dispositions d'âme des Italiens, je ne sais pas ce qu'on doit faire afin de persuader l'Europe qu'il n'y aura plus de paix, tant qu'on n'aura pas organisé cette pauvre Italie.

En Toscane la fermentation augmente. C'est un bien pour le gouvernement qu'il existe la soupape de sûreté des volontaires; sinon il aurait déjà sauté en l'air.

On dit, à Florence, qu'au premier symptôme dangereux, le Grand Duc s'enfuira à Portoferraio. Il y a même de ceux qui croient qu'il est poussé à cela par l'Angleterre, qui lui aurait promis l'aide de ses navires.

Antonelli, à Rome, se déclare ouvertement autrichien. Il a décuplé l'impôt d'exportation sur les chevaux et il oppose toutes sortes d'obstacles à la sortie des volontaires des États de l'Église.

Gramont a perdu toute autorité; Minghetti est de retour à Bologne (1) Hudson demande avec instance sa présence à Londres. Quelle comédie !

(1) Nell'agosto 1858 Cavour aveva chiamato a Torino il Minghetti (vol. II, pag. 588, Lett. DLII), al quale narrò tutti gli accordi di Plombières. Però egli non credeva prossimo lo scoppio della guerra, tantochè avendogli detto il Minghetti che prima dei grandi eventi voleva vedere l'Oriente, lo consigliò a partire al più presto e a tor-

Adieu, mon cher Massimo; je te souhaite une bonne santé et autant de force physique qu'il t'est nécessaire pour accomplir ton apostolat, en convertissant à notre foi italienne les mécréants au milieu desquels tu te trouves.

MDCXXXVIII.

A L L O S T E S S O.

(Turin, 15 avril 1859)

Cher Massimo,

Quoique tu ne sois pas encore arrivé à Saint-Jean (de Maurienne), je me trouve déjà obligé à prendre la plume pour te renseigner sur un grave événement, arrivé après ton départ.

Hier, Mr West, chargé d'affaires de l'Angleterre, est venu de la part de son gouvernement, me demander le désarmement immédiat de la Sardaigne; en ajoutant que l'Angleterre ne voulait pas se rendre au Congrès si, auparavant, toutes les puissances n'avaient désarmé. La communication terminait par une espèce de sommation personnelle.

A cette communication inattendue, en contradiction directe avec tout ce qu'avait dit Walewsky à Villamarina, puisqu'il ne parlait que de reconnaître le principe du désarmement, je répondis comme notre ancien collègue Galvagno: *Je réponds que je ne réponds point.* Me bornant à ajouter que j'aurais pris les ordres du Roi, et consulté

nare in primavera ch  sarebbe arrivato in tempo. Visto per  che le cose precipitavano, gli scrisse al Cairo la Lettera inserta a pag. 28 del vol. III. Il Minghetti la ricevette al suo ritorno dall'Alto Egitto e tosto part  per Trieste.

mes collègues. Ayant ensuite réfléchi à la proposition anglaise, voici ce que j'aurais décidé de répondre :

« Qu'afin de prouver notre bonne volonté, nous déclarons :

1° Qu'on n'appellera pas les réserves (seconde catégorie) sous les armes ;

2° Qu'on ne mobilisera pas l'armée ;

3° Qu'on ne déplacera pas les troupes des positions défensives qu'elles occupent actuellement. »

Il me semble qu'avec ces concessions nous allons aux bornes du possible. J'espère que tu le feras bien comprendre à l'Empereur.

En attendant je déclare que je ne cède pas un point de plus, arrive ce qui veut arriver.

J'ai vu Galletti et je l'ai consolé. Il entrera dans le corps qu'Ulloa organise.

Adieu, mon cher Massimo, bon voyage et succès complet dans la mission ardue de racheter l'Italie par la diplomatie.

(Dalle Memorie del Conte O. DE VIEL CASTEL)

(Paris, 16 avril 1859)

Toujours même incertitude ; y aura-t-il ou n'y aura-t-il pas de Congrès à propos de l'Italie ?

L'Autriche se montre difficile, la question s'envenime, et le Piémont continue à faire ce qu'il peut pour tout brouiller.

L'opinion en France est inquiète, la guerre n'a pas beaucoup de partisans, le commerce souffre, et les amis mêmes de l'Empereur se divisent.

...L'Empereur ne serait pas mécontent d'une guerre ; il est dévoré du désir de faire mouvoir une armée.

MDCXXXIX.

AL CAV. MASSIMO D'AZEGLIO (in missione straordinaria)

Parigi.

(Turin, 17 avril 1859)

Cher Massimo,

Je viens de t'informer par le télégraphe des projets de l'Autriche dans le cas que nous refusions de désarmer. Or, comme ils recevront notre refus demain, il est probable que les hostilités commencent la semaine prochaine et que l'armée autrichienne passe le Tessin. Tout est prêt pour la défense; mais, afin qu'elle soit efficace, il est indispensable que l'entrée des Français soit immédiate. Peu importe le nombre; il suffit d'une brigade pour agir sur le moral de nos soldats, et sur celui des Allemands.

En conséquence, je te prie, autant que je peux, d'agir auprès de l'Empereur, auprès du Prince, auprès des ministres, afin que la division Bourbaki soit tout entière portée dans les voisinages de Briançon, et reçoive l'ordre de passer la frontière sur un avis du Prince de La Tour d'Auvergne.

Quant aux quatre divisions de l'armée de Lyon, destinées à l'Italie, il conviendrait aussi qu'elles fussent prêtes à monter en wagon au premier signal du télégraphe. Avec cinq divisions françaises nous refoulerons les Allemands en Lombardie, j'en suis tout à fait persuadé.

J'aurais désiré une solution pacifique si nous avions été sûrs de l'Angleterre; mais, d'après la dernière dépêche d'Emmanuel, il me semble que Marliani s'exagérait la conversion de Malmesbury. Peut-être pensera-t-il plus qu'il ne dit; mais ses paroles sont peu satisfaisantes.

Je t'ai écrit qu'il était impossible, sans voir le sang couler sur la place Château, de renvoyer les volontaires

chez eux avant d'avoir fait quelque chose pour l'Italie. Aujourd'hui ils sont plus de 12,000 et ce nombre augmente extraordinairement. Malenchini est arrivé ce matin avec 600 Livournais et 400 des autres villes de la Toscane. Pour mettre en mouvement une telle quantité des gens élevés sur les bords de l'Arno, il faut un sentiment qui ne peut se tranquilliser avec des notes et des *mémorandums*.

Cependant nous resterons jusqu'au dernier moment modérés et tranquilles. De même que je suis persuadé que ma réponse à l'Angleterre sera jugée modérée.

Vu la gravité des circonstances, il sera bien qu'en te rendant à Londres tu laisses Nigra à Paris, afin de pouvoir, par son moyen, communiquer avec les Tuileries.

J'avais écrit à Nigra d'avertir les deux Comtes T. et B. de se tenir prêts à partir pour Turin. Ils feraient bien d'emporter avec eux leur uniforme de colonel.

Si tu n'étais pas si loin, je te prierais de préparer la proclamation que le Roi devra adresser à ses peuples et à l'Italie, le jour où les Allemands passeront le Tessin. Si tu en as le tems envoie-moi tes idées exprimées « nel bello stile che ti fa onore. »

Adieu.

MDCXL.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 18 avril 1859)

Monseigneur,

Me rendant à l'invitation que V. A. a bien voulu m'adresser par le télégraphe, je commence dès aujourd'hui une série de renseignements journaliers.

Les deux dépêches télégraphiques que j'ai adressées hier, une à V. A. et l'autre à d'Azeglio, m'ont été inspirées par les motifs suivants :

1° Lord Malmesbury a dit à un de mes amis, dans le but que cela me fût répété, qu'il avait lu l'ultimatum que le Comte de Buol comptait adresser à la Sardaigne dans le cas où nous aurions persisté dans le refus de désarmer.

2° Un haut personnage de Berlin a dit à notre ministre Mr de Launay, de me prévenir que si nous n'adhérions pas à l'invitation de désarmer, l'Autriche avait déclaré qu'elle se chargeait d'obtenir par les armes en passant le Tessin ce que nous refuserions à la diplomatie.

3° Les dispositions prises dernièrement par les généraux autrichiens indiquent un plan d'attaque prochain. Trois corps d'armée le 3°, 5°, 7° sont déjà sur le Tessin ; le 8° se rapproche de l'Adda pour faire place au nouveau corps qui arrive. D'immenses approvisionnements ont été accumulés à Pavie et à Milan. Toutes les communes de la Lombardie ont reçu l'ordre de tenir prêts et à disposition des autorités militaires les moyens de transports dont elles peuvent disposer.

Enfin des avis parvenus directement du quartier général de Vérone à Turin, ne laissent aucun doute qu'on s'y préparait à un mouvement offensif.

Voici maintenant quelles sont nos dispositions pour notre défense :

Une division pour couvrir la vallée de la Scrivia, pour couvrir Gênes.

Deux divisions entre Alexandrie, Casal et Valence.

Deux divisions sur la Doire.

Si le gros de l'armée autrichienne venait droit sur Turin sur la rive gauche, on tirerait encore d'Alexandrie une division ou une brigade.

Nous aurions encore sur la Doire la division de grosse

cavalerie. Nous aurions par conséquent sur la Doire 25,000 hommes au moins.

Pour repousser une attaque de 50,000 nous avons besoin de l'arrivée des Français. Une division suffirait pour produire un effet très grand sur notre armée et sur l'armée autrichienne. Avec deux divisions nous sommes à peu près certains de battre les Autrichiens.

C'est pour ces motifs que j'ai demandé à V. A. de prier avec instance l'Empereur de faire réunir à Briançon la division du général Bourbaki, qui pourrait ainsi être en ligne en même tems que nos propres troupes.

Je dois prévenir V. A. que ce qui a contribué un peu à nous alarmer, c'est l'avis qui nous est parvenu qu'il n'y a à Briançon qu'un seul régiment composé de 1.300 hommes.

Nous avons répondu à l'Angleterre qui nous demandait de désarmer immédiatement et à la Prusse qui se contentait de l'admission du principe, que nous ne pouvions consentir ni à une chose ni à une autre si on nous refusait l'admission au Congrès.

Maintenant si nous entrons au Congrès et qu'il faille désarmer, je déclare à V. A. que je ne puis me faire une idée de ce qui arrivera. Nous pourrions faire accepter le renvoi des contingents, mais s'il faut mettre à la porte les volontaires, il est probable pour ne pas dire certain que nous aurons des désordres à l'intérieur et la révolution à nos portes. Il faut que Mazzini ait flairé cette éventualité car on m'assure qu'il a quitté l'Angleterre pour se rapprocher de nous et peut être même pour venir se cacher dans Gênes. Il serait possible que l'Angleterre l'encourage dans ses folles entreprises pour s'en faire au besoin une arme contre nous.

J'envisage d'un œil calme l'avenir, mais il est de mon devoir de faire savoir à l'Empereur que le jour où nous aurons lâché sur l'Italie les 12.000 volontaires qui sont

dans notre armée, nous ne sommes plus mattres de la situation et nous serons entraînés Dieu sait où. Par conséquent je suis réduit à faire des vœux ardents pour que l'Autriche dans un moment de mauvaise humeur nous attaque. Dussions-nous succomber les armes à la main, ce serait moins mal que de tomber dans le désordre et l'anarchie, ou d'être forcés à faire de l'ordre à la façon du Roi de Naples. Dans ce moment nous avons une force morale immense qui vaut une armée. Une fois que nous l'aurons perdue, rien ne nous la rendra plus.

Afin de dissiper le triste effet sur l'humeur de V. A. que doivent produire ces fâcheuses prévisions, je prends la liberté de lui adresser une pastorale de l'Évêque de Cagli qui est de nature à édifier le public de l'*Univers*.

Je prie V. A. d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

AL CONTE DI CAVOUR (Presidente del Consiglio dei ministri)

Torino.

(Windsor, 19 aprile 1859)

Caro Camillo,

Son certo che mi perdonerai se sono in ritardo colla mia risposta.

Sai quanto ho dovuto correre, parlare e mandare dispacci. E non sono otto giorni che lasciai Torino. E poi appena coll'elettricità si poteva tener dietro ai fatti; a che poteva servire la posta?

Ho finito ora il pranzo e ricevimento della Regina e trovo un momento di quiete finalmente.

Comincio col dirti che la risoluzione che hai presa aggiungerà certo alla tua riputazione d'uomo di Stato. Tutti vedranno che in quest'occasione il razlocinio ha vinto in te la tua tendenza naturale all'operare ardito. E, come dice Machiavelli, trovare nell'uomo medesimo un Fabio ed un Marcello, è la quasi impossibilità che tanto nuoce agli affari del mondo.

La Regina è stata veramente felice della nostra condotta. Mi ha ricevuto con singolare gentilezza, e dopo un piccolo *speech*, col quale le ho presentato credenziale e complimenti, è entrata anche un poco a parlare delle cose presenti. Il mio tuono è stato che noi chiediamo cose giuste, che nulla si fonda ora fuori delle basi del giusto. Che ci sentano e pensino che nelle prospettive minacciose dell'avvenire, convien farsi carico delle lagnanze di tutti, ascoltarle e provvedere.

Malmesbury poi mi ha detto: « Ora che la cosa è portata in « discussione, io ritorno quel che sono stato sempre, amico del-
« l'Italia. Al Congresso mi metto nelle mani dei vostri plenipo-
« tenziari e degli Italiani. Conduco Hudson e Cowley. — Ahi!
« Ahi! ho detto io! — Cowley (m'ha risposto) è un uomo serio,
« severo, ma molto galantuomo e vorrà il giusto. »

Certo ora più che mai mi sembra importante di eleggere un contro-Congresso di tre o quattro che facciano l'ufficio di truppa irregolare e mettano mano e lingua dove bisogna. Ci vuol gente che non si possa respingere per posizione sociale, e Minghetti, Bettino, Ubaldino, Arese, sarebbero nel caso.

Io credo che una gran discussione, della quale si farà gran pubblicità e gran commenti nella stampa, che metta in luce tutte le bricconerie usate contro gli Italiani, non può ridondare che in sovrano nostro vantaggio. E mettiamo che alla fine riuscisse la guerra, quanto meglio non vi saranno preparati gli animi tutti! Perchè, non c'illudiamo. Dell'Italia tutti ne parlano, tutti ci vogliono metter mano, e non ne sa niente di positivo nessuno.

Dopo colazione ho avuto un abboccamento di un'ora e mezzo col Principe Alberto. Mi ha dichiarato dapprima che era un puro conversare tra noi, non mescolandosi egli nella politica. Dopo questo m'ha detto così: — Vi sono quistioni insolubili per voi: la papale e la territoriale. Cominciamo da questa. Se ottenete ora la libertà della dritta del Po, vi contenterete, ovvero avete altri progetti?

— Io non ho nessuna difficoltà a rispondere. Ma quel che le direi non ha importanza. Non si tratta di quel che pensiamo o vogliamo. Si tratta di cercare, dato lo stato presente dell'opinione, quali idee abbiano un avvenire e quali no. Se crede che la Lombardia e la Venezia possano come stato normale rimanere sempre fra la

rivoluzione e il patibolo, le nostre aspirazioni non hanno importanza; se crede il contrario, che lo vogliamo o no, l'Austria se ne dovrà andare dalla sinistra come dalla destra del Po.

L'istessa risposta è applicabile al governo temporale del Papa.

La conversazione ha toccato tutti i punti che ci premono e mi è rimasta l'impressione ch'egli non ci è nemico. Egli, come tutti, mi ha fatto capire in una parola che l'Europa ci fa contro, non per ostilità alla nostra causa, ma perchè suppone gran progetti a Napoleone, e crede che noi siamo suoi istromenti; che la Germania si è messa coll'Austria per lo stesso motivo; che l'Inghilterra sarà favorevole a noi se mostreremo voler solo il bene dell'Italia, ma che se ci crederà d'accordo per altre mire, ci sarà contraria. E questo l'ho inteso applicabile al caso del Congresso. Credo sarà importante ricordarcene.

La mia impressione finale, dopo tutto quello che ho veduto in questi sette giorni, è che Napoleone non ha capito che ispirando diffidenza a tutti, si è osteggiato da tutti, e credo che per ora il suo primo interesse sia di riacquistare la fiducia *se potrà*.

Io poi non capisco come non abbia almeno disposte le cose in modo da trovarsi preparato ad ogni evento, e come creda che i suoi atti possano esser un segreto per qualcuno.

I lo chërda pi bulo (1).

Avrei molto da aggiungere, ma alla lettera oggi non ne posso più, e se dura così non so se posso andare avanti.

Ti prego dire al Re che al suo inviato si è fatto l'onore di metterlo a diritta della Regina a pranzo, e fargli dare il braccio alla Principessa Alice.

Di cuore

Affez.mo
M^o D'AZEGLIO.

(1) Dialecto piemontese: *Io lo credeva più accorto*.

MDCXLI.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 19 aprile 1859) (1)

Preg. Sig.

Non si dia più verun fastidio per la pronta vendita dei buoi grassi, giacchè pare che la guerra più non si faccia. Salveremo le vacche, ma perderemo la causa italiana, che pareva prossima ad una soluzione favorevole. L'Imperatore è stato ingannato od è traditore. Ci ha fatto un danno irreparabile col costringerci al disarmo. Credo che potrò fra breve abbandonare il ministero che abborro per andarmi a stabilire a Leri in modo definitivo (2).

Mi creda suo affto.

MDCXLII.

AL CAV. M. D'AZEGLIO (in missione straordinaria)

Londra.

(Torin, 22 avril 1859)

Cher Massimo,

Je te remercie de ta lettre de Windsor; après que tu l'as écrite il y a eu un changement inattendu de scène. Il semble que la Providence nous ait conseillé ta mission,

(1) Dal bollo postale sulla busta apparisce che la Lettera fu impostata alle 5 pom.

(2) Vedasi il nostro vol. III. pag. cxxiv, e il capitolo: *Un episodio del 1859* nei *Ricordi* di M. A. CASTELLI (Torino, Roux e Favale, 1886).

et notre acceptation, pour rendre la folie autrichienne plus odieuse.

J'espère que tu feras remarquer à Lord Malmesbury le ton insolent et péremptoire du Comte Buol « répondez un oui ou non » — « et si la réponse n'est pas complètement satisfaisante. » Ce sont des phrases tamerlanesques qui ne sont plus en usage aujourd'hui.

Tu ajouteras, en parlant au Ministre anglais, que j'ai appris, avec stupeur, par le Comte Buol, qu'il avait trouvé la proposition du désarmement partiel du Piémont si opportune, et si juste, qu'il voulait se l'approprier.

Nous nous préparons avec ardeur à la lutte suprême; nous nous attendons à recevoir d'abord quelques *botte*. — Mais nous prendrons notre revanche.

Je t'écrirai une autre fois ce que feraient les ministres anglais s'ils étaient les vrais successeurs de Chatham et de Pitt.

Adieu.

AL CONTE DI CAVOUR (Presidente del Consiglio dei ministri)

Torino.

(Londra, 23 aprile 1859)

La *sommatton* dell'Austria, proprio al momento che la nostra condotta ci faceva diventare i Beniamini dell'Inghilterra, è stato uno di quei terni al lotto che accadono una volta in un secolo.

Ti puoi figurare se mi veniva in mente di chiedere qui che l'accettassero. Ma, come ti scrissi, non c'era bisogno che lo chiedessi io. Hanno fatto il fattibile, e nel loro senso hanno ragione.

Penso come il ministero si trova esposto avanti agli elettori e che figura hanno fatto fare all'Inghilterra.

Ma i terni al lotto finchè non sono in tasca c'è sempre da temere, ed ho paura che ci saranno ancora note da scrivere. Così l'Austria fosse venuta avanti. Preparati o no, la vittoria morale

era certa e ci diventavano amici la metà e più dei nostri nemici, dovendoci considerare come vittime e non più provocatori.

Ieri mattina, come scrissi nell'ultimo telegramma, vidi Malmesbury. Capii che si sarebbe vergognato di chiedermi concessioni sul quarto punto, e diffatti non chiese nulla neppure per allusione, ed io mi contenni in modo che non aveva due interpretazioni.

. Altrettanto ho opinato per la concessione che abbiamo fatta, altrettanto dico ora che quella basta. Anche sul conto dei volontari ho dichiarato che era quistione di lealtà e d'onore e piuttosto perire che abbandonarli. Ma mi affretto ad aggiungere che neppur per ombra me ne hanno fatta la proposizione.

Credo di far bene a rimanere qualche altro giorno qua. Mi pare che qui si manipola tuttora e non bisogna perderli di vista.

Appony lavora assai e credo importante la contromina. Tu che vedi il complesso delle cose, se giudichi altrimenti fammelo sapere che non ho nessuna inclinazione personale a stare in questa nebbia gelata, e non mi parrebbe vero d'andarmene.

Oggi rivedrò Malmesbury e se vi sarà motivo farò un dispaccio telegrafico.

Tutto insieme, per quanto arriva la mia vista, mi par di vedere le cose mettersi bene. Certo è un navigare che fa paura. A ogni momento uno scoglio. Ma in paradiso in carrozza non ci si va.

Prudenza, ardire a tempo, pazienza, e se Dio vuole ce la caveremo.

Tuo di cuore

M^o D'AZEGLIO.

In questo momento il *Daily News* dice che l'Austria persiste a voler guerra. Se è vero, viva l'Austria.

A L L O S T E S S O .

(Londres, 30 avril 1859)

(*Télegr.*) Supposant que l'ordre de rester à Londres n'a plus de valeur après le commencement des hostilités, je pars pour Paris où je vous prie de m'envoyer vos instructions. J'ai pris congé de Lord Malmesbury, qui s'est montré très sympathique à notre cause.

(Paris, 3 mai 1859)

(*Télégr.*) Le Marquis de Villamarina m'a communiqué votre dépêche. Je pars avec plaisir pour l'Italie, aussitôt que j'aurai pris congé de l'Empereur.

Quelque puissent être mes moyens, j'espère que vous pourrez m'utiliser dans l'intérêt de la cause.

M. D'AZEGLIO.

MDCXLIII.

AL CAV. A. CONTE (*Intendente generale*)

Genova

(Torino, 25 aprile 1859)

Preg. Sig.

Dichiari a Bussetti nel modo il più cortese, che il governo del Re ha nominato Moriano comandante a Genova; e che quindi se vuol dare la sua dimissione è padrone.

Il governo ha deciso di nominare commissari straordinari investiti di tutti i poteri. In Genova fu nominato il conte San-Martino ex-ministro dell'Interno. Spero che la S. V. lo seconderà con ogni suo mezzo. San-Martino lo conosce ed altamente lo stima.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (*Ministro di Sardegna*)

Londra.

(Turin, 15 mai 1859)

. . . À Turin on est parfaitement tranquille; point de cris, pas un hymne, pas une bannière dans les rues. Dieu merci la population est à ses officines. Nous avons beaucoup d'étrangers de toutes les

conditions. Les perturbateurs n'auraient pas de chance dans ce moment. Il vaut pourtant mieux les tenir au large, si l'on peut.

Maintenant tout est Cavour. Le Roi et Cavour il n'y a que cela...

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

(Dal Diario del signor DARIMON)

(Paris, 27 mai 1859)

L'Impératrice, en recevant hier le Corps législatif, a tenu un langage qui a donné l'espoir que la guerre sera de courte durée. « Je compte, a-t-elle dit, sur votre patriotisme éclairé pour entretenir la foi que nous devons avoir dans l'énergie de l'armée et, quand le jour sera venu, dans la modération de l'Empereur. »

Les *pacifiques* ont interprété ces paroles en ce sens, qu'après la première victoire, l'Empereur ferait la paix avec l'Autriche, moyennant quelques sacrifices de la parte de celle-ci.

Ils n'ont pas tout à fait tort. Autour de l'Impératrice, on prêche ce système : « La guerre, disent les chambellans, ne saurait se prolonger sans amener les plus graves complications. Avec l'Autriche, puissance essentiellement conservatrice, la France ne peut avoir qu'un duel au premier sang. »

AL MAROH. C. RIDOLFI (Ministro intern. degli esteri della Toscana)

Firenze.

(Torino, 30 maggio 1859)

. . . Io venni qua per mostrare le mie istruzioni al conte di Cavour, e concertare il da fare a Londra. Il conte di Cavour nella prima udienza mi dette appuntamento per il domani per discorrere della missione. Invece ebbe l'affare della spedizione (*dei Francesi in Toscana*), di cui vi scrissi, si assentò, e nol rividi che alcuni giorni più tardi. Allora mi disse di trattenermi finchè le cose della Toscana non fossero appianate, e allora si sarebbe riparlato della missione.

In questo tempo però Minghetti, suo segretario generale, mi ha ripetutamente dichiarato che il conte di Cavour non vuole assolutamente due diplomazie, perchè teme contraddizioni e malintesi. Mi ha più volte ripetuto che la mia missione officiosa deve limitarsi (se deve aver luogo) ad agire sulla pubblica opinione, per mezzo dei giornali e delle private conversazioni...

G. CAMBRAY-DIGNY.

MDCXLIV.

AL TEN. COLONN. GAV. E. CUGIA (Capo di Stato Maggiore della 4^a Divis.)

Al campo.

(Torino, giugno 1859)

Caro amico,

Sono lieto d'imparare da te che la lettera di Cialdini, di cui rimasi offeso, era dettata non da male intenzioni, ma da un semplice desiderio di celiare. Quantunque la celia fosse un po' velata, ammetto con somma soddisfazione questa spiegazione.

Un valente generale la vigilia di sanguinosa battaglia, ha diritto di celiare in un modo che non sarebbe opportuno in altri tempi. Ciò essendo, ho gettato nelle fiamme la male interpretata lettera, e prega Cialdini di farne altrettanto della mia.

Dirai al Generale, che se la mia irritazione fu grande, si fu perchè grande era ed è di nuovo la simpatia che provo per lui. Mi rallegro con lui e con te della parte splendida che vi tocca della gloria acquistata dai nostri a Palestro.

Compite egregiamente l'opera iniziata dalla diplomazia. L'Italia non può risorgere che sui campi di battaglia. Ve li ho preparati, voi sappiate renderli feraci di ottimi risultati per la nostra patria.

Addio, saluta La Marmora se lo vedi.

(Da un Diario inedito)

er generale di S. M., Villa Fontana, 5 giugno 1859)

1. il Re si recò dall'Imperatore, che era al Ponte lo trovò alquanto sopra pensiero e dolente per le il giorno innanzi, tanto più che i morti e feriti ap- tti alla Guardia Imperiale. L'Imperatore invitò il . Durante la medesima, giungevano ad ogni istante onieri fatti al nemico, il che contribuì non poco a imperatore. Prima di alzarsi da tavola egli disse eva ricevuto da Cavour una lettera nella quale lo i lasciar scoperto Torino; e, sempre ridendo, voltosi : « Quel signore ha sempre paura per Torino; » va : « Gli ho dato per risposta che avevo mandato ma Divisione che tenevo in Alessandria, di portarsi ente. » Scoppiò una ilarità generale. ie poi dopo : « Cavour se lo merita per volersi im- ò che non deve » (1).

dell'Imperatore, riferite in questo Diario, palesano che l'*entente cordiale* fra lui e Cavour aveva cessato di alle relazioni fra il Re ed il suo primo ministro, e non furono mai cordiali; dal gennaio in poi, causa incidente, a cui si accenna nei *Ricordi* di M. A. Ca-), erano divenute difficilissime, e non è a stupire se il campo, non tralasciasse occasione di mostrare il suo ministro, che pur credeva di compiere un dovere dando n solo politici, ma anche militari. Del resto basta leg- vol. III le Lettere di Cavour a La Marmora, durante rgomentarne che, anche in fatto di tattica e di stra- fficiale del genio vedeva più giusto e aveva idee più ghi generali dell'esercito.

MDCXLV.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE (Comandante il V Corpo)

Firenze.

(Turin, 8 juin 1859)

Monseigneur,

Tous les matins depuis quelque tems je prends la plume pour répondre à la lettre dans laquelle V. A. trace d'une manière si vive et si frappante le tableau de la Toscane (1), et chaque fois je la dépose dans l'espoir le lendemain de lui annoncer un remède aux maux qu'Elle signale. Mais les jours passent, et j'ai beau chercher, je ne trouve pas le secret de sortir (?) cette partie de l'Italie du triste état où elle est plongée. Je prends donc le parti de ne plus attendre pour remercier V. A. de sa lettre, précieux document historique, et de joindre ma voix à Elle pour déplorer ce qui se passe sur les bords de l'Arno.

En Toscane nous avons fait fausse route dès les premiers instants qui ont suivi la fuite honteuse du Grand-Duc. Mais qu'il me soit permis de dire que nous ne sommes pas responsables entièrement de la fausse direction suivie alors. V. A. se rappellera que lorsque je lui annonçais le mouvement populaire de Florence, j'ajoutais que nous avions l'intention, à défaut d'annexion immédiate, de proclamer la dictature du Roi Victor Emmanuel. De Paris V. A. se hâta de me répondre « pas de dictature, un gouvernement provisoire. » Quoique les gouvernements provisoires partout, mais en Italie surtout, soient d'assez tristes institutions, nous avons suivi les conseils de V. A. et établi un gouvernement provisoire. Dieu sait comment ce malheureux gouvernement a fonctionné. C'est lui qui a donné une fausse direction au mouvement toscan en s'occupant de tout excepté de la guerre, en voulant réor-

(1) Vol. III, pag. cxcix, nota 1.

ganiser les services civils en désorganisant l'armée. Nous avons écrit lettres sur lettres à Boncompagni pour qu'il fit cesser ce scandale, en organisant un gouvernement où sous le nom de protecteur, il eût à exercer la dictature de fait.

Boncompagni n'exécuta nos instructions qu'à demi. Il détruisit le gouvernement provisoire, mais au lieu d'une dictature il organisa une espèce de régime constitutionnel à la tête duquel il plaça les hommes les plus honorables.

Boncompagni eut tort, mais pour être juste il faut lui tenir compte des difficultés immenses de sa position. Lorsqu'on n'a pas d'armée à sa disposition, lorsqu'on doit exercer une dictature populaire appuyée sur l'opinion publique et le sentiment des masses, il faut pouvoir présenter à ce public et à ces masses des idées facilement accessibles qui les excitent et les passionnent. Or, Boncompagni ne pouvant parler de fusion, n'ayant aucun candidat au trône grand-ducal à mettre avant, était réduit à s'appuyer sur des idées négatives. Les deux seules parties de son programme nettes et précises : l'exclusion de la famille de Lorraine et la guerre, n'étaient pas de nature à passionner les Toscans. Trois siècles de gouvernements corrupteurs ne les ont pas disposés aux sacrifices que la guerre exige. Ils détestent les Autrichiens sans avoir un goût bien décidé pour l'emploi des moyens qu'il faut employer pour les chasser. Quant à la maison de Lorraine, ils ne la détestent pas, ils la méprisent. Or le mépris n'est pas un sentiment qui pousse à faire de grandes choses.

Sans forces matérielles, avec peu de forces morales, Boncompagni s'est livré au parti dominant à Florence. Il s'en est suivi les résultats que V. A. décrit de main de maître.

Pour sortir de cet état fâcheux, un seul moyen pouvait être employé. V. A. avec le tact pratique qui la distingue

a voulu l'employer, nous étions prêts à la seconder de toutes nos forces. Malheureusement la diplomatie et une volonté suprême ont paralysé nos efforts et condamné à subir un *statu quo* désolant (1).

Maintenant je crois qu'il ne faut plus se préoccuper de la question politique en Toscane, et songer uniquement à faire participer le pays à la guerre dans les limites du possible. Aussi je supplie V. A. de vouloir bien encadrer le plus tôt possible les troupes toscanes avec les troupes françaises et de les envoyer là où l'on se bat. Je suis persuadé que V. A. saura faire battre les Toscans. Une fois sortis de l'atmosphère énervante qu'on respire sur les bords de l'Arno, excités par l'exemple de vos troupes, ils se montreront de bons soldats. Les volontaires toscans que nous avons dans l'armée se conduisent fort bien. Il y en avait un grand nombre dans les Chevaux-Légers de Novare qui ont pris une part brillante à la bataille de Montebello.

Boncompagni s'effraie déjà de l'idée de rester sans soldats. Il réclame l'envoi de soldats du Piémont. Je lui réponds que l'armée toscane ne venant pas remplir les vides que le canon a faits dans les rangs de notre armée, nous ne pouvons pas les amoindrir encore pour envoyer des soldats se promener sur les quais de Florence. Il me paraît que V. A., si Elle emmène tous les soldats toscans, pourrait bien laisser en Toscane quelques compagnies qui, par le prestige qu'exerce l'uniforme français, seraient plus que suffisants pour maintenir l'ordre, qui ne court, à mon avis, aucun danger sérieux d'être troublé.

La réaction et la révolution ne seraient à craindre que dans le cas d'un revers des armées alliées. Or, du train où vont les choses, cette éventualité devient chaque jour moins probable.

Pendant que l'on patauge en Toscane, nos armées font

(1) Vol. III, pag. CLXXVIII.

de bien belles choses en Lombardie. La grande manœuvre par laquelle l'armée autrichienne a été tournée d'abord et battue ensuite à Magenta, rappelle les plus glorieux événements du premier Empire, et fait le plus grand honneur à l'Empereur (1).

J'aurais désiré pouvoir tenir V. A. au courant des opérations militaires ainsi qu'Elle a bien voulu m'en manifester le désir, mais je n'ai pu le faire, car il paratt qu'aux deux quartiers généraux on s'est donné le mot de ne rien dire à personne. J'ai eu beau écrire lettres sur lettres, multiplier les dépêches télégraphiques, m'adresser successivement à l'Empereur, au Roi, au maréchal Vaillant, au général La Marmora, je n'ai rien obtenu. On m'a traité jusqu'ici, en fait de nouvelles, comme on traite un commis dont on craint les indiscretions. Il faut dire que ce n'est

(1) Come ministro interinale della guerra, Cavour contribuì non poco ad agevolare la perfetta esecuzione di questa gran manovra di Napoleone III, per quanto concerneva il servizio dell'intendenza. Al qual proposito vogliamo qui riportare il seguente brano di una lettera, inedita, del conte OLDORFEDI a G. Massari, in data del 17 luglio 1873:

« . . . In mezzo a tante preoccupazioni, un fatto solleticava grandemente l'amor proprio di Cavour sebbene per sè sia un fatto di un ordine subalterno.

« Tu sai quanti difetti vi erano nelle Intendenze militari nel 1859; fattosi ministro della guerra, egli diresse questo servizio; e, siccome io dirigeva allora le ferrovie che mettevano alla Lombardia ove si avviavano le armate, ridendo mi disse che mi farebbe tagliar la testa se accadevano inciampi. Era Intendente generale di Francia il Paris; me presente, chiese a Cavour una enorme quantità di razioni. Cavour, con quel tatto pratico in tutto, combinò il servizio, lo scrisse di sua mano e me lo consegnò. Qualche giorno dopo vidi a Vercelli il Paris, il quale mi accostò con queste parole: *Hé coquin de Cavour! j'avais demandé 100 mille rations, pour en avoir 50 mille; il m'en a donné 120 mille et au jour fixe.*

« Questo fatto non ha alcun valore storico, ma posso dire che il Conte ne fu contento in modo che lo ripeteva a tutti colla più grande soddisfazione, perchè prova che riusciva in tutto. »

pas seulement en amour, que *les absents ont toujours tort*. Du reste, la satisfaction que j'éprouve des magnifiques résultats que nos Souverains ont obtenus, me dédommage amplement du dépit que, comme ministre, je devrais ressentir.

J'ai revu hier Mr. Pietri et le général Klapka de retour de la Toscane. On est parvenu à mettre ensemble 300 prisonniers hongrois. C'est un premier germe de légion que nous allons nous occuper à faire fructifier, malgré les recommandations de Walewski, qui préfère chercher des appuis dans la diplomatie hostile, que parmi les peuples prêts à se lever à la voix de la France.

Je renouvelle à V. A. la prière d'excuser mon long silence, et d'agréer l'assurance de mon respectueux et profond dévouement.

(Dalle Memorie del conte O. DE VIEL CASTEL)

(Paris, 14 juin 1859)

..... La princesse Mathilde, chez laquelle je dînais hier, a reçu une lettre de Fleury, qui lui dit de se rassurer à propos des entraînements belliqueux qu'il serait permis de supposer à l'empereur Napoléon. Froid, résolu et doué du jugement et du coup d'œil prompt et assuré des grands capitaines, d'un courage presque téméraire pendant l'action, il ne peut après la bataille regarder d'un œil sec les corps inanimés de ceux qui la paient de leur vie ; les cadavres qui pavent la route de la victoire la lui rendent trop douloureuse ; *il a déjà hâte de voir la fin de cette guerre d'Italie, qui coûte chaque jour tant de sang français...*

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente Consiglio dei Ministri)

Torino.

(Florence, 16 juin 1859, 10 h. m.)

Reçu votre dépêche d'hier deux heures, 45 minutes.

Vous avez raison de compter toujours sur moi pour appuyer

vous et votre cause, mais vos renseignements sont inexacts, vos craintes pour maintien de l'ordre en Toscane sans motif. Toutes mes troupes sont déjà parties ainsi que les Toscans disponibles. Je vais moi même coucher ce soir à Lucques. Rien n'est à craindre ici. Population calme et très bien disposée.

Le gouvernement seul va mal; mes soldats seraient donc restés pour soutenir un pouvoir faible et mal dirigé, à peu près comme Goyon à Rome; ce n'est pas possible.

Le mal vient ici des gouvernants et non des gouvernés; que les premiers fassent leur devoir, et, sans un soldat français, tout ira parfaitement.

Le remède est donc entre vos mains et non entre les miennes.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

(Da un Diario inedito)

(Quartier Generale di S. M., Lonato, 22 giugno 1859)

..... L'Imperatore ha oggi ricevuto una lettera dell'Imperatrice nella quale gli si dice press'a poco così: « Se passate il Mincio, la coalizione si pronunzierà contro di voi: la Prussia già mobilita i suoi corpi d'esercito, e noi sul Reno siamo deboli » (1)....

MDCXLVI.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE (Comand. il V Corpo)

Goito.

(Turin, 1^{er} juillet 1859)

Monseigneur,

Je remercie V. A. de la lettre qu'Elle a bien voulu m'écrire le 23 de ce mois de Bercetto. Je l'ai trouvée ici à mon retour du quartier général, où le Roi m'avait ap-

(1) Il maresciallo RANDON, ministro della guerra nel 1859, scrisse nel II volume delle sue *Memorie* (Paris, typogr. Lahure, 1871), pagina 86: « Quand 120 m. hommes furent partis pour l'Italie, il se trouva qu'il n'était pas resté assez de soldats en France pour prendre, au besoin, l'offensive sur le Rhin. »

pelé. Si je n'avais pas dû faire cette course, je me serais rendu avec empressement à l'invitation de V. A. et j'aurais été passer 24 heures à Parme avec Elle. J'aurais été bien heureux de causer à fond sur bien des questions d'une solution excessivement difficile. Forcé par l'immensité de la besogne que j'ai sur les bras à renoncer au projet de faire une visite à V. A., je prends la liberté de traiter rapidement par écrit les points les plus intéressants que j'aurais désiré lui soumettre.

Pour le moment je considère les questions de politique intérieure, même celle de la Romagne, comme d'une importance secondaire. L'essentiel à mon avis c'est d'empêcher qu'une intrigue diplomatique ne vienne empêcher l'accomplissement de l'œuvre admirable entreprise par l'Empereur, en arrêtant le cours victorieux des armées sur l'Adige, si non sur le Mincio. Il paraît qu'à Paris le parti de la paix redouble d'efforts pour amener une médiation des grandes puissances sur les bases d'un nouveau Campo Formio. Ce parti est secondé par Lord Cowley, ennemi acharné de l'Italie, et de la Sardaigne en particulier, et il trouve dans le Comte Kisseleff un appui auquel il ne s'attendait pas. J'espère que cette intrigue sera déjouée. L'Empereur est trop généreux pour sacrifier une portion quelconque du peuple qu'il est venu régénérer. Mais elle pourrait lui créer des embarras, si on n'y prend garde. J'avoue que j'ai de la peine à pénétrer la pensée secrète de la Russie, et que je suis à me demander si elle veut la paix ou la guerre (1). Quoi qu'il en soit, il me paraît qu'elle ne peut exercer qu'une influence secondaire. Rien n'est à craindre tant que l'Angleterre ne se prononce pas contre notre programme (2). Pour lors je sais de

(1) Vedasi l'Appendice num. VII, *Les causes de la guerre de 1870.*

(2) Nel giorno 11 giugno il gabinetto inglese Derby-Malmesbury era stato rovesciato.

la manière la plus positive que Lord Palmerston ne partage nullement les sentiments et les opinions de Lord Cowley, et qu'il est très disposé à favoriser l'émancipation complète de l'Italie. Je suis persuadé que, si l'Empereur le faisait interpellé, il en recevrait des assurances très satisfaisantes.

Une fois tranquilisé du côté de la diplomatie, il n'y a plus à songer qu'à la guerre. Les armées alliées sont trop braves, elles sont dirigées par une intelligence trop supérieure pour qu'il y ait lieu à douter du résultat final. Toutefois je crois que notre but serait plus vite et plus complètement atteint si nous pouvions pousser vigoureusement l'affaire de la Hongrie. Malheureusement nos projets se trouvent entravés, pour ce qui a rapport à la formation de la légion hongroise, par l'indécision pour ne pas dire la désunion qui règne dans le comité hongrois; et quant aux préparatifs à faire en Hongrie par l'état fâcheux où se trouvent les Principautés et la position embarrassante du Prince Couza.

Malgré toute notre bonne volonté, malgré que j'aie brisé tous les obstacles administratifs, la formation de la légion procède avec lenteur. Le général Klapka fait ce qu'il peut, mais il me paraît entravé par la partie civile du comité. Non que Kossuth soit mal disposé, au contraire j'ai été on ne peut plus satisfait de sa loyauté et de sa modération, mais parce qu'il paraît croire que la question de la légion doit être subordonnée à la question de l'insurrection, ce qui est, à mon avis, une grande erreur. J'espère que V. A. le fera comprendre à Kossuth, et que celui-ci, au retour du camp, donnera au général Klapka un concours sincère.

La formation de la légion n'est pour les Hongrois que une question secondaire, la principale pour eux est l'insurrection. Malheureusement les préparatifs que celle-ci nécessite sont entravés par l'état des Principautés. V. A.,

ayant vu Mr Bratiano, chef du parti avancé, pouvant interroger Mr Balactano qui lui remettra cette lettre, en saura autant et plus que moi. Le Prince Couza, devant faire fonctionner une Constitution absurde et impossible, en présence d'intérêts hostiles, combattu par l'influence des grandes puissances qui l'entourent, ne trouvant d'appui nulle part, ne sait que faire, il suit une marche incertaine qui risque de le conduire lui et son pays à une ruine complète. Cela serait très fâcheux pour la France qui a pris sous sa protection le Prince et les Roumains ; cela aurait des conséquences fatales pour la cause de la Hongrie. Je pense que ce danger pourrait être évité, si la France prenait à son égard une position nette, et lui traçait d'une manière précise la marche qu'il doit suivre. Au contraire les agents de cette puissance lui donnent les conseils les plus disparates. Le consul de Bukharest l'engage à l'immobilité, tandis que celui de Jassy le pousse pour le faire aller grand train. Mr Bratiano et Mr Balactano, m'ayant demandé quel était le plus fidèle représentant des idées de l'Empereur, j'ai répondu sans hésiter que c'était Mr Place (1), mais je crains bien que les dépêches de Mr Walewski ne contredisent cette assertion. Si V. A. pouvait obtenir de l'Empereur que le consul de Bukharest, qui vient d'épouser une personne alliée aux familles hostiles au Prince, fût remplacé par un second Mr Place, je crois que le Prince, avec l'appui des deux consuls de France, pourrait encore marcher jusqu'à ce que la guerre ou les négociations amènent une modification à l'organisation qui a été imposée aux Principautés.

Il est une autre question relative à la guerre qui a pour nous une autre importance. Il serait difficile et trop long de la traiter par écrit. J'en ai causé avec Mr Cipriani

(1) Console française à Jassy.

qui lui rendra compte de ma manière de voir à cet égard.

Gramont et Walewski sont parvenus à embrouiller la question des Romagnes d'une singulière manière. Gramont, après avoir donné à Pepoli des instructions tout à fait révolutionnaires, après être venu me les communiquer au milieu de la nuit, jette maintenant feu et flamme contre le mouvement de Bologne et des autres villes des légations. Il crie au sacrilège, à la profanation. Walewski, dans ses dépêches au Prince de la Tour d'Auvergne, renchérit encore sur Gramont. Il me menace des foudres du ciel. Je ne sais trop que répondre à ce singulier argument.

J'espère que, malgré Gramont, nous finirons par nous tirer d'affaire, mais ce sera avec une extrême difficulté.

Je prie V. A. d'excuser le décou su de cette lettre écrite au milieu d'interruptions continuelles et d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

MDCXLVII.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore degli Stati Modenesi)

Modena.

(Torino, 3 luglio 1859)

Sig. Governatore,

Avendo incaricato il sig. G. La Farina di una missione per le Provincie venete (1), la invito a volere coadiuvarlo con ogni mezzo in suo potere.

(1) Missione collegata colle operazioni militari nel Veneto, che il governo sardo aveva motivo di credere potessero iniziarsi da un momento all'altro.

Le farà dare per conto del ministero dell'interno una lettera di credito sopra una casa bancaria di Ferrara sino alla concorrente somma di L. 20,000.

Il secreto, potendo coadiuvare alla riuscita della delicata impresa al sig. La Farina affidata, potrà farlo raccomandare come incaricato di fare incette di cavalli o cereali per conto dell'amministrazione della guerra.

Ho il bene di raffermarmi con distinti sensi dev. serv.

MDCXLVIII.

AL GENERALE DELLA ROCCA (Cape di Stato Maggiore di S. M.)

Monzambano.

(Torino, addì 6 luglio 1859)

Quantunque il ministero abbia già avute l'onore di rispondere per mezzo telegrafico al preg.mo foglio di V. S. Ill^{ma} del 3 corrente mese, n° 97, credo tuttavia opportuno di parteciparle oggi che esso riconosce pure come migliore mezzo di rimediare all'inconveniente da lei manifestatomi, la nomina di un Commissario R° presso il Quartiere Generale Principale, cui sia affidata la giurisdizione civile e politica di coteste provincie.

E siccome la S. V. Ill^{ma} ben volle esprimermi a nome di S. M. il desiderio di avere una nota di quattro funzionari onde il Re possa fissare la sua scelta per tale carica, mi permetto ripeterle qui i nomi già trasmessi, come sopra si esposero, per la via telegrafica, che sono quelli dei SS. :

Saracco Cav. Avvocato G., Deputato d'Acqui;

Plessa Avvocato Giacomo, Senatore del Regno;

Pernati di Momo Cav. Alessandro, Consigliere di Stato, ecc., ex-Ministro dell'Interno;

Conte Cav. Angelo, Intend.^{te} Gen.^{le} a Genova,

ai quali, se la scelta di S. M. non fosse per anco fissata, aggiungerebbesi ancora quello del

Comm. Michel Angelo *Castelli*, deputato di Boves,
Direttore G.^{le} degli Archivi G.^{li} del Regno.

Prego la S. V. Ill^{ma} di volermi far conoscere a suo tempo le determinazioni di S. M. in proposito onde si possano mandare senza indugio ad esecuzione.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Lundi, 11 juillet 1859)

Cavour est allé au camp (1). Il craint d'être *siré* (2), nous le craignons tous. Il y a beaucoup de malaise dans notre situation. Le Roi viendrait passer ce temps d'arrêt à Monza. Tout s'est fait sans lui, ce que nous trouvons peu courtois. Je vois dans la gazette que c'est aujourd'hui que les deux Empereurs doivent s'aboucher.

Quand saurons-nous quelque chose ?

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

(1) Il giorno 9 il conte di Cavour ricevette un telegramma del Principe Napoleone che gli annunciava essersi il giorno prima firmato un armistizio di 15 giorni tra l'Imperatore dei Francesi e l'Imperatore d'Austria. Fece subito chiamare Nigra, gli comunicò il telegramma, e gli disse: « Che cosa crede ? » — Nigra rispose: « È la pace. » — E Cavour: « Lo crede proprio ? » « Sì » replicò Nigra. « Allora partiamo pel campo » disse Cavour; e la sera stessa partirono insieme con Alessandro Bixio, giunto allora da Parigi.

(2) *Siré*, vocabolo piemontese con desinenza francese. La Marchesa voleva dire che Cavour temeva gli si fosse fatto un tiro.

AL CONTE TEODORO DI SANTA ROSA (Seniglier di Stato)
Savigliano.

(Torino, 12 luglio 1859)

Carissimo amico,

Il conte Cavour è partito sabato col nostro Bixio, giunto il giorno prima da Parigi e che lo accompagnò al campo. La notizia dell'armistizio giunse improvvisa anche a Cavour. Bixio diceva che a Parigi non se ne aveva il menomo sentore. — Al momento in cui ti scrivo (ore 4 p. m.) non si ha ancora avviso del ritorno di Cavour. Neppure vi hanno ordini di convogli speciali per l'Imperatore. Che cosa ne verrà dall'abboccamento dei due Imperatori è un mistero per tutti. Io però non sono per nulla scosso nella mia pienissima fiducia.

Rattazzi è partito questa mattina per Vinadio. — Non è di buon animo per essere stato allontanato da ogni cosa, ma nulla mai farà che possa imbrogliare la già troppo imbrogliata matassa. Anzi credo che in qualsiasi caso non vedrà che l'interesse del paese. Fu chiamato per la seconda volta al campo dal Re, ma non dubito punto di quanto ti dico.....

Tuo aff. amico

CASTELLI.

(Da un Diario inedito)

(Monzambano, Quartier Generale di S. M., 10 luglio 1859)

... Alle 7 a. m. giunse il conte di Cavour accompagnato da Nigra e da Alessandro Bixio. Il Conte era preoccupatissimo. Il generale Della Rocca lo accompagnò dal Re alla villa Melchiorri. Dalle stanze vicine si sentiva che il Re e il Conte parlavano ad alta voce, ma non era possibile capire le loro parole.

Ritiratosi il Conte, il Re, chiamato a sé il generale Della Rocca, lo intrattenne del colloquio che era avvenuto fra lui e Cavour. « Sa lei che cosa vorrebbe Cavour? disse il Re. Vorrebbe che io

da solo continuassi la guerra. Io sono furioso quanto lui per questa pace, ma non perdo la bussola, non perdo la ragione. »

Mentre Cavour trovavasi ancora alla Villa Melchiorri, giunse il Principe Napoleone, il quale ebbe una breve udienza dal Re. Poscia Cavour e il Principe conferirono insieme per più di due ore, entrambi concitatissimi. Si racconta che Cavour indispettito di sentire il Principe a ripetere sempre i medesimi argomenti in favore della pace, senza tener conto delle ragioni allegate in contrario, finì per dire al suo interlocutore: « Ah! Monseigneur, lorsqu'on veut noyer son chien, on dit qu'il est enragé. »

Nell'uscire dalla Villa Melchiorri, Cavour non guardò in viso a nessuno; chiese di La Marmora che lo aspettava, e tutti e due salirono in carrozza col Principe Napoleone e si avviarono a Salionze, quartier generale del 5° Corpo.

Alle 5 pom. il Re andò a Valeggio per sapere dall'Imperatore a che punto stavano le cose. Egli era accompagnato dal generale Solaroli suo aiutante di campo, il quale discorrendo con Conneau, mentre il Re conferiva coll'Imperatore, gli disse che l'Imperatore era malcontento di Cavour perchè aveva agito male, molto male con lui. Conneau accennava alla condotta di Cavour rispetto alle Romagne.....

Alle 9 1/2 il Re fu di ritorno a Villa Melchiorri. Smontato da cavallo disse ai suoi aiutanti di campo: « Signori, tutto è combinato, domani mattina alle 9 1/2 vi sarà un abboccamento fra i due Imperatori a Villafranca; a mezzogiorno sapremo se vi sarà la pace o la guerra. »

(11 luglio)

Stamane alle 8 l'imperatore Napoleone montò a cavallo per recarsi a Villafranca. Alle 10 1/4 fu di ritorno a Valeggio, e rimase in colloquio per più di due ore col Re che là lo aspettava. Alle ore 1 e 1/2 pom. il Re partì per Monzambano, accompagnato dal generale Solaroli. Strada facendo parlò in termini generali del colloquio avuto coll'Imperatore. Questi avrebbe detto al Re che gli interessi della Francia non gli permettevano più di continuare la guerra, che tutta l'Europa si armava, e che eziandio le potenze sulle quali credeva di poter calcolare lo abbandonavano (alludendo probabilmente alla Russia).

Alle 2 1/2 pom. il Re arrivò a Monzambano. Ripartì dopo le 5 per Valeggio per aspettare il ritorno del Principe Napoleone mandato a Verona per stabilire coll'Imperatore d'Austria la formola definitiva dei preliminari di Villafranca. Nigra seguì il Re in carrozza separata.

Appena giunto a Valeggio il Re salì dall'Imperatore. Il Principe Napoleone arrivò da Verona dopo le 10 coll'originale firmato dall'Imperatore d'Austria. L'imperatore Napoleone vi appose la sua firma. Il Re pose anche la sua aggiungendo: « *pour ce qui me concerne.* » Ciò fatto il Re, l'Imperatore, il Principe scesero al piano terreno, ove il Solaroli e il Nigra s'erano fermati. Il Re fece fare da Nigra una copia dei preliminari, indi ripartì per Monzambano.

Appena fuori di Valeggio il Re voltosi al generale Solaroli gli disse tutto turbato: « Siamo rovinati! Ci davano di più nel 1848 quando eravamo soli, che non oggi! Non ci vogliono dare che la linea del Mincio, e ancora senza Mantova e Peschiera e senza il Ducato di Modena!... Napoleone si è lasciato intenerire dal giovane Imperatore; gli concede tutto perchè dice che i suoi interessi non gli permettono più di fare la guerra! »

Si arrivò a Monzambano verso la mezzanotte. Cavour attendeva alla Villa Melchiorri impaziente, febbrile. Il Re lo fece introdurre nel suo gabinetto insieme con Nigra; si mise in manica di camicia (il calore era intenso), accese un sigaro, s'assise alla gran tavola che era in mezzo alla camera, appoggiandovi i gomiti nudi. Cavour era in piedi a sinistra. Nigra addossato alla parete di fronte. Il Re comandò a Nigra di dare la copia dei preliminari a Cavour. Questi cominciò a leggerla in silenzio. Ma non terminò la lettura. Gettò lo scritto sulla tavola. E qui ebbe luogo una scena commovente (1).

.

(1) ISACCO ARTOM in uno scritto, *Vittorio Emanuele e la politica estera (IX gennaio; pubblicazione commemorativa per cura del circolo universitario Vittorio Emanuele II*, Bologna, tip. soc. Monti, 1882), accennando a questo colloquio, così si esprime:

Se la lotta delle più nobili passioni forma il più alto dramma della vita umana, poche scene di Shakespeare potrebbero essere paragonate a quel colloquio. Cavour,

Il Re accettò le dimissioni di Cavour e lo congedò, dicendogli che l'avrebbe riveduto quando si fosse riposato e fosse diventato più calmo.

(12 luglio)

Il mattino, per tempissimo, venne il Principe Napoleone a conferire col Re e con Cavour. Questi fu poi ricevuto dal Re verso e 7 ant. Il colloquio durò tre quarti d'ora.

Partito Cavour, il Re chiamò a sè il generale Solaroli e gli domandò se avesse parlato col conte di Cavour.

— No, Sire, rispose il generale Solaroli. Il Conte non ha parlato con nessun altri che col generale La Marmora, che lo stava aspettando al pian terreno. Sono usciti insieme.

l'uomo al quale tutto un partito negò ogni qualità del cuore, l'uomo accusato di essere un gelido diplomatico, invecchiato nelle astuzie, trafficatore di popoli e di paesi, Cavour si abbandonò allora per un momento alla veemenza dell'animo tradito nelle sue più alte speranze. Egli non esitò a proporre al Re di recusare la sua firma ai patti di Villafranca, di continuar colle sole forze italiane la guerra nazionale, d'appigliarsi ai più estremi, ai più arrischiati partiti, piuttostochè troncare mezzo la guerra dell'indipendenza.

• Sire! egli disse: A che serbare il trono subalpino, che giova anche l'annessione della Lombardia, se l'Italia intera continua a rimanere sotto la supremazia politica e militare dell'Austria? Come lasciare Napoli e la Sicilia ai Borboni, l'Emilia, la Toscana, la Romagna oscillanti fra la formazione d'effimere repubbliche ed il ritorno dei loro antichi governanti? Anzi che piegare il capo ai nuovi patti, Vostra Maestà ascolti la voce del suo cuore. Ritenti la lotta colle sole sue forze, e se la sorte ci è di nuovo avversa, si ritiri piuttosto in Sardegna, vada ramingo in Italia ed in Europa! Sappiano gli Italiani che la Vostra Dinastia non ha ormai altro avvenire, altre speranze, che l'avvenire e le speranze dell'Italia! •

Certo, il cuore del Re soldato dovette batter più forte nell'adire l'eroico linguaggio tenutogli allora da Cavour. Vittorio Emanuele aveva l'animo propenso alle più ardimentose risoluzioni: anch'egli avrebbe dato volentieri la sua corona per la causa alla quale egli aveva consacrata la sua vita e quella dei suoi figli. Certo, se il Parlamento fosse stato convocato, la foga del patriottismo si sarebbe manifestata con un voto unanime di rigetto dei patti di Villafranca. Il Re ponderò in fretta (giacchè non v'era tempo a lunghe deliberazioni) gli opposti partiti. Ma egli superò il suo dolore, accordò al Conte Cavour la dimissione da lui chiesta ed accettò i preliminari di pace. Ma aggiunse a quei patti, con finissimo accorgimento, quelle parole: *ex ce qui me concerne*, parole gravi di senso, parole che permisero alla Toscana, all'Emilia, alle Romagne di continuare il loro organamento, di sfidare, coll'aiuto del Piemonte, coll'assenso e l'incoraggiamento morale dell'Inghilterra, e talora colla segreta connivenza dello stesso Napoleone III, tutti i tentativi, aperti o subdoli, d'intervento.

Dopo un momento di silenzio il Re disse :

Cavour si è portato assai male con me: fu quasi insolente. Ma lo compatisco perchè è già qualche tempo che gli gira la testa... Sì, signore, la è proprio così come glie la dico; io ho avuto il torto di averlo troppo ascoltato, ma troverò ancora degli amici... Ma, caro Solaroli, che cosa potevo io fare? O sottoscrivere quel trattato infame, o espormi a essere solo!.... Napoleone dice che ha ragioni di lagnarsi di Cavour, ma per un uomo doveva egli sacrificare una nazione? Intanto che cosa si dirà di me? Avrò fors'anche la maledizione dei miei popoli!

— No, riprese il Solaroli, tutti conoscono la lealtà di V. M. Tutti sapranno che Ella fu sacrificata, e che la pace fu fatta senza che fosse nemmeno consultata.

Il Re trasse un gran sospiro, e il generale Solaroli uscì dalla sua stanza colle lagrime agli occhi...

Cavour e Nigra partirono nello stesso giorno per Milano.

(Dalle Memorie del Conte O. DE VIEL CASTEL)

(Paris, 12 juillet 1859)

..... J'ai beaucoup causé dimanche (10) avec la Princesse Mathilde et Benedetti, directeur des affaires étrangères.

L'armistice ne les étonne pas; l'Empereur trouve l'Italie différente de ce qu'on la lui représentait; cet enthousiasme qui devait opérer des prodiges n'existe pas; les Italiens sont divisés, et la fantasmagorie de Cavour fait place à une triste réalité.....

Cavour a fait de concert avec le prince Napoléon le mouvement révolutionnaire dans les États du Pape; ils ont ressuscité l'élément révolutionnaire, et le Piémont envoie des commissaires dans les États du Pape.

L'Empereur Napoléon sent aujourd'hui ce qu'il faut penser de tout ce monde.

..... L'Empereur a trop vu dans l'intérêt de quelles gens il travaillait, et d'un autre côté il n'aura pas voulu forcer l'Autriche à s'amoindrir dans la Confédération germanique devant la Prusse dont l'inimitié et les prétentions sont trop dévoilées.

L'Empereur sait qu'il y a peut-être une Italie, mais il n'y a pas d'Italiens.

C'est un rêve que Cavour a voulu transformer en réalité au profit de l'ambition de la Maison de Savoie....

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Torino (1).

(Les Bruyères, 15 juillet 1859)

Les journaux nous annoncent, cher Comte, votre démission: c'est un événement de la plus formidable importance. Il révèle à

(1) Dobbiamo ad una mano amica la comunicazione di alcune Lettere della contessa Anastasia Klustine de Circourt al conte di Cavour. Le consuetudini amichevoli di questa insigne e colta gentildonna col nostro Statista, che incominciarono nel 1835 (vol. I, pag. 17), durarono immutate eziandio dopo gli avvenimenti politici d'Italia, che, a giudicarne dalle aderenze politiche e religiose della signora, parrebbe avessero dovuto raffreddarle o interromperle. Quando il Conte andò al Congresso di Parigi, nel 1856, la Contessa, per usare l'espressione del suo biografo, colonnello HUBER-SALADIN (*Madame de Circourt, son Salons, ses Correspondances*, Paris, A. Quentin, 1881, edizione fuori di commercio), compì il « tour de force » di ricevere nel suo *salon* della rue des Saussayes il « pestiféré Camille de Cavour, » in presenza delle più mortali nemiche di lui. « Bien qu'il ne fût encore qu'au début de ses illustres crimes, le ministre de Victor-Emmanuel était plus difficile à présenter aux amis de M^{me} de Circourt que d'autres membres du Congrès et que son compagnon le vieux comte Orloff. La chose ne l'éfraya point: elle comptait sur la curiosité qu'inspirait le monstre, lequel n'était là, ni le diplomate, ni le ministre, mais l'étranger membre d'une famille avec laquelle elle entretenait des relations depuis 1829. »

Le poche Lettere della signora de Circourt, che pubblichiamo, mostrano chiaro che così per lei, come pel sig. de Circourt, il conte di Cavour non appariva quel « pestiféré, » che poté sembrare a molte delle signore, che frequentavano il *salon* della rue des Saussayes. Sebbene legittimista, la Contessa si palesa in queste Lettere una ardente amica dell'indipendenza italiana; se poi lo fosse per intimo convincimento, o perchè il gran campione di quella nobile causa era l'uomo che aveva saputo imporsi alla sua affettuosa ammirazione, esercitando sulla mente e sull'animo di lei un fascino irresistibile, sarebbe vano indagare. E fu davvero fascino irresistibile quello esercitato dal conte

l'Europe le sens véritable et la portée de l'ignominieuse capitulation de Villafranca. En substituant aux grands et simples résultats, qu'amenait naturellement et promptement une entreprise commencée avec un bonheur si prodigieux, et soutenue par des armées incomparables, votre Allié vous a fait voir ce qu'il est, ce qu'il vaut, ce qu'il veut, et vous comprenez maintenant pourquoi nous n'en voulons pas. Notre nation toute entière, sans en excepter même les gens de bourse un peu clairvoyants, avait pénétré dès le premier moment ce qu'il y a de déloyauté présente et de dangers s'ensuivants dans l'accord monstrueux qu'on a broché pour l'Italie. Votre démission est le coup à boulet qui appuie le signal (?) à ce que personne n'en ignore. Vous avez agi très noblement et très sagement pour vous même en refusant d'être complice d'un parjure commis sur une si prodigieuse échelle; mais la condition dans laquelle vous laissez l'Italie, cause encore plus de terreur que de compassion. Vous l'abandonnez aux efforts désespérés des sectaires, au découragement des honnêtes gens, à l'opposition de tendances hostiles l'une à l'autre, violemment fesserrées dans une union contre nature; vous laissez votre malheureux Roi sans défense à Milan, contre un retour offensif de l'Autriche; et vous savez maintenant quel fond faire sur les promesses de l'homme que la fortune la plus incroyable n'a pu élever au dessus des sentiments et des pensées qui lui avaient inspiré la brochure du mois de février dernier. Vous vous retirez comblé de plus d'honneurs qu'aucun homme d'État de notre époque, et de plus de services rendus à son pays, qu'aucun Italien dans tous les âges; mais avec vous les espérances de l'Italie se retirent; et le problème devient plus *sinistre* qu'il ne l'a jamais été. Ne vous laissez donc point aller à l'orgueil bien naturel qui vous ferait dédaigner désormais de rentrer dans les affaires publiques. Tenez vous à portée de reprendre la direction de ces affaires le jour où l'occasion qui vient d'être si basement abandonnée se reproduira avec de meilleurs auspices; car l'arène des Révolutions d'Italie se trouve ouverte pour vingt ans.

di Cavour, se si avverte che la signora, per quanto devota al Vaticano, trova modo sinanco di imputare al governo imperiale francese, anzi che al suo grande amico la sottrazione delle Romagne al dominio temporale del Papa! (Vedasi più oltre la Lettera 1° gennaio 1860).

Naturellement votre retraite fait pousser des cris de joie à tous les ennemis de l'Italie, catégorie dans laquelle rentrent les amples phalanges des gens sans cœur et sans esprit ; mais soyez assuré que vous avez grandi auprès de tous vos anciens amis, que vous en avez conquis de *nouveaux* parmi ceux dont l'adhésion est désirable, et que l'instinct de notre peuple, plus généreux que son maître, commence à voir en vous l'*Italien par excellence*. Cela me réjouit pour vous, mais ne me console point pour l'Italie. Mon mari est hors de lui-même de chagrin et de colère, j'ai craint qu'il n'en perdît la tête.

J'adresse cette lettre sous le couvert de notre ami commun Mr de La Rive qui nécessairement mieux que personne sait où vous trouver maintenant ; mais j'entends bien le savoir aussi par moi même et j'attends de vous un mot qui me sera d'autant plus précieux qu'il ne viendra plus du ministre mais de l'ami.

Que ferez-vous après des émotions si variées et si subites ? Vous savez, cher Comte, que si vous voulez repos, sympathies, affection éprouvée, il n'y a pas de lieu où vous soyez plus certain d'en trouver que dans l'ermitage de la pauvre infirme (1) qui vous est toute dévouée. Mon amitié vous demeure invariablement attachée, et plus que jamais dans ces pénibles circonstances.

KLUSTINE DE CIR COURT (2).

Mon adresse :

Les Bruyères par Bougival (Seine et Oise).

Surtout pas de St Cloud, ce qui me fait *perdre* mes lettres (3).

(1) HUBER-SALADIN, op. cit., pag. 128: « Dans l'été de 1855, un bougeoir qu'elle tenait à la main mit le feu aux dentelles de sa coiffure. La flammèche, tombée sur l'épaule gauche, y fit une brûlure dont la plaie, lente à se cicatriser, n'arrêta ni les réceptions du soir, ni celles de quatre à six heures. Quand l'envahissement du mal ne permit plus d'autres sorties que celles du transport de la ville à la campagne et de la campagne à la ville, la porte ne fut pas close et la chaise longue remplaça seulement le fauteuil. »

(2) Vedasi la risposta di Cavour nel vol. III, pagina 115, Lettera DCLXXXVII.

(3) I Circourt sospettavano che, ove le lettere fossero state dirette alle Bruyères per la via di Saint-Cloud, esse venissero sequestrate alla posta dalla polizia imperiale.

MDCXLIX.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Turin, 16 juillet 1859)

Mon cher Marquis,

Je viens vous faire mes adieux avant de quitter le ministère. Le Comte Arèse ayant accepté la mission de former un nouveau cabinet, il est probable que je serai rendu à la vie privée avant que cette lettre ne parvienne entre vos mains.

Je pense que vous aurez compris les motifs péremptoires qui m'ont forcé à donner ma démission. Je n'ai été déterminé à le faire par aucune considération personnelle. Si j'avais cru qu'en restant au pouvoir je rendais un service au Roi et au pays, j'aurais, sans hésitation, sacrifié mes convenances et le peu de popularité que je puis avoir acquise. Mais ma retraite était nécessaire pour atténuer les fâcheuses conséquences de la paix, qui vient d'être signée. Vous savez que la politique du cabinet actuel a toujours été franchement nationale; qu'elle n'avait pas en vue l'agrandissement territorial du Piémont, mais l'émancipation de l'Italie; l'établissement dans toute la Péninsule d'un système sagement libéral.

La paix actuelle, si elle doit amener le retour de l'ancien régime dans l'Italie centrale, aura fait plus de mal que de bien à la cause nationale. Je ne pourrais pas en assumer la responsabilité. Je n'avais d'ailleurs aucun motif pour le faire, car elle a été négociée et traitée à mon insu. Le Roi a dû la subir, comme il a dû subir la dure condition de ne pas appeler son ministre auprès de lui, pendant que l'Empereur traitait directement avec nos ennemis.

Vous me direz, peut-être, que, si j'ai le droit incontestable de me retirer au point de vue constitutionnel, mon devoir est de sacrifier mon droit à l'intérêt du pays. Vous auriez parfaitement raison si ma présence aux affaires pouvait servir la cause italienne. Mais, dans ce moment, il en serait tout autrement. Les préliminaires de la paix n'ont établi que quelques points généraux : il reste une foule de questions à décider, soit directement avec l'Autriche, soit au moyen d'un Congrès européen. Or, devant un tribunal diplomatique, la cause de l'Italie perdrait à être plaidée par moi. Je suis la bête noire de la diplomatie. Vous avez pu vous en convaincre à l'occasion de votre dernier séjour à Paris. Walewski me déteste pour mille raisons, et surtout à cause des sarcasmes et des quolibets que nous avons faits avec Clarendon à l'occasion du traité de Paris. Cowley a des crispations nerveuses lorsqu'il me voit. Je pense que je donnerais le cauchemar aux plénipotentiaires autrichiens. Bref, je suis l'homme le moins apte à obtenir des concessions des diplomates. Ces Messieurs refuseraient à l'homme ce qu'ils accorderaient, peut-être, au pays, pourvu qu'il fût représenté par un personnage sympathique. Arèse a offert le portefeuille des affaires étrangères à Massimo ; s'il l'accepte, comme j'espère, le Piémont et l'Italie obtiendront tout ce qu'il est possible d'obtenir dans les circonstances actuelles.

Veuillez recevoir, mon cher Marquis, mes remerciements sincères pour le concours intelligent et actif que vous m'avez toujours prêté. Grâce à vous, nous avons triomphé de bien des difficultés et évité bien des inconvénients. Je suis certain que si l'Empereur eût persisté dans ses desseins, vous m'auriez puissamment aidé à accomplir la tâche que je m'étais donnée. Aussi comptez sur ma reconnaissance, comme sur les sentiments de sincère amitié que j'emporte pour vous dans la vie privée.

MDCL.

AL GEN. LA MARMORA (Comandante l'Esercito Sardo Mobilitato)

Brescia.

(Torin, 17 juillet 1859)

(*Télégr.*) Arèse a renoncé. Le Roi a chargé Rattazzi de la formation du ministère. Seule combinaison possible. Il y a danger grave à rester dans le provisoire. Pour qu'elle réussisse, il est indispensable que tu acceptes la Présidence et le portefeuille des affaires étrangères que Rattazzi d'accord avec le Roi t'offre. On a pensé à Fanti pour la guerre. Rattazzi demande si tu as objection.

Autres membres amis communs et Lombards indispensables. Je t'engage au nom de notre amitié et dans l'intérêt du pays à accepter. Si tu refuses, impossible de prévoir ce qui arrivera.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Torino.

(Firenze, 17 luglio 1859)

Sig. Conte Preg^{mo}

Era accorso a Bologna per venire a Torino, come scrissi alla contessa Alfieri, quando i nuovi eventi sopravvennero a rovesciare ogni disegno; nè torrei a scriverle, se non mi confortassero altri, supponendo che possano a qualche cosa valere presso di Lei le mie parole.

È inutile che Le dica che ognuno ha riconosciuto la necessità ch'Ella si dimettesse dal ministero pel momento; ma non è forse inutile che Le aggiunga che è indispensabile ch'Ella rimanga di fatto il direttore e l'ispiratore del nuovo, e ch'Ella accetti d'andare oratore al Congresso.

Dipende da ciò la sorte d'Italia, ed Ella sa che, se prima era padrone della situazione, ora, con l'accresciuta popolarità, può det-

tare le condizioni a qualsiasi ministero, e però virtualmente Ella è presidente del Consiglio e responsabile dinanzi Italia di quanto avvenga.

I preliminari hanno guasta la nostra bella posizione strategica, ma non hanno compromessa nè potuto compromettere la nostra posizione logica, sì bella dinanzi ad un Congresso, ed anzi, sotto questo punto di vista, la hanno migliorata.

Gli è chiaro che non vi è pace possibile in Italia che col trionfo dell'uno o dell'altro principio ostile; e il guadagno fatto dal principio italiano per la concessione di Lombardia e pel dominio di fatto de' Ducati, Toscana e Romagna, stabilisce troppo evidentemente la preponderanza del principio nostro perchè la diplomazia debba per forza quindi riattaccarsi a favorirne il pieno trionfo. L'essenziale gli è dunque che, durante l'armistizio, per noi si mantenga questa posizione, la quale, se ho ben compreso, non potrebbe venire alterata che, o da sommosse interne in favore de' principi esautorati, o da forze esterne appartenenti a loro. — Stimo che, con Azeglio, sparito il primo sgomento, si è abbondantemente provveduto al timore dell'invasione de' pontificii, e Farini si è bene adoperato per impedire quella di Modena. Ad ogni modo però si provvederebbe definitivamente e ad ogni moto interno ed esterno in favore de' principi esautorati, se si accomunassero le forze di Toscana, Modena e Romagne (1), e specialmente se sotto un abile generale; ed Ella sa che di Modenesi al servizio di Piemonte ve ne ha degli egregi, che potrebbero all'uopo cedersi, se non si potesse a causa dell'armistizio fare assegnamento sulle truppe stesse di Piemonte. — All'uopo dell'accomunare le forze, mi sono adoprato e mi adopro non solo io, ma tutti qui; ad una sua parola, costi e qui in Romagna, ov'Ella approvi queste idee, sarebbe ordine venerato da tutti.

Salvata l'Italia centrale, non è dubbio che i Ducati, Romagna e Toscana si pronunzieranno da per tutto per la fusione con Piemonte; e come nè Austriaci, nè Francesi vi potrebbero intervenire ad impedire colla forza la realizzazione di questi voti che Inghil-

(1) Questo concetto identico è espresso, quasi colle medesime parole, in un telegramma (inedito), in data 15 luglio 1859, spedito dal FARINI al cav. C. Boncompagni, governatore della Toscana.

terra favorirà; tutte queste provincie potrebbero formare col Piemonte sì grande Stato da render sicura l'emancipazione del Veneto ne' futuri contingenti d'Europa.

Gli è chiaro che Austria per interesse, e Francia per mantenere il suo sistema federativo (il quale offre certo all'Europa una migliore soluzione della questione papale, e però potrebbe essere appoggiato da essa), avverseranno quell'ingrandimento; ma gli è altresì chiaro che, se il Piemonte avesse allora a far concessioni, queste sarebbero o avrebbero ad essere compensate da altrettanti vantaggi accordati al Piemonte in questo sistema di federazione; come sarebbe p. e. un Arciduca indipendente nel Veneto, la cessione di Umbria e Marca al sistema italiano, l'intronizzamento di un ramo cadetto di Savoia nell'Italia centrale, il regime costituzionale per tutti i Stati federali ed altre tali condizioni, delle quali una mente sì vasta come quella di Lei non abbisogna il suggerimento.

Ho tenuto a posta da banda la questione papale e di Marca ed Umbria. — Ricondurre le provincie al Papa con una Costituzione il credo appena possibile almeno per le Romagne, e poi la Costituzione non avrebbe solidità, se non fosse sotto la garanzia di truppe federali. — Saria molto miglior consiglio torre adunque al Papa le provincie, come Ella propose al Congresso di Parigi e rannodarle nel primo sistema al Piemonte, nel secondo farne uno Stato federale sotto la supremazia nominale del Papa o altra cosa tale.

Le aggiungerò solo per cognizione di fatto che l'insurrezione nelle Marche fallì per l'indolenza e non curanza di Bologna, che mancò darne gli ordini, per l'opposizione in Ancona del Console Sardo, che, non sapendo divinarne gli effetti, ci si oppose, e perchè le truppe rifluirono tutte nelle Marche, che l'abbandono di Perugia lasciata senza aiuto di Toscana alle orde Svizzere ha sconfiggato.

Gradisca, signor Conte, le proteste della mia più sincera e distinta stima.

Suo amico devoto

DIOMEDE PANTALEONI (1).

(1) Nel volume IV abbiamo pubblicato parecchie Lettere del conte di Cavour a questo egregio uomo, che fu « uno dei più nobili e forti

A L L O S T E S S O .

(Paris, ce 18 juillet 1859)

Mon cher Comte,

Vous voyez un homme qui depuis 10 jours ne peut revenir de la profonde stupeur dans laquelle l'ont plongé des événements auxquels il était bien loin de s'attendre.

La nouvelle de l'armistice — la paix signée à Villafranca avec tant de précipitation — votre démission — votre long silence que *je ne puis m'expliquer*, toutes ces circonstances m'ont tellement bouleversé que je ne sais plus où j'en suis et n'y comprends plus rien. Autant il avait été absurde en 1848, quand nous étions *seuls* et à nos *débuts*, de rejeter les propositions fort acceptables qu'on nous avait faites, autant dans les conjonctures bien différentes d'aujourd'hui il me semble regrettable pour le Piémont, comme pour la France, de s'arrêter quand on était près du but. — J'attends avec impatience des éclaircissements pour me tirer de mon *découragement*. Il serait dur pour le Piémont qui a fait tant de sacrifices, qu'il se conclût une paix *définitive*, nous laissant la perspective d'une *campagne* à recommencer dans un avenir plus ou moins éloigné. . . .

Enfin, je compte encore sur la sagesse de l'Empereur, sur votre *abnégation*, cher Comte, ainsi que sur l'énergie et la loyauté de notre Roi bien aimé, pour faire triompher une politique qui offre à l'Italie des gages de repos et d'indépendance.

caratteri che presero parte al risorgimento italiano. » (Parole di CARLO CADORNA nel Senato del Regno, tornata del 4 maggio 1885). Diomede Pantaleoni, nato in Macerata il 21 marzo 1810, erasi dedicato agli studi dell'arte salutare, riportandone la laurea in medicina, nel cui esercizio venne tosto in grande riputazione. Liberale onesto e sincero, dal 1848 in poi secondò sempre tutte le fasi dei rivolgimenti per l'indipendenza nazionale, sopportando, come tanti suoi contemporanei patrioti le pene e i disagi dell'esilio per la manifestazione de' suoi sentimenti liberali. Dopo la proclamazione del Regno italiano il Pantaleoni fu chiamato dai suoi concittadini a rappresentare nel Parlamento il collegio della sua città natale (VIII Legislatura). Nel 1873 venne nominato senatore del Regno. Morì in Roma il 3 maggio 1885 dopo lunga e penosa malattia.

J'ose espérer que cette lettre aura plus de chance que toutes celles que je vous ai écrites depuis trois mois environ, auxquelles vous n'avez jamais répondu que par un silence *le plus absolu*; mais devait-elle avoir le même sort que les précédentes, je n'en serai pas moins, cher Comte, POUR TOUJOURS, avec la plus haute et la plus *affectueuse* considération

Votre tout dévoué ami
DE VILLAMARINA (1).

MDCLI.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Leri, 22 luglio 1859)

Caro Castelli,

Sono dolente di essere partito senza stringerle la mano. Avevo chiusa la porta mia per non essere molestato dai diplomatici e dai banali amici; mi dimenticai di fare eccezioni per lei e Minghetti; i soli che avrei desiderato rivedere. Minghetti ritornò alle tre; lei non venne più. Si abbia le mie scuse ed i miei ringraziamenti per le nuove prove di amicizia datemi in queste circostanze luttuose, non per me, ma per la patria e la causa liberale.

Le sarò tenuto se ella mi tiene informato di quanto succede a Torino di più interessante. Non desidero conoscere i piccoli pettegolezzi a cui dà luogo ogni cambiamento ministeriale; mi basta sapere all'ingrosso qual sia la via che tiene il governo. Consegni le sue lettere al mio segretario, il sig. Tosco; esso me le manderà.

Addio, caro Castelli, mi ami sempre e faccia assegnamento sulla mia amicizia.

(1) Il Conte rispose a questa Lettera il 22. Vol. III, Lett. DCLXXXVI, pag. 114.

MDCLII.

AL CONTE TEODORO DI SANTA ROSA (Consigliere di Stato)

Savigliano.

(Leri, 24 luglio 1859)

Caro amico,

Ricevo la vostra lettera in data di ieri, al punto di partire per Arona. Vi ringrazio dei sentimenti che mi manifestate, mi è caro il sentire ripetere che la vostra amicizia era per l'uomo, non pel ministro.

Spero che quest'autunno verrete a fare meco non più della politica, ma dell'agricoltura. Trovo, come voi, nei campi un specifico mirabile contro l'agitazione e la noia.

Parto per Chamounix: senza il Congresso, sarei andato in Svizzera. Vedrò di acconciarmi coi Savoia. Spero che gli antichi vostri amministratori non mi vedranno di mal occhio.

Addio, state sano e vogliatemi bene.

MDCLIII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Ginevra, 7 agosto 1859)

Preg. Sig^{re}

Ho ricevuto con molto piacere a Chamouni la lettera ch'ella mi ha scritto da Cormayeur. Se il Colle del Gigante non fosse tanto alto, e quello del *Bonhomme* così lungo sarei andato a fargli una visita.

Il viaggio, il riposo mi hanno molto giovato. Sto benissimo, ed ho acquistato forze per passeggiare i tenimenti in tutte le direzioni.

Il calore è pure qui eccessivo. Ha fatto molto danno ai raccolti fatti e da farsi; onde i prezzi dei cereali hanno naturalmente aumentato. Ciò farà sì che venderemo discretamente i nostri prodotti ed avremo una buona annata.

Non sarò a Toriuo prima del 25 del mese, la prego quindi a scrivermi ancora una volta.

Non le parlo di politica, perchè ignoro del tutto ciò che si fa, si dice e si pensa nelle regioni del potere.

Mi creda suo af.^{to}

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Turin, 8 août 1859)

. . . Le ministère ne fait parler de lui ni en bien ni en mal. On suppose qu'il ne fait rien.

Aussitôt la paix signée, on réunira les Chambres. On compte nommer Camille président de la Chambre comme pour le rapprocher du pouvoir.

Ici se présente une difficulté: c'est qu'au fond on croit que le Roi n'y serait guère disposé. Quelques scènes ont eu lieu avant la guerre à propos de certaine personne. On croit qu'il préférerait Rattazzi...

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

MDCLIV.

AL CAV. L. C. FABINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Ginevra, 10 agosto 1859)

Carissimo amico,

Se qualche cosa potesse mitigare il dolore che l'inaspettata pace di Villafranca mi ha fatto provare si è lo spettacolo che porge al mondo quella parte d'Italia ch'io confidai alle vostre mani. Mercè la mirabile energia che avete spiegata, la fiducia che avete ispirata, l'entusiasmo

che avete destato l'Italia uscirà vittoriosa, moralmente almeno, dall'attuale crisi.

Mi chiedete consigli? Ma per Dio non ne avete bisogno, chè non si potrebbe fare meglio di quanto fate. Volete resistere e resistere ad ogni costo. Siete pronto a combattere con gli uomini, con le donne, coi ragazzi, non mi rimane che a battere le mani ed a manifestarvi il rammarico di non potere andare a combattere con voi.

Sta bene che i Ducati, la Toscana e le Romagne si assistano a vicenda; tuttavia non vorrei che stabiliste una solidarietà perfetta fra questi paesi, le di cui sorti *per ora almeno*, non possono essere identiche.

Non mi trattengo più a lungo sopra argomenti politici, giacchè ignoro del tutto ciò che è accaduto dopo il mio ritiro

Tornerò fra non molto in Piemonte, per ricominciare qual cittadino l'opera che come ministro ho dovuto abbandonare incompiuta. Mi è dolce il pensare che vi avrò sempre, nella buona come nell'avversa fortuna, qual compagno ed amico; inaccessibile alli intrighi dei tristi.

Vi avverto che alla Camera vado a sedere sul vostro banco. Bertoldi mi cede il suo posto.

Coraggio, caro Farini, spero che trionferete, ma quand'anche doveste soccombere la vostra caduta sarà più utile all'Italia dei patti sanciti a Villafranca. Vostro amico.

MDCLV.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Pressing presso Ginevra, 14 agosto 1859)

Caro Castelli,

La ringrazio della sua lettera dell'11 and^{to}. Quanto mi dice sulle sue impressioni in Milano mi commuove, ma

mi prova che ora più che mai la sua amicizia fa velo alla sua imparzialità (1).

Stante le notizie sulla temperatura africana che regna in Piemonte, ho protratta la mia dimora qui di alcuni giorni. Partirò solo domenica ventura 21 dell'andante; onde avrò campo a ricevere qui delle sue notizie s'ella mi scrive prima di sabato. Non affretterò il viaggio, non voglio arrivare a Torino prima del 25 o 26 dell'andante, epoca alla quale si potrà spero respirare sotto i portici. Mi fermerò poco a Torino, tuttavia se i ministri desiderano conferir meco sarò a loro disposizione. Nelle attuali contingenze sarebbe delitto il non cooperare nel limite delle proprie forze a far camminare la nave dello Stato.

Ho vissuto e vivo nel ritiro il più assoluto. Sin ora non fui a Ginevra, e vidi solo poche persone che vennero qui a visitarmi.

Saluti La Marmora e Rattazzi e mi creda per sempre suo af.^{to} amico.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Turin, le 20 août 1859)

. . . Il paraît qu'une fois le Parlement rassemblé on s'arrangera pour ravoir Camille, malgré tout et même malgré Napoléon qui se soucie peu d'avoir à faire à lui, parceque Camille possède des autographes compromettants.

Tout cela est un *pastiss* (2) peu ragoûtant. Nous avons parlé

(1) Estratto da una lettera di M. A. CASTELLI a L. C. Farini, in data di Torino 11 agosto 1859: « Sono tornato ieri sera da Milano.... Mi strinse l'animo... il pensiero che l'uomo, che più di tutti aveva fatto (per la liberazione della Lombardia), non trovavasi presente benché fosse nella bocca e nel cuore di tutti.... »

(2) Pasticcio.

de ton idée de monument avec ton père (1) et d'autres, et certainement la chose serait juste et naturelle. Mais il faut penser qu'il y a une classe de personnes qui ont Camille en horreur, qu'ils ne comprennent pas du tout et que dans les petites gens les contributions toujours croissantes est le seul aspect sous lequel ils l'envisagent...

(CONSTANCE) D'AZEGLIO.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Ginevra.

(Torino, 22 agosto 1859)

Gentil.mo Sig. Conte,

Più volte avrei avuto il desiderio di scriverle per pregarla del suo avviso sopra alcuni oggetti, ma non trattandosi di cose di somma urgenza, ed importantissime, ho amato meglio di sospendere per non recarle disturbo, e lasciarle tranquillamente godere

(1) Sotto la data del 15 agosto, il marchese Emanuele aveva scritto a suo padre la seguente lettera :

Une chose me frappe en ce moment et je désirerais appeler là dessus votre attention, car si vous pensiez de même, vous pourriez prendre une initiative que ma qualité officielle pourrait faire suspecter de flagornerie.

Pendant l'hiver j'ai été témoin de l'activité prodigieuse déployée par Cavour pour préparer des résultats qui peuvent avoir laissé l'Italie mécontente, mais qui ont certainement procuré au Piémont un résultat positif et magnifique. En outre la solution a été si contraire aux vues de Cavour qu'il s'est retiré dans une obscurité momentanée, d'autant plus patriotique qu'il espère qu'elle fera obtenir de meilleures conditions au gouvernement. En même temps j'ai vu l'immense admiration que lui ont méritée ses documents diplomatiques et ses talents comme homme d'État, qui l'ont mis au rang des hommes les plus illustres de ce siècle. Chaque ville d'Italie aurait dû lui élever une statue. Imaginez le chemin qu'il a fait faire à la question italienne depuis le Congrès de Paris à la cession de la Lombardie, avec ce qui suivra. Au lieu de cela personne ne paraît plus songer à lui.

Pourquoi ne pas promouvoir une souscription, deux même, pour lui ériger un monument à Turin, berceau de ce mouvement régénérateur ? Je dis deux souscriptions, parcequ'on devrait avoir celle des riches et puis à l'instar de l'Amérique, une souscription populaire à un sou. Ces *peany-subscriptions* produisent des résultats étonnants. Qu'en pensez-vous ? Sa seule visite à Paris en mars de cette année méritait un monument.

questi giorni di riposo. Ora però si tratta di un argomento molto delicato, e gravissimo, rispetto al quale mi dorrebbe assai che si avesse a prendere un partito senza prima avere il di Lei parere. — Ella può facilmente immaginarsi di che si tratta — della deliberazione da prendere, e dell'attitudine che il governo dovrà osservare, rispetto al voto già espresso dalla Toscana, ed a quello che certamente fra non molto si esprimerà dai Ducati e dalle Legazioni per la loro annessione al Piemonte sotto lo scettro costituzionale del Re. — Io sono certo, ch'Ella non vorrà negarci i saggi suoi consigli a questo riguardo. — Per metterla meglio in condizione di manifestarci, io Le dovrei esporre tutto ciò che si è passato in proposito dopo che Ella è uscita dal ministero; ma siccome fui accertato, ch'Ella fra un giorno o due ritornerà qui a Torino, io Le farei questa esposizione a voce anziché per iscritto, se potessi trattenermi con Lei appena sarà qui giunto. — Io quindi La pregherei di volermi dire se verrà realmente in Torino fra qualche giorno, e se venendo, potrà concedermi qualche ora per trattenermi con Lei, e parlare di quest'affare. — In caso contrario Le sarei grato se volesse compiacersi di farmi sapere dove potrei indirizzare la lettera per metterla al giorno d'ogni cosa.

Non dubito che vorrà farmi questo favore, trattandosi dell'interesse del paese, e di un oggetto, da cui può in gran parte dipendere il suo avvenire.

Spero che la di Lei salute avrà acquistato un buon fondo in questo mese di tranquillità, e nel pregarla di gradire i miei sinceri complimenti, mi è grato profferirmi colla massima stima e devozione

Suo dev^{mo} obb^{mo} servitore

U. RATAZZI.

Il generale La Marmora, d'accordo col quale Le scrivo, m'incarica particolarmente di presentarle i suoi saluti (1).

(1) Vedasi nel vol. III, pag. 125, la risposta del Conte, in data di Aix-les-Bains, 28 agosto. Lett. DCXCVI.

A L L O S T E S S O (1).

(Milano, 26 agosto 1859)

Signor Conte,

Mi deve permettere che attesti anche a Lei la mia viva riconoscenza, all'occasione della troppo onorevole liberalità che mi volle usare il Re finalmente nostro in fatto, come lo era già nei nostri affetti e nelle nostre speranze: poichè, quantunque io sappia di esserne debitore ad una spontanea ed indulgentissima bontà e degnazione del Re medesimo, non ho potuto ignorare che uno stesso disegno, mosso ugualmente da una troppo indulgente benevolenza, era nelle di Lei intenzioni, e già n'era preparata la proposta (2).

Ma come potrebbe un Italiano avere un'occasione, un titolo qualunque, di rivolgersi a Lei, senza valersene premurosamente, per accennarle almeno, se non esprimerle, quei sentimenti d'ammirazione e di calda riconoscenza, di cui sono stati e sono animati i nostri pensieri, e che hanno occupata e occupano tanta parte dei nostri discorsi, per tutto ciò ch'Ella ha voluto e saputo fare ed avviare in beneficio di questa comune patria? Fortunato però di aver trovato una tale occasione, io non sono per abusarne col ripeterle ciò che Le è venuto e Le viene da tante e tante parti, e rubar troppo de' suoi preziosi momenti; giacchè, cosa vuole? noi siamo fissi a non credere ch'Ella sia disoccupata, nè che, a cose non finite, il suo animo possa volere un riposo che l'Italia non vorrebbe.

Voglia gradire questi cordiali sentimenti, insieme con quello del mio profondo rispetto.

Suo dev^{mo} obb^{mo} servitore
ALESSANDRO MANZONI.

(1) Vedasi in fondo al volume il *facsimile* di questo prezioso autografo.

(2) Con R. D. 9 agosto 1859 S. M. il Re assegnava al nob. Alessandro Manzoni l'annua vitalizia pensione di L. 12,000, a titolo di ricompensa nazionale.

MDCLVI.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese.)

(Aix-les-Bains, 28 agosto 1859)

Preg. Sig^{ra}

Le scrivo due righe per annunziarle la mia partenza per Torino. Non terrò però la linea retta, onde non sarò colà di ritorno se non martedì o mercoledì. Spero di potere arrivare presto a Leri donde saran scomparsi i *moschini* (1).

I secondi raccolti sono perduti in Svizzera, Savoia e parte della Francia, quindi è probabile che i cereali aumenteranno. Non venda nulla sino al mio arrivo. Se ha bisogno di danari ricorra alla banca.

Lo saluto affettuosamente.

AL CAV. L. C. FABINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 1° settembre 1859)

..... Cavour è giunto ieri sera in ottima salute e di buonissimo umore. — Questa mattina Battazzi si recò da lui e tutto si passò nel migliore accordo. — L'ho lasciato questa mattina con Dabormida, che era venuto esso pure a visitarlo. Cavour spera molto ed ha approvato la condotta del governo relativamente alla Toscana, cioè l'accettazione condizionata. Darà tutti i consigli che gli si chiederanno.

..... Cavour ripartirà domenica mattina per recarsi a S. Martino dagli Alfieri, e poscia andrà a Leri, ma sarà sempre a portata. — Egli dice che deve restare fuori del ministero, che nel

(1) Moscherini.

ministero farebbe più male che bene, finchè dura il mal' umore o quel che diavolo possa essere della grande *Sfinge*.

. Cavour, come ti dissi, vede e spera bene, e dice che bisogna continuare solertemente nella via tenuta — che bisogna che facciam noi, noi, e poi noi ancora (1).

CASTELLI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR
Torino.

(Paris, 7 septembre 1859)

Mon cher Comte,

Permettez-moi de me rappeler à votre précieux souvenir, et vous dire que je garde toujours la lettre pour Pietri. J'ai été déjà sept fois chez lui, il est toujours absent et on ne veut pas se charger de la lui faire parvenir parce qu'on ignore où il se trouve. On le croit en Corse, mais on n'en est pas bien sûr. Si je ne reçois pas de contre-ordre de vous, je la garderai jusqu'à son arrivée à Paris.

J'ai appris avec joie que vous êtes de retour à Turin et dans un moment où vos conseils sont si nécessaires, et si utiles, car, cher Comte, laissez-moi vous le répéter, c'est toujours votre politique, cette politique que vous avez initiée avec tant de courage et d'habileté, qui fait son chemin et qui triomphe malgré toutes les intrigues des partis qui s'agitent pour la contrecarrer. Elle triomphera surtout si vous venez, comme j'aime à le croire, la soutenir vous même devant le Congrès; et en vérité, je ne vois pas d'autre personne chez nous qui soit à la hauteur d'une pareille mission. L'Italie, par sa noble attitude, donne en ce moment un démenti solennel à toutes les calomnies dont elle a été la victime jusqu'ici, et c'est encore vous, cher Comte, qui avez le mérite d'avoir fait son éducation. Comme vous le saurez, à Zurich

(1) Precisamente come primo fra tutti, e di suo proprio moto, appena avuta notizia della pace di Villafranca, il Farini aveva cominciato a fare nell'Emilia « con tanta gloria » per sé » e con tanta utilità per l'Italia ». Vedasi nel vol. III la Lettera DCCXXX a L. C. Farini.

on a peine à marcher. Il y a eu, et il y a encore beaucoup de tiraillement. Bourqueney lui même a dû se convaincre, à son grand regret, sans doute, qu'entre la France et l'Autriche il y a incompatibilité absolue de principes. Walewski va toujours son train faisant de la politique *officielle*. On lui laisse les coudées franches pour qu'il puisse mieux réussir dans son rôle d'enseigne pour se captiver les sympathies et la confiance de certains cabinets, en attendant que l'Empereur continue son jeu à lui. En effet, on ne peut pas arriver au but d'affranchir les peuples, et tenir noblement sa place au milieu de Puissances et de Souverains de l'Europe, sans fasciner les uns pour mieux servir les autres.

Hier nous nous sommes réunis pour terminer l'affaire de la double élection du Prince Couza, qui est désormais approuvée par l'Europe, avec dérogation au Statut organique pour le dispenser d'aller recevoir son investiture à Constantinople, tant que les soins de l'État ne lui permettront pas de s'absenter, ce qui veut dire peut-être jamais : et voilà encore un fait accompli, que l'Europe est obligée d'avalier. J'ai remarqué que Walewski, Cowley et le Prince de Metternich n'étaient pas gais. Entr'autres choses Walewski ne m'a pas dit un mot de la réponse du Roi à la Députation Toscane, ce qui est une preuve qu'elle est bien. Son grand argument consiste en ce que la France et la Sardaigne sont liées par les préliminaires de Villafranca pour remettre sur le trône les Princes dépossédés ; à quoi je ne cesse de répondre, à mon tour, que quand même elles seraient liées pour la restauration, ce que je ne crois pas, elles ne peuvent l'être aucunement pour la non-annexion du moment que la restauration devient impossible.

Enfin, cher Comte, j'espère qu'une fois qu'on aura terminé à Zurich, votre patriotisme et votre abnégation vous feront vaincre cette juste et légitime répugnance que vous avez dû éprouver pour la paix de Villafranca, et vous reprendrez la haute direction des affaires et de la politique de notre pays, et que je serai ainsi remplacé sous vos ordres directs. C'est le vœu de tous vos amis, cher Comte ; mais quoiqu'il arrive, soyez bien persuadé que je conserverai toujours un sentiment profond d'admiration, d'estime et de dévouement pour vous, et que vous pouvez compter à jamais sur votre tout aff^{né}

DE VILLAMARINA.

A L L O S T E S S O .

(Les Bruyères, par Bougival, Seine et Oise, 8 septembre 1859)

Il m'est tout à fait impossible, cher Comte, de résister à l'occasion *sûre* de me rappeler à votre amical souvenir. Le Prince Pierre Dolgoronky qui a eu la bonne fortune de vous rencontrer chez M^{me} de Castellane et chez moi, à Paris, il y a seize ans, n'ose pas croire que vous vous le rappelliez, et me prie de vous le présenter. Tandis que votre nom remplissait l'Europe et vous attirait les sympathies de la Russie, le Prince Pierre expiait sur les confins de la Sibérie la faute d'avoir imprimé sur la noblesse russe une brochure mordante quoique vraie. Après de tels emportements du pouvoir, il n'a plus voulu le servir à aucun titre et s'est consacré à l'amélioration de ses terres, et à la grande question de l'émancipation : il vous donnera là dessus les renseignements les plus curieux ; il est rempli d'esprit, de connaissances variées, et sera digne de vous dérober quelques instants. Il passera l'hiver prochain à Paris et rentrera dans ce cercle intime duquel il avait pris possession.

Depuis que vous n'êtes plus à Presinge, les échos me manquent et il faut bien que je sois infirme pour n'avoir pas été vous y retrouver. Le *Journal des Débats* m'annonce votre retour à Turin et je puis vous affirmer que personne en France ne croit que la Sardaigne puisse se passer de vos lumières et de votre action. Mes revenants d'Angleterre très-influents m'ont assuré qu'après votre démission chacun vous y attendait et que vous y auriez trouvé l'accueil le plus enthousiaste. J'espère que vous avez reçu une brochure de Mr Arnold ; elle sera parvenue à Mr de la Rive après votre départ. —

Notre gîte est toujours pleine, nous attendons Huber, auquel je ferai mille questions sur vous (1). M^{me} de G*** était ici hier soir

(1) Il colonnello federale svizzero Huber-Saladin, durante la campagna del 1859, aveva firmato in nome della Confederazione svizzera la convenzione d'internamento dei soldati austriaci, che dal Lago Maggiore eransi rifugiati in Svizzera. Amico della famiglia La Rive, egli s'era trovato a Presinge col conte di Cavour.

avec son fils qui sera probablement reçu à St Cyr, après des efforts soutenus. Mr de Belveze prétend qu'elle perd de sa poésie et devient une femme (*segue una parola inintelligibile*); l'âge apporte à toutes les natures féminines l'expression plus prononcée de leurs caractères. — Pour moi, chaque jour, je sens que les affections sérieuses de ma vie y tiennent plus de place: mon état d'infirme les rend encore d'autant plus précieuses.

Ne m'oubliez donc pas, cher Comte, profitez de votre loisir *provisoire* pour m'envoyer votre portrait et croyez à mon sincère et invariable attachement.

K. DE CIRCOURT.

AL MARESCIALLO RANDON (Ministro della guerra)

Parigi.

(Biarritz, 14 septembre 1859)

..... Mon intention est de laisser l'armée en Italie tant que la paix ne sera pas conclue.

Quant à la division de Rome, bien loin de l'augmenter, je vous prie d'écrire à Goyon que mon projet est de rappeler les troupes d'ici à trois ou quatre mois, époque à laquelle le Pape, je l'espère, aura assez de soldats pour se passer des nôtres (1)....

NAPOLÉON.

MDCLVII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Leri, 16 settembre 1859)

Preg. Sig.

Hudson mi scrive che il famoso compositore Verdi, l'autore del *Trovatore*, *Traviata*, ecc., verrà domani mattina

(1) Avvertenza del maresciallo RANDON nelle sue *Memorie* (T. II, pag. 34): « Autant eût valu dire aux Italiens que la France entendait accepter et même favoriser leurs annexions !.... »

col primo convoglio a Livorno coll'intenzione di farmi una visita (1). Trattasi di una celebrità Europea, penso che Ella avrà piacere di fargli compagnia, epperò non mando il mio legno. Se fosse imbarazzato, mi spedisca un espresso e farò ripartire i cavalli domani per tempo.

La saluto aff^{to}

(Dalle Memorie del Conte O. DE VIEL CASTEL)

(Paris, 17 septembre 1859)

Benedetti m'a dit aujourd'hui:

« Avant de laisser la Sardaigne devenir une grosse puissance
« en Italie, il serait prudent de nous assurer la Savoie, car la
« France ne peut laisser une porte cochère ouverte chez elle au
« souverain de l'Italie, et la Savoie est une véritable porte-cochère
« qui donne accès dans nos provinces. »

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Turin, le 17 7bre 1859)

Monsieur le Comte,

Arrivé ici avec la Députation Modénaise pour diverses affaires concernant notre armement, je me suis rendu, en premier lieu, à la porte de Votre Excellence. Il me tardait de vous exprimer les sentiments de reconnaissance et d'espérance que tout Italien nourrit aujourd'hui à votre égard. Ne vous ayant pas trouvé, je prends la liberté de vous adresser ce petit mot de souvenir respectueux.

(1) Verdi era giunto in Torino il 15 nella qualità di membro della Deputazione Parmense, incaricata di presentare al re Vittorio Emanuele il voto di quell'Assemblea a favore dell'annessione dell'ex-Ducato di Parma al Piemonte.

Nous marchons avec Farini dans le chemin que vous avez tracé (1); nous y marchons fermement, et si l'on veut nous laisser faire, j'espère bien que, dans deux mois, les deux duchés pourront présenter à l'armée italienne un contingent effectif d'une quinzaine de mille hommes.

J'ai été frappé ici des sentiments italiens de la population, mais je ne puis cacher à Votre Excellence que l'armement à Turin et en Lombardie ne me paraît pas se faire en proportion du besoin urgent que nous tous en avons.

Il me paraît aussi qu'on ne devrait jamais oublier que si l'Italie réclame avec une unanimité franche et remarquable le Roi Victor Emmanuel c'est en vue de l'Unité Nationale, et qu'il faut comme on l'a senti si bien dans toutes les dispositions prises par votre ministère, que l'amalgame se fasse par l'absorption de toutes les parties de l'Italie dans l'Italie elle-même. — C'est là la foi de la grande majorité de la nation; et, je ne crains pas de l'avouer à Votre Excellence, c'est, et exclusivement, la mienne.

Je serai de retour à Modène lundi soir; je rentre désolé d'avoir vu partir sans pouvoir l'empêcher, les braves Magyars que j'avais contribué à réunir. Les officiers seuls nous suivront avec quelques Hussards.

Bixio m'a écrit hier. J'ai un de ses enfants avec moi et l'autre va m'arriver. Je lui écris aujourd'hui.

Je vous prie, Monsieur le Comte, d'agréer l'expression de mon profond respect.

Col^l L. FRAPOLLI (2).

(1) Anche qui facciamo l'avvertenza già fatta in nota a pagina 436; avvertenza suffragata, del resto, dalla Lettera che il CAVOUR medesimo scrisse al Farini da Ginevra 10 agosto (Lett. MDCLIV).

(2) Fu per alcun tempo ministro della guerra nell'Emilia. — Cavour, tornato da Monzambano, dopo la pace di Villafranca, lo aveva mandato a Modena con un bigliettino al Farini, che diceva press'a poco così: « Vi mando Frapolli. Se siete ancora al governo, adopratoelo; se non siete più al governo, fate che lo adoprino. »

A L L O S T E S S O.

(Torino, domenica, 18 settembre 1859)

(Tradotta dall'inglese)

Mio caro Conte,

Panizzi ritorna da Parma questa notte. — In una sua lettera in data di quella città, 16 corrente, mi scrive:

« Io desidererei vedere Cavour al mio arrivo in Piemonte, non per ragioni pubbliche, ma per soddisfare agli impulsi del mio cuore e dare sfogo ai miei sentimenti di gratitudine verso un uomo che sono superbo di chiamare mio amico. »

Io suggerirò a Panizzi di recarsi da voi martedì col treno delle 8 antim.

Piacciavi di provvedere onde una *forte carovana* trasporti questo gigante letterario sino a Leri.

Non dimenticate la promessa che mi avete fatta.

Mandatemi per mezzo di Panizzi ciò che aspetto.

È giunto Emanuele D'Azeglio, il quale forse accompagnerà Panizzi da voi martedì.

Vostro sincero amico

JAMES HUDSON (1).

MDCLVIII.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Leri, 18 settembre 1859)

Caro Castelli,

Invece di consigliare gli altri a venire o non venire a Leri, ella farebbe meglio a decidersi a farmi una visita.

(1) A tergo della Lettera autografa è scritto di mano del Conte ch'egli rispose in data del 22.

A voce discorreremo de' molti argomenti di cui tratta nelle sue lettere e sui quali sarebbe poco savio il ragionare per iscritto.

Ieri fu da me Hudson con Verdi. Mi disse un male infinito dei ministri. Pare che vada ripetere questo suo pagnirico a Londra. Avendomi richiesto del mio parere, non vorrei darglielo, senza prima aver conferito con lei. Venga dunque a trovarmi prima della partenza di Hudson. Avverta che forse martedì andrò con Oytana (1) a visitare il canale di Cigliano. Ogni altro giorno mi troverà in mezzo alle mie vacche. Mi creda ora e sempre suo af. amico.

(P. S.) Riapro questa lettera per parlarle della visita d'Odinot (2). Leggemmo assieme il progetto di risposta ai Romagnoli. Lo approvo, salvo l'ultima frase, che vuole essere modificata, massime nella forma.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Turin, Hôtel Trombetta, 21 7bre 1859)

Monsieur le Comte,

Je m'empresse de vous informer que le licenciement de la Légion Hongroise vient de s'effectuer et que des 3200 hommes qui la composaient, il ne reste plus en Italie que quelques soldats et officiers. Ces derniers prendront probablement service dans l'Italie Centrale, ou iront soit dans les Principautés, soit aux États-Unis pour y chercher un avenir. Nous avons obtenu pour les soldats l'amnistie pleine et entière et le renvoi sans condition dans leurs foyers. Ils partent satisfaits et emportent avec eux le meilleur souvenir de l'accueil qui leur a été fait dans l'Italie.

(1) Ministro delle finanze.

(2) Rodolfo Audinot, vice-presidente dell'Assemblea di Romagna, giunto in Torino il 15 settembre.

Sachant que vous avez, Monsieur le Comte, contribué par tous vos efforts à cette solution si honorable pour tous les partis (1), je crois de mon devoir vous en exprimer mes sincères remerciements.

Quant à moi, je considère maintenant la tâche pénible, qui m'a été confiée comme terminée et je suis sur le point de partir pour reprendre à Genève mes anciennes occupations.

Je saisis cette occasion pour vous exprimer ma reconnaissance pour la confiance absolue dont vous avez bien voulu m'honorer pendant les derniers événements et je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux.

KLAPKA (2).

A L L O S T E S S O.

(Torino, 22 settembre 1859)

Carissimo amico,

Non ignorate certamente che il ministero è appuntato di mancanza d'ardire e di iniziativa non solo dai governi locali dei Ducati e delle Romagne, ma dal partito liberale piemontese più o meno ben rappresentato dal giornalismo. Son certo che voi, conoscendo le difficoltà della posizione, apprezzate con calma la nostra condotta, nè ci vorreste spingere a fatti che, nelle circostanze attuali, potrebbero gravemente compromettere il paese. Sentiamo tutti che c'è qualche cosa da fare, ma siamo incerti nella scelta e paventiamo tutto ciò che potrebbe avere carattere di esercizio di sovranità; concerteremo coi governi tutto ciò che ha riguardo alle dogane, ai passaporti, alle poste, alle strade ferrate, ai telegrafi, al sistema decimale, ecc., ma e poi?...

(1) Vedasi nel vol. III la Lettera DCLXXXIX (31 luglio 1859) diretta al generale Dabormida.

(2) Il Conte rispose al Klapka il 23 settembre. La risposta sarà probabilmente stampata nel volume III dei *Ricordi* del KLAPKA, in corso di pubblicazione a Pesth presso la Società Editrice Franklin.

Intanto giudichiamo che, fatta la risposta alla Romagna, sia tempo di fare una nota circolare alle grandi potenze per spiegare le accettazioni, esporre la situazione dell'Italia e sollecitare un Congresso. Vi mando il progetto di nota e vi prego, non solo di farmi conoscere il vostro avviso sul medesimo, ma di trinciare, di estenderlo, di farvi tutte le modificazioni e correzioni che stimerete opportune. — Questa sera parto per Monza per assistere sabato al ricevimento della Deputazione delle Romagne; vi mando copia della risposta che sottometteremo domani al Re. Domenica mattina sarò di ritorno a Torino e vi sarò riconoscente se vi troverò al mio giungere il progetto di nota da voi riveduto.

La Marmora è tuttavia presso il Re; credo sarà qui di ritorno prima di sera; partono con me Rattazzi, Monticelli e Casati. — Rattazzi, che sa che vi scrivo, vi saluta caramente.

Amatemi e credetemi inalterabilmente

Il vostro aff. amico
DABORMIDA (1).

A L L O S T E S S O (2).

(Torino, 27 settembre 1859)

Pregiatissimo Sig. Conte,

Reduce dalle mie replicate peregrinazioni nell'Italia Centrale (peregrinazioni che ho la vanità di credere non siano state del tutto inutili), son venuto nel pensiero di riordinare la Società Nazionale Italiana. Le ragioni che m'inducono a ciò fare sono le seguenti: 1° Soddisfare alle incessanti istanze dei Veneti e dei Siciliani; 2° Impedire la formazione e diffusione di altre Società, che già nascono in Romagna e in Lombardia; 3° Legare relazioni colla Società Nazionale-Alemanna, che si ordina ad esempio della nostra, e che pare disposta ad intendersi colla nostra; 4° Com-

(1) Vedasi nel Vol. III, pag. 180, la risposta in data 24 settembre, Lett. DCCI.

(2) Questa Lettera non è pubblicata nell'*Epistolario del La Farina*.

battere gli effetti di propagande antinazionali. *Pro forma* ho interpellato Pallavicino. Risponde che il Conte di Cavour disapprova questo pensiero, anzi che lo dichiara un *anacronismo*. Abbia la bontà, sig. Conte, dirmi il vero parer suo per mio regolamento. Ci sia o non ci sia Pallavicino, la cosa anderà sempre nel medesimo modo: sarà tanto di fiato che risparmierò per tenerlo saldo in un proposito.

In Modena e in Toscana si va bene, e si andrà bene anche in Parma. In Romagna malissimo: fermentano odii terribili contro l'attuale governo, nascono tutti i giorni nuove diffidenze e sospetti. Se i soldati del papa ottengono qualche vantaggio; se l'oracolo di Parigi dà qualche responso spiacevole, i governanti bolognesi usciranno, non dalle porte, ma dalle finestre. Senza l'influenza della Società Nazionale, qualche grosso guaio sarebbe di già seguito.

Mi creda, eig. Conte, pieno di stima e di rispetto, qual mi vanto di essere invariabilmente

Suo dev^{mo} servitore
G. LA FARINA (1).

A L L O S T E S S O .

(Sala, sul lago di Como, 27 settembre 1859)

III. sig. Conte,

Ella ha un momento di riposo fra due fatiche erculee, l'acquistare e l'organizzare. So che riposo non è per Lei quiete, ma io voglio pregarla a concedermi mezz'ora d'ascolto: e per esser men lungo sopprimerò i complimenti e l'inteso. Ella mi conosce di lunga mano; m'ha anche veduto nel 48, quando Ella pure non era che un operaio subalterno alla causa comune. Ella sali; io rimasi lo stesso sempre, fedele alle speranze a cui ho dedicato la poca attività mia, ridotta a scrivere libri, ne' quali io non ho una riga da cancellare per variamiento politico. Fin la stampa piemontese, tut-

(1) Il Conte rispose in data del 2 ottobre. Lettera DCCIII nel volume III, pag. 134.

l'altro che amica a me, convenne più d'una volta che le mie scritture (e stavo a Milano) erano franche quanto avrebbero potuto essere a Torino. A Torino in fatto le stampavo, e non finirono che col giugno ultimo le molestie venutemi dalla censura di qui. La stampa torinese si piacque sempre di farmi guerra. Mi appose prima d'esser rientrato troppo presto. Avevo fatto di più; non ero uscito; ma vi stetti in modo che Radetzky mi escluse dall'amnistia del 49 tra quelli che si ostinavano a crescere all'estero; e scopertomi in paese, l'agosto del 49, mandò arrestarmi, e tradusse ai confini! M'accusarono d'aver ricevuta una visita dal ministro Bach. Non me ne scuso. M'accusarono d'essere stato destinato a dimostratore delle verità milanesi all'Imperatore nel 1857. Io m'era tenuto fuor di Milano nella villa donde Le scrivo. M'accusarono d'esser stato scelto segretario dell'Istituto di scienze. La colpa è de' colleghi che m'avevano creduto buono, tuttochè affatto ignaro di burocrazia: d'altra parte è un posto quadriennale, a cui si va per turno. Ma come tale, avendo l'Imperatore decretato la fusione dell'Istituto coll'Accademia di belle Arti, venni dall'Arciduca (Massimiliano) richiesto a stendere un piano. Credevo esser competente; accettai; feci ogni cosa d'accordo col Presidente e vice-presidente e con Carlini (valga una volta per sempre che quanto Le dico, dove occorresse, posso provarlo con scritti). Finito il lavoro, l'Arciduca convocò una commissione per esaminarlo, composta dei Presidenti e secretarj degli istituti di Milano e Venezia e dei rettori magnifici delle due Università: voleva anche sentire altri che già aveva invitato a Monza; ma essendo in quei giorni morta un'arciduchessa, la Corte partì; era il 7bre 58; e dopo d'allora io *non ho più veduto l'Arciduca*.

Quando il gennaio passato sparsero che io aveva steso e facevo coprire di firme un indirizzo perchè si facesse indipendente il Lombardo-Veneto sotto l'arciduca Massimiliano, Ella non ha bisogno ch'io Le dica che questo saria stato un crimenlese. Ma io credo ch'Ella saprà pure quel ch'io non ho mai potuto sapere, chi inventasse tal bala. La mia persuasione, cresciuta dagli avvenimenti posteriori, è che si volesse far una dimostrazione contro l'Arciduca, e si valessero di me, come un po' conosciuto anche fuori. Smentii; vedendo persistere, chiesi un giuri d'onore che giudicasse se io avea detto bugia. Correnti mi assicura aver notificato tale proposta

a V. S. e che Ella la trovava di bonissimo esempio, nel tempo stesso che sarebbe giovato alla causa allora agitata l'aver il mio nome.

Ella opinava da galantuomo, da avveduto e da spassionato. Gli altri no; e però la proposta fu reietta. Che se ne credesse dal vulgo in Piemonte non so; in Lombardia il non essersi da nessuno veduto quest'indirizzo, il sapersi comunemente che coll'Arciduca io non avevo avuto mai se non relazioni d'ufficio, che dall'Austria non avevo avuto nè impieghi, nè onori, nè doni, avea lasciato morir quella baia. Mi perdoni se posi quella parola *doni*; non perchè io creda che alcuno mi possa creder uomo da comprare a doni; ma perchè un giornale francese pose che io avevo offerto all'Arciduca la raccolta completa (!) delle mie opere, ed esso me ne avea ricompensato con un gioiello. Ora io non offrii mai all'Arciduca *neppur una pagina* de' miei scritti, nè da lui ebbi tampoco uno zigaro. Miserabile condizione di uomo che scrivesse tanto, e che pure è costretto difendersi da accuse che più repugnano ai suoi scritti!

Che se il mio nome era stato necessario al trionfo della causa nazionale, pazienza! Ella che spesso ne fu bersaglio, m'avrebbe insegnato a tollerare le calunnie e le minacce. Ma quando la causa trionfò, osavo sperare mi dicessero: « v'abbiamo adoperato; or basti; tornate alla pace, ai vostri studi, pei quali forse avete l'attitudine che non vi conosciamo ad impieghi nè ad altri servigi. » In fatto al primo piantarsi delle autorità sarde qui, il Governatore mi fe' un'accoglienza benignissima; X mi disse come il vacillar mio fosse spiaciuto perchè pareva con me vacillar la nazione. Il qual rimprovero lusingava tanto l'amor mio proprio, che stesi una memoria, e la mandai a X, con moltissimi documenti a convincerlo che non avevo punto vacillato. Credo la leggesse: affiatatomi con esso, promise adoperarsi a chiarir la verità, e soprattutto a mettermi a fronte all'autor della calunnia dell'indirizzo, ch'egli dice conoscere, lasciassi far a lui, mi servirebbe da amico; non dover (mi scrisse) io restar in disgrazia del governo sardo, ecc., ecc.

Ella capisce che ciò bisognava fare *subito*, o non più. Ebbene, scorsero 4 mesi, e non solo non fece nulla, ma più non volle restituirmi le carte affidategli. Chiesi al governo mi si dessero i rapporti stesi negli ultimi mesi dalla polizia contro le mie scritture: son tre mesi, e non n'ebbi riscontro. Non basta: direttamente mi

si fecero i più bassi oltraggi, sui quali io non La voglio trattenere, ma che mi fecero trovar giovevole la scuola datamene per 20 anni dall'Austria; i cui procedimenti trovavo continuati *fedelmente*. Mi permetta Le ricordi che nel 1847 si sparse che io era spia dell'Austria. Vien la rivoluzione; si trova la corrispondenza fra Torresani e Sedliniski, ove questo incaricava quello di far scrivere contro di me, e quello diceva che, essendo io troppo leale per essere guadagnato, bisognava farmi passar per emissario, ed in ciò s'adoprerebbe. I liberalastri che trovarono essersi fatti stromento della polizia senza saperlo, cercavano sopprimere quel carteggio; ma fu il Fava che lo volle pubblicato ufficialmente. E perchè Torresani, inorridito dell'opera propria, la smentì, stamparono la corrispondenza anche in originale.

Cito (Ella capisce con quanta ripugnanza) questo fatto per mostrare che la persecuzione contro di me è vecchia: e se ora non posso aspettare un simile avvenimento provvidenziale che smentisca un indirizzo che mai non esistette, non dovevo poi aspettarmi che il governo e con atti propri, e col giornale ufficiale ridestasse quella diceria e conditasse così l'indignazione contro di me. Sorta la quale, ne vengon dietro una serie di altre accuse, sempre nuove e sempre insulse, ma traenti autorità dalla fonte semi-ufficiale.

Ne parlai al ministro Rattazzi: mi suggerì di citar in giudizio alcuno dei giornali che *asseriscono* il fatto. Posto anche volessi tal rimedio, ma essi sanno non *asserirlo*. Vigliani s'appoggia alla pubblica opinione, rappresentata da quei pochi che ha attorno. E noti bene che io son fuori da brighe, non cercai impieghi, in tanto cercar che si fa, e vivo qua in una campagna solitaria, badando a' miei studi come sotto i Tedeschi. Ma le persecuzioni usatemi fecer qualche rumore anche fuori, dove il mio nome non è del tutto ignoto. È egli un merito per un governo il cominciare dal perseguitar l'autore della Storia degli Italiani? Le passioncelle letterarie, le gelosiuccie di chi teme un emulo devon essere le norme d'un governo di fusione?...

E le altre domande vorrei fare, ma Ella mi risponde, e già da un pezzo: Cosa c'entro io? Mi scusi se ho la persuasione ch'Ella ci entri: i primi atti di questo governo si fecero auspice Lei. Ad ogni modo Ella vede le cose da alto. Alla fin fine è uno scrittore Ella pure come me; ebbe a lottare colla stampa; durò un pezzo avanti

che i suoi meriti si facessero strada. Come tale, io La invoco a darmi un parere. Sarà verissimo ch'io non valga nulla a servizi pubblici; non vi aspiro: ma ho bisogno l'estimazione de' concittadini; non voglio sembrare un nemico di quell'ordine di cose al quale ho diretto tutt'i miei scritti ed atti; non devo lasciar credere dannato dalla pubblica opinione uno scrittore che è (mi perdoni la superbia) de' più letti, de' più popolari fra la sua nazione. Vengo dunque a chiederle un parere — se anche non vuol darmi un aiuto. E un parere da Lei non può essere volgare, come quei che dicono, aspettate che l'olio venga di sopra dell'acqua — oppure — scrivete qualche cosa nel senso nuovo — a me che ho scritto sempre nel senso stesso.

Se fra le sue cure trova tempo d'arrivar al fine di questo scritto, io confido che non lo butterà via come indifferente: *non ignarus mali*, ecc. Chi sa non mi dia risposta? Se non altro mi farà scrivere, Abbiate pazienza, che io pure l'ebbi per un pezzo.

E resterò sempre con profonda stima

Suo obbed. ossequ^{mo}
CES. CANTU'.

MDCLIX.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Leri, 28 7bre 1859)

Caro Castelli,

Grazie della sua lettera di Milano. Ho avuto notizie del suo soggiorno colà dal buon Torelli, che mi ha raccontato la loro gita a Como e mi disse che in essa vollero ricordarsi di me.

La prego di ringraziare Valerio della sua lettera. Dice che vorrebbe parlarmi. Se non è cosa di premura, andrò forse la settimana ventura per 24 ore a Torino. Se vuole venire a Leri, lo riceverò qui con molto piacere. Ieri ho

avuto la visita del conte Stakelberg, alla quale era lungi dall'aspettarmi. Esso mi tenne un linguaggio favorevolissimo alla nostra causa, si dichiarò contrario a qualunque ristorazione. Protestò parlare come privato; ma chi conosce i Russi sa che anche i privati parlano a seconda delle loro istruzioni. Ad ogni modo comunichi a Rattazzi questa conversazione.

Sono in ottimo stato di salute e sotto ogni rispetto soddisfatto della vita quietissima che qui conduco.

Mi creda, caro Castelli, suo af. amico.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Londra, British Museum, 2 ottobre 1859)

Mio caro ed illustre amico,

Ritornai con felicissimo viaggio e contentissimo d'averlo fatto, principalmente per aver avuto il piacere di vedervi in ottima salute, pronto a tornar a prendere il timone dello Stato e rispondere ai voti dell'Italia, che giustamente in voi solo spera.

Come avrete visto dalle gazzette, l'Imperatore non era a Parigi quand'io vi passai. Vidi Fould a colazione, che mi disse esser certo che S. M. mi vedrebbe con piacere ove fossi dov'Egli è, ed a cui ripetei press'a poco quel che avrei detto al suo padrone. Mi promise portar tutto quel che gli dissi alla conoscenza sua, e io soggiunsi che, ove S. M. desiderasse veramente di vedermi, correrei a Parigi apposta per averne un'udienza. Fould poi disse a me che, quanto a Parma e Modena, potrei essere *à peu près tranquille* sulla loro sorte. Rispetto alla Toscana osservò che l'Imperatore si teneva onorevolmente legato a procurare il ritorno del Gran Duca o della dinastia a quel trono; che colà non pareva che l'unanimità contro gli antichi sovrani fosse così generale come nei due altri ducati, e che si teneva per certo che le masse del contado voterebbero ben altrimenti che non avevano votato nelle città; che

anzi si potevano attendere moti contro lo stato attuale delle cose. Mi parlò di Bettino Ricasoli come d'uomo duro e violento; ed a questo risposi che un uomo di Stato che aveva delle convinzioni e il coraggio di sostenerle era sempre accusato di durezza e violenza da chi non era capace d'imitarlo. Rispetto alle Romagne, Fould si mostrò ancor più dubbioso e scoraggiato. Mi domandò di voi, se v'avessi veduto, e cosa dicevate. Gli dissi che v'aveva veduto, che stavate a meraviglia, e che non eravate punto scoraggiato dalla gravità delle circostanze; che nè voi, nè altri poteva credere che l'Imperatore volesse permettere all'Austria di tornare ad opprimere l'Italia come per lo passato, e che le cose eran venute a un punto, che era impossibile dar indietro ove pur si volesse; al che fare non sapeva nessuno essere inclinato.

Fould, per qualche affare suo particolare che gli dà molta noia, ha domandato che io lo aiuti; il che farò, ed anzi ho già incominciato a fare; gli occorrerà quindi scrivermi e bisogna che si ricordi di me. Tuttochè non mi possa lusingare di far un bene al mondo, e tuttochè non abbia molta inclinazione a far la corte all'Imperatore dei Francesi, nulladimeno ora ci sono, e se mi si fa sapere che s'avrebbe piacere di vedermi, andrò, e vi scriverò quanto mai accadesse. Ma spero non essere obbligato a muovermi.

Qui ho avuto ieri una lunga conversazione con Palmerston, il quale è con noi più che mai. Egli pure crede che bisogna aver qualche ardire. Fatta la pace qualsiasi, pare che il Re abbia il diritto di accettare la dedizione delle varie provincie — salve le Romagne, forse, che sono in una posizione singolare. Ma, quanto agli Stati senza Sovrano, nè l'Austria, nè la Francia hanno diritto d'impedire che si diano a chi vogliano; nè par possibile che l'Austria volesse intervenire colle armi alla mano per impedir loro di far di sè quel che vogliano. La nomina del Principe di Carignano a Reggente de' vari Stati è molto approvata, ma non bisognerebbe perder tempo. Del resto, a pace fatta, sarebbe inutile se il Re occupa a dirittura i paesi che si son dati; ma allora bisognerebbe che il vostro ministro della guerra pensi a formare un esercito numeroso, senza metter tempo in mezzo.

Vi sarà un Congresso? Ecco quel che nessuno sa. L'Inghilterra prima di prendervi parte, vorrebbe saper chiaramente quel che

l'Imperatore de' Francesi veramente intende fare e che parte prenderà. La Prussia pure tien la solita condotta incerta e subdola, tuttochè scambi coll'Austria note sempre più e più amare rispetto alla Germania.

Qui o non si sa o non si vuol dire a che fine il Re Leopoldo sia andato a Biarritz (1). È un fatto che il suo ministro qui, von de Weyer, antico ribelle e rivoluzionario, ci è nemico. È pur un fatto che questa Corte ci è ostile; ma finchè Lord John, Palmerston e Gladstone sono fermamente uniti come ora, poco importa. Addio, mio caro amico. Scrivetemi soltanto un verso per dire che avete ricevuta questa mia (2).

Amatemi e credetemi

Vostro sempre

A. PANIZZI.

P. S. Vorrei che usaste di tutta la vostra influenza presso gl'Italiani vostri amici in generale, e più particolarmente presso i Toscani onde s'astenessero dalla ridicolaggine di decretare l'esecuzione di statue e monumenti, pe' tempi che corrono. Comprino fucili e cannoni, ingaggino soldati e li vestano, e non pensino a fanciullaggini. L'accusa è vecchia; noi pensiamo ad erigere statue ai morti da secoli in luogo di pensare a dar mezzi ai vivi di meritarsi statue dai posteri. Non avete idea del male che questo produce. Siam sempre lì, dicono i forestieri: questi Italiani son poeti e non altro. Per l'amor di Dio, scrivete e scrivete fortemente. È tempo oramai che l'Italia cessi di essere soltanto un cimitero.

(1) Vi era andato, d'accordo coll'Austria, per promuovere una buona intelligenza fra la Francia e l'Inghilterra rispetto alla questione italiana. Effetto di quei colloqui fu la lettera che Napoleone III scrisse il 20 ottobre seguente al Re Vittorio Emanuele. Vol. III, pag. CCLIX.

(2) Cavour rispose il 9 ottobre. Lett. DCCVI, vol. III, pag. 137.

A L L O S T E S S O (1).

(Torino, 3 ottobre 1859)

Pregiatissimo Sig. Conte,

Mi permetterà che non accetti un rimprovero che non credo di meritare (2). Non sono venuto a vederla nel suo doppio passaggio da Torino, perchè la prima volta io mi trovava in Toscana, e la seconda in Parma, come mia moglie fece sapere al nostro Castelli, che mandò a casa mia a dire ch'Ella aveva domandato di me. Non son venuto a Leri perchè non mi sono creduto in tanta dimestichezza da turbarle il quieto ritiro della campagna. Un uomo di Stato che si ritira in campagna per qualche tempo par che dica: *per ora almeno non mi seccate*. Mi perdonerà se Le dico che le due ipotesi non hanno fondamento: non ne ha la prima perchè io credo di non aver fatto nulla più del mio dovere, e perchè Ella mi ricompensò abbastanza e più del merito, quando mostrò di avere qualche fiducia in me; non ha fondamento la seconda ipotesi, perchè io sono intimamente convinto che nessuno quanto Lei possa ancora essere utile all'Italia. Ella aveva assunto l'obbligo di far guerra all'Austria coll'aiuto della Francia; e l'opera sua fu felicemente compiuta. Dal momento che l'Imperatore dei Francesi sbarcava a Genova, il timone della nostra barca passava in altre mani; e se il nuovo pilota si soffermò a metà strada, nessun uomo ragionevole potrà chiamarne in colpa Lei; molto meno io poi, che avendo veduto sempre la cosa come la vedeva Lei, non potrei coscienziosamente accusarla senza accusare me stesso. Per me la via che si percorse era buona, era ragionevole, era la sola possibile. La pace di Villafranca non ha fatto mutare in nulla le mie convinzioni: io penso oggi come pensavo nell'ottobre del 58, avendo non so se il vizio o la virtù di non mutare agevolmente le mie convinzioni. Ella può essere superbo di ciò che ha fatto; e l'Italia Le rende questa giustizia, e spera ed ha

(1) Anche questa Lettera non è pubblicata nell'*Epistolario del La Farina*.

(2) Vedasi nel vol. III la Lettera DCCIII.

fede ch'Ella debba e possa compiere l'opera sì bene incominciata. Ella è quindi per me ciò che era nell'aprile o nel maggio, il capo del partito nazionale. Le dico da ultimo che la pace di Villafranca, considerata ne'suoi effetti, non mi pare quel brutto diavolo che alcuni fanno; e che se per alcuni risguardi ci nocque, per altri immensamente ci giovò. L'unione dell'Italia centrale al Piemonte fatta per mano della Francia era un matrimonio di convenienza; oggi è un matrimonio di amore; e l'assimilazione delle nuove provincie che sarebbe stata opera governativa ed artificiale, oggi diventa opera popolare e spontanea.

Ritornando ora all'argomento della mia povera lettera, Le dico che la sua regola è giustissima; ma, che parmi sia questo il caso dell'eccezione. Quando la Società Nazionale è nelle mie mani, il governo ne riceverà forza non debolezza; e l'esperimento è stato fatto. Non esisteva forse la Società in Piemonte dal '56 al '59? Lo Stato ha esteso i suoi confini, ma la natura della Società non si è mutata. E d'altra parte dobbiamo noi lasciar sorgere delle altre Società politiche, come già ve ne sono parecchie? Non dobbiamo tentare di assorbirle? Non dobbiamo impedire che i falsi convertiti piglino in mano la nostra bandiera? Dobbiamo lasciare inoccupato un campo che certamente sarà occupato da altri, i quali non avranno nè il nostro buon senso, nè la nostra buona fede? Creda a me, in Italia ancora per altri cinquant'anni ci saranno moltissime persone che accettano la dittatura, e che anzi la domandano, se è proposta dal *Piccolo Corriere*; ma che la rifiutano e la combattono se è proposta dall'*Opinione*. Creda a me che ne ho l'esperienza, in Italia ancora per altri cinquant'anni se non si cospira per Vittorio Emanuele si cospira per Mazzini. Infine la leva esiste, e non istà in noi il fare che non ci sia: se noi non ce ne serviremo, altri se ne serviranno. Per queste ragioni ed altre molte che potrei aggiungerne, a me pare sia utile il ristabilimento della Società Nazionale, e la ricomparsa del *Piccolo Corriere*. Ho creduto quindi mio dovere di sentire prima ciò che ne pensava il ministro Rattazzi; e ieri, dopo ricevuta la sua lettera, andai a trovarlo. Egli mi rispose che in quanto a lui credeva che la Società Nazionale potesse far del bene e non del male; ma io non piglierei nessuna determinazione se prima Ella non mi dica se le allegate ragioni La persuadono. Qualunque sia per essere la sua risposta,

io mi uniformerò, convinto come sono che i partiti politici senza disciplina non otterranno giammai alcun buono risultamento.

Mi creda intanto quel che mi pregio di essere pieno di stima e di affettuoso rispetto

Suo dev^{mo}

G. LA FARINA (1).

AL CONTE FRANCESCO ARSENE (Senatore del Regno)

Torino.

(Biarritz, oe 3 oct. 1859)

Mon cher ami,

J'ai reçu les lettres originales que vous m'avez envoyées. Je vous écris aujourd'hui pour vous communiquer un des nombreux rapports que je reçois d'Italie et qui vous dénotent le manque de fermeté dans le gouvernement piémontais. On ne régénère pas un peuple avec des lampions et des fleurs, il faut de la fermeté et de la justice: comment expliquer que le gouvernement qui est si patient lorsqu'on insulte la France et son chef se montre si décidé en Savoie contre la presse lorsqu'elle demande l'annexion à la France? Je vous prie de faire des recommandations sérieuses auprès des ministres. J'écrirai bientôt au Roi au sujet des grandes affaires qu'il faut bien terminer. Croyez à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Torino.

(Turin, Hôtel Trombetta, 5 octobre 1859)

Monsieur le Comte,

J'ai pour vous une lettre de M^{me} de Circourt (2) que j'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli. J'arrive de Genève, et je

(1) A questa Lettera il conte di Cavour rispose colla Lett. DCCVIII. Vedasi la nota a pag. 185, vol. III.

(2) La Lettera che reca la data dell'8 settembre.

pourrais vous donner des nouvelles de Messieurs et de Mesdames de La Rive, au milieu desquels j'ai passé des journées bien agréables. J'aurais été heureux, à titre d'ancienne connaissance, de me rappeler à votre aimable souvenir, et de vous exprimer, en même temps, toute mon admiration pour l'illustre homme d'État qui est, de nos jours, l'expression la plus éminente des opinions libérales, basées sur l'ordre et la monarchie constitutionnelle. Je suis d'un pays où vous comptez de nombreux et fervents admirateurs, et où tous les hommes du progrès raisonnable, les vrais libéraux, ne répètent qu'avec vénération le nom impérissable dans les annales de la civilisation, de Camille de Cavour.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'expression de ma plus haute considération.

Prince **PIERRE DOLOBOROUXOW.**

A L L O S T E S S O .

(Sala, 9 ottobre 1859)

Ill.mo sig. Conte,

Ch'Ella abbia trovato tempo di scrivermi una sì lunga e sì bella lettera (1), è mio dovere il ringraziarla sentitamente. Ma non vorrei che questa mia La sbigottisse come chiedente altro riscontro. La non vi si tenga obbligato; mentre io mi sento obbligato a dir qualche ragione per cui non sarei affatto del suo parere sulla pubblicità d'una protesta.

E prima Ella dice che mi accusano di repubblicanismo. Veda! è la prima volta che mi metton in faccia quest'accusa. Piuttosto mi udii tacciare di clericale, e quando m'ebbero spiegato cosa intendevano, non potei difendermi, giacchè in fatto il carattere del nostro liberalismo lombardo consistette nell'associar la religione colla libertà, nel creder la Chiesa autrice e tutrice delle libertà, e in questo senso combattemmo il giuseppinismo, forma di gravissima oppressione austriaca. Eramo nel vero? C'ingannavamo?

(1) Vol. III, pag. 136, Lettera DCCV, 2 ottobre 1859.

Or non n'è quistione; ma e pel clericale e pel repubblicano io curai d'esser sempre coerente a me. Ho scritto tanto — troppo. Se ad uno venisse la strana idea di stampare le opere mie complete, credo non avrei da corregger nulla per portarle d'accordo fra sè, salvo i naturali svolgimenti del tempo. Quando dunque le mie opinioni sono esternate e provate in una serie di lavori, che vanno da libri pei bambini fin a un'opera di 32 volumi, farà egli bisogno ch'io esca ancora a dir al pubblico quel che io penso in fatto di Chiesa e di Stato? Pei lettori attenti, è là intera una vita; i disattenti non potrebbero capire nemmeno una professione di fede. Non Le par dunque sarebbe inutile questa maniera di difesa? X, quello che più a lungo mi affacciò tutte le accuse appunto perchè proponeasi di confutarle, mi imputò di aver giudicato severamente il 48, d'aver lodato il Concordato, dimostrandomi scontento del genere umano, e che so io. Dovrei dunque anche di questo scagionarmi. Ma perdio! la libertà dell'opinione non è la maggior conquista che abbiamo fatto? Lasciamo alla S. Inquisizione 'lo scrutar i pensieri, ed alla polizia. Or questa conserva ne' suoi atti le denunce segrete e le accuse uffiziali contro quanto ho scritto dal 48 in poi. Le accuse son certamente il preciso opposto di tutte queste. Supponiamo che gli onnipotenti d'oggi, come credettero far bene colle basse persecuzioni contro di me, avesser invece pensato lor dovere l'informare la propria coscienza, n'aveano in mano il mezzo: quelle carte stesse. Invece allegarono l'opinione, e, mi perdoni, l'opinione di Bianchi Giovini; la mancanza di *pubblica considerazione*, data per norma ne' pieni poteri conferiti al governatore. Io mi sento condannato; ma non mi posso tenere *disconsiderato* quando i miei libri sono letti, quando ricevo ogni giorno lettere di gran benevolenza e di stima da personaggi degni di imporre all'opinione, quando una così graziosa me ne scrisse il conte Cavour.

Sarebbe dunque affare complicatissimo questa dichiarazione d'opinioni: ci vorrebbe un libro, da dar a leggere a chi non lesse i miei libri. Poi i nemici son gazzettieri, che han l'arma in mano ogni giorno: e il vecchio stanco dovrebbe a ogni modo soccombere al quotidiano bersagliare. Altra cosa è il governo. Se questo avesse creduto dover suo l'arrivare al vero, n'aveva i modi; io poteva esser sentito; io pensava che un governo amasse meglio

riconoscermi innocente e favorevole. E sulle prime bastava un nulla; bastava anche il farmi nulla più nè meno che a un cittadino qualunque. Sa che fecer diverso; e si compiacquero di tutte quelle frivolezze che *leves captant animos* ma che *in seria ducunt* quando inculcano nel pubblico che un tale è nemico del governo, è retrivo, e non so che cosa.

Ella mi accenna l'altra accusa, d'aver ricevuto favori dall'Arciduca. La parola non sta; credo nessun l'abbia usata; io non ebbi mai da esso, neppure un cigaro. Bensì commissioni. Una fu di propor un nuovo statuto per fonder insieme l'Accademia delle Belle Arti e l'Istituto di scienze. Io era segretario di questo, carica elettiva e temporaria. Nulla più ovvio che il valersi di me. Ma poichè non era del sistema il confidarsi a un solo, mi dieder compagni i due rettori magnifici delle Università, i due Presidenti degli Istituti, il Presidente e Segretario dell'Acc. di Belle Arti di Venezia. Si discusse, si compilò, cosa n'abbian fatto io più nol seppi. Questo avveniva nel 7^{bre} anno passato. Al tempo stesso l'Arciduca volea riformare gli studi, ed elesse a ciò una commissione di 50 o 60 membri. Io era semplicemente uno di questi, e non s'è mai fatto nulla, ch'io sappia, se non rispondere a tre quesiti, d'importanza secondaria, diramati da esso. Ecco tutto, e nulla più assolutamente. I giornali han contato che io era, che so io? un ministro dell'istruzione pubblica, ecc., ecc. Sarebbero stati ignorantissimi del sistema austriaco, quando non fosser stati maligni a toglier a me la confidenza del pubblico col mostrar che avevo quella del Principe. E sa Dio se l'ebbi mai; se mai su nulla mi consultò, s'io l'ho più visto dopo il 7^{bre} 58. E queste son cose da contar al pubblico? Ma chi me le imputa? Ma che prove danno? Resta quella dell'indirizzo per farlo re. È talmente contro ogni buon senso, che meriterebbe si esaminasse come abbia potuto diffondersi. Ebbene la smentita io l'ho data, chiara, precisa, diffusa. Ora non potrei che ripeterla in termini stessi. Ma a che fine? Non confesserei siasi dubitato che fossi bugiardo? E la prova maggiore non la dò coll'esser qui a subire gli insulti di questo governo, invece d'andar a cogliere i frutti della mia briga? Io che per sistema non mi difesi mai dagli attacchi, quando il feci risposero che, dacchè mi scolpavo, era prova fossi reo. Da argomento sì forte mi potrei schermire adesso? Direbbero, e' vuol impieghi,

onori, perciò si fa innanzi. E poi ancora, ciò poteasi fare ne' primi giorni dopo la liberazione: ma adesso? Insomma Ella vede che potrei seguitar un pezzo con argomenti contro questa pubblicità.

Le confesserò che ad altri pure chiesi parere: i più mi risposero: « Tacete; avete già fatto la vostra protesta; lasciate tempo al tempo: » arrivarono fin a dire che la verità finalmente si fa strada! Altri mi consigliarono come Lei: e fra altri X, che prima aveva preso a cuore l'affar mio, e dopo mi divenne il peggior avversario. Dopo molto meditare, io aveva steso un articoletto, che mi prendo la libertà di acchiuderle (1). Lo mandai a X, colla libertà di cambiare, suggerire, ecc., ben persuaso ch'io avevo fatto male perchè facevo contro cuore. Egli trovò la protesta insolente, provocatrice, ecc., e vattene là. E qualunque io ne facessi, sembrerebbe tale a chi ha o interesse (e c'è chi l'ha) o proposito di deprimer me. Ma tale proposito deve averlo il governo? E può persistervi quando ha i mezzi di chiarir il vero? Mi han risposto, in alto assai: « Abbiam de' carabinieri per difendervi da una coltellata; difender l'onore non tocca al governo. » Fortunatamente io non credo ciò; nè giudico un governo da chi così parla. E mi conforto da queste e da altre bassezze accertandomi che Camillo Cavour non crederebbe onorevole al suo governo il bistrattare un uomo che all'Italia cercò sempre far onore, e che per sottrarsi agli

(1) Ecco il tenore dell'articoletto:

Un tempo dove anche una calunnia poteva essere buon'arma di guerra, si sparse che io avessi steso un indirizzo per chiedere un Arciduca a sovrano indipendente del Lombardo-Veneto. Sempre estraneo ad impieghi e a brighe politiche; occupatissimo in opere di tutt'altre persuasioni, avrei dovuto confidare nella rettitudine de' miei compatriotti, e nel sacrosanto canone che chi accusa dee provare. Ma sebbene nessun mai adducesse quest'indirizzo, nè lo vedesse, io dovetti sviar dal proposito mio di non repulsare accuse, e smentii solennemente il fatto. Sa il pubblico che a nulla valse e cosa ne seguì. Sarebbe però trista la condizione dei tempi, in cui solo all'accusa si facesse accoglienza, togliendo o i modi o il coraggio di ribatterla. Or dunque, mutate affatto le circostanze, io torno nei termini più espliciti a smentir quella imputazione, asserendo che mai non ebbi parte e neppur conoscenza d'un tale atto, o di nulla che gli somigliasse allora o poi. Chi dice il contrario, voglia addurne le prove or che niun male può derivargliene. Queste prove si compiacrà di accoglierle il cav. X, ecc., ecc., ch'io preghi costituirsi giudice del fatto con alcuni compagni. Questo giuri d'onore parrà più conveniente che non lo spargere denigrazioni e scoraggiamento e alimentar rancori quando ogni buon cittadino sente che sol dalla gagliarda unione e dalla confidente benevolenza può venire quel ch'è sospiro di tutti, la rigenerazione dell'Italia.

insulti si è dovuto ricoverar nella stessa villa, dove, in occasione della venuta dell'Imperatore, s'era ricoverato per paura di dover ricevere onori o distinzioni.

Gli è perciò che presi la confidenza di scriverle, e la presi appunto perchè è fuori del potere, e quindi non ho l'aria di chiederle nulla, se non una sua parola di stima. Ella me l'ha concessa, io gliene sono obbligatissimo. Gli uomini passano, le idee restano. Avvezzato dagli Austriaci con 20 anni di persecuzioni, tollererò queste nuove, che non dureran tanto, perchè la vita fugge; gli è al domani della morte che si fa la giustizia.

E qui la chiacchierata finisce in patetico. Scusi un poco. Tutto è buono per tempo di villeggiatura. Si figuri di legger una pagina di storia letteraria. Ma so che non la leggerà indifferente, perchè l'ingiustizia subita da uno indigna tutti, e più chi tanto educò il senso del retto. Peccato ch'io non possa aggiungere, chi vuol un po' di bene all'offeso. Così sarebbe se stesse l' « amor che a nullo amato amar perdona. » E riceva nuovi ringraziamenti ed espressioni di profonda stima.

Di Lei, Ill^{mo} sig. Conte,

Obbo Ossò

C. CANTU'.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 18 ottobre 1859)

Cavour è giunto sin dal 10 per presiedere la Commissione per la nuova legge elettorale.....

In seguito alla volontà espressa del Re, Dabormida è partito ieri sera per Parigi. Cavour contrastò questa missione sostenendo che non doveva esserne incaricato il ministro degli esteri, il quale non può schermirsi dal rispondere, ecc., ecc. Aggiunse altre osservazioni che ti correranno subito alla mente; ma tutto fu inutile.

Dimenticava di dirti che, appena arrivato Cavour, tutti i ministri si recarono da lui, meno Rattazzi che prima era ammalato, ma da tre giorni va al ministero. Non so se l'abbia veduto oggi — ma, ma, ma — non ti dico di più.

Cavour è di malumore, inquieto. Si trattiene ancora qui, prima per la Commissione, poi per un insulto di gotta al piede che lo forzò ieri sera a mettersi a letto, dove giace tuttora, ma è cosa da nulla.

(15 ottobre 1859)

...Ritorno da casa di Cavour. Ieri l'avevo trovato di cattivissimo umore, e voleva partire oggi ad ogni costo. Fece un piccolo *déjeuner* alle 11, poi fu colto a due riprese da vomiti — mandò pel medico, un tal dottore Mosca. Voleva essere salassato, ma il medico disse che bisognava aspettare. Temo che sia la sua solita infiammazione di ventricolo — ma la vera causa è quella maledetta politica! — Spero però che non sarà nulla; ma ho pensato ai tuoi bagni di senapa. — Cavour aveva avuto prima un attacco di gotta ad un dito del piede destro — e aveva presieduto per tre giorni, e per cinque ore al giorno, la Commissione elettorale che è riuscita a contentare nessuno, per cui ora si crede che non se ne farà nulla.....

CASTELLI.

A L C O N T E C A M I L L O D I C A V O U R

Torino.

(Parma, 16 ottobre 1859)

Caro amico,

So che siete sofferente. Mi scrivono che avete avuto un lieve accesso di gotta. Spero che presto risanerete. Vorrei esservi vicino, perchè ogni vostra fisica o morale afflizione mi affligge assai. Non voglio tediarvi. Ho preso la penna in mano solo per mandarvi un saluto cordiale. Oso pure mandarvi un consiglio medico. Se la gotta vi tribola nelle articolazioni, abbiate pazienza, non confidatevi nei così detti rimedii eroici. Dieta: riposo: carbonati di soda o di potassa; larghe bevande. Se è sparita da' piedi recandovi molestie di stomaco o di capo, applicate sinapismi alle estremità.

Scusate: sapete quanto affetto vi porta il vostro

FABINI.

AL CAV. L. C. FABINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 16 ottobre 1859)

... Cavour dopo l'accesso di vomito bilioso di ieri trovasi molto meglio, e sono affatto spariti i timori di un'inflammazione intestinale. Egli è tuttora in letto, ma tranquillo, e conta alzarsi domani.....

CASTELLI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Londra, British Museum, 17 ott. 1859)

Mio carissimo amico,

Le storie che avrete veduto riportate che siasi deciso di riunire un Congresso non hanno fondamento; non s'è venuto ancora a decisione alcuna, benchè sia vero che il progetto sia soggetto di discussione. Qui chi ha mano in pasta desidererebbe aver la vostra opinione confidenzialmente onde sapere se a parer vostro credereste bene che un Congresso si riunisse, e ve ne scrivo così incombenzato. Io comunicherò naturalmente la vostra risposta a chi mi ha incaricato di scrivervi o, se avete ad aggiungere qualche cosa a parte per me solo, scrivetemi separatamente in un foglio riservato. È forse inutile che io aggiunga che sarà bene che rispondiate senza la menoma perdita di tempo o dilazione.

I primi uomini di Stato qui esitano prima di determinarsi, non sapendo troppo bene che partito prenderebbe la Francia in un Congresso. Essi, come già sapete, non ammettono altre basi del potere che il voto di popoli governati. Se si riunisse un Congresso di cinque potenze: Inghilterra, Francia, Austria, Prussia e Russia, l'Inghilterra potrebbe trovarsi isolata se non si fan patti chiari prima su questo punto importante. Se il Congresso consistesse di quelle cinque potenze, aggiuntevi Roma, Napoli, la Sardegna, la Svezia, la Spagna e il Portogallo, la maggioranza sarebbe di po-

tenze rette da dinastie elette dal Popolo (Inghilterra, Francia, Spagna, Svezia, Portogallo e Sardegna). Ma potrebbesi fidare alla Spagna e al Portogallo, malgrado la loro origine di governo eletto, massime trattandosi della questione romana, anche supponendo che la Francia di buona fede s'unisse all'Inghilterra? Tocco questi punti per darvi occasione di considerar bene la questione per tutti i versi.

Quell'affare di Anviti a Parma non ci ha fatto finora il male che poteva farci in questo paese. Ne potrebbe esser venuto un bene se il governo piemontese avesse avuto il coraggio di prendere un'ovvia determinazione: quella di far occupare i Ducati onde mantenervi l'ordine e impedire simili delitti. Ho paura che la quistione toscana sia per divenire più e più imbrogliata. Lord Clanricarde è tornato, pranzai con lui ieri, e mi ha incombenzato salutarvi moltissimo (1). Egli teme una controrivoluzione in Toscana. Salvagnoli scrive con molta confidenza della cosa pubblica, ma tristamente di sè sentendosi morire. Hudson è in Iscozia a cacciare da Lord Malmesbury; lo aspetto, di ritorno, oggi o domani a Londra; non resterà qui che pochissimi giorni ancora, Lord John Russell essendo impaziente che ritorni al suo posto a Torino dove credo, a quanto posso giudicare, che sarà in una decina di giorni.

Addio, mio ottimo ed illustre amico. Credetemi sempre

Vostrissimo

A. PANIZZI (2).

AL CAV. L. C. FARINI (*Governatore dell'Emilia*)

Modena.

(Torino, 18 ottobre 1859)

... Cavour è partito questa mattina per Leri col primo convoglio. — Non l'ho mai trovato di così tristo umore. — Non voleva

(1) Lord Clanricarde era stato poco innanzi a far visita al conte di Cavour a Leri. Lettera DCCVII, vol. III, pag. 139.

(2) La risposta a questa Lettera si legge nel vol. III, pag. 140, Lett. DCCX.

più saperne di rimanere. — Questa settimana si pubblicheranno le leggi organiche, meno la legge elettorale, a cui mi si dice essersi rinunciato dal ministero. — Cavour opinava che si pubblicasse la legge modificata nella Commissione da esso presieduta, e non potè dissimulare il suo malcontento, ascrivendo quasi tale risoluzione ad una mancanza verso di lui. — Non so come andranno le cose, ma parti irritato e malcontento, dicendo che non voleva più veder nessuno — nè prendere responsabilità di consigli verso il governo, ecc., ecc. — Non ho bisogno di dirti altro (1)....

CASTELLI.

MDCLX.

ALL' ON. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Leri, 19 ottobre 1859)

Caro Castelli,

Ho ricevuta la qui unita lettera. Benchè anonima ha un odore di verità che le dà qualche peso

Non la prego di verificare i fatti denunziati. Veri o falsi io non posso più stimare Rattazzi, e non lo considero da tanto da onorarlo della mia inimicizia.

La mia salute si è rinfrancata, cammino senza difficoltà e mi trovo ottimamente della pioggia che allontana da qui i seccatori.

Mi creda suo amico.

(1) È necessario far ragione di queste condizioni di animo nel conte di Cavour per recare un sano apprezzamento dei giudizi da lui proferti, nelle Lettere susseguenti, intorno ai ministri di quel tempo. Leggansi le nostre avvertenze a pag. 118 e seg. dei *Ricordi* di M. A. CASTELLI.

MDCLXI.

A L L O S T E S S O.

(Leri, 21 ottobre 1859)

Caro Castelli,

Ella non può, nè deve dubitare che le sue lettere mi tornino sempre, ma ora in ispecial modo gradite. Non ho rinunciato alla politica; lo farei se l'Italia fosse libera; in allora il mio còmpito sarebbe adempito. Ma finchè i Tedeschi sono al di qua dell'Alpi è per me sacro dovere il consacrare quel che mi rimane di vita e di forze a realizzare le speranze che ho lavorato a fare concepire ai miei concittadini. L'ingratitudine e la viltà di mediocri ambiziosi non mi rimuoveranno da questo proposito. Solo sono deciso a non sciupare inutilmente le mie forze in vane e sterili agitazioni. Non sarò sordo alla chiamata del mio paese; li rumori degl'intriganti non mi impediranno di udire la sua voce.

Continui dunque a scrivere e a ritenermi pel suo affto amico.

P. S. Un tale Luigi Maffoni, seg. al ministero dell'interno mi scrive volermi fare omaggio di un suo lavoro sulla sicurezza pubblica. Temo che un tale atto lo pregiudichi presso Rattazzi.

Ne parli a Micono (1), e mi favorisca di un consiglio.

(1) Direttore capo di divisione nel ministero dell'interno.

MDCLXII.

A L L O S T E S S O .

(Leri, 23 ottobre 1859)

Caro Castelli,

Vedrò sempre con piacere Minghetti, per cui nutro altrettanta stima quanto sincera amicizia. Ma non saprei dargli verun consiglio senza prima conoscere quanto venne concertato da Dabormida coll'Imperatore. Nella condizione in cui mi trovo rispetto a Rattazzi non posso d'altronde mettermi in evidenza. Se ella ha letto il primo articolo del *Fischietto* avrà veduto come gli amici dell'amico mi trattano (1). In verità, avermi indotto ad accettare la Presidenza di una Commissione per fare poi pompa di liberalismo alle mie spalle e propiziarsi il gran Lorenzo (2) è un bel tiro.

Saluti Farini, e mi creda suo sincero amico.

MDCLXIII.

A L L O S T E S S O .

(Leri, ottobre 1859)

Caro Castelli,

Non se l'abbia a male, se non le scrivo. Nol faccio perchè non voglio trattenerlo delle discussioni del Consiglio comunale di Trino di cui sono membro assiduo:

(1) L'articolo del *Fischietto*, a cui Cavour allude, è stato ristampato testè nei *Ricordi* di M. A. CASTELLI, pag. 251, Appendice num. VI.

(2) Valerio.

soli eventi, a cui posso partecipare. — Mi perdoni quindi il mio silenzio e continui a tenermi informato di quanto accade di più interessante nel mondo politico.

Le trasmetto qui compiegate due lettere di un ex-prete De-Vecchi che si lagna per un rifiuto di passaporto; non conosco per nulla questo individuo, ma se non pesano a suo conto carichi grossi reputerei miglior consiglio lasciarlo tornare onde evitare che facci a Londra del chiasso presso i protestanti zelanti che sono ora i migliori amici che abbiamo là.

Non mi perda questa lettera per essere con essa l'indirizzo del farmacista che vende l'*olio di marrone* antigottoso. Mi creda di cuore suo af.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 24 ottobre 1859)

Onorevolissimo Sig. Conte,

Ieri ho visto Chiaves reduce dall'Italia Centrale. Colà si domanda ad alte grida, che il ministero vi mandi forza: che il ministero occupi quei paesi, e governi: colà la presente inazione nostra comincia ad increscere e ad agitare. — Non so sino a qual punto si potrebbe correre sulla via *del fatto compiuto*; ma pur troppo è certo che colà non si intende altra dottrina fuor questa, e preveggo de' guai! — Un'altra cosa ancora là si domanda, come mi disse Chiaves: *che Cavour torni al potere*; questa essere la sola salvezza!

Io ascolto queste cose, e nella posizione un po' delicata in cui mi ha riposto il mio rifiuto (1), me ne taccio...

(1) Di entrare nel gabinetto, in seguito alle dimissioni date dal guardasigilli Miglietti.

Mi conservi, egregio sig. Conte, la sua preziosa benevolenza e aggradisca i sensi di tutta considerazione e stima con cui mi raffermo

Suo Dev. Obb. Servitore
G. B. CASSINIS (1).

A L L O S T E S S O .

(Torino, 26 ottobre 1859)

Eccellenza,

Recandomi a professare nell'Università di Pisa, e potendo avvenire che la mia partenza abbia luogo fra pochi giorni, sento la necessità di dirigerle due righe che servono per congedarmi da Lei, la prima distinta persona che io abbia conosciuta in questo paese, quella che ho più altamente stimata, la sola forse a cui credo dovere ancora una gratitudine che non possa rimanere confusa nella memoria dalle amarezze di cui il mio soggiorno in Torino è tessuto.

Io so, e V. E. mi ha dimostrato, che già da molto tempo si mutarono i sentimenti benevoli da cui le nostre prime relazioni furono animate. Me ne duole profondamente. Vi fu alcuno che era interessato a mutarli, e potea riuscirvi quanto non riusciva a me il conservarli. Ma io non ho alcun rimorso: ho mantenuto intatti i miei principii e le mie intenzioni; non penso punto di abbandonarli; ma confesso che li amerò alquanto meno di prima, se veramente sta in essi la causa che avrà potuto deteriorarmi agli occhi di V. E. (2).

(1) Non s'è rinvenuta la risposta del Conte che reca la data del 26 ottobre.

(2) Queste parole alludono alla punizione disciplinare (sospensione per un anno) che, su istanza del corpo insegnante nella Università di Torino, fu inflitta dal Consiglio Superiore della pubblica istruzione al prof. Ferrara, per avere in una sua lezione propugnato la libertà del pubblico insegnamento. Il conte Cavour e Urbano Rattazzi qualifica-

Ad ogni modo, io pongo un grande interesse a dichiararle in questo momento che tutto posso obbliare, fuorchè i benefici da Lei ricevuti; ed in tutto potrò fallare, fuorchè nel riconoscere e difendere le eminenti sue qualità, delle quali, se io non sono un adulatore volgare, sono stato e sarò il più sincero ed energico ammiratore.

Nell'età in cui son giunto, e nella oscura condizione di vita a cui mi apparecchio, è altamente improbabile che io riveda in tempi più giusti e più calmi questo paese. Ma dovunque io sia, se mai il caso venisse di potermi adoperare in servizio dell'E. V., Ella mi troverebbe tal quale mi conobbe son già undici anni, quale mi permetto adesso di dichiararmi e bramo esser creduto

Dev^{mo} Obb^{mo} servo
FR. FERRARA.

A L L O S T E S S O .

(Les Bruyères, 26 octobre 1859)

Permettez-moi, cher Comte, d'oser vous demander un service d'ami, hors de toute sphère politique; c'est dans la région paisible de la science que je viens implorer votre protection, et vous en serai mille fois reconnaissante.

Pourriez-vous envoyer des lettres de recommandation vraiment *de votre part*, à Mr Beulé, qui va visiter la Sardaigne avec sa charmante femme? Mr Beulé est un des hommes les plus remarquablement doués de la jeune génération: brillant élève de l'École d'Athènes, il est (grâce à une dispense d'âge) Professeur d'Archéologie à la Bibliothèque; son cours fort applaudi est suivi par Mr Thiers, par Mr Cousin, par de belles Marquises de tous les

rono in termini assai severi quel processo e quella sentenza. Ma nel giorno medesimo che spirava il termine della sospensione, il Ferrara presentò ed ottenne (sotto il ministero Casati) le sue dimissioni, per recarsi a professare economia politica nell'Università di Pisa, e ciò diede la spinta alla Lettera che qui si pubblica.

faubourgs, et par les gloires de la Comédie française : il a publié sur la Grèce plusieurs ouvrages qui seront prochainement analysés dans la *Revue d'Edimbourg* ; outre ces mérites solides, il est aimable, du plus noble caractère et de nos amis les plus dévoués : il ne lui manquait qu'une fortune, et une jeune héritière a été heureuse de la lui donner : c'est le roman le mieux réussi que j'aie encore vu (car j'en lis peu). Si vous n'aviez pas une grande cause en main, vous auriez lu dans le *Moniteur* un rapport de Mr Beulé sur les fouilles qu'il fait à Carthage à ses frais ; il va les quitter prochainement et fera une tournée en Sardaigne avant de revenir à Paris reprendre son cours. Veuillez le faire recommander à des gens intelligents et utiles dans ce pays sauvage (!?) : il veut traverser toute l'Ile de Sardaigne et tiendrait surtout à explorer les environs de Sassari, où il aurait peut-être le bonheur de découvrir des merveilles enfouies depuis des siècles, tout comme il a retrouvé tout jeune élève à Athènes l'escalier du Parthénon. Je vous serai mille fois reconnaissante si vous pouvez envoyer directement ces lettres *précieuses* à Monsieur Beulé, Professeur d'Archéologie, chez Monsieur Roche, Consul général de France à Tunis. —

C'est dans le mois de novembre qu'il quittera ses fouilles à Carthage et fera sa visite à la Sardaigne. Des officiers de marine sardes avec lesquels il vient de déjeuner chez le Consul de France lui ont tant parlé de vous ces jours-ci qu'il me mande qu'il se croyait chez moi ; ce souvenir sympathique et lointain ne vous étonnera pas, cher Comte.

Michel Chevalier nous est arrivé tout droit du Yorkshire où il vient de présider la Société pour l'unité des poids et mesures ; il a vu Mr Gladstone fort au long et a trouvé l'Angleterre sous la terreur d'une prochaine invasion ; on la redoute à Balmoral tout comme dans les vallées où se chassent les *grues* (?). On parle beaucoup de vous et de votre entrée certaine aux affaires ; sans vous il n'y a point d'Italie, point d'Europe.

Notre ermitage va devenir désert : Mr de Belvèse, M^{lle} d'Arnim (arrivée de Berlin), l'ami Huber y sont réunis à tous les allants et venants ; je suis tellement souffrante toujours de ma brûlure qu'il me faut retourner à Paris très prochainement pour me rapprocher des médecins ; il est un de vos fanatiques, Mr de Pour-

talès (1), qui nous a été fidèle tout cet été; il est en Sicile et repassera par Berlin avant de revenir à son poste. Pour les Ermites, ils vous suivent avec la sympathie la plus chaleureuse: nous sommes tous Italiens de cœur tout comme la chère petite M^lle de St-Vallier qui est regardée comme très mal pensante par tous les siens: elle retourne à Nice avec les hyrondelles.

Je ne vous demande aucune excuse pour mon importunité amicale et j'ose vous prier de ne pas oublier la pauvre infirme.

K. de C.

(KLUSTINE DE CIRCOUET).

AL COMM. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(St Gratien près d'Enghien, 26 8bre, 1859)

. . . Se in questa mia lettera potessi *nominare, potrei citarti persona* (2) molto addentro nelle cose, che ancora ieri mi assicurava che nelle alte regioni si incomincia ad accorgersi che senza Cavour non si può far nulla di serio in Italia; anzi, se debbo dirti la vera impressione che ho ricevuta da questa conversazione, sarebbe quella che *si progetta o si conta su lui* per far accettare all'Italia centrale quell'aggiustamento che *en désespoir de cause* si potrebbe adottare...

VIMERCATI.

(Da un Diario inedito di MARCO MINGHETTI)

(Leri, 27 ottobre 1859)

Espongo al Conte la situazione. Sue idee:

L'Inghilterra dovrebbe porre per condizione della sua presenza al Congresso, non già la sanzione definitiva dei voti popolari ma

(1) Ministro di Prussia a Parigi.

(2) Benedetti.

solo il principio del non intervento nell'Italia Centrale, vale a dire che fosse precedentemente stabilito che le decisioni del Congresso stesso non s'imporrebbero colla forza. Ottenuto questo punto l'Inghilterra può farne parte.

La Francia proporrà certamente le idee di Villafranca come la soluzione desiderata.

Il Piemonte invece dovrà proporre puramente e semplicemente la sanzione ed il riconoscimento dei voti già espressi dalle Assemblee dell'Italia Centrale.

L'Inghilterra appoggerà il Piemonte in questa dimanda.

Dopo dibattito è probabile che questa proposizione non sarà ammessa.

In tal caso l'Inghilterra in via di transazione dovrebbe proporre che si facesse un'inchiesta e una nuova verifica a suffragio universale, o in qualsiasi altro modo, per conoscere precisamente i voti delle popolazioni dell'Italia Centrale, sotto la sorveglianza dei Commissari del Congresso stesso.

Il Conte consiglia noi di accettare questo partito se ci venisse offerto. Esso apre la via alla soluzione da noi desiderata.

Rispetto all'interno consiglia fortemente l'unione. Egli spontaneamente e tosto e con calore verrà innanzi con tale idea. Disse che se aveva potuto aver dei dubbii altra volta su questo punto, ora non ha più la minima esitazione. Le circostanze sono mutate. Importa stabilire la massima unione e la solidarietà dei quattro Stati, acciocchè si presentino all'Europa riunita in Congresso come un sol corpo indiviso, e sul quale debba prendersi una risoluzione complessiva. Consiglia tale atto quand'anche la Reggenza del Principe di Carignano sia impossibile. Propone che si nomini reggente Azeglio. Io pongo innanzi il suo nome ed egli: *Se ciò non ispaventasse troppo l'Europa accetterò.* Dall'insieme de' suoi discorsi non sono lontano a credere che nominato egli accetterebbe.

Quanto al prestito si meraviglia dell'esitazione. Mai si sarebbe usato meglio dei pieni poteri che facendo la garanzia per 20 milioni all'Italia Centrale che dovrebbe fare il prestito solidalmente. S'incarica, se occorrerà, di persuaderne Oytana.

Deplora con me la mancanza d'iniziativa del governo piemontese, il quale però dovrebbe irrevocabilmente fissar la massima di mandar truppe ad occupare in caso di disordini.

Resta ferma l'idea di eleggere deputati colla nuova legge elettorale e di mandarli al Parlamento piemontese.

Approva la mia gita a Parigi, crede possa essere utile, e mi conforta a fare anche una corsa a Londra, per spiegare le idee sopra accennate.

Gli comunico il progetto di decreto per provvedimenti finanziari del governo delle Romagne, ed egli lo approva.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Torino.

(Torino, sabato sera, 29 ottobre 1859)

C. A.

La Marmora ha letto la vostra lettera (1), s'è alquanto commosso, ma ha concluso che non poteva prender sopra di sé di contraddire una missione data dal Re. Del resto ha detto che andava a parlarne con Rattazzi dopo il Consiglio, e che vi sarebbe tempo anche domani a sospendere. Egli sarà da voi alle 8, io ci sarò alle 7 3/4.

Farini mi telegrafa in cifra quanto segue:

« Ricasoli écrit Angleterre insiste péremptoirement nomination Carignan Régent. Elle dit Empereur Napoléon d'accord. Je crois vraiment qu'il faut en finir, nommer le Régent, et après on verra. Le pire de tout est de rester dans l'incertitude. »

Di questo non ho parlato a La Marmora nè ad alcun altro dei ministri.

La Farina viene da voi domattina alle 5 3/4. Egli sa tutto salvo il discorso del Re a Garibaldi a proposito di Cipriani. Di ciò non parlai ad alcuno.

Vi saluto di cuore.

Vostro aff. amico

M. MINGHETTI.

(1) Accenna alla Lettera DCCXI che abbiamo stampata nel vol. III, pag. 145. Per isbaglio le fu ivi apposta la data del 30 invece del 29 ottobre.

(Da un Diario inedito di MARCO MINGHETTI)

(Torino, 30 ottobre 1859)

Questa mattina alle 7 1/2 sono stato da Cavour. Abbiamo discusso il piano della Reggenza. Egli lo approva: ma bisogna mostrare all'Europa che noi ci atteniamo a questo partito per salvare l'ordine, e per impedire alla rivoluzione di avanzarsi. Che le Assemblee si adunino, possibilmente dietro invito di Cipriani, Ricasoli e Farini; che si accenni ai pericoli interni ed esterni della situazione. Che non se ne parli prima, ma nasca come spontaneo. Che sarà poi non si può prevedere appieno, ma à *chaque jour suffit sa tâche*. Quanto al passar le frontiere, escluso solo il caso dell'insurrezione militare di Ancona a favor nostro, che giustificherebbe il passaggio, si eviti ad ogni patto. Ciò guasterebbe tutto...

MDCLXIV,

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Leri, novembre 1859)

Preg. Sig.

La ringrazio di avermi preservato da una seconda visita del sig. Lafitte. Forse per farle piacere mi recherò un giorno a Torino. Intanto domani me ne torno a Trino per vedere se sarà possibile l'impedire un aumento nelle spese locali.

Non si dia fastidio di me. Passo il mio tempo benissimo. Lo assicuro in tutta coscienza, che se l'Italia fosse libera, e così mi fossi sdebitato dell'assunto impegno, darei l'ultimo addio alla politica e mi stabilirei definitivamente a Leri.

Mi creda suo af.

(P. S.) Mandi la stoffa per le donne (1) stata comprata a Chieri dall'amico Rinaldi.

(1) Ogni anno, finiti i lavori di campagna, il conte di Cavour somministrava, a proprie spese, il vestiario alle famiglie stabilite nelle sue tenute.

AL CONTE CAMILLO DI CAYOUR

Leri.

(Genova, 5 novembre 1859)

Preg. Signore,

Trovandomi a Genova per brevi momenti all'occasione del ritorno di mio figlio dalla sua campagna di mare, non voglio tornare in Toscana senza ricordarmi a Lei. Io resterò qui fino a giovedì per tornare alla mia campagna ove vivo da qualche mese. Speriamo che la virtù mostrata dall'Italia centrale trovi il giusto compenso, ma la perseveranza non può essere posta a troppo dure prove. Il fuoco è vicino, e la condizione delle Marche e dell'Umbria offre pretesto a tutti coloro che possono tramare o far dei guasti. Io non sono senza apprensioni perciò, e considero quel conflitto con grave timore. Difficile il trattenere quelle provincie in condizione forzata; e d'altronde il soccorrerle ci torrebbe il vantaggio dello *statu quo* in faccia alla diplomazia; abbandonarle darebbe terreno e bandiera al partito che si volle sopprimere. Io credo debbano restare tranquille quelle popolazioni, non ostante qualunque tentazione, e la vicinanza di Garibaldi è potissima. Ma se c'è modo di ottenerlo, a me sembra, che sia soltanto dando loro speranza che il Piemonte sarà loro avvocato al Congresso. Questo mi pare dovrebbe venire assicurato anche in modo confidenziale. Una lettera del Re s'anche privata e diretta a chicchessia (ad un ministro per es. o ad altri), rassicherebbe le popolazioni, quando fosse fatta abilmente circolare. Ciò dico nel caso che il governo reputi pericoloso un conflitto e una violazione dello *statu quo*, come e la lettera dell'Imperatore (1) e la chiamata di Garibaldi mi inducono a credere. In ogni modo Le sarei gratissimo se volesse dirmi il suo parere su ciò, per potere con più sicuro e tranquillo animo replicare alle impazienti interpellazioni che mi giungono tutti i giorni da quelle provincie.

Mi conservi la sua benevolenza e mi creda sempre

Suo dev. aff.

F. A. GUALTERIO (2).

(1) Lettera 20 ottobre 1859.

(2) Il Conte rispose in data del 9. Non ci è stato possibile rinvenire la Lettera.

AL CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Parigi, 6 novembre 1859).

. . . Al mio ritorno da Compiègne ho veduto Hudson, il quale è, parmi, perfettamente *renseigné* sopra le nostre cose. Egli vede come noi la necessità che agli affari vi ritorni Cavour. — Scrivimi subito e sappiami dire se, dopo la mia partenza, le relazioni del Re con Cavour hanno peggiorato. — Qui posso accertarti che quantunque lo si tema, si sente la necessità d'averlo agli affari onde conchiudere qualche cosa di serio...

VIMERCATI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Paris, 11, rue des Saumayes, 12 novembre 1859)

Au milieu de tant d'événements qui se succèdent, ma pensée amicale et remplie de sollicitude pour vous, cher Comte, ne cesse de rechercher ce que vous faites, ce que vous voulez, ce que vous inspirez. Comme une heure de causerie avec vous, près de mon feu, me charmerait et me mettrait au courant de ce qui remplit si noblement votre vie ! Croyez que parmi tous vos enthousiastes, vous n'avez pas une amie plus dévouée, plus intimement liée à votre action. Votre nom est acquis à l'histoire — vous le savez bien mieux que je ne puis vous le dire. N'ayant plus les journaux du monde, y compris le *Times*, pour me donner de vos nouvelles, je viens vous proposer un autre moyen de satisfaire mes besoins de me remettre au courant : si quelqu'ami *particulier* à vous, par une raison *quelconque* vient ici, donnez lui un mot d'introduction pour moi ; d'un jour à l'autre, cela peut vous arriver, et ce serait une joie de cœur pour moi que de recevoir quelqu'un annoncé par vous.

Me voici revenue ici deux mois plutôt que de coutume, tant les souffrances de ma brûlure ont augmenté mes douleurs et mon infirmité ; je ne puis plus du tout marcher, et ne reste levée que

très-peu d'heures par jour. Aussi je vais changer complètement mes habitudes, et d'après le conseil de mes amis, les réceptions des soirs *in prima sera*; imaginez-vous que le luxe éblouissant de Paris a banni la tasse de thé que l'on pouvait trouver tous les soirs chez Madame de Castellane et autres. Les hommes sérieux s'éloignent des foules dorées, et réclament un pauvre petit coin où l'on peut trouver une lampe, des amis et des bonnes mines d'hôte : la variété de mes relations rendra le contraste de plus en plus prononcé, mais aussi je déclare la guerre à certains préjugés. Je maintiendrai ma neutralité. Madame Pozzo (di Borgo) qui possède le plus grand Hôtel du vieux Paris (je ne connais pas le *neuf*), prétend que je vois beaucoup trop de conseillers d'État, tandis que Mr de Butenval affirme que Mr de Pourtalès ne rencontre chez moi que de gens mal pensants ; entre ces deux extrêmes se trouve pour moi la véritable sociabilité, celle qui permet à chacun de dire ce qu'il pense et même de contredire la pensée des autres. Michel Chevalier a été longuement mon voisin à Saint-Cloud, et a été reçu par hasard le même jour que Cobden : si les prohibitionnistes le savaient !

Les deux morceaux dans les *Débats* sur l'Angleterre ont indigné les ultras du jour, mais nullement déplu ailleurs : ils ont beaucoup plu en Angleterre. Vous agissez et n'avez pas le temps de lire, mais il faut que monsieur votre frère qui ne gouverne pas une cause, lise les *Souvenirs* de Madame Récamier ; les lettres de Mr de Châteaubriand et autres y sont du plus grand intérêt : celles de la Reine Hortense m'ont charmée ; ce livre très-mal fait par Madame Le Normant, est plein de documents historiques. Il faut avoir comme vous habité Paris, pour comprendre cette sociabilité se groupant autour d'une femme gracieuse et fidèle surtout aux disgrâces de ses amis. — Mon mari est chez les Courval, où l'on aurait voulu avoir des batailles à raconter ; on y est réduit à chasser avec de superbes meutes, des costumes plus beaux que ceux de Compiègne, et tout cela pour ne pas trouver de gibier ! — Huber, fatigué de la vie *militaire*, s'est remis à écrire des romans. Avez-vous envoyé à Tunis les lettres de recommandation que j'ai osé vous demander pour Mr Beulé ? Je vous le présenterai un jour, vous rencontrerez sa charmante femme et alors vous me pardonnerez mon indiscretion.

A vous revoir, cher Comte, j'ai vraiment besoin d'apprendre de vos nouvelles: choisissez le moyen et croyez au sérieux et inviolable attachement qui les attend.

KLUSTINE DE CIRCOURT.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 13 novembre 1859)

Caro amico,

Due parole per dirti cos'è avvenuto dopo la tua partenza (1). Il Consiglio che ebbe luogo alle 8 fu assai burrascoso. Dabormida, ripetendo i soliti argomenti, non voleva più saperne; quando venuto il momento opportuno per pronunciare il nome del Reggente, vi fu sorpresa generale, illarità molta; Dabormida al nome di Boncompagni facendo alcuni frizzi si calmò, e in una parola fu convenuto di fare tosto i necessari passi per mettere il tuo suggerimento in esecuzione. Il Re arrivò solo la sera, ma accettò. Il Principe di Carignano, quantunque avesse discreta voglia di andare, si adattò. Boncompagni chiamato alle 9 di sera, dopo aver brontolato alquanto sulla sua energia, accettò. Minghetti, Peruzzi e Boncompagni si son messi tosto al lavoro delle istruzioni (che il ministero non è capace di fare) (2).

Ti mando un telegramma arrivato ieri sera dal quale rileverai come erano fondate le speranze di alcuni sull'Inghilterra!

ALFONSO LA MARMORA.

A L L O S T E S S O .

(Torino, Hôtel Trombetta, 14 novembre 1859)

Caro amico,

Nella *Gazzetta ufficiale* d'oggi troverete il nostro ricevimento, la risposta del Principe, e le istruzioni date al Boncompagni. Non

(1) Vedasi nel vol. III la Lett. DCCXVII (12 novembre 1859) diretta al generale La Marmora.

(2) Ivi.

ostante qualche castratura, è rimasto il vostro concetto. Nondimeno gradirò se anche con una riga sola mi dite la vostra impressione. Il Re ha richiamato Garibaldi (1). Farini trova che il solo espediente era questo, ed è pronto a servire sotto Boncompagni. Sentiremo ora Bettino.

Boncompagni si apparecchia alla partenza. Ed io pure andrò nell'Italia centrale per dare l'ultima mano a questa combinazione. La Tour d'Auvergne che non se l'aspettava n'è rimasto sorpreso, e trova la cosa eccessivamente ardita... Ora il dado è gettato. Speriamo, ed io veramente lo spero, che la cosa andrà bene, ed anche di ciò saremo a voi debitori. Vi stringo affettuosamente la mano.

Vostro aff.mo amico
M. MINGHETTI (2).

MDCLXV.

ALL'ON. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Leri, 15 novembre 1859)

Mon cher Castelli,

La nomination du Prince de Carignan à l'unanimité, son acceptation du poste périlleux où les vœux des peuples de l'Italie centrale viennent de l'appeler, l'approbation du Roi et par suite du ministère, sont des événements de la plus haute importance qui exerceront, j'en suis certain, la plus heureuse influence sur les destinées de notre patrie. Si nos ministres facilitent la tâche du Prince, ce fait seul effacera à mes yeux tous les torts qu'on peut leur reprocher jusqu'ici, et nous imposera le

(1) Vol. III, pag. CCLXI.

(2) Il Conte rispose in data del 15, ma la Lettera non si è trovata.

devoir de leur accorder un appui franc et loyal. Du jour où le Prince sera à Florence du consentement de Dabor-mida, de Rattazzi et de La Marmora, je redeviendrai ministériel corps et âme: *amen*.

La nomination du Prince rend la demande de Bastogi prématurée. Le ministère ne doit rien accorder jusqu'à ce que le Prince soit installé. Si on doit prêter de l'argent à l'Italie centrale, c'est lui qui doit le lui apporter. Dites-le à Bastogi en l'engageant à s'en retourner sans venir troubler ici le doux repos dont je jouis.

À Leri on a de tems pour tout, même pour lire la prose de Madame de ***. Cette lecture m'a procuré l'avantage de connaître ce que X... dit de Rattazzi et de moi... Si cette connaissance pique votre curiosité, et il y a de quoi, je vous le proteste, lisez la page 35 du n° du 6 novembre des *Matinées d'Aix-les-Bains*; et faites la lire à Rattazzi qui en sera j'espère très flatté.

Croyez, mon cher Castelli, à ma sincère amitié.

(P. S.) Le ministère de l'intérieur reçoit, si je ne me trompe, le précieux journal que je vous ai indiqué.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 17 novembre 1859)

Onorevolissimo sig. Conte e Collega Preg^{mo},

Io Le debbo molti ringraziamenti per la tanto gentile lettera sua, che mi fu trasmessa in Lombardia, ove io m'ero recato pochi giorni innanzi... Avrei fatto il mio dovere assai prima, se al mio ritorno, non fossi stato immediatamente applicato ad una Commissione per le riforme del Codice di procedura civile, ed astretto così ad un lavoro che richiedeva, attesa l'urgenza, quotidiane sedute di ore 9, e studi individuali.

. . . Non avevo più veduto Rattazzi; ebbi a vederlo, da lui invitato, in questa circostanza. Mi domandò il mio avviso sulla sua condotta politica, e di mano in mano si venne a discorsi di portata assai *personale*. V. S. m'intende.

Gli parlai con quella franchezza e giustizia che si addice ad un uomo onesto, e a chi, come io, si trova fra un antico amico e collega, e l'egregio personaggio a cui sto scrivendo, e che m'onora della sua benevolenza.

Quando avrò il piacere di rivederla, Le dirò ogni cosa; per ora, e per quanto ha tratto all'ultima linea della graditissima sua lettera, basti questo breve cenno... Solo non Le tacerò sin d'ora che gli ho manifestato tutta la mia disapprovazione per certe nomine di governatori (1).

Ma basti oramai. L'ho nolata abbastanza. Aggradisca gli inalterabili sensi di stima e di affetto coi quali mi raffermo di V. S. preg.ma,

Dev. servitore e collega
G. B. CASSINIS.

MDCLXVI.

ALL'ON. M. A. CASTELLI (Deputato al (Parlamento)

Torino.

(Leri, 18 novembre 1859)

Caro Castelli.

Assicuri il buon Sorisio (2) ch'io non gli imputo a colpa la naturalissima dimenticanza di cui si è con esso lei confessato. Questa mi fruttò un biglietto particolare di Rattazzi a cui tosto risposi (3).

(1) Non pare che il Conte avesse già ricevuto questa Lettera quando indirizzò al Rattazzi, sotto la medesima data 17 novembre, la Lettera segnata sotto il num. DCCXXI, Vol. III, pag. 152.

(2) Capo del gabinetto del ministro dell'interno.

(3) Lett. s. cit. DCCXXI (17 novembre 1859).

Lamento la cocciutezza e dirò pure l'asineria di ***. Se Galeotti non capisce che la nomina di Boncompagni era la sola soluzione possibile, lo faccio scendere di molti gradini sulla scala dell'opinione mia.

Compatisco il povero Minghetti (1), lo saluti tanto da parte mia. Continui la prego a tenermi informato dei petegolezzi dell'Italia centrale.

Dica a Torelli che le 48 azioni d'Accossato, sono nel mio scrigno a Torino.

Mi creda suo af. amico.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 20 novembre 1859)

Eccellenza,

La graditissima lettera di V. E. in data d'oggi (2), rimessami mentre mi trovava all'udienza del Re, è una nuova prova del di Lei particolare interessamento per lo Stato e per me, di cui Le rendo distinte grazie. Veramente sonomi rallegrato quando conobbi, che già aveva provveduto in conformità dei graziosi di Lei cenni, se pur non avrolli oltrepassati, avendo fatto firmare una legge, che approva il bilancio per l'anno 1860, salvo al Parlamento di disporre diversamente ove così gli piaccia.

Dalla *Gazzetta ufficiale* d'oggi e di ieri vedrà che non stetti inoperoso, giacchè ho sottoposto alla firma di S. M. 37 e più provvedimenti, che ben m'auguro possano tutti incontrare la sempre apprezzata di Lei approvazione.

Fra siffatti provvedimenti non troverà la legge sugli ademprivi, perchè così venne deciso dal Consiglio dei ministri, dal quale dopo

(1) Per la pazienza che doveva usare ne' suoi negoziati col Ricasoli, il quale non voleva riconoscere il Boncompagni come Reggente del Principe di Carignano.

(2) Lett. DCCXXIII, vol. III, pag. 154.

lunga e grave discussione venne pure determinato che, non ostante contrario parere del Consiglio di Stato, i canali demaniali per ciò che concerne la parte tecnica, debbano entrare nelle cose di competenza del ministro dei lavori pubblici: mi sono convinto in questa discussione, che molto valse l'autorità del cav. Paleocapa, il quale venne in proposito consultato dal presidente del Consiglio, mercè apposita richiesta per iscritto.

.
Mi scriva il più sovente che potrà delle preziose sue notizie, e mi abbia, quale mi glorio riconfermarmi

Suo dev. ed aff. servo
OTTANA.

ALLO STESSO.

(Torino, 21 novembre 1859)

Eccell.mo Signor Conte,

Ieri sera al mio arrivo in Torino (1), il generale Dabormida mi comunicò notizie importanti e m'incaricò di parteciparle a V. E. Un dispaccio dell'Imperatore giunto nella giornata annunziava che, in seguito alle spiegazioni date, S. M. I. s'era convinta della necessità della nomina di Boncompagni, ch'era dunque conveniente che questi assumesse prontamente il governo dell'Italia centrale, e che esso Imperatore si sarebbe incaricato d'accomodare la faccenda coll'Austria, intanto che si convocherebbe il Congresso. In seguito a questo dispaccio s'erano fatti pressanti uffici a Firenze, perchè cessasse ogni opposizione in Toscana e vi si accettasse senz'altro la misura adottata.

Nel giorno medesimo il ministero aveva preso una determinazione importante. Si nominò Villamarina a governatore di Milano, ed al suo posto di ministro a Parigi fu messo il cav. Desambrois, al quale si partecipò contemporaneamente l'intenzione del governo di mandare V. E. al Congresso, misura questa che ha pure l'in-

(1) Da Zurigo.

tera approvazione del medesimo Desambrois. Il generale Dabormida spera dal suo canto che queste determinazioni incontreranno pure l'approvazione di V. E. Il Generale, a cui ho comunicato le osservazioni di V. E. intorno alla faccenda del Congresso, vi aderisce ed approva anch'esso che la proposta Le venga fatta dal Re. V. E. avrà la più larga libertà d'azione e concerterà Ella stessa col Generale le proprie istruzioni. Intanto è inteso che durante il di Lei soggiorno a Parigi, cesserebbe ogni altra corrispondenza diretta del genere ch'Ella sa.

Un dispaccio giunto oggi annunzia confidenzialissimamente che l'Imperatore Napoleone ha interpellato il governo inglese sulle basi del Congresso, dimostrando così in certo modo di voler camminare un po' d'accordo coll'Inghilterra intorno alle cose italiane (1). Il medesimo dispaccio annunzia che l'Austria avrebbe dichiarato esplicitamente che l'ingresso di un solo soldato piemontese nei Ducati sarebbe da essa considerato come un *casus belli*.

Mi voglia bene e mi creda sempre, come pregiomi di essere, di V. E.

Dev. obb. serv.

COSTANTINO NIGRA.

P. S. Le mando per la posta l'opuscolo di Debrauz (2). Il generale Dabormida m'incarica di presentarle i suoi cordiali saluti.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 22 novembre 1859)

...Cavour è tornato jeri. Rimane qui alcuni giorni....

La questione vitale è ora nella scelta dell'inviato nostro al Congresso. — Bisogna che ci vada Cavour. — Rattazzi sarebbe d'accordo. — Gortschakoff ed il governo inglese hanno fin d'ora rae-

(1) Vol. III, pag. CCCXIII.

(2) *La paix de Villafranca et les Conférences de Zurich*, Paris, Amyot, 1859.

comandato al nostro ministero di mandare Cavour, e comunicarono tale suggerimento a Cavour stesso. — Qui tutti sono per lui. — Ma.... l'Imperatore? La sarebbe troppo grossa, ed io non credo che voglia opporsi. — Cavour stesso mi diceva ieri che erasi accomiatato a Torino dall'Imperatore in termini tali che non gli lasciavano credere ad una tale opposizione.

..... Rattazzi è d'accordo per mandare Cavour a Parigi. Ha fin d'ora prevenuto Desambrois, il quale rispose che con Cavour aggradiava ancora più il posto di ministro a Parigi e di secondo plenipotenziario al Congresso...

CASTELLI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Genève, ce 24 novembre 1859)

Mon cher cousin,

L'article Torelli a paru (1). — J'ai cherché et je suis parvenu à le faire insérer immédiatement, parce qu'un mois de retard risquerait de lui être aussi fatal qu'un trop long voyage au mois d'août pour les huitres. — Ce n'est point que je compare l'article à un mollusque; quand bien même je le trouve, à vrai dire, assez faible. — D'abord il n'y est pas parlé de vous: le public sera surpris de ce silence sur le nom le plus Européen de l'Italie. — Ensuite l'article manque de vigueur, de nerf; les déductions sont mollement indiquées, la conclusion ne ressort pas, ou ne va pas au fond des choses, ou reste à la première surface des faits et des impressions. — Ne trouvez-vous pas? Il me semble qu'avec les matériaux qu'il a dû avoir, M. Torelli aurait pu mieux faire, et j'en ai du regret. L'article est fait avec un *bon* esprit; je n'aurais pas craint qu'on pût ôter le mot *bon*.... En tout cas, si vous avez encore quelqu'envoi à nous recommander, veuillez, je

(1) JOSEPH TORELLI, *Le Piémont, l'Autriche et l'Italie Centrale*, 8 novembre 1859. *Bibliothèque universelle de Genève*, livr. XI.

vous prie, disposer de moi. Je vous en serai très-reconnaissant. Il me semble qu'il y a bien des questions dont nous n'avons pas encore vu la doublure. —

Je ne saurais vous dire combien nous avons été heureux du séjour que vous avez fait au milieu de nous. Il a été bien court pour nous; voila son défaut. Pour ce qui me concerne, j'aurais voulu être en situation de vous rendre ce séjour plus agréable. Mais c'est là un regret tout personnel, car je n'ignore pas combien votre amitié est bienveillante et facile.

Adieu, mon cher cousin. Marie vous envoie mille amitiés, auxquelles je joins mes vœux les plus vifs pour vous et pour tout ce qui me tient à cœur.

Votre tout dévoué
W^{AM} DE LA RIVE.

A L L O S T E S S O .

(Torino, il 25 novembre 1859)

Eccellenza,

L'impresa a che mi confortava V. E. or sono due anni toccherà felicemente il suo termine mercoledì prossimo coll'estrazione della lotteria. Iniziata colla mira di mettere insieme 100,000 fr., oltrepassò i 200,000: oltre a 120,000 sono i biglietti distribuiti.

L'idea che si aveva in mente allora di iniziare così un Museo di oggetti esotici ad imitazione di Parigi e Londra (1), sorrise un momento nel Consiglio dei ministri, ma non trovò un avvocato che le assicurasse l'attuazione. Mi terrò pago a mantenerla in vita, come il grano nel verno, sino a che ritornino i bei giorni di speranza che la figliavano.

Abbiamo a Torino un vescovo sardo reduce dall'Hu-pé, provincia centrale della Cina, e che ripartirà il 5 prossimo dicembre in qualità di visitatore di tutte le missioni cinesi. Esso ha seco un gio-

(1) Per incoraggiare i sottoscrittori, si era aperta in Torino, a cura del benemerito canonico Ortalda, e sotto gli auspizi del conte di Cavour, un'Esposizione di oggetti nazionali ed esteri, raccolti dai 600 missionari sardi sparsi pel mondo.

vine cinese diciottenne, e desidererebbe ardentemente l'onore di poter parlare all'E. V., ed io credo che sarebbe con grande vantaggio della nostra patria.

Siccome l'E. V. si compiaceva di sorridere alla vista dei biglietti sterlini, mi fo ardito a presentargliene un pacco affinché ne scelga quel numero che Le sarà meglio accetto.

Ho ricevuto la lettera dell'Abissinia che piaceva all'E. V. di trasmettermi, e Le rassegnò per ciò distinte grazie.

Tanto nell'ordine politico, quanto nel religioso, tutto collima a far vedere che il nostro paese è chiamato a grandi destini; piaccia al cielo di guidare le cose in modo che esso non fallisca alla sua vocazione.

Prego l'E. V. di gradire la sentita riconoscenza ed altissima considerazione onde ho l'onore di professarmi

Dell'Eccellenza Vostra

Dev^{mo} ed obbl^{mo} servitore
CAN. GIUS. ORTALDA.

MDCLXVII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Leri, 26 novembre 1859)

Se questa mattina si presentasse alla S. V. Ill.^{ma} un Signore, di anni 35 a 40, biondo anzichè no, zoppicante alquanto, per ricercare un modo onde venire a Leri, mi farà cosa gratissima vedendo modo di distoglierlo da tal proposito col dirle che sono a Trino e che qui non mi troverebbe. Esso è il Col. Frapolli, ex-Mazziniano, mezzo convertito, ma pur sempre uomo pericoloso ed audace.

Esaminerò la mostra d'Ostiglia (1) alla luce del sole o quanto meno della pioggia e domani ne discuteremo.

Mi creda suo dev.

(1) Qualità di riso (*rubribarbis*) detta della Carolina, e comunemente Ostiglia, dal paese del Mantovano ove è specialmente coltivata.

MDCLXVIII.

ALL'ON. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Stessa data)

Caro Castelli,

La prego di avermi per iscusato se gli ho taciuta la mia partenza, ma temendo ch'ella la contrastasse ho voluto evitare una discussione con lei. Fintantochè non sia deciso se io debba andare a Parigi o no, ella capirà certamente ch'io debbo starmi da Torino lontano. Sin ora non mi fu fatta proposta definitiva ma solo interpellanze indirette; alle quali risposi non potere dare risposta che quando fossi dal Re richiesto. Spero ch'ella mi approverà.

Poichè si voleva che io andassi al Congresso, il ministero avrebbe dovuto interpellarmi sulla scelta di Desambrois. Non ho ad essa obbiezione di sorta, ma sento nulamenò una mancanza per parte di quei signori.

Prima di partire, voglio dei patti netti, ma di ciò è meglio per ora non farne parola. La prego quindi a non parlarne con nessuno nemmeno col mio buon amico Rattazzi.

Mi creda suo af. amico.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 27 novembre 1859)

Onorevolissimo sig. Conte,

Io Le sarò forse importuno. Ma, correndo da vari giorni e con molta insistenza alcune voci, le quali risguardano insieme la di Lei persona e me, e che, malgrado l'alto silenzio ch'io ne avevo serbato, ripetono la loro origine da fatto mio, non posso, nè debbo

più oltre tacerne alla S. V. Pregma e Carissima, nè rimanermi dal pregarla de' di Lei sempre saggi consigli.

Quand'ebbi con Rattazzi il colloquio di cui già Le scrissi, egli mi aveva proposto di entrare nel ministero. — Io ricusai. — Egli pur di meno insisteva e dimostrava confidare che avrei finalmente acconsentito.

Vedendomi preso a queste strette, dissi allora francamente che io non sarei entrato al ministero tranne a condizione che vi entrasse il conte di Cavour. — Egli si tenne allora sulle generali: assicurandomi della sua stima per Lei, deplorava assai che taluno avesse gettato qualche mal seme fra loro: e qui insomma quel discorso di *personale portata* di che Le scrissi nell'ultima mia, e che sarebbe or vano di qui riferire.

Il giorno successivo ebbi a vedere Oytana per un qualche affare di dicastero. — Stando io per accomiatarmi, mi vi fermò, e senza più, imprese a ripetermi la stessa proposta, le stesse preghiere, che fatte mi aveva il giorno innanzi Rattazzi.

Allora potei parlare (con esso, terzo) più esplicitamente. —

Dissi ch'io non approvava la condotta tenuta dal ministero; che io sentiva tuttodì quanto ne diceva il paese; che il ministero, a mio credere, era sull'orlo d'un precipizio; ch'io non aveva nè armi, nè potenza a salvarlo; che chi solo avrebbe potuto salvare Rattazzi, il ministero, il paese, era il conte di Cavour! —

Che se Rattazzi non aveva nulla a rimproverarsi verso il conte di Cavour, come mi aveva asserito Rattazzi e come credeva esso Oytana — s'egli era quindi in grado di entrare con esso in franche e leali spiegazioni — se insomma Cavour rientrava al ministero, io avrei accettato. — Questa essere, quanto a me, la condizione *sine qua non*.

Oytana accolse con sommo piacere la mia proposizione — dissemi che nella sera stessa ne avrebbe parlato a Rattazzi — che, se la cosa riusciva, sarebbesi immediatamente recato a Leri. — Egli di più dimostrava le più vive speranze di buon successo.

Parlò diffatti con Rattazzi la sera stessa, ed il giorno dopo mi fece la seguente risposta:

Rattazzi avere apprezzato assai la mia proposta: essere intenzione del governo del Re e desiderio suo grandissimo che la S. V. avesse ad essere incaricata di rappresentare la Sardegna al pros-

simo Congresso europeo: che al di Lei ritorno in patria, Ella sarebbe stata invitata a far parte del gabinetto; si sarebbe fatto correr voce sin d'ora di questa intelligenza, talchè potesse oramai riguardarsi come ministro; sotto questa promessa, essendo come adempiuta la condizione da me apposta, accettassi; ed anzi non dissentire Rattazzi si sapesse e si dicesse ch'io non aveva accettato che a condizione siffatta.

Ho troppa età e troppa esperienza oramai delle umane cose, perch'io mi affidassi ad un progetto di questa guisa, e che dall'un canto mi rendeva immediatamente ministro, mentre il resto dipendeva da eventualità che mille ragioni, quali di *volontà* e quali di *possibilità*, potevano attraversare.

In altri termini, mi parve cotesto *un gentile ed officioso tranello*: rifiutai.

Dirò ancora che, nel fare quella mia proposta, io ragionava tra me stesso nella seguente conformità:

Od essa è accettata, ed in allora avrò procurato alla patria il supremo beneficio di avere di nuovo il Conte di Cavour alla testa de' suoi destini — e nel tempo stesso, salvando Rattazzi, avrò fatto atto di riconoscenza verso chi mi avrebbe dato ripetutamente prove così lusinghiere di fiducia e di amicizia.

Od essa non è accettata, ed in allora avrò fatto ben conoscere a Rattazzi che non sarei mai per entrare al ministero senza Cavour, e mi sarei liberato da istanze anche forse per parte del Re, alle quali è sempre increscevole di contraddire.

Ora la proposta Oytana-Rattazzi corrispondeva ella forse a questi miei propositi?

A mio credere, no.

Per alcuni giorni tutto tacque, ed io ringraziava la mia buona ventura di essere oramai lasciato in pace.

Se non che ora si fanno da due o tre giorni assai vive queste due voci, le quali vengono a me ora unite, ora alternate e divise:

1° Che il Conte di Cavour rientra sin d'ora al ministero — e, rivestito di tal qualità, sia per rappresentare il paese al Congresso;

2° Che mi si vogliano fare nuove e *imperiose* istanze perchè io accetti d'entrarvi.

Della prima di queste voci io mi rallegrerei con tutta l'anima, sia che Cavour rientrasse al ministero con me, sia che senza di

me. — Ma della seconda io mi spavento orribilmente; imperocchè se si accettasse la condizione da me domandata, qual necessità di farmi *imperiose* istanze? — Ho promesso, nè mi ritrarrei. Dunque mi si vorrebbe costringere di entrare senza Cavour!...

Ecco dove, ottimo sig. Conte di Cavour, ora ho bisogno de' suoi consigli, del suo aiuto.

Se mi si rinnovasse la proposta Oytana-Rattazzi, potrei io accettarla? — Io per me non lo credo, nè il vorrei.

Ritenga la S. V. Pregma, ed altronde ben Ella lo sa, che se amo la patria e sono disposto ad ogni sacrificio per lei, è per me suprema condizione di morale esistenza l'avere una sola fede, il non piegar mai da quella linea di condotta, che a me par giusta e vera.

Ora io oso domandare alla S. V.: ne sa Ella di queste cose? — Cred'Ella eseguibile, possibile, quanto mi ha proposto Oytana?

Io attendo dalla benignità e dalla illimitata saviezza della S. V. Pregma e Carma un raggio che mi rischiarì sopra una posizione sì delicata e sì ardua.

Forse le voci che corrono non hanno positivo fondamento: forse io me ne spaventai invano: ma potrebbe pur essere vero, ed io anche nella sola possibilità ricorro a Lei.

So quanto è geloso l'affidare queste cose a scritto — e sarei venuto a Leri, se non mi avesse trattenuto il timore d'importunarla; mi basterà quindi una sua parola, un suo brevissimo cenno (1).

Perdoni Ella frattanto questa mia lunga scrittura alla gravità delle circostanze, ed aggradisca i sensi di quell'alta considerazione e affettuosa stima ch'io Le professo e Le professerò mai sempre.

Suo dev. servo ed obb. collega

G. B. CASSINIS.

P. S. Mi viene sott'occhio in questo momento l'*Opinione* d'oggi. Non Le pare, sig. Conte, di vedere una connessione tra l'articolo *Chi rappresenterà il Piemonte* e i fatti contenuti nella mia lettera? — Non Le par di vederci un'ispirazione di Rattazzi? (2).

(1) Scritto di mano di Cavour sulla prima pagina della Lettera: « Venuto a Leri il 29. »

(2) Nel vol. III, pag. cclxxxiv abbiamo riprodotto i passi più importanti dell'articolo dell'*Opinione*, a cui il Cassinis acconsente. Anche

AL CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Parigi, 28 novembre 1859)

. . . Veniamo al Congresso. Nessuno nel fondo crede che per il Piemonte possa venire altri a rappresentarlo che Cavour; è questa l'idea di tutti quelli che non sono nell'intrigo diplomatico, e per questi come per l'Austria e per Roma il nome Cavour è un vero spauracchio. — L'Austria si varrà di questo pretesto per non venire al Congresso, se prevede che in questo non ha da guadagnare, il che mi sembra difficile giudicando dall'opinione pubblica che oggi è più forte che la diplomazia.

Quanto all'Imperatore, credo essere nel vero dicendovi che nel fondo desidera che Cavour venga, ma vorrebbe evitare tutti gli incagli che una tale nomina può produrre alla riunione del Congresso, di cui *egli necessita*, come mezzo per sciogliere questo involuppatissimo nodo...

VIMERCATI.

MDCLXIX.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Leri, dicembre 1859)

Preg. Sig.

Mi scrivono da Torino che domani verrà qui il Conte Oldofredi, Direttore della Strada ferrata. Gli sarà facile

quando non fossero state allora notissime le strette relazioni che esistevano fra il direttore di quel giornale e gli amici più intimi del conte di Cavour, difficilmente si riesce a comprendere come un intelletto così sagace come quello del Cassinis abbia potuto ravvisare nell'articolo « una ispirazione del Rattazzi! »

In proposito dell'argomento trattato nella Lettera di sopra riferita, ecco quanto si leggeva alcuni giorni appresso (2 dicembre) nell'*Opinione*: « All'egregio cav. avv. Cassinis è stato offerto il portafoglio di grazia e giustizia, ma non ha accettato. Siamo persuasi che la nomina di quel valente giureconsulto a guardasigilli sarebbe tornata gradita alla magistratura ed al foro. »

verificarlo dal capo stazione. Nel caso affermativo, mi farebbe cosa gratissima l'aspettarlo, essendo il Conte Oldofredi uno dei pochi ch'io veda qui con piacere.

Mi creda suo af.^{to}

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Cortona, 2 dicembre 1859)

Conte Carmo,

Ebbi molto ritardata la sua car.ma da Leri, e già mi era adoperato quanto era in me per calmare l'impazienza dei popoli delle Marche e dell'Umbria. Il ritiro di Garibaldi fece il resto; ma giovò assai che fossero convinti di tali necessità, perchè così meglio compresero quel ritiro e non fu cagione di sgomento nè di turbamenti. — Quanto al suo consiglio savissimo di mandare voti al Congresso, Ella capirà che nulla di legale può farsi con quei municipi e con quel governo. Però da qualche tempo molti cittadini vennero e mandarono a turbare questo mio riposo dove vivo lontano dalle cose politiche, e mi addossarono l'incarico di fare una memoria. Udito che era sperabile e possibile che il Piemonte sarebbe da Lei rappresentato, mi accinsi all'opera ed è a buon termine. La riceverà quindi con una mia lettera, nella quale io resterò (come feci l'altra volta) garante per quelli che senza pericolo non potrebbero firmare (1). Però si tenterà, se è possibile, anche un sistema di sottoscrizioni, e vorrei potesse riuscire.

Io però nel mio particolare mi rallegro del fatto della sua scelta, perchè mi è pegno questo solo che quelle provincie non saranno abbandonate, poichè da Lei stesso mi viene l'impulso e il consiglio di mandare questa espressione di voti. Se Ella sarà il rappresentante del Piemonte, non saranno dimenticati nè gli impegni quasi

(1) A questa memoria è accennato nella Lettera DCCXXXIV (30 dicembre 1859), vol. III, pag. 165.

presi su quelle provincie, nè quelli morali che furono creati dagli orrori di Perugia. — Conto a questo fine ed invoco, non solo il suo senno, ma la sua personale amicizia che da non minore, nè meno sincera è contraccambiata

Dal suo aff^{mo} serv^{re}
F. A. GUALTERIO.

A L L O S T E S S O .

(Torino, domenica 4 dicembre 1859)

Illustrissimo sig. Conte,

Oggi mi recai per visitarla e per comunicarle la lettera di Fazy che Le accludo. Ho comunicato il contenuto di questa lettera ai soli Rattazzi e Boncompagni.

Un Congresso che si apre con simili auspici e dove le cose nostre saranno patrocinate da Lei, non può non dare ottimi frutti alla nazione italiana.

Castelli mi ha detto che Ella approvava la mia nomina di governatore. Quelle parole contribuirono non poco a tormi dalla dubbiozza in cui era se dovessi sì o no accettare. Io so che Ella ha promesso di visitare Torelli (1) in Valtellina; ora io nutro speranza che non vorrà, passando, lasciare in dimenticanza Como ed il suo governatore.

Favorisca rimandarmi la lettera di Fazy ed accolga i sensi della distinta mia considerazione.

Suo obb^{mo} serv^o
LORENZO VALERIO (2).

(1) L'on. Luigi Torelli, governatore di Sondrio.

(2) Il Conte rispose l'8 dicembre. La Lettera non s'è rinvenuta.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministre di Sardegna)

Londra.

(Turin, 5 décembre 1859)

... Il me semble que nous voulons que Camille aille au Congrès et que les difficultés qui s'y opposaient se trouvent aplanies. Nous serons en de très bonnes mains et nous aurons fait tout ce qu'il y avait à faire pour réussir...

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR.

Leri.

(Paris, 11 rue des Saussayes, 5 décembre 1859)

Mon ignorance agricole est absolue, cher Comte, pourtant il me semble, qu'en cette arrière saison, quelque *progressive* que vous la rendiez, le soir il peut vous rester quelque loisir, et j'ose à ce titre vous dire combien je suis heureux de savoir où vous prendre, où vous retrouver et me figurer vos *partielles* préoccupations. Et pourtant, excepté votre souvenir amical, qui ne m'inquiétera jamais, vous ne me donnez sur vos projets d'hiver que des nouvelles *négatives* (1). Je demeure convaincue (et sans me flatter, je crois que l'Europe entière est de mon avis) que le Congrès est *impossible* sans vous : celui de Zurich m'a paru une sorte d'enregistrement qui pouvait se terminer par des plénipotentiaires *ordinaires*. Mais c'est la question vitale de l'Italie qui va se débattre; vous l'avez soulevée, vous *seul* vous pouvez diriger ses amis, contenir ses ministres adversaires; vous avez conquis la Lombardie en Piémont — qui sait quels avantages plus grands, encore, votre habileté soutenue par une volonté inébranlable, par le talent le plus reconnu de notre temps, pourra faire concéder à toute la Péninsule? — L'opinion ici s'est arrêtée sur ce point : amis et en-

(1) Vol. III, Lett. DCC, pag. 129.

nemis vous appellent à l'unanimité, et il me semble plus que probable qu'autour de vous, il en est de même. Qui osera porter la parole au milieu de circonstances si graves, sans vouloir être soutenu, inspiré par vous ? Je comprends, je pénètre, j'énumère *toutes* les répugnances et je demeure convaincue que votre patriotisme remportera une victoire absolue, et que le résultat ne tardera pas à nous être connu par le *Moniteur* et par le *Times* lui-même.

Le Marquis de Villamarina m'a paru assez satisfait de sa nouvelle position ; la Marquise inconsolable de quitter Paris, marie sa fille ces jours-ci ; la P^{me} Clotilde assistera au mariage, et je perds, par mon infirmité, l'unique occasion que j'aurai jamais de lui être présentée.

Depuis quelques jours, j'essaye d'ouvrir ma porte *la prima sera*, jusqu'à dix heures, et il se forme déjà des fidélités : on prétend qu'une certaine place installée le moins mal possible, dans ce petit cercle varié et intime, vous est *destinée*. — Je voudrais que ce fût vrai : Mr de Pourtalès demande à être particulièrement rappelé à votre souvenir : il a le défaut de ne pas être allemand du tout, et chaque fois que j'ai le plaisir de le revoir, je crois me retrouver avec un ami de Genève et nullement avec une Excellence prussienne.

Il y a ici quelque jeune membre du Parlement anglais que je vois souvent ; ils s'indignent et se mettent en colère lorsqu'on met en doute les sympathies réelles de leur patrie pour la vôtre : du reste, toutes les intelligences *actives* m'affirment que la panique anglaise n'eut pas le plus petit mobile : il se fait des cancanes entre les peuples comme entre les sociétés : la réponse à l'adresse de Liverpool dans le J. des D. d'hier est le mot à mot de tout ce que m'ont dit les revenants de Compiègne.

L'ami Huber raconte toujours à neuf qu'il vous a vu cet été : il est redevenu poète, romancier, et partage entre la Duchesse de Rauzan et moi la lecture d'un roman par chapitres.

Merci de cœur, pour les lettres que vous avez bien voulu envoyer à Mr Beulé : je crains qu'il ne puisse pas en profiter et il les gardera précieusement pour une autre fois. La mort si imprévue de Mr Le Normant à Athènes laisse une vacance à l'Institut et au Collège de France : il est probable que Mr Beulé nous reviendra tout droit de Carthage et qu'il aura une élection triom-

phante. Tous les bonheurs l'ont assailli jusqu'ici, et lorsqu'on le voit, on trouve que la fortune le cajole fort justement. Aussi cet été aux Bruyères, Mr Mignet montant chez moi à travers les bois, a été arrêté par les jambes d'un malheureux qui venait de se pendre, et il m'a décrit qu'il n'avait pas eu l'idée de prendre le plus petit morceau de *corde du pendu* pour Mr Beulé (1). — Mr de Bunsen a passé quelques jours ici, se rendant à Cannes et m'a paru très-italien: il a rencontré chez moi M^{me} de St-Aulaire, et nous étions dans nos souvenirs de Rome, avec quelques angoisses pour son *avenir*.

Veuillez dire au Marquis de Cavour avec bien des amitiés qu'il doit lire la vie de Madame Swetchine, publiée ces jours-ci par Mr de Falloux: c'est une œuvre de piété filiale, avec des pages précieuses: on découvre un penseur, un écrivain dans cette femme si modeste, si agissante par le bien; de fort belles lettres de Mr de Tocqueville *vous* y intéresseraient: pour moi cette lecture a un charme infini (2).

(1) Quindici anni dopo, il 20 aprile 1874, il sig. HENRY D'IDREVILLE scriveva nel *Figaro* :

Je reviens du palais de l'Institut, je sors de ce logis élégant, de ce vieux salon plein de lumière que je n'avais pas revu depuis le jour où une foule, silencieuse et morne, se pressait pour rendre les derniers hommages à celui qu'on appelait « l'heureux Beulé. »

La mort l'a saisi en plein bonheur, en pleine vie (il était né en 1826!), au moment où il jouissait avec délices du repos et du calme que venait de lui laisser la politique. Le dernier jour où je le vis, il m'avait accompagné sur le pont des Arts. Trois fois nous parcourûmes ensemble cette promenade charmante qu'il appelait son « jardin. » — « Jamais je n'ai été plus heureux, me dit-il, le croirais-tu ? Après ces épreuves et ces soucis des affaires, je jouis comme un enfant de ma liberté. J'ai repris avec béatitude mes occupations de l'Académie; je retrouvais avec une joie singulière mes amis d'autrefois; enfin, je reprends possession de moi-même. »

Peu de jours après cet entretien, l'homme qui parlait ainsi était trouvé mort dans son lit, le matin du 3 avril 1874. L'âme de cette maison si paisible, si enviable, le chef de cette famille étroitement unie avait disparu. Il était parti sans avoir adressé ce dernier adieu, sans avoir échangé cette dernière étreinte, consolations suprêmes pour ceux qui restent. Il s'était arraché brusquement à tout ce qu'il aimait, à ses chers enfants, à sa femme adorée, aux travaux de chaque jour, le charme et la gloire de sa vie.

(2) La signora de Swetchine aveva cooperato, nel 1843, a far abbracciare alla signora de Circourt la religione cattolica. « Le monde

A revoir, cher Comte, j'ose le dire avec *confiance* : dans quelque circonstance que vous reveniez ici, vous savez quel profond attachement vous attend, et comme chaque minute de votre présence sera une joie et une vive reconnaissance.

K. DE C.

Il faut *absolument* que vous m'*apportiez* votre portrait : une médaille c'est ce que j'aimerais le mieux, car c'est l'hommage le moins *banal*.

A L L O S T E S S O .

(Turin, 6 décembre 1859)

Monsieur le Comte,

Le chevalier Güell y Renté mari de l'Infante Joséphine sœur du Roi d'Espagne, grand et sincère admirateur de Monsieur le Comte de Cavour, très lié avec notre famille Royale et même avec S. M. l'Impératrice des Français, mon ami intime et fort enthousiaste aussi de l'Italie, désirerait avoir l'honneur de faire votre connaissance et vous présenter ses respectueux hommages profitant de son court séjour en cette ville.

Si vous étiez à Turin, ce serait pour moi une bien précieuse occasion de vous réunir tous deux à ma table, mais tout en me réservant pour plus tard ce doux plaisir et ne voulant d'aucune façon vous déranger, j'ose vous demander la permission de vous faire une visite à votre campagne de Leri accompagné du dit chevalier Güell.

Confiant que vous voudrez bien m'indiquer le jour et l'heure que cette visite vous sera moins incommode, je saisis avec empressement cette occasion pour vous renouveler les sentiments de ma plus haute et plus distinguée considération.

CORRLO DE PORTUGAL (1).

qui l'avait accueillie (scribe l'HUBER-SALADIN), fut charmé, et celui qui prend tout gaîment dit qu'un pareil succès de salon à Paris valait bien une messe. »

(1) Ministro di Spagna a Torino.

MDCLXX.

ALL'ON. M. A. CASTELLI (*Deputato al Parlamento*)

Torino.

(Leri, 8 x.bre 1859)

Mon cher Castelli,

Nigra est arrivé ici hier, comme vous me l'aviez annoncé; non pour me communiquer ma nomination au Congrès de Paris, mais simplement pour me dire que le ministère n'ayant encore rien reçu de Paris, Dabormida m'engageait à prendre patience et à ne pas bouger de Leri. Il paraît que le ministère a craint que si je retournais à Turin une démonstration n'eût lieu; ce qui eût été également embarrassant et pour lui et pour moi.

Me voilà donc relégué ici indéfiniment! Pour ce qui me concerne, j'en prends galement mon parti, car la vie que je mène ici me convient tout à fait. Je m'amuse parfaitement tout seul, ou avec les bons cultivateurs au milieu desquels je vis. Je suis tout résigné à passer l'hiver tout entier ici. Mais en vérité, je déplore que le ministère fasse faire une aussi sotte figure au pays aux yeux de l'Europe et même à ceux de l'Empereur. Quel crédit peut me donner un gouvernement qui n'ose nommer son représentant sans en avoir obtenu la permission expresse d'un Prince étranger?

Une telle conduite m'humilie comme Piémontais; elle rend ma position plus difficile dans le cas où je finisse par être envoyé à Paris; enfin elle suffirait pour me détacher tout à fait d'un aussi pitoyable ministère. Rattazzi est bien un petit peu *balos*, mais c'est un homme d'esprit. comment diable ne comprend-il pas combien la conduite de ses collègues est absurde pour ne pas dire ignoble.

Ne croyez pas, qu'oubliant vos conseils, j'aille m'emporter, loin de là je suis décidé à les suivre et à me

borner à épancher dans votre sein la bile que développe en moi l'incapacité de nos gouvernants. Puisque je suis bien décidément un *relegato*, j'ai le droit d'invoquer de votre amitié une visite. Un de ces jours que le soleil luise comme aujourd'hui venez me trouver, je vous prie. Cela me procurera quelques heures agréables et de précieux souvenirs.

.
Croyez à ma sincère amitié.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 8 dicembre 1859)

Ill.mo signor Conte,

Me ne capita una veramente marchiana !

Davide avea cento o duecento donne; ebbene, un bel giorno ficca il chiodo di volere la moglie Betsabea: e non ci fu più verso: l'ebbe.

Io sono come il marito di Betsabea: in tutto lo Stato (antico e nuovo) non ho che un Collegio elettorale, quello di San Giorgio, a cui sono ora uniti Castellamonte ed Agliè. Ebbene oggi mi tocca udire che Davide... scusi, volea dire Lei, signor Conte, sarà il deputato di Castellamonte San Giorgio.

Con questa differenza ancora che nella storia antica Davide era lui l'appetitoso desideratore dei Collegi (no, delle mogli altrui), e qui è il mio amico e condiscipolo Nigra che, senza neppur dirlo a Davide, credo, mette in angustie il povero Betsabea.....

Son già lì lì per commissionare un bastone da pellegrino, e postomi il fagotto in ispalla, andar picchiando l'uscio dei 255 Collegi dello Stato... salvochè Davide dicesse a Nigra che abbia misericordia del povero Betsabea

Ma intanto Ella mi perdoni questa cicalata, mi lasci sperare un riscontro, che qualunque sia, non muterà mai i sentimenti di riconoscenza, di affetto e di devozione che a Lei professa il

Suo Ossmo gratmo

P. C. BOGGIO.

MDCLXXI.

ALL'AVV. PIER CARLO BOGGIO (*Deput. al Parlamento*)

Torino.

(Leri, 10 dicembre 1859)

Caro Boggio,

Se io non avessi a rimproverarmi altro peccato contro la castità che avere attentato alle virtù coniugali degli elettori di Caluso, sarei più casto di Giuseppe, più innocente di San Luigi.

Lo assicuro di non avere peccato nè in fatto, nè in parola, nè in pensiero. Rispetto il bene altrui, e non cerco a rapirlo; fatta questa dichiarazione, ella deve trovare naturale dall' (?) astenersi da qualunque passo alle elezioni relativo. Mi sono proposto di non uscire dalla mia solitudine. Sino al giorno in cui si riaprirà il Parlamento, lascio il campo libero ai giornalisti, agli elettori, agli uomini politici. Questa mia astensione non può nuocerle. Suvvia, non faccia il modesto, come mai può ella temere di non essere eletto deputato? Ella uno dei più valenti, dei più ardenti difensori dell'attuale ministero. Se i ministri non sono, ciò che non credo, mostri d'ingratitudine, ella avrà l'*embarras du choix*.

Addio, caro Boggio, mi voglia sempre bene.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 10 dicembre 1859)

Ill.mo sig. Conte,

Non debbo e non voglio tardare un momento a ringraziarla della sua cortese lettera di riscontro.

Benchè, per ora, Ella non sia ministro, ha conservato la buona abitudine di ridere e celiare alle spalle altrui, ed è giustissimo ch'Ella si diverta anche un pochino sulle mie.

Ho grande paura che lo *embarras du choix*, che Ella mi preconizza, burlandomi, non lo avrò che rispetto ai di Lei epigrammi.

Però a provarle che mentre sono, come Ella mi scrive, *uno dei più ardenti difensori del ministero attuale*, non dimentico in questo ardore i doveri che ho come individuo e come cittadino, verso i ministri passati, mi prendo la libertà di mandarle alcuni numeri dell'*Indipendente*, di data abbastanza lontana, perchè non possa cadere dubbio sulla spontaneità di quanto in essi è detto.

Del resto io spero, col paese, che la astensione del Conte di Cavour dagli affari non sarà di lunga durata.

L'Italia desidera e spera che il Conte di Cavour la rappresenti al Congresso — e il Conte di Cavour facendo alla sua volta resistenza alla propria modestia dovrà riconoscere come l'opinione universale in Piemonte faccia della sua presenza nel ministero le condizioni indeclinabili della forza del governo.

Comunque, Ella mi crederà, spero, quando Le ripeto che venga io o non riletto a deputato, professerò sempre la più sincera e inalterabile devozione a Lei che mi ha beneficato — a Lei che ogni onesto italiano ama ed onora come il rigeneratore della patria comune.

Solamente Le soggiungerò che fra i motivi i quali maggiormente influirono a farmi *l'ardente difensore* del ministero attuale, si fu il vedere che esso ha l'appoggio del Conte di Cavour.

Con questa opportuna occasione io La prego a voler gradire la espressione dei sinceri sensi di affettuosa devozione coi quali sono lieto professarmi di Lei, signor Conte,

Osseg^{mo} ricon^{mo}
P. C. B O G G I O.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 11 dicembre 1859)

Ill.^{mo} sig. Conte,

Tutto ben calcolato, io penso che, per quanto Ella ami starsene ora lontano dalle persecuzioni, non vorrà tenermi in conto di persecutore se a discretissimi intervalli Le vengo fra' piedi con una lettera.

Il prossimo futuro governatore di Novara, Prinetti, fu da me alcuni giorni or sono: mi pregò e scongiurò di farle sapere che il primo e più vivo desiderio tanto suo come de' suoi due colleghi D'Adda e Porro, era quello, venendo nelle antiche provincie piemontesi, di presentarsi ad ossequiare *l'uomo più illustre dello Stato*; sono le sue parole precise: e non avendo potuto compiere questo loro desiderio, a cagione della di Lei assenza, hanno bramato che in qualche modo Ella ne fosse informato.

Vedo che l'Italia Centrale e il Piemonte sono intenzionati di cavarsela bene, anche senza il mio eloquente articolo della *Bibliothèque de Genève*, le cui ceneri non so nemmeno più dove riposino. Quello che ci ha fatto andare un po' fuor de' gangheri Castelli e me si fu il programma dei deputati della sinistra, nel quale è dichiarato che tutto ciò che fin qui si è guadagnato in territorio e in influenza sono loro che l'hanno guadagnato: essi hanno sempre combattuto contro chi operava per ottenere ciò che si è ottenuto: combattuto il trattato di pace nel 49, combattuto le imposte, le riforme economiche, l'alleanza colla Francia e l'Inghilterra, e continuato a dar del *venduto* a chi difendeva la monarchia perfino contro il volere del Monarca..... e adesso i competitori sono loro: e noi? Noi gli operai della prima ora, che battemmo sempre la strada diritta, e che difendemmo il principio monarchico quando in verità ci voleva del coraggio a farlo... noi seguitiamo ad esercitare ora come sempre il virtuoso mestiere del minchione!...

Castelli si univa meco in queste filosofiche considerazioni, sebbene egli, essendo prossima la sua nomina a senatore, non abbia precisamente il diritto di parlare di un *f... un diaou e nen del tutt* come l'ho io. Quasi quasi ripigliavo la penna giornalistica, e delle belle cose ve ne sarebbero a dire davvero: ma forse, avvezzo come sono al sullodato mestiere, la prudenza e i riguardi m'inceperebbero la fantasia per quanto giovine e robusta la si sentisse.

Sarò più quieto, quando saprò ch'Ella va al Congresso.

Azeglio va a far furore col suo nuovo opuscolo stampato a Parigi (1). Ne godo in anticipazione prima pel bene che ne può

(1) *De la politique et du droit chrétien au point de vue de la question italienne.*

venir al paese, e poi perchè ci ho avuto un po' le mani in pasta anch'io. È già inteso che la prima copia che spediranno da Parigi sarà inviata a V. S.

La prego di gradire i miei ossequiosi saluti e di credermi sempre come dieci anni fa suo fidato e devoto

G. TORELLI.

A L L O S T E S S O (1).

(Torino, 13 dicembre 1859)

Pregiatissimo sig. Conte,

I Comitati della Società Nazionale si sono quasi da per tutto costituiti: a Milano, a Genova, a Como, a Brescia, Bergamo, Pavia, ecc., si sono formati in Comitati elettorali. A Genova vi sono gli antichi, come Morchio, Doria e gli altri, ma se ne sono aggiunti molti nuovi, compreso il non animosissimo direttore del *Corriere Mercantile*. Faranno un giornale elettorale. A Milano vi sono Giorgio Belgioioso, Porro, Castelli, Broglio, Ponti, ecc.... e faranno anch'essi un piccolo giornale elettorale. Tanto a Milano quanto a Genova, il suo nome, com'è naturale, sarà in capo della nostra lista. Se la mia dimanda non è indiscreta, e se Ella crede di potermi rispondere, vorrei sapere se la sua andata al Congresso è oramai certa. Da questo fatto dipende in gran parte il carattere che dalla parte nostra si deve dare alle elezioni. S'Ella va al Congresso, noi, dove non abbiamo un candidato nostro, appoggeremo il candidato ministeriale; s'Ella non va, terremo diversa condotta, salvo che dalla direzione della parte liberale potesse venir fuori la elezione di un candidato retrivo.

Ha veduto la proposta del Malenchini per la convocazione dell'Assemblea toscana? In questa faccenda ci scorgo la mano del Farini (2): ma il Farini in ciò, secondo me, ha agito con poca prudenza: egli non si accorge che il partito che vuole rovesciare

(1) Questa Lettera non è stata stampata nell'*Epistolario La Farina*.

(2) Asserzione che dovrebbe essere documentata.

il Ricasoli è appunto il partito della federazione e del regno di Etruria; e già la proposta del Malenchini è lodata e commentata dal *Risorgimento* di Firenze, giornale redatto da Napoletani e diretto da quello..... del marchese Dragonetti, il quale scrive nel medesimo numero che l'annessione della Toscana deve accettarsi, quando il Congresso respingesse il partito di una Italia tripartita. È il municipalismo napolitano, che fa la sua comparsa sotto la maschera del municipalismo etrusco. Io scriverò oggi stesso al Farini per avvertirlo del passo falso che ha fatto; ma sarebbe utilissimo ch'Ella ne dicesse una qualche parola. Ricasoli non mi è simpatico; ma son convinto che perdendo Ricasoli, si corre rischio di perdere la Toscana, non per ispiriti avversi all'annessione, ma per fiacchezza e paura; e non sarà certo il Boncompagni che potrà tenerla in gambe.

Mi comandi in tutto, sig. Conte, e mi creda qual sono pieno di affettuoso rispetto

Suo dev^{mo}

G. LA FARINA (1).

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Stessa data)

Ieri sono stato a Leri chiamatovi dal conte Cavour. Egli è bene in salute, ma irritato della sua posizione. — Non vuole venire a Torino per non crearsi imbarazzi, ma ad ogni modo non ritarderà oltre la corrente settimana. — L'affare della sua andata al Congresso è in questi termini: — L'Imperatore non vi oppose mai ostacolo alcuno, anzi disse che desiderava si sapesse ch'egli non aveva nulla con Cavour, e che voleva una soluzione decisiva e

(1) La risposta del Conte di Cavour, in data 15 dicembre, è quella che noi abbiamo riprodotta dall'*Epistolario La Farina*, quivi erroneamente segnata colla data del 14 novembre 1859, vol. III, Lett. DCCXVIII, pag. 150.

soddisfacente per l'Italia, per la quale nutriva sempre gli stessi sentimenti — lasciando fraintendere che Cavour solo poteva aiutarlo in quest'opera. L'Inghilterra poi lo desidera, e direi quasi lo vuole; qui Dabormida dice apertamente che, se Cavour non andasse, egli non potrebbe più rimanere al ministero, e con lui uscirebbero Monticelli e Oytana. — La cosa, del rimanente, fu decisa in Consiglio ed accettata dal Re. Ora non si aspetta che una lettera di Desambrois, la quale toglierà ogni dubbio. — Malgrado questo, tutto non è chiaro, e lascio a te d'investigarne i *perchè*.

Cavour mi diceva ieri che se accettava, lo faceva perchè niun sacrificio gli doveva costare per l'Italia, ma non si dissimula le difficoltà della sua posizione. — Io credo che non vi ha dubbio sulla sua andata, e non m'ingannerò. — Prima però dovrà essere chiamato dal Re.

CASTELLI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 15 dicembre 1859)

Caro amico,

Non vi risposi subito, quando mi mandaste la lettera per Cugia (1), perchè aspettavo di potervene dire l'esito, il quale fu quale io lo desideravo. Vi ringrazio dunque dell'amichevole aiuto che mi deste in queste emergenze; grazie a questo me la cavai benissimo avendo riuscito ad avere con me uno degli ufficiali più distinti. Domani partirò alla volta della Toscana. I cavilli di Ricasoli finirono per suscitargli contro un'opposizione che lo imbroglia alquanto, e che lavora a convocare l'assemblea per sbalzare lui di seggio, e dare a me poteri più estesi. Io lo aiuterò a vincere queste resistenze. Anzi tutto preme mostrarsi uniti, e come era malaccorto Ricasoli che si opponeva al partito proposto da noi, così sono coloro che si oppongono ad un assestamento fatto sotto gli auspizii del

(1) Lettera DCCXXVII (8 dicembre) vol. III, pag. 158.

governo del Re. Ma spero che tutto ciò si dileguerà quando io avrò fatto conoscere la mia ferma risoluzione di non prestarmi a questi maneggi. Tutte le esortazioni del nostro ministero, e le lungaggini delle sue deliberazioni mi fanno del ridicolo. Vi esorto tuttavia alla pazienza, perchè se mai ricusaste di andare al Congresso, lo scoraggiamento sarebbe generale in Piemonte, ed in Italia. Io vi scriverò qualche volta per farvi conoscere quanto mi verrà fatto di sapere sulle condizioni dell'Italia centrale, e quando la vostra partenza sarà proprio decisa, io farò una gita a Torino, per discorrere e combinare il da farsi dall'una parte e dall'altra.

Si va stampando il mio opuscolo (1), e ne avrete la prima copia. Senza essere divenuto napoleonico, ho regolato tutte le mie parole in modo che nulla riveli l'antipatia alla persona dell'Imperatore.

Questa lettera vi sarà portata dal prevosto di Ferrere il quale desidera discorrere con voi di qualche materia d'agricoltura. Esso è lieto di aver fatto la vostra relazione; anche a voi non sarà inutile discorrere qualche volta con lui, perchè sta bene che gli uomini di Stato conoscano le condizioni vere del clero. Addio. Abbiatemi sempre per

Vostro aff.mo amico

C. BONCOMPAGNI.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 16 dicembre 1859)

. . . L'affare Cavour è inteso — al ministero. — Rattazzi mi parlava pur ora del modo di annunziare la nomina — . . . Tutto non è ancora assolutamente conciliato con un altro lo sarà però di certo. — L'Inghilterra ha dichiarato che se non andava Cavour, se ne lavava le mani, ed avrebbe fatto quel che credeva senza altri accordi e profferte. — L'Imperatore ora *lo vuole*.

Cavour verrà domani, e si reca da lui Nigra per invitarlo a tornare.

CASTELLI.

(1) *Considerazioni sull'Italia centrale*. L'opuscolo fu pubblicato il 7 gennaio 1860 coi tipi degli Eredi Botta.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 17 dicembre 1859)

Ecc^{mo} sig. Conte,

Questa lettera Le sarà rimessa dal sig. dott. Scolari e dall'avv. Marangoni, amendue di Venezia. L'avv. Marangoni giunge di là e venne per domandare a V. E. consigli sul da fare prima e durante il Congresso. È persona soda, distintissima, ed è mandata dai Veneziani i quali, poco fidando nell'emigrazione, vogliono sapere positivamente in qual modo regolarsi. Credo bene che V. E. vegga questi signori e li ascolti.

Ho ricevuto la di Lei lettera... e La metterò in grado di rispondere alla contessa Karolyi (1).

Il generale Dabormida m'incarica di dire a V. E. che non avvi più dubbio sulla di Lei missione, e che si aspetta solo *pro forma* che Des Ambrois l'abbia annunziata all'Imperatore nell'udienza ufficiale che gli sarà accordata domani (domenica). Sicchè lunedì spero di poter recarle qualche cosa di positivo. Nacque intanto un curioso incidente in questa faccenda. Gortchakoff propose che i primi plenipotenziari dovessero essere i ministri degli affari esteri, o almeno membri dei rispettivi gabinetti. Questa pretesa complicava singolarmente le cose a nostro riguardo. Onde si domandarono subito spiegazioni. Queste vennero e si seppe che la proposta russa era verissima, ma che si estendeva unicamente alle grandi potenze, e soprattutto all'Inghilterra. Pare che Gortchakoff, o per non lasciar scapitare la propria posizione al Congresso ove desidera di essere, o per dare al Congresso medesimo maggiore autorità e per sotto-

(1) La contessa Karolyi, unghese, allora dimorante a Nizza, s'era incaricata di mandare al Conte alcune carte risguardanti certi torti che sarebbero stati fatti a un compatriota di lei da autorità consolari sarde « car quoique éloigné du ministère (così la Contessa gli scriveva) c'est vous, Monsieur le Comte, que tout le monde regarde comme avant comme ministre des affaires étrangères. » Il Conte rispose alcuni giorni appresso, com'ebbe dal Nigra le informazioni domandategli.

mettergli quindi certe questioni, abbia innalzato questa singolare pretesa. Ma il fatto si è che fu dichiarato che essa non aveva di mira che le grandi potenze (1).

Stia adunque di buon animo e a rivederla fra due giorni.

Mi creda intanto come pregiomi essere

Di V. E.

Dev. obb. servo
COSTANTINO NIGRA.

MDCLXXII.

ALL'ON. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Leri, 17 décembre 1859)

Mon cher Castelli,

Nigra n'est pas venu. Dabormida veut attendre que Desambrois ait officiellement demandé permission à l'Empereur de me nommer. Ces ministres sont d'ignobles valets. Je n'aurais jamais cru que La Marmora pût consentir à de telles bassesses. Quant à Rattazzi je pense qu'il s'amuse de l'idée de me tenir ici en relégation.

Je sacrifie à l'Italie ma juste indignation, mais je pense, que vous ne trouverez pas mauvais que je raie de la note de mes amis des hommes qui se conduisent d'une manière aussi humiliante pour leur pays, aussi injurieuse envers moi. Votre dévoué.

(1) Vol. III, pag. CCXCVI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Leri.

(Torino, 18 dicembre 1859)

Ecc^{mo} sig. Conte,

.
Aspetto oggi con impazienza un dispaccio telegrafico che annunzi il risultato della conversazione di Desambrois coll'Imperatore. Appena giunga, avvertirò per telegrafo V. E. e domani spero di poter andare a Leri e tornare a Torino in sua compagnia. Intanto è bene che V. E. sappia che il Congresso è prorogato d'alquanto e che finora non furono notificate le nomine dei plenipotenziarii delle altre potenze in modo ufficiale.

Gradisca, Ecc.^{mo} sig. Conte, l'espressione de' sensi rispettosissimi con cui pregiomi essere

Di V. E.

Dev. obb. serv.

COSTANTINO NIGRA.

A L L O S T E S S O .

(Torino, domenica sera, 18 dic. 1859)

Ecc.^{mo} sig. Conte,

Des Ambrois scrive per telegrafo che nell'udienza d'oggi datagli dall'Imperatore, per esser ella pubblica e solenne, non ha potuto entrare in discorso sulla nomina del plenipotenziario; cosicchè questa sarebbe ancora ritardata. Des Ambrois annunzia pure una sua lettera particolare che deve giungere domani (1).

Il generale Dabormida m'incarica ancora di ripeterle che, malgrado ciò, sta ferma nella mente del gabinetto la nomina di V. E.;

(1) Vol. III, pag. cccxvii.

e che l'ha nuovamente annunziata come positiva al Principe di La Tour d'Auvergne. Il Generale però Le fa dire che non vuole per questo tenerla in esiglio a Leri, e che non vede nessun inconveniente nella di Lei presenza a Torino, durante i pochi giorni che devono precedere l'annunzio ufficiale della nomina.

Ecco quanto sono incaricato di dire a V. E. Il Generale voleva ch'io andassi a Leri. Ma per quanto mi faccia piacere il veder l'E. V. non ebbi coraggio di andare io stesso ad annunziarle questo nuovo ritardo.

Le spedisco questa lettera per mezzo del capo convoglio che parte domattina per Livorno, onde possa giungerle in tempo.

Mi voglia bene e gradisca l'espressione de' sensi rispettosissimi con cui pregiomi di essere

Di V. E.

Dev. obb. serv.
COSTANTINO NIGRA.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 18 dicembre 1859)

Caro amico,

Cugia mi ha fatto tua commissione. Nigra non potendo andare a Leri come l'avevamo pregato, ti ha però scritto in modo, io spero, da calmare il tuo *sdegno*.

Siamo tutti d'accordo che tu solo puoi andare qual primo rappresentante al Congresso. Un telegramma dell'Imperatore al Re ci ha persuasi della convenienza di ritardare le nomine alcuni giorni. Tanto più che nissuna potenza ha ancora comunicato ufficialmente i nomi de' suoi rappresentanti. Io non vedo però perchè tu continui a star lontano dalla capitale. Credo anzi faresti bene a venire.

Two aff.
LA MARMORA.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 20 dicembre 1859)

Eccellenza,

Sta per venire a luce il 1° volume della biografia di Gioberti, che io dedico a Lei, e che Ella gentilmente mi permise in agosto scorso di dedicarle (1). Stimo mio debito di comunicarle il tenore di quella dedica, perchè non voglio far nulla che possa tornarle sgradito.

« Eccellenza,

« La parola di V. Gioberti chiamò l'Italia a vita di nazione. Ella nelle aule legislative, nei consigli del Principe, nel consesso dell'Europa proseguì quella grande opera di civiltà. Fra Lei e l'illustre estinto è la gloriosa parentela dell'ingegno e del patriottismo; è la continuità della tradizione nazionale. Nè io saprei collocare i ricordi della vita del maggior filosofo d'Italia sotto un patrocinio più autorevole di quello che mi concede il suo maggiore statista.

« Io La ringrazio perciò di avermi consentito il favore d'intitolare questo lavoro, e La prego di gradire l'omaggio dell'ossequio riconoscente con cui ho l'onore di dirmi

« Di V. E.

« Devo ed affo »

Le sarò grato, se mi dà due righe di riscontro. Mi pare di rendere un vero onore alla memoria del mio sommo amico associando il di Lei nome al suo.

La sola novità politica rilevante è la persistenza, con cui crescono gl'intrighi a pro' del Regno centrale. In una recente conversazione tra Lord Cowley e il conte Walewski, questi mostrò molta propensione verso quel progetto

Mi creda sempre

Suo affo e devº

GIUSEPPE MASSARI.

(1) Lettera DCXCH (9 agosto), vol. III, pag. 120.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 21 dicembre 1859)

Ecc.mo sig. Conte,

Il generale Dabormida mi incarica di annunziare a V. E. che il Re venuto oggi a Torino piglierà finalmente domani la determinazione di nominarla a suo primo plenipotenziario e di farla chiamare a Torino. Appena il Re avrà parlato, lo scriverò a V. E. ed andrò io stesso posdomani a Leri, a meno ch'Ella non mi mandi ordine in contrario.

Gradisca i sensi rispettosissimi con cui pregiomi dichiararmi in fretta di V. E.

Dev. obb. serv.
COSTANTINO NIGRA.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 22 dicembre 1859)

Carissimo amico,

Il Re avendo determinato di nominarvi suo primo plenipotenziario al Congresso di Parigi, desidera di conferire con voi, al quale effetto vi invita a recarvi al Real Palazzo domattina alle 8. Io vi vedrò questa sera a casa vostra, ed intanto il nostro Nigra vi metterà al corrente dello stato delle cose.

Amatemi e credetemi di cuore

Il vostro aff. amico
DABORMIDA.

MDCLXXIII.

ALL'AVV. P. C. BOGGIO (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Torino, 23 dicembre 1859)

Caro Boggio,

La ringrazio della fattami comunicazione della deliberazione del Comitato elettorale (1). Astrazione fatta da quanto in essa è a me personale, mi congratulo ch'ella ne sia stato l'autore, come una nuova prova della *maturità* del suo giudizio.

Avendo ieri per la prima volta avuto l'opportunità di conferire con Nigra intorno all'elezione di San Giorgio, parmi poterle assicurare che i dubbi ch'ella mi manifestava sono del tutto privi di fondamento. Se però al suo tempo ella reputasse rimanervene traccia, e che una mia parola valesse a distrurli, quella sarebbe a sua disposizione.

Mi creda suo af.

AL CAV. L. C. FABINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Stessa data)

Tutto è finito, ma ci è voluto non poco per sormontare o meglio troncare gli indugi e certa resistenza di cui tu puoi immaginarti le origini. Non vi fu però mai opposizione, e l'andata di Cavour era decisa politicamente da lungo tempo...

Il Re lo ha accolto benissimo, e l'abboccamento fu soddisfacente da una parte e dall'altra, ed io lo so, da una parte e dall'altra...

CASTELLI.

(1) Vol. III, pag. 606ov.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Modena, 23 dicembre 1859)

Caro amico,

Ebbi ieri sera in Parma il tuo telegramma. Sia lodato Iddio. Ma intanto, quale scandalo! Si lascia impunemente insultare e calunniare Cavour in Torino, mentre tutta Italia si confida in lui! Spero bene che non ci sarà più chi voglia imbrancarsi con codesti offensori della coscienza italiana.

Oh! come mi amareggiano questi bordelli!

Ti stringo la mano.

Tuo FARINI.

A L L O S T E S S O.

(Bologna, 25 dicembre 1859)

Caro amico,

. . . La notizia ufficiale della nomina di Cavour come plenipotenziario, che Farini mi fece conoscere, e che si è sparsa come il lampo, ha prodotto un effetto mirabile di contentezza tanto più che con gli indugi si cominciava a dubitare. Io ti confesso che col conte di Cavour a Parigi non ho più timori. Tutto ciò che potrà farci per l'Italia, tutto ciò che potrà ottenersi dal Congresso sarà certo fatto ed ottenuto.

Insomma finiamo l'anno con lieti auspicii, e Dio voglia che l'anno futuro consolidi e compia la grande impresa incominciata.

Tuo aff. amico

M. MINGHETTI.

MDCLXXIV.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 25 dicembre 1859)

Preg. Sig.

Il povero Tosco è caduto in un tale stato di abbattimento, ch'egli ha assoluto bisogno di un aiuto temporaneo per poter tenere al corrente la contabilità di Leri, e della casa. Dopo avere pensato e ripensato, mi sono convinto che non si potrebbe fare scelta migliore di Matteo del Torrone che ha già qualche pratica di contabilità. La sola difficoltà consiste nel surrogarlo al Torrone, ma parmi che lo possa fare il suo fratello con l'aiuto di Vincenzo per due o tre settimane.

Se la S. V. crede questa mia idea praticabile, faccia partire Matteo al più presto possibile.

Tosco promette di fargli da padre e di non lasciarlo cadere in nessuna trappola.

Piacciale rispondermi subito e credermi suo af.

MDCLXXV.

AL CONTE T. DI SANTA ROSA (*Consigliere di Stato*)

Nizza Marittima.

(Torino, 26 dicembre 1859)

Carissimo amico,

Vi ringrazio del gentile vostro foglio del 23 andante. Godo nel sentire migliorarsi la vostra salute; spero trovarvi al mio ritorno da Parigi in condizione da potere, come prima, lavorare assiduamente. Lo desidero per voi e pel paese, giacchè reputo che vi sarà molto a fare per ben organizzare le vecchie e le nuove provincie.

Salutate X. In verità non posso approvare la sua nomina a consigliere della Corte dei conti. Parmi questo ufficio che non si confaccia alle sue attitudini. Ma s'egli ne è contento, me ne rallegro con lui se non col paese.

Addio, conservatemi la preziosa vostra amicizia.

AL SIG. MARCO MINGHETTI

Bologna.

(Firenze, 28 dicembre 1859)

. . . Si dice da alcuni che il Conte di Cavour non abbia fede nell'annessione della Toscana al Piemonte. Se ciò fosse sarebbe un male, giacchè per agire fortemente conviene aver fede nella causa che si sostiene. — Ammesso il principio del non intervento e ammessa la nostra tenacità nel volere una Italia, perchè deve dirsi che l'annessione non è possibile? Se mi toglie una parte di popolo che non ha opinioni, ed una parte del clero, tutto il rimanente in Toscana vuole l'annessione: — la vuole perchè il sentimento nazionale domina tutto, la vuole perchè il Pr^e N^o, il Leuchtemberg, il Pr^e Roberto non ispirano simpatia ad alcuno e non offrono alcuna certezza di stabile reggimento nell'avvenire, la vuole perchè vuole fare l'Italia. — Se Ella vede il C^{te} di Cavour gli dica di aver fede in noi, di averne nella possibilità dell'annessione. Se ci lasciamo sfuggire questa occasione, quando mai ce ne capiterà una seconda?...

EMILIA PERUZZI.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 29 dicembre 1859)

. . . Vedo ogni giorno Cavour. Egli è ora di molto migliore animo. Partirà, come saprai, il 10 od il 12 del mese entrante. Tra Rattazzi e Cavour le cose possono aggiustarsi; essi sono perfettamente d'accordo nel sistema da seguirsi al Congresso...

CASTELLI

(Dalle Memorie del conte O. DE VIEL CASTEL)

(Paris, 29 décembre 1859)

Nieuwerkerke m'affirmait, il y a quelques jours, que l'Empereur avouait la paternité de la fameuse brochure : *Le Pape et le Congrès*.

Je déplorais ce soir au Cercle Impérial en causant avec le général Ornano la publication de cette brochure, et je trouvais ce vieil ami de l'Empereur aussi désolé que je le suis moi-même, du mauvais effet qu'elle a produit.

« C'est un grand malheur, me disait-il, que cette lutte commencée contre le clergé. Troplong et Morny ont été désolés lorsqu'ils ont connu la brochure qui leur semble si malencontreuse.

« Les ministres sont demeurés abasourdis, elle n'avait été communiquée à aucun d'eux ».

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR

Torino.

(Genève, 30 décembre 1859)

Mon cher cousin,

Permettez-moi de vous adresser quelques lignes pour vous féliciter, non pas de ce que vous allez au Congrès, mais de ce que la tournure nouvelle imprimée aux événements vous permet d'y aller.

Vous voyez qu'une grande partie de vos désirs sur l'Italie semble devoir se réaliser ; le reste viendra plus tard. J'ai été tenu assez bien au courant par le Prince Dolgorouckow qui m'a écrit des lettres fort intéressantes pendant son voyage en Italie et qui m'en a écrit une non moins curieuse de Paris, il y a quelques jours, en m'envoyant la fameuse brochure.

Voilà de Haussenville qui va fonder un nouveau journal avec la nuance la plus libérale du parti Orléaniste. Je suis impatient de voir comment ils prendront les affaires d'Italie ; il est impossible qu'ils tirent à la même école que Venillot et Dupanloup. Ce

qui me passe, c'est chez ces gens là l'outrecuidance avec laquelle ils crient au voleur comme si on leur arrachait le bien qu'ils n'ont pas su garder. — Qu'ils essaient de le reprendre tous seuls, et alors on verra ce qu'ils peuvent.

On nous a ôté cet excellent Jocteau (1); je le regrette. Du reste il est très-bien remplacé. Dites à Mr Nigra de venir un peu nous voir cet hiver à Genève; nous le recevrons de notre mieux et nous tâcherons de l'amuser un peu. Ne manquez pas de lui recommander de m'avertir de son arrivée à Genève, s'il y vient.

Si vous avez un instant avant de quitter Turin, soyez assez aimable pour m'écrire quelques mots et me dire l'impression dans laquelle vous partez. Vous pouvez compter que je serai discret et que je garderai pour moi ce que vous m'aurez confié. Nous mettons tous un grand intérêt à la cause que vous défendez; mais, vous le savez, la part que vous y avez entre pour beaucoup dans la sympathie que nous éprouvons pour cette cause. Il est donc juste que, après avoir vu vos anxiétés, nous puissions participer un peu à vos espérances. Je compte donc assez sur votre amitié pour espérer que vous voudrez bien nous y initier un peu, au moins autant qu'il est possible.

Mes bonnes amitiés à votre frère et à votre nièce; vous avez les compliments affectueux de tous les miens.

Votre tout dévoué et bien affectionné

A. DE LA RIVE (2).

A L L O S T E S S O .

(Locate, presso Milano, 31 dicembre 1859)

Carissimo Cavour,

Non vorrei esservi importuno, ma non vorrei neppure che vi dimenticaste intieramente che io esisto, o che mi crediate indifferente a ciò che vi concerne.

(1) La notizia non era esatta.

(2) Vedasi nel vol. III, pag. 167, la risposta del Conte (Lettera DCCXXXVI, erroneamente segnata all'indirizzo del sig. William de La Rive).

Permettetemi dunque di dirvi con quanta gioia io abbia salutato la vostra nomina al Congresso; non solo perchè sono le nostre sorti poste di nuovo nelle vostre mani, ma perchè le considero come già assestate, all'ingrosso almeno, a seconda dei nostri bisogni e desiderii; che se la cosa fosse altrimenti, non avrebbero i nostri arbitri consentito ad avere fra di loro, ed in mezzo al loro consorzio, un avversario pari a voi. E avversario loro sareste se essi fossero o si proponessero di essere avversari nostri. Lode a Dio che andate al Congresso. Per me questa vostra andata fu la cosa più desiderata dacchè si parlò di Congresso, ed appena mi attentavo a crederla possibile. Ora è fatta, e considero la causa di quelle parti d'Italia da voi rappresentate come vinta. A Venezia ci penso poco. Quando noi saremo uniti, ed organizzati nell'unità, ci penseremo, e chi ce la toglierà?

Già vi dissi che lodavo, sebbene la deplorassi, la vostra ritirata dal ministero. Ciò che accadde in questi ultimi tempi, mi ha scosso e mi fa dubitare che le mie lodi fossero date con ragione. Chi fu a voi sostituito ha commesso errori e falli tali e tanti che invero non saranno così presto riparati. Che gli attuali ministri sieno uomini dabbene ed amanti del loro paese, nol nego, ma conviene crederli in tal caso affetti di doppia cataratta, complicata di aneuroidi, di paralisi, di sordità, ecc. Che smania infelice di tutto organizzare mediante i poteri dittatoriali concessi per la guerra! E che organizzazione, che amministrazione barocca ci imposero! Non ho il tempo ora di vestire i miei pensieri di frasi parlamentari, perchè temo di esservi di noia, ma credetemi che non vi è un Lombardo che non la pensi così.

Il malcontento non prende forma per ora, perchè la prudenza e l'amor di patria non lo concedono; ma sebbene non abbia forma nè parola, il malcontento esiste ed è grande. Peccato, peccato che voi non poteste rimanere alla testa di ogni cosa quando il vostro senno, la vostra penetrazione ed argutezza ne erano così necessari! Peccato che fuori di voi, il Piemonte non abbia un uomo capace ed in condizione di supplirvi!

Se Dio vuole, il fatale vostro allontanamento dal governo non durerà più lungamente. Quando le cose d'Italia sieno accomodate in modo al quale possiate dare la vostra sanzione, non vi sarà motivo perchè vi chiudiate nuovamente nella vita privata. Quando

avrete fatta l'Italia, spetterà a voi ed a voi solo il farne uno Stato, una Monarchia costituzionale bene ordinata, libera, civile e felice.

Domani comincia l'anno nuovo. Gradite questi miei augurii che faccio a voi, ed a noi tutti, Italiani uniti. Perdonate se vi parlo troppo arditamente, e credetemi inalterabilmente e rispettosamente

Vostra dev.ma amica

CRISTINA TRIVULZIO DI BELGIOIOSO.

A L L O S T E S S O .

(Paris, 11 rue des Saussayes, 1^{er} janvier 1880)

Bonne année! cher Comte, il m'est impossible de la commencer sans espérer qu'elle me procurera la joie de vous revoir, au milieu de circonstances si graves et qui mettront en lumière ces rares dons qui ont fait de vous l'homme d'État de l'Europe et la personnification d'une cause. — Les détails de Leri apportés par le Prince Pierre D. m'ont été très-précieux, je l'ai accablé de questions, et je vous trouve bien modeste puisque vous savez vous passer d'un jardin: mais vous aviez bien d'autres soucis à enrainer et à faire germer que des plantations. Je n'ai pas vu le successeur du M^{ie} de Villamarina: celui-ci s'est chargé de me rappeler à votre souvenir, quoique cet intermédiaire me semble fort incomplet.

Votre arrivée ici est attendue avec une grande anxiété par tous, avec une sympathie ardente par vos amis. Votre situation en grandissant s'est éclaircie. On commence à reconnaître en vous l'homme d'une grande cause, ayant par les seules forces du dévouement, de la raison et de la patiente persévérance, accompli, en dépit d'obstacles énormes, un résultat d'une portée incalculable. Le point par lequel *le beau monde* vous était si résolument hostile, l'amoidrissement du pouvoir temporel du Pape, a presque cessé d'être mis à votre charge. On reconnaît maintenant que tel était le plan conçu de longue main et la nécessité du règne *actuel*. A ce point de vue, la fameuse Brochure allant au delà de vos actes et de vos démarches, allège votre responsabilité et rendra vos ennemis bien moins alarmés; ils ne sont d'ailleurs plus redoutables.

Les personnes calmes et sérieuses apprécient bien certainement la portée naturelle de votre action, et les hommes intelligents ne vous feront courir d'autre danger que celui de l'engouement; seulement dans la nuance doctrinaire du Duc de Broglie, des St-Aulaire, de Mr Guizot et même de Mr Thiers, vous trouverez une répugnance persévérante pour l'affranchissement de l'Italie, parce qu'elle est l'œuvre d'un de vos amis..... Mais y aurait-il un Congrès? Les gens calmes, bien informés persistent à le croire fort. Cette assemblée du reste se réduira à une conférence de ratification; il est pour cette cause de la dernière importance que vous y veniez. Votre présence est indispensable pour constater que l'affranchissement de l'Italie est chose décidée: vous y personnifierez ce grand résultat et vous pourrez même, en donnant vous même des éclaircissements, ramener biens des esprits qui s'ébranlent, et qui se trouveront plus à l'aise en accédant au fait *accompli*.

A revoir, cher Comte, vous devez m'apporter et me donner votre portrait: je veux le tenir de votre main amie.

Que Dieu vous conduise: dans ce tumultueux endroit, vous avez un *home*, pour y reposer

« I pensier! che dormir non ponno. »

K. DE C. (1)

(1) È questa l'ultima delle poche Lettere della signora de Circourt che sieno venute in nostra mano. Nata nello stesso anno del più illustre de' suoi amici, Camillo Cavour, ella gli sopravvisse di due soli anni; morì nel 1868 in mezzo alle più crude sofferenze. Il SAINT-BEUVE ne scrisse la seguente necrologia nel *Constitutionnel*:

Il nous arrive tous les jours de revenir en idée sur les salons de l'ancienne société française et de les regretter: il n'est que juste de ne pas regretter moins amèrement ceux que nous possédons et que ferment tout à coup des morts inattendues. M^{me} la comtesse de Circourt vient d'être enlevée à la société parisienne et à ses amis de tous les pays. Tous ceux qui l'ont connue et qui ont été admis à participer aux trésors de son cœur et de son intelligence apprécieront l'étendue de cette perte et le vide qu'elle va laisser. M^{me} de Circourt était Russe de naissance: M^{lle} de Klustine, voyageant avec sa mère en Suisse et en Italie, y rencontra vers 1831 l'homme distingué et savant qui la fit Française et qui fut uni avec elle pendant plus de trente ans, par tous les liens qui peuvent associer deux esprits et deux âmes également vouées aux belles études et à tout ce qui est élevé. Le salon de M^{me} de Circourt avait cela de particulier que l'intelligence y donnait comme droit de cité. Aucune prévention, aucun préjugé n'arrêtait cette personne si pieuse d'ailleurs et si ferme dans ses croyances, dès qu'elle sentait qu'elle avait affaire à

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 1° gennaio 1860)

..... Ieri leggevasi nello *Stendardo* la notizia del ritiro di Garibaldi dalla presidenza della *Società Nazionale* — e la sua accettazione di quella dei *Liberi Comizi* convertiti in *Nazione armata* (1). È cosa che dà a pensare..... ed io spero che Rattazzi ci penserà. — Cavour è preoccupato e ne ha ben donde, non ti dico di più (2). — Egli mi diceva ieri che se il Congresso è posto in forse o la convocazione va per le lunghe, pensa di andare a Ginevra, ed ha ragione; qui la sua posizione è troppo delicata...

(2 gennaio).

... Cavour è stato ieri dal Re a pranzo ed a teatro in gran *cerimoniale*.

Come già ti scrissi, egli è deciso a recarsi a Ginevra se il Congresso si riunisce in febbraio. Fa molto bene a levarsi da questi imbrogli cui non oppone sempre quella imperturbabilità che gli conviene...

(3 gennaio)

... Il male grave è l'abuso indegno che si fa del *nome augusto*. — Sta però sicuro che tutto andrà colle gambe in aria. Rattazzi ci pensa ora seriamente, e vede dove vanno quei signori. — Cavour è irritatissimo, ma caprai la sua posizione....

CASTELLI.

un esprit de valeur et à un homme de talent. De quelque bord politique que l'on vint, de quelque dogme philosophique qu'on relevât, on se rencontrait avec amitié et sympathie autour de ce fauteuil où l'enchaînaient depuis des années de cruelles douleurs dissimulées dans une bonne grâce charmante et avec un art de sociabilité inaltérable. Ce n'est pas en peu de mots qu'on peut rendre justice à cette noble et sérieuse personne que tant de cœurs regrettent en ce moment, mais nous n'avons pas voulu laisser passer les premiers instants de sa perte sans exprimer un sentiment de douleur que nous savons si partagé.

SAINT-BEUVE.

(1) Vol. III, pag. corr.

(2) Ivi, Lett. DCCXXVIII (2 gennaio 1860, erroneamente segnata colla data del 16 dicembre 1859).

MDCLXXVI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 3 gennaio 1860)

Caro Farini,

..... Due parole ancora.

Ieri sera il Comitato parlamentare respinse le proposte di Garibaldi (1). Quattro soli furono per l'accettazione, fra i quali Galvagno e Montagnini, cioè due semi-clericali.

Dopo ciò il Comitato nominò Mamiani presidente, Nota vice-presidente, Boggio, Tegas, Bottero, consiglieri. Credo che bisogni ora dare a questi schietto appoggio, epperò vi prego di mandare la vostra adesione al medesimo a Mamiani. Poichè ci fanno guerra aperta, difendiamoci.

Un altro favore. Vi raccomando caldamente le monache della Visitazione di Modena. Saprete forse ch'io sono pronipote di San Francesco di Sales e che a questo titolo m'interesso a quelle sue creature. D'altronde esse si dimostrarono sempre docili verso il governo. Chinarono il capo avanti i decreti di Lanza, e proseguirono ad educare le ragazze ad esse affidate, se non liberalmente, con un sistema scevro di tabelle nobiliare a modo *sacré cœur* (2).

Addio vogliatemi bene. Vostro af.

(1) Vol. III, pag. cccxiv.

(2) FARINI rispose in data del 4: « Figuratevi se voglio far torto al vostro santo parente e protettore ! »

MDCLXXVII.

AL COLONN. CAV. EFISIO CUGIA
Firenze.

(Stessa data)

Caro amico,

Non risposi tosto alla cara tua del 28 spirato dicembre, perchè voleva poterti parlare della missione d'Azeglio, intorno alla quale aspettava riscontro da Boncompagni e da Ricasoli. Il primo mi ha risposto che la cosa era stata gradita e sarebbe quindi attuata. Ora che la massima è accettata conviene che si traduca in atto in modo opportuno. Ora tu sai che Azeglio, quantunque buon diavolo in sostanza, ha mille piccole suscettibilità contro le quali non bisogna urtare. Ti prego perciò di adoperarti presso Boncompagni qui e Ricasoli onde si contenti Azeglio nelle cose secondarie.

Non si sa ancora quando si radunerà il Congresso. Desambrois spera sarà alla fine di questo mese. Partirò al più presto possibile per sottrarmi agl'intrighi che qui si fanno e per uscire dalla condizione in cui mi trovo di non potere biasimare altamente ciò che io reputo al sommo grado biasimevole.

Il ministero essendosi accorto che l'appoggio di Brofferio e comp. gli faceva più male che bene, ha creduto riparare al male col mettere in scena il gen. Garibaldi; lo invitarono a venire a Torino, e lo collocarono a capo dei Liberi Comizii trasformati in *Nazione armata*. Il buon uomo aperse tosto un ufficio elettorale intorno al quale sperò raccogliere l'antica maggioranza. Ma questa rimase salda e ieri sera votò quasi ad unanimità doversi respingere le proposte garibaldesche; è probabile quindi ch'esso lasci Torino quanto prima, confuso e con scemata popolarità.

Parlai di tutto ciò a La Marmora molto risentitamente. Tacque e se ne andò tra l'irato e l'addolorato.

Finora lo spirito pubblico è buono e l'irritazione contro al ministero cresce anzichè scemare. Ti prego dirmi cosa faccia il mio nipote a Firenze.

Scrivimi frequente e non averti a male se sempre non ti rispondo.

Addio, vogliami bene. Tuo af. amico.

MDCLXXVIII.

AL CAV. EMANUELE MARLIANI

Bologna.

(Torino, gennaio 1860)

Caro Marliani,

Hudson mi disse che eravate sul punto di partire per Londra; me ne rallegro sia pel piacere di vedervi, sia perchè penso che ci gioverete assai mantenendo ed accrescendo il buon volere per l'Italia nei nostri amici.

Vi esorto a partire il più presto possibile onde giungete al vostro destino prima che Lord Woodhouse (1) lasci Londra.

Non entro in ragionamenti politici, sperando di presto qui vedervi e di avere campo di discutere di viva voce il da farsi per dare al moto italiano una soluzione degna della mirabile condotta dei popoli dell'Emilia e della Toscana.

Salutate Minghetti, ch'io spero avere a compagno e collaboratore a Parigi, quantunque pel bene della cosa egli debba rimanere *distinto* dalla missione sarda.

Addio. Vostro af.

(1) Era stato indicato come 2° plenipotenziario inglese al Congresso.

AL CAV. M. MINGHETTI (Presidente dell'Assemblea Romagna)

Bologna.

(Modena, 3 gennaio 1860)

Caro amico,

Compi pure l'opera tua. Ma appena il potrai, farai a me cosa grata e vantaggiosa a tutti se andrai a Torino. Non temo disastri; ma so che le cose di là non sono così facili come l'ottimo ed ottimista Castelli scrive a me ed a te. Un pericolo c'è. Ne parleremo. Andando a Torino potrai avere notizie più particolarizzate di quelle che abbiamo sulle difficoltà che indugiano il Congresso. Per quel ch'io so, le difficoltà non sono leggiere, e l'indugio potrebbe essere lungo.

... Addio in fretta.

Tuo FARINI.

MDCLXXIX.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, gennaio 1860)

Preg. Signore,

Non gli scrissi sperando di qui vederla. Tuttavia, stante l'indugio sofferto dal Congresso, trovo ch'ella fa bene ad indugiare il suo arrivo.

Sono soddisfatto della vendita del riso e dell'avena: al prezzo attuale di 5,50 cred' anch'io che si possa continuare a vendere, senza però vuotare i magazzini.

Il povero Tosco va male. È realmente ammalato, ma il suo stato è molto aggravato dalla condizione deplorabile della sua mente. Pare in certe ore del tutto matto; altre volte si rimette e ragiona discretamente.

Matteo si mette bene. La sera lo mando alle scuole tecniche ove s'insegna l'aritmetica e gli elementi di geometria.

Sarà bene che il suo figlio venga di quando in quando per sorvegliare l'andamento della contabilità.

Mi creda con affettuosi sensi suo dev.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 4 gennaio 1860)

. . . Garibaldi come vedrai dai giornali ha dato la sua dimissione ed è partito questa mattina per Milano (1). Ci volle non poco a deciderlo; nè Rattazzi nè altri ministri avevano potuto smuoverlo; finalmente ha ceduto al Re, e vi ebbe principale opera la diplomazia.

Rattazzi è stato trascinato anche lui, ma ha aperto gli occhi in tempo, ed ora dice che è pronto ad agire energicamente nel senso della politica di annessione ove il Congresso non abbia luogo, e conosce che in tal caso Cavour diventa indispensabile. Questo ultimo è un poco irritato; vi hanno dei *soffioni*, ma io non dubito che, venuto il momento, Rattazzi e Cavour si uniranno nella causa suprema della Italia e del Re

(6 gennaio)

. . . Dura tuttavia l'impressione dolorosa prodotta dagli scandali passati, e si aggiunge l'articolo dello *Stendardo* d'ieri contro Dabormida (2)

. . . Cavour parlò pure di ritornare a Leri, se va in lungo la decisione del Congresso. Qui egli non si trova bene. Vi ha chi soffia in un senso e chi soffia in un altro; tutto quello che si dice anche in momenti di irritazione, si sa, ed i pettegolezzi s'ingrandiscono e diventano semi-pericolosi.

(1) Vol. III, pag. cccv.

(2) Ivi, pag. cccvi.

. . . Rattazzi crede che se si rompono gli accordi pel Congresso, bisogna che Cavour vada con missione straordinaria, o come si potrà, a Parigi.

I colonnelli Medici e Bixio, a Genova, hanno fatto scrivere a Cavour da Vigliani, che deploravano gli intrighi e vedevano sempre in lui l'uomo che ha tanto fatto per l'Italia, e che tanto può ancora fare

(8 gennaio)

. . . Ho letto questa mattina da Cavour una lettera di Villamarina che considera il Congresso come finito.

Non sono vere le voci di ritiro di La Marmora e di Dabormida.

Cavour parte mercoledì per Leri, non vuol più stare qui, vuole assolutamente andare a Leri

CASTELLI.

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Modena, 8 gennaio 1860)

Caro amico,

Mi spiace di dirti, che ho certezza che quando certuni ti parlano ancora di certe possibili conciliazioni, vogliono ingannarti. Tutte le ultime brutte scene non accaddero per motu proprio brofferiano o garibaldino. Gli emissari ch'erano stati mandati in giro mettevano innanzi il nome di un ministro (1). Io non voglio ripescare nel torbido stagno; ma voglio pregarti a stare in sull'avviso. Noi non dobbiamo fare opposizione al ministero, ma non dobbiamo pigliarci responsabilità di sue opere, e nemmeno affannarci per riescire ad accordi, divenuti impossibili. Credimi, egregio mio amico. La forza morale l'abbiamo noi. La Lombardia e l'Italia centrale non si lasciano invischiare in certe panie vecchie. Prudenza e longanimità, ma, a noi, cogli amici ben provati. Vogliamo libera l'Italia e darne la Corona al Re nostro

(1) Vol. III, pag. CCCIV, in nota (Lettera G. LA FARINA, 1° gennaio 1860).

Non adunandosi il Congresso, il Conte farà bene se andrà in campagna, e farete voi altri benissimo, se lo lascerete tranquillo per un poco sotto la sua tenda. Egli è troppo alto locato perchè non possa e non debba onorare di sdegno certi suoi nemici; e perchè gli amici non debbano nè mescolare il suo nome in pettegolezzi triviali, nè anche in transazioni bugiarde. La è roba rifritta; buttala ai gatti. La fase della politica interna incominciata a Villafranca deve finire contemporaneamente alla fase correlativa della politica internazionale, e deve finire tutta intera col suo programma, e co' suoi uomini. Questa è la mia opinione che ti dico franco. E secondo questa opinione mi governerò ora ed in seguito.

Finiamola: radunino il Parlamento; l'Italia centrale non vorrà troppo a lungo fare da trastullo al governo sardo

Ciao, scrivimi.

Tuo FARINI.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 9 gennaio 1860)

Ieri sera sono stato dal Re; egli è triste e non troppo bene in salute e ne accusava la bile ed i dispiaceri

. . . In tutte queste cose (*accenna ai dissidii fra Cavouriani e Rattazziani*), io ho sempre cercato di non inasprire, ma non ho potuto nascondere ad una parte ed all'altra che pur troppo l'amaro trabocca, e non vedo più via ad una conciliazione.

. . . Io non consiglio Cavour a rimanere. L'ho anzi eccitato a recarsi sino a Nizza, e vorrei pure che non fosse avvicinato da certuni che lo stimolano e lo fanno andare fuori dei gangheri . . .

. . . Sta tranquillo che Cavour sarà all'altezza della sua posizione, e perciò deve tenersi in disparte, e lontano il più che può; Leri è troppo vicino

(14 gennaio)

Cavour è tornato ieri sera da Leri. Mi avvisò con un dispaccio

del suo arrivo. Saprai forse già da Marliani di che cosa si tratti (1).

Cavour ha creduto di doversi recare qui, benchè non chiamato, per mettersi a disposizione del Re. Egli è animato dai migliori sentimenti e dice che per l'Italia è pronto a tutto.

. . . Cavour non desidera altra condizione alla sua andata a Parigi, prima, e poi a Londra, che la convocazione del Parlamento nel più breve termine possibile, cioè prima del finire di marzo e lo scioglimento della Camera (2). Credo che andranno d'accordo, tanto più che il ministero non ha mai avuto intenzione di ritardare le elezioni; e quando Cavour doveva andare al Congresso, Rattazzi lo aveva lasciato giudice del giorno in cui si dovevano aprire le Camere e convocare i Collegi. Alle quattro debbono vedersi e se, come spero, tutto sarà inteso, ti telegraferò

Marliani intanto ha sospeso sino a dopo domani la sua partenza per Londra

(15 gennaio)

Da quanto ho sentito da Cavour questa mattina, pare ch'egli partirà per Parigi e Londra sul finire della settimana... Le sue proposte pare saranno accettate. Ieri egli ebbe un abboccamento con La Marmora, Rattazzi e Dabormida. Vi furono vive spiegazioni, ma che porteranno ad una tregua di cui il paese ha bisogno. Cavour parmi contento di andare in missione ed è di buon umore

CASTELLI.

AL MARCHESE E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Turin, 16 janvier 1860)

. . . Nous sommes très-joyeux et très-glorieux qu'on ait demandé papa Camille à Londres, d'abord parcequ'il peut être plus utile que qui ce soit là bas. Ensuite parceque cela persuadera toujours mieux ici la nécessité de lui donner la direction des af-

(1) Lett. DCCXXXIX, 15 gennaio 1860, al signor A. de La Rive. Vol. III, pag. 181.

(2) Vol. III, pag. 173, Lett. DCCXL, al colonnello E. Cugia.

fares. À la vérité le nombre de ses adversaires est sensiblement diminué depuis que l'on a fait l'essai de s'en passer, qui nous réussit si mal. Mais l'opposition est puissante. Avec la réunion du Parlement ces obstacles cesseront devant l'autorité des Chambres. Mais on les retarde le plus qu'on peut et tout le monde est effrayé de la quantité de sottises qui se peuvent consommer d'ici là, du train où l'on y va. Le ministère est d'une impopularité fabuleuse. Au total on ne les croit pas à la hauteur timides, et on ne voit que Camille capable de nous tirer du bourbier . . .

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

MDCLXXX.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 18 gennaio 1860)

Carissimo amico,

Poche ore erano trascorse dopo ch'io avevo consegnato alla posta l'ultima mia (1) (che) scoppì la crisi che mi ha ricondotto al ministero.

Non ne conosco ancora i particolari. Credo però che le cose siano andate nel modo seguente. Dabormida e La Marmora visto che Rattazzi non voleva accettare la mia proposta conciliativa rispetto alla convocazione delle Camere, capirono che ne doveva seguire una tale irritazione nel pubblico da renderli il governare impossibile; diedero quindi le loro dimissioni e trascinarono con loro gli altri colleghi (2).

Il Re, dopo brevissima esitazione, mi mandò a chiamare e mi incaricò di formare un nuovo ministero, manifestando il desiderio che il portafoglio della Guerra venisse affi-

(1) Non abbiamo conoscenza di questa Lettera.

(2) Vol. III, pag. 180, Lett. DCCXLVIII; ivi, Lettera Dabormida a Desambrois, pag. CCCXXVI.

dato a Fanti. Vi assentii di gran cuore pensando che, mercè questa nomina, si potrebbe in certo modo compiere immediatamente l'annessione militare, solo che voi consentiate a conservargli il comando supremo delle truppe dell'Emilia. Spero che non scorgerete ostacoli a questa idea, che darebbe al nuovo ministero un carattere fortemente *annessatore*.

Gli altri membri del ministero che ho in mente sarebbero:

Cassinis — Grazia e Giustizia — ha accettato;

Mamiani — Istruzione Pubblica — non ne ho ancora parlato al Re;

Jacini — Finanze;

Ellena — Lavori Pubblici.

Assumerei la reggenza degli Interni, sia per poter dirigere le elezioni, sia per rendere men difficile il rimpasto ministeriale, seguita l'annessione.

Troverete, al pari di me, che la formazione del nuovo ministero è sotto molti rispetti prematura; dal lato delle mie personali convenienze ciò è indubitato; ma da un altro lato il prolungarsi dell'attuale stato di cose poteva riescire pericolosissimo, all'interno a cagione del malumore crescente della Lombardia; all'estero pel discredito in cui era caduto il ministero.

Duolmi assai il separarmi di cattiva grazia da La Marmora. Con chè abbia commesso in questi ultimi tempi non pochi errori, non si possono dimenticare gli immensi servizi ch'esso ha reso al paese. Mi rimprovero ora di essermi dimostrato con lui troppo irritato.

Non so ancora se andrò a Parigi ed a Londra. Quello che io potevo fare come semplice oratore diplomatico, riescirebbe forse meno opportuno come primo ministro.

Ho trattenuto Marliani. Se Pepoli non fosse ancora partito, sarebbe bene che egli passasse per Torino. Addio, vostro amico.

P. S. Il primo atto del nuovo ministero sarà lo scio-

glimento dell'antica Camera; e la convocazione di una nuova accelerando per quanto sarà possibile la formazione delle liste elettorali, ritenuta per base la nuova legge comunale.

Al punto in cui saranno le cose quando il predetto decreto di scioglimento sarà pubblicato, non sarebbe più possibile valersi delle attuali amministrazioni per formare le liste; la massima parte delle nuove dovendo già essere elette. D'altronde il guadagno da questo espediente sperabile, sarebbe al più di quindici giorni.

Suppongo che dal canto vostro emanerete decreto analogo al nostro, onde poter procedere contemporaneamente alle elezioni qui e da voi.

Credete che Ricasoli sia disposto a seguire in ciò le vostre pedate?

ALLO STESSO.

(Torino, 19 gennaio 1860)

Il ministero è quasi composto. Non vi ha più che Jacini il quale esita a sobbarcarsi alle Finanze.

Cavour fu questa mattina dal Re. Egli è ora di una calma perfetta e vuole che non vi sia reazione di persone; predica la conciliazione, ed è gran bene. Tutti riconoscevano la necessità dell'uomo; ma il sentimento della conciliazione è pure generale . . .

. . . Rattazzi conta di partire per Nizza. Ho avuto con lui un lungo colloquio, e sono certo che si mostrerà quale lo desiderano tutti, ed i veri suoi amici

CASTELLI.

MDCLXXXI.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 20 gennaio 1860)

Carissimo amico,

Le negoziazioni intricate a cui dà luogo la formazione del ministero, mi hanno impedito di scrivervi ieri. Ma Fanti avendomi promesso di farlo, non sarete rimasto senza notizie.

Il gabinetto non è composto, non per difetto di ministri, ma per non aver trovato ancora chi ardisca assumere il portafoglio delle Finanze. Volevo un Lombardo, ma i Lombardi assai disposti ad incaricarsi dei portafogli minori, rifuggono dall'idea di far pagare i loro concittadini. Lo stesso si è del genovese Ellena. Potrei ricorrere a Lanza, ma parmi che la sua eccessiva ruvidezza lo renda poco atto a trattare coi Lombardi.

Se foste qui o se poteste venirci, vi offrirei l'Interno e prenderei io le Finanze. Ma l'ora della fusione amministrativa e politica non è ancora battuta.

Il Re è ammalato non gravemente però. Sono i soliti suoi dolori artritici. Riberi gli ha cavato sangue e fatto trangugiare molto aconito. Parmi in buone disposizioni.

Cialdini è arrivato ieri sera. Verrà da me alle otto. Vi dirò prima di chiudere questa lettera cosa avremo concertato con Fanti e con lui (1).

(1) Cavour desiderava che, mentre Fanti per ragioni politiche avrebbe conservato *di nome* il comando supremo dell'esercito della Lega, questo fosse tenuto *di fatto* da Cialdini. Però non riuscì al Conte d'indurre il Cialdini ad accettare una posizione nella quale, come il Generale stesso dichiarò schiettamente, era inevitabile un conflitto in meno di quindici giorni. Del rimanente anche il generale Fanti approvò il rifiuto del Cialdini.

Ditemi francamente ciò che pensate della nomina di Mamiani. Facendola mi sono preoccupato più del colorito che del disegno. Mamiani però parmi professare idee larghe in materia d'insegnamento. Applicandole risolutamente non lo si potrà sospettare di voler favorire i preti.

P. S. Fanti ha aggiustato le cose in modo da potere recarsi spesso a Bologna e continua a dirigere l'esercito come se fosse presente.

AL MARCHESE E. D'AZEGLIO (Ministre di Sardegna)

Londra.

(Turin, 21 janvier 1860)

Je viens de recevoir ta lettre et je suis charmée d'y voir l'effet produit par notre crise ministérielle.

Ici elle nous a valu de respirer plus librement car les ministres tombés pouvaient être de très-braves gens, mais ils étaient au dessous de leur tâche et n'inspiraient point confiance.

Possible qu'en de certains moments la prudence soit plus utile que l'énergie, possible aussi que nous ayons passé par ces moments. Mais à la longue cela devient énervant et, dans les circonstances actuelles, on vivait dans une sorte de frémissement convulsif qui épuisait les forces morales en pure perte.

Maintenant on est bien dans une attente fiévreuse, car on sent que les événements vont marcher vers une solution. Mais on sent aussi qu'une main vigoureuse est au timon et qu'un œil expérimenté étudie l'horizon qu'il a l'habitude d'explorer avec bonheur.

Nous n'avons point fait de démonstrations en cette occasion : on est blasé en ce genre : mais il y a une sincère et universelle satisfaction dans toutes les classes de la population...

CONSTANCE (D'AZEGLIO).

ALL'ON. CAV. M. A. CASTELLI (Deputato al Parlamento)

Torino.

(Modena, 22 gennaio 1860)

Caro amico,

. . . Non puoi credere quanto siansi in tutta l'Emilia rialzati gli spiriti pel ritorno di Cavour al potere. Tieni per fermo che siamo e saremo *padroni* del moto nazionale continuando a dimostrarci coraggiosi e risoluti difensori del diritto dei popoli.

Oramai nessuno può impedire l'annessione. Facciamo adunque questo passo nelle vie regolari, e dopo vedremo. Con dugento mila uomini in armi si conducono bene le pratiche diplomatiche. Ma bisogna averli questi 200 mila uomini e presto. L'Italia centrale può in due mesi avere fra i 50 ed i 60 mila. Il resto deve metterli insieme (*coûte qui coûte*) l'Italia settentrionale. Io batto sempre lì; perchè questo è il *porro necessarium* in questo momento.

. . . Ti saluto ed abbraccio.

Tuo FARINI.

A L L O S T E S S O .

(Parigi 23 gennaio 1860)

. . . La nomina di Cavour ha incontrato l'approvazione di tutti; non parlo dell'Imperatore, che già da più di quindici giorni desiderava che questo evento si compiesse, e come ti ho scritto nell'ultima mia, ho luogo a credere che egli sia per qualche cosa, in certi consigli indiretti mandati al Re (1); quello che è sicuro è che il malcontento di Milano verso Rattazzi aveva fatto un certo senso nell'animo dell'Imperatore che ne domandò indirette spiegazioni.

(1) Da altra lettera del VIMERCATI al Castelli, in data 20 febbraio 1861: " . . . Ti prego dire a Cavour a mio nome che, quando egli era a Leri, quei signori... non osavano neppure nominare il suo nome e che io ho arrischiato la mia posizione presso il Re, facendo domandare dall'Imperatore che fosse mandato al Congresso di Parigi. "

Qui si cammina divinamente e l'ostinazione della Corte di Roma è proprio provvidenziale: a questo proposito debbo dirti che l'Imperatore, tre giorni or sono, ha fatto chiamare il Nunzio, ed il Principe Metternich e dopo una lunga conversazione *ha finito di perdere pazienza, per l'ostinazione di Sacconi*, ed in presenza dell'ambasciatore d'Austria, l'Imperatore ha dette queste parole: « Ebbene la Corte di Roma vuole essere ingrata, dopo tutto quanto ho fatto per lei, si vedrà chi di noi avrà ragione, o chi di noi sarà più forte!! Ora che tutti i consigli sono rigettati ciascuno agirà coi proprii mezzi!!! » Metternich e Sacconi sono usciti ambedue rossi e confusi, non sapendo più cosa si facessero. Garantisco l'autenticità di questo fatto, che vi può dare la giusta misura della posizione. — Il clero ed i clericali lavorano sotto mano, ma il ministero agisce con forza ed è al corrente di tutte le mene, le quali non trovano, nè troveranno certamente eco nelle masse. Thouvenel è da due giorni a Parigi; oggi andrà ad occupare il suo posto.

. . . Da tutti si attende con grande ansietà l'impulso verso l'annessione, che sarà dato dal nuovo ministero, ed in generale quello che veramente si desidera in Francia è che si abbia ad uscire *il più presto* da questo stato d'incertezza. Il Re mi ha scritta una lunga lettera molto calma, e dalla quale si poteva facilmente prevedere la caduta di Rattazzi e l'avvenimento di Cavour al potere. Gli ho risposto lungamente, poichè Egli tiene ad aver notizie di qui ed io cerco d'appagare questo suo desiderio

O. VIMERCATI.

MDCLXXXII.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 25 janvier 1860)

Monseigneur,

Rappelé par la bonté du Roi à la direction des affaires de mon pays, je sens le besoin d'invoquer comme par le passé la bienveillance et l'appui de V. A. I. Ses sentiments

pour l'Italie sont toujours les mêmes, je le sais, c'est ce qui me fait espérer que ceux dont Elle m'a si longtems honoré, ne sont pas altérés. L'Italie a plus que jamais besoin de l'appui de la France; près du but de bien des efforts, elle ne saurait l'atteindre si l'Empereur en la prenant par la main ne l'aidait à surmonter les obstacles qui l'en séparent encore.

Depuis ma dernière entrevue avec V. A. que de grands événements! Combien les germes contenus dans le traité de Villafranca se sont développés d'une manière merveilleuse! La campagne politique et diplomatique qui l'a suivi a été aussi glorieuse pour l'Empereur, plus avantageuse pour l'Italie, que la campagne militaire qui l'a précédé. La conduite de l'Empereur envers Rome, sa réponse à l'archevêque de Bordeaux, son immortelle brochure, la lettre au Pape sont à mes yeux des titres à la reconnaissance des Italiens plus grands que les victoires de Magenta et de Solferino elles mêmes. Que de fois, en relisant dans ma solitude ces pièces historiques, je me suis écrié: bénie soit la paix de Villefranche; sans elle, la question Romaine, de toutes la plus importante non seulement pour l'Italie, mais pour la France et l'Europe, n'aurait pu recevoir une solution complète, sanctionnée sans réserve par l'opinion publique. En portant un coup mortel, non à la religion mais aux principes ultramontains qui la dénaturent, l'Empereur a rendu à la société moderne le plus grand service qu'il fût possible de lui rendre. Il a acquis par là le droit d'être rangé parmi les plus grands bienfaiteurs de l'humanité.

V. A. I. qui a été témoin des douleurs que la cause de l'Italie m'a fait éprouver, me pardonnera si je lui exprime avec chaleur les sentiments bien différents que j'ai éprouvés depuis lors. J'aurais désiré le faire de vive voix. Je l'avais espéré, mais craignant maintenant que la course que j'avais l'intention de faire à Paris ne puisse se réaliser, je n'ai

pu résister au désir de les lui témoigner par écrit.

Je prie V. A. I. de vouloir bien agréer l'hommage de mon profond respect et entier dévouement.

MDCLXXXIII.

AL CAV. EMANUELE MARLIANI

Londra.

(Torino, 30 gennaio 1860)

Caro signor Marliani,

La ringrazio della lettera ch'ella mi scrisse da Parigi per narrarmi le buone accoglienze che le fece Lord Cowley. Sir James Hudson mi ha pure comunicato il biglietto ch'ella gli scrisse, e quest'oggi mi pervenne inoltre la lettera di Lord Cowley ch'ella mi spedì prima di partire da Parigi.

Sono lieto di vedere che la sua missione cominci con sì felici auspicii, e ne traggo le migliori speranze per la causa che ci sta tanto a cuore. Non dubito che Lord Clarendon e Lord Russell saranno indotti dalle sue parole a favorire vieppiù la causa italiana.

Il marchese D'Azeglio le avrà comunicato il telegramma con cui gli annunziai che rinuncio per ora al viaggio di Parigi. L'Imperatore vuole che si faccia, non che lo si imbarazzi con inutili interpellanze. Giova quindi affrettare la convocazione del Parlamento, e colle elezioni contemporanee dell'Emilia e della Toscana, l'annessione sarà ben-tosto un fatto compiuto.

Spero di sentir presto da lei l'esito de' suoi colloquii coi ministri inglesi ed intanto la prego di gradire, signor Cavaliere, i sensi della mia ben distinta considerazione.

MDCLXXXIV.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)
Modena.

(Torino, 1° febbraio 1860)

Carissimo amico,

L'annessione può dirsi sancita in principio. L'Inghilterra e la Francia sono finalmente concordi su di ciò. Anche sul modo di esecuzione non vi esiste più che poca differenza fra esse. Vuolsi un nuovo voto, da una nuova assemblea; non si parla più del suffragio universale, ed ho qualche speranza che la nuova assemblea abbia a comporsi dei deputati eletti colla nostra legge.

Vi comunicherò oggi o domani in via ufficiale ma riservatissima le proposte inglesi, con le osservazioni della Francia (1).

Il linguaggio dell'Imperatore non potrebbe essere più benevolo. Ci consiglia di non far nascere complicazioni durante queste ultime negoziazioni. Bisogna aderire a questo consiglio. Tuttavia non impedito le diserzioni, giacchè sarebbe a desiderarsi che non vi rimanessero che Tedeschi attorno alla bandiera Papalina.

Se non v'è *péril dans la demeure* vi consiglio a soprassedere dall'adottare misure di rigore contro i sanfedisti. Esse sarebbero travisate ed indicate come mezzo d'influire le elezioni.

Fanti è guarito e si b..... dei Papalini e Napoletani. Dio volesse che aggredissero.

Addio. Vostro amico.

(P.S.) Per ora non parlate delle proposte inglesi, se non ne ricevete avviso da Marliani.

(1) Lett. DCCLVI, vol. III, p. 192.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente del Consiglio)
Torino.

(Modena, 3 febbraio 1860)

. . . Pepoli mi scrive (da Parigi) non volersi l'annessione Toscana, sì bene approvarsi per la Toscana la candidatura del Principe Eugenio o del Duchino di Genova.

Un'altra cosa di maggiore momento imparo da Parigi; e non è il solo Pepoli che me ne scrive. L'Imperatore *vuole* (così mi dicono) la Savoia e Nizza. Credo che ciò sia vero, perchè mi rendo piena ragione delle ragioni e dinastiche e politiche che debbono fermarlo in quella volontà.

. . . La questione è francese e napoleonica nel tempo stesso e quindi merita grave considerazione.

Sono capace di tutta la *delicatezza* di questa questione per la nostra Dinastia e pel Piemonte e per le relazioni coll'Inghilterra...

FARINI.

MDCLXXXV.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE
Parigi.

(Turin, 4 février 1860)

Monseigneur,

Je remercie V. A. I. de la lettre qu'Elle m'a envoyée par Farini. J'y ai retrouvé avec bonheur la preuve que les événements de l'année dernière n'avaient pas altéré l'extrême bienveillance dont V. A. m'honore depuis longtemps, ni affaibli sa noble et généreuse sympathie pour l'Italie.

Je suis convaincu autant que V. A. de la nécessité d'un accord parfait entre la France et la Sardaigne. Aussi ap-

pelé inopinément à former un ministère au moment où je me préparais à partir pour Paris, j'ai persisté dans mes projets de voyage malgré les conséquences fâcheuses pour la politique intérieure que mon absence pouvait avoir. Un avis venant de la source la plus élevée et se fondant sur des motifs dont il était impossible de méconnaître la gravité m'a fait renoncer à mes idées de voyage (1). J'ai cherché immédiatement un autre moyen de communication intime. Non que je n'aie dans la loyauté et la capacité de Mr Desambrois la plus entière confiance, mais parce que sa nature taciturne et excessivement réservée le rend peu propre aux négociations qui doivent avoir lieu à Paris. D'après ce que Mr de Talleyrand me dit au nom de Mr de Thouvenel, je jugeai que l'envoi à Paris de Mr Nigra pourrait avoir des inconvénients. Je pensai alors au Comte Arèse. Ce choix ayant été agréé, je le priai de se rendre sur le champ à son poste. Il serait déjà parti si une légère maladie ne l'eût retenu et ne le retint aujourd'hui encore dans son lit. Il espère toutefois pouvoir se mettre en route demain ou après demain au plus tard. Je prendrai la liberté de remettre au Comte Arèse une lettre pour V. A. Mais je la prie dès à présent de vouloir bien l'accueillir avec la bonté qu'Elle témoigne à tous ceux qui viennent auprès d'Elle plaider la cause de l'Italie.

J'ose affirmer à V. A. qu'elle porte à mon égard un jugement trop sévère par rapport à la question de la Savoie et de Nice. Les explications que le Comte Arèse lui donnera la convaincront je pense de ma parfaite loyauté.

Cette question n'avait jamais été traitée d'une manière sérieuse avec mes prédécesseurs, du moins ils le prétendent. Il en est résulté qu'à mon arrivée au pouvoir je l'ai

(1) Vol. IV, pag. VIII, Lettera Thouvenel a Desambrois, 28 gennaio 1860 (nota).

trouvée un peu compromise. Il n'eût été ni prudent, ni habile de modifier brusquement ce qui avait été fait avant moi. D'ailleurs une grande réserve me paraissait conforme aux instructions de Mr de Talleyrand. Maintenant que le terrain est préparé, je suis prêt à agir d'une manière ouverte et décidée. Arèse a pour mission de concerter la marche à suivre à cet égard.

J'oubliai d'observer à V. A. que la mission d'Arèse rend impossible l'envoi de Nigra. Si celui-ci partait aujourd'hui, Arèse certes ne se mettrait pas en route demain.

Je prie V. A. de vouloir bien agréer l'hommage de mon profond et respectueux dévouement.

MDCLXXXVI.

AL CAV. EMANUELE MARLIANI

Londra.

(Turin, 9 février 1860)

Mon cher Chevalier,

Je m'empresse de vous remercier des renseignements que vous avez eu l'obligeance de m'envoyer sur la position du ministère actuel vis-à-vis du Parlement. Ce serait pour nous un grand malheur que Lord Palmerston et Lord John fussent obligés de se retirer devant un vote défavorable à la sage et généreuse politique qu'ils suivent vis-à-vis de la France et de l'Italie. J'espère toutefois, comme vous le dites, que ce malheur n'arrivera pas et que les Tories ne pousseront pas l'esprit de parti jusqu'au point de se mettre en hostilité ouverte avec la France.

Comme vous le savez sans doute, l'Italie a accueilli avec la plus vive reconnaissance les propositions faites par Lord Cowley à l'Empereur.

Le baron Ricasoli, qui s'était opposé d'abord à ce que par un nouveau vote on mît en question la légalité et la spontanéité des votations précédentes, semble maintenant prêt à admettre qu'on ne peut décemment refuser à la France et à l'Angleterre ce témoignage de déférence. Je lui ai envoyé Mr Massari avec une longue lettre, dans laquelle j'ai combattu une à une toutes ses objections.

J'ai chargé le chevalier Nigra, dont vous connaissez l'intelligence et le zèle, de l'*interim* de la Légation à Paris.

Agréez, mon cher Chevalier, avec mes remerciements empressés, les nouvelles assurances de ma considération la plus distinguée.

MDCLXXXVII.

A L L O S T E S S O.

(Milan, 17 février 1860)

Mon cher Chevalier,

J'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'écrire le 13 février et je me suis empressé d'expédier celle pour Farini. J'avais déjà eu de Paris connaissance des nouvelles auxquelles faisait allusion la correspondance de C. : mais je suis heureux de vous dire que dans ces derniers jours la situation s'est de beaucoup améliorée. L'envoi de Nigra et d'Arèse a produit un excellent effet : ils ont dissipé bien des malentendus, et, à moins que les Tories ne reviennent au pouvoir, j'ai lieu d'espérer que nous réussirons.

L'accueil enthousiaste que le Roi a reçu à Milan est vraiment fait pour donner les meilleures espérances sur l'avenir de l'Italie. Mercredi, à son entrée dans la ville, toute la population encombrait le Corso, ivre de joie et de reconnaissance : le soir, à la Scala, une triple salve de

vivats accueillirent S. M. à son arrivée: enfin les Milanais dépassent dans leur bruyantes manifestations les habitants de Turin, dont on connaît le dévouement séculaire à la Dynastie de la Maison de Savoie. Après avoir vu cet enthousiasme si sincère, il ne me reste aucun doute sur le résultat des élections, et je désire vivement de pouvoir les fixer pour la première moitié du mois prochain. Cependant, j'ai besoin avant de publier le décret de convocation des collèges électoraux, de connaître le résultat des négociations actuelles sur le mode de votation qu'on doit choisir pour l'Italie Centrale; et je serais fort reconnaissant à Lord John s'il pouvait, par votre entremise ou par celle d'Azeglio, me tenir toujours au courant de la situation.

Je ne cesse de recommander aux émigrés Vénitiens et à ceux de l'Ombrie et des Marches d'éviter tout incident qui pourrait déranger les négociations actuelles. Veuillez rassurer Lord Palmerston à ce sujet, et lui dire qu'à moins d'un coup de tête du Duc de Modène et du Roi de Naples, rien n'empêchera de notre côté que les sages propositions de Lord Cowley ne soient accueillies.

Agréez, mon cher Chevalier, avec mes remerciements pour votre zèle et votre dévouement, l'assurance de mes sentiments distingués.

MDCLXXXVIII.

A L L O S T E S S O.

(Milan, 25 février 1880)

Mon cher Chevalier,

J'ai reçu votre billet du 21, et je donnerai moi même à Farini que je dois voir demain à Crémone la lettre que vous m'avez expédiée pour lui. Je compte me concerter avec

Farini sur le moyen de sortir des tergiversations que vous déplorez avec beaucoup de raison mais qui ne doivent nullement nous décourager. Je ne crois pas me tromper en vous disant que des meilleurs symptômes commencent à paraître à l'horizon. En effet je reçois à l'instant la nouvelle que la motion Ducane (1) a été repoussée par une majorité de 117 voix, ce qui doit nous rassurer complètement sur l'existence du cabinet anglais. Il est vrai qu'à Paris on n'est pas encore tout à fait *pour* nous, mais on n'est pas non plus décidément *contre* nous, et je ne désespère pas que l'impossibilité de toute autre solution que celle que nous désirons, finisse par nous faire obtenir un consentement tacite, si non explicite à l'annexion.

Je regrette que D'Azeglio soit obligé à partir de Londres dans un moment aussi important. J'espère que le Comte Corti pourra me tenir parfaitement au courant de la situation. D'ailleurs je compte aussi sur votre dévouement pour servir, au besoin, d'intermédiaire entre Lord John et moi.

Je pars de Milan cette nuit à trois heures. Je suis enchanté de l'accueil des Milanais. Une pastorale imprudente du Vicaire Général a provoqué de la part du clergé tout entier une adresse patriotique au Roi, qui fera un excellent effet dans toute l'Europe. J'en transmets copie à toutes les Légations de S. M.

Je serai lundi à Turin. Farini ou moi vous ferons connaître ce que nous aurons décidé de faire.

Agréez, mon cher Chevalier, l'assurance de ma sincère amitié.

(1) Vol. IV, pag. XLIV, nota 1.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 3 marzo 1860)

. . . Ho lasciato pur ora Cavour sfinito dalla fatica per le sue Note (1), ma allegro come un pesce. — Avanti a qualsiasi costo: ecco la sua incrollabile opinione. — MI ha fatto leggere un dispaccio in cui si dice che Gortschakoff, invitato dalla Francia ad unirsi a lei per consigliare il Piemonte a non annettersi la Toscana, rispose che intendeva starsene in disparte e rifiutava ogni concorso. — Cavour crede ciò bene...

CASTELLI

MDCLXXXIX.

AL CAV. EMANUELE MABLIANI

Londra.

(Torino, 4 marzo 1860)

Mon cher Chevalier,

Je m'empresse de vous remercier de la lettre que vous avez bien voulu m'écrire, et du zèle que vous témoignez pour la cause à laquelle nous nous sommes consacrés.

Vous aurez lu sans doute la note de Thouvenel au baron de Talleyrand. Je compte publier bientôt ma réponse dans laquelle je maintiens dans toute sa plénitude le droit de la Toscane de décider de son sort. En attendant pour vous mettre à même de calmer les appréhensions des hommes d'État de l'Angleterre sur la question de la Savoie, je vous envoie copie de la dépêche que j'ai adressée à Nigra par suite des déclarations formelles de l'Empereur et de Mr de

(1) Vol. IV, pag. LIV.

Thouvenel à cet égard. Veuillez expliquer à Lord John et à Lord Palmerston qu'en prenant acte des déclarations du gouvernement français que les grandes puissances seraient consultées préalablement sur cette question, et qu'on ne procéderait à l'annexion de la Savoie et de Nice que d'après le vote des populations et en sauvegardant les intérêts de la Suisse, nous ferons tout ce qu'il est possible de faire dans notre position pour ôter tout sujet de crainte à l'Europe. Cependant j'ai cru devoir ajouter des réserves quant à la ligne de frontière qui serait indispensable à la Sardaigne. Les ministres de S. M. B. approuveront, je l'espère, cette réserve qui garantirait avec notre indépendance la paix et le repos de l'Europe.

Croyez, mon cher Chevalier, à ma sincère amitié.

AL CAV. L. C. FARINI (Governatore dell'Emilia)

Modena.

(Torino, 5 marzo 1860)

. . . Avrai già avuto notizia del *veto* della Francia per quanto riguarda l'annessione della Toscana, giunto, mi dicono, questa notte. — Credo sia oramai il terzo *veto* che ci è venuto...

. . . Ieri Azeglio dovendo dare la sua prima *soirée*, aveva invitato la guarnigione francese — ma Vaillant lo aveva fatto pregare di estendere maggiormente gli inviti. — Erano le 10 di sera: niun francese. — Azeglio mandò Torelli dal generale Autemarre, dal quale seppe che si erano ricevuti ordini pressanti. — Un altro generale, più comunicativo, gli disse che si era ricevuto l'ordine di tenersi pronti alla partenza per la Francia (1) ecc. ecc. — Ma la verità si è che ebbero soltanto l'avviso di tenersi pronti agli ordini.

Torelli deve sentirne delle belle se riferisce le parole di Cavour: *Andremo a Vienna!* Per verità è un po' troppo lontano, ma se si tratta di mostrare il muso e duro, ci sono anch'io...

(1) La stessa storia del 21 febbraio. Vol. IV, pag. xli.

(8 marzo)

. . . Cavour è pieno di energia e andrebbe non so fin dove. — Qui non si crede alla partenza dei Francesi. Su questo punto Cavour la pensa come te. Io non credo che vogliano operare *par boutade*... — Posso assicurarti che il Re è in ottime disposizioni di spirito...

(9 marzo)

. . . Aspettiamo la scomunica. Cavour mi diede la notizia per positiva. Sarà personale al Re?... Il Re è fermo, e ne parla con deliberato proposito (1).

. . . Il Principe Napoleone scrisse a Cavour che cominciava anche lui a credere che in fin dei conti l'annessione della Toscana era una necessità.

. . . A Milano sono più tranquilli; pare che la partenza dei Francesi non fosse che un *mezzo d'intimidazione*.

Russia e Prussia dicono che *vogliono essere violate*. Parole testuali di St Simon a Cavour...

(11 marzo, ore 11 sera)

. . . Ricasoli vorrebbe riunire ancora l'Assemblea per renderle conto del suo operato. Cavour gli scriverà domani che basterà mandare il risultato delle votazioni per telegrafo!...

Cavour mi disse questa sera aver ricevuto lettera da Parigi ove lo si informa che Thouvenel ebbe a dire: Je commence à comprendre que l'annexion de la Toscane il faudra la subir. — Il resto verrà dopo.

CASTELLI.

MDCXC.

AL CAV. EMANUELE MARLIANI

Londra.

(Torin, mars 1860)

Mon cher Marliani,

Le résultat merveilleux du vote de l'Italie Centrale (2) rend l'*annexion* de ces contrées non seulement possible mais

(1) Vol. IV, pag. LXX.

(2) 11-12 marzo.

facile. L'Europe ne pourra se refuser à reconnaître un fait qui vient de recevoir une sanction sans précédents dans l'histoire.

Farini sera ici samedi (17), et dimanche le Roi le recevra solennellement. Dès lors vous serez *annexé*. Je crois que vous devrez changer de rôle, et de diplomate devenir *législateur*. Les élections devant avoir lieu le 25 vous n'avez pas de tems à perdre si vous voulez y intervenir. Votre absence toutefois ne vous nuira pas, car Minghetti m'a assuré que vos amis ne vous oublient pas.

Remerciez bien de ma part Lord John et Palmerston. Je suis très sensible à la sympathie qu'ils témoignent à l'Italie.

Mes amitiés à Corti. Votre dévoué.

MDCXCI.

AL CONTE T. DI S. ROSA (*Consigliere di Stato*)

Torino.

(Torino, domenica 1^o aprile 1860)

Caro amico,

Lubonis esita (1), quindi Pietri (2) propone Uberti, consigliere d'appello. Cosa ne pensate (3)? Rispondetemi subito.

Talleyrand vi prega di recarvi da lui prima delle 12.
Vostro af.

(1) Avv. Luigi Lubonis. Esitò dapprima, poi finì per accettare la qualità di reggente la carica di governatore della provincia di Nizza. B. D. 2 aprile.

(2) Venuto da Nizza a Torino il 80 marzo.

(3) Il conte di S. Rosa era tornato pur allora da Nizza, ove aveva passato alcuni mesi in congedo per motivi di salute. Essendo stato per parecchio tempo Intendente di quel circondario, vi aveva numerose aderenze.

MDCXCII.

A L L O S T E S S O.

(Stessa data)

Mon cher ami,

Je vous prie de passer chez Arèse avant de vous rendre chez Talleyrand. Vous lui exposerez nettement l'état des choses à Nice et votre opinion sur le résultat du suffrage universel mis en œuvre, comme les Français savent le faire.

Vous m'obligerez de même beaucoup en écrivant confidentiellement à Montezemolo (1), pour lui faire connaître l'état d'irritation où se trouve l'Empereur.

Je vous sais le plus grand gré de me venir en aide dans cette triste circonstance, car de tems en tems je sens mon courage défailir en présence des difficultés sans nombre qui surgissent de tous les côtés. Votre ami.

MDCXCIII.

AL BARON B. RICASOLI (Governatore generale della Toscana)

Firenze.

(Torino, aprile 1860)

Barone Preg^{mo},

Il decreto relativo alla concessione della strada d'Arezzo ha sollevata una grave difficoltà. Fu sottoscritto solo il 24, cioè due giorni dopo il decreto di annessione. Ho pregato il sig. Busacca di consultare con i legali suoi amici per trovare modo di conciliare possibilmente la legalità con la convenienza di dare esecuzione all'accennato decreto.

(1) Il marchese Massimo di Montezemolo, senatore del Regno, nominato governatore di Nizza il 27 novembre 1859.

Abbiamo speranza che il Corsi accetti (1). Deve dare oggi risposta definitiva a Farini.

Riterremo qua il Busacca come consigliere di Stato.

Si è offerta la presidenza di una sezione della Corte di Cassazione al Poggi, ma non l'ha accettata.

Che cosa si può fare pel Salvagnoli?

Il Principe di Carignano avendomi chiesto istruzioni nel caso di un moto nell'Umbria, gli ho risposto col telegrafo che ad ogni evento bisognava aver truppe al confine, e perciò lo invitava a trattenersi i due battaglioni dell'Emilia, senza tralasciare di mandarci i tre battaglioni già destinati colà.

Domani avrò l'onore di scrivere a S. A. in proposito.

La partenza di S. M. è stabilita per domenica, 15 andante.

A seconda del ricevuto incarico, ho pagato per conto suo 782,50 per diritto d'*investitura* del collare dell'ordine. Potrà consegnarmi tal somma al mio arrivo in Firenze, ciò che mi toglierà dal pensiero di portar fondi meco.

Gradisca, caro Barone, l'attestato della sincera mia devozione.

MDCXCIV.

AL CONTE T. DI S. ROSA (*Consigliere di Stato*)

Torino.

(Torino, 12 aprile 1860)

Vi ritorno la lettera di Mallausena (2) con i miei *ringraziamenti*. Oggi sarò sulla *sellette* (3); ma, come gli ammalati gravi, sospiro dietro il momento (che) la crisi deve portar via l'ammalato o la malattia. Vostro af^{to}.

(1) Di entrare nel gabinetto. Vi entrò di fatti l'8 aprile.

(2) Sindaco di Nizza.

(3) In quel giorno Garibaldi doveva interpellare il ministero sulla cessione di Nizza.

MDCXCV.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Firenze.

(Genova, 22 aprile 1860)

Caro Farini,

Nel momento stesso in cui la *Maria Adelaide* salpava da Livorno (1), mi fu consegnato un piego contenente un Decreto d'indulto per contravvenzioni alle leggi disciplinari di Marina. Mi affretto a mandarvelo e vi prego di sottoporlo in vece mia alla firma di S. M.

Giunsi oggi alle cinque dalla Spezia ove dormii ieri sera a bordo della *Maria Adelaide*. Visitai il Golfo per farmi un giusto concetto dei lavori fatti e da farsi. Consacrerò parte del giorno di domani a visitare parimenti la Darsena ed il cantiere di Genova. Domani sera tornerò a Torino, donde vi manderò per telegrafo il risultato dello scrutinio della Savoia.

Addio, credetemi sempre, ecc.

MDCXCVI.

AL SIG. GAIDA GIOVANNI (*femmina*)

Gargarengo.

(Torino, 26 aprile 1860)

Ill. Signore,

Sono grato alla S. V. Ill. del cortese invio dell'opuscolo da lei stampato sulla riso-coltura.

(1) Vol. IV, pag. cxxxiv.

Mi associo a lei nel desiderio che le regole di coltivazione da lei additate vengano generalmente adottate, e così progredisca nel nostro paese anche questo ramo importantissimo di agricoltura.

Gradisca, coi miei ringraziamenti, i sensi della mia distinta stima.

MDCXCVII.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Modena.

(Torino, 6 maggio 1860)

Caro Farini,

Vi mando il disegno dei nuovi confini proposto dall'Imperatore.

Io sarei di parere di presentare la legge alla Camera e di mandare Arese a Parigi se si crede possibile l'ottenere migliori condizioni. Il sospendere la presentazione nelle circostanze presenti del trattato potrebbe avere funeste conseguenze. Le condizioni sono gravi. La partenza di Garibaldi con una vera spedizione, gli arruolamenti che si fanno ovunque; le provocazioni della stampa ci tirano addosso una tempesta diplomatica. St Simon, Talleyrand e lo stesso Hudson furono da me per lamentarsi della nostra tolleranza. Talleyrand parlò specialmente di Livorno come di un centro pericolosissimo. Il nostro amico Malenchini si è fatto arruolatore. A fronte di questi fatti, le collette per S. Pietro impallidiscono. Ho incaricato Castellamonte di vedere se si può fare una legge che sii ragionevole.

Se il Re e Fanti dividono la mia opinione sulla necessità di presentare tosto il trattato, fatemelo sapere col

telegrafo. Preparerò la relazione e farò firmare al Re relativo decreto mercoledì (1).

Arese ha ricevuto una risposta dell'Imperatore, ma non me l'ha ancora comunicata.

Le elezioni di Torino provano la forza degli oppositori. Garibaldi ebbe 31 voti e Robaudi 16. Ecco le forze dei Rattazziani.....

Vi scrivo in fretta dopo aver subito 5 conferenze con diplomatici irritati e di male umore. Se poteste venire martedì mattina, fareste cosa ottima. Addio.

(P. S.) Vi mando la lettera dell'Imperatore ad Arese (2) e vi rinnovo la preghiera d'indurre il Re e Fanti ad acconsentire alla presentazione del trattato. In questo caso Arese sarebbe pronto a chiedere quelle ulteriori concessioni che saranno del caso.

(Da una Lettera del Conte OLDOPREDI in data 17 luglio 1873)

AL CAV. G. MASSARI (Deputato al Parlamento)

. . . Forse non ti spiacerà un ricordo rispetto alla cessione di Nizza e Savoia. Per trattare questa questione militarmente era a Parigi il generale Pettiti con due ufficiali dello Stato Maggiore. Si camminava poco, e ci era sulle linee di cessione del Nizzardo una grave divergenza; Arese ne aveva scritto all'Imperatore; Cavour avrebbe desiderato che Arese si recasse a Parigi; ma, non avendo questi potuto, ci andai io. L'Imperatore mi accolse assai gentilmente, raccomandato da Arese. Ed ebbimo una conversazione poco nota — in cui mi dichiarò che egli riconosceva le difficoltà del ministero italiano, ma che dal canto suo era stato, nella questione dei confini, assai più corrico de' suoi generali (3); che l'opi.

(1) 9 maggio.

(2) Vol. IV, pag. CLXXXVI.

(3) Da una lettera del VIMERCATI al Castelli, in data di Mirabellino, 30 maggio 1860: « Benedetti in una sua lettera mi conferma

nione pubblica che doveva guidarlo era quella del suo paese, e che essa si preoccupava del futuro. *Qui peut nous assurer que l'Italie un jour ne marche pas à la tête d'une coalition contre nous, comme en 1814 et 1815?*

Risposi: *Après 1848, une guerre contre la France de la part de l'Italie est improbable; après 1859 et la bataille de Solferino, elle serait impossible.*

L'Imperatore schiuse gli occhi sempre semi-speniti, e, quasi silabando, mi disse: — *Je le crois, je l'espère, mais pour en être sûr, permettez-moi de n'être pas complètement de votre avis.*

E trattomi nel suo studio, ove teneva distesa la carta topografica d'Italia, pose il dito sulle linee tracciate: — *Sino qui — disse — è questo il limite ultimo delle reciproche concessioni.*

E. OLDOFREDI.

(Dal Diario del sig. DARIMON)

(Paris, 9 mai 1860)

Je me suis rencontré chez le Prince Napoléon avec Cipriani qui arrive d'Italie, où il a vu le roi Victor-Emmanuel et Cavour. La conversation a roulé tout entière sur l'expédition de Garibaldi.

Cipriani assure que le grand agitateur est désavoué par le Roi et par son ministre. Il est néanmoins convaincu que si Garibaldi parvient à débarquer en Sicile, c'en est fait de la domination napolitaine et bientôt après du royaume de Naples.

Le Prince, lui, n'est pas parfaitement convaincu de la réussite de l'entreprise. Il ne croit même pas que Garibaldi puisse débarquer sur un point quelconque des côtes. Dans tous les cas, il déplore cette escapade; il la considère comme fâcheuse pour l'avenir de l'Italie. Il refuse son approbation à la politique piémontaise. Il comprend très bien qu'on soit partisan d'une Italie unifiée; mais, au point de vue français, il ne désire pas une pareille solution de

che, senza l'intervento *personale e diretto* dell'Imperatore, la delimitazione delle frontiere avrebbe avuto un esito molto più a noi sfavorevole. »

la question italienne. Une nation de vingt-cinq millions d'hommes placée à nos portes et groupée autour d'une puissante dynastie l'effraie; l'influence que la France exerce de temps immémorial sur les races latines en souffrirait cruellement. En ce qui le concerne, il aurait voulu une Italie divisée en trois royaumes: un au nord, un au centre, et le troisième au midi.

Revenant à l'expédition de Garibaldi et accentuant davantage sa désapprobation, le Prince nous a dit: « C'est la source d'une foule de complications. Que feront les Italiens, si l'Autriche appelée par Naples intervient en Sicile? De quoi auront-ils à se plaindre? Que pourra pour eux la France? L'expédition de Sicile, soufferte et encouragée par dessous main par un gouvernement régulier, constitue une véritable violation du droit des gens. Le Piémont, après avoir été l'objet de toutes les sympathies, va être placé au ban de l'Europe. La politique de M. Cavour est déplorable; il fallait arrêter l'expédition ou s'y jeter à corps perdu. La laisser faire et la désavouer, c'est un moyen terme qui ne trompe personne. Ce n'est pas là de la politique d'homme d'État, ce sont des façons d'agir d'intrigant (1). M. Cavour aura beau faire; il ne pourra se soutenir bien longtemps. Que Garibaldi réussisse ou bien qu'il échoue, sa chute est certaine, et ce sera bien fait. »

(1) Quando il Principe potè avere piena contezza del modo come si passarono le cose, modificò alquanto queste sue *prime impressioni*. Veggasi in quali termini egli si esprime intorno a questo argomento nel celebre discorso pronunziato nel Senato di Francia il 1° marzo del 1861:

Je ne ferai qu'un reproche à mon honorable ami, M. de Cavour; c'est de n'avoir pas été assez franc. Il aurait dû, peut-être, dire loyalement, publiquement, ce qu'il disait en particulier: « Je ne puis m'opposer au mouvement des Deux-Siciles, je ne puis empêcher Garibaldi de partir. » Il aurait dû l'avouer publiquement, il ne l'a pas osé. — Beaucoup de personnes peuvent lui en faire le reproche, mais si quelqu'un n'a pas le droit de le lui faire, c'est le gouvernement français, parce que c'est uniquement par considération pour ses conseils qu'il a agi comme il l'a fait. J'ai des lettres, où la vérité déborde de tous côtés, où ce grand ministre dit que le gouvernement de Victor-Emmanuel ne peut rester dans cette situation fautive. « Il faut mettre ma conduite au jour, j'ai une responsabilité qui m'écrase et que je ne puis accepter qu'à la condition de l'avouer devant mon pays et devant l'histoire. » Le seul tort qu'il a eu c'est, je le répète, de n'avoir pas été assez franc. Ce que je dirai aussi c'est que ce que l'on appelle l'agression était une chose juste et indispensable; ce n'était pas véritablement une agression, mais bien un appui donné au pays qui lui-même avait fait la révolution.

MDCXCVIII.

AL CAV. TIBERIO SERGARDI (*Gonfaloniere*)

Siena.

(Torino, 10 maggio 1860)

Ill.mo Sig. Gonfaloniere,

Ho ricevuto il pregiato foglio del 2 maggio, con cui la S. V. Ill.ma si compiacque annunziarmi che la nobilissima città di Siena, per deliberazione del suo Consiglio municipale, mi ascrisse al novero dei suoi cittadini.

Io non saprei esprimerle a parole la mia riconoscenza per l'onore conferitomi. Voglia, egregio signor Gonfaloniere, farsi interprete presso i suoi concittadini dei sensi da cui sono animato per questo attestato di simpatia, ed accolga Ella pure gli atti della mia distinta osservanza.

MDCXCIX.

AL VICE-AMMIRAGLIO F. SERRA (*Comandante gen. Marina*)

Genova.

Ill.mo Sig. Ammiraglio,

(Stessa data)

(*Confid. e Riserv.*) Una serie di circostanze che non è il caso di ricordare, hanno indotto il governo a non opporre ostacoli efficaci alla spedizione ordinata e diretta dal generale Garibaldi. Ora però che questa, pel modo col quale fu condotta, minaccia di avere gravi conseguenze per noi (1), è ferma intenzione del ministero d'impedire che tali atti si rinnovino. Invito quindi la S. V. a voler impartire ordini ed istruzioni precise ai Comandanti dei principali porti dello Stato e segnatamente a quelli di

(1) Vol. IV, pag. CLXXVI.

Genova e Livorno onde abbiano ad impedire qualunque partenza di nave non fatta in modo regolare.

Dovrà poi raccomandare al Conte Rey (1) di vegliare a ciò che i bastimenti a vapore che trovansi nel porto e specialmente quelli della cessata Compagnia transatlantica non cadano nelle mani di chi volesse tentare una seconda spedizione.

Non dubito che nell'eseguire le istruzioni che ho l'onore di trasmetterle, la S. V. userà e raccomanderà la massima prudenza.

Aspetto dalla sua gentilezza precisi e diretti ragguagli su tutto ciò che si riferisce all'argomento della presente lettera.

Ho il bene di rinnovarle gli atti dell'alta mia stima.

MDCC.

ALLO STESSO.

(Torino, 10 maggio 1860, ore 5 pom.)

(*Telegr.*) Si concerti col Governatore sull'argomento della mia lettera di questa mane (2).

(1) Capitano del porto di Genova.

(2) Il governatore di Genova era il nob. Alessandro Porro, senatore del Regno. Egli ignorava compiutamente che il ministero avesse aiutato l'imbarco della spedizione Garibaldi e fornite armi e denari. Ciò era saputo soltanto dal vice-governatore avv. P. Magenta, già intendente a Chambéry, sulla cui connivenza in simili faccende il conte di Cavour sapeva di poter fare intero assegnamento. Perciò, in piena buona fede, il Porro poté scrivere al vice-ammiraglio Serra:

Genova, li 13 maggio 1860.

Illustrissimo Signore,

Le istruzioni che mi sono date dal ministro confermano la ferma intenzione del Governo d'impedire ogni spedizione, e portano che analoghe disposizioni furono a lei dirette per associarsi a questo intento.

Siccome le nostre pratiche mirarono sempre a questo, mi pare siamo in tutta regola.

Mi creda con tutta stima

Obbligato suo

ALESSANDRO PORRO.

Lettere di C. Cavour.

MDCCI.

AL COMM. A. MATHISU (Governatore)

Cagliari.

(Torin, 10 mai 1860, 10 h. du soir)

(*Télégr.*) Donnez de ma part ordre au capitaine Albini de se porter sur le champ à Santo Stefano en Toscane, de surveiller les côtes de ce point jusqu'à Livourne, d'empêcher tout débarquement, et s'il rencontre *Piemonte* ou *Lombardo* sur les côtes de Toscane, de les arrêter et de les mener à Gênes (1).

AL CONTE C. DI CAVOUR (Ministre della Marina)

Torino.

(Genova, 28 maggio 1860, ore 5 pom.)

(*Telegr.*) Vapore *Utile* partito da questo porto diretto per Atene, giunto alla Maddalena con maggior numero di passeggeri di quelli portati sulla patente sanitaria.

Domanda carbone dal deposito del governo e le spedizioni.

Il comandante dell'Isola domanda istruzioni, avendo l'agente sanitario sospesa la pratica.

SERRA.

(1) Cavour aveva avuto avviso che Garibaldi era stato a Santo Stefano. (Vedasi a pag. 207 la *Storia della marina militare italiana dal 1860 al 1870*, scritta da C. RANDACCIO, deputato al Parlamento. Roma, Forzani e comp. 1886, vol. I).

AL VICE-AMMIRAGLIO CONTE SERRA (Comandante generale Marina)
Genova.

(Torino, 28 maggio 1860, ore 9 e 20 pom.)

(*Telegr.*) Ministero data autorizzazione. Lasci partire *Utile* (1)
dandogli carbone.

SERRA-CASSANO
Segretario generale della Marina.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Ministro degli Esteri)
Torino.

(Londres, 1.^{er} juin 1860)

(*Télégr.*) Lord Russell m'a dit hier au soir que Naples avait
invoqué l'assistance de l'Angleterre contre ce qui se passe en Sicile,
à quoi il a répondu sans détour qu'on se garderait bien de rien
faire de semblable.

D'AREGLIO.

MDCCII.

AI MINISTRI DI SARDEGNA
Parigi e Londra.

(Stessa data)

(*Télégr.*) Villamarina mande que Caraffa a invoqué la
garantie du territoire et l'intervention maritime des puis-
sances représentées à Naples. Nous lui avons ordonné de
protester d'avance contre toute intervention armée en se
fondant sur le principe de non intervention en Italie,
adopté par la France et l'Angleterre.

(1) *L'Utile*, noleggiato da G. La Farina, recava a bordo una sessan-
tina di volontari diretti a Marsala e guidati da Carmelo Agnetta. Era
salpato da Genova nella notte del 25 al 26 maggio. Sbarcò a Marsala
il 2 giugno. (Veggasi il *Diario privato politico-militare* dell'ammiraglio
PERRANO, sotto la data del 28 e 29 maggio).

AL CONTRAMMAGLIO C^{TE} C. DI PERSANO (Comand. la Squadra Sarda)

Palermo.

(Palermo, 15 giugno 1860, ore 11 p. m.)

Ammiraglio,

Vi rimetto tutta la corrispondenza di Medici, da cui potrete arguire ch'egli partirà da Cagliari oggi o domani; ma più probabilmente domani. — Comunque sia, io spero tutto da voi (1).

Con affetto

V^{ro}

G. GARIBALDI.

A L L O S T E S S O

(Palermo, 16 giugno 1860)

Ammiraglio,

Bixio va a vedervi per sapere se avete determinato un punto di sbarco nel golfo di Castellamare. Lo stesso va a fare un giro questa notte o domattina per scoprire gli sbarcanti.

V^{ro sempre}

G. GARIBALDI.

MDCCHII.

AL VICE AMMIRAGLIO C^{TE} F. SERRA (Com. Gen. Marina)

Genova.

(Torino, 21 giugno 1860)

Preg. Sig. Amm^o,

Lo invito a far facoltà al cav. Piola di ritirare dal magazzino di Sestri l'approvvigionamento dei due cannoni da

(1) Vol. IV, pag. 000VI.

80 rimasti sull'*Assardoso*. Quest'operazione si dovrà fare di notte cella massima segretezza. Ove occorresse l'aiuto di altri funzionari non dipendenti dalla Marina, potrà rivolgersi al vice governatore comm. Magenta, comunicandogli questo mio foglio riservatissimo.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 22 giugno, ore 10.25 antim.)

(*Telegr.*) Si raccomanda prudenza segreto contenuto lettera ieri.

Pel Ministro

Il Segretario Generale

SERRA CASSANO.

(*Per lettera, in cifra*) Combini con Di Negro (1) di dare armi ed attrezzi per aiutare Sicilia. Piola dirà come e dove dovrà essere mandata ogni cosa.

Il Segretario Generale,

SERRA CASSANO.

AL CONTRAMMIRAGLIO CONTE C. DI PERSANO (Comand. la Squadra Sarda)

Palermo.

(Palermo, 24 giugno 1860)

Ammiraglio,

Il capitano Giuseppe Faggioni è giunto qui con dei passeggeri per noi. Egli riparte per Cagliari ove deve imbarcare un altro centinaio d'uomini che là si trovano per qui condurli.

Io mi permetto di raccomandarglielo, se potesse farlo proteggere nel suo transito di ritorno.

Con affetto sempre suo

G. GARIBALDI (2).

(1) Direttore dell'Arsenale marittimo di Genova.

(2) *Diario PERSANO*, 24 giugno 1860: « Rispondo al Generale che lo farò senz'altro. »

MDCCIV.

AL VICE AMMIRAGLIO CONTE F. SERRA (Com. Gen. Marina)
Genova.

(Torino, 24 giugno 1860)

Sig. Ammiraglio,

Il signor X venne a Torino senza presentarsi a me o lasciarsi vedere alla Camera. Suppongo che un tale procedere provenga dal dispetto provato dacchè il ministero diede la preferenza al progetto di batteria corazzata presentato dalla Società *des forges et chantiers* su quello della fregata da lui compilato. Poco curo questo dispetto purchè non torni a danno del pubblico servizio. Sono a dir vero non molto soddisfatto dell'Ufficio del genio navale. Da due mesi l'ordine di dar principio a nuove fregate fu dato, e sinora non mi consta che si siano date disposizioni per incominciare i lavori. Il *Duca di Genova* non procede con quella rapidità che vorrei. Doveva vararsi in luglio, poi in agosto, ora si parla di settembre. Temo che le costruzioni non sieno sorvegliate abbastanza.

Mi credo quindi in obbligo di chiamare su questo argomento la speciale sua attenzione. Faccio caso del signor X, conosco i suoi meriti, ma non ignoro pure i suoi difetti. Vorrei impedire che questi neutralizzassero le sue buone qualità. Si compiaccia farmi conoscere in proposito la sua opinione suggerendomi all'uopo il da farsi onde il servizio del genio corrisponda ai bisogni della Marina ed ai desideri del governo.

MDCCV.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 25 juin 1860)

Monseigneur,

Je ne saurais résister au besoin d'exprimer à V. A. I. la respectueuse et profonde sympathie que j'éprouve pour le coup terrible dont Elle vient d'être atteinte. Connaissant l'affection que V. A. portait à son digne père je puis apprécier toute l'étendue de sa douleur. Qu'Elle me permette de m'y associer au nom de la bienveillance dont Elle m'a toujours honoré et du souvenir des bontés dont le Roi Jérôme m'a comblé.

La perte que V. A. vient de faire sera sentie dans toute l'Italie, car le Roi Jérôme était avec V. A. les meilleurs amis que nous eussions en France. Maintenant V. A. est obligée de nous aimer pour deux. J'ose compter sur ce redoublement de bienveillance pour la cause de mon pays, et je prie V. A. de compter à son tour sur le respectueux et profond dévouement avec lequel je suis, de V. A. I. le très-humble et obéissant serviteur.

AL COMM. A. MATHIEU (Governatore)

Cagliari.

(Genova, 30 giugno 1860)

Sig. Governatore,

Col piroscalo postale che parte oggi si imbarcano 40 casse con fucili, due affusti col loro armamento destinati per la R. pirofregata *M. Adelaide* (tutti marcati in rosso), quali oggetti dovendo essere ritirati dal cav. Piola, già luogotenente di vascello di 1^a classe, al R. servizio, per essere consegnati al suo destino, prego pertanto V. S. Ill^{ma} di volere ordinare che vengano a lui consegnati.

SERRA.

AL CONTRAMM. CONTE PERSANO (Comand. la Squadra Sarda)

Palermo.

(Palermo, 1° luglio 1860)

Ammiraglio,

Vi sono tanto riconoscente per le tante belle esibizioni, e col vostro appoggio io mi sento un doppio coraggio per qualunque cosa.

Circa a Depretis, siamo completamente d'accordo e vado a chiederlo subito per via di Trecchi (1).

Tutte le notizie che vi compiacete di darmi sono stupende; Cosens merita veramente d'essere scortato. I pezzi da 80 preparateli e manderò a prenderli domani sera.

Sono con affetto

Vostro

G. GARIBALDI.

AL VICE-AMM. CONTE F. SERRA (Comandante gen. R. Marina)

Genova.

(Cagliari, 2 luglio, 11,45 ant.)

(*Telegr.*) Le istruzioni concernenti l'oggetto di cui mi parlò il conte Piola non mi sono pervenute.

Che debbo fare?

Il Governatore MATHIEU.

AL COMMENDATORE A. MATHIEU (Governatore)

Cagliari.

(Genova, 2 luglio, ore 3 1/2 pom.)

(*Telegr.*) La lettera deve essersi smarrita. Consegni al sig. Piola oggetti destinati *Maria Adelaide* marcati in rosso.

SERRA.

(1) Vol. III, pag. 279, Lett. DCCCXLII.

AL VICE-AMM. CONTE F. SERRA (Comand. gen. R. Marina)

Genova.

(Palermo, 7 luglio 1860)

Ammiraglio,

Sarei molto riconoscente a V. S. se volesse compiacersi di permettere al *Washington* (1) di entrare in bacino.

Con tutta considerazione

G. GARIBALDI.

MDCCVI.

AL COMM. P. MAGENTA (Vice Governatore)

Genova.

(Torin, 10 juillet 1860)

(*Télégr.*) Vous ne fournirez plus rien aux agents de Garibaldi, sans un ordre précis du ministère (2). Communiquez cet ordre à l'Amiral.

MDCCVII.

AL SIGNORE GIACINTO CORIO

Livorno (*Vercellese*).

(Torino, 12 luglio 1860)

Preg. Sig.

Approvo altamente l'idea di recarsi a Vercelli per visitare le vacche del sig. Larghi. Se le reputa convenienti,

(1) Legno, con bandiera americana, che aveva trasportato volontari a Palermo.

(2) Cavour aveva ricevuto avviso dello sfratto dato dal generale Garibaldi al signor La Farina.

ne compri quante ne trova; sarebbe una circostanza unica per mettere la nostra stalla in ottima condizione. Con buone vacche, io credo che Leri solo dovrebbe darci un reddito di 15 mila lire. La stagione non è propizia per far venire vacche dalle montagne, ma è opportunissima per acquistare vacche già acclimatate. Se fa compre, bisogna vendere tosto le vacche di riforma che non pagano ciò che mangiano.

Non saprei a chi rivolgermi in Lombardia per acquistare i cavalli ch'ella desidera. Non vi sono mandre, i cavalli si comprano alle fiere, o dai negozianti fra i quali Pollone è pure tenuto come il più onesto.

Si serva delle nostre *Percheronne*. Le conduca a Courmayeur, le renderà il gran servizio di tenerle lontane dalle zanzare.

Lo saluto. Suo dev.

MDCCVIII.

AL SIG. AVV. FILIPPO CORDOVA

Palermo.

(Torino, 14 luglio 1860)

Preg. Sig. Cordova,

La ringrazio dell'interessantissima lettera ch'ella mi scrisse. Essa conferma pienamente le relazioni che vengono da Palermo. Voglio sperare che il nuovo ministero nel quale figurano i nomi altamente onorevoli di *Amani* e di *Errante*, riparerà gli errori passati ed inaugurerà un'amministrazione regolare.

La prego di smentire nel modo il più esplicito l'atroce calunnia che si sparge in odio mio e della Francia. Non fu mai caso di statuire nuove cessioni. Quando me ne

fosse stata fatta la proposta l'avrei respinta con sdegno (1).

Consentii a cedere Nizza perchè Nizza non fu, non è, non sarà mai Italiana (2), ma non cederei la più piccola delle nostre provincie per la penisola intera. Suo dev.

MDCCIX.

AL MARCH. E. D'AZEGLIO (Ministre di Sardegna)

Londra.

(Turin, 23 juillet 1860)

(Télégr.) La France propose à l'Angleterre d'appuyer un armistice de dix mois entre Naples et Sicile. Proposition bonne en théorie, inapplicable toutefois. Que deviendrait Garibaldi? Que feraient les Siciliens laissés dans le provisoire? Sans vous y opposer directement, tâchez de faire repousser la proposition.

MDCCX.

A L L O S T E S S O.

(Turin, 24 juillet 1860)

(Télégr.) La France insistant beaucoup pour l'armistice de six mois, en apparence du moins, montrez-vous favorable sans vous engager pour Garibaldi (3).

(1) Vol. III, Lett. DCCCLXXIV, pag. 309.

(2) Vol. IV, pag. CCXXI, (nota).

(3) Vedasi nel vol. *La politique du comte de Cavour*, la Lett. CXCH al marchese E. d'Azeglio.

MDCCXI.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, luglio 1860)

Preg. Sig.

Sono lieto del fatto acquisto. Esso ci dispenserà dal mandare a Lugano, mentre compirà la riforma della stalla delle vacche.

Più acquisto d'esperienza e maggiormente mi convinco che prima condizione onde le stalle diano prodotti larghi, si è il non ritenersi le bestie che sono in decadenza.

Grazie a Dio non siamo mai *imbrogliati* a vendere. Conviene quindi cogliere tutte le circostanze favorevoli per comprare bene ed a buon mercato.

L'amico al quale io aveva dato ad prestito L. 10,000 procuratemi gentilmente dalla S. V., mediante lo sconto di una cambiale alla Banca, avendomi rimborsato a seconda della sua promessa, le mando qui compiegata la sovraccennata somma. Andando martedì a Vercelli potrà ritirare la sua cambiale, benchè non sia ancora scaduta.

Se posso farò una gita a Leri per vedere il fatto acquisto. Penso poter andare il mattino e tornare la sera per evitare le zanzare, le quali debbono già essere moleste.

Mi creda suo af^{to}.

MDCCXII.

ALLO STESSO.

(Torino, luglio 1860)

La prego a far trovare il legno domani mattina (giovedì) all'arrivo del primo convoglio. Ove non mi vedesse non

se ne inquieti, che un telegramma giunto nella notte potrebbe costringermi a rimanere a Torino.

La prego istantemente a mutare l'*emina* di Leri, chè facciamo brutta figura sulla piazza di Torino, col fare una misura scarsa. Suo dev.

(Dal Diario del signor DARIMON)

(Paris, 2 août 1860)

Le Prince Napoléon a réuni ce soir à dîner un certain nombre de ses amis pour fêter l'arrivée de son cousin, le marquis Pepoli. Il y avait là Nigra et le général de Beaufort d'Hautpoul...

La partie la plus intéressante de la conversation, c'est l'opinion qu'a exprimée le marquis Pepoli sur l'avenir de l'Italie.

Quoique très-dévoué à l'unité italienne, Pepoli prévoit de graves embarras, lors de la prochaine réunion du Parlement de Turin. Il s'agit de formuler la loi municipale et provinciale; mais, besogne plus scabreuse, de fondre en un budget *unitaire* les cinq budgets des États annexés.

Comment s'y prendra-t-on? N'y a-t-il pas à craindre que la majorité restée compacte jusqu'ici se divise, et que les tendances fédéralistes s'accroissent de plus en plus? L'Italie est loin d'être constituée; il n'y a ni armée, ni finances, ni administration. Pour organiser tout cela, il faudrait une dictature. Malheureusement, la dictature ne peut être donnée qu'au Roi, et si le Roi la délègue à quelqu'un, ce ne sera pas à M. de Cavour qu'il ne peut souffrir. Or, il n'y a en Italie qu'un homme, c'est M. de Cavour. Une seule chose maintient les Italiens dans l'union, c'est la présence des Autrichiens à Venise; devant cette menace incessante, on éprouve le besoin de se tenir serrés. Mais vienne le jour où Venise sera délivrée, et alors la grande débâcle commencera (!!!). L'Italie n'a point encore de capitale; il n'y a que deux villes qui puissent aspirer à cet honneur: Rome et Naples. À l'heure qu'il est, c'est Rome qui est l'objectif. Comment arriver à Rome, tant que la France opposera son veto?

Tel est le langage de Pepoli, et je le reproduis ici en me servant de ses expressions textuelles.

Le Prince continue à se prononcer contre l'idée d'une Italie unitaire; il ne comprend qu'une Italie divisée en trois États.

Tout le monde était persuadé de la chute prochaine du Roi de Naples.

J'ai remarqué que, pendant que Pepoli parlait, Nigra, non seulement gardait le silence, mais ne donnait aucune marque d'approbation ni de désapprobation.

AL COMM. P. MAGENTA (Vice Governatore)

Genova.

(Turin, 6 août 1860)

(*Télegr.*) Par ordre du comte de Cavour dites à l'Amiral qui envoie *Aràda* rejoindre le *Tripoli* qui croise de Santo Stefano à Civitavecchia de façon à être en mesure d'empêcher même avec la force tout débarquement sur le litoral (1).

BORROMEO (2).

AL LUOGOT. G. B. ANSALDI (Comandante l'« *Aràda* »)

Spesio.

(Genova, 6 agosto 1860, ore 3 pom.)

(*Urgentissimo*). Parta domattina crociera fra Santo Stefano e Civitavecchia sotto ordini *Tripoli*. Vi si trovi. Impedisca con forza sbarco in quel litorale. Ha capito?

Accusi ricevuta subito.

SERRA.

(1) Vol. III, Lett. DCCCCLXXIX, pag. 317.

(2) Segretario particolare del Ministro dell'Interno.

MDCCXIII.

AL SIGNOR CARLO CORIO

Livorno (Vercellese)

(Torino, agosto 1860)

Caro Sig. Carlo,

Sono addoloratissimo della malattia del suo padre. La prego a mandarmene notizie giornalmente almeno finchè dura la gravità del male. Se avrò qualche ora di libertà me ne varrò per andargli a far visita.

Mi creda suo af.

MDCCXIV.

AL COMM. AVV. S. VEGEZZI (Ministro delle Finanze)

Torino.

(Torino, agosto 1860)

Caro Collega,

Ho di nuovo sottoposto a severo esame le proposte che già le feci (1): interpellai uomini pratici, e rimasi convinto che esse riusciranno utili: 1° al consumatore; 2° al produttore che sentirà lo stimolo della concorrenza; 3° alla finanza stessa che vedrà scemato il contrabbando ed accresciuto quindi il commercio lecito; 4° alla pubblica morale. Ove queste dichiarazioni valessero, come spero, a convincerla, la prego ad affrettare la pubblicazione del relativo decreto; stante che il commercio, aspettando una prossima riduzione, è del tutto arenato.

Mi creda, caro collega, suo af^{to}.

(1) Intorno ad alcune riduzioni nei diritti doganali (nota del ministero degli esteri, 19 luglio 1860, al ministero delle finanze, alla quale venne risposto con altra nota del 30 stesso mese).

MDCCXV.

AL SIGNORE AVV. FILIPPO CORDOVA

Palermo.

(Torino, agosto 1860)

Caro Sig. Cordova,

Grazie delle sue lettere interessantissime.

Continui ad operare come fa, onde ricondurre le cose sulla buona via ed ella avrà fatto un gran bene all'Italia. Confido che il sig. Depretis, svincolandosi affatto dalla influenza del Crispi, seguirà i suoi consigli, pubblicando lo Statuto, preparando ogni cosa pel plebiscito che deve sanzionare l'unione, mettendo assieme i mezzi di proseguire nella grande impresa italiana, cioè uomini e denari (1).

Io ritengo che la pubblicazione dello Statuto agevolerebbe assai la negoziazione di un imprestito; prima di un tal atto si troverà difficilmente chi consenta a prestare danari ad un governo d'indole provvisoria e rivoluzionaria.

Lo prego a salutare il sig. Depretis da parte mia, esprimendole la piena mia fiducia nella sua lealtà ed energia. Già abbiamo combinato un imprestito di 2,000,000 colla Cassa di sconto, mediante emissione di buoni del Tesoro. Ma per carità che questa somma non vada scipata

Continui a scrivermi e faccia assegnamento sulla mia riconoscenza ed affettuosa stima.

(1) G. NATOLI a G. La Farina, Palermo, 2 agosto 1860: "... Qui le cose sono migliorate dal lato amministrativo, pare volessero progredire da quello politico; perciocchè ieri sera in una riunione tenutasi in casa Lanza per discutere sulle nostre condizioni, Cordova, il quale a quanto sembra vede sovente il pro-dittatore, fece travedere piuttosto chiaramente, come cotesta autorità non è lontana di condurre il paese alla bramata annessione. » *Epistolario di G. La Farina*, Tomo II, pag. 887.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Crema, agosto 1860)

Caro Castelli,

Ebbi lettere da Rattazzi e da Cordova. Quest'ultimo mi conferma le cose riferite da La Farina, loda moltissimo Depretis e mi assicura che agisce nel senso del Re e delle idee nostre. Ciò che merita rimarco si è che egli mi esorta a procurare il *riavvicinamento di Rattazzi con Cavour*, aggiungendo che *Depretis pure lo desidera*. Cavour col mezzo di Rattazzi ripiglierebbe in mano le cose di Sicilia; senza di lui, lo farà incompletamente. Il male si è che Rattazzi non ne vuol sapere. La sua lettera è piena di queste idee, ed è fatalità, perchè la riunione di questi due uomini è mezzo sicuro di rafforzare il predominio del Settentrione sulle tendenze del Mezzodi d'Italia in mano ai vaneggiatori di ogni provincia — le buone antiche abitudini e tradizioni piemontesi riuscirebbero assicurate all'Italia. Depretis solo, quand'anco si desse corpo ed anima a Cavour, non basta allo scopo e già rappresenta un altro elemento — è debole ed incerto quale sempre si mostrò sinora; basterà poi ai casi?

Sono persuaso che Cavour non farebbe difficoltà a stendere la mano a Rattazzi. — Predominato dalle idee, dalle esigenze di questo, le affezioni e gli sdegni poco imperano sopra di lui. Il successo lo compensa dei piccoli sacrifici d'amor proprio e tira innanzi; la sua fibra è veramente quella dell'uomo politico; se tacesse meglio i difetti, veri o creduti, delle persone che oggi gli sono inutili, ma gli possono garbare domani, sarebbe perfetto. — Cavour dimentica, subito che la utilità venga, l'ingiuria ricevuta o fatta; non così Rattazzi. — Uomo distintissimo, checchè ne dica Cavour quando incollerisce, conserva, nonostante la carriera percorsa, maggiore suscettività di sensazioni; e l'ingiuria gli penetra più profondamente nell'anima; e reagisce coll'anima. — Quando Cavour dice della immoralità di Rattazzi in politica, ubbidisce ad un moto nervoso perchè, se vi credesse, anche visto che egli si occupa di far l'Italia, non di opere di morale, non vi farebbe gran caso. —

Quando Rattazzi si anima contro Cavour, è tutto il suo essere che parla e misto allo sdegno trapela il dolore. — Converrebbe che Cavour si persuadesse essergli utile l'amicizia politica di Rattazzi; persuaso di ciò egli solo può aggiustare le cose — e Cavour sa essere seducentissimo quando vuole — il Re potrebbe di molto aiutarlo.

Two aff. amico
ENRICO MARTINI.

MDCCXVI.

AL VICE-AMM. CONTE SERRA (Comand. generale R. Marina)

Genova.

(Torino, 18 agosto 1860)

Ill.mo Sig. Ammiraglio,

Le mando il capitano Nobili (1), che le darà a voce le istruzioni relative ad un distinto personaggio che se ne ritorna a Napoli (2).

Lo faccia imbarcare nel modo il più quieto possibile, raccomandando al capitano della *Costituzione* di usare con lui le massime attenzioni. Dovrà parimenti raccomandare la prudenza allo Stato Maggiore della (squadra), essendo mia intenzione che l'arrivo del preaccennato personaggio in Napoli rimanga per quanto sia possibile un segreto.

(1) Aiutante di campo del ministro della guerra, generale Fanti.

(2) Il generale Nunziante, Duca di Mignano. Vol. III, Lettera DCCCLXXXIX, pag. 827. — Il generale Nunziante, sin dal 17 luglio, aveva indirizzato la seguente lettera a Francesco II:

Sire,

Poichè V. M. si è indugiata sino a questo momento di concedermi quella dimissione che sin dal 2 corrente sentii il bisogno di domandarle, il rispetto medesimo che sento per V. M. e per me stesso, mi costringe a rinnovare la già data preghiera.

Se ciò non facesi, mi parrebbe quasi di non respingere con bastante indignazione le incivili e basse calunnie, che, come a tutti gli uomini retti ed onesti,

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Mirabellino (1), 25 agosto 1860)

. . . Da Parigi non ho avuto lettere, solo la Principessa Matilde ha scritto a Carolina (2), e dalle sue lettere rileviamo che le disposizioni imperiali sono sempre a noi favorevolissime; ciò puoi dire a Cavour, perchè se vi fosse cosa alcuna in contrario, la Principessa non scriverebbe in un senso così favorevole. Essa non sente e non vede che come sente e vede il cugino...

VIMERCATI.

vengono dalle due fazioni estreme, le quali sono sempre le più pericolose nemiche dei Troni e degli Stati.

Militare, io non aveva diritto od obbligo altro che quello di formare eccellenti soldati a V. M. ed alla patria; e, se i miei lunghi e coscienziosi sforzi sieno pervenuti a conseguire un tal fine, spero che l'abbia chiarito bastevolmente al mondo ed anche alla M. V. la tenuta marziale, la rigorosa disciplina ed il coraggio veramente italiano dimostrato in tutte le occasioni dai corpi dei Cacciatori che ho avuto l'onore di organizzare e di comandare per sì lungo spazio.

Ma dove mai la M. V. si fosse talvolta inclinata a dimandare alcun mio consiglio, che mi sarei ben guardato di sottometterle non richiesto, io ho l'intimo e profondo convincimento di averle sempre rassegnati quei pensieri e quei divisamenti che potevano più menare alla stabilità ed alla prosperità del Trono di V. M., fondata sulla prosperità e l'amore universale dei suoi popoli.

Napoli, 17 luglio 1860.

ALESSANDRO NUNZIANTE.

Il 21 dello stesso mese il generale inviava da Napoli il seguente « Ordine Circolare » ai Battaglioni cacciatori napoletani:

Le condizioni eccezionali nelle quali l'onore e la lealtà pongono talvolta gli uomini, mi sono state cagione di domandare replicate volte alla Maestà del Re la mia dimissione. Ne ho invece ottenuto il ritiro, col permesso, come anche replicatamente aveva chiesto, di recarmi fuori del Regno. Nel lasciare un incarico, che mi era caro, perchè mi eravate cari, e perchè mi premiavate ogni dì delle lunghe cure spese nella vostra organizzazione ed istruzione con le più nobili e continuate prove di una rara disciplina, vi lascio per santo pegno dell'amor mio il ricordo e l'esortazione di perseverare sempre nella medesima via, e dimostrarvi sempre nelle nuove occasioni, che possono offrirvi, soldati degni della gloriosa patria italiana, di cui la Provvidenza ci ha fatti tutti figli.

A. NUNZIANTE.

(1) Nel parco di Monza, ove il Vimercati ebbe stanza come ispettore generale delle reali caccie in Lombardia.

(2) Carolina Cusani, vedova del marchese Paolo D'Adda di Milano, menata in moglie dal Vimercati verso il 1850.

MDCCXVII.

AL V. AMM. C^{to} F. SERRA (Comand. Gen. R. Marina)

Genova.

(Torino, 26 agosto 1860) (1)

(*Riservata al solo Comand. Generale*). Ho rassegnato alla firma Reale un Decreto che ordina la leva suppletiva di 250 uomini, da prelevarsi esclusivamente sulla classe dei marinai.

Frattanto, essendo impossibile di congedare gli iscritti carpentieri e calafati provenienti dall'ultima leva, io debbo invitare V. S. Ill.ma a distribuire gli iscritti medesimi sui piroscafi da trasporto, come il *Dora*, il *Tanaro* ecc., che per le poche e semplici vele delle quali possono far uso, e per essere privi di artiglierie, non richiedono l'opera che di pochissimi marinai provetti, ne' lavori di forza bastando quella degli iscritti or citati. Similmente potrebbe Ella inviarne un certo numero alla R. flottiglia sul lago di Garda, richiamando da colà altrettanti buoni marinai.

Prego inoltre V. S. Ill. di attivare, colla maggiore sollecitudine, l'armamento delle 4 piro-cannoniere. Se crede che l'*Ardita* e la *Veloce* abbisognino di riparazioni o di lavori per metterle in pieno assetto di guerra, io la autorizzo a richiamarle in Genova e a disporre come più crederà conveniente.

Con eguale attività dee procedere l'armamento del *S. Michele*, e non appena cogli uomini somministrati dalla imminente nuova leva si potrà portare l'equipaggio di detto R^o legno ad una forza sufficiente, dovrà il medesimo uscire

(1) Vedasi, sotto la stessa data, nel volume III, pag. 345, la Lettera DCCCCX: «... L'ora d'agire nell'Umbria e nelle Marche si avvicina...»

allo scopo di esercitare la gente non tanto alla manovra delle vele, ma più particolarmente al servizio delle artiglierie e delle armi da fuoco portatili: esercitazioni che dovranno essere iniziate fin d'ora per quel numero d'uomini che già trovansi a bordo di detta fregata.

La prego altresì di portare la di lei attenzione sui mezzi che avrebbero i R. legni armati di effettuare uno sbarco, e dove Ella riconoscesse mancare alla dotazione dei medesimi alcun oggetto a ciò necessario, curare che sia provveduto.

Dallo zelo e dalla operosità della S. V. Ill^{ma} lo scrivente si ripromette il pieno adempimento di queste disposizioni, e di tanto gli è arra il servizio veramente commendevole che la R. Marina presta allo Stato da più mesi al di d'oggi: espressioni queste che io prego di far conoscere, in modo particolare, al Direttore dell'Arsenale Marittimo.

MDCCXVIII.

AL SIG. AVV. FILIPPO CORDOVA

Palermo.

(Torino, 27 agosto 1860)

Caro sig. Cordova,

Il ministero manda il deputato Bottero a Palermo per far conoscere al sig. Depretis il modo suo di giudicare le cose di Sicilia e concertare i mezzi di arrivare ad una soluzione soddisfacente. La prego di agevolare a Bottero l'adempimento della sua missione. Spero che troverà il Depretis bene disposto. Deve sentire ardente desiderio di uscire da un provvisorio funesto non solo alla Sicilia ma a tutta l'Italia.

Bottero potrà a voce riferirle ciò che non ho il tempo di scriverle (1).

Mi creda suo aff^{to}.

MDCCXIX.

AL CAV. C. NIGRA (Ministro di Sardegna)

Parigi.

(Torin, 29 Août 1860)

Mon cher Nigra,

Farini et Cialdini sont revenus ce matin de Chambéry. L'Empereur a été parfait. Farini d'après le conseil de Connaut, lui a expliqué en détail le plan que nous avons adopté. Le voici en peu de mots:

Il est trop tard pour empêcher Garibaldi d'arriver à Naples et d'y être proclamé Dictateur. Il ne faut plus le combattre sur ce terrain; par conséquent j'ai écrit à Persano de se contenter de s'emparer des forts, de rallier l'escadre Napolitaine et du reste de se mettre d'accord avec Garibaldi.

Ne pouvant prévenir Garibaldi à Naples il faut l'arrêter ailleurs. Ce sera dans l'Ombrie et dans les Marches. Un mouvement insurrectionnaire va y éclater; aussitôt au nom

(1) Lettera G. LA FARINA, Torino 26 agosto 1860, al sig. Pietro Gramignani in Palermo: « Mi affretto a comunicarle l'importante notizia, che a mia proposta il governo del Re si è deciso a spedire in Sicilia il deputato Bottero, amico personale del signor Depretis, incaricato di dichiarare al Dittatore, essere sua volontà che il suffragio popolare sia consacrato prima del 15 settembre; che così facendo il governo di Sicilia può contare sull'amicizia del governo del Re; ma che nel caso contrario il governo del Re non considererà il governo di Sicilia che come suo avversario. »

des principes de l'ordre et de l'humanité, Cialdini entre dans les Marches, Fanti dans l'Ombrie; ils jettent Lamoricière à la mer et s'emparent d'Ancône, en déclarant Rome inviolable.

L'Empereur a tout approuvé. Il paraît même que l'idée de voir Lamoricière aller se faire... lui a souri beaucoup. Il a dit que la diplomatie jetterait les hauts cris, mais qu'elle nous laisserait faire, que lui-même se trouverait dans une position difficile, mais qu'il mettrait en avant l'idée d'un Congrès.

Il a beaucoup approuvé le projet de Farini sur l'administration provinciale, il l'a engagé à le faire traduire en français, je vous charge de le faire. Veuillez le faire insérer dans un ou plusieurs journaux et obtenir des articles dans la *Presse*, le *Débat* et l'*Opinion Nationale* (1).

Il est essentiel que l'on ignore le résultat de l'entrevue de Farini: je dirai ici que l'Empereur se lave les mains des affaires d'Italie que toutefois il nous souhaite bonne chance.

Nous touchons au moment suprême.

Dieu aidant l'Italie sera faite avant trois mois.

Mille amitiés.

(1) È il primo disegno di ordinamento amministrativo del Regno che sia stato compilato dopo le annessioni del marzo 1860. In esso si proponeva per la prima volta la istituzione delle *Regioni* quale mezzo di un largo decentramento. Quel disegno, essendo quasi del tutto sconosciuto, non reca maraviglia che il LUZZATTI, in una recente biografia del Minghetti, abbia ascritto a quest'ultimo la paternità del concetto di istituire la *Regione*. — Ristampiamo in Appendice (num. VIII) il prezioso documento.

MDCCLXX.

AL COMM. ANGELO CONTE (Dirett. Gen. Gabelle, Ministero Finanze) (1)

Torino.

(Torino, agosto 1860)

Caro Conte,

Mi consta che a Susa malgrado degli ordini precisi del ministero si continua a chiedere i passaporti ed a molestare i passeggeri. Ciò non mi stupisce per parte d'impiegati che furono villani perfino col Ministro dell'Interno (2), ma ciò che mi fa meraviglia si è ch'ella lo tolleri.

Per bacco, che sia così difficile l'ottenere che i cittadini non sieno inutilmente vessati!

Le scrivo non come ministro, ma come un individuo che dopo aver esercitato 10 anni il potere ama la libertà sempre più. Suo af.^{to}

MDCCXXI.

AL SIG. GIACINTO CORIO

(Livorno Vercellese).

(Torino, agosto 1860)

Caro sig. Corio,

Mi congratulo con lei e con me per la recuperata sua salute. Spero ch'ella non comprometterà l'esito della sua

(1) Con R. D. 18 dicembre 1859 il comm. Conte, Intendente generale di Genova, era stato nominato Direttore generale delle gabelle nel ministero delle finanze. Fu poscia governatore a Cremona, prefetto a Chieti e finalmente a Bergamo. Morì nel marzo 1894 in Nizza, colla fama meritamente procacciata di abilissimo e integerrimo amministratore.

(2) Nel suo ritorno dalla visita fatta all'Imperatore a Chambéry, insieme col generale Cialdini.

convalescenza coll'affaticarsi prematuramente. Nella stagione attuale non bisogna fare imprudenze.

Le cose ai tenimenti camminano regolarmente. Faccia venire gli agenti la domenica a Livorno per riferirgli sulle cose di maggior momento.

Dalla relazione di Vincenzo scorgo il pericolo di rimanere senza paglia almeno a Montarucco. Veda se sia il caso non di predicare l'economia, ma d'impedire lo spreco più rigorosamente che per l'usato.

Mi creda suo af.

(P. S.). Metta sulla coperta delle lettere a me rivolte — *riservata o personale*.

MDCCXXII.

A L L O S T E S S O .

(Torino, agosto 1860)

Preg. Signore,

Godo di sentiro confermate dalla sua lettera le buone notizie sulla sua salute che Teresina mi aveva recate; che sarà tale lo spero da farle superare felicemente la critica stagione alla quale andiamo incontro.

Le dirò che fui soddisfatto di quanto si fece nella sua assenza. Se il raccolto delle *ricette* (1) fu scarso, e se i risi sono indietro, non se ne può fare appunto a chi dirige ed a chi lavora.

Opinerei per la vendita immediata delle bestie in grasso, e per l'acquisto di altri 1000 o 2000 mir. di fieno per Leri.

Intanto le preparo le L. 9000 di cui ha bisogno per la

(1) *Agostano o ricetta*; erba da fieno che si taglia in luglio.

fine del mese. Se il beneficio dell'anno scorso non basterà all'estinzione della tratta che ritengo, ne faremo un'altra.

Mi dia notizie sue e delle campagne, come pure del tempo che dovrà rimanere a Vercelli.

Non gli scrivo di politica, che non ne finirei mai, ne ragioneremo poi.

Veda a Vercelli Marcone e lo tranquillizzi. Mi creda suo af

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Mirabellino, 30 agosto 1890)

. . . Sono qui tutto il giorno coi Principi Reali. Delle tre lettere, di cui ti ringrazio veramente col cuore, ho comunicato loro *parte* di ciò che poteva interessarli. Essi seguono con vera ansietà gli eventi. Il Principe Umberto promette di divenire un sovrano, erede delle qualità paterne, senza i difetti di questo che sono tutti conseguenze di una educazione falsa...

. . . Quanto mi dici dell'armata di Lamoricière mi sorprende, e ti confesso che credo l'osso meno duro di quanto pensi. Se Lamoricière avesse un *revers*, anche piccolo, sarebbe perduto, perchè egli stesso è uomo a lasciarsi sconcertare se le cose vanno male (1); è però altrettanto audace se arride fortuna; io lo conosco moltissimo, *anche personalmente*, avendo passato 6 mesi addetto al suo stato maggiore con *Jusuf*... So *in modo da non dubitarne* che egli è pentitissimo di essere al posto che si trova; del resto colla sua immaginazione vivissima lo vedremmo *divenir frate* se non avesse la moglie che non glielo permetterebbe...

Dirai al Conte che lunedì prossimo sarò a Torino per vedere S. M. e per partire subito alla volta di Parigi...

VIMERCATI.

(1) « Héros trop vanté: » scriveva del Lamoricière il sig. L. VEUILLOT, in data di Algeri 7 agosto 1841, al sig. Edmond Leclerc. *Correspondance de L. Veuillot* (Paris, Victor Palmé, 1884) vol. I.

MDCCXXIII.

AL VICE-AMM. C^{te} FR. SERRA (Com. Gen. R. Marina)

Genova.

(Torino, 31 agosto 1860)

(*Confidensiale, riservata a lui solo*). In conformità del dispaccio telegrafico speditole ieri nel pomeriggio la prego di volere, d'accordo col Commissario Generale, provvedere per la compera di due o tre cariche di carbon fossile, lasciando loro piena facoltà di stabilirne il prezzo.

Nello stesso tempo la invito di voler vedere se si potessero avere a noleggio due o tre bastimenti a vela da potervi caricare una quantità di carbone fossile da rifornire, almeno per una metà, i magazzini delle R. pirofregate attualmente armate, le quali potrebbero forse essere avviate nelle acque dell'Adriatico.

Importa che i cannoni rigati che si hanno disponibili siano, appena il *Tanaro* sarà riparato, inviati alla R. Divisione. Con tale occasione la S. V. Ill^{ma} spedisca alla medesima tutti quelli oggetti d'armamento di cui o per consumo fattone o per altro motivo potesse esserne in oggi mancante.

Ho scritto a S. A. R. il Principe di Carignano, acciò la *Veloce* e l'*Ardita* siano fatte venire a Genova.

La prego a disporre, appena giunte, acciò sollecitamente siano poste in un conveniente stato d'armamento, e possano assieme alle due cannoniere lanciate in mare dal cantiere della Foce, prendere il mare al più presto possibile, perlocchè La prego di non omettere alcuno di quei mezzi che possono contribuire al loro più sollecito armamento.

In quanto al *S. Michele*, sarebbe pur urgente venisse armato al più presto.

Pel caso che la R. Divisione non avesse le carte dell'Adriatico, La prego d'inviarle al Comandante della medesima col mezzo del *Tanaro*, non ommettendo di unirvi i migliori e più esatti piani del porto ed adiacenze d'Ancona.

Ove non vi fossero cariche di carbone disponibili in questo porto, i bastimenti mercantili da noleggiarsi potranno ricevere il loro carico con quello esistente nei nostri magazzini.

P. S. Il segreto è di suprema necessità (1).

MDCCXXIV.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 2 settembre 1860)

(*Confidens.*) In risposta all'interpellanza che V. S. Ill^{ma} mi ha fatta col foglio confidenziale 31 agosto p. p., le dirò che i bastimenti da noleggiare per trasporto di carbon fossile possono appartenere a qualunque nazionalità: sarebbe tuttavia preferibile, e V. S. Ill^{ma} ne converrà senza dubbio, di noleggiare (a parità di condizioni) le navi nazionali.

Il noleggio da farsi per gli scali del Mediterraneo, escluso il Levante; contratto per un mese, rinnovabile successivamente di mese in mese, se non intervenga disdetta. Ogni spesa a carico dell'armatore, come pure i rischi di mare: il governo garantisce dai rischi di guerra per il giusto valore del bastimento. Procuri che nei contratti di noleggio sia tutto ciò chiaramente espresso.

Per le spedizioni di cannoni rigati e di viveri per la squadra, V. S. Ill^{ma} riceverà oggi analoghe istruzioni ministeriali.

(1) Di questa Lettera soltanto il P. S. è di mano di Cavour.

A proposito poi de' noleggi di navi mercantili, riflettendo all'ingente spesa che occorrerà, e per contro al vantaggio grandissimo che si avrebbe se i trasporti addetti alla squadra appartenessero alla R. Marina, mi venne in pensiero di chiedere a V. S. Ill^{ma} se è possibile armare il *Beroldo* o il *Des Geneys*, e destinarlo al trasporto di carbon fossile.

Lo stato maggiore e tutto l'equipaggio del *Colombo* passerebbe a bordo del *Beroldo* come pure i marinari ed i mozzi destinati all'armamento dell'*Aurora*; parmi che con 70 od 80 marinai e l'intera sezione dei mozzi, il *Beroldo* potrebbe navigare senza pericolo, e prestare un buonissimo servizio. I mozzi continuerebbero la loro scuola pratica, non meno bene che a bordo dei piccoli legni.

Pronunzi Ella sull'attuabilità di questo progetto. Se possibile disponga che sia eseguito al più presto; se no noleggi i bastimenti mercantili, senza por tempo in mezzo, e senza attendere altra conferma di autorizzazione per parte mia.

Conchiuderò dicendole com'io provi una vera soddisfazione scorgendo con quanto zelo ed alacrità Ella si studia di secondarmi in questi difficili momenti.

MDCCXXV.

AL COL. BRIGAD. CAV. E. CUGIA (Comand. la Brigata Como)

Rimini.

(Torino, settembre 1860)

Carissimo amico,

Ti ringrazio delle buone notizie che mi trasmetti col tuo foglio del 31 agosto. Se le Marche sono in condizione di fare un moto serio, le aiuteremo e la faremo finita con

Lamoricière. Non possiamo aspettare Garibaldi alla Catolica

Il moto delle truppe verso il confine è incominciato (1). Tu sei all'avanguardia, me ne consolo, che così avrai campo di farti onore e di passare presto dal comando di una Brigata a quello di una Divisione.

Si cerca di tener coperto il nostro progetto col dire che gli apparecchi si fanno per Napoli.

Addio, scrivimi il giorno in cui sarai entrato ad Ancona. Tuo af.

MDCCXXVI.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno)

Bologna.

(Torino, 6 settembre 1860)

Caro Farini,

Vi mando una serie di dispacci telegrafici, che vi faranno sempre più persuaso che a Napoli non si muove sino all'arrivo di Garibaldi.

Ho parlato con Arese. Quanto gli disse l'Imperatore, conferma ciò che aveva detto a voi. Solo con lui si mostrò più esplicito nel disapprovare il nostro contegno col governo napoletano (2).

Tornate il più presto possibile non più tardi di domani, onde aver tempo di concertare ogni cosa con Fanti prima della sua partenza; esso è impaziente di recarsi al campo.

I deputati riuniti qua per esaminare il progetto del Codice civile, hanno deliberato di dover adoperarsi per conciliare Garibaldi e noi. Spedirono Galeotti e Tecchio

(1) In data 2 settembre.

(2) Vol. III, Lett. DCCCXI, DCCCXXVIII.

da me. Non gli ho ancora ricevuti. Li vedrò oggi alle 11; e gli farò una risposta recisa.

Poichè Ricasoli vuole rimanere a Palazzo Vecchio, sia pure... Nell'Umbria reputo che debbasi mandare Pepoli. Dovendo il nostro Commissario trovarsi in relazione coi Francesi, chi meglio di un cugino dell'Imperatore può adempiere a quell'ufficio?

Valerio andrebbe nelle Marche.

L'affare degli Ungheresi di Mantova andò sventato; varii ufficiali furono arrestati.

Abbiamo qua Klapka e Teleky. Entrambi assicurano essere le notizie d'Ungheria ottime.

Il Re si trattenne oggi qua. Continua ad essere nelle migliori disposizioni.

Vi saluto, e vi aspetto con impazienza. Vostro af.

MDCCXXVII.

AL GENERALE MANFREDO FANTI

(Comand. generale il Corpo di Spedizione nelle Marche e nell'Umbria)

Torino.

(Torino, 7 settembre 1860)

Signor Generale,

Ho l'onore di trasmetterle le istruzioni adottate dal Consiglio dei ministri giusta gli ordini del Re, pel Comandante del Corpo chiamato ad agire nelle Marche e nell'Umbria.

Ella vorrà, signor Generale, tenere informato il governo del Re di ogni cosa relativa alle operazioni di cui si tratta, tenendo a tal fine corrispondenza col Presidente del Consiglio dei ministri.

Ho intanto l'onore di rinnovarle gli atti della mia alta considerazione.

*ISTRUZIONI pel Generale FANTI concertate nel Consiglio dei ministri
del 7 settembre 1860.*

Assunto immediatamente il comando del Corpo stanziato alla frontiera dello Stato Pontificio, qualora in un luogo di qualche importanza dell'Umbria e delle Marche avvenissero manifestazioni in senso nazionale, il generale Fanti intimi al Comandante le forze Pontificie « di astenersi assolutamente da misure di repressione « contro tali moti e, qualora avesse già presa qualche misura, di « volersi ritirare immediatamente dai luoghi in cui avvennero le « manifestazioni: » soggiungendo poi che: « se il Comandante « Pontificio si rifiutasse di uniformarsi senza indugio a siffatta « richiesta, era dovere e volontà del Governo di procedere alla « occupazione militare di quelle Province, per salvare ad un tempo « le popolazioni dagli orrori che truppe straniere accampate in « uno Stato italiano potrebbero commettere, come già fecero a « Perugia nell'anno scorso, e per sventare le conseguenze inevi- « tabili e di una gravità incalcolabile che il contraccolpo delle « misure di severità medesime, adottate alle porte degli Stati del « Re, provocherebbe da un capo all'altro di questi nei momenti « attuali. »

Se il Comandante pontificio non si dichiarasse pronto ad uniformarsi, il generale Fanti entri col suo Corpo per forza e senza indugio ed occupi militarmente le Marche e l'Umbria. Se il Comandante pontificio si dichiarasse invece pronto ad uniformarsi alle surriferite ingiunzioni, allora il generale Fanti aspetti un telegramma dal Conte della Minerva, stato spedito a Roma con una nota al cardinale Antonelli.

Il Presidente del Consiglio
C. CAVOUR.

Il Segretario del Consiglio
S. JACINI.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Saint-Gratien près d'Enghien, dimanche, 9 septembre 1860)

... Qui incomincia a produrre emozione la decisione che si sta per prendere dal nostro governo; da nessuno si prevedeva qualche giorno fa ciò che oggi sta per succedere; l'opinione delle masse ci è favorevole, ma nemici ne abbiamo tanti! Questi ora dicono, in generale, che *ci passerebbero anche l'attacco a Lamoricière se fossero sicuri che dopo, il governo nostro fosse deciso d'impadronirsi del movimento, togliendolo dalle mani di Garibaldi*; che si teme per le serie complicazioni e per gli imbarazzi che minacciano non noi soli, ma anche l'Europa intera. Benedetti, che è qui dalla Principessa (1), ha l'aria di non essere sicuro di quanto l'Austria possa fare in caso d'attacco diretto delle Marche; generalmente però si pensa, come noi, che non farà nulla

. . . Si è fatto un certo rimarco al ministero degli esteri relativamente ad una corrispondenza da Torino all'*Italie Nouvelle* di Milano (2), in cui si legge: « Je suis en mesure de vous dire « que deux lettres du comte Arèse, qui fait partie de la suite « de l'Empereur, ont apporté à Turin l'assurance la plus favorable des bonnes dispositions de Napoléon III envers le gouvernement piémontais, assurance qui avait été déjà donnée au reste « à M. Farini. » Fu sospesa la diramazione di quel giornale, dietro domanda del signor Thouvenel

. . . L'articolo dell'*Opinione* ha aperto gli occhi a tutti, ma da tutti viene commentato; e la ragione sola che si trova buona è quella ivi detta, che il Piemonte non vuol lasciarsi *dépasser* dalla rivoluzione (3). Attendiamo il manifesto Reale; mi auguro che sia franco ed esplicito e che schiettamente dichiari essere l'Unità di

(1) Matilde.

(2) Diretta dalla Principessa Cristina Trivulzio di Belgiojoso.

(3) Vedasi nell'*Opinione* del 4 settembre 1860, l'articolo intitolato: *La politica del governo*, scritto evidentemente sotto l'ispirazione del conte di Cavour.

Italia una misura necessaria alla nostra conservazione, e che questo essendo il pensiero e il voto di ogni Italiano, il governo deve e vuole assecondarlo; l'allegare altre ragioni sarebbe un farsi tacciare d'ipocrisia e nessuno presterebbe fede alle nostre parole. È questo il parere anche di Benedetti. Puoi comunicarlo al Conte, al quale ho varie commissioni da fare a voce

VIMERCATI.

MDCCXXVIII.

AL GENERALE M. FANTI

(Comandante generale il Corpo d'operazione nelle Marche e nell'Umbria)

Arezzo.

(Torino, 11 settembre 1860)

Generale,

Il Corpo di spedizione nelle Marche e nell'Umbria avendo una missione politica più ancora che militare, io credo mio debito di darle confidenzialmente alcuni esatti ragguagli sulla condizione attuale delle cose.

Il generale Garibaldi arrivando a Napoli, diede all'Amiraglio Persano il comando della flotta e rovesciò il Comitato Mazziniano che si era già costituito sostituendovi un governo composto in gran parte di uomini degni della nostra fiducia. Ciò sembra doversi attribuire al generale Cosenz, il quale pare sia riuscito a far prevalere, almeno per poco tempo, presso il Dittatore idee e tendenze meno sovversive. Però Garibaldi continua a tenere seco il.... da cui riceve continuamente pessimi consigli. Così egli non cessa di mostrarsi nemico al governo francese, parla di andare a Roma, dice di non temer l'Imperatore dei Francesi, commette infine molte improntitudini di questo genere. Questa sua condotta obbliga il governo del Re a procedere risolutamente nell'impresa delle Marche e del-

l'Umbria, senza dimenticare però che l'ardire non esclude una somma prudenza. Spaventato forse, in sulle prime, dal rumore levato dagli Austro-clericali alla notizia dello ingresso delle nostre truppe negli Stati Romani, l'Imperatore scrisse da Marsiglia un dispaccio a S. M. per avvertirlo che aumentava la guarnigione francese a Roma, e per dirgli che *se era vero che le truppe Sarde avessero valicato la frontiera, commettendo una aggressione senza motivo legittimo, il governo francese avrebbe dovuto opporvisi.*

Il Re rispose subito *esser falso che le nostre truppe avessero già passato la frontiera*, e che anzi esse non sarebbero entrate nelle Provincie romane, se non quando fosse giunta la risposta all'*ultimatum* spedito a Roma.

Inoltre si trasmise in cifra all'Imperatore il Proclama diretto ai soldati comandati da V. E.

Ciò deve aver convinto l'Imperatore che il programma politico espostogli da S. E. il cav. Farini, ed implicitamente approvato da S. M. I. nel suo dispaccio telegrafico al Re, sarà eseguito fedelmente e con tutta la moderazione possibile. Tuttavia considerando il modo severo con cui la stampa francese giudica la nostra condotta, e tenuto conto della notizia di un accordo stretto fra Austria, Prussia e Russia, sembra indispensabile di procedere colla massima circospezione.

Io la prego pertanto, giusta l'avviso dei nostri colleghi, di condurre le operazioni militari in guisa da evitare ogni apparenza di collisione colle truppe francesi. Siccome queste, secondo ogni probabilità, non potrebbero impedire la manifestazione dei voti delle popolazioni, la loro presenza toglie il pericolo di sanguinose repressioni, che è il motivo del nostro intervento. Le nostre truppe possono quindi evitare di spingersi sino a quei punti che per avventura fossero già occupati dalle truppe francesi. Io continuo però a credere che l'Imperatore, nel tempo stesso

che rafforza la guarnigione di Roma, per scemare lo spavento del Pontefice e de' suoi partigiani, non porrà altri ostacoli alla nostra impresa, che articoli di giornali ed altri simili argomenti.

Ma è perciò necessario che la nostra condotta sia tale da poter essere sempre giustificata, se non presso la diplomazia, almeno presso l'opinione pubblica.

Per le stesse ragioni è d'uopo che i prigionieri che le venisse fatto di prendere, siano trattati con particolare mitezza, specialmente se sono sudditi francesi.

Anzi io credo conveniente ch'Ella mandi subito questi ultimi nelle antiche Province dello Stato, ove si provvederà alla loro sorte, coi maggiori riguardi.

I miei colleghi ed io sappiamo che queste considerazioni non isfuggono alla di Lei oculatezza. Tuttavia io credo di andare incontro ai suoi giusti desiderii dandole questi ragguagli. La prego di voler pure informarmi dal suo canto, di quanto concerne sia le operazioni militari, sia la condizione delle Province occupate, e Le rinnovo intanto i sensi della mia amicizia ed alta considerazione.

AL SIGNOR GIUSEPPE TORRELLI

Torino.

(Cannero, 12 settembre 1860)

. . . Con Cavour ci siamo lasciati benissimo (1): egualmente con Farini, ed aggiungo che son ben lontano dal giudicarli. Mi basta giudicar me; e certo siamo in circostanze che bisogna andare adagio colle critiche...

M. D'AZEGLIO.

(1) Vol. IV, pag. 19, nota 1.

MDCCXXIX.

AL GENERALE M. FANTI

(Comandante generale il Corpo d'operazione nelle Marche e nell'Umbria)

Arezzo.

(Torino, 13 settembre 1860)

Generale,

Ho ricevuto la lettera ch'Ella si compiacque indirizzarmi per trasmettermi copia della nota da Lei mandata al generale Lamoricière.

Spero che dal suo canto Ella avrà pure ricevuto il confidenziale n. 1. da me scritte il 10 corrente.

Il Conte della Minerva telegrafò da Livorno che Antonelli non aveva voluto lasciarlo proseguire sino a Roma e si era fatto spedire da Civitavecchia l'*ultimatum* cui risposero con piego suggellato. Ordinai tosto al Conte della Minerva di aprire il piego e di trasmettermi con un telegramma in cifra, di cui le unirò copia, la risposta della Corte Romana.

La diplomazia, avente a capo la Francese, strepita e protesta; ma il Re ed i suoi Ministri non si commuovono. L'importante è di far presto.

Per ora nessun movimento nelle truppe Austriache, tuttavia da Parigi e da altre parti ci si manda a dire di stare preparati.

L'importante è di far presto, per potere mostrarci sul Po forti moralmente e materialmente.

Ho ricevuto l'ordine del giorno che mi pare molto ben fatto.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR (Presidente del Consiglio)

Torino.

(Fano, 13 septembre 1860)

(*Télégr.*) Consul de France à Ancône vient de m'envoyer copie d'une dépêche télégraphique du Duc de Gramont, par laquelle on prétend de m'avertir que l'Empereur s'opposera même avec la force à notre invasion et par conséquent on m'engage à m'arrêter de suite.

Je me suis borné à accuser réception pure et simple de cette dépêche. Je continue ma marche. Je serai ce soir à Sinigaglia avec mon Corps.

CIALDINI.

MDCCXXX.

AL GENERALE E. CIALDINI (Comandante il IV Corpo d'Armata)

Fano o Sinigaglia o dove trovasi.

(Torino, giovedì, 13 settembre 1860, ore 10,20 pom.)

(*Telegr.*) Ha fatto benissimo a non fermarsi. Continui la sua marcia e prenda Ancona il più presto possibile. Persano è partito alle 10 di sera l'11 settembre. Sarà avanti Ancona sabato o domenica al più tardi.

AL SIGNOR E. DE SAHUNE

Parigi.

(Coppet, 16 septembre 1860)

. . . Voilà la France qui montre ses dents au Piémont, mais j'ignore si ce sont des dents artificielles...

X. DOUDAN.

AL SIGNOR TH. PISCATORY (*Antico Deputato*)

Parigi.

(Coppet, 17 settembre 1860)

. . . Le chef de l'Église visible pourra bien avoir avant peu à ne gouverner que les choses invisibles...

. . . Il faut convenir que la pièce de chancellerie que M. de Cavour adresse au Pape (1) a l'air d'avoir été copiée dans La-Fontaine, sur le discours du loup et de l'agneau. Aussi notre Empereur justement indigné, a-t-il pris les mesures les plus énergiques contre ces attaques aux pouvoirs ecclésiastiques, et voilà Turin réduit à n'avoir qu'un *chargé d'affaires de France* !...

X. DOUDAN.

MDCCXXXI.

AL GENERALE E. CIALDINI (*Comand. il IV Corpo d'Armata*)

Sinigaglia.

(Torino, 17 settembre 1860, ore 8 25 antim.)

(*Telegr.*) Bravo Generale. Così si fa la guerra (2). Dove comanda lei sono senza inquietudine. Mi dia nuove della Squadra.

(1) Allude alla lettera al cardinale Antonelli in data 7 settembre.

(2) Nella mattina del 17 era giunto da Perugia a Torino il seguente telegramma: « Il generale Cialdini volendo prevenire Lamoricière che dirigeva truppe in Ancona, con una marcia di 38 miglia in 23 ore, giunse in tempo da prendere posizione delle formidabili posizioni di Torre di Jesi, Osimo e Castelfidardo, ponendo così una barriera fra Lamoricière e la Fortezza. »

MDCCXXXII.

AL GENERALE M. FANTI

(Comandante il Corpo d'operazione nelle Marche e nell'Umbria)

Fuligno.

(Stessa data)

Preg.mo Collega,

Giunto a Napoli, Garibaldi ha gettata la maschera, annunciando col suo indirizzo ai Palermitani la ferma sua intenzione di recarsi a Roma (1), e mandando Trecchi al Re per chiedere l'allontanamento dai suoi consigli di Farini e di me.

Il Re ha risposto con moderazione e fermezza. Il ministero ha deliberato di astenersi da qualunque atto che indicasse una assoluta rottura; ma ha consigliato al Re di convocare il Parlamento pel 2 del venturo ottobre.

Prima di quell'epoca io mi lusingo che il Corpo di Lamoricière sarà disperso ed Ancona presa, onde saremo in condizione di far sancire il nostro operato nell'Umbria e nelle Marche ed ottenere un mandato di fiducia per ciò che ci rimane a fare a Napoli ed in Sicilia.

A dir vero non abbiamo ancora determinato il modo di agire nel caso in cui Garibaldi non si arrenda agli ordini che il Re gli ha trasmessi per mezzo del Conte Vimercati.

Avrei però in idea di proporre al Consiglio di mandare Persano con la squadra ed un reggimento a Palermo per promuovere l'annessione: e di stabilire sul confine di Napoli un Corpo d'osservazione di tre Divisioni comandato dal generale Cialdini.

Questo dovrebbe essere composto, per quanto sia pos-

(1) Vol. IV, Lett. DCCCCLXIII, pag. 7.

sibile, di vecchie truppe, o di quelle meno accessibili all'influenza del garibaldismo.

Non è ancora il caso di entrare nei particolari di questo progetto, ma le sarei intanto molto tenuto se ella si compiace di farmi conoscere la sua opinione in proposito.

Pare che l'Austria non si muova. Tanto meglio! Mi sono quindi astenuto dal dare nuove disposizioni, salvo lo spedire le Guide a Durando che ha pochi mezzi per sorvegliare il confine.

Ho scritto a La Marmora che, se lo credeva utile, gli avrei spediti i due reggimenti di cavalleria di linea che sono al campo (1), ma esso ritiene che ciò sarebbe prematuro.

A Parigi si dimostrano apertamente molto adirati contro di noi, ma in segreto ci esortano a far presto e compiutamente.

.

I colleghi la salutano ed augurano ch'ella compia la campagna nel medesimo modo brillante col quale ella l'ha iniziata.

Mi lusingo ch'ella avrà fra breve ad annunziarmi la cattura di Lamoricière racchiuso fra lei e Cialdini. A tale annunzio farò sparare i cannoni.

Mi creda, suo af.

AL GENERALE E. CIALDINI (Comandante il IV Corpo d'Armata)

Osimo.

(Pesaro, 19 settembre 1860, ore 9,15 pom.)

(*Telegr.*) Il conte di Cavour mi dà il gratissimo incarico di farle giungere il più sollecitamente che sia possibile, sig. Generale,

(1) Vol. III, Lett. DCCCCLX, pag. 4.

le congratulazioni del Re e del governo per la splendida vittoria riportata ieri a Castelfidardo. Desidera avere al più presto i nomi degli ufficiali morti e feriti.

Il R. Commiss. straord. generale
L. VALERIO.

MDCCXXXIII.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 20 settembre 1860, ore 10 antim.)

(*Telegr.*) Il Re ed i Ministri si congratulano con voi della vostra vittoria (1). La si celebra oggi con cento colpi di cannone in onor vostro e dei bravi nostri soldati.

MDCCXXXIV.

A L G E N E R A L E M . F A N T I

(Comandante gen. il Corpo di operazione nelle Marche e nell'Umbria)

Al Quartier gen. della Favorita.

(Torino, 21 settembre 1860)

Preg.mo Collega,

I risultati della campagna da lei diretta, non potevano essere sin qui più soddisfacenti. Spero ch'essi saranno coronati presto dalla presa di Ancona. Nella previsione di questo evento bisogna sin d'ora preoccuparsi di ciò che dovrà farsi dopo; cioè dell'impresa di Napoli.

In ogni ipotesi, sia che Garibaldi si dimostri deferente ai voleri del Re; sia che gettata del tutto la maschera

(1) Vol. IV, Lett. DCCCCLXVI, pag. 10.

si ponga in aperta opposizione col governo di Torino, è necessario che il Re vada a Napoli, e ci vada con tre Divisioni almeno.

A tenore di quanto era stato convenuto prima della sua partenza da Torino, questo Corpo d'armata deve essere comandato da Cialdini. Considerazioni politiche lo richiedono d'altronde in modo assoluto. Ella, come ministro, deve tornare a Torino, ove vi è e vi sarà straordinariamente a fare. La Rocca, quantunque si sia condotto egregiamente, ha voce di essere retrivo (?); quindi bisogna prescegliere Cialdini per quella missione non meno politica che militare.

Il difficile è il farlo senza urtare La Rocca che merita ogni riguardo. Militarmente parlando starebbe a lui il comandare le truppe dirette al confine napoletano, stantechè il suo Corpo d'armata era ad esso più vicino. Mi lusingo però ch'ella potrà persuaderlo delle necessità politiche che richieggon che a capo del Corpo di Spedizione sia Cialdini. La Rocca può rimanere comandante superiore delle Marche, dell'Umbria e della Toscana. Ciò che costituisce pure un bel comando. Se, presa Ancona, ella destina le Guardie a presidiarla, la cosa sarà naturale.

Allo scopo indicato riesce molto opportuno ch'ella abbia mandato Pinelli ad occupare Fermo ed Ascoli. Se gli Abruzzi si pronunciassero per l'annessione, in allora il comando di La Rocca si estenderebbe pure alla parte orientale del Regno.

Credo che il Re, nella lettera che gli scrive, gli manifesterà gli stessi pensieri.

Confido ch'ella non tarderà a mandarmi la nota delle ricompense da conferire ai militari dell'esercito. Penso che prima d'ogni altra cosa sia da darsi a Cialdini una testimonianza splendida del caso che il Re ed il suo governo fanno dei meriti acquistati; ed è per ciò che gli

ho indicato col telegrafo il pensiero di conferirgli la Gran Croce di Savoia (1).

Il pubblico aspetta con ansietà una relazione delle operazioni militari così brillantemente eseguite. Capisco che sin'ora ella ebbe ben altre cure di quella di scrivere ciò che si faceva. Forse se l'assedio dura qualche tempo avrà qualche ora a dedicare a redigere uno scritto che farà molta impressione non solo in Italia ma ben anche in Europa.

Tutti i colleghi lo salutano e seco lei si congratulano.

Creda all'inalterabile mia stima ed amicizia. Suo dev. ed af.

(Dal Diario del signor H. D'IDEVILLE) (2).

(Turin, 28 septembre 1860)

Ce matin, j'étais sorti vers huit heures du palais Perron, et me promenais paisiblement sous les arcades. « Papa Camille, » comme l'appelle le peuple de Turin, se présente a moi gai et souriant, selon son habitude.

Je l'accompagnai jusqu'au ministère, et le grand homme, me prenant par le bras, se mit à causer politique.

« C'est la plus grande partie que nous jouons en ce moment, me dit-il; vous n'êtes pas contents de nous à Paris, mais tout s'arrangera, j'en suis sûr. J'aime les situations difficiles et je suis servi à souhait, cette fois, » fit-il en riant et en se frottant les mains, geste qui lui est habituel.

Sur ce, il me quitta, et monta l'escalier du ministère. Pendant les dix minutes que j'avais marché auprès de lui, plus de cinquante personnes l'avaient salué, députés, ouvriers, marchands, il répondait à chacun par un bon sourire ou un signe de tête. Toute la ville, en effet, le connaît et l'aime; il est impossible d'être aussi

(1) Con telegramma dello stesso giorno (ore 8,20 pom.) il conte di Cavour ne diè notizia al generale Cialdini.

(2) *Journal d'un diplomate en Italie*, Paris, 1872, Hachette.

populaire. J'avoue que cet homme, que ma conscience me blâme de tant aimer, me paraît plus grand chaque fois que j'y réfléchis. Que de pensées doivent agiter cette tête puissante, ce génie fécond, audacieux et persévérant ! C'est maintenant qu'il est intéressant de le voir, aux prises avec les difficultés les plus ardues, les combinaisons les plus inextricables.

MDCCXXXV.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 30 settembre 1860)

Preg. Signore,

Federigo lo ha pregato di recarsi a Torino per concertare il pranzo di domenica ventura. Sarà bene invitare subito il sindaco ed il parroco di Gattinara.

Se il tempo non è buono, è più molesto che cattivo ; ond'io mi lusingo che con della pazienza faremo il raccolto senza scapito.

Stiglio ha venduto a 5.75. Ciò mi par poco nelle attuali condizioni. Però io sarei di parere di sospendere le vendite ; per la casa non occorrono danari per ora ; quindi prendendo alla Banca 12.000 si andrebbe sino a San Martino ; anche pagando l'esattore.

Mi creda suo af.

AL CONTE C. CAVOUR (Presidente Consiglio Ministri)

Torino.

(Londra, British Museum, 1° ottobre 1860)

Mio caro ed illustre amico,

(*Riservata*). Ritornai qui dopo un felicissimo viaggio, sabato mattina, contento quanto mai si possa essere dell'andamento che

prendono di giorno in giorno più soddisfacente sul totale le cose nostre, grazie a voi. Le contrarietà e traversie sono sinora di piccolo conto; mentre i successi sono al di là di quanto mai potevasi pur sognare sono ora due anni. Come avete già saputo da Nigra (con cui godo aver segnato un trattato di pace non solo, ma d'alleanza ed amicizia) vidi l'Imperatore e nulla poteva essere più soddisfacente della conversazione lunghissima che ebbi seco lui: non parlo dei modi cortesi ed amichevoli oltremodo verso di me, essendo cosa di minore importanza. Era d'avviso che non bisognava affrettarsi come si è fatto per gli Stati del Papa, che non bisognava invadere sotto pretesti che non reggono; ma convenne meco che era necessario farlo, dopo aver sentito le ragioni ch'io esposi. Di Napoli disse che si sarebbe dovuto ricevere le proposizioni del Re *costituzionale* a braccia aperte, come d'un fratello: che poi era certissimo che ogni qualvolta si fosse radunato un Parlamento a Napoli, si sarebbe proclamata la decadenza del Re; il che fatto naturalmente e *legalmente*, sarebbe stato eletto Vittorio Emanuele. E questo a lui pareva modo assai preferibile alla forza. Ma ora il fatto è fatto. Approvò che si mettesse Garibaldi a ragione per forza, se non si riusciva a persuaderlo colle buone. (Qui si crede che sarebbe a desiderarsi di non venire ad estrema; si pensa che l'opinione pubblica potrebbe farne un martire e dipingere il governo del Re come colpevole di una ingratitude verso un uomo che ha tanto fatto per l'Italia: non dimenticate questo).

Mi assicurò poi di tutta la sua simpatia ed amore per l'Italia e promise tener fermo per noi, tuttochè non potessero esserci gravi difficoltà da superare. Se il Papa se ne va da Roma (come allora esso credeva avverrebbe) esprime l'opinione che il Re doveva naturalmente occupare quella città e governarla. *I Francesi se ne andrebbero subito*. Approvò interamente la mia idea quanto agli archivi; e non solo l'approvò, ma gli piacque. Ma di questo non occorre dir altro, ora parendo che Sua Santità voglia restare. L'Imperatore però mi disse che in qualunque circostanza le sue truppe non farebbero mai altro che difendere e proteggere la persona del Pontefice. Disse che a Villafranca fu forzato fare una pace che non conduceva ad effetto quello che egli s'era proposto quando cominciò la guerra, ma essere convinto che se si fossero

•

ascoltati i suoi consigli, in tre mesi l'Austria avrebbe di buon grado trattato per la cessione della Venezia.

La parte più importante della nostra conversazione, come quella che si riferisce a uno stato di cose che sarebbe desiderabile indrizzare a miglior piega, fu quella riguardante la poco buona intelligenza che corre ora tra Francia e Inghilterra. Egli mi protestò con un accento di verità, che non posso credere simulato, non essergli altro a cuore tanto quanto l'alleanza inglese; che sa essere questa quella che meglio conviene alle due nazioni ed a lui in particolare; negò aver ambiziosi disegni e volontà di allargare i confini della Francia; disse non aver mai fatto cosa o pur averla pensata, nè pensarla ora, contro l'alleanza inglese, e che davvero non poteva capire come una nazione, che ha tanto buon senso, si lasciasse accecare da supporlo capace di quanto viene accusato, o di una più piccola parte di tali accuse.

Gli dissi quel che credeva: alla sua risposta non replicai perchè era l'Imperatore, altrimenti mi sarebbe stato facile mostrargli che quella risposta era affatto inconcludente. Le sue proteste di amicizia per l'Inghilterra vennero replicate sempre enfaticamente e in modo apparentemente sincerissimo: finalmente gli domandai permesso di far conoscere colla debita riserva la sostanza del nostro colloquio, essendo io desiderosissimo, per quanto le mie piccole forze lo permettessero, di far che regnasse una migliore intelligenza tra due grandi Potenze, che tanto avevano fatto e potevano fare per noi. Mi permise non solo, ma incoraggiò a far quello che credessi meglio per ottenere un tale scopo, e disse di più, che se la Francia e l'Inghilterra si intendessero cordialmente, gli affari d'Italia non solo, ma del mondo, sarebbero stati assestati in modo soddisfacentissimo. Le ultime parole furono che non abbandonerebbe l'Italia e che ci fidassimo a lui.

Arrivato qui sabato mattina trovai una lettera di Lord Palmerston ed un'altra d'Azeglio, che mi premuravano caldamente ad andare subito a Broadlands dove Azeglio era, e vi andai il sabato dopo mezzodì, vi restai tutto ieri e ne sono or ora ritornato con l'Azeglio, che vi manda un lungo ed importante rapporto che merita esser letto con tutta l'attenzione. Quanto a me ho avuto parecchi colloqui *di ore* con Lord Palmerston, che trovai poco disposto a prestar fede a parole che, secondo lui, erano contraddette dai

fatti, senza aver anche a risovvenirsi che parole egualmente chiare erano state usate rispetto alla Savoia, e poi erano state assolutamente postergate; onde non è facile prestar fede a simili parole in avvenire.

Risposi alla meglio. Allora Lord Palmerston mi spiegò innanzi una serie di fatti indipendenti gli uni dagli altri, disparati di luogo e di tempo, ma che tutti parevano mostrare un maltalento contro l'Inghilterra per parte della Francia, che mal s'accordano colle proteste di amicizia che si prodigavano colle parole.

Suggerii che sarebbe desiderabile far conoscere le idee qui prevalenti all'Imperatore senza mettere nomi innanzi, ma parlando in modo che ben facile fosse l'indovinare con chi io avevo parlato. Il suggerimento fu approvato. Scrissi una lettera lì per lì ad un amico onde la facesse leggere a Fould, e questi all'Imperatore, se lo credeva vantaggioso.

La mia lettera fu letta e riletta con attenzione, certi cambiamenti furono proposti che io adottai, e ve ne manderò copia in tutta confidenza; se ho risposta la vedrete pure.

Rispetto all'Italia, Lord Palmerston è sempre per noi quell'amico che si è costantemente mostrato. Mi ha detto che se c'è gratitudine al mondo, gli Italiani in generale, e più poi il Re ed il suo governo, devono sentire quanto debbano all'Inghilterra. Fu l'Inghilterra che fece andare in fumo il progetto della Confederazione italiana coll'Austria, i Ducati e il Papa come membri: a lei si deve che le annessioni che hanno fin qui avuto luogo siano state tollerate dalle altre Potenze, inclusa Francia. E se Garibaldi ha potuto occupar Napoli ed essere causa che il Re scappasse a Gaeta è dovuto all'Inghilterra che, invitata dalla Francia ad impedire che dalla Sicilia si venisse ad attaccare gli Stati di terraferma, vi si rifiutò. L'aiuto morale e l'influenza dell'Inghilterra non sono stati meno utili all'Italia delle armi francesi e sarebbe vera ingratitudine, per parte dell'Italia, lo scordarselo.

Se Hudson lo desidera, gli potete far leggere questa lettera: sa che l'ho scritta.

Sempre e di tutto cuore

Vostro caldo e sincero amico
A. PANIZZI.

(P. S.) Ho scritto a rompocollo.

MDCCXXXVI.

AL GENERALE M. FANTI

(Comandante il Corpo di operazione nelle Marche e nell'Umbria)

Ancona.

(Torino, 2 ottobre 1860)

Preg. Collega,

Riceva le più calde e sincere congratulazioni per il modo mirabile col quale ella ha condotto le operazioni di questa stupenda campagna, che getta un lustro splendidissimo sulle nostre forze di terra e di mare.

Spero di vederlo presto qua, giacchè trattasi ora di organizzare un nuovo esercito, e ciò non si può fare senza ministro della guerra.

Avrei pensato di spedire a Napoli con Persano il marchese G. Ricci, per assumere la direzione della marina ed il generale Valfrè, per prendere la direzione degli arsenali di terra.

Bisogna pure un Comandante generale per la Sicilia, che sia uomo di grande energia. Per ora non vi sarà la guerra, avremo tempo di richiamarlo prima ch'essa cominci.

Le condizioni militari nostre sono mutate. Possiamo far assegnamento su di un esercito di 300,000 uomini: reputo quindi che non si debba più, come molto saviamente si era stabilito, lasciare la Lombardia senza difesa. Epperò reputo savio consiglio quello del generale La Marmora il quale propone che si fortifichi Brescia.

Se ella non vi dissentisse, ordinerei che la questione venisse studiata.

Rimanderemo Lamoricière al più presto in Francia, per evitare le suscettibilità dell'armata francese, che s'interessa tuttavia all'antico suo capo.

Da Napoli non ho ricevuto notizie.

L'Inghilterra apertamente, e la Francia sotto mano, ci eccitano a finirla. Non si dia pensiero della diplomazia. Rimanga a Gaeta o se ne vada il Re, noi dobbiamo senza esitare andare a Napoli.

I colleghi gli mandano saluti e congratulazioni. Il milione preso a Lamoricière fece sorridere il cupo Vegezzi. Mi creda suo af.

MDCCXXXVII.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Ancona.

(Torino, 2 ottobre 1860)

Caro amico,

Scrivo a lungo al Re (1); convinto ch'esso vi leggerà la mia lettera, non mi ripeto.

Ritenete solo che bisogna marciare su Napoli presto. Lord Palmerston ci fa in proposito le più calde istanze.

Rattazzi ricusò la Sicilia, ma dichiarò che accetterebbe Napoli. Ciò dico a voi solo.

Persano è giunto ieri sera alle 11. Lo tratterrò due o tre giorni finchè abbia trovato il Commissario Regio. Il viaggio marittimo del Re, ritarda d'altronde il ritorno della flotta nel Mediterraneo.

Sarà bene che Persano parta dopo il voto della Camera.

Depretis mi mandò ieri da Livorno un telegramma per dirmi che arriverebbe oggi, e chiedere che si differisse la discussione sulle cose di Napoli

.

I deputati giungono a frotte. Sono furibondi di mode-

(1) Vol. IV, pag. 20, Lett. DCCCLXXVI.

razione. Giulini diceva che a Milano si celebrano le saturnali del buon senso.

L'Imperatore mi ha fatto dire, che desiderava non si pubblicassero le corrispondenze di Lamoricière, senza averglielo comunicate prima. Vedete che non si facciano imprudenze.

Sarà bene prendere una deliberazione rispetto le truppe indigene. Forse si potrebbero mandare a casa ad eccezione dei Carabinieri. Abbiamo arruolato alcuni artiglieri.

Chiedete al Re se desidera che da qui gli si spediscano i decreti per la nomina a Generali d'armata di Fanti, La Rocca e Cialdini.

Fanti ha fatto egregiamente a rimandare Lamoricière a Genova per mare. Lo farò imbarcare colà per Marsiglia; bisogna ad ogni costo evitare che gli sia fatto il menomo sfregio, ciò irriterebbe al sommo l'armata francese.

Addio, vi scrivo poco, ma penso molto a voi ed a quanto avete a fare. Vostro af.

(P. S.) Credo che si debba dare il Gran Cordone di Savoia a Fanti.

Vi ripeto ciò che ho già scritto al Re. Ogni riguardo per Garibaldi, nessuna transazione col sistema.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Ministro della Marina)

Torino.

(Genova, 2 ottobre 1860)

Eccellenza,

La R. Marina che va a V. E. debitrice del lustro e dell'importanza che va ogni dì acquistando, mercè l'autorevole patrocinio ed il sapiente di Lei governo, si ebbe testè altra solenne prova della di Lei benevolenza pel modo con cui Le piacque render noti al paese i fatti d'armi della R. Squadra nelle acque d'Ancona, cui venne attribuita la resa di quella piazza forte.

In quei fatti ognuno era certo animato non solo da zelo d'onore e da illimitata devozione al Re ed alla patria, ma eziandio da vivo desiderio di corrispondere all'aspettazione del governo di S. M. e particolarmente poi di Lei, Eccell.mo signor Ministro.

Mi permetta, Eccellenza, che di questi sentimenti io mi renda interprete e che, rassegnandolene riverente attestato, v'aggiunga quello della profonda mia riconoscenza e dell'ossequioso rispetto con cui sono di V. E.

SERRA.

AL SIGNOR EUGENIO RENDU
Parigi.

(Turin, 4 octobre 1860)

Cher ami,

Je comprends votre irritation au sujet de tout ce qui vient de se passer et de l'entrée de nos troupes sur les terres du *Patrimoine*: mais tout en entrant dans votre pensée, et sans assumer à mon compte tous ces faits, permettez-moi une simple observation.

À part les questions qui se trouvent naturellement soulevées, il ne s'agit pas ici de terres, ni d'immeubles, mais d'un peuple qui s'appartient à lui, et à personne autre, qui a son droit presque comme tous les autres peuples; il n'est plus question aujourd'hui, à la suite de ces prodigieux événements que nul ne prévoyait et qui nous éblouissent, du Piémont, de la Toscane, de Naples, des États-Romains, mais de l'ITALIE: à part tout cela, je dis comme conclusion: Quand on a foulé aux pieds une nation pendant des siècles, quand rois, gouvernements, peuples voisins, soit par la ruse, soit à main armée, se sont constamment réunis contre elle pour l'exploiter à leur profit, pour la diviser, la partager, la vendre, la revendre, la torturer, l'anéantir; peut-on s'attendre qu'au jour de son réveil elle respectera les lois, les pactes, les traités qu'on a faits sans la consulter et dans le but de la rayer du nombre des nations? Si on sème le vent, on récolte la tempête.

Après tout cela, vous me connaissez assez pour savoir que mon opinion est que, même pour l'Italie, tout n'est pas permis. Aussi je tâche d'expliquer, mais je ne prétends pas tout absoudre.

Mais tous les doubles jeux ne se font pas seulement en Italie ! — Mauvaise raison, me direz-vous. — Soit ! mais *j'explique*..... Enfin, et après tout, c'est Dieu qui conduit tout cela ; et voyez, nous faisons une sottise, voilà nos ennemis qui en font vingt pour que la nôtre disparaisse...

M. D'AZEGLIO.

MDCCXXXVIII.

AL VICE-AMMIRAGLIO CONTE F. SERRA (Comand. gen. R. Marina)
Genova.

(Torino, 8 ottobre 1860)

Ammiraglio,

Spero che le due batterie saranno finalmente partite.

Il conte Persano mi annunzia l'arrivo in Genova della piro-fregata *Ruggiero*. Su questa e sul *Conte Cavour* parmi possansi imbarcare i rimasti cavalli.

Mi faccia conoscere dal telegrafo se, oltre i cavalli, questi legni potrebbero imbarcare un battaglione di fanteria.

Veda che gli ufficiali napoletani siano accolti con riguardi e con simpatia. Ebbi lagnanze ch'io reputo fondate. Ne fui afflitto.

Spero che tutti nella marina si saran persuasi della necessità di fondare su basi solide una gran marina italiana.

Faciliti l'arruolamento dei veneti.

Sono stato lieto di aver potuto promuovere da S. M. una prova del suo sovrano gradimento (1).

Ho l'onore di riaffermarmi suo dev.

(1) Con R. D. 8 ottobre il conte Serra venne nominato Grande Ufficiale dell'Ordine Mauriziano.

AL CONTE C. DI CAYOUR (Ministro della Marina)

Torino.

(Genova, 9 ottobre 1860)

Eccellenza,

Il ritardo della partenza delle due batterie è stato cagionato per gli ultimi tre giorni da un vero temporale.

. . . Io credo di aver usato agli ufficiali napoletani tutti i riguardi possibili e ho fatto uguale raccomandazione a tutti.

. . . Io sono disposto a rimediare ad ogni cosa se assolutamente avessi mancato, e lo otterrò dai miei dipendenti, quando da loro parte fosse accaduto.

Non ho che a lodarmi della subordinazione e del contegno dei tre Comandanti e di quelli ufficiali che ho avuto l'onore di conoscere.

. . . Giacchè l'occasione mi si presenta, permetta Eccellenza, che ne profitti per ringraziarla della benevolenza di cui Ella è tanto prodiga verso di me. La mia riconoscenza sarà eterna.

Una preghiera mi credo in dovere di fare, e si è di accordare qualche promozione a degli ufficiali della squadra.

SERRA.

MDCCXXXIX.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Grottamare.

(Torino, 10 ottobre 1860)

Carissimo amico,

Della Camera vi scrive Borromeo, non ve ne parlo se non per dirvi che ieri fu una splendida tornata per noi. Arme-longhi parlò e parlò molto bene. Chiaves poi venne fuori con uno dei più brillanti e spiritosi discorsi che siensi pronunziati nella Camera. Con forme parlamentari disse verità anche ai Mazziniani aperti e mascherati, che produssero un effetto straordinario. Ne faccio tirare 3000

copie, per spargerlo nelle vecchie provincie. Sarebbe bene il farlo ristampare per Napoli.

Ho già avvertito Poerio e Scialoia di tenersi pronti a raggiungervi tosto votata la legge. Non pensate a far qualche cosa di quel ferocissimo ministeriale, Massari? E di Mancini? Converrebbe, credo, offrirgli un posto nella magistratura.

Quello che più importa si è che voi assumiate presto la suprema direzione del governo. Siete l'unico uomo atto a tale ufficio. Tale è l'opinione di Fanti e di tutti i nostri colleghi. La vostra nuova dittatura legale deve essere breve. Fatte le elezioni, quando si riunirà il nuovo Parlamento italiano ritornerete fra noi, e porterete al ministero una nuova forza, un nuovo prestigio.

Intanto bisogna togliere Villamarina da Napoli. Esso è compromesso coi Garibaldini e coi Confortisti.....

Non ritorno più sul contegno a tenersi con Garibaldi. Ve ne scrissi forse soverchiamente.

Il ministero inclina a non surrogare i governatori che mancano. Magenta e Micono possono disimpegnare lodevolmente l'ufficio che reggono provvisoriamente.

.
Vi manderò Casalis.

L'Imperatore è irritato un po' con tutti, ma col Papa assai più che con noi.

Goyon e Gramont cercano ogni modo di far nascere collisioni e difficoltà. Ci vuole pazienza. Temendo reazioni papaline a Viterbo, ho creduto bene di trattenere prigionieri tutti i gendarmi ed ufficiali nostrali pontifici. Sarà un mezzo di ottenere la liberazione dei detenuti politici delle provincie liberate.

Addio, amatevi e credetemi vostro af.

(P. S.) Vi unisco due lettere di Nunziante e Boldoni su cose militari, che vi prego comunicare a Fanti, per quel caso che crederà farne.

MDCCXL.

A L L O S T E S S O .

(Torino, 12 ottobre 1860)

Caro amico,

Due righe in fretta. Il risultato della discussione fu splendido.

L'opposizione rimase sconfitta pienamente. Siamo padroni del terreno. Bisogna approfittarne. Fare e far presto. Suppligate il Re di non lasciare che le truppe si riposino ad ogni passo. È tempo di camminare. Giungano a Napoli prima che le conferenze di Varsavia abbiano partorito qualche progetto a danno nostro.

.
Vi ho scritto col telegrafo che Arese desidererebbe ardentemente di essere invitato a trovarsi a Napoli col Re. Parmi che bisogni compiacerlo. Non abbiamo altro mezzo di riconoscere i servigi prestati e quelli che presterà.

Il Consiglio ha deciso di scrivere confidenzialmente a Ricasoli, che lo stato anormale della Toscana cessi alla fine dell'anno.

.
L'Imperatore fa tuonare i suoi giornali contro di noi. Ritengo che i suoi cannoni sieno solo carichi a polvere. Il Principe Napoleone ci applaude e ci anima a *tirar de lungo*.

Il manifesto (1) è stupendo. Vi sono molte frasi felicissime. Solo ho lamentato la parola *accossaglia di gente* applicata a gente vinta: ed il *nido delle sette*. Ma sono piccolissimi nei, su d'una figura prestantissima.

Addio, amatemi e credetemi vostro af.

(1) Allude al manifesto indirizzato da Vittorio Emanuele *Ai Popoli dell'Italia Meridionale*, il 9 ottobre 1860, manifesto che fu scritto dal Farini.

MDCCXLI.

A. S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 15 octobre 1860)

Monseigneur,

J'ai été bien heureux d'apprendre le retour de V. A. à Paris. Lorsqu'Elle est absente, notre principal appui nous manque et notre politique va un peu de travers.

Il est possible que nous ayons commis des fautes d'exécution. Mais le plan que nous avons adopté et suivi est celui que V. A. nous a conseillé, c'est le seul bon, c'est le seul qui en nous préservant des dangers du principe révolutionnaire, puisse amener une solution convenable de la question italienne. Lorsque l'Europe l'examinera sans passion, elle verra que nous avons agi autant dans l'intérêt de l'ordre que dans l'intérêt de la liberté. En attendant ce moment, nous avons bien des difficultés à surmonter.

L'attitude que la France a prise à Rome est fâcheuse. Elle excite le mécontentement des Italiens et les méfiances des Anglais. Cependant je reconnais que l'Empereur devait augmenter son armée de Rome et occuper les positions stratégiques qui assurent la défense de cette ville. Mais pourquoi pousser jusqu'à Viterbe? Les députés de cette ville qui auront l'honneur de présenter à V. A. cette lettre lui exposeront les tristes conséquences de l'occupation. Si c'est un fait sans remède, pour l'amour du ciel, qu'on ne la pousse pas plus loin. Le général de Goyon parle d'aller jusqu'à Orvieto qui est presque en Toscane! J'espère que l'Empereur ne lui passera pas cette velléité. Gramont et lui sont furieux contre nous. Ils ne s'en cachent pas. Ils cherchent tous les moyens pour

amener un conflit. Ils n'y réussiront pas, car nous reculerons toujours devant les Français, mais il en résultera de leur conduite qu'on doutera des bonnes intentions de la France en Italie, qu'en Angleterre on s'imaginera qu'on médite quelque chose sur Naples, sans que d'un autre côté le Pape et l'Autriche se réconcilient avec le vainqueur de Solferino.

Mais ce qui nous inquiète le plus pour le moment, c'est Varsovie. Je pense qu'il ne serait pas impossible que l'Autriche (n') obtînt le consentement de la Russie et de la Prusse pour tenter un coup de tête en Italie. Le moment serait mal choisi pour nous, car une portion de notre armée se trouverait éloignée du théâtre de la guerre. Toutefois nous serions en mesure de nous défendre, surtout si nous étions prévenus à tems. Malheureusement je n'ai aucun moyen d'être informé de ce qui se passera à Varsovie. V. A. pourrait nous rendre un bien grand service en me faisant connaître les résolutions qui y seront prises. J'ose implorer sa bienveillante amitié à cet égard. Un avis de sa part nous serait d'un avantage incalculable. Si V. A. nous croit menacés, je suspends le départ des troupes qui doivent s'embarquer à Gênes, et je fais revenir une ou deux divisions de Naples. Avec cela je ne crains pas une attaque des Autrichiens sur la droite du Pô. Bologne est complètement armée, Plaisance sera à la fin de ce mois dans un état de défense respectable. À Pizzighettone nous n'avons plus qu'à placer quelques canons, ce qui sera fait dans le courant de la semaine. Avec ces appuis notre armée commandée par La Marmora et Sonnaz ne se laissera pas entamer par les Autrichiens. Ces généraux arrêteront l'ennemi et donneront le tems au Roi et à Cialdini de venir le battre. L'enthousiasme des soldats est très grand, tandis que l'armée autrichienne est à demi démoralisée. Nous n'avons rien à craindre, si nous ne sommes pas pris en

surprise. J'ose donc insister auprès de V. A. pour qu'Elle daigne nous éclairer sur les intentions de l'Autriche à notre égard. Gropello (1) aura toujours le chiffre et un courrier aux ordres de V. A.

Dans les régions officielles de Paris, on m'a accusé d'avoir, en présentant le projet de loi sur les annexions, trop bien parlé de la France pour faire croire qu'il n'existait pas entre elle et nous de dissentiments sérieux. Cela m'a forcé à faire taire mes sentiments dans mon dernier discours (2). J'espère que ce silence qu'une juste déférence m'a imposé, ne sera pas mal interprété, au moins par V. A. qui, je m'en flatte, ne doutera jamais de ma profonde reconnaissance pour l'Empereur et de mon respectueux dévouement pour Elle.

MDCCXLII.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Pescara.

(Torino, 16 ottobre 1860)

Caro amico,

Scrivo a lungo al Re, quindi non ho più tempo a scrivervi essendo stato dalle 6 del mattino in balla dei Napoletani.

Ricevo in questo punto un dispaccio di Pietroburgo, che vi mando. È buono anzi che no.

Bonghi mi ha detto che vi rassegnavate alla Dittatura di Napoli. Ve ne ringrazio.

(1) Dopo la partenza di Nigra da Parigi, vi era rimasto come incaricato d'affari il conte Giulio di Gropello. Vedasi a pagina 40 di questo volume.

(2) 11 ottobre.

Ora sto in forse per la Sicilia... — Garibaldi essendo per la terza volta tornato a migliori consigli, giudico non doverlo urtare.

Il Re potrebbe dirgli quando verrà a trovarlo, annunziargli che ha nominato un Regio Commissario, invitandolo a richiamare Mordini.

Spero che fra poco ogni timore per parte dell'Austria sia dileguato.

Vi terrò informato. — Scrivete o fate scrivere.

A L L O S T E S S O

Castel di Sangro.

(Torino, 21 ottobre 1860)

. Vedo tutti i giorni il conte di Cavour e seguito le sue alternative di buono e cattivo umore. Saprai ch'egli non conta recarsi costi; dice che il suo posto è qui, ed ha ragione. Non crede che l'Austria voglia saltare il fosso, ma sta preparato...

La sessione testè chiusa ha lasciato *tutti* nell'intima persuasione che il ministero è oramai inattaccabile e duraturo sino alla consumazione dei secoli — e quando dico *ministero* c'intendiamo: e quando dico *tutti*, comprendo anche *coloro* ai quali tu con me spesso alludevi (1). Non si sono mai nè veduti nè parlato; se non è pace, è armistizio politico; ma sono sempre in fondo nelle stesse condizioni di animo da una parte e dall'altra.....

CASTELLI.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR (Ministro degli Affari esteri)

Torino.

(Paris, 22 octobre 1860)

Monsieur le Comte,

Dans un de mes derniers entretiens avec Mgr le Prince Napoléon, S. A. I. a eu la bonté de me donner des détails au sujet

(1) Cavour e Rattazzi.

d'une longue entrevue que M. de Kisseleff avait eue avant de partir pour Varsovie avec l'Empereur, et dont les affaires d'Italie avaient formé le sujet principal. Ces détails S. A. I. les tenait de la bouche même de l'Empereur. Aussi je crois de mon devoir de les porter à la connaissance de Votre Excellence.

L'Ambassadeur de Russie aurait soumis à l'Empereur le projet d'une intervention de la France et de la Russie en Italie pour venir en aide du St Père et du Roi de Naples.

L'Empereur a opposé un refus net, et a décliné de joindre, dans ce but, ses troupes avec celles de la Russie; mais il aurait dit qu'il verrait d'un bien meilleur œil une intervention russe en Italie qu'une intervention autrichienne. — Intervenez donc, aurait ajouté S. M., si vous le voulez; quant à moi je suis décidé à ne pas changer de politique pour ce qui concerne les affaires italiennes: je me bornerai à protéger la personne du Pape et le territoire que mes troupes occupent actuellement.

M. de Kisseleff déclara que la Russie à elle seule n'entendait pas entreprendre une tâche pareille, qu'elle n'avait pas de marine, et que par terre elle ne savait quel territoire emprunter pour faire passer son armée.

Moi aussi, reprit alors l'Empereur, j'ai de fortes raisons pour ne pas faire ce que vous me proposez. Je ne suis pas lié avec le Piémont. Aussi si l'Autriche l'attaquait, je ne sais quel parti j'adopterais; je prendrai conseil des circonstances et de mes intérêts. Si au contraire le Piémont engageait le premier la lutte, il aurait à supporter toutes les conséquences de sa conduite.

Ainsi donc, répliqua M. de Kisseleff, dans le seul cas où le Piémont attaquerait la Vénétie, V. M. tolérerait une intervention autrichienne dans les affaires d'Italie. Si c'était l'Autriche qui prit le devant, V. M. n'engagerait pas ses résolutions ultérieures.

L'Empereur répondit que telle était sa pensée.

M. de Kisseleff partit très peu satisfait du résultat de cet entretien.

À la suite de ce récit fait par l'Empereur à Mgr le Prince Napoléon, S. A. I. insista vivement auprès de S. M. I. pour l'engager à déclarer formellement qu'en aucun cas, le Piémont respectant le territoire vénitien, la France ne tolérerait une attaque de la part de l'Autriche contre les provinces affranchies de l'Italie. D'après

le Prince une telle déclaration de la part de l'Empereur serait le seul moyen pour prévenir la guerre. — Si V. M. annonce formellement son intention sur ce point, a dit le Prince à l'Empereur, l'Autriche y regardera à deux fois avant de se lancer dans une guerre contre la Sardaigne; mais si V. M. garde une attitude indifférente en présence des mouvements des Autrichiens sur le Pô, l'Autriche assurée par le silence de V. M. de n'avoir qu'à lutter contre le Piémont, pourrait bien se jeter sur l'Italie, et alors V. M. serait bien forcée de courir au secours du Piémont et dans des circonstances déplorables, c'est à dire, quand l'armée piémontaise serait déjà battue ou affaiblie par la lutte.

L'Empereur n'aurait rien répondu sur ce sujet au Prince.

S. A. I. a eu la bienveillance ce matin de me lire quelques passages d'une lettre contenant des prévisions sur le résultat de l'entrevue de Varsovie.

D'après le contenu de cette lettre il n'y aurait pas à craindre de cette entrevue des résultats d'un caractère hostile à la France. La personne qui écrivait, traçait en ces quelques mots le rôle des trois puissances dont les Souverains composent ce Congrès. « L'Autriche demandera grâce. La Prusse dénoncera la France, et la Russie adhérera à ce qu'on lui proposera, pourvu qu'on lui promette de déchirer au plus tôt le traité de 1856 qui l'enchaîne. » De la question italienne cette lettre ne faisait pas mention.

M. Bixio (1) dont j'espère pouvoir joindre ici une lettre pour Votre Excellence, m'a dit ce soir que des renseignements certains le portaient à croire que l'accord le plus complet au sujet des complications d'Italie existait entre les trois Souverains. Si cet accord ne venait pas à se rompre au moment de l'entrevue, l'Autriche serait autorisée par les deux autres puissances à porter secours au Pape et au Roi de Naples. Elle ne devrait pas attaquer le Piémont en passant le Mincio, mais jeter ses troupes dans les Romagnes pour y restaurer la domination pontificale et joindre ensuite son armée avec celle du Roi de Naples à Gaëte pour reconquérir ses États.

M. Bixio croit qu'à moins d'un changement d'attitude de la part de la Prusse, au moment même de l'entrevue, cet accord des

(1) Alessandro.

trois Souverains quant aux affaires d'Italie existe, et il craint que, aussitôt après l'entrevue, l'Autriche ne mette à exécution ses projets d'intervention.

Le Prince Napoléon, en me communiquant ce matin les quelques mots de l'Empereur (mots que j'ai télégraphiés textuellement à V. E.), en réponse à la lettre que S. A. I. lui avait adressée pour obtenir les informations, que d'après les ordres de V. E. je sollicitais de la bienveillance du Prince, m'a dit que l'Empereur pouvait bien aussi être induit en erreur sur les projets de l'Autriche, ou bien encore cacher sa véritable pensée. « L'Empereur « doit avoir son plan, mais il ne veut pas qu'on le devine. Je « sais qu'il se prépare pour pourvoir aux éventualités, mais en « ce moment-ci il y a autour de lui une conspiration semblable à « celle qui se tramait en 1859 et qui me força à quitter les af- « faire. »

M. Hübner, d'après ce qu'on assure, aurait vu l'Empereur. Il nie le fait péremptoirement, mais on soutient généralement le contraire. En quittant Paris il doit se rendre directement à Vienne et non pas à Venise, ainsi qu'il l'avait fait annoncer dans les premiers jours de son arrivée à Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les nouvelles assurances de ma très haute considération.

De Votre Excellence

Le très humble et très obéissant serviteur

J. DE GROFFELLO.

A L L O S T E S S O.

(Paris, 23 octobre 1860)

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre ci-jointe que le M^{re} d'Azeglio m'a fait parvenir sous cachet volant par l'entremise de Madame la Comtesse Teleki. Dans quelques jours cette dame sera à Turin avec le général Klapka arrivé ce matin de Londres.

Le général Klapka m'a fait dire par la Comtesse Teleki que

les concessions octroyées par l'Autriche à la Hongrie n'ont aucune valeur, jusqu'à ce que la Diète Hongroise les ait approuvées; les concessions n'auraient pas pour résultat de tranquilliser l'effervescence des esprits en Hongrie: car elles ne contiennent aucune garantie, et elles ne consacrent pas la liberté de la presse.

Le général Klapka, d'après ce que la Comtesse a été chargée de me dire, est convaincu que sous peu l'Autriche nous attaquera.

A ce propos je dois ajouter que les correspondants résidants à Vienne des journaux de Paris, entr'autres celui de M. Danjou, ont tout à coup changé d'avis au sujet de l'attitude de l'Autriche. Ils avaient annoncé jusqu'à présent que l'Autriche ne bougerait pas; aujourd'hui ils mandent avec une vive insistance que depuis les concessions octroyées, l'Autriche est décidée à tenter un coup hardi contre nous. C'est son intérêt qui la pousse à cette extrémité. Persuadé que personne en Autriche n'ajoute foi à la sincérité des concessions faites, le gouvernement autrichien croit n'avoir d'autre issue à sa position désespérée qu'en se lançant dans une guerre. Une fois victorieuse en Italie, l'Autriche n'aura garde d'annuler le Manifeste d'avant-hier et reviendra à l'ancien état de choses. Si le sort des armes lui était funeste, et si la France descendait de nouveau à notre secours, l'Autriche alors aurait obtenu au moins en partie un de ses buts, c'est-à-dire celui d'amener une guerre générale, une coalition contre la France, et comme scène finale un nouveau traité de 1815.

Je dois pourtant ajouter que dans le monde officiel, même ce matin et après les dépêches alarmantes arrivées hier au soir de Vienne, on est loin d'avoir de telles préoccupations. On persiste à croire au contraire que l'Autriche ne bougera pas. Tel est du moins le langage ce matin.

Je joins ici une communication et un bulletin de nouvelles dont la source vous est connue.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les nouvelles assurances de ma haute considération.

De Votre Excellence

Le très humble et très obéissant serviteur

J. DE GROPELLO.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro Interni presso S. M.)

Venafro.

(Torino, 23 ottobre 1860)

. L'opinione pubblica va sempre di bene in meglio; — non puoi farti un'idea della fermezza che si mostra in tutti indistintamente a fronte delle minacce dell'Austria. Cavour è di ottimo animo. A ciò contribuisce non poco il pensiero che *tutto va bene* col Re

CASTELLI.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Dal Quartier generale di S. M., 24 ottobre 1860)

. Puoi dire al Conte che da alcune frasi da me sentite, io posso assicurarlo che S. M. apprezza l'opera sua, riconosce i suoi servigi e sente gratitudine: questo mi prova ciò di cui sono ed era convinto che Farini agisce come deve, e si vale della confidenza con S. M. per fare il bene e mantenere l'accordo

VIMERCATI.

MDCCXLIII.

AL SIGNOR GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, ottobre 1860)

Preg. Sig.

Non le ho scritto sperando ch'ella sarebbe venuto a Torino, o ch'io avrei potuto andare a Leri. La prima ipotesi non essendosi verificata, ed una scorsa ch'io sto per

fare a Genova allontanando la realizzazione della seconda, mi decido a scriverle per chiederle come crede che dobbiamo procedere nell'acquisto della stoffa da distribuire alle famiglie meno agiate.

Se la *frustata* del signor Malan ha fatta buona prova conviene comprarne ancora quest'anno. Ma come siamo rimasti poco soddisfatti dell'acquisto fatto per le donne dal signor Renaldi, vorrei ch'ella desse in proposito istruzioni precise a Teresina od a voce o per iscritto.

Sono rimasto dolorosamente meravigliato del cattivo prodotto della meliga al Torrone. Pazienza. Buon per noi che ne avevamo seminato poco.

I risultati ottenuti col letame sono splendidi. Essi sono in parte almeno dovuti al sistema delle fosse.

Quindi lo esorto, se il tempo lo consente, a far fare prima dell'inverno quella della stalla dei buoi grassi a Leri.

Spero di trovare bene attivati i lavori del drenaggio a Leri ed al Torrone.

Mi creda suo dev.

MDCCXLIV.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Teano.

(Torino, 27 ottobre 1860)

Carissimo amico,

Il dispaccio del Principe Napoleone di cui mandai un estratto al Re immediatamente, dà argomento a credere che il risultato del Congresso di Varsavia sia minaccioso per noi e per la Francia. Se l'Imperatore si lascia intimorire è fritto, ma ciò non toglie che la nostra condizione si fa assai pericolosa.

Non bisogna sgomentarsi; ma è nostro dovere il prepararsi ai più estremi pericoli.

I casi, caro Farini, sono supremi. Ma noi ci mostriamo pari alle difficoltà che ci circondano. Confido pienamente in voi.

Confidate in me, e traverseremo la burrasca. Salvando l'Italia o per lo meno, il germe del suo avvenire, salvando la sua fama.

. In caso d'attacco converrebbe pure che il Primogenito del Re andasse al Quartier Generale. Se il Principe Umberto si batte, si batteranno per sino le donne.

Ad estremi mali, estremi rimedi.

Vostro aff.mo.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Ministro degli Affari esteri)

Torino.

(Paris, 30 octobre 1860)

Monsieur le Comte,

Je m'en vais tâcher de rendre compte à V. E., le plus exactement qu'il me sera possible, de l'entretien que, hier, j'ai eu l'honneur d'avoir avec S. A. I. le Prince Napoléon. L'heure déjà trop avancée de la journée ne m'a pas permis d'écrire hier même à V. E. ainsi que je l'aurais désiré.

Le Prince après m'avoir chargé d'assurer S. M. le Roi par l'entremise de V. E. sur la situation générale du moment, l'Autriche ayant formellement déclaré par l'organe de son Ambassadeur auprès de cette Cour, qu'elle ne voulait pas sortir de son attitude purement défensive, et l'entrevue de Varsovie ayant complètement échoué, me dit: « Selon moi l'affaire la plus importante
« du moment, est la détermination prise par l'Empereur de ne pas
« vouloir vous laisser attaquer Gaëte du côté de mer. L'investis-
« sement de cette place seulement du côté de terre entraînerait
« de longueurs interminables, et la prolongation d'un état aussi
« anormal que celui qui règne actuellement dans cette partie d'Italie

« ne peut qu'amener de déplorables conséquences et retarder le
« dénouement de la question napolitaine. Il faut donc sortir de
« cette impasse. Deux moyens se présentent à mon esprit; tous
« les deux ont pour objet de constater la violence à laquelle vous
« êtes en butte par suite de l'intervention déguisée qui a lieu à
« Gaëte. Le premier expédient est hardi et peut-être le trouvera-t-on
« trop hasardeux. C'est d'envoyer votre flotte devant Gaëte, lui
« donner ordre de se déployer et de commencer le bombardement.
« L'amiral français s'oppose-t-il par la force aux opérations ma-
« ritimes de guerre de votre amiral? Et bien, alors au premier
« coup de canon qui sera tiré contre un de vos vaisseaux, vous
« vous retirez de Gaëte, et vous protestez contre la violence qui
« vous est faite et qui ne peut être justifiée.

« L'autre moyen serait d'adresser franchement des interpellations au gouvernement de l'Empereur sur la présence de sa flotte
« devant Gaëte. Confiant dans la déclaration de guerre (faudrait-il
« dire, continuait le Prince), et dans le principe de non-intervention,
« le Roi a décidé de donner ordre à son escadre de mouiller
« devant Gaëte, et de concourir de son côté par tous les moyens
« qui sont au pouvoir de l'amiral, aux opérations de guerre,
« qu'exige le siège de cette forteresse, investie du côté de terre
« par l'armée royale. Des renseignements parvenus à S. M. cor-
« roborés par l'attitude prise par la flotte impériale devant Gaëte,
« portent le Roi à croire qu'au cas où notre flotte embossée devant
« cette ville commencerait à ouvrir le feu de ses batteries contre
« la forteresse, l'amiral impérial aurait reçu l'ordre de repousser
« par la force toute attaque tentée du côté de mer. Comme il ne
« résulte de l'existence de cet ordre, et de cette nouvelle et soudaine
« décision du gouvernement impérial par aucune déclaration
« officielle communiquée au gouvernement du Roi par les autorités
« compétentes, le gouvernement de S. M. a le droit de demander
« franchement sur ce point des explications au Ministre
« des Affaires Étrangères de l'Empereur. »

Le Prince croit que M. Thouvenel, qui n'approuve pas la décision inattendue prise par l'Empereur, serait fort embarrassé à nous répondre; il pense qu'on chercherait des faux fuyants pour détourner la question et qu'on parviendrait à faire changer d'avis à l'Empereur. Dans tous les cas une déclaration catégorique et for-

melle du gouvernement français sur ce point est, selon S. A. I., un document nécessaire aux ministres de la Couronne pour répondre aux interpellations qui lui seront sans aucun doute adressées à la première convocation des Chambres sur la manière dont les hostilités contre Gaëte auront été menées, sur l'inaction de l'escadre sarde et sur la plus grande effusion de sang qui en sera résultée.

D'après le Prince il faudrait en même temps, ainsi que j'ai eu l'honneur de le mander à V. E. par télégraphe et par ma dernière lettre particulière, *dénoncer* à l'Angleterre l'intervention française à Gaëte.

Le cabinet anglais ne manquerait, sans doute, de demander au gouvernement de l'Empereur des explications sur la présence de la flotte française dans les eaux de Gaëte et sur l'objet de sa mission. Les démarches de l'Angleterre viendraient ainsi à l'appui de nos instances.

« Je sais bien, disait le Prince, entre ces moyens quel est celui
« que je choisirais; mais, dans la mobilité de la politique actuelle,
« il est trop difficile de donner des conseils, et d'indiquer le chemin
« que l'on doit suivre. Aussi je me borne seulement à formuler
« mes idées sur cet obstacle imprévu. Le Roi pourrait encore en
« écrire directement à l'Empereur. Cédant aux instances adres-
« sées par le Roi de Naples, il y a un mois, l'Empereur a donné
« alors à ses vaisseaux l'ordre qui se met aujourd'hui au travers
« de vos opérations maritimes. On croyait alors que le Roi de
« Naples quitterait sans retard ses États. Maintenant protégé par
« la flotte française, assuré d'une retraite sur nos vaisseaux, son
« intérêt est de rester jusqu'aux dernières extrémités, et sa pré-
« sence est une des plus graves complications des affaires napolitaines et la cause d'une effusion inutile de sang. »

Le Roi, d'après l'opinion du Prince, pourrait attirer l'attention de l'Empereur sur les changements survenus dans la situation de Naples depuis la date de l'ordre envoyé à l'amiral de Tinan, sur la nouvelle phase dans laquelle est entrée la question Italienne par suite de l'entrée de S. M. dans les États napolitains, et sur la position critique et embarrassante qui lui est faite par la détermination adoptée par l'Empereur en faveur du Roi de Naples.

Le Prince est d'avis que l'Empereur finirait par céder, si non immédiatement, au moins dans quelque temps.

Le mouillage de Gaëte deviendra sous peu dangereux par suite du *scirocco*, la présence de l'escadre française sera nécessaire dans quelque autre parage, l'Angleterre pourrait s'alarmer du séjour prolongé de l'escadre française devant Gaëte, enfin un prétexte est si facile à trouver quand on veut le faire naître et en tirer profit.

« Je suis d'opinion que l'Empereur changera d'avis, ajoutait le Prince, mais il faut avoir *patience* et ne pas le heurter de front. »

Le Prince me dit aussi que l'Empereur avait donné ordre à M. Thouvenel de rédiger et faire insérer au *Moniteur* une note expliquant l'attitude de la flotte française devant Gaëte, mais M. Thouvenel après de vains efforts ne venant à bout de rien, obtint de l'Empereur de surseoir pour le moment à la publication de la note.

J'ai rendu compte à V. E. de mon entretien avec S. A. I. presque textuellement, au moins j'ai tout lieu de le croire.

Je n'ose émettre aucun jugement sur les expédients suggérés par le Prince; ce serait ridicule de ma part.

Quand le Prince m'a congédié, je l'ai prié de vouloir bien nous continuer encore son bienveillant appui auprès de l'Empereur. S. A. I. m'a assuré que tant qu'il pourrait nous être utile, il serait toujours disposé à nous aider dans la noble et difficile tâche que le Roi et son gouvernement ont assumée de reconstruire et de régénérer l'Italie.

Agreez, Monsieur le Comte, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être de V. E.

Le très-humble et très-obéissant serviteur
J. DE GROPELLO.

A L L O S T E S S O .

(Paris, 31 octobre 1860)

Monsieur le Comte,

Par mon télégramme d'hier soir j'ai rendu un compte sommaire à V. E. de l'entretien que je venais d'avoir avec S. A. I. le Prince Napoléon. J'aurai l'honneur aujourd'hui de vous en soumettre par écrit un résumé plus complet.

Comme je me réserve de transmettre à V. E. par une dépêche politique sous la même date d'aujourd'hui les renseignements recueillis par le Prince de la bouche même de l'Empereur sur les démarches tentées par l'Autriche auprès du Czar à propos de la position que les derniers événements lui ont faite en Italie et de l'accueil qu'elles ont rencontré (1), je me propose de ne récapituler ici que l'entretien du Prince au sujet des difficultés que nous crée l'ordre donné par l'Empereur à l'amiral de Tinan de repousser par la force toute attaque contre Gaète du côté de mer.

S. A. a reconnu que le premier expédient qu'Elle avait suggéré de ne pas tenir compte des ordres donnés par l'Empereur à sa flotte, péchait en réalité par un excès de violence dangereuse et impolitique à la fois. Il continuait à admettre le mérite et l'opportunité du second moyen qui consisterait d'après lui, et en conformité des vues de V. E., à demander franchement des explications catégoriques à la France sur le caractère de la mission de

(1) Ecco il testo delle comunicazioni fatte dal Principe Napoleone al Conte di Gropello (31 ottobre):

(Paris, le 31 octobre 1860)

Nous tenons d'une personne, qui a des rapports directs avec le monde officiel, le résumé qui suit de la conversation qui a eu lieu dimanche dernier à Saint-Cloud, entre l'empereur Napoléon et le prince de Metternich, accompagné du baron de Hübnar.

En ce qui concerne les Duchés, l'Autriche serait disposée à subir les annexions opérées par le Piémont. Quant aux États de l'Église, elle réclame au moins le maintien du *status-quo*; l'Empereur a déclaré que le Patrimoine de Saint-Pierre, actuellement occupé par les troupes françaises, serait conservé au Pape.

Sur la question de Naples, les envoyés autrichiens et l'Empereur se sont trouvés d'accord pour blâmer la violation du droit des gens par le Piémont: alors le prince de Metternich et le baron Hübnar ont demandé que l'Empereur fit pour le Roi de Naples ce qui avait été fait pour la Syrie, c'est-à-dire, qu'il provoque la réunion d'une armée des grandes puissances pour replacer le Royaume de Naples sous la souveraineté du roi François II. Cette proposition a été rejetée, ou tout au moins éludée par l'empereur Napoléon.

Les envoyés autrichiens ont également demandé si, après la formation d'un Royaume de l'Italie, la France et le Piémont ne pourraient pas garantir à l'Autriche la possession de la Vénétie. L'Empereur, dit-on, aurait répondu que le traité de Zurich était toujours là; les envoyés autrichiens ont fait observer que la situation n'était plus la même et qu'un nouveau traité qui serait ratifié par le Parlement Piémontais leur paraissait nécessaire.

L'Empereur s'est borné à inviter l'Autriche à faire cette proposition au Piémont, en ne cachant pas à M. le prince de Metternich, ainsi qu'au baron de Hübnar, que l'acceptation d'une pareille proposition lui paraissait bien difficile.

la flotte impériale devant Gaëte, mais il penchait davantage pour l'envoi d'une lettre particulière de S. M. à l'Empereur portée par un de ses aides de camp ou officiers d'ordonnance, par laquelle le Roi chargerait le Prince en qualité de son beaufrère d'interposer ses bons offices auprès de l'Empereur pour le faire revenir de sa décision.

De cette manière le Prince aurait entre ses mains un titre qui l'autoriserait à prendre en main la défense de nos intérêts et à se mêler de cette affaire.

La lettre de S. M., d'après ce que le Prince me disait, devrait faire appel aux sentiments de parenté, d'amitié et de confraternité d'armes existant entre les deux Souverains. Exposer nettement la position embarrassante faite par l'Empereur à S. M. qui, ayant assumé la mission d'affranchir l'Italie, ne peut s'arrêter en chemin et faillir à son programme. Constaté l'accord qui existe sur ce point entre l'Empereur et le Roi, et faire remarquer que s'il existe quelques divergences, elles ne portent que sur des détails d'une importance secondaire. Les ordres de l'Empereur donnés à sa flotte causent un très-grand préjudice et un obstacle sérieux à la réalisation de la prompt pacification d'Italie, car la place de Gaëte investie seulement du côté de terre et disposant librement de la mer, peut tenir pendant plusieurs mois. Tant que François II sera à Gaëte, cette partie méridionale de l'Italie sera en proie à l'effervescence des dissensions intestines et livrée aux menées des partis de la réaction et du désordre ; enfin S. M. exprimerait son ferme espoir que l'Empereur, appelé à se prononcer entre le roi François II qui, en sa qualité de Bourbon ne peut être qu'un ennemi de Napoléon III, et le Roi de Sardaigne son allié et son confrère d'armes, cédera aux représentations franches et amicales du Roi.

Le Prince me disait encore que si par l'organe de quelque corps constitué, ayant mission de représenter à Naples et à Palerme les deux provinces méridionales d'Italie, et formant le complément légal de la manifestation populaire en faveur de l'annexion au Piémont, on faisait prononcer la déchéance de François II, l'Empereur ne pourrait en ce cas intervenir en faveur de l'ex-Roi de Naples et prendre ainsi parti contre l'Italie, sans heurter de front l'origine et le principe de son pouvoir, sans trahir les droits des peuples et méconnaître les bases fondamentales de son autorité.

Le Prince croit que l'Empereur, touché de cette démarche du Roi, finirait par céder et reviendrait de sa décision.

Tel est le résumé presque textuel de l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir hier au soir à neuf heures avec S. A. I. le Prince Napoléon.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, l'assurance de ma très-haute considération.

De V. E.

Le très-humble et très-obéissant serviteur

J. DE GROPELLO.

P. S. Le Prince vient de m'envoyer à l'instant une lettre pour V. E. J'envoie un courrier pour vous la transmettre.

Bien que mes deux lettres particulières d'hier et d'aujourd'hui n'aient pas beaucoup d'intérêt en présence de la lettre de S. A. I., je crois néanmoins devoir les soumettre à la bienveillante appréciation de V. E.

A L L O S T E S S O .

(Londres, 1er novembre 1860, h. 4,20 soir)

(*Télégr.*) Lord Palmerston revenu subitement à cause de la santé de sa femme, n'est pas fâché d'être échappé à ovations en province et de se trouver en cette grave circonstance au centre des affaires ; il vient de me dire que le ministre des affaires étrangères à Paris a répondu à Lord Cowley, que le motif des ordres donnés à la flotte française était de fournir au Roi de Naples l'occasion de faire une capitulation honorable, en lui épargnant l'humiliation de devoir se rendre. L'Empereur paraît avoir été impressionné par une lettre reçue de Naples et stimulé par l'Impératrice : il agit donc, dit Lord Palmerston, par une politique de sentiment dans laquelle il est difficile de le suivre. En tout cas le ministre des affaires étrangères de France a ajouté que quelque soit la manière avec laquelle l'Empereur appréciait notre conduite sous ce rapport, il était décidé à ne pas prendre part autrement à ce qui se passe dans les Deux-Siciles ; d'ailleurs que des opé-

rations par terre rendent la reddition de la place à peu près infaillible.

L'Espagne a donné au gouvernement britannique l'assurance de non-intervention.

D'AZEGLIO.

MDCCLXV.

AL CAV. L. C. FARINI (Ministro dell'Interno presso S. M.)

Sessa.

(Torino, 2 novembre 1860)

Carissimo amico,

Ieri vi ho scritto con un poco di *spleen* (1). Oggi sono di buon umore a ragionare della nota che ieri Hudson mi ha consegnata (2). Dalla lettura della copia che vi trasmetto scorgerete quanto sia mutato il linguaggio di Lord John Russell. Da arrogante fautore della dominazione austriaca in Italia è diventato caldo promotore dell'indipendenza nazionale e dei diritti dei popoli.

Farò pubblicare questa nota nei *Débat*, ciò che produrrà una grande sensazione in Europa.

Ho scritto al Re (3) trasmettendogli una lettera che il Principe Napoleone mi ha diretta. Supplicate il Re di seguire il consiglio del suo genero, mandando Robilant all'Imperatore. Esso è già scosso da una lettera del Re e Tinan andrà pei fatti suoi.

Il non aver fatto Pettitti Tenente Generale è una ingiustizia della quale non voglio essere responsale. Dite a Fanti che vado a proporlo al Principe. Se il Re non vi acconsente, nomini un altro a reggere il ministero della guerra.

(1) Non abbiamo conoscenza di questa Lettera.

(2) Vol. IV, pag. 84, Lett. MXXXIX.

(3) Ivi, pag. 85, Lett. MXL.

Pettitti ebbe due missioni diplomatiche, è l'amico di La Marmora, il non promuoverlo è un insulto che gli si fa. Vogliate rispondermi telegraficamente su questo argomento (1).

Vi mando due lettere di Gropello giunte questa notte. Fate che il Re mi restituisca la lettera del Principe. Vado questa sera a Genova coi Principi Reali.

.
Addio, amatemi e credetemi vostro amico.

MDCCXLVI

A L L O S T E S S O.

(Genova, 3 novembre 1860)

Carissimo amico,

Vi scrivo due linee da Genova, dopo aver assistito al varo della nuova pirofregata *il Duca di Genova* che riuscì meravigliosamente bene. Disgraziatamente, finita la funzione un muro crollò e ferì mortalmente tre o quattro individui fra i quali, il figlio di Paolo Farina, giovane guardia marina.

Tutte le autorità mi assicurano che le cose procedono bene. Tuttavia non vi è più quasi guardia nazionale. Se non fosse dei battaglioni mobilitati la truppa non potrebbe reggere.

.
Ieri Durando ci annunciò col telegrafo che gli Austriaci varcavano il Po a Revere in forti colonne. — Ciò non mi impedì di partire per Genova persuaso che vi era, come poi si verificò, eccessiva esagerazione.

. ;
In fretta vi saluto. Vostro af.to.

(1) Il Decreto fu firmato da S. A. R. il Principe, in data 17 nov.

MDCCXLVII.

ALLO STESSO.

(Genova, 4 novembre 1860)

Caro amico,

Un Garibaldino di buona fede e di rette intenzioni mi assicurò che gli amici del generale Garibaldi si dispongono a tentare una spedizione contro l'Austria. Una simile impresa non avrebbe veruna probabilità di successo, ma nullameno ci verrebbe un danno immenso, e gioverebbe oltremodo al gabinetto di Vienna. Vedete modo di impedirla.

Noi abbiamo tutto da guadagnare dal tempo, l'Austria tutto da perdere.

Le fatte concessioni (1) condurranno ad uno dei due risultati seguenti :

Od il sistema rappresentativo si pratica lealmente; ed in allora le Diete non consentiranno a continui sacrifici d'uomini e di danari, per mantenere Venezia in servaggio.

O l'Austria si chiarisce di mala fede, e l'Impero cade in sfacelo. L'unica sua ancora di salvezza sarebbe una aggressione inopportuna.

Torno domani a Torino.

Sono lietissimo dell'annuncio dell'andata del Re a Napoli.

Ho dimenticato di scrivervi da Torino, che Hudson a nome di Lord John raccomanda che si rispetti le proprietà del Re (di Napoli).

Addio carissimo. Vostro af.

(1) Vedasi a pag. 623 la Lettera del conte Gropello.

AL SIG. PROSPER MÉRIMÉE (Senatore dell'Impero)

Parigi.

(Paris, 4 novembre 1860)

Mon cher collègue,

En vérité notre ami Panizzi, ou ses honorables interlocuteurs (1) ont une singulière idée du caractère de l'Empereur. S'il fallait attacher de l'importance aux propos que vous transmet M. Panizzi, Machiavel ne serait qu'un enfant naïf auprès de Napoléon III. Pendant que nous faisons des efforts pour calmer l'irritation de l'Espagne, et arrêter son zèle pour la cause de Rome, c'est l'Empereur qu'on accuse d'avoir sous mains provoqué le rappel de la Légation Espagnole de Turin, et je le sais de la meilleure source, rien n'est plus faux que cette dernière supposition. Ce qui est vrai, c'est que nous avons essayé d'agir dans un sens tout à fait opposé à celui allégué. Voilà pour l'affaire d'Espagne.

Quant à l'envoi de notre flotte à Gaeta, je conviens qu'il y a une sorte de contradiction dans notre conduite ; mais elle est bien plus apparente que réelle. Les explications diplomatiques ont déjà été données sur ce point. L'envoi de la flotte a été purement une affaire de sentiment et d'humanité. Si cette mesure manque de logique, elle ne peut être taxée de parjure. La meilleure preuve de notre sincérité c'est que nous avons immédiatement désillusionné le Roi de Naples, à qui la présence de nos vaisseaux avait donné des espérances mal fondées, en lui refusant de faire avancer un corps de troupes à Terracina, comme il nous le demandait. Je crois savoir que François II s'apprête à profiter de notre flotte pour quitter Gaeta. On ne pourrait vraiment pas reprocher à l'Empereur de s'être laissé toucher par le malheur de ce jeune Souverain et la situation de la famille dont il est entouré.

Quant à la question d'alliance entre la France et l'Angleterre pour régler le sort de l'Italie, je ne sais que vous dire. Cela me paraît pour le moment prématuré.

Mille bonnes amitiés.

ACHILLE FOULD (2).

(1) Lord Palmerston e Lord John Russell.

(2) Ministro di Stato.

MDCCXLVIII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, novembre 1860)

Preg. Sig.

Il mio fratello è tornato contentissimo. Trovò tutto bene, tutto bello. Parla di comprare, di fabbricare, di *drainare*, come se fosse appassionato dell'agricoltura. Tanto meglio.

Aspetto il risultato totale del raccolto. Se superiamo le emine 90,000 mi consolerò. Spero poco della meliga. Troveremo un compenso nei prezzi. Vendendo un poco a 6 lire, pagheremo i debiti.

Mi dica se la qualità del riso è migliorata. Quali sono i campi che rimangono a seminare. Il mio fratello approva la compra della stoffa. La sceglierà la S. V. venendo a Torino.

Mi creda suo dev.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Dal Quartier generale di S. M., 6 novembre 1860)

. Domani entrata solenne in Napoli S. M. sente ora tutta la forza della sua posizione, è al sommo della gioia e pensa molto seriamente al grande avvenire nazionale, anche fatta astrazione dalla grande posizione personale. Egli rende francamente, altamente, giustizia a Cavour, del quale ieri mattina faceva elogio sincero alla presenza di tutti del suo seguito; ti scrivo queste cose per la verità, poichè mi spiacerrebbe che S. M. potesse essere tacciata di ingratitudine, dimenticando immensi servizi per delle puerilità che debbono essere affatto dimenticate

VIMERCATI.

MDCCXLIX.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 8 novembre 1860)

Monseigneur,

Le Roi a suivi en partie déjà le conseil que V. A. lui a donné. Il a télégraphié à l'Empereur pour le prier de donner l'ordre à l'amiral de Tinan de ne pas s'opposer par la force au passage du Garigliano. L'Empereur a adhéré à cette demande, et notre armée, aidée par la flotte a pu exécuter une série de brillantes manœuvres qui dans l'espace de trois jours ont fait disparaître l'armée napolitaine sauf quelques milliers d'hommes réfugiés à Gaëte.

Maintenant le Roi, à peine installé à Naples, enverra une lettre à l'Empereur par le Comte Vimercati. Il a préféré cet officier d'ordonnance à Robilant qui ne l'est plus, parce que sa présence à Paris, où sa femme se trouve depuis quelque tems, n'excitera l'attention de personne.

J'espère que l'Empereur ne s'opposera plus à ce que l'on attaque ou pour le moins qu'on menace Gaëte par mer. L'humanité réclame une prompte solution du drame napolitain. La chute de Gaëte est certaine. En prolongeant le siège on sacrifie inutilement des hommes et de l'argent en rendant moins bonne en définitive la position du Roi lui-même.

Quelle que soit l'importance que j'attache à la chute de Gaëte, j'en mets bien davantage au rétablissement de nos relations diplomatiques avec la France. Une fois l'annexion des Deux-Siciles achevée et reconnue par l'Angleterre, quel motif, quel intérêt la France peut-elle avoir pour demeurer vis-à-vis de l'Italie dans un état de semi-hostilité? Serait-ce par égard pour le Pape? Mais il me

parait que pour la reconnaissance qu'on lui témoigne l'Empereur n'a déjà que trop fait pour lui. La polémique perfide engagée entre Antonelli et Gramont prouve que la Cour de Rome cherche tous les moyens de le compromettre et avec les ultramontains et avec les Italiens (1). J'ose par conséquent me flatter que l'Empereur se montrera bientôt disposé à ce que les relations de nos deux pays redeviennent ce que la sympathie que nous éprouvons pour la France, et notre reconnaissance pour l'Empereur exigent qu'elles soient.

Je serai bien reconnaissant à V. A. si Elle veut bien me faire connaître son opinion sur la marche à suivre pour arriver au résultat que je viens de lui indiquer.

Je prends la liberté d'envoyer à V. A. quelques pièces originales saisies à Isernia et qui constatent la participation des autorités Bourbonniennes aux atrocités qui ont été commises par le parti réactionnaire.

Je prie V. A. de vouloir agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

(1) Nel *Giornale Ufficiale di Roma*, del 24 ottobre 1860, s'era riferito che il pro-ministro delle armi pontificie, Monsignor de Merode, aveva telegrafato il 10 settembre al generale Lamoricière a Spoleto essere pervenuta notizia all'Ambasciata di Francia che l'Imperatore aveva dichiarato al Re di Piemonte che ove fossero assaliti gli Stati del Papa, *ei si sarebbe opposto colla forza*. Il Duca di Gramont, il giorno appresso, 25 ottobre, scrisse una lettera più che vivace, violenta, al cardinale Antonelli per querelarsi del perchè avesse lasciato stampare nel *Giornale Ufficiale* una notizia, che sapeva essere *incatta*; infatti il dispaccio giunto all'Ambasciata, e comunicato al Cardinale, non diceva per nulla che l'Imperatore si sarebbe opposto *colla forza*, ma unicamente, *ch'egli serait forcé de s'y opposer*. Su questo argomento vedasi eziandio nel nostro vol. IV, pagina 47, la nota del *Moniteur* del 15 ottobre 1860.

MDCCL.

AL CAV. L. C. FARINI (Luogotenente Generale del Re)

Napoli.

(Torino, novembre 1860)

Carissimo,

Vi compiego una lettera per Lady Holland mia buona amica. Fategliela recapitare. È e fu sempre italianissima; propugnò la nostra causa quando pochi se ne curavano, finalmente mi giovò molto a Parigi nel 56 all'epoca del Congresso; avendo essa una grande influenza tanto a Londra quanto a Parigi (1); se l'incontrate fategli buon viso.

Il Re è disposto a conferire il Collare a Ruggiero Settimo. Vedete che mandi un suo ufficiale a portarglielo.

(1) DE MAUPAS, *Mémoires sur le second Empire*, vol. II, pag. 65: « . . . Alors que je représentais la France à Naples, j'eus l'occasion de rencontrer fréquemment Lord et Lady Holland. Lady Holland passait une partie de ses hivers à Paris. Elle occupait un somptueux hôtel dans le faubourg Saint-Honoré, et son salon, tout politique et particulièrement impérialiste, rappelait, à certains égards, le salon de la Princesse de Lieven qui, sous le gouvernement de Juillet, réunissait chaque soir les notabilités du parti conservateur et les amis surtout du plus puissant des ministres de cette époque, M. Guizot. Lady Holland, outre ses réceptions du soir, consacrait deux heures de sa journée aux visites de ses amis les plus intimes. On y voyait, à peu près chaque jour, M. Thiers. Lady Holland avait une vive affection pour Napoléon III qui, durant ses années d'exil, avait reçu d'elle, en Angleterre, le plus sympathique accueil. Il n'était sorte d'égards que l'Empereur n'eût pour la noble Lady. Il savait d'ailleurs tout le soin et le dévouement qu'elle mettait à servir sa cause et accueillait avec aveur ce qu'il savait venir d'elle . . . Lady Holland avait, au fond du cœur, les aspirations libérales; elle les avait, dès sa naissance, respirées en Angleterre . . . »

Fate il Dittatore di fatto se non di nome. Nominate voi i Direttori. Spazzate senza pietà quelle scuderie . . . Tenete Scialoia e rimandatemi Poerio. Addio. Vostro af.

MDCCLI.

ALLA CONTESSA MARIA HOLLAND

Napoli (Palazzo Roccella).

(Torino, novembre 1860)

Cara Lady Holland,

Vi ringrazio degli savi consigli ed utili nozioni che contiene la cara vostra lettera del 31 8^{bre}. Ne farò mio prò. Intanto se vedete Farini parlategli schiettamente come fate con me. È uomo che ama udire la verità anche quando non è piacevole. Sa, che vi è molto a che fare, a Napoli, per estirpare il mal seme che ivi ha sparso il corruttore regime borbonico. Ma Farini è uomo per le ardite bisogne.

Mi dolse assai il non potere accompagnare il Re a Napoli; ma stante l'assurda antipatia che Garibaldi nutre contro di me, non doveva andare a strappargli il potere dalle mani. D'altronde finchè vi era minaccia di aggressione austriaca, il mio posto era a Torino.

Lamento assai che l'ottimo vostro marito non possa essere testimonio del trionfo di quella causa, alla quale egli portò sempre tanto e sì generoso interesse. Sarebbe stata gran ventura per me, il potermi rallegrare con lui sulle nuove sorti a cui volevamo che l'Italia fosse chiamata. L'immatura sua morte, mi toglie tale consolazione. e non ci lascia altro che ad onorare la sua memoria come quella di un dei più sinceri ed efficaci amici che la mia patria abbia avuto mai.

Scriverò a Ricci (1) pel vostro raccomandato; del quale però mi è difficile l'apprezzare i titoli. Voi mi parlate di rimozione per motivi politici; esso invece allega solo lo stato della sua salute. Comunque dirò a Ricci che faccia il possibile onde siate soddisfatta.

Il vostro amico Lord Palmerston è stato ottimo per noi. Lo è pure ora Lord John, che ha emendato il suo famoso dispaccio sulla Venezia, con una nota vero capo lavoro della nuova scuola diplomatica liberale.

Credetemi, cara Lady Holland, vostro devoto amico (2).

(1) Vol. IV, Lettera DCCCCXC, a L. C. Farini, 8 ottobre 1860, pag. 85.

(2) Quando i fogli che precedono erano già stampati, ci venne comunicata dal chiarissimo senatore G. Lacaita la seguente Lettera del Conte di Cavour a Lady Holland. Circa l'argomento di cui è discorso nella Lettera, veggansi nel vol. II le Lettere del febbraio 1857, pagina 470 e seg.

(Torino, 9 marzo 1857)

Cara Lady Holland,

Vi sono molto tenuto per la gentilissima lettera che mi avete scritta per farmi conoscere l'effetto prodotto dalla mia risposta al Conte Buol. L'incontrata approvazione è dovuta alla bontà della causa assai più che all'abilità di chi la propugnò al cospetto del pubblico europeo.

Desidero che questa polemica produca a Londra analoghi effetti a quelli che si sono verificati a Parigi; giacchè più che mai abbiamo mestieri dell'appoggio dell'opinione pubblica in Inghilterra; i ministri essendo sempre disposti a sacrificarsi alle esigenze momentanee della politica.

Debbo però riconoscere che Clarendon in questa circostanza si portò molto bene, manifestando il suo biasimo sulla nota Buol senza esitazioni e reticenze. Dio voglia ch'esso perduri in queste buone disposizioni.

Mi scrivono da Vienna che Buol non si riconosce *battuto*, ed intende replicare. Confido che se questa polemica continua, farete della propaganda in nostro favore. Ringraziate Milord della sua buona rimembranza, e pregatelo a non dimenticarci presso i suoi corrispondenti di Londra.

Credete cara Lady Mary, alla sincera e devota mia amicizia.

C. CAVOUR.

Vi prego di salutare Brown per parte mia, assicurandolo ch'io valuto molto quanto egli opera per la causa nostra.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente del Consiglio)

Torino.

(Napoli, novembre 1860)

Caro amico,

Sì, voi avete ragione (1), come teoria da mettere in pratica in tempo opportuno; ma anche il Bruto bisogna farlo con giustizia. Nel caso attuale, atteso le circostanze, che vi hanno concesso questo regno, non avete ragione. Voi predicate la giustizia e commettete un'ingiustizia. Il paese caduto nell'abisso, come voi dite, se voi ne lo tirate a poco a poco, come fareste con un individuo, lo portate per strada erta, difficile, fino alla cima; non gli date un pugno onde farlo arrivare a quella cima; se no lo perdetate. — La Costituzione dell'Italia non soffrirà, ve lo concedo, per un fatto ingiusto; ma i paesi che si sono dati a voi, quando non fate nulla per conciliare i partiti, quando fate tutto onde farvi odiare dalla generazione presente, vi possono uscire dalle mani, in mezzo alle molte peripezie europee! — I casi del giovane C*** e di altri sono casi eccezionali, e voi dovete regolarvi eccezionalmente, — e non dico questo perchè sono nomi rilevati. Con loro ce ne sono altri, ai quali togliete non solo l'avvenire morale, ma il mezzo di vivere colla loro professione. — E perchè? Perchè *allora* che fu data questa dimissione, voi non esistevate come potere costituito. — Voi *allora* non riconoscevat Garibaldi. — Voi *allora* *rinnegavate* Garibaldi, e non riconoscevat nemmeno i gradi dati da lui tanto all'esercito, che alla marina. — Perchè dunque volete che *allora* un onesto padre di famiglia vedesse bene che il figlio tradisse il Re che aveva giurato di servire? Perchè volete premiare un N***? — e punire un giovane di 20 anni che ha suo malgrado ubbidito all'autorità paterna? Chiamate questa moralità! È una nuova specie di moralità. — Voi risponderete: Vi sono delle necessità, — il tradi-

(1) Questa Lettera, scritta in italiano dalla contessa Holland, è una risposta alla Lettera MXLVII (*Ad una gentildonna inglese*), volume IV, pag. 91.

mento, la viltà si devono talvolta ricompensare perchè se ne profitta! Ecco perchè vi dico che nelle circostanze, nelle quali questi paesi vi hanno chiamato a governarli, voi non dovete nè potete *con giustizia* agire normalmente, *per il momento*; si deve spesso tacere e chiudere gli occhi — se non volete che vi si butti pietre nel vostro giardino! La vostra Costituzione vale la nostra. Non si agirebbe come voi agite — non si punirebbe un giovane di aver ubbidito al padre — nè un altro perchè non ha voluto andare ad ammazzare il padre. — Si accetterebbero e si agirebbe inesorabilmente dopo, se mancassero al loro dovere. — E per provarvi che il giovane che proteggo io non ha lasciato (il grado) nè per viltà, nè per star a casa sua — mi disse l'altro giorno con uno slancio che non inganna: — « Servirò il mio paese come marinaio. » —

Mio caro amico. — Voi commettete un errore politico, e ve lo diranno altri che forse crederete più atti di quel che sono io, a consigliarvi. — Non mi fo illusione — non sarò da voi ascoltata, ma credo che le donne sono mandate in questo mondo con missione di fare il bene — di cercare di mitigare le passioni più dure degli uomini — ad implorare talvolta la loro pietà, onde moderare il loro giudizio più fiero, più caldo — meno compassionevole, e meno indulgente — e credetelo, il vostro governo deve invocare l'indulgenza quando premia un *** e mette alla testa del ministero un *** un *** e simili . . . !!

Dite di amare la verità, ve la dico — e credetelo se a voi dico verità, per voi mi batto come si sarebbero battuti i poveri giovani che voi con mal inteso rigore, consegnate ad una vita oziosa ed inutile.

Amica HOLLAND (1).

(1) Vedasi la risposta di Cavour a pag. 92 del vol. IV, Lettera MXLVIII.

MDCCLII.

AL BARONE B. RICASOLI (*Governatore generale in Toscana*)

Firenze.

(Turin, 14 novembre 1860, 10 h. 25 matin)

(*Télégr.*) — Le gouvernement ne croit pas devoir encourager en aucune façon les mouvements de la province de Viterbe.

Veillez vous abstenir de fournir à ces populations des armes et des munitions.

MDCCLIII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, 19 novembre 1860)

Preg. Sig.

Ho letto sulla *Gazzetta* d'oggi che la cascina la *Morossa* deve venderli ai pubblici incanti il 12 dicembre. Mi venne quindi un pensiero che acquistandola, avremmo il mezzo di fare una permuta vantaggiosa coi signori Salino. Questo fondo deve essere di loro convenienza, tornerebbe perciò loro acconcio il permutarlo con una parte della Mascarpina, oppure con la Consolata; permuta che per diversi rispetti sarebbe a noi conveniente.

La prego perciò di assumere in proposito precisi ragguagli, senza però che apparisca che per noi si nutra il desiderio di fare un tale acquisto.

La *Morossa* è di ett. 47, pari a 130 giornate circa. Ove venisse deliberata ad 80,000 L. sarebbe un buon contratto.

Mi creda suo af.

AL SIG. TH. PISCATORY (*Antico Deputato*)

Cherigny.

(Paris, 20 novembre 1860).

. Vous savez, mon cher ami, que nous nous entendons depuis longtemps sur les affaires d'Italie; que la violence et l'iniquité y règnent pour le moment à l'état aigu, j'en conviens bien volontiers; mais que la violence et l'iniquité y régnassent depuis longtemps à l'état chronique, personne, je pense, ne serait assez hardi pour le nier. Or, c'est une loi de la physiologie que l'excès du mal chronique tourne à l'aigu pour guérir ou emporter le malade. Si les grands morts de l'Italie se levaient pour raconter les lamentables histoires du passé, j'espère que les belles dames et les jolis messieurs, qui ont horreur de Garibaldi et de M. de Cavour, daigneraient frémir quelque peu par esprit de justice. Je n'ai certainement pas l'assurance cavalière de certain rédacteur de journal qui trouve que rien n'est plus simple que ce qui se passe sous nos yeux, et qui croit montrer beaucoup de largeur d'esprit en méprisant le droit des gens, les droits des particuliers et toutes les saines règles de la politique de l'Europe. Il est une largeur d'esprit qui consiste à ne point connaître de limites et qui devient sottise aux yeux de tous quand les passions du moment se refroidissent, mais, après tout, le golfe de Naples et les cimetières de Rome, de Modène, de Bologne, et ceux des prisons d'Autriche, couvrent des débris qui en diraient de belles sur le génie des gouvernements qui tombent à cette heure. Je n'ai pas la faculté d'oublier, qui est à la mode aujourd'hui. Je suis né bleu et je mourrai vraisemblablement bleu, quoiqu'il soit téméraire de s'en vanter à voir les grands oublis de soi que nous voyons. J'ajoute qu'il ne dépend pas même de ceux qui disent des choses bleues par hypocrisie de me faire changer d'avis. Je ne porte donc pas le grand deuil des dynasties italiennes qui s'en vont.....

Pour M. de Cavour, s'il réussit, je ne doute pas qu'il ne soit un grand homme, ce qui ne veut pas dire qu'il fait bien en tout. Je présume que beaucoup de grands hommes de l'histoire étaient faits comme lui. Le succès donne l'idéal; que n'auriez-vous pas à dire si vous aviez vu Richelieu dans ses commencements, et probablement si vous aviez bien connu Alexandre? Nous méprisons trop nos contemporains . . .

X. DOUDAN.

AL SIG. A. PANIZZI (Direttore del " British Museum ")

Londra.

(Torino, 22 novembre 1860)

. Le notizie d'oggi son poche. Garibaldi partito; non contento, ma senza scandali. Gaeta resiste; di difficile accesso per terra, esigerebbe assedio lunghissimo se non si attacca dal mare; quindi facciamo pratiche a Parigi, perchè ci lascino le mani libere per mare. A Napoli le cose non son nè bene nè male. L'impresa è irta di spine; ma Farini ha fatto le sue prove, e speriamo assai in lui. Il Re andrà in Sicilia, e anche là l'ordinamento non sarà nè facile nè di breve durata. In quanto a Roma, non si dispera d'indurla a patti. Rimane la Venezia. Il Conte è ben deciso ad impedire ogni *levée de boucliers* per la primavera. Ma fra tre mesi chi sa ciò che si dovrà e non si dovrà fare? Certo il più santo partito sarebbe appunto d'aspettare che le concessioni austriache abbiano esercitata la loro influenza dissolvente....

COSTANTINO NIGRA.

AL CONTE DI CAVOUR (Presidente del Consiglio dei ministri)

Torino.

(Firenze, 20 novembre 1860)

Conte carissimo,

Finalmente ho potuto avere la comunicazione di che Ella avea incaricato il nostro comune amico cav. Galeotti, e ne abbiamo fatto soggetto di ponderato e ripetuto esame; anzi essendo cosa di molto rilievo, e correndo per me obbligo sia di lealtà verso il governo del Re, sia di bene assestare gli interessi pubblici e particolari in causa, bramai che fosse raccolta una conferenza, nella quale anche i Direttori di questi diversi rami amministrativi fossero interpellati.

Come sarà di leggeri compreso dalla pronta mente di lei, Conte carissimo, non era tra noi punto discutibile il modo di esecuzione, perchè questo sarebbesi trovato molto facilmente quando fosse giunto il suo tempo; ma ci appariva grave, e ci si confermò grave,

anche durante una più lunga meditazione, il decidere se questo fosse il momento di toccare all'intrinseco e all'estrinseco di questa maniera di essere, sebbene provvisoria, anzi provvisorissima, del governo della Toscana; di toccarci nel momento in cui ancora durano molte incertezze sull'avvenire prossimo nostro, di toccarci intanto che durano quelle stesse ragioni per cui in Toscana si costituì questo governo, e dei cui buoni effetti parmi non si possa dubitare in vedere la quiete reale che qui regna, ed il perfetto indirizzo della coscienza pubblica che si mantiene; di toccarci mentre in Napoli ed in Sicilia sonosi parimenti costituiti governi eccezionali, fondati non sulla pura ragione costituzionale, ma piuttosto sulle convenienze politiche ed economiche del momento.

In verità a noi tutti ci parve, che mentre questo stato di cose debbe cessare, e cessare o in gran parte trasformarsi all'apertura del nuovo Parlamento, apertura che non si aggiornerà, giova sperarlo, oltre il marzo prossimo, altrettanto non dovesse farsi di troppo innanzi, onde non porre e non tenere la Toscana nel provvisorio, che vale solo ad inflacchire gli ordini governativi, a rilassare le discipline amministrative, e a porre negli animi delle ansietà e delle apprensioni funeste, condizioni queste che la Toscana sarebbe, penso, inclinata a sopportare meno che altre provincie italiane, e meno ancora inclinerebbe a sopportare, chè alla sua coscienza sarebbe difficile farle apprendere come utile e necessaria la precipitata trasformazione del suo attuale governo.

L'apertura del Parlamento coincidendo eziandio con un tempo in cui anco le questioni che restano ancora a risolversi in questa nostra Italia, avranno preso un carattere definitivo, e sicura ne sarà la soluzione loro applicabile, tutto questo opererà che il governo del Re saprà allora il partito da prendersi nel maggiore interesse della patria rispetto ai governi eccezionali delle varie provincie italiane.

Questi erano i nostri dubbii e i nostri ragionamenti che esprimevamo come ce li dettava la nostra tranquilla meditazione, e come la lealtà verso il governo, il dovere verso il paese ce lo imponevano.

Con tutto ciò noi tutti restringevamo il nostro dire nella conclusione che solo il governo del Re poteva ponderare, al dirimpetto degli interessi italiani, l'importanza delle nostre osservazioni.

Egli solo era nel caso di giudicare di ciò che fosse savio, opportuno ed utile.

Di una cosa però lo possiamo assicurare noi; che lo secondremo, anco contrariamente alle nostre convinzioni, onde la trasformata amministrazione toscana apporti il minor danno, il minor disordine momentaneo e la minor molestia, sia nei pubblici negozi, come nei particolari affari.

Quanto a me non ho che a richiamare alla memoria, che assunsi l'ufficio di Governatore Generale, ai termini del Decreto Reale del 23 marzo corrente, in via puramente provvisoria, ed unicamente onde il governo del Re profitasse della cognizione e della esperienza contratta nel maneggio degli affari toscani, nel periodo che io gli avevo diretti, e ne profitasse per facilitare, per vie più opportune e sagge, le trasformazioni numerose che l'amministrazione della Toscana doveva ricevere al seguito dell'effettuata Unione; che da quel tempo ho fatto più volte conoscere al R. governo che io mi manteneva fermo nel mio proposito di far ritorno alla vita privata; che avrei pur continuato a dar l'opera mia, sebbene tenue, in servizio della patria precariamente e finchè durassero i tempi procellosi del grande periodo di rigenerazione nazionale, periodo che vediamo con grande nostra consolazione volgere al suo compimento.

Quindi è che io sarei doppiamente lieto quando il governo del Re, ritirando il Decreto del 23 marzo, mi farà manifesto che i miei voti sono pienamente paghi.

Ho ancora il bene di confermarmi, ecc.

RICASOLI.

MDCCLIV.

AL BARONE B. RICASOLI (Governatore generale in Toscana)

Firenze.

(Torino, 25 novembre 1860)

Barone carissimo,

Senza disconoscere la gravità delle osservazioni ch'ella espone nel gentile suo foglio del 20 andante, sull'opportunità che vi sarebbe di prostrarre il sistema amministrativo

ora vigente in Toscana sino al definitivo ordinamento del Regno, pure non posso a meno di persistere nell'opinione che l'amico Galeotti gli ha manifestata a nomè mio. A mio credere il ministero non potrebbe presentarsi al nuovo Parlamento, senza aver fatto cessare la condizione anormale in cui trovasi tuttora quella nobile provincia. Andrebbe incontro a sicure e meritate censure. Affatto estraneo alla sua amministrazione, come potrebbe egli renderne ragione ed assumerne la responsabilità? Una tale anomalia, se poteva essere giustificata come necessità, in via transitoria, non sarebbe tollerata, se rivestisse un carattere di permanenza.

Io non so se il nostro Vegezzi avrà il coraggio di presentare il progetto di bilancio che gli venne trasmesso da Firenze, in quanto a me non l'avrei di certo; giacchè se si dovesse ritenere conforme alle regole da applicarsi alle altre provincie del Regno, ci condurrebbe in breve a spaventosa catastrofe finanziaria.

Ma poichè ella, Barone carissimo, consente nel fatto, è inutile una discussione su di un punto ormai deciso.

Il cambiamento che deve operarsi, non avrà per risultato di modificare le leggi toscane, che noi vorremmo rispettate, quand'anche avessimo il potere di cambiarle, ciò che non è. Solo nostro intendimento è di fare che il ministero responsabile possa esercitare un controllo efficace sulle spese che si fanno a carico del bilancio dello Stato.

Il ministero sta preparando un progetto di modificazione da introdursi nel Decreto 23 marzo. Mi farò carico comunicarglielo tosto che sarà allestito, onde voglia soccorrerci de' suoi lumi e de' suoi consigli. Spero così che giungeremo a fare cosa, che avrà la sua approvazione.

L'affare di Gaeta procede lentamente. La prolungata dimora del Re Francesco in quella città è sorgente di gravi difficoltà. Tuttavia ho fede che si supereranno, e se (in)

definitiva dovremo comprare con alcuni sacrificii l'opportunità somministrata ai nostri generali di dimostrare la loro perizia ed ai nostri soldati il loro valore militare, non avremo a rimpiangere l'ostinazione del Borbone.

Mi è grato il dirle che la brava guardia nazionale Toscana, ha lasciato fra noi cara memoria, e la convinzione che nell'ora del pericolo essa potrà concorrere efficacemente alla difesa della patria.

Creda, caro Barone, alla mia sincera affezione. Suo dev. amico.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente del Consiglio dei ministri)

Torino.

(Firenze, 28 novembre 1860)

Conte carissimo,

Oggi trasmetto al ministro dell'Interno copia dei rapporti delle autorità governative toscane prossime alla frontiera Viterbese, e dai quali risulta quanto fosse contro al vero la informativa trasmessa a codesto governo intorno la cacciata dei gendarmi pontifici da Acquapendente.

Questo governo è fedele esecutore degli ordini derivanti dal governo centrale, e mentre non cesserà mai dal desiderare che l'Italia (sia libera) da ogni intrusione straniera, si guarda bene dal far atti, che non siano dallo stesso governo centrale consentiti, troppo essendo in lui la convinzione della necessità che non si disturbino le forze, e le autorità gerarchiche, prima condizione di una Unità efficace.

Questo principio fondamentale, e del quale tengo una piena coscienza, informò la replica contenuta nel mio foglio del 20 cadente: anzi se il signor Galeotti nel recarmi di viva voce le comunicazioni, di che lo aveva incaricato, mi avesse detto che la cessazione dell'attuale forma del governo delle provincie della Toscana era *un punto ormai deciso*, siccome Ella dichiara nella sua lettera del 25, ieri pervenutami, probabilmente io non mi sarei assegnato il debito di manifestarle l'opinione mia, il che feci perchè mi parve desiderare che io lo facessi; e questa opinione lungi dal consentire,

come ella si esprime nella stessa sua lettera del 25, trovava invece nè opportuna, nè utile questa cessazione.

Ed in riflesso appunto degli inconvenienti che si presentano e si prevegono, io, con i miei Direttori, ci offerimmo di cooperare a che ne fossero meno sensibili gli effetti; con che fu mostrato, che sebbene non consentissimo nella cessazione dell'attuale governo, non veniva meno in noi il buon volere verso il paese, e ci offrivamo a quell'opera che poteva essere utile a stabilire il programma della nuova amministrazione, onde il giorno della sua installazione potesse procedere con minore turbamento degli interessi pubblici e privati.

Quanto al bilancio per l'anno 1861, è facile avvertire che non era ancora conosciuto a Torino, quando Galeotti ne partiva con l'incarico di farmi le comunicazioni a Lei note.

Vedremo poi se questo bilancio merita l'aspra censura! Comunque è redatto non a caso, ma pensatamente e sulle basi dei precedenti bilanci e di decreti che il governatore della Toscana non poteva distruggere, e neppure avrebbe voluto distruggere le fonti dell'insegnamento e della prosperità economica e civile. Parmi poi che questo bilancio non scemi punto l'autorità del ministro delle finanze in quanto che non è che un progetto per sottoporsi al di lui esame e non altrimenti fatto che come si fanno i bilanci di uno Stato che sono il riepilogo dei bilanci particolari delle molteplici aziende, in cui dividonsi i servizi pubblici, e quando il Ministro lo avrà esaminato e approvato, sarà il bilancio definitivo.

Quanto poi al sindacato, questo neppure è menomato. Il Ministro non può mai esercitare questo sindacato direttamente, e la delegazione che in fatto ne fa al Governatore durante l'anno, non potrebbe desiderarla più efficace e più scrupolosa. Infine vi è l'alto sindacato della Corte dei conti.

Io ho dovuto dire alcune parole in schiarimento delle proposizioni contenute nelle ultime sue onde mantenermi in quella posizione precisa che intendo tenere in questo affare, perchè bramo che l'animo mio sia tutto manifestato con la lettera del 20. Senza questa necessità, io mi sarei guardato di stornare menomamente la sua attenzione e richiamarla a leggere una mia lettera.

Ho il bene, ecc.

RICASOLI.

A SUA ECCELLENZA IL MINISTRO CONTE DI CAVOUR.

(Torino, 28 novembre 1860)

(Lettera anonima trovata fra le carte del Conte. A targo della lettera un punto di interrogazione scritto con matita).

Abbasso Cavour, Prepotente, Nemico della libertà d'Italia, Impostore, Fautore dell'Austria, perchè co' suoi monopolii gli ha fatto crescere i suoi milioni col sangue e pregiudizio dei poveri del Piemonte, seguace della scuola Macchiavellica, uomo birbone ed infame, che alla fine dell'opera dovrà cadere vittima di uno stocco, coltello o pistola, senz'essere compassionato e compianto da persona del mondo, ma anzi deriso e vilipeso da chicchessia, mettendo sulla sua pietra sepolcrale queste parole :

QUAL NEMICO DELLA PATRIA
SUBISTI MERITATA MORTE IN QUESTA TERRA
IL CIELO TI FARÀ SUBIRE PIÙ ALTRA
MERITATA PENA NELL'INFERNO
OVE ARDERAI ETERNAMENTE
CON FOCO ANCHE PIÙ ETERNO
SENZA PIANTO E SENZA REQUIE
DI NESSUNO
AMEN.

MDCCLV.

AL CAV. EMANUELE MARLIANI (Deputato al Parlamento)

Bologna.

(Turin, novembre 1860)

Mon cher Marliani,

Je vous remercie de la communication que vous m'avez faite. Lord Clarendon est bien sévère avec moi, mais je lui pardonne à cause de tout ce qu'il dit sur l'Autriche, le Pape et le Roi de Naples.

Bocca m'avait annoncé votre brochure (1) pour avant-
hier, jusqu'à présent il ne me l'a pas encore remise.
Mille amitiés.

MDCCLVI.

AL CAV. L. C. FABINI (Luogotenente Generale del Re)

Napoli.

(Torino, 3 dicembre 1860)

Amico Carissimo,

Questa vi sarà consegnata dal nostro amico Bixio. Recasi a Napoli coll'intendimento di combinare qualche grande affare pel credito mobiliare Parigino. Se le sue viste sono giuste, vi esorto a secondarlo; giacchè non vi sono fra i grandi finanzieri d'Europa, persone, nè più capaci, e dirò pure in definitivo più oneste dei sig. Pereire. Mi pento ancora al giorno d'oggi di non aver data la preferenza alla combinazione Bolmida-Rothschild su quella che mi avevano proposta. Grandi sventure commerciali si sarebbero evitate.

Parmi però difficile il concedere loro le linee che formano la concessione Delahante, che deve avere se non altro un titolo di preferenza. Ma troverete a fargli fare altra cosa. Ove volesse stabilire un credito mobiliare napoletano, lasciateli fare. I Perreire invecchiano, un clima dolce per l'inverno gli sarebbe giovevole. Se poteste disporli a stabilirsi a Napoli, sarebbe utilissimo per trarre quel disgraziato paese dall'ignavia in cui giace.

Vi mando due lunghe lettere di Vimercati che sono

(1) *L'Unité nationale et l'Italie*. È il medesimo opuscolo che, con altro titolo, è menzionato a pag. 80 del vol. IV, Lett. MXXXIV.

interessantissime. Leggetene al Re, al suo ritorno, quei squarci che giudicherete doverglisi comunicare. Comunicategli pure *in extensum* se egli ve ne fa richiesta; poco cale a me che l'Imperatore si lamenti di me. Servo il paese non per piacere ai principi; quindi del disgusto dell'Imperatore non mi cale. Il giorno che potrò ritirarmi onoratamente, mi allontanerò (dal potere) con maggior gusto ch'egli avrà di vedermi partire.

Vi prego di affrettare il lavoro della circoscrizione dei collegi. Convien per molti rispetti affrettare la riunione del Parlamento. Senza che questo lavoro sia fatto non possiamo pubblicare la nuova legge elettorale; e badate che dall'epoca della pubblicazione di questa, a quella della riunione dei collegi, debbono correre almeno 35 giorni. Non ripetiamo, per amor del cielo, l'errore commesso l'anno scorso da Ratazzi.

.
Vi mando battaglioni di Bersaglieri; fatene buon uso.

Qui abbiamo i studenti e le *cigarriere* (1) che ci molestando. I primi per ottenere una riduzione di tasse, le seconde un aumento di mercede. Il buon Mamiani vacilla, il severo Vegezzi è inaccessibile alle seduzioni donnesche ed alle minacce dei loro protettori.

Non vi scrivo più a lungo mandandovi già troppo a leggere.

Addio, vogliatemi bene e credete alla mia sincera amicizia. Vostro af.

(P. S.) Unisco lettera per Cassinis, con preghiera di fargliela recapitare con mezzo sicuro.

(1) Sigaraie.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 3 dicembre 1860)

. . . Ho veduto il Principe Napoleone, il quale mi disse aver ricevuto notizie d'Italia che recano le cose nostre andare alla peggio; vi è esagerazione senza dubbio; ma egli mi soggiunse che Pepoli, Ricasoli ed altri si lamentano che a Torino le idee si aggirano in un circolo troppo ristretto e meschino, che Cavour non vuole uscire dalle solite persone; infine mille lamenti di questo genere. Bisogna però notare che il Principe è in una fase di cattivo umore...

VIMERCATI.

MDCCLVII.

A L L O S T E S S O.

(Torino, 7 dicembre 1860)

Caro Castelli,

Gli rimando la lettera di Vimercati a Farini ond'ella vi apponga il piccolo sigillo come ne vien pregato (1).

Il Pepoli, com'ella dice, vuol diventare ministro. Dovendosi stritolare molti uomini politici per far camminare il carro costituzionale, esso somministrerà molto unto per le ruote del medesimo. Suo aff.mo.

MDCCLVIII.

A L S I G. G I A C O M O L A C A I T A

Torino.

(Torino, 11 dicembre 1860)

Caro Sig. Lacaita,

Gli mando la memoria sulle conseguenze militari della cessione della Venezia dall'Austria. La legga ed ove le

(1) Lettera VIMERCATI a Castelli, in data di Parigi 4 dicembre 1860.

occorrano maggiori spiegazioni, venga oggi alle 4 1/2 al ministero ove troverà il Generale Govone (1).

In fretta mi raffermo suo dev.

MDCCLIX.

AL BARONE B. RICASOLI (Governatore generale della Toscana)

Firenze.

(Torino, 18 dicembre 1860)

Caro Barone,

Tosto ricevuta la sua lettera relativa agli ufficiali toscani rimossi dal Gran Duca nel 1849, feci ricerca della pratica al ministero della guerra. Non si trovò. Dopo alcune ricerche mi si disse, che essendo stata rimandata a Firenze e quindi ritornata da lei con nuove spiegazioni, Fanti l'aveva portata a casa per esaminarla a suo agio, e che perciò era impossibile il consegnarla sino al suo ritorno.

Avrei dovuto di ciò informarla, ma siccome da otto giorni Fanti mi annuncia la sua partenza da Napoli, che però non si effettua mai, ho indugiato di giorno in giorno nella speranza di poterle dare un riscontro positivo.

Non essendo ancora nel caso di farlo, debbo eccitarlo ad avere ancora qualche poco di pazienza, rassegnandosi come faccio io ad aspettare il ritorno di Fanti.

(1) Il sig. LACAITA stava allora scrivendo per l'*Edinburgh Review* l'importante articolo sul « Regno d'Italia, » che venne pubblicato nella puntata del gennaio 1861 di quell'autorevole periodico. A pag. 259 è fatta menzione, in nota, della memoria accennata nella lettera del Conte: « We have been favoured with the perusal of a memoir drawn up by an able and scientific officer on the real strategic value of the Quadrilateral to Austria. We shall not attempt to reproduce his arguments, ecc. »

Pare che finalmente la squadra francese sia per partire da Gaeta. L'Imperatore lo ha promesso in modo esplicito all'Inghilterra.

La ringrazio dell'interessantissima corrispondenza che ella mi comunica. Scrivo quest'oggi a Parigi per far sorvegliare l'abate R*** e vedere modo di penetrare i suoi segreti.

Creda, Barone carissimo, alla mia sincera amicizia. Suo af.

P. S. La prego di far recapitare l'unita lettera di Parizzi a Sir James, che sta cacciando in non so quell'angolo delle maremme.

AL VICE-AMMIRAGLIO CONTE F. SERRA (Comand. gen. R. Marina)

Genova.

(Torino, 16 dicembre 1860)

Ill.mo Sig. Ammiraglio,

Il governo per secondare i desiderii del generale Garibaldi, si determinato a tenere all'isola della Maddalena un piroscalo stazionario, sebbene ora farebbe tutto bisogno.

Il prefato Generale desidera che il piroscalo sia stazionario, ma non a sua disposizione, nè sotto i suoi ordini, come avrà veduto alla relazione del Comandante del *Washington*.

S. E. il Ministro m'incarica di raccomandarle caldamente che lo Stato Maggiore del piroscalo, che sarà spedito in quelle acque, sia composto di persone della maggiore delicatezza, ed in modo speciale il Comandante, affine che non si abbiano a lamentare i ravissimi inconvenienti ch'emergerebbero da una condotta poco ponderata.

Sarebbe bensì opportuno che le persone componenti lo Stato Maggiore fossero di quelle estranee alla politica del giorno, e che solo pensano a compiere bene il loro dovere. Il Comandante giunto alla Maddalena dovrà recarsi dal Generale ed offrirgli i suoi ser-

vigi, assicurandolo che porrà ogni sollecitudine per secondare i suoi desideri, dei quali volesse onorarlo di renderlo inteso.

Confidenzialmente bisognerà accennare al Comandante del piroscalo d'invigilare acchè nell'isola non sbarchino persone sospette, poichè solo, com'è il generale, Garibaldi, non è impossibile che qualche forsennato mal consigliato volesse tentare qualche nefando colpo. Queste istruzioni bisognerà che siano verbali. Dalla scelta del Comandante dipende che non si abbiano dispiaceri; perchè importa che sia persona prudente. In quanto al numero dell'equipaggio lo limiti al più possibile. Se si avesse disponibile una delle cannoniere toscane, sarebbe bene poichè a vela nelle buone giornate potrebbe muovere intorno all'isola e fare qualche esercizio.

Suo umile servo

SERRA - CASSANO.

MDCCLX.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellesse).

(Torino, 17 dicembre 1860)

Preg. Signore,

Mi consolai facilmente del non effettuato acquisto della *Morossa*, che ci avrebbe cagionato in ogni eventualità molti disturbi.

Faccio plauso al suo divisamento di *drainare* quest'inverno parte del gerbido. Solo desidero, ond'ella faccia in modo che l'anno venturo si fabbrichino 100,000 tubi. Dia le sue disposizioni per tempo. La prima volta ch'ella verrà a Torino porterà seco l'ingegnere.

Spinga pure con tutta l'energia lo spianamento della *rilevata*. Poichè è operazione proficua, meglio farla subito.

Il ritorno delle bestie al pascolo migliora la nostra con-

dizione rispetto al fieno. Spero ch'ella non avrà trascurato l'acquisto dei *panelli* (1), ciò mi dispiacerebbe assai.

Ove il riso continuasse a diminuire, bisognerebbe sospenderne la vendita: vi sarebbe poco male a rinnovare la cambiale alla Banca, ciò non nuocerebbe al nostro credito.

La sua camera è ora del tutto allestita per cura di mio fratello; ond'io spero che d'ind'innanzi darà un definitivo addio agli alberghi di Torino. Martino (2) avrà cura del suo vitto: potendo ella, se così le piace, pranzare nella segreteria.

Il povero Farini è bersagliato dalla sorte. È ammalato fisicamente e moralmente, credo tornerà a Saluggia, ove certo i suoi elettori gli faranno buon'accoglienza.

Mi creda, caro sig. Corio, suo af.

MDCCLXI.

AL SIG. CAV. G. FANTINI (Giudice di Tribunale)

Trino.

(Torino, 28 dicembre 1860)

Ill.mo Signor Cavaliere,

Mi affretto a ringraziare la S. V. Ill.ma della gentilezza con cui si compiacque proporre al Consiglio comunale di Trino, di darmi un particolare attestato di simpatia e di stima, mercè la deliberazione di cui mi trasmise copia col pregiato suo foglio del 24 corrente.

(1) *Panello* è il così detto *tourteau* dei Francesi, residuo solido che i semi e frutti dei vegetali lasciano dopo l'estrazione dell'olio che contenevano, e si utilizza come conviene.

(2) Tosco.

Voglia, Ill.^{mo} signor Cavaliere, esprimere ai suoi e miei colleghi del Consiglio comunale di Trino tutta la mia riconoscenza, e gradisca ad un tempo i sensi della mia distinta considerazione.

MDCCLXII.

A S. A. I. IL PRINCEPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 29 décembre 1860)

Monseigneur,

Je ne saurais laisser achever cette année durant laquelle V. A. I. m'a donné des preuves répétées de sa bienveillance sans lui exprimer les sentiments de profonde reconnaissance et respectueux attachement dont je suis animé envers Elle.

L'année qui expire a vu s'accomplir de grands événements, glorieux pour la France, immensément avantageux pour l'Italie. Elle lègue il est vrai à celle qui va commencer de grandes difficultés; Gaëte, Rome, Venise sont des points noirs à l'horizon, autour desquels des nuages menaçants peuvent s'accumuler. Mazzini et Garibaldi d'un côté, Pie IX et Antonelli de l'autre peuvent nous susciter de grands embarras. Toutefois je suis plein de confiance dans l'avenir. Si l'Empereur ne prête pas l'oreille à nos ennemis, s'il ne nous retire pas son appui, nous poursuivrons d'un pas ferme la route qu'il nous a ouverte, et qui nous mènera tôt ou tard mais d'une façon certaine au terme dernier de nos aspirations: l'unification de l'Italie.

Nigra m'a communiqué le projet de voyage de V. A. Je l'ai applaudi de grand cœur. Non seulement il ne saurait avoir d'inconvénients, mais il doit avoir d'heureuses

conséquences pour nous. V. A. jugeant par Elle-même pourra donner de bons conseils à Turin, et rectifier plus d'une erreur à son retour à Paris. Je me permets toutefois de soumettre à V. A. un doute sur l'opportunité d'une visite au Saint-Père. Dans ce moment la France, la Sardaigne et le Pape sont dans de si singuliers rapports que je ne sais trop quelle attitude V. A. pourrait avoir à Rome. D'ailleurs V. A. courrait le risque d'exposer la Princesse Clotilde à ne pas entendre de la bouche du Pape le panégyrique de son père.

J'avoue toutefois que sous un certain aspect je désirerais fort que V. A. allât à Rome. Je suis certain qu'Elle dirait son fait à Gramont qui est tour à tour insolent et flatteur avec Antonelli, sans jamais cesser d'agir envers nous en ennemi déclaré.

Que V. A. me permette de terminer en lui faisant observer que l'espoir de la revoir à Turin est d'un bon augure pour l'année 61, et que si V. A. trompait nos espérances cela porterait malheur à nous et à la cause dont Elle a toujours été le généreux soutien.

Je prie V. A. d'agréer l'assurance de mon profond dévouement.

MDCCLXIII.

AL VICE-AMM. CONTE F. SERRA (Comand. gen. R. Marina)

Genova.

(Torino, 2 gennaio 1861)

Sig. Ammiraglio,

Questo foglio le sarà consegnato dal sig. Rosselli, tenente del genio, incaricato di far costruire sotto la direzione del Comandante dell'arsenale, un *brulotto* destinato

ad aprire la breccia a Gaeta. Questa costruzione dev'essere fatta colla massima sollecitudine e devesi fare in modo che nessuno si dubiti della destinazione che essa avrà.

La prego di nulla tralasciare onde le presenti istruzioni vengano puntualmente eseguite.

MDCCLXIV.

AL GENERALE E. CIALDINI (Comand. il Corpo d'armata)

Gaeta.

(Torino, 4 gennaio 1861)

Caro Generale,

Ho ricevuto or sono pochi giorni la sua lettera del 26 dicembre. Essa mi tornò graditissima come non dubbia prova che i suoi sentimenti a mio riguardo non vennero punto alterati da un dispiacevole incidente, che io ho lamentato assai, quando meglio informato ho potuto convincermi essere stato prodotto da una malintesa (?).

Creda, Generale, che nessuno più di me apprezza le alte sue qualità e ne fa caso, e ciò da lunghi anni. Ella ha pienamente corrisposto alle speranze ch'ella m'aveva fatto concepire. Provai all'udire il racconto di tutto ciò ch'ella ha operato molta soddisfazione, ma nessun stupore.

Temo di averla, come reggente del ministero della guerra, fatto andare più di una volta in collera; per non aver potuto soddisfare a tutte le sue richieste con quella sollecitudine ch'ella avrebbe desiderato. Eppure creda, che si è fatto dall'artiglieria e dalla marina quanto era possibile di fare. Se ella vedesse la quantità di lettere e di dispacci telegrafici che si sono spediti, ne rimarrebbe convinta. Lei sa ch'io non dormo e non lascio dormire gli altri. Fui io stesso più volte all'arsenale. Non diedi

mai tregua a Dabormida ed a Pettinengo ed ho quasi fatto impazzire l'Ammiraglio Serra a furia di premure e di sollecitazioni. Ma con un mare infame, con truppe, con guardie nazionali, con Garibaldini, con prigionieri da trasportare per ogni dove, con una squadra da mantenere di tutto provvista; e più di tutto con un mare infame che rendeva le avarie frequenti e l'imbarco in Genova difficilissimo, è un vero miracolo se si è giunto ad evitare più gravi inconvenienti di quanti si sono verificati.

Ma lasciamo il passato, veniamo all'avvenire. L'Imperatore, spinto dalla Russia e dalla Prussia; molestato dalla moglie, tormentato da parte dei suoi ministri a noi ostilissimi, vorrebbe farci comprare il ritiro della flotta con un armistizio ed altre concessioni ch'io ravviso dannose.

Reputerei quindi cosa supremamente utile il continuare l'assedio al cospetto del Francesi. Crede ella possibile il prendere Gaeta in tali condizioni? Pongo a' suoi ordini l'intera flotta, disponga dei marinari e dei cannoni come intende. Faccia salire all'assalto; Real navi, il Corpo Reale Equipaggi Persano in testa; gliene sarò tenutissimo. Che bella cosa espugnare Gaeta sotto i baffi di Tinan. Non avrei di vita mia provato maggiore soddisfazione. . . .

La prego a rispondermi immediatamente col telegrafo su questo argomento (1).

Ho trasmesso ordini a Persano (2), ma ad ogni buon fine, gli unisco un ordine di cui potrà valersi se il primo non fosse giunto.

Aspetto con ansietà la sua risposta. Se Gaeta cade, ad

(1) Cavour chiedeva cosa impossibile. E quand'anche fosse stata possibile, è da avvertire che quando il generale Cialdini ricevette questa Lettera, già erano intavolate le trattative per l'armistizio, il quale ebbe effetto a cominciare dall'8 gennaio.

(2) Vol. IV, pag. 142, Lett.-telegr. MXCII.

onta dello sconcio intervento francese l'Italia è fatta. La impresa è sommamente difficile, ma è altresì sommamente gloriosa; la compia ed Ella sarà il più benemerito dei figli d'Italia.

Mi creda, caro Generale, coi sensi della più sincera stima ed amicizia, suo devmo.

MDCCLXV.

AL CONTE OTTAVIANO VIMERCATI (*Agente ufficio di S. M.*)

Parigi.

(Stessa data)

Carissimo Conte,

Le mando una lunga lettera in risposta alle interpellanze dell'Imperatore (1). Fui molto esplicito, nullameno ella potrà dargliene lettura; non vorrei però che la lasciasse nelle sue mani per timore che si smarrisse, o cadesse sotto occhi meno benevoli alla causa italiana di quelli dell'Imperatore.

La proposta di un armistizio di 15 giorni parmi poco accettabile. Aspetto però di vederla formulata in termini precisi per sottoporla al Re.

Nigra va a Napoli provvisoriamente (2), Parigi rimanendo sempre la sua definitiva destinazione.

Mi creda, caro Conte, suo af^{co}.

P. S. Le invio una lettera di S. M. Non essendo il Re forte in teologia, ho creduto inutile di entrare con S. M. in particolari sui negoziati delicatissimi per Roma.

(1) Vedasi la Lett. MXCIV, nel vol. IV, pag. 143 e seg.

(2) Con R. D. 8 gennaio erano state accettate le dimissioni del Farini dalla carica di Luogotenente Generale del Re nelle Provincie napoletane.

MDCCLXVI.

ALLA CONTESSA MARIA HOLLAND

Napoli.

(Torino, 9 gennaio 1861)

Cara Lady Mary,

Il Principe di Carignano parte oggi per Napoli, con Nigra per ministro dirigente. Non avrei saputo fare migliore scelta; se avete qualche fede in me, abbiatevene maggiore in Nigra. Giacchè ha più ingegno di me ed altrettanto coraggio. Di più è giovane, e voi sapete che la *Fortuna*, da donna che è, profonde i suoi favori sui giovani di preferenza (1).

Accogliete Nigra come amico, dategli consigli. Da uomo superiore sa fare caso dell'opinione altrui quand'anche contraria alla sua.

Nigra conduce seco mio nipote, giovane gentile e distinto. Vogliateci bene. Credo che farà onore al nome ch'ei porta. Addio, mia buona amica, vi stringo con affetto la mano.

MDCCLXVII.

AL VICE-AMM. CONTE F. SERRA (Comand. gen. R. Marina)

Genova.

(Torino, 10 gennaio 1861, ore 4,45 pom.)

(*Telegr.*) Metta a disposizione del generale Türr *Authion*. Ne do avviso al governatore di Genova (2).

(1) Reminiscenze, forse, del capitolo XXV del *Principe* di MACCHIAVELLI, che il Conte aveva letto o riletto nell'autunno del 1859 a Leri. Vedasi l'autografo Cavour in fondo al volume.

(2) Dalle seguenti parole dette dal generale Garibaldi al generale Türr, e riferite in una corrispondenza da Caprera, stampata nella *Perseveranza* del 23 gennaio 1861, si può arguire quale incarico fu dato da Cavour al Türr: « Che il conte di Cavour armi, ed io sono politicamente con lui. »

MDCCLXVIII.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 11 janvier 1861)

Monseigneur,

Le Roi a été charmé d'apprendre que V. A. avait l'intention de lui faire une visite au commencement du mois prochain. Si V. A., après avoir demeuré quelque tems avec lui, laissera la Princesse sa fille à Turin, S. M. en sera fort reconnaissant à V. A.

Il est probable que le Roi ira passer les derniers jours du carnaval à Milan. Cette ville est ordinairement excessivement animée à cette époque, les fêtes du *Carnevalone* qui se prolongent cinq jours au delà du mercredi des cendres, attirent beaucoup de monde de toutes les villes de la haute Italie. V. A. ne devrait pas nous quitter avant cette époque. Elle pourrait en outre assister à l'ouverture du premier Parlement italien qui aura lieu le premier lundi de carême. Cette cérémonie aura un grand intérêt politique et historique. À cette occasion, V. A. pourra juger de l'état des partis dans notre Parlement. Et même, si Elle juge que le ministère actuel est à tout prendre celui qui convient le mieux à la situation, Elle pourra nous rendre des grands services en faisant entendre raison à la fraction du parti constitutionnel qui veut se constituer en tiers parti, pour faire la bascule entre Garibaldi et nous. La voix de V. A. aura une grande autorité sur ce groupe parlementaire, car il se compose de plusieurs députés qu'Elle connaît, et son membre principal est son cousin, le marquis Pepoli qui, de retour à Bologne, a commencé le feu dans une série d'articles insérés dans un journal de cette ville.

Je remercie V. A. des démarches qu'Elle a faites pour amener le retrait de la flotte française de Gaëte. Cela simplifiera et améliorera la position. Gaëte ne tiendra pas quinze jours après le départ des Français, bien qu'à mon avis ce n'est que par terre qu'on puisse la prendre. Telle est aussi l'opinion de Cialdini qui dirige les travaux du siège avec un calme et un talent admirables.

La chute de Gaëte facilitera la tâche du Prince de Carignan et de Nigra. Si mon jeune ami réussit comme je l'espère, il aura bien gagné le poste de Paris et personne ne trouvera à redire si le plus jeune des diplomates sera destiné au poste d'honneur.

Ayant l'espoir fondé de pouvoir bientôt causer à fond avec V. A., je m'abstiens pour le moment de toute discussion politique. Je me borne à supplier V. A. de venir vite et de rester longtemps au milieu de nous.

Je prie V. A. d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

AL SIGNOR TH. PISCATORY (ancien *Député*)

Chérigny.

(Paris, 15 janvier 1861)

. . . Tous les yeux sont tournés vers Gaëte pour voir si le pavillon de l'amiral Barbier de Tinan flotte encore dans ces parages. Il est d'une infinie probabilité qu'il n'y flottera pas longtemps. Quoiqu'il soit certain que l'*Ariège* est parti de Toulon, il y a trois jours, porter des vivres à la flotte, cela ne signifie pas grande chose, car on mange aussi en revenant en France...

. . . On a dit tous ces temps-ci que M. de Cavour avait eu deux attaques d'apoplexie. Je n'en crois pas grand'chose; quand un homme important a un rhume de cerveau, la renommée en fait à l'instant une congestion cérébrale. Il faut pourtant avouer que le pauvre homme a sur la tête une charge qui pourrait donner

à beaucoup de gens des étourdissements. Malgré ses injustices, je ne suis pas de ceux qui lui veulent du mal. Ceux qui l'appellent un scélérat ne savent guère de quel bois se sont chauffés la plupart des libérateurs des nations...

X. DOUDAN.

MDCCLXIX.

AL GEN. ALF. LA MARMORA (Comand. il Corpo d'armata)

Milano.

(Torino, 16 gennaio 1861)

Eccellenza,

S. M. il Re si è degnato di nominare l'Eccellenza Vostra ad Ambasciatore Straordinario per complimentare S. M. Prussiana intorno al suo avvenimento al Trono de' suoi padri.

Affidando questa missione ad un personaggio tanto eminente per servigi resi al paese e per le più alte cariche dello Stato sostenute, S. M. volle rendere testimonianza alla Corte di Berlino del pregio in cui tiene le relazioni di amicizia felicemente esistenti fra le due Corone, e del suo desiderio di vederle sempre più consolidate e ristrette. Quantunque siffatta missione sia puramente di cortesia verso la persona del nuovo Sovrano di Prussia, nulladimeno a V. E. si presenteranno probabili occasioni da far meglio conoscere le intenzioni del governo del Re e la condotta politica che egli si propone di seguire nelle attuali circostanze. A questo fine, reputo opportuno di darle alcune indicazioni che saranno brevissime, perchè la perfetta notizia che Ella ha dei concetti del governo, renderebbero superflui per Lei quegli schiarimenti che per altri sarebbero necessari.

Ella ben sa che il nuovo Re di Prussia, durante la reggenza da lui esercitata, si è dimostrato molto tenero dei

principii della così detta legittimità, e che per ciò ha seguito con un certo sentimento di diffidenza il moto nazionale che ha condotto oggi l'Italia sotto l'unico scettro del nostro Augusto Sovrano. Questo sentimento, palesatosi in parecchie contingenze, trovasi espresso con singolare vivacità nel dispaccio del Barone di Schleinitz del 13 scorso ottobre, al quale io risposi con altro del 29 novembre. Unisco copia di questi due documenti da cui Ella potrà ricavare in quali punti si accostino e in quali divergano i due governi.

Ma venendo a cose più sostanziali, a quelle cioè che in questo momento preoccupano grandemente l'attenzione della Corte di Berlino, l'E. V. è autorizzata a dichiarare, presentandosene il destro, che il governo del Re non ha intenzione alcuna di rompere guerra all'Austria, e che saprà, occorrendo, impedire quelle mosse irregolari di volontari che potrebbero, sino ad un certo segno, compromettere la sua libertà d'azione. Soggiungerà che noi non crediamo risolta la questione Italiana finchè la Venezia non sarà restituita all'Italia; ma che non disperiamo che tale grave vertenza possa avere, quando che sia, un pacifico e naturale scioglimento. Fra le varie ragioni che di ciò ne affidano, havvi quella desunta dalla nuova politica inaugurata dall'imperatore Francesco Giuseppe. Non è possibile, a nostro credere, che la grande riforma iniziata in Austria in nome del principio della nazionalità, possa mantenere a lungo conculcata e depressa la nazionalità Veneta, ed impedire che si ricongiunga col corpo della nazione da cui la sola forza la tiene oggidì separata.

Quanto all'Ungheria, Ella non tacerà che portiamo la più viva simpatia a quella generosa e forte nazione, e che desideriamo per lei quel migliore assetto che essa invoca in nome dei secolari suoi diritti, e che solo può darle tranquillità e prospere sorti. Ma che, lungi dallo spingerla a riacquistarli col mezzo della rivoluzione e delle armi, fac-

ciamo voti onde raggiunga questo scopo coi mezzi legali che le porgono le franchigie che le vennero restituite.

Similmente l'E. V. dichiarerà molto risolutamente che il Regno d'Italia rispetterà sempre e scrupolosamente i diritti della Confederazione Germanica; e se a questo proposito le si tenesse ancora discorso dei Considerandi intorno a Trieste, che stanno a capo del noto decreto del signor Valerio, riguardante il Lloyd Austriaco (1), Ella ripeterà le cose già da me esposte al conte di Launay nel dispaccio di cui troverà copia qui unita (2). Farà inoltre osservare che quei Considerandi erano passati del tutto inosservati in Italia, e che il governo del Re vi pose mente soltanto dopochè il conte di Rechberg, con intendimenti facili ad indovinarsi, li segnalò con grande apparato ai gabinetti tedeschi. Ciò dimostra quale importanza debbasi attribuire a quelle frasi rettoriche, che il governo ha del resto disapprovate.

Il Ministro degli affari esteri di S. M.^a Prussiana ha pure intrattenuto il conte di Launay intorno alle armi spedite da Genova e sequestrate nei porti dei principati Moldo-Valacchi. Egli è ora noto che quelle armi vennero colà dirette dagli Ungheresi, e propriamente dal generale Türr, a cui il generale Garibaldi ne aveva fatto dono durante la sua Dittatura nelle Due Sicilie. Nel dispaccio qui unito, scritto al nostro ministro in Prussia, Ella leggerà a questo proposito quegli schiarimenti che il governo può somministrare sopra un fatto a cui è rimasto del tutto estraneo (3).

(1) Vol. IV, Lett. MLXXXIX, pag. 139.

(2) Ivi, Lett. MXC (nota), pag. 140.

(3) Rispetto a queste armi ecco quanto scriveva il generale Türr al *Journal des Débats*, in data di Buda-Pesth, 2 maggio 1878:

En 1860, après l'annexion du royaume de Naples, quand quelques uns de nos compatriotes commirent la maladresse de laisser séquestrer à l'embouchure du Danube deux bateaux chargés de 15,000 fusils et de 12 canons, je n'hésitai pas à

Quanto alle questioni generali che si attengano allo indirizzo della nostra politica e alle condizioni attuali della Penisola, Ella farà comprendere in primo luogo che l'Italia unita ha vero e permanente interesse di stringere intime relazioni colla Prussia, a cui è riserbata parte tanto principale nella costituzione avvenire della Germania. Questo interesse appare evidente ove si consideri che ambidue i governi fondano la loro forza e traggono autorità dal principio nazionale e dalla leale osservanza delle istituzioni liberali, e che all'uno e all'altro incombono le stesse difficoltà nel serbare incolume l'indipendenza comune, da qualunque lato dovessero sorgere i pericoli e le complicazioni. Le condizioni delle provincie dell'Italia meridionale hanno potuto destare qualche dubbio intorno al pacifico consolidamento del nuovo ordine di cose. L'E. V. dirà che colà pure gli animi cominciano a calmarsi, e che le agitazioni, inevitabile conseguenza dei politici mutamenti, sono pressochè cessate. La presa di Gaeta, togliendo alla reazione gli ultimi aiuti ed incentivi, restituirà intera la tranquillità nelle contrade dove essa tentò, ma inutilmente, le sue prove.

Terminerò la presente istruzione con due avvertenze. Ella dovrà naturalmente, durante il suo soggiorno a Berlino, conversare coi diplomatici Russi. Ne' suoi discorsi, Ella farà loro conoscere con quanta compiacenza il governo del Re vedrebbe il ristabilimento delle relazioni fra

assumer sur moi la responsabilité de ce fait que j'ignorais, et je priai le comte de Cavour de faire savoir que les dits fusils avaient été expédiés par moi pendant que j'étais commandant militaire de Naples. Plus tard, pour sauver ces fusils et présenter les hommes d'État anglais sur la question d'Orient, le comte de Cavour m'envoya à Londres, où le ministre plénipotentiaire d'Italie, le marquis d'Azeglio, reçut l'instruction de me présenter à Lord Palmerston. Je fus assez heureux pour sauver les armes qui appartenaient au gouvernement italien.

Leggansi in proposito le Lett. CXCI^X (13 dicembre 1860), CCH^{III} (3 gennaio 1861) al marchese E. d'Azeglio nel libro di N. BIANCHI: *La politique du Comte de Cavour*.

le due Corti; ma si asterrà per altro da qualunque ufficio che potesse lasciar sospettare in noi una premura non compatibile con quel dignitoso riserbo che S. M. intende tenere verso una Potenza che, senza alcuna sua propria ragione, ha richiamato con tanta solennità la sua Legazione da Torino (1). Il tatto e la prudenza che distinguono l'E. V. le suggeriranno quei modi e quella misura che si addicono in questa delicata dimostrazione.

In secondo luogo, Ella si troverà spesso in contatto coi militari Prussiani. I ragionamenti potrebbero cadere sulla Venezia, che a Berlino si considera da non pochi come posizione di frontiera militare necessaria per la sicurezza della Confederazione Germanica. Non io accennerò a Lei gli argomenti che dimostrano quanto queste affermazioni si discostino dal vero. L'E. V. parlerà con quella autorità che a Lei sola compete; e le sue osservazioni, io lo spero, lasceranno profonda impressione negli animi che, non nell'interesse austriaco, ma nell'interesse germanico, sostengono la pericolosa teoria delle frontiere dal solo lato della propria utilità, e scambiano poi, nel caso attuale, una posizione offensiva coi naturali mezzi di difesa segnati per l'Italia e la Germania dai luoghi stessi.

L'E. V. si compiacerà di darmi per telegrafo quelle notizie che giudicasse urgenti a sapersi; e per corriere particolare quelle informazioni che non si potessero convenientemente affidare alla posta ordinaria.

Prego l'Eccellenza Vostra di gradire anche in questa circostanza i sensi dell'alta mia considerazione.

(1) Vol. IV, Lett. MX, 19 ottobre 1860, pag. 57.

MDCCLXX.

AL BARONE B. RICASOLI (Governatore generale in Toscana)

Firenze.

(Torino, 18 gennaio 1861)

Barone Carissimo,

Il Re m'incarica di farle sapere che i suoi figli, il Principe Umberto ed il Principe Amedeo partiranno mercoledì 23 andante alla volta di Firenze: s'imbarcheranno la sera stessa a Genova, quindi giungeranno giovedì per tempo a Livorno. S. M. glieli raccomanda caldamente, pregandola onde voglia adoperarsi a ciò che il soggiorno ch'essi faranno in Toscana, riesca loro il più profittevole possibile, col fargli conoscere gli uomini e le cose più notevoli di quell'eletta parte d'Italia.

Il Principe Umberto, quantunque non ancora diciassettenne è molto sviluppato così al fisico come al morale. Il suo contegno è affabile e dignitoso, discorre bene di molte cose; e coglie con piacere tutte le opportunità per acquistare nuove cognizioni. Il fratello forse più gentile, è rimasto più ragazzo di quanto porterebbe la sua età; tuttavia quando giunge a vincere la naturale sua timidità riesce molto piacevole a chi lo avvicina.

Il loro Governatore, il generale Rossi, è ottima e distinta persona. Peritissimo nelle cose militari, difetta alcun poco di quelle abitudini che di solito s'incontrano in chi deve dirigere una Corte Reale. Conduce seco il tenente colonnello Sonnaz figlio del vecchio generale, considerato come il nestore dell'esercito; è ufficiale di molta vaglia. Sotto ogni rispetto è atto all'ufficio a cui adempie.

Ho pensato che, questo poco di biografia non gli riuscirebbe sgradita e le agevolerebbe il mezzo di dirigere lo andamento del viaggio dei nostri Principi, nel modo il più conveniente allo scopo che il Re si è proposto di raggiungere nel farglielo intraprendere.

Ce l'ha fatta brutta, caro Barone, non accettare la Presidenza del Senato. La sua nomina a capo del primo Corpo dello Stato, avrebbe prodotto un gran buon effetto in Italia e fuori. Avrebbe impresso un carattere altamente italiano al Parlamento, e sarebbe stato solenne conferma del proposito per parte del governo di compiere risolutamente il suo programma col sciogliere le due grandi questioni che rimangono insolute: Roma e Venezia. Ma pazienza; ora siamo in grande imbarazzo. Il riconfermare Alfieri suo malgrado sarebbe sconveniente, dovendo quasi di necessità essere il Presidente della Camera elettiva un rappresentante delle vecchie provincie; e ciò per difetto di candidato opportuno. Ci venne in pensiero di nominare Ruggiero Settimo. Non verrà a Torino, ma ciò poco monta pel disimpegno degli affari, stante l'esistenza di quattro vice-presidenti quasi sempre inoperosi. È il più gran nome dell'Italia meridionale, è figura venerabile avanti a cui tutti debbono e possono inchinarsi, senza offesa alla propria dignità (1). Che ne dice?

Aspettiamo fidenti il risultato delle elezioni Toscane. Siamo sicuri che quella nobil terra manderà alla Camera una falange di distinti uomini, che onoreranno il Parlamento; e coopereranno validamente alla consolidazione e compimento della gran opera del risorgimento italiano, così mirabilmente avviata.

Delle altre provincie, salvo per ciò che riflette il vecchio Piemonte, siamo meno sicuri, speriamo bene però dell'Emilia. Qualunque però abbia da essere il risultato delle elezioni, siamo apparecchiati alla lotta e decisi a non disertare il posto, finchè potremo governare con mezzi legali, qualunque sia il numero e la violenza dei nostri

(1) Come mai C. CANTÙ, nella sua *Cronistoria sull'Indipendenza italiana* (Vol. III, Parte II, pag. 511) poté scrivere di siffatto uomo: « Tale Ruggiero Settimo... »?

avversari. Se il giorno del pericolo verrà, spero ch'ella non ci abbandonerà e si unirà a noi, per respingere nella Camera e nelle strade l'urto dei partiti estremi.

Mi creda, caro Barone, suo dev. amico.

AL CAV. L. C. FARINI

Portici.

(Torino, 21 gennaio 1861)

. . . Sento che non sarai di ritorno che verso il 10 di febbraio. Tu solo puoi fissare l'epoca del tuo viaggio, ma per molte ragioni vorrei che fosti in condizione di anticiparla. Cavour pure lo desidera e qui potresti far molto bene. Cavour fa di te il conto che ha sempre fatto (1).

(1) Dalle Lettere di Cavour, stampate nel IV volume, scorgesi abbastanza chiaramente che fra lui e il Farini erano sorti non lievi dissensi circa il modo di governare le provincie napoletane. Certi « amici; » che avvicinavano il Conte, riuscirono a dare maggior gravità a quei dissensi, insinuando nell'animo di lui, a quanto sembra, che il Farini approfittasse della prolungata dimora del Re in Napoli per fini politici in contraddizione con quelli che il capo del gabinetto aveva in mente. Non è questa la sede opportuna di entrare in maggiori ragguagli su tale argomento. Aggiungeremo soltanto che Cavour, come gli accadeva assai spesso, s'impazientì; e poichè il Farini, malandato in salute e percosso da domestico lutto, si mostrò disposto ad abbandonare la carica, che aveva accettato con grande riluttanza, il Conte, senza usare tutti quei riguardi a cui l'amico aveva diritto, gli nominò senz'altro un successore. Michelangelo Castelli, amico di entrambi, diè opera a impedire che lo screzio fra essi si facesse più profondo o che continuasse. Da ciò l'assicurazione data al Farini che Cavour faceva di lui « il conto » che aveva sempre fatto. Lo screzio, invero, fra quei due sommi uomini fu soltanto passeggero, come si ricava dalla Lettera di Cavour al Minghetti, in data di Milano 16 febbraio 1861 (Volume IV, Lett. MCXXXIV, pag. 175), ove si legge: « Farini è ancora qui. È più *bon enfant* che non sia mai stato. Difende a spada tratta tutto quello che facciamo ecc. » E meglio eziandio lo attesta il fatto che Cavour incaricò il Farini di scrivere il Discorso della Corona per la prossima apertura del primo Parlamento italiano.

. . . L'opposizione del partito Rattazzi è finora impastata della antica *malva*. Nelle grandi questioni saranno col governo... Cavour non vuole *far nulla* prima dell'apertura del Parlamento. Allora porrà la questione in termini crudi e nudi. Si anima e si esalta già fin d'ora all'idea di quella lotta. Ottenuto un voto, allora mostrerà tutta l'energia e darà i provvedimenti necessari a provare che in Italia vi ha un solo Re, un solo governo, ed una sola politica.

. . . Si parla molto di una ricomposizione del ministero. Cavour e Minghetti si accordano nel dire che non sia bene presentarsi al Parlamento coll'attuale personale, ma sinora *sentono il bisogno*, ma... ma... — non sanno dove dare del capo, soprattutto per Napoli, Sicilia ed Umbria. Se Gaeta cadesse entro il mese, forse lascierebbe disponibili o discutibili due nomini, che stanno sotto le sue mura (1).

Ho parlato a lungo con Pepoli che è entrato nel terzo partito, ma protesta che sarà sempre con Cavour.

Il Principe Napoleone deve giungere al principio del mese venturo...

CASTELLI.

AL MARCHESE E. D'AZEGLIO (Ministro di Sardegna)

Londra.

(Traduzione dall'inglese)

(94, Piccadilly, 29 gennaio 1861)

Mio caro Azeoglio,

Mi rallegro con voi sinceramente per le buone notizie che mi avete comunicate circa il risultato delle vostre elezioni italiane.

Io spero che questo risultato, come voi prevedete, avrà felici conseguenze al Nord delle Alpi, e, se in Italia *una mano lava l'altra*, è probabile che l'Imperatore dei Francesi si risolva a dire fra le altre cose d'Italia *je m'en lave les mains*.

Vostro sincero amico
PALMERSTON.

(1) Cialdini e Menabrea.

A L L O S T E S S O.

(Traduzione dall'inglese)

(Stessa data)

Mio caro Sig. d'Azeglio,

Mi rallegro con voi sinceramente riguardo alle elezioni avvenute. Io mi auguro che il governo possa ora fare assegno sull'appoggio del Parlamento per una politica di consolidamento e di conciliazione (*a policy of consolidation, and conciliation*).

Credetemi, ecc.

W. RUSSELL.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 2 febbraio 1861)

. . . La riuscita delle elezioni fece qui una sensazione veramente grande; queste accomodano un po' le cose nostre, e, a dirti il vero, ne avevamo bisogno, perchè tutti sono contro di noi. Non ti parlo, dicendo ciò, delle persone che sono addentro nei segreti del governo, no; rispetto a queste, noi abbiamo la posizione *des femmes galantes* che non vi salutano in pubblico...

Mi scrivono che l'amico Rattazzi si pone alla testa di una opposizione, che sarebbe la ripetizione del terzo partito, inventato in Francia da Monsieur Thiers: non ti nascondo che il vedere un uomo come Rattazzi separarsi da Cavour per unirsi a Depretis e Pepoli, è cosa che mi addolora, e ritorno alla nostra antica canzone: Cavour e Rattazzi debbono riunirsi per il bene generale. Quelli che allontanano Rattazzi da questa sola combinazione, cercano di *exploiter* la sua capacità e la sua influenza...

. . . L'Imperatore qui è sempre il migliore amico nostro; fra i ministri abbiamo forse la maggioranza per noi: ma nessuno, salvo qualche rara eccezione, ha il coraggio di sostenerci quando l'Imperatore sembra *ébranlé* nelle sue simpatie a nostro riguardo. Credo aver fatto buona opera presso Persigny avendolo rimesso bene con Cavour e distruggendo le cattive impressioni che in lui aveva suscitato a nostro riguardo la condotta di X...

VIMERCATI.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente del Consiglio dei ministri)

Torino.

(Torino, 6 febbraio 1861)

Preg. Sig. Conte Cavour,

Nell'ultima sessione legislativa il ministero volle scegliermi per suo candidato alla presidenza della Camera e questa mi elevò a quel seggio senza che io ne abbia avuto preventivo sentore, trovandomi in quella circostanza assente da Torino (1). Benchè ne sentissi vivissima riconoscenza, non ero però inclinato ad accettare quell'eminente carica per considerazioni a me particolari; ma era un fatto compiuto e mi arresi ai di Lei consigli.

Dovendosi fra pochi giorni aprire il nuovo Parlamento, credo opportuno di prevenirla, ad ogni buon fine e per di Lei norma, che io sono fermamente deciso di non accettare il seggio presidenziale, a cui mi stimo di essere per molti titoli, assai meno idoneo di molti altri deputati. Rientrerò semplice gregario nel campo parlamentare, dove sarò sempre lieto di poter contribuire con i deboli miei mezzi a sostenere quella sagace politica a cui l'Italia deve la presente sua fortuna, e la sola che, a mio avviso, possa compierne ed assicurarne le sorti.

Voglia, signor Conte, gradire i sensi del massimo ossequio e della più alta considerazione con cui mi pregio di raffermarmi

Suo devot. ed obb.

G. LANZA.

MDCCLXXI.

AL CAV. UBALDINO PERUZZI (Deputato al Parlamento)

Firenze.

(Torino, 9 febbraio 1861)

Caro Collega in petto,

Ho sollecitato, ho gridato onde gli affari che mi ha indicati prima di partire siano ultimati prima dell'apertura del Parlamento. Non dubito riuscirvi.

(1) Vol. III, pag. 178.

Parmi indispensabile ch'ella venga a Milano venerdì venturo colla signora Emilia. Le fo preparare un appartamento nel palazzo Reale, e informato dell'ora del suo arrivo le manderò un legno alla stazione a prenderla.

Ho fatto il possibile per rendere più completa la necessaria modificazione ministeriale. Ma fu impossibile il rinvenire un Lombardo accettato dall'opinione pubblica in Lombardia, ed un paio di meridionali la di cui presenza al ministero fosse elemento di forza. Minghetti le avrà narrato ciò che accadde nella ricerca *Paturoniana du meilleur des Lombards*. Tutti quelli che abbiamo interrogati, da Pasolini sino all'ultimo impiegato, ci fecero risposte del tenore seguente: Nominate chi volete purchè non sia A. B. C. — infine tutti i nomi conosciuti. Il solo Giulini, escluso in prima linea da X... e la maggioranza degl'interpellati, ci disse: *Tenca* potrebbe fare all'istruzione pubblica, ma dopo lo smacco sofferto a Milano la sua nomina vorrebbe essere differita. Bella consolazione scambiare una *Amazzone* (1) con un pittore di *crepuscoli* (2) a mezze tinte.

Ridotti a rinunziare al Lombardo ci siamo di leggieri convinti che sarebbe stato errore l'introdurre due meridionali prima della riunione delle Camere. Quale è a Napoli ed a Palermo la riputazione rimasta intatta?

Poerio, quantunque mezzo demolito, ha ancora una fama italiana, ma non vuole a patto alcuno accettare il mini-

(1) Terenzio Mamiani, ministro della pubblica istruzione, nel discorso profferito nella Camera il 12 aprile dell'anno precedente, in occasione dell'interpellanza Garibaldi sulla cessione di Nizza, aveva destato la ilarità dell'Assemblea, paragonando la Francia ad una « terribile *Amazzone*, che quand'anche ti sorrida, quando ti abbaglia con la luce del suo bel volto e t'invita soavemente alle nozze, ti mette non poca paura di ricusare il suo talamo... »

(2) Allusione al giornale *Il Crepuscolo* di Milano, fondato e diretto dal Tenca prima del 1859.

stero. Gli Imbriani, i Ranieri, ecc. sono professori più o meno distinti, ma forza politica non ne hanno di sorta. Portati dalla Camera, forse potranno far bene. Scelti così a caso avrebbero prodotto cattiva impressione.

In Sicilia si trova riputazione quasi intatta, quella di Torreaarsa. Ma anche egli ricusò, e d'altronde egli non sarebbe elemento di forza per riformare gli abusi mostruosi e colossali dell'Amministrazione siciliana.

L'uomo il più capace è il Cordova. Fece in ultimo prova di una qualità che io non gli conosceva, il coraggio. Lo crederei atto a reggere le finanze; ma la sua nomina sarebbe prematura. Entrerà negli affari, spero, come segretario generale di Vegezzi, e fatte le sue prove parlamentari se felici, lo surrogherà. Lei vede che ho fatto quanto stava in me per mantenere la mia parola. Per l'amor di Dio non venga meno alla sua: con lei e Minghetti rispondo della vittoria, ma se mi facesse difetto, non avrei altro a fare che di studiare il modo di cadere il men male possibile (1).

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Paris, 15 février 1861)

. . . Vous me paraissez un peu anxieux de savoir ce qui se passera pour l'Italie au Corps Législatif et au Sénat. C'est si clair

(1) Ubaldino Peruzzi esitava a entrare nel gabinetto (in surrogazione del Jacini), prima perchè opposto all'idea dei « ministeri geografici, » ma poi sopra tutto perchè non voleva essere collega di un membro del gabinetto, a cui egli attribuiva « idee così piemontesi, così poco italiane, e così poco larghe, » così diametralmente opposte alle sue, ch'egli reputava impossibile non vederlo in urto colla Camera in tutti i grandi principii che dovevano essere fondamento al riordinamento amministrativo ed economico del Regno. Infine rassegnossi a entrare nel gabinetto, *rebus sic stantibus*, e con R. D. del 14 febbrajo, venne nominato ministro segretario di Stato pei lavori pubblici.

pour moi que je n'hésite pas à encourir le ridicule de me tromper si l'événement me dément. Le Sénat et le Corps Législatif subiront des discours violents contre l'Italie et contre le Roi, on ira même jusqu'aux injures grossières, on parlera avec admiration et sympathie de François II, on admirera encore plus la Reine, on protestera en faveur du Pape, on cherchera à prouver que la chute du pouvoir temporel du Pape c'est la chute du catholicisme et même du christianisme; mais en fin de compte, lorsqu'il faudra formuler un vote, tenez pour certain que les émendements catholiques seront écartés, qu'on dira à l'Empereur qu'on l'admire dans tout ce qu'il a fait, et qu'on s'en remet à sa sagesse pour ce qui reste à faire...

A. BIXIO.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente del Consiglio dei Ministri)

Torino (1).

(Milan, le 17 février 1861)

Excellence,

À mon arrivée à Berlin, le 25 janvier dernier, je fus reçu à la gare du chemin de fer par M. le baron de Launay et je fus sans retard présenté par lui au Ministre des affaires étrangères de Prusse, à qui j'ai remis une copie de la lettre dont j'étais chargé par S. M. le Roi, en le priant en même temps de me procurer une audience de S. M. afin que je pusse lui présenter mes lettres de créance, ainsi que la lettre autographe de notre Auguste Souverain. Le baron de Schleinitz fut très-aimable avec moi, mais notre conversation ne roula que sur des objets tout à fait étrangers à la politique.

J'ai pu m'apercevoir aussitôt que le titre d'Ambassadeur qu'on m'avait donné, tout en flattant le Roi qui comprenait l'intention qu'avait eue mon Souverain en me la conférant, gênait d'autant

(1) Vedasi a pag. 670 la Lettera del conte di Cavour, 16 genn. 1861.

plus que depuis le temps de Frédéric le Grand, à ce qui m'a été dit, aucun Ambassadeur n'avait jamais été envoyé à Berlin. J'ai fait sentir immédiatement à ces Messieurs, par l'intermédiaire de M. de Launay, que je ne tenais point à l'accomplissement du cérémonial que comporte ce titre, et que je désirais sur toute chose que ma qualité d'Ambassadeur ne fût pour eux l'occasion d'aucun embarras. J'ai cru faire d'autant mieux en cela que nos relations diplomatiques étant interrompues avec plusieurs gouvernements, notre prestige n'avait rien à gagner à ce que le corps diplomatique fût mis dans le cas de nous faire une réception officielle. Ma facilité à cet égard a produit sur le Ministre la meilleure impression, et il s'en est montré fort satisfait. On m'en donna le témoignage par des marques de distinction et par des attentions toutes particulières. C'est ainsi que l'on mit à ma disposition, pour tout le temps que je resterais à Berlin, une voiture de la Cour, et deux valets de pied qui se tinrent à mes ordres à l'hôtel. Je ne profitai de la voiture que pour me rendre chez le Roi et chez les Princes de la Famille Royale. Dès le lendemain de mon arrivée je fus reçu par le Roi et la Reine, qui m'accueillirent avec beaucoup de bonté et de cordialité. Dans les jours suivants, je fis visite à tous les Princes et aux Princesses de la Famille Royale, qui est nombreuse; je trouvai partout l'accueil le plus parfait. Je fus invité trois fois à dîner chez le Roi, et une fois chez le Prince Royal, toujours avec les trois officiers de ma suite; on me traita avec la plus grande distinction, me faisant entrer dans la chambre du Roi avec les Princes avant le dîner, de même que le Roi me fit mettre constamment à sa droite à table comme je fus également à la droite de la Princesse au dîner du Prince Royal, et cela malgré la présence de . . .

J'ai cru que ces détails devaient trouver place dans ce rapport, parcequ'ils peuvent donner une idée plus précise de l'empressement qu'a mis le gouvernement Prussien à correspondre aux vœux bienveillantes du nôtre.

Le Roi m'adressa toujours la parole de la manière la plus aimable; seulement la conversation ne cessa pas de rouler sur la Famille Royale, sur l'organisation des armées, beaucoup sur la campagne de Crimée, sur les canons rayés, cela va sans dire, et même sur la campagne de 1859; mais S. M. ne toucha point à

la politique actuelle, ni à tout ce qui s'est passé dans la Péninsule en 1860. Je ne crus pas pouvoir aborder le premier ces sujets avec le Roi, ni entamer une conversation politique qu'il me semblait ne pas désirer ; mais comme je tenais d'autre part à exposer au gouvernement Prussien de la manière la plus positive ce que V. E. m'avait chargé de lui faire connaître, et à accomplir pleinement mes instructions, je demandai au baron de Schleinitz une audience qu'il m'accorda aussitôt, et qui eut lieu le 1^{er} février.

Dans cette conférence, j'ai d'abord dit au baron de Schleinitz que V. E. m'avait chargé de donner au gouvernement Prussien l'assurance que le gouvernement de S. M. n'avait aucunement l'intention d'attaquer l'Autriche ; qu'il était même résolu à s'opposer de toute manière aux tentatives que le parti avancé pourrait préparer pour le compromettre ; que nous comprenions très-bien que notre entrée dans les Marches et dans l'Ombrie, ainsi que dans le royaume de Naples, n'avait pas eu un caractère régulier, et qu'elle avait dû naturellement déplaire aux autres puissances, et particulièrement à la Prusse ; mais qu'il n'y avait eu pour nous aucun moyen d'agir autrement sans nous laisser déborder par les véritables révolutionnaires, et sans mettre en péril l'ordre et la sûreté générale au dedans et même en dehors de l'Italie ; que ce mouvement des Italiens vers leur émancipation n'était point l'œuvre artificielle, mais la manifestation spontanée d'un sentiment irrésistible, et qu'il n'était donné à personne d'arrêter ce torrent, tandis qu'on pouvait (et il y avait un grand mérite à le faire) le diriger et le contenir.

La Prusse, ai-je ajouté, conserve encore, je ne dirai pas de l'animosité, mais une méfiance profonde contre la France, par qui elle a été humiliée pendant huit années, il y a de cela cinquante ans. Comment la Prusse pourrait-elle reprocher à l'Italie de secouer un joug d'injustice et d'humiliation qui pèse sur elle depuis huit siècles ?

L'Empereur des Français, continuai-je, n'a pas approuvé, lui non plus, nos dernières entreprises ; il eût préféré une Confédération Italienne à la réunion de l'Italie en un seul royaume ; mais nous avons lieu de croire qu'il voit maintenant dans cette unité le seul moyen d'arriver à une pacification réelle de la Péninsule.

J'amenai ensuite l'entretien sur les deux points qui sont pour nous les plus essentiels : la question de la Vénétie, et la proclamation du Royaume d'Italie par les Chambres qui vont être réunies prochainement. Quant à la Vénétie, je parlai d'abord de l'état misérable où elle se trouve, et de l'impossibilité qu'un tel état de choses puisse durer ; je m'appliquai ensuite à prouver au Ministre que le Quadrilatère n'est nullement nécessaire à la défense de l'Allemagne, dont la frontière naturelle est marquée par les Alpes qui la séparent de l'Italie, et que c'est précisément cette frontière qui forme une distinction géographique entre les deux pays, la langue allemande au surplus et la langue italienne étant parlées chacune d'un côté des monts à l'exclusion de quelques communes insignifiantes.

Le baron de Schleinitz me répondit qu'il était bien aise de recevoir les assurances pacifiques que je lui apportais de la part du comte de Cavour, dont il apprécie au plus haut degré les talents éminents et les hautes qualités d'homme d'État. Nous avons, dit le Ministre, toujours eu la plus grande sympathie pour le Piémont, et nous suivons avec le plus grand intérêt toutes les phases de sa politique, parcequ'il y a une analogie frappante entre la situation du Piémont en Italie et celle de la Prusse en Allemagne. Certes nous ne pouvons approuver tout ce qui s'est fait dans ces derniers mois ; c'est ce que j'ai dû faire sentir, bien à regret, par la note de M. Brassier de Saint-Simon ; mais nous comprenons aussi combien votre position était délicate, et que vous pouviez difficilement prendre un autre parti ; aussi n'avons-nous pas rappelé notre Ministre de Turin, malgré les vives instances qu'on faisait auprès de nous pour nous y déterminer.

Quant à la Vénétie, nous savons aussi combien elle est malheureuse, et que l'état actuel de choses ne saurait durer. Il y a en Prusse beaucoup de personnes qui pensent que le Quadrilatère est nécessaire à la défense des intérêts allemands (le Baron, en disant ces mots, n'avait point du tout l'air de partager cette manière de voir) ; mais quoi qu'il en soit, vous pouvez être certain que nous ne jetterons pas de l'huile sur le feu, et que si l'Autriche se dispose tôt ou tard à en venir à un arrangement pour la Vénétie, nous n'y mettrons aucun obstacle.

Dans ce cas, ajouta encore le Ministre, nous aurions seulement

à combiner les meilleurs moyens de garantir les intérêts germaniques vers l'Adriatique.

Quant à la question de savoir ce que nous ferons dans le cas assez probable où le nouveau Parlement proclamerait Victor-Emanuel Roi d'Italie, nous ne pouvons dire qu'une chose : c'est que nous nous attendons à ce qu'on ne nous mette pas le couteau à la gorge. Nous chercherons par tous les moyens possibles à éviter une rupture de nos relations diplomatiques, tout comme nous les maintenons jusqu'ici. Le comte de Cavour, avec son esprit éclairé, saura trouver un moyen de s'entendre avec nous sur les moyens de sortir de cette difficulté.

Comment en finirez-vous avec Rome, demanda encore M. de Schleinitz ? — Je répondis que *le comte de Cavour n'avait pas perdu l'espérance de voir se résoudre avec le temps cette grave question ; qu'ainsi qu'il l'avait dit à la Chambre, il croyait possible que le Pape restât à Rome avec le Roi d'Italie ; qu'en tout cas il ne pensait pas que le chef du catholicisme pût abandonner Rome.* La conversation se détourna ensuite vers des objets de moindre importance ; mais toujours le Ministre se montra conciliant, et témoigna de s'intéresser à notre cause.

Ces entrevues n'ont pas été les seules intéressantes parmi celles que j'ai eues à Berlin. En arrivant, je m'étais empressé de voir le Prince de la Tour d'Auvergne, qui a été très-sensible à cette démarche : je l'ai revu fréquemment depuis, et j'ai eu avec lui des entrevues assez dignes d'attention pour que j'en puisse signaler ici à V. E. les points les plus saillants.

L'Autriche, disait donc le Prince, a manqué le moment favorable. Si elle vous eût attaqué lorsque vous êtes entrés dans les Marches et à Naples, la France ne pouvait rien faire pour vous, mais si l'Autriche vient à mettre à présent un pied au delà de ses frontières, soyez persuadé que la France en mettra deux.

J'ai pu constater que les tiraillements entre la France et la Prusse continuent toujours, et ont même augmenté depuis quelque temps. Le Ministre de France s'est plaint surtout devant moi des discours belliqueux que le Roi prononce à chaque instant, et à propos de rien, selon lui. Il croit qu'en cas de guerre entre les deux pays, la Prusse serait hors d'état de résister ; mais je pense,

pour mon compte, qu'il y aurait assez à dire sur les résultats d'une telle éventualité.

Le Prince m'a encore lu un rapport de l'amiral Le Barbier de Tinan, dans lequel j'ai remarqué avec une certaine surprise des appréciations plus favorables à notre égard, que je ne les aurais attendues d'un homme que je tenais pour nous être hostile. L'Amiral mandait que la place ne pouvait résister que peu de jours à cause des mauvaises conditions, où se trouvaient les assiégés, et des moyens énergiques et de l'habileté déployées par les assiégeants. M. de Tinan ajoutait que le roi François II aurait probablement cédé aux instances de l'Empereur qui lui conseillait de capituler avant que la flotte française quittât Gaëte; mais que plusieurs ministres étrangers, qui se trouvaient près du Roi, l'avaient décidé à continuer sa résistance. M. de Schleinitz a nié cette circonstance au Prince en ce qui concerne le ministre de Prusse; je crois savoir, cependant, que M. Perponcher devait être envoyé à Gaëte pour répondre à l'envoi fait par le Roi de Naples du général Cutrofiano à Berlin. La dernière fois que j'ai vu le Prince de la Tour d'Auvergne, il me dit que le baron Schleinitz s'était entretenu avec lui de la possibilité que l'amendement Vincke obtint la majorité à la Chambre (1), et il m'affirma que ce ministre lui avait dit ouvertement que l'amendement, fût-il adopté, ne changerait rien à la situation, ni à la politique du gouvernement.

J'ai encore vu quelquefois, pendant mon voyage à Berlin, le général Willisen qui, décidément, en visitant l'Italie l'année dernière, a changé de manière de voir à notre égard. En parlant avec moi de la marche suivie par le gouvernement Prussien, il la désapprouva nettement, et dit que la Prusse laisse échapper,

(1) L'emendamento Vincke era di questo tenore: « La Camera, ringraziando il Re della risoluzione di tutelare l'integrità del territorio tedesco, è invitata a riconoscere che essa non riguarda come interesse prussiano e come interesse tedesco, l'opporvi ai progressi del consolidamento dell'Italia. »

Combattuto dal sig. di Reichensperger, di Colonia, e dal sig. Beseler, relatore della Commissione, l'emendamento venne approvato il 6 febbraio con 159 voti contro 146.

chaque fois qu'elle se présente, l'occasion de modifier sa configuration territoriale, qui est des plus absurdes, sans avoir jamais le courage de rien entreprendre.

J'aurais pu facilement me mettre en rapport avec les membres du parti libéral, et notamment avec M. de Vincke, qui, lui aussi aurait désiré me voir, mais persuadé que dans ce moment le Roi et son gouvernement auraient pu prendre en mauvaise part une démarche de ce genre, j'ai évité de le faire. Cette réserve ne m'a pas empêché du reste d'arriver au même résultat que si j'avais vu M. de Vincke; car je me suis servi dans cette conjoncture d'un très-ancien ami à moi, officier supérieur de cavalerie en retraite, grand libéral, qui a été plusieurs fois en Italie, et qui a toujours été chaud partisan de notre cause, par sympathie pour les Italiens et en raison de l'identité de la situation des deux pays. M. de Lück s'est donné beaucoup de mouvement auprès de M. de Vincke, et j'ai des motifs pour croire que le bon vouloir et le savoir-faire du premier ont eu quelque influence sur le récent vote de la Chambre Prussienne, lequel est un véritable événement politique très-favorable à notre cause.

A. LA MARMORA.

MDCCLXXII.

AL SIG. GIACINTO CORIO

Livorno (Vercellese).

(Torino, febbraio 1861)

Carissimo Signor Corio,

Non credo al ribasso, anzi ritengo che avremo aumento. Quindi se ella crede che non si debba vendere la biada al disotto di 2.00, il grano al disotto di 5.50 ed il riso al disotto di 6.50 sino al 1° maggio, sono dispostissimo a secondarlo con che vada alla Banca a far scontare una cambiale di L. 30.000, di tanto avendo bisogno per pagare il guano e far fronte a qualche impegno.

La cambiale potrebbe farsi a scadenza di due mesi, ciò che ridurrebbe a poco più di L. 300 il sacrificio a farsi.

Prego il cielo che trattenga la pioggia finchè siasi terminata la biada.

Mi creda suo af.

AL CAV. M. MINGHETTI (Ministro dell'Interno)

Torino.

(Firenze, 8 marzo 1861)

. Domani ti manderò una mia *brochure*, nella quale tratto una questione che mi renderà *molto popolare*! La capitale non a Roma. Tant'è; non ho proprio potuto tenermela in gola, e mi lapidino quanto vogliono. Quanto a Cavour ed a voi ministri, credo che non mi getterete sassi troppo grossi; e del resto Papà Camillo vedrà che non graffio nè lui, nè la sua politica

M. D'AZEGLIO.

AL CONTE CAMILLO DI CAVOUR (Ministro della Marina)

Torino.

(Genova, 11 marzo 1861)

Eccellenza,

(*Confidenz.*). Allorquando l'*Ichmusa* andò di stazione all'isola della Maddalena, io munivo il Comandante di mie istruzioni secondo gli ordini dati da V. E. coi dispacci 1174 e 1176, riassumendomi in questi termini — di presentarsi al generale Garibaldi a dirgli che aveva l'ordine di aderire ai suoi desiderii. Il signor Del Santo avendomi chiesto delle verbali spiegazioni, io gli risposi che se il prefato Generale avesse desiderato di essere trasportato in qualche isola o vicina spiaggia per andare alla caccia o alla pesca egli avesse aderito, e nulla più. In oggi quel Comandante mi ha fatto rimettere dal generale Del Santo, ritornato dalla Maddalena, la lettera che qui ho l'onore di compiegare.

Il Del Santo (1) da ciò che il detto Comandante gli raccontò e a certi discorsi che egli ha sentito da diversi passeggeri, crede che verso i primi giorni del prossimo aprile possa il generale Garibaldi volere essere trasportato in qualche parte infuori della Sardegna, ed il Comandante dell'*Ichusa* vorrebbe sapere come egolarsi anche nel caso che si volesse costringerlo colla forza, cosa che sembrerebbe possibile stantechè quegli abitanti sono devoti verso chi per la sua presenza è per loro di un grande vantaggio.

Di tanto mi credo in dovere di informar l'E. V. nel mentre, ecc.

SERRA.

MDCCLXXIII.

AL VICE AMM. CONTE FRANCO. SERRA (Comandante gen. R. Marina)

Genova.

(Torino, 12 marzo 1861)

Preg. Ammiraglio,

La ringrazio della confidenziale in data di ieri.

A riscontro di quanto le chiede il tenente Del Santo, darà per istruzione di aderire a qualunque richiesta del generale Garibaldi per essere trasportato in un punto del *Mediterraneo*, sia estero come dello Stato. Quando volesse sbarcare fuori di quel perimetro, il signor Del Santo dovrà dichiarare essergli necessario scrivere a Genova per avere istruzioni.

Sarebbe opportuno che la S. V. invitasse in via riserbatissima quel giovane ufficiale a tenerlo informato di ciò che potrebbe far supporre il progetto nel Generale di tentare qualche nuova impresa.

Ho il bene di rafferarmarmi dev. serv.

(1) Angelo Del Santo, ispettore generale dei bagni, padre del tenente, comandante l'*Ichusa*.

MDCCLXXIV.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 16 mars 1861)

Monseigneur,

Je me suis empressé de faire traduire le magnifique discours que V. A. a prononcé au Sénat (1) sur l'exemple qu'Elle a bien voulu m'envoyer. Je prends la liberté de transmettre à V. A. la première copie de cette traduction qu'on vient de m'apporter à l'instant. J'ai choisi un format de petite dimension pour qu'il nous fût plus facile d'en faire pénétrer un grand nombre de copies à Rome et à Venise.

V. A. a rendu à l'Italie un bien grand service. Tout le monde lui en est reconnaissant, mais personne mieux que moi ne peut en apprécier l'étendue. Le discours de V. A. est pour le pouvoir temporel du Pape ce que Solferino a été pour la domination autrichienne. On pourra encore négocier comme on l'a fait à Villafranca et à Zu-

(1) Nella tornata del 1° marzo. P. MÉRIMÉE scriveva in proposito al Panizzi a Londra:

Le prince Napoléon a parlé aujourd'hui et parle encore sur l'Adresse avec beaucoup de verve, de véhémence et d'esprit. Il casse les vitres parfois, mais répond victorieusement à toutes les platitudes des papalins et des légitimistes. Il a eu grand succès, malgré la défiance qu'il inspire, malgré la peur du diable qui tient une grande partie de mes collègues. Lisez son discours dans le *Moniteur* de demain, il vous fera grand plaisir. Voici sa thèse: alliance anglaise, principes de l'unité de l'Italie. Il a parlé de l'Empereur avec respect et convenance, même accoutumé; de Victor-Emmanuel, en gendre bien élevé et en ami de l'Italie. Le mal c'est qu'il a, selon son habitude de mettre les pieds dans les plats, abominé les traités du 1815, et parlé de l'Autriche et de la Russie avec des expressions qui peuvent lui rendre difficiles à l'avenir ses rapports avec les diplomates.

En somme, il a été très éloquent, très vigoureux et très hardi. Si la moitié de ce qu'il a dit est autorisée par l'Empereur, nous allons quitter Rome, et le pape est en déroute

rich, mais l'autorité du Pape est morte aussi bien que l'influence autrichienne.

Quoique bien près du but, je sens que nous avons encore bien des difficultés à vaincre pour l'atteindre. L'aide de V. A. ne nous fera pas défaut. Après avoir fait une aussi large brèche aux murailles de la cité éternelle, V. A. nous donnera un coup d'épaule pour nous en faciliter l'entrée. Ce sera un grand événement non seulement pour l'Italie, mais pour la France et l'univers. La destruction du pouvoir temporel sera un des faits les plus glorieux et les plus féconds dans l'histoire de l'humanité, auquel le nom de V. A. demeurera à jamais attaché.

Je regrette infiniment que V. A. ait dû renoncer pour le moment à son projet de voyage en Italie, le pays le regrette avec moi. Je me console toutefois en pensant que si dans une époque peu lointaine le Roi pourra faire son entrée à Rome, V. A. l'y accompagnera.

Je prie V. A. de vouloir bien agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 19 marzo 1861)

. L'Imperatore persiste a credere che è un errore del Re il voler quello di unificare l'Italia col mezzo del Parlamento; questa unificazione, a parer suo, non è possibile che col mezzo di un potere forte e quasi assoluto nelle mani di Cavour, che dovrebbe recarsi nell'Italia Meridionale per provvedere a tutti i bisogni urgenti e materiali che soli, per il momento, ponno cattivarsi l'animo dei Napoletani

VIMERCATI.

AL TENENTE CAV. A. DEL SANTO (Comandante l'« *Albatros* »)

La Maddalena

(Genova, 19 marzo 1861)

(*Riservatissima*). — Io la invito a tenermi informato di ciò che potrebbe far supporre nel generale Garibaldi dei progetti di tentare qualche nuova impresa.

SERRA.

AL VICE-AMMIRAGLIO CONTE F. SERRA (Comandante Gen. R. Marina)

Genova

(Isola della Maddalena, 31 marzo 1861)

Mi reco a dovere di accusare ricevuta alla S. V. Ill.ma dei due dispacci riservati che mi fece l'onore di dirigermi in data del 19 corrente marzo.

Annunzio alla S. V. Ill.ma che quest'oggi stesso, dietro invito del generale Garibaldi, parto per condurlo a Genova. Esso è accompagnato da 7 persone di suo seguito.

Il luogotenente di vascello comandante

DEL SANTO.

AL SIG. TH. PISCATORY (antico Repubblicano)

Chérigny.

(Paris, 1^{er} avril 1861)

... Mon cher ami, si vous savez où est le général Garibaldi vous êtes prié d'en donner avis. La petite vache brune qu'il a élevée dans son île de Caprera est restée toute seule. On ne trouve ni maître ni dans son taudis de chambre à coucher, ni dans son bateau ni à la messe, où il ne va guère, à la vérité. Enfin, c'est

raconte que l'Empereur n'est pas du tout content de son préfet de police, qui laisse courir un pareil homme sans le suivre pas à pas. On craint qu'il n'aille mettre le feu à quelque autre royaume de Naples. Ces diables de gens, qui veulent quelque chose contre vent et marée, sont bien gênants pour les esprits modérés qui ne savent que penser ni que vouloir. Quand il y avait dans le monde beaucoup d'animaux indomptés, ils se tempéraient les uns par les autres. Grégoire VII montrait ses cornes aux buffles socialistes, qui y regardaient à deux fois avant d'engager le combat. Au XVI^e siècle, la férocité catholique était balancée par la fureur protestante, et chacun savait que s'il levait le bras, il courait risque de recevoir sur-le-champ un bon coup de massue sur la tête; mais quand la civilisation a adouci les mœurs et éclairé et affaibli les volontés, les hommes qui restent des anciens âges avec leur tempérament de boulets de canon passent partout, tandis qu'on réfléchit sur la manière la moins violente possible de les contenir; et voilà pourquoi l'Europe est muette devant Garibaldi et même devant M. de Cavour. On crie: « Le lion est dans la rue! » et tout le monde rentre chez soi en fermant la porte. A d'autres époques, des lions tout aussi féroces que celui qui se promène seraient sortis de leurs antres en rugissant, et la bête de Gévaudan serait allée se cacher. A cela il n'y a de remède qu'une volonté savante et puissante et permanente dans quelqu'un de civilisé. C'est pour le moment le grain de sel sur la queue de l'oiseau.....

X. DOUDAN (1).

(1) Questa Lettera dello spiritoso orleanista ci ritrae assai al vivo l'inquietezza sorta nella società francese per la partenza di Garibaldi da Caprera, e per la sospettata connivenza del conte di Cavour col Generale in qualche nuova impresa. Il vero si è che Garibaldi, come è noto, venne a Torino precisamente per dare una fiera battaglia al Conte. Vol IV, Lett. MCLXIX, 7 aprile 1861, pag. 206.

MDCCLXXV.

AL BARONE BETTINO RICASOLI (*Deputato al Parlamento*) (1)

Torino.

(Torino, aprile 1861)

Caro Barone,

La ringrazio di avermi somministrato il mezzo di dare al comune e compianto amico Salvagnoli (2) un'ultima testimonianza di stima ed affetto.

Ritengo la lettera del Libri, desiderando conferire con lei in proposito onde agire utilmente a suo pro (3).

Le comunico la relazione dell'ingegnere capo costruttore di Genova sulla proposta Charles. Da questa ravviserà che se non può essere accettata, causa si è la previdenza del ministero della marina.

Mi creda, caro Barone, suo af.

(1) Cessata l'autonomia toscana (R. D. 14 febbraio 1861) il Ricasoli aveva cessato ad un tempo di essere Governatore generale.

(2) † a Pisa il 26 maggio 1861. Di questo insigne uomo è stato pubblicato di recente un bigliettino alla signora Eleonora de' Pazzi, del quale si è trovata copia fra le carte del Ricasoli, e che vogliamo qui riferire:

« C. E. Oggi, 25 maggio 1849, gli Imperiali sono entrati in Firenze. FRA DIECI ANNI IL FIGLIUOLO DI CARLO ALBERTO SARÀ RE D'ITALIA.

« VINCENZO SALVAGNOLI »

(3) Il barone Ricasoli, insieme col Mamiani, col Torrearsa, col Poerio, col Melegari e altri, aveva diretto un'istanza al governo del Re affinché venisse riabilitato il nome di G. Libri, stato condannato in contumacia il 22 giugno 1850 dalla Corte d'Assisie della Senna a 10 anni di reclusione e alle spese del processo, per essere stato riconosciuto reo di una specie di furto previsto dagli articoli 254 e 255 del Codice penale francese.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 4 aprile 1861)

. Non avrei creduto mai che il clero ed il Papa avessero in Francia tanto potere! Questa benedetta questione di Roma ha qui eccitato talmente gli spiriti che le *società* sono ora divenute impossibili. Vorrei che i vostri esaltati venissero qui, e vedessero come le cose stanno; ti assicuro che calmerebbero i loro ardori, ammenochè si sentissero abbastanza forti da lottare contro l'Austria e contro la Francia contemporaneamente!! Ci vuole una pazienza da santi per non mandare al diavolo cento francesi al giorno; ti assicuro che io non mi riconosco più, perchè sono divenuto un vero Giobbe, ed ho preso un sangue freddo proprio di un figlio d'Albione!

. Bisogna *viser* al modo che l'Imperatore possa da Roma ritirare le sue truppe; è questione *sine qua non* per aver l'Imperatore apertamente per noi e per ridestare le simpatie in Francia. Invece di andare a Roma in una sola tappa bisogna andarci in due, ma bisogna accontentar l'Imperatore assolutamente; l'opposizione che ora gli si fa in Francia deve cessare, perchè se Napoleone perde la sua forza noi siamo f...! Ricordati quanto ti dico e lavora in questo senso. Cavour è troppo uomo di Stato per non comprendere e comprenderà.

Vedi Rattazzi a mio nome e digli che assolutamente egli deve far la pace col Conte; le buggerate sono buggerate, ma gli affari sono affari, ed il paese prima di tutto, e bisogna mettersi di accordo. Rattazzi è mio amico e puoi dirgli che un ravvicinamento col Conte sarebbe veduto bene anche qui ove ha pur d'uopo di formarsi un appoggio.

(8 aprile)

. Ti ripeto che l'Imperatore si trova a Roma in una falsissima posizione dalla quale vorrebbe assolutamente uscire, ritirando le sue truppe da Roma (1); bisognerebbe trovar modo di fornirgliene i mezzi; l'Imperatore vi pensa giorno e notte

VIMERCATI.

(1) Da una lettera (particolare) di Lord Cowley a Lord John Russell, in data di Parigi 1° marzo 1861: « Non posso ripetervi troppo spesso

AL PROFESSORE CARLO MATTEUCCI (Senatore del Regno)

Torino.

(Firenze, 8 aprile 1861)

. La sostanza è che, in quanto a me, in faccenda tanto grossa non c'è altro che lasciar fare Domeneddio: e il discorso del Cavour (1) apre una porta ch'è una porta santa per me, e per la quale tutto il mondo dovrà passare. In questo discorso vi è a mezzo una cosa, che avrebbe il Cavour dovuto farsi fare, o suggerire da altri: è bello però quel discorso come d'oratore e di politico, come si suol dire; la prima parte anzi bellissima; sebbene alcune cose non mi persuadano interamente, e sieno da intendere a discrezione; ma com'è fatta, io la direi cosa da grande oratore. La fine poi, lo ripeto, è forse la cosa più grossa che sia stata messa fuori da gran tempo, la più grossa pel tempo avvenire; necessaria, irrevocabile, preparata, feconda di effetti che si prevedono, e di quelli, ch'è impossibile prevedere, diretti, indiretti, e in sostanza buoni; ma da far nascere cento cose che io non vedrò, io fortunato, che del fine mi rallegro. Ora il principio sta nell'andare o no a Roma, che io non so; dunque vi saluto di cuore in fretta, ecc.

G. CAPPONI.

che, ad onta di apparenze in contrario, all'Imperatore sta molto a cuore lo sgombrò di Roma. Voi potete ridere fin che volete di queste mie informazioni, ma io vi affermo che questo è il mio profondo convincimento. » TH. MARTIN, *The Life of H. R. H. the Prince Consort*, vol. V, pag. 800.

(1) Allude ai due famosi discorsi del 25-27 marzo a proposito dell'interpellanza Audinot intorno alla questione di Roma.

MDCCLXXVI.

AL VICE AMMIRAGLIO CONTE FRANCESCO SEBBA

(Comandante generale del Dipartimento marittimo settentrionale)

Genova.

(Torino, 10 aprile 1861)

Nell'intendimento di chiamare all'occupazione dell'eminentemente carica di vice presidente del Consiglio d'ammiragliato un ufficiale generale della R. Marina, che alla lunga esperienza degli affari sui molteplici e svariati rami dell'Amministrazione militare marittima congiungesse quella soda dottrina e quell'elevatezza di mente che all'importanza dell'ufficio si addicesse, onde apportare in seno di esso Consiglio un valido concorso di lumi e di profondo sapere, trattandosi d'una istituzione da cui la Marina da guerra del Regno d'Italia deve ricevere nuovo lustro ed un impulso altrettanto intelligente che efficace, io non fui lungamente perplesso nel farne cadere la scelta sopra la S. V. Ill.ma, memore del modo commendevolissimo col quale ella ebbe a sostenere le primarie cariche della Regia Marina.

Fermato così il mio pensiero sulla persona di lei, signor vice ammiraglio, e volendo d'altronde darle un manifesto contrassegno della molta apprezzazione in cui sono tenuti i distinti servigi della S. V., e la non comune sua perizia sulle cose della marina, io ebbi pertanto l'onore di rassegnare a S. M. in udienza del 7 corrente mese la proposta di designare la prefata S. V. alla onorifica e lusinghiera carica di vice presidente del Consiglio d'ammiragliato, coi vantaggi che vi sono annessi, giusta il relativo regolamento approvato con R. Decreto del 21 febbraio p. p., e di esonerarla in pari tempo da quella di Comandante generale del Dipartimento marittimo setten-

trionale (1), proposta che venne dalla M. S. favorevolmente accolta.

Io sono quindi ben lieto di darlene ora l'ufficiale annunzio, persuaso che continuando nel nuovo ufficio a consecrare con uguale zelo e sagacia tutte le sue forze a pro' di quell'elemento che formò l'obbietto costante degli studi e delle cure della maggior parte della di lei vita, saprà pienamente corrispondere all'aspettazione del governo del Re ed acquistare novelli titoli di benemerenza verso il Re, la patria e la Marina italiana.

Siccome la nomina della S. V. alla suddetta vice presidenza, non avrà effetto che dal 1° del prossimo venturo mese di luglio, così ella si compiacerà di provvedere per quell'epoca alla consegna del servizio di codesto Comando generale a mani del vice ammiraglio signor conte di Persano, chiamato a succederle nell'attuale carica di Comandante generale del Dipartimento marittimo settentrionale (2).

(1) Né dallo Stato di servizio, né dal Bollettino delle nomine delle amministrazioni militari e marittime non consta in che data il vice ammiraglio Serra fu nominato Comandante generale del dipartimento marittimo settentrionale. Nelle lettere e nei telegrammi, a lui diretti sino al 10 aprile, egli figura sempre come Comandante Generale la R. Marina.

(2) Il conte Serra era stato nominato tre mesi prima (20 gennaio 1861) Senatore del Regno. Dopo la campagna del 1866 fu eletto Presidente della Commissione parlamentare d'inchiesta per la R. Marina. Era da dieci anni Presidente del Consiglio superiore di Marina quando, il 25 ottobre 1871, venne collocato a riposo col grado supremo di Ammiraglio dopo più di 63 anni di servizio. Nel 1864 il generale La Marmora gli aveva esibito il portafoglio della marina nel gabinetto formato nel settembre di quell'anno, ma il conte Serra, per sentimento di modestia, e perchè era alieno dalla vita politica, ricusò l'onorevole incarico.

(Correggiamo un errore sfuggitoci a pag. 216 del vol. V. Il conte Serra non nacque a Cagliari, come quivi fu stampato, ma sibbene a Genova, nel 1801, e morì in Firenze il 21 novembre 1877).

MDCCLXXVII.

AL GENERALE S. TÜRRE (Comand. la 1^a Divis. Volontari Italiani)

Torino.

(Stessa data)

Preg.mo Generale,

Il ministro della guerra è disposto ad aderire alla sua domanda, nominando un Comandante del deposito della sua divisione. Esso amerebbe sentire da lei quale è l'ufficiale ch'ella reputa più atto a questo ufficio.

Mi risponda in proposito.

Tosto che avrò fermata la scelta del nuovo Console di Belgrado, gliela comunicherò.

Mi creda suo af.

MDCCLXXVIII.

A S. A. I. IL PRINCIPE NAPOLEONE

Parigi.

(Turin, 17 avril 1861)

Monseigneur,

Le Comte Vimercati m'a remis avant hier la lettre que V. A. m'a fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois (1). J'avoue qu'au premier moment j'ai été effrayé des difficultés et des dangers que présente l'exécution du plan que l'Empereur serait disposé à adopter pour arriver à une solution provisoire de la question romaine. Les engagements qu'il nous faudra contracter d'une part, l'état de

(1) Vol. IV, pag. 211, Lett. MCLXXII.

Rome lorsque les troupes françaises se seront retirées de l'autre, nous créeront des embarras énormes vis-à-vis du Parlement, du pays, des Romains et surtout de Garibaldi qui comme un ours sorti de sa tanière est à la recherche d'une proie à dévorer (1). Toutefois, comme lorsqu'il n'y a que deux voies à suivre, il faut savoir choisir la moins périlleuse quels que soient les précipices dont elle est semée, je n'ai pas tardé à me convaincre que nous devions accepter les propositions contenues dans la lettre de V. A. I. L'alliance française étant la base de notre politique, il y a peu de sacrifices que je ne sois disposé à faire pour qu'elle ne soit pas mise en question.

Le Roi, à qui j'ai communiqué immédiatement la lettre de V. A., a partagé cet avis. Cependant, avant de remettre au Comte Vimercati une réponse définitive, j'ai cru nécessaire de m'assurer que dans le Conseil des ministres et au sein du Parlement, le projet en question ne rencontrerait pas d'obstacles invincibles. Pour avoir cette certitude, le concours de deux hommes, de Minghetti et de Ricasoli est indispensable. Après quelques hésitations, et non sans une répugnance assez marquée, ils se sont engagés à me le donner. Maintenant je suis sûr de mon fait, du moins du point de vue parlementaire.

(1) Vedasi nel *Journal des Débats*, del 31 maggio 1878, la lettera del generale TURR al direttore di quel giornale, in data di Buda-Pest 2 maggio 1878 :

... Quelques jours avant sa mort, le comte de Cavour me fit prier de passer chez lui, et me dit : « Je suis en train d'accomplir un acte qui me rendra le plus impopulaire de l'Italie pendant un certain temps. Cet acte, je l'accomplirai car c'est la seule manière de résoudre une grande difficulté. Je conclurai avec la France une convention par laquelle elle retirera ses troupes de Rome. De mon côté, je prends l'engagement de garder la frontière papale et de ne pas permettre d'y importer la révolution. Tenez vous prêt, je vous prie, car dans quelques jours, lorsque le traité sera conclu, je vous demanderai d'aller voir le général Garibaldi. Vous aurez à lui faire comprendre l'impérieuse nécessité qui m'oblige à subir cette convention, etc. »

Je n'ai aucune observation essentielle aux bases du traité posées par V. A. Ainsi il demeurerait entendu :

1° Que le traité serait conclu directement entre la France et l'Italie, sans l'intervention de la Cour de Rome ;

2° Que la France, ayant mis le Pape à l'abri de toute attaque étrangère, ses soldats évacueraient Rome dans un délai déterminé, qu'il serait bon de limiter autant que possible à quinze jours ou un mois par exemple ;

3° Que l'Italie s'engagerait à ne pas attaquer et à empêcher même par la force toute attaque venant de l'extérieur contre le territoire actuel du Pape ;

4° Que le gouvernement s'interdirait de faire toute réclamation contre l'organisation d'une armée papale, composée même de volontaires catholiques étrangers, tant que cette armée ne monterait pas à plus de dix mille hommes ;

5° Que l'Italie se déclarerait prête à entrer en arrangement avec le gouvernement du Pape, pour prendre à sa charge la part proportionnelle qui lui reviendrait dans les charges des anciens États de l'Eglise.

Tout en acceptant sans réserve la quatrième base, je demanderais que dans le traité définitif elle fût rédigée de manière à choquer le moins possible le sentiment national qui est très-sensible à tout ce qui a rapport à l'intervention de soldats étrangers en Italie.

Quoique je comprenne fort bien que les points ci-dessus indiqués ne comprennent pas toutes les conditions du traité définitif, je n'entrerais pas maintenant dans des détails ultérieurs avec V. A. I., convaincu que le Comte Zimercati, avec lequel j'ai eu de longues explications, est en mesure d'éclairer V. A. sur toutes les questions qu'il y aura de fixer.

Toutefois je me permettrai d'indiquer deux points qui me paraissent de la plus haute importance :

1° C'est que la reconnaissance du Royaume d'Italie ait lieu le jour même de la signature du traité. À cet

effet nous munirions le personnage chargé de signer le traité, de lettres de créances qu'il pourrait remettre sans délai à l'Empereur. Cette mission pourrait avoir un caractère d'autant plus solennel qu'elle aurait un but spécial et ne serait que temporaire :

2° Sans s'engager à nous prêter un concours direct, la France pourrait nous promettre ses bons offices pour amener le Pape à consentir à un accord définitif avec l'Italie, en harmonie avec les principes que le Cardinal Santucci et le Père Passaglia ont soumis au Cardinal Antonelli. Cette clause aurait l'immense avantage de rendre la Cour de Rome plus sage et le peuple romain plus patient.

Une fois parfaitement d'accord sur les conditions vitales du traité, il me paraît que sa conclusion pourra avoir lieu dans un bref délai. Plus nous ferons vite, et plus nous aurons de chances de surmonter les difficultés que son exécution soulèvera. Trop de monde a intérêt à empêcher la réconciliation parfaite de la France et de l'Italie pour qu'il ne convienne pas de laisser le moins de tems possible aux intrigues de nos ennemis.

Ainsi que le Comte Vimercati me l'a répété au nom de V. A. je sens que le secret le plus absolu est une condition essentielle du succès de la présente négociation. Aussi Elle peut y compter d'une manière absolue de notre part.

Je ne doute pas que le secret ne soit aussi bien gardé à Paris qu'à Turin, mais il me paraît essentiel de ne pas mettre dans la confidence Gramont, qui n'est pas toujours assez en garde vis-à-vis du Cardinal Antonelli, qui excelle dans l'art de pénétrer les véritables intentions des diplomates avec lesquels il a à faire.

Je ne saurais terminer cette lettre sans exprimer à V. A. I. ma profonde reconnaissance pour ses efforts constants en faveur de la cause italienne qui lui doit déjà

tant. J'espère que lorsqu'elle aura triomphé définitivement V. A. verra qu'Elle n'a pas travaillé pour des ingrats, et qu'en concourant à la résurrection d'un peuple opprimé, Elle aura puissamment contribué à rendre la France plus forte et plus glorieuse.

Je prie V. A. I. de vouloir bien agréer la nouvelle assurance de mon profond et respectueux dévouement.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 23 aprile 1861)

. . . Gli affari nostri camminano bene, ed il progetto che sai *a di lungo*; vi sono però ancora delle difficoltà che sorgono ogni volta che dal progetto si deve passare alla realtà; tutto però finirà bene; ma qui è duopo spingere a tempo e saper attendere quando è necessario; vi sono momenti in cui l'Imperatore è di attivo umore ed allora perde ogni iniziativa. In questo istante mi reca la tua del 21; io ti ringrazio degli schiarimenti; la vittoria di Cavour fa qui un senso grandissimo (1); tutti quelli che hanno buon senso ne godono, ma sventuratamente non sono molti. L'Imperatore ha ricevuto una sgradevolissima impressione dalle parole di Garibaldi, e la sua frase, che riguarda i Francesi a Roma come nemici, è venuta molto male a proposito!!

. . . L'Imperatore ha comperato il ritratto del nostro Re, che era all'Esposizione; questa cosa, che è una bagatella, fece e fa sensazione!...

VIMERCATI.

(1) Allude alla votazione a gran maggioranza (194 voti contro 79, 5 astenuti) dell'ordine del giorno Ricasoli intorno all'Esercito Medionale, avvenuta nella tornata della Camera del 20.

MDCCLXXIX.

AL GENERALE S. TÜRRE (Comand. la 1^a Divis. Volontari Italiani)

Torino.

(Torino, 28 aprile 1861)

Generale,

Informazioni assunte da varie fonti m'indussero a dubitare della moralità politica del sig. X. ufficiale di marina, oriundo Ungarese. Ora il generale Garibaldi me lo raccomanda. Prima di farle una risposta che potrebbe non rimanere confidenziale, desidero conoscere la sua opinione in via riservatissima. Suo dev.

AL SIG. DOTT. GIUSEPPE GUERZONI

Torino.

(Majatico, 29 aprile 1861)

Caro Guerzoni,

Io non ho stretto la mano di Cavour, nè cercato riconciliazioni. Ho bensì consentito ad un abboccamento, i cui risultati sono stati da parte mia: Armamento e giustizia all'Esercito Meridionale (1). Se così riesco — io porgerò la piccolissima opera mia all'opera del Conte. — Diversamente io seguirò il sentiero che ci sia tracciato da tanto tempo — per il bene della causa nazionale — anche contro la volontà di chicchessia.

Trecchi, che servi d'intermediario alla conferenza, s'incarica di far tacer le millanterie dei ministeriali. — Vedremo — in ogni modo non si deve pubblicare nulla di mio per ora. — In caso poi — cosa molto probabile — che non si ottenga nulla, e che quei signori continuino a gracchiare — allora ripiglieremo il tralasciato.

Ho incaricato il generale Medici d'un mio programma sull'occorrenza.

Mi resta a ringraziarvi.

Vostro

G. GARIBALDI.

(1) Vedasi nel vol. IV, Lettera MCLXXIX, 27 aprile, pag. 292 la versione del Conte sul suo abboccamento col Generale.

MDCCLXXX.

AL GENERALE GIUSEPPE GARIBALDI

Caprera (1).

(Torino, 10 maggio 1861)

Generale,

Il sig. De Rohan ha diretto a S. M. la qui unita lettera. Il Re desidera sapere da lei se le somme reclamate dal De Rohan gli siano realmente dovute. In questo caso gliele farà pagare o le pagherà coi propri denari, secondo che si troverà o no il modo di far constare dei suoi diritti legalmente (2).

Ho ricevuto la sua lettera a favore del sig. X. Non fu ammesso nella marina perchè mi venne rappresentato da persone autorevoli che fecero parte della spedizione di Sicilia, come di fede politica più che dubbia. Ma dietro la sua raccomandazione cercai di far verificare la realtà dell'accusa. Interpellai il generale Türr. Questi manifestò molta sorpresa di non aver mai avuto relazioni con un suo concittadino arruolatosi come lui sotto la bandiera italiana. Eccitò qualche sospetto in Türr, crebbero quelli che io aveva già concepiti. Türr promise di assumere intorno agli antecedenti di X. dati precisi, ma non potè farlo prima di partire per Napoli dove fu spedito dal generale Klapka. Mi duole del ritardo, ma penso che anche ei, Generale, reputerà opportuno di non precipitare una determinazione che potrebb'essere ingiusta o dannosa.

Le notizie d'Ungheria sono più gravi da alcuni giorni. Non vorrei che precipitassero per molte ragioni, ma spe-

(1) Il Generale vi era tornato sin dal 1° maggio.

(2) W. de Rohan, capitano inglese, condusse la 2ª spedizione (Medici) in Sicilia. Il suo nome è menzionato a pag. CLXIII (nota) nel vol. IV.

cialmente perchè in ora non vi esiste nessun concerto fra gli Ungheresi ed i Croati. Si lavora a ristabilirlo, ma si trovano ostacoli da un lato e dall'altro. Klapka e Kossut debbono venire a Torino fra breve. Sarà informato di quanto delibereremo.

Mi creda suo dev.

(P. S.) Castiglia, nominato dietro sua istanza Commissario capo della sanità marittima in Sicilia ora non vuole più accettare. Me ne duole perchè non vorrei disgustarlo. Però non posso ammetterlo come ammiraglio.

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 10 maggio 1861)

. . . Dopo mille lotte siamo venuti ad una conclusione: per il 20 del mese venturo la ricognizione del Regno d'Italia sarà un fatto compiuto, e il ritiro delle truppe da Roma sarà già incominciato... Ti raccomando il più gran segreto: l'Imperatore vuole si creda che io ho fatto fiasco, per evitare interpellanze nella Camera e nel Senato francese. Nulla deve trasparire prima del 10 giugno, quando deputati e senatori saranno iti a spasso...

VIMERCATI.

MDCCLXXXI.

AL GENERALE E. CIALDINI (Comand. il IV Corpo d'Armata)

Bologna.

(Torino, 18 maggio 1861)

Caro Generale,

Ho incaricato il nostro amico Villamarina (1) di farle conoscere quanto ero dolente nel pensare al modo col

(1) Il tenente generale Bernardino Villamarina, che allora comandava una Divisione a Bologna.

quale ella fu trattato al suo ritorno dalla guerra. Tuttavia voglio ripeterglielo direttamente per iscritto. Re, Parlamento, Ministri, io pel primo, si siamo portati malissimo verso di lei. L'abbiamo accolto come se tornasse dal far manovrare una divisione sul campo di San Maurizio. E quando ella ebbe placate le ire esagerate di La Marmora e vinto l'orgoglio prepotente di Garibaldi (1), servizii non minori della presa di Gaeta, l'abbiamo lasciato ritornare a Bologna, come se andasse riassumere il suo comando dopo di essersi goduto un regolare permesso!! Buon per noi, ch'ella ha un buon carattere ed una gran dose di patriotismo, chè altrimenti ci avrebbe con ragione mandati tutti a far friggere. Lo assicuro che provo pensando a lei un vero rimorso, giacchè l'ingratitude è ai miei occhi, il più brutto dei peccati.

Dio volesse che i suoi compagni d'arme fossero come lei! Ma pur troppo sono animati di ben altri sentimenti. Quantunque non abbiano vinto Castelfidardo, nè espugnato nè Messina nè Gaeta sono inferociti più che mai contro il povero Fanti. Da un altro lato Garibaldi ricomincia a brontolare e fra poco ne farà di bel nuovo delle sue. Tutto ciò mi mette in tale imbarazzo ch'ella deve avere compassione di me. Ove crescessero le difficoltà farei di nuovo appello al suo patriotismo, onde venisse ristabilire la pace nel campo degli Achivi.

Buon per noi, che le probabilità di guerra per questo anno vanno dileguandosi. Ma se gli affari Ungaresi precipitassero saremmo in un bell'imbroglio giacchè volere o non volere, se l'Ungheria si muove bisogna entrare in ballo.

Intanto il Principe se ne torna da Napoli, e San Martino va a tentare la prova di ridurre i Napoletani in pace e tranquillità (2). Se questi riesce a Napoli come Della

(1) Vol. IV, Lett. MCLXXIX, pag. 222.

(2) Ivi, Lett. MCLXXXII, pag. 228.

Rovere in Sicilia, le nostre condizioni interne avranno migliorato d'assai.

Addio, caro Generale, mi voglia bene, quantunque non abbia molti titoli alla sua benevolenza e mi creda suo al

MDCCLXXXII.

AL VICE-AMMIRAGLIO CONTE FRANCESCO SERRA

Genova.

(Torino, 17 maggio 1861)

Ammiraglio,

Il Conte di San Martino vorrebbe salpare domani alle sei (per Napoli). La prego dare ordini perciò.

Arriverà a Genova col convoglio delle due, ed andrò a prendere alloggio alla *Vittoria*.

Concederà l'imbarco sul *Tancredi* al P. Dentice.

Questi come gli altri sono avvertiti che dovranno passare la notte a passeggiare sul ponte.

AL CONTE C. DI CAVOUR (Presidente Consiglio Ministri)

Torino.

(Caprera, 18 maggio 1861)

Signor Conte,

Il Cap^e De Rohan, che io conosco da 11 anni, merita ogni considerazione per i servizi prestati alla causa nazionale, e lo raccomando a Lei ed a S. M., acciò venga soddisfatto delle spese dallo stesso contratte nelle difficili incumbenze di cui fu incaricato.

Circa al signor X..... non lo rammento, e lascio al generale Turr la cura di informarlo.

Castiglia ha meritato molto, e bramerei non fosse disgustato. Nonostante io lodo il di Lei sistema di parsimonia nel conferire alte dignità nell'Esercito o nella Marina.

Non voglio trascurare l'opportunità che mi porge la sua lettera per permettermi alcune suggestioni.

I sacrifici, con cui Lei è stato obbligato di pagare la magnanima alleanza, lo avranno fatto cauto di quanto possa sperare dalla stessa, e l'intelligenza sua superiore lo avrà posto in istato certamente di pienamente conoscere la propria situazione.

Io sono tutto con Lei nell'accarezzare l'alleanza colla Francia; ma, signor Conte, Lei deve essere arbitro dell'Europa e trattare almeno da paro con chi vuol farla da padrone.

L'Italia rappresenta oggi le aspirazioni delle Nazionalità del Mondo, e Lei regge l'Italia.

Ma per ben reggerla non si deve scendere alle debolezze consentanee all'intrinseca condizione presente.

Kossuth, Manin, Guerrazzi, Mazzini — più che dalla potenza dei loro nemici — furono rovesciati dal vizio inerente all'intrinseca loro condizione. Essi furono Dittatori, ma non erano soldati. Un solo esempio per non tediaria.

Mazzini, Dittatore di fatto — ma non avendone le indispensabili qualità nè il coraggio di assumerne il titolo — piega sotto meschine, individuali suscettività, allontana i capaci di comandare lo Esercito, e solleva dai ranghi inferiori della Milizia a Generale in capo quel brav'uomo di Roselli — forse eccellente alla testa del suo Reggimento — ma inadeguato nelle difficili circostanze in cui versava la Repubblica (1).

Gli stessi effetti generarono gli stessi errori in tante altre circostanze.

Sia Vittorio Emanuele il braccio dell'Italia, e Lei il senno, signor Conte, e formino quell'Intiero potente che solo manca oggi alla Penisola.

Io sarò il primo a gettare nel Parlamento la voce di Dittatura — indispensabile nelle grandi urgenze.

Dar a Vittorio Emanuele l'Esercito Nazione e chiamare accanto a Lei gli uomini capaci di realizzarlo. L'Italia darà con entusiasmo quanto si abbisogna.

Ecco le garanzie che ci faranno gettare ciecamente nelle braccia della Dittatura. Con ciò non vi sarà nello Stato una sola voce di

(1) La Repubblica di Roma nel 1849.

opposizione. Lei dormirà sonni tranquilli, fidente che sino all'ultimo degli Italiani farà il proprio dovere. Si lasceranno ad altri i miserabili sotterfugi dell'inganno per governare, e la Dinastia del Re Galantuomo poserà perenne sull'Italia come un'emanazione della Provvidenza.

Se il progresso umano non è una menzogna, l'Esercito Nazione sostituirà lo stanziale, e Lei avrà fatto fare un passo immenso all'Italia sulla buona via. Poi la supplico di credermi, signor Conte, Italia e chi la regge devono avere amici dovunque! ma temer nessuno.

In 49 io sortiva da Roma con 4 mille uomini ed era obbligato a nascondermi solo nelle foreste. Nel 60 Lei ha veduto ciò che si fece con mille. Domani noi faremo in progressione geometrica col popolo che diede i Romani all'universo.

Fidente nella di Lei capacità superiore e ferma volontà di fare il bene della patria, io aspetterò la fausta voce che mi chiami un volta ancora sui campi di battaglia.

Mi creda intanto

Suo dev^{mo}

G. GARIBALDI (1).

AL COMM. M. A. CASTELLI (Senatore del Regno)

Torino.

(Parigi, 23 maggio 1861)

... Vedrai il progetto di risposta dell'Imperatore (2); a me pare che ne sarete contenti; l'affare più serio sarà la redazione del trattato, ma anche questo non sarà troppo male, tenendo conto delle gravi difficoltà che esistono qui, e delle varie influenze contrarie che circondano l'Imperatore...

VIMERCATI.

(1) Questa Lettera fu resa di pubblica ragione dal chiarissimo archivista di Stato, PIETRO VAYRA, in occasione del 25° anniversario della morte del Conte di Cavour. *Rivista Storica Italiana*, vol. III, fasc. 2°. Torino, fratelli Bocca 1886.

(2) Vedasi nel vol. IV, pag. 234, la Lett. MCXC (27 maggio 1861) al conte Vimercati.

Nel volume IV, pag. 233 e seg., sono stampate le Lettere del Conte sino alla data del 29 maggio 1861. La sera di quel giorno egli fu colpito dal morbo che lo spense la mattina del 6 giugno. Pubblichiamo l' « Atto di morte » che si legge nel Registro degli Atti dell'anno 1861 della Parrocchia della Madonna degli Angeli in Torino:

ATTO N. 89, BENSO DI CAVOUR CAMILLO.

L'anno milleottocentosessantuno ed alli sei del mese di giugno nella Parrocchia della Madonna degli Angeli, Comune di Torino, è stata fatta la seguente dichiarazione di decesso.

Il giorno 6 del mese di giugno alle ore sette di mattina nel distretto di questa Parrocchia, casa propria, munito dei SS. Sacramenti della Penitenza, Eucaristia, ed Olio Santo, è morto S. E. il Conte CAMILLO BENSO DI CAVOUR, d'età d'anni cinquantuno (1), Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, Deputato, Cavaliere dell'Ordine Supremo della SS. Annunziata, Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, ecc., ecc., nativo del Comune di Torino, domiciliato nel Comune di Torino, figlio del fu signor Marchese Michele Benso di Cavour e della fu signora Marchesa Adele De Sellon D'Allaman.

Dichiaranti li Dezanì Domenico e Re Giorgio, domiciliati in Torino.

Firma del primo testimonio: *Dezani Domenico.*

Firma del secondo testimonio: *Re Giorgio.*

Il cadavere è stato sepolto il giorno otto del mese di giugno, nel tumulo della famiglia, nella Chiesa parrocchiale di Santena.

Firma del Parroco: P. TEODORETO d'Alba, Vice-Curato.

(1) Anni 50, 9 mesi, 21 giorni, precisamente come Re Carlo Alberto.

APPENDICE

I.

Giacinto Corio.

(Lett. MCCCLXIII, pag. 2).

La famiglia Corio, oriunda di Casalborgone, venne a stabilirsi nel 1802 a Crescentino e susseguentemente a Livorno Vercellese, ove prese in affitto tutti i beni di casa Salino, non che la commenda del barone Chionio di Bianzè.

Il capo della famiglia morì nel 1813 di 46 anni, lasciando due figli, Giacinto, nell'età d'anni 18, e Vincenzo (tuttora vivente), nell'età di anni 8.

Fra il 1843 e il 1844 il conte di Cavour conobbe il Corio Giacinto, che già s'era acquistato buon nome di pratico agricoltore, e gli offrì di associarsi con lui per coltivare i fondi di Leri, di Montarucco e del Torrone (1).

Il Corio, sia perchè aveva da poco tempo il governo della tenuta di S. Gennario (800 giornate), sia per altri motivi, non stimò conveniente accettare la profferta del Conte, il quale finì coll'accontentarsi con un certo Rossi.

In capo a due anni e mezzo il Conte ruppe il contratto col Rossi, e tornò alla carica presso Giacinto Corio. Questi chiese tempo per rispondere: voleva prima sapere se potesse fare assegno sulla cooperazione del fratello Vincenzo, allora ai bagni di Courmayeur.

Trascorsi 15 giorni, il Conte, saputo che Giacinto Corio era a San Gennario, andò a trovarlo e gli disse: « Sicchè, sor Giacinto, facciamo o non facciamo questo contratto? »

(1) Vol. V, pag. 425 e seg.

E Giacinto: « Sto sempre aspettando Vincenzo, per decidermi, perchè è sulle sue spalle che graverà il peso più grosso. »

Il Conte ripigliò: « Se ci accordiamo, bene: altrimenti vendo tutto; non voglio più vedere andare a male queste tenute. »

Tornato Vincenzo da Courmayeur, Giacinto cercò di persuaderlo a prendere di conserva a coltivare i fondi della famiglia Cavour condotti dal conte Camillo.

Vincenzo esitò dapprima. S'era fitto in capo che il Conte fosse un po' « cane, » perchè aveva licenziato una quantità di « sudditi (1) » dalle sue tenute. Infine, soggiunse, « se il Conte sarà *un po' più buono*, per far piacere a te, non dico di no. » E senza ulteriore indugio recossi a Leri.

Appena vedutolo, il Conte gli disse: « Sicchè, viene o non viene? »

Vincenzo rispose di sì. Ma domandò: « In che qualità ci devo venire? »

E il Conte: « Non parliamo di ciò. Lei viene qui: non le do veruna istruzione. Si metta d'accordo col fratello, e vedrà che di me sarà contento. »

Raccontandoci questi particolari, nell'agosto scorso, il buon vecchio ci aggiungeva: « In 14 anni il preteso *cane* non mi disse mai: *Vincenzo hai fatto la tal cosa che non si dovesse fare.* »

Nel 1849 il conte di Cavour, occupato nelle faccende politiche, ideò una « combinazione » che gli lasciasse « lo spirito in riposo. » Autorizzato dal fratello, marchese Gustavo, padrone di una parte delle tenute, propose a Giacinto Corio « un affitto in società. » A questo accennò il LAMBRUSCHINI nelle parole che abbiamo altrove riportate e che qui ripetiamo: « Consapevole delle intenzioni del Cavour, esecutore de' suoi disegni, regolatore dell'azienda era il Corio, più compagno che ministro, e interessato nell'impresa per un contratto ingegnoso; e i due si compivano, erano uno: il Cavour vi poneva il pensiero, e la larghezza del dare alla terra, del dare a chi lavora; il Corio, i pensieri continui, minuti, diligenti del coltivare e dell'amministrare, la fedeltà volenterosa nel porre ad atto i generosi propositi. »

Anche diventato ministro, il conte di Cavour proseguì a condurre innanzi insieme col Corio l'impresa sociale. « Ho abbandonato, come era mio dovere, (così scriveva a quest'ultimo nell'ottobre del 1850), tutti gli affari privati, salvo l'occuparmi ancora di Leri e di chi lo amministra.... Creda che il ministero non mi fa dimenticare Leri. e ch'io seguito colla mente le operazioni rurali, come se fossi disoccupato... »

(1) Anche oggi nel Vercellose i coloni sono denominati così.

Il Conte essendo costretto dagli uffizi pubblici a vivere gran parte dell'anno lontano da Leri, dovette trattare, specialmente per lettera, di queste « operazioni; » ed è appunto questo prezioso Epistolario che ci ascriviamo a fortuna di aver potuto copiare di recente sugli autografi, con facoltà di usarne come meglio ci paresse.

In questo volume non sono comprese che le Lettere dal 1856 al 1861; se esse saranno accolte favorevolmente, abbiamo in animo di pubblicare in volume separato l'intero carteggio, che ebbe principio nel 1846, e che ci darebbe compiuto il ritratto di *Cavour agricoltore*, non meno attramente forse che il *Cavour statista*.

Questo carteggio, del resto, come il lettore vedrà nei frammenti pubblicati nel presente volume, non si aggira interamente su materie rurali; tratto tratto nelle Lettere fa capolino la Politica, che fu insieme coll'Agricoltura, la grande passione del nostro Sommo Italiano. Eziandio per questo rispetto il suo carteggio con Giacinto Corio (1) non è privo di importanza e di attrattiva.

II.

Congresso di Parigi (1856).

(Lett. MCCCCLXVI, pag. 7, nota 2).

Per non accrescere soverchiamente la mole del volume ci restringiamo a pubblicare la Lettera che segue:

A. S. E. LE CHEV. CERRARIO (*Ministre des affaires étrangères*)

Turin.

Paris, 17 avril 1856.

Monsieur le Ministre,

Avant de partir pour Londres, je vous adresse une dernière dépêche pour clôturer ma correspondance avec vous relative à la délicate et honorable mission que le Roi a bien voulu me confier.

J'ai à vous rendre compte des deux dernières séances du Congrès qui ont eu lieu lundi et hier.

Le protocole de la séance de mardi où il était question des affaires d'Italie (2) n'a donné lieu à aucune observation.

(1) Mori nel 1870.

(2) Il disaccordo, nel quale si rende conto di questa importante seduta, è stato stampato a pag. 150 e seg. del libro, più volte citato, del BIANCHI: *La politique du comte Camille de Cavour*, de 1852 à 1861.

Lord Clarendon aurait été assez disposé à renouveler ses attaques contre Mr de Buol, mais comme celui-ci aurait probablement cherché à atténuer l'effet des paroles violentes antécédemment prononcées, j'ai cru qu'il valait mieux que le Congrès se séparât sous l'impression produite par le ton provocant des Autrichiens, et j'ai par conséquent plutôt conseillé le silence à Lord Clarendon.

La déclaration relative aux neutres fut approuvée lundi et signée hier; c'est un grand progrès humanitaire. Peut-être le Congrès de Paris devra-t-il à cet acte de ne pas occuper une page tout-à-fait obscure dans les annales de l'histoire.

Lord Clarendon pour payer un tribut à l'esprit pacifique de certaines sectes religieuses en Angleterre a proposé d'exprimer un vœu formel pour qu'à l'avenir des tentatives de médiation eussent toujours à précéder une déclaration de guerre entre deux puissances. J'ai vainement tenté de le faire renoncer à cette idée.

Seulement, d'accord en cela avec la France, nous avons obtenu que le Congrès se tournât à un vœu vague et insignifiant, n'ayant aucune portée pratique.

Dans la discussion à laquelle cette proposition a donné lieu, je me suis amusé à demander si elle devait s'étendre aux gouvernements de fait, et aux occupations armées du territoire d'une puissance par une autre. Cette demande à laquelle Lord Clarendon a répondu affirmativement, a eu l'avantage de mettre le Comte Buol en fureur sans cependant amener de conséquences fâcheuses.

Dans la séance d'hier on a signé la déclaration relative au traitement des neutres en tems de guerre, et l'on a approuvé les protocoles des séances précédentes. Au moment de se séparer le Comte Orloff a proposé qu'on adressât de remerciements au Comte Walewski pour sa conduite comme président. Cette motion fut froidement mais unanimement approuvée. Quelque moment avant qu'elle fût faite, le Grand Visir m'ayant demandé en riant: « Qui est ce qui se chargera de proposer des compliments pour le Comte Walewski? » je lui répondis: « celui de nous à qui le mensonge inspire le moins de répugnance. »

Le Congrès peut se considérer comme clos; l'échange des ratifications devant donner lieu à un simple procès verbal.

Nous devons nous préparer à rendre compte au parlement, au pays, et à l'Europe de notre conduite. Dans le but d'éclairer l'opinion à cet égard, je serais d'avis que le ministère des affaires étrangères fit imprimer sans retard, sous forme d'un volume in-octavo, le traité avec tous les protocoles, afin qu'il fût prêt à être distribué au parlement et mis en vente le jour où la nouvelle de l'échange des ratifications arrivera à Turin. En prenant l'initiative de cette publication, nous

aurons l'avantage d'attirer sur nous l'attention de toute l'Europe, ce qui n'est pas sans importance.

Dans ces derniers tems j'ai eu devoir tenir soit à l'Empereur, soit à Lord Clarendon un langage très ferme et très décidé; je leur ai déclaré que, revenant en Piémont sans avoir rien obtenu de l'Autriche que des réponses provocantes, je croyais que le Roi n'avait que deux partis à prendre: courber la tête devant l'Autriche et Rome, ou bien la relever bien haute et prendre une position qui lui fit voir que loin d'être intimidés nous étions prêts à la lutte;

Que certes je ne conseillerais pas la première alternative, et que le Roi ne s'y résignerait jamais; qu'il ne restait par conséquent que la seconde à prendre, et que le gouvernement le ferait avec résolution. Je dis à l'Empereur: « Un moment d'hésitation, un acte de faiblesse nous ferait perdre tout le prestige que nous avons acquis en Italie, elle rendrait au parti révolutionnaire l'autorité et l'influence qu'il a perdu. » Lord Clarendon me donna complètement raison, m'assura de l'appui énergique et alla jusqu'à laisser entrevoir que son gouvernement, le cas échéant, ne reculerait pas devant l'emploi de la force (1).

L'Empereur, tout en reconnaissant la vérité de mon exposition, se montra hésitant et embarrassé. Il répéta plusieurs fois: « Mais que faire? trouvez un endroit quelconque où envoyer la Duchesse de Parme et je ferai donner son Duché au Piémont. » Toucher au Pape lui répugne; chercher d'obtenir des améliorations administratives lui paraît insignifiant. Son esprit net et décidé n'a de goût que pour les choses qui amènent un résultat pratique immédiat. D'ailleurs la question Romaine le préoccupe au plus haut degré. Il croit que les catholiques de France tiennent beaucoup au pouvoir temporel du Pape. C'est une erreur, mais qui ne nous est pas moins très préjudiciable.

D'autre part, Mr de Buol a cherché à atténuer le mauvais effet que sa raideur avait produit sur l'Empereur en prodiguant au Comte Walewski les protestations d'amitié et de déférence aux désirs de la France. Il doit avoir dit que ce que l'Autriche avait refusé au Congrès, elle était prête à l'accorder à l'Empereur. Je n'ai aucune foi dans ces paroles, mais j'ai vu qu'elles avaient produit une certaine impression dans l'esprit de l'Empereur qui à plusieurs reprises m'a dit: « Je parlerai à Mr de Buol avant son départ. » Certes une conversation sur les affaires d'Italie doit avoir eu lieu, car hier à la fin de la Conférence Mr de Buol s'est approché de moi, et m'a dit, qu'il tenait à m'assurer, avant de nous séparer, que son gouvernement n'avait aucun

(1) Vedasi intorno questo argomento, nel vol. II, l'Appendice num. IV, pag. 635 e seg.: Lord Clarendon e il Conte di Cavour.

mauvais vouloir envers la Sardaigne, qu'il désirait au contraire vivre en bonne intelligence avec elle. Nous ne nous entendrons jamais sur les questions de principes, mais cela ne devrait pas nous empêcher d'avoir de bons rapports politiques. Je lui répondis que sa conduite me paraissait avoir été fort peu en rapport avec cette déclaration, que la persistance de l'Autriche dans la mesure des séquestres, la raideur avec laquelle il avait repoussé en son nom toute mesure conciliative, devait avoir pour effet d'augmenter l'éloignement qui existait entre nos deux gouvernements.

Là dessus une longue conversation s'engagea sur un ton très convenable, mais dans laquelle je ne lui dissimulai nullement l'attitude que nous comptions prendre si l'Autriche persistait dans le système politique qu'elle suit depuis si longtemps. J'allai même jusqu'à lui dire: « L'état de choses ne peut durer; ou une réforme radicale s'opérera, ou il faut que toute l'Italie devienne Autrichienne. » Mr de Buol m'ayant annoncé que la question des séquestres recevrait pratiquement une solution favorable, je l'assurai de mon côté que le gouvernement Sarde ne ferait rien pour empêcher que ses nouveaux sujets profitassent des bonnes dispositions qu'il me manifestait au nom de son gouvernement.

En nous quittant j'ai dit à Mr de Buol: « Si nos rapports politiques ne sont pas améliorés, j'espère que vous garderez comme moi un bon souvenir de nos rapports personnels. » Il me répondit: « Permettez-moi d'espérer que nous serons un jour en d'aussi bonnes relations politiques que personnelles. »

Agréez etc.

C. CAVOUR.

III.

Cavour e Napoleone III.

(Lett. MCCCCLXIX, pag. 12, nota 1).

... Il y avait dans l'un des salons du ministère des affaires étrangères, à Paris, un immense tableau représentant la signature du traité de paix de 1856. Les délégués des puissances signataires sont rassemblés autour d'une table.

Sur le devant de la toile, s'étale et s'épanouit le Comte Walewski, prenant la moitié du tableau pour lui seul Au fond de la toile, reculé dans l'ombre, comme un conspirateur, le Comte de Cavour s'efface devant toutes ces puissances de premier ordre, et son *œil de faucon*

couve, derrière ses lunettes, la proie qu'il convoite sur cet échiquier de la diplomatie.

Cet homme à lunettes, le plus humble et le plus minime des personnages réunis autour de cette table, va bouleverser l'équilibre de l'Europe et changer les destinées du monde.

Camille Bensa (*sic*), Comte de Cavour, est sans contredit le plus grand ministre et *l'âme la plus scélérate que l'Europe ait produite depuis Talleyrand*. Journaliste, exilé (!), conspirateur, Cavour avait été à Paris étudier les moyens de faire absorber par le Piémont tous les États de la Péninsule, — rêve éternel, ambition séculaire de la Maison de Savoie (1).

L'unification de l'Italie, ce vieux dogme du Dante, de Machiavel, des Borgia, avait toujours présenté des difficultés si ardues, qu'il avait fini par passer aux yeux de presque tous les Italiens à l'état de chimère.

Cavour comprit que l'avènement de Louis-Napoléon Bonaparte en France pourrait bien convertir la chimère en une brillante réalité. Louis-Napoléon, le carbonaro, l'insurgé de 1831, l'ami d'Arèse, le justiciable de la *Loge des Vengeurs*, Louis-Napoléon fut décidément l'homme du destin: « Uomo del destino ! »

.....
Cavour avait merveilleusement ausculté et deviné Louis-Napoléon. Il va le manier en maître. Ce fut un trait de génie d'avoir fait accepter par Napoléon III le petit contingent de troupes sardes, dans son expédition de Crimée.

On n'a jamais su à quoi il avait pu servir. Comme l'honnête femme de Voltaire, il n'a jamais fait parler de lui (!). Mais là n'était pas sa mission. Le véritable général était Cavour, et le champ de bataille et de manœuvres, les Tuileries. Il entra profondément dans l'intimité de Napoléon, et c'est de connivence avec l'Empereur qu'il profita du Congrès des grandes puissances à Paris pour y exposer subrepticement le bilan hypocrite des prétendus maux de l'Italie. La flèche était lancée.

S'inféoder entièrement l'Empereur dans la conspiration contre l'Autriche, n'était pas la tâche difficile, grâce aux intimes attaches de Louis-Napoléon avec Arèse et les patriotes italiens. Cavour en vint à bout plus aisément qu'il ne l'avait supposé.

Mais les difficultés naissaient en foule, quand on abordait les détails d'exécution, à cause du caractère hésitant, irrésolu, dissimulé de l'Empereur. Il faudrait donc un instrument puissant, autorisé dans l'inté-

(1) Amédée le Rouge (!) disait: l'Italie est un artichaut que nous devons manger feuille à feuille.

rieur même des Tuileries, qui pût à toute heure surveiller les oscillations de l'Empereur, redresser les affaissements de cette âme troublée, et au besoin, au moment solennel, exercer une pression vigoureuse pour déterminer la résolution suprême et pousser à l'action.

Cavour trouva ce complice dans le prince Napoléon. Jérôme Napoléon, ex-conspirateur, comme ses cousins, continuait le métier au Palais-Royal.... On comprend de prime abord que c'était là le collaborateur qui remplissait merveilleusement toutes les vues de Cavour.

Cavour était le politique le plus foncièrement et le plus froidement pervers de son temps.

M. de Bismarck, son copiste servile, son disciple et son admirateur fanatique, restera toujours et quand même au dessous de son modèle de toute la distance qui sépare le génie du talent, l'original de la traduction.

Cavour avait scruté, déchiffré et jugé Napoléon III avec une inexorable sagacité.

Du premier moment il vit que l'Empereur n'était pas de taille à frapper un de ces coups qui retentissent dans l'histoire et fixent les destinées d'un peuple; qu'il n'avait nulle intuition du grand courant de son époque, ni du génie de son propre pays.

Il vit avec bonheur, mais avec stupefaction, que cet homme n'entrevoyait même pas ce que l'indépendance et l'unité de l'Italie allaient créer de périls pour la France.

Il comprit qu'avec un pareil allié, il suffisait de le compromettre, de l'engager, pour mener ensuite à bien, tout seul, envers et malgré lui, tout le plan de l'émancipation italienne; qu'il fallait se garder de lui en confier les secrets et les développements, et ne se servir de lui que pour tirer de la France assez de sang et de millions pour rejeter l'Autriche hors de l'Italie. La trahison et la corruption livreront le reste de la Péninsule aux convoitises piémontaises

IV.

Il traforo delle Alpi.

(Lett. MCCCCII, pag 62, nota).

Per la ragione addotta nell' Appendice n° II omettiamo la ristampa dell'articolo del sig. HUDRY MENOS, rimandando i lettori a ciò che sull'argomento è riferito a pag. 53 del vol. I e a pag. 162 e seg. del vol. II.

V.

Cavour critico drammatico.

(Lett. MCCCCX, pag. 71, nota).

Si parla sempre di Cavour uomo di Stato, diplomatico, ministro, ecc.

Ma quell'ometto là s'intendeva un po' di tutto e sapeva dare ottimi consigli e suggerimenti anche a un autore drammatico.

Nell'agosto 1857 al teatro Alfieri di Torino veniva rappresentato per la prima volta uno dei capolavori di Paolo Ferrari: *La Satira e Parini*.

Parini era l'attore Carlo Romagnoli, e il marchese Colombi era Gaspare Pieri....

La commedia ebbe grandissimo successo e fu replicata undici o dodici sere....

Una mattina il conte di Cavour manda a dire al Pieri — capocomico — che avrebbe gradito una recita del *Parini* al teatro Carignano.

Pieri non si fece pregare e la dodicesima recita fu fatta al Carignano, davanti a un pubblico elettissimo, tra cui in prima fila era la Famiglia Reale con tutta la Corte.

Fu un successo.

Dopo la recita, Cavour, Mamiani, Rattazzi, ed altri senatori e deputati, salirono in palcoscenico, e un altro illustre — anch'esso oggi defunto — Giovanni Prati, fece loro la solenne presentazione dell'autore.

Naturalmente, Paolo Ferrari si recò poi a visitare l'illustre uomo di Stato, onde ringraziarlo dell'onore fattogli...

Cavour parlò d'arte e di teatro con una finezza, con un tatto e con un criterio che sorpresero Ferrari.... Si sa bene, uno può essere provetto maestro nelle grandi commedie, nei drammi e nelle tragedie politiche, dove fanno da personaggi i popoli — e non intendersi affatto delle commedie che hanno per luogo d'azione lo spazio limitato di un palcoscenico....

Ma con Cavour era tutt'altra cosa. Discorrendo così del più e del meno, e delle condizioni e dell'indirizzo del teatro drammatico a quell'epoca, Cavour suggerì a Ferrari di introdurre, nel primo lavoro che fosse per comporre, qualche scena o situazione, o *tirata* contro il malvezzo, allora imperversante tuttavia, di mettere in scena personaggi francesi sempre goffamente parlanti o sciocamente millantatori.

— Io, disse Cavour, vorrei fare tutto a rovescio se fossi uno scrit-

tore; vorrei predicare la fratellanza, la simpatia tra Francesi e Italiani; — *dopo tutto* — aggiunse — sarebbe una novità e farebbe effetto.

Paolo Ferrari fece tesoro del consiglio — che nel 1857 aveva il suo valore e il suo perchè.

Trasse dalla polvere un suo vecchio lavoro, il *Tartufo moderno*, che nel 1852 a Bologna non era stato lasciato finire; lo aggiustò, lo modificò, lo vivificò, vi introdusse il suo bravo Francese e la scena suggerita da Cavour con la chiesta *tirata*.

Il lavoro così rinnovato fu battezzato: *Prosa*.

Prosa fu recitata a Milano, nel 1858, dalla compagnia Domeniconi al vecchio teatro Re — e con una esecuzione insuperabile ebbe un successo clamoroso, meno all'atto quarto che passò freddamente, e che poi il Ferrari rifece di pianta.

La previsione di Cavour, rispetto al Francese, si verificò a puntino.

Quando il pubblico udì annunziare (atto *primo*, scena *seconda*) l'entrata di un *Francese*, accolse l'annunzio con uno sdegnoso mormorio, credendo veder capitare la solita caricatura.

Ma quando, entrato *Boisâpre*, lo udì parlare correttissimamente italiano ed esprimere subito pensieri gentili, proruppe in fragorosi applausi, e l'autore ebbe una chiamata trionfale.

Inclinandosi al pubblico, Ferrari — come narra egli stesso nella prefazione alla *Prosa* — pensò che il conte di Cavour sarebbe stata pare, anche un gran drammaturgo.

CARLO ARNER (1).

VI.

Il barone E. V. Crud (2).

(Lett. MCCCCXI, pag. 72, nota 2).

Il sig. Crud, discepolo ardente ed abile traduttore del celebre Thier, stimò dover applicare nelle vaste tenute di Massa Lombarda le massime ed i precetti professati dal suo maestro, a Moeglin. Senza badare alle differenze di suolo, del clima e delle condizioni economiche dei due paesi, credè bene d'imitarlo, e di capovolgere per ciò intieramente il sistema bolognese.

(1) Nel giornale *Il Caffè* di Milano del 12 luglio 1885.

(2) Nato a Ginevra nel 1763, † nel 1840.

Thaër, pensatore profondo ed osservatore ingegnoso, avea ottimamente riconosciuto le regole applicabili al paese che avea da lungo tempo coltivato. Ma scrivendo in un tempo, in cui la chimica agraria era ancor bambina, non poteva proclamare principii generali, applicabili in tutte le circostanze.

Il sig. Crud ha commesso l'errore enorme di voler generalizzare precetti che, giusti per la Prussia, riuscivano funesti nelle belle pianure d'Italia. Ammiratore di Thaër, egli cadde nell'errore comune ai discepoli dei grandi uomini, esagerando i principii del suo maestro, e la loro applicazione. Indi li suoi crudeli inganni ed i disastri di cui fu vittima.

L'esempio di Massa Lombarda non deve andar perduto. Esso ci fa scorgere, che le cognizioni scientifiche, incomplete e mal applicate, possono trarci a conseguenze cento volte peggiori di quelle pratiche empiriche, sanzionate dall'esperienza dei secoli. Ma con ciò dovressi forse concludere, che lo studio vale nulla, e la scienza è pericolosa per gli agricoltori? No sicuramente. Vi ha nulla di pericoloso, se non le cognizioni superficiali e le applicazioni fatte senza giudizio e prudenza.

Thaër nel suo paese, pur compiendo lucrose intraprese, rese immensi servigi all'agricoltura. Se egli fosse vissuto fra noi, se avesse applicato il suo spirito profondo ed osservatore alla ricerca delle risorse del nostro suolo e del nostro clima, senza dubbio avrebbe contribuito ai progressi delle arti agricole in Italia. Ma affatto straniero qual era egli alla nostra patria, non potrebbe venir accusato di aver disconosciuto i principii ed i fatti che le sono proprii, e che debbono necessariamente modificarne fino alla base il sistema che stabilì per le contrade del nord.

Ristretta qual era la scienza ai tempi in cui egli compose le sue opere così pregiate, non poteva far più di quello che ha fatto. Ignorando le leggi generali della vegetazione, scoperte dappoi, non poteva far altro che riunire, in un trattato compiuto, i precetti mostratigli incontestabilmente buoni dalla sua lunga ed illuminata pratica.

Non potrebbesi pertanto menomamente imputare né alla scienza, né a Thaër i risultati dell'intrapresa di Massa-Lombarda, ma sibbene all'infelice aberrazione che spinse il sig. Crud a fare nelle grasse pianure della vallata del Po una malintesa applicazione di un sistema che convenivasi eccellentemente alle aride sabbie della Pomerania.

Dopo Thaër, la scienza ha fatto progressi giganteschi, e se non tutte, almeno scopri una parte delle leggi che reggono i fenomeni della vegetazione in tutti i paesi ed in tutte le circostanze. Certo essa non pervenne ancora a stabilire formole agricole di un'applicazione generale in tutti i luoghi, mediante il cangiamento di un certo numero di

varianti adatte a ciascun paese. Certo che in tutti i paesi ed in Italia più che altrove, l'arte agraria è costretta sinqui di tentennare sovente nel seguire la via indicata dalla cieca abitudine anziché dalla ragione; ma dappertutto la scienza si è fatta un' utile ausiliaria della pratica. Ogni giorno essa diffonde una nuova e vivida luce, che sola può guidare con sicurezza l'agricoltore nella spinosa via del progresso. I nostri compaesani non niegheranno, siam certi, queste verità salutari. Lungi dallo scoraggiarsi pei disastri di Massa Lombarda, essi cercheranno di trarre profitto dalle quotidiane scoperte della scienza per l'agricoltura della loro patria, onde mantenerla all'altezza che ha acquistata in Europa, ed alla quale vanno essi debitori del non trovarsi agli ultimi gradi della scala economica delle nazioni europee.

C. DI CAVOUR (1).

VII.

La Russia e la guerra d'Italia del 1859.

(Lett. MDXCI, pag. 303, nota).

... Nous laisserons de côté les conjectures sur les motifs secrets, les sentiments personnels et les fantaisies ou les calculs politiques qui ont dirigé Napoléon III Quel que soit le mobile qui l'ait poussé, que ce soient les bombes d'Orsini, ses engagements antérieurs avec les carbonari, ou ses utopies sur les nationalités, peu importe. Ce qui est certain, c'est que l'idée était chez lui parfaitement arrêtée et depuis longtemps. À peine le traité de Paris signé, lorsque l'entrevue de Stuttgart vint sceller la réconciliation entre la France et la Russie, Napoléon aborda la question italienne, quoique en termes généraux. Il jetait la sonde. À son avis, l'extension illégale prise par la domination autrichienne en Italie y créait une agitation dangereuse pour la paix européenne. C'était une menace permanente qu'il fallait faire cesser. À cela, l'empereur Alexandre II se borna à répondre: « qu'il ne recommencerait certes pas l'année 1849. » Cela suffit pour qu'en septembre le prince Napoléon fût envoyé à Varsovie, afin de préciser les choses. Il indiqua le 1^{er} mai comme la date fixée pour l'entrée en campagne, et demanda une neutralité bienveillante de la part de la Russie, appuyée par une démonstration militaire de 100,000 hommes concen-

(1) Nella *Gazzetta dell'Associazione Agraria* di Torino, anno III, n° 35.

trés sur la frontière de Galicie. Le prince Gortschakoff consentit, à condition que la guerre ne prendrait aucun caractère révolutionnaire et n'aurait pas d'autre objectif que de faire rentrer la position de l'Autriche en Italie dans les limites qui lui avaient été tracées en 1815. À la suite de ces ouvertures, un négociateur français (l'amiral Roncière le Nourry) fut envoyé en hiver à Saint-Petersbourg, pour régler l'entente. Mais dès qu'on voulut la mettre par écrit, on s'aperçut de l'impossibilité de s'accorder. La Russie ne pouvait s'exposer à la guerre européenne sans compensation. Pour elle, il n'y en avait qu'une : l'annulation des clauses blessantes du traité de Paris. Le négociateur français offrit l'annexion de la Galicie à la Russie, le démembrement de l'Autriche, l'émancipation de la Hongrie, etc., montrant ainsi naïvement le bout de l'oreille révolutionnaire de la politique napoléonienne. Mais quant au traité de Paris, il objecta que la France ne pouvait pas renier sa signature apposée à une transaction européenne, dont l'encre était à peine séchée, sans perdre toute confiance et tout crédit (1).

La négociation échoua. Alors Napoléon écrivit à l'empereur Alexandre une lettre de dix lignes qui était un chef-d'œuvre. En voici le sens :

« Ni vous ni moi n'entendons rien à la diplomatie. Mais vous voulez détruire le traité de 1856 et moi celui de 1815. Eh bien ! promettons-nous mutuellement de faire tout ce qui sera possible pour nous aider à réaliser ce double but ! »

Ce fut là-dessus que Napoléon entra en campagne à la date qu'il avait fixée. Toutes les tergiversations diplomatiques qui précédèrent la déclaration de guerre n'étaient donc qu'un jeu destiné à la galerie, pour se donner l'apparence du bon droit.

Le gouvernement russe se montra fidèle à sa parole et ordonna la mobilisation de 100,000 hommes pour appuyer sa neutralité. Mais voici ce qui arriva. L'appel des réserves se faisait alors avec lenteur, tandis qu'en Italie les opérations se précipitaient avec rapidité. Or, la Prusse et l'Allemagne, qui avaient proclamé leur neutralité tant que la guerre, imitée en Italie entre la France et l'Autriche, ne touchait pas les intérêts allemands, changèrent d'attitude aussitôt que l'appel de nos réserves fut connu. L'Autriche était jugée capable de tenir tête à la France seule ; mais du moment où la Russie entra en scène, même par une démonstration militaire, l'Autriche était placée dans une position d'infériorité. Le quadrilatère et Trieste se trouvaient en danger. Or, ces deux points touchent à la sécurité de l'Allemagne du Sud et constituent par conséquent le *casus fœderis*.

(1) Vol. III, pag. xxi, nota, e pag. ovi.

La Prusse menaçait donc de faire une démonstration sur le Rhin pour rétablir l'équilibre en faveur de l'Autriche. Le gouvernement russe crut rendre, dans ces conjonctures, un plus grand service à Napoléon en lui épargnant le péril de voir 400,000 Allemands se masser sur le Rhin, qu'en immobilisant 100,000 Autrichiens en Galicie : l'appel des réserves fut suspendu. L'empereur François-Joseph fit venir en Italie les troupes qu'il avait réunies sur la frontière russe, et Napoléon eut la surprise de voir, avec sa longue-vue, des régiments autrichiens qu'il croyait en Galicie, prendre part à la bataille de Solferino.

Jamais il ne pardonna au gouvernement russe ce qu'il appelait un manque de parole ; et cependant le prince Gortschakoff avait été très sincère et croyait avoir loyalement rempli sa promesse. La cause de ce malentendu résidait dans la divergence des points de vue sur lesquels était fondée l'entente apparente. Le prince Gortschakoff avait dit : « Pas de politique révolutionnaire ! » Il aimait l'Italie, où il avait longtemps séjourné dans sa jeunesse. Chargé d'affaires à Florence, il avait vu la Toscane heureuse sous le gouvernement paternel du Grand-Duc et du vieux Fossumbrone. La seule ombre à ce tableau, c'était l'influence pernicieuse exercée par l'Autriche. Ce qu'il désirait pour l'Italie, c'était la complète indépendance des petits États sous le gouvernement de leurs souverains légitimes, affranchis de la tutelle pesante de Vienne et unis entre eux par un lien fédéral pour leur commune défense. Or, Napoléon voulait l'unité de l'Italie sous l'autorité du Roi de Sardaigne, aux dépens de l'indépendance des petits États et des droits de leurs souverains légitimes ; c'était de la politique révolutionnaire au premier chef, et le gouvernement russe ne pouvait sympathiser avec cette politique, non seulement à cause de l'Italie, dont la prospérité lui paraissait mieux garantie par le maintien de l'état de choses que l'histoire y avait créé, mais encore et surtout parce que ce principe révolutionnaire, une fois admis sur un point, devait faire le tour de l'Europe, y renverser tous les droits et y déchaîner des guerres et des bouleversements politiques incalculables. Entre ces deux points de vue, il n'y avait pas d'accommodement possible ; et ce qui mécontenta Napoléon dans l'attitude du gouvernement russe, c'est qu'elle l'obligea de s'arrêter à mi-chemin dans l'accomplissement de son œuvre.

Le rapprochement entre la France et la Russie était ainsi frappé dans son germe. La confiance réciproque était ébranlée et ne devait plus renaître.....

VIII.

Disegno di riordinamento amministrativo del Regno.

(Lett. MDCCXIX, pag. 583, nota).

Discorso letto dal Ministro dell'Interno (L. C. Farini) nell'inaugurare i lavori della Commissione straordinaria presso il Consiglio di Stato (1).

Signori!

I.

« Fondata nello Statuto la unità politica, militare e finanziaria, e
« la uniformità delle leggi civili e penali, la progressiva libertà amministrativa rinnoverà nei popoli italiani quella splendida e vigorosa vita che in altre forme di civiltà e di assetto europeo, era il
« portato delle autonomie dei Municipi, alle quali oggi ripugna la
« costituzione degli Stati forti e il genio della Nazione. »

Con queste parole il Ministero accennò, nel discorso della Corona, il disegno dell'ordinamento dell'Italiana Monarchia. Per vero, o Signori, se il nuovo ordine dato per legge, al cominciar dell'anno, alla amministrazione, poteva essere accomodato alle condizioni del Regno, allargato sulla sola Lombardia, appare ora manifesto il bisogno d'un nuovo assetto, e di maggiore larghezza di massime e di ordini. Se la Lombardia sola fosse stata aggiunta alle antiche provincie, poteva con qualche ragione dubitarsi, che il mantenervi un centro amministrativo e lo stabilirvi una larga costituzione delle provincie, potesse dare origine a gare pericolose, o come direbbesi, ad una dualità di preten-

(1) Con Regio Decreto, in data 14 luglio 1860, su proposta del Ministro dell'Interno, era stata stabilita presso il Consiglio di Stato una Commissione straordinaria e temporanea per la formazione dei progetti di legge, composta dei seguenti membri: Ubaldino Peruzzi, deputato; Raffaello Busacca, id.; Marco Minghetti, id.; Vincenzo Salvagnoli, senatore del Regno; Giuseppe Pasolini, vice-presidente del Senato; Giuseppe Musi, procuratore generale al supremo tribunale di revisione dell'Emilia; Gerolamo Cantelli, deputato; Cesare Giulini della Porta, senatore del Regno; Pietro Restelli, deputato; Anselmo Guerrieri-Gonzaga, id.; Giovanni Lauzi, senatore del Regno; Valentino Pasini, deputato.

Ai sovranominati membri vennero aggiunti i seguenti Consiglieri di Stato: Pietro Gioja, M. A. Tonello, Gustavo Ponza di San Martino, Alessandro Pernati, Carlo Cadorna, Lorenzo Ceppi, Deodato Pallieri, G. B. Oytana.

denze e di infussi politici, tanto se il Regno dovesse, come nei Consigli dell'Europa si teneva possibile, entrare in lega federativa con gli altri Stati Italiani, quanto se dovesse rimanere solo rappresentante e propugnatore dell'idea e del diritto nazionale; e perciò poteva credersi necessario, che lo Stato ingrandito, per fortuna di guerra, rimanesse unito e compatto, come prima ne' dodici anni di onorata prova.

Non poteva forse allora prudentemente farsi altro disegno che quello di maggiore libertà nell'Amministrazione municipale.

Ma dopo le annessioni dell'Emilia e della Toscana, succedute sì per virtù dei principii in nome dei quali fu combattuta la guerra, ma non per immediato risultamento della guerra stessa, deliberate non nei Consigli Europei, ma dalla coscienza e dalla volontà dei popoli; ciò che prima avrebbe per avventura potuto far nascere una dannosa dualità, doveva essere stimato acconcio a creare un'armonia di libere forze; ciò che prima poteva essere una necessità, un accidente, o come s'usa dire una transizione, diventava un normale disegno della vita civile italiana. E per fermo oggi sono riuniti sotto un solo e stesso Governo i più antichi ed illustri centri della civiltà nostra; e si può dire, che il nuovo Stato, se non materialmente, almeno moralmente, costituisca l'Italia, la quale vi è rappresentata colla varietà delle sue attitudini e delle sue tradizioni, di guisa che gli ordini, i quali vogliono ora divisare, devono essere quelli che si converrebbero all'intera nazione, se fosse riunita in un solo Stato.

Vuolsi adunque considerare, da un lato, quali siano le vere condizioni della società civile italiana, e dall'altro lato quale sia il fine a cui si intende, per fare giusto concetto del problema che a noi tocca risolvere. Esso consiste, per mio avviso, nel coordinare la forte unità dello Stato coll'alacre sviluppo della vita locale, colla soda libertà delle Provincie, dei Comuni e dei Consorzi, e colla progressiva emancipazione dell'insegnamento, della beneficenza e degli istituti municipali e provinciali dai vincoli della burocrazia centrale.

Per fare una legge, che miri a questo fine, è necessario innanzi tutto, lo stabilire le massime fondamentali, sulle quali deve farsi il disegno della circoscrizione politica dello Stato. Volendo divisare questa circoscrizione, dobbiamo noi disconoscere ogni altra unità morale fuorchè quella costituita dalla Provincia, così come provvede la legge in vigore? O invece non dovremo conoscere che le Provincie italiane si aggruppano naturalmente e storicamente fra di loro in altri centri più vasti, che hanno avuto ed hanno tuttavia ragione di esistere nell'organismo della vita italiana? Questi centri possiedono antichissime tradizioni fondate in varie condizioni naturali e civili: la politica italiana disgregata fra i Comuni e le Repubbliche del Medio Evo ha trovato

in essi una prima forma e disciplina di Stato; la più stretta colleganza politica e sociale ha portato particolari risulamenti di civiltà, che ad ognuno di essi sono cari e preziosi. Al disopra della Provincia, al disotto del concetto politico dello Stato, io penso che si debba tener conto di questi centri, i quali rappresentano quelle antiche autonomie italiane, che fecero al nobile omaggio di sé all'unità della Nazione. La circoscrizione politica che dobbiamo stabilire non vuol essere né il frutto d'un concetto astratto, né un'opera arbitraria; ma deve rappresentare quelle suddivisioni effettive che esistono nelle condizioni naturali e storiche: que' centri di forze morali le quali, se fossero oppresse per pedanteria di sistema, potrebbero riscuotersi e risollevarsi in modo pericoloso, ma che, legittimamente soddisfatte, possono mirabilmente concorrere alla forza ed allo splendore della Nazione. Se vogliamo compiere un'efficace opera di discentramento, e dare alla nostra patria gli istituti che più le si convengono, bisogna, a parer mio, rispettare le membrature naturali dell'Italia. Se noi volessimo creare l'artificiato Dipartimento francese riusciremmo a spegnere le vive forze locali, spostandone e distruggendone i centri naturali, e turbando l'antico organismo, pel quale esse si mantengono e si manifestano.

Io penso quindi, che noi faremo opera savia e previdente non usando violenza per conseguir ciò che, seppure ad altri possa parere perfetto, non può essere che il frutto del tempo. Così adoperando, la pubblica opinione, dalla quale sola un libero Stato dee pigliare i consigli di buon governo, potrà manifestare le vere inclinazioni universali, e favoreggiare senza rammarichi e senza gelosie il sistema della unità. Altrimenti potrebbe accadere che, per impaziente sollecitudine e per iscrupolo di sistema, si abusasse del concetto unitario, il quale per se stesso tira a centralità in ogni ordine dello Stato. Oggi forse non se ne vedrebbero tutti i pericoli ed i danni, perchè oggi impera sulla coscienza pubblica l'idea e la forza del moto unificativo, e la preoccupazione della politica nazionale leva i pensieri da ogni cura ed interesse di minore momento; ma, o m'inganno, o sarebbe poi a temersi una riscossa perturbatrice dello Stato e poco propizia a quella forte unità politica, che tutti vogliono fermamente stabilire. Però, tenute per buone queste avvertenze, noi non dobbiamo dimenticare, che le così dette autonomie non vanno rispettate più di quello che abbia voluto rispettarle il sentimento nazionale degli Italiani, quando con meravigliosa concordia pronunciò, che, solamente in uno Stato unico, l'Italia poteva trovare la forza, la prosperità e la durevole pace. Egli, mestieri adunque il differenziare sostanzialmente il concetto dei vari centri morali che possono essere base ad una nazionale circoscrizione dello Stato, dalla memoria di quegli antichi Stati che tenevano l'Italia

frastagliata e soggetta ad un forzato e quasi inestricabile sistema di servitù. Sarebbe opera contraria alla coscienza nazionale il fare una rappresentanza amministrativa degli Stati irrevocabilmente condannati dalla volontà della nazione; tanto più che quelli nemmeno disegnavano sempre le naturali regioni della geografia e della vita storica dell'Italia; ma i più erano il portato di trattati di potenze straniere, e della lunga ed infelice conquista che pesò sopra il diritto nazionale. È pertanto mio divisamento, che la nuova circoscrizione rispetti, e reintegri dove occorra, i centri naturali della vita italiana, ma non seguiti necessariamente, nè mantenga le vecchie divisioni politiche.

Stabiliti i limiti delle regioni dovranno esserne determinate le attribuzioni. Dirò per le generali, non essere mio avviso, che alle accennate grandi circoscrizioni territoriali si convenga il dare una rappresentanza elettiva, come quella che ben si addice alle Province ed ai Comuni. Gli interessi di più Province non si possono accomunare e confondere ad arbitrio di legge: esse si formano col tempo, col tempo si mutano; e si formano e si mutano, tenendo dietro bensì ai mutamenti che avvengono nella economia sociale e civile, ma pur sempre mantenendo una grande attinenza colle particolari condizioni e costumanze locali. Nelle grandi circoscrizioni sono facili e naturali i consorzi di più Province o Comunità per determinati interessi; non è naturale, non è facile, non è giusta la comunanza amministrativa.

Altra e più grave ragione non permette, a parer mio, di dare una Rappresentanza Elettiva alle grandi circoscrizioni. Un Consiglio numeroso deliberante, con larga autorità sugli interessi di regioni ampie in città che furono capitali di Stati, renderebbe immagine di Parlamento: e le possibili leghe di più Consigli, le tentazioni usurpatrici, che son naturali a tutte le numerose adunanze rappresentative, potrebbero offendere l'autorità dello Stato, e menomare la libertà di quei solenni deliberati, che si appartengono, per legge e per ragione di Stato, al solo Parlamento della Nazione. Nel Parlamento Nazionale gl'interessi, le sollecitudini, le gare e, come diciamo, i pregiudizi locali, rimpiccioliscono e si sentono vergognosi di se medesimi. Invece in quelli, che si potrebbero chiamare Parlamenti amministrativi delle grandi circoscrizioni, quegli interessi, quei pregiudizi sarebbero alteri, ostinati e procaccianti; e potrebbero, nei gravi momenti, recar offesa alla Autorità Suprema, ed alla forza dello Stato.

Considerate poi sotto altro aspetto codeste Rappresentanze delle grandi circoscrizioni, esse andrebbero direttamente contro al fine che vogliamo proporci, cioè allo decentramento amministrativo che è utile e giusto a tutta la comunanza civile. Gli impedimenti alla libera e provvida amministrazione derivanti dall'accentramento governativo sarebbero

rinnovati in tanto numero di centri, quante sarebbero le grandi circoscrizioni territoriali, e perciò sarebbero più dannosi.

La libertà della amministrazione deve essere esercitata nella Provincia, senza offesa e danno di quella del Comune, il quale come ha i suoi peculiari interessi, così dee avere vita e rappresentanza propria. Le Provincie sono quasi tutte circoscritte in Italia; poche mutazioni occorreranno. La Provincia italiana non deve essere una finzione amministrativa; essa esiste nelle tradizioni ed è costituita *ab antiquo*. Essa s'è formata intorno al Comune del Medio Evo, erede del Municipio Romano, intorno alla *Città*, che fu il gran fattore della civiltà italiana, e della quale la Provincia nostra porta il nome.

Perché la libertà possa veramente dirsi posta in sodo, è d'uopo che si fondi nelle istituzioni e nei diritti locali. Quando la libertà è dappertutto, essa non può distruggersi. Lasciando la Provincia arbitra degli interessi propri, dentro i limiti delle leggi d'ordine generale; diminuendo per quanto sia possibile l'intromissione del Governo negli interessi locali, noi abitueremo la Nazione a non attendere tutto dal Governo, ed i cittadini a confidare nella propria operosità e nelle proprie forze: noi diminuiremo la ricerca degli impieghi governativi e la nomade burocrazia, renderemo spedita e facile l'amministrazione, ed otterremo che il Governo, cessando dall'assumersi un carico superiore alle forze umane, non sia altrimenti fatto segno a pretensioni indiscrete, le quali turbano, col lievito de' malcontenti locali, l'azione della opinione pubblica e dei grandi giudizi politici.

Alla Provincia deve adunque affidarsi la cura de' suoi interessi, delle sue strade, de' suoi corsi d'acqua, dell'igiene, della sua istruzione, dei suoi istituti di beneficenza.

Vogliono pure conservare entro la Provincia i Circondari amministrativi, migliorandone, dove occorra, la circoscrizione. Non penso che al Circondario debba darsi una rappresentanza elettiva; ma credo che il rappresentante del Governo debba avervi sufficiente autorità per espedire quelle pratiche che non hanno giusta dipendenza dall'Amministrazione provinciale. Per tal modo la trattazione dei negozi comunali procederà più speditamente, e si eviterebbe l'ingombro delle pratiche negli uffici delle Provincie, ed il Circondario gioverà a mantenere la disciplina gerarchica e l'armonia del Comune colla Provincia.

Il Comune è la prima base dei liberi ordini. In esso si manifesta più vivamente il nativo genio delle popolazioni; esso provvede e soddisfa ai più sostanziali interessi; educa all'esercizio di tutti i diritti: perciò fu tanta parte della nostra civiltà, conservando le nazionali tradizioni, e resistendo alle male signorie nostrane e straniere, che travagliarono sì gran parte d'Italia. Al Comune ed alla sua rappresentanza si do-

vranno dare larghe attribuzioni sugli interessi che gli sono propri: l'ingerimento governativo necessario a tenere in sodo le leggi d'ordine e d'utilità pubblica, non dee menomarne ed offenderne la libertà.

Nel concetto che ho accennato si incardina ogni altro particolare ordinamento.

II.

Seguendo i principii accennati, sottopongo all'esame della Commissione per sommi capi il modo onde io penso si possa recarli ad effetto e la distribuzione degli attributi, le reciproche attinenze, e quelle collo Stato.

E perchè intendo di lasciare ampia libertà di discutere e proporre, ferme le massime sostanziali, tutto ciò che riguarda la applicazione, così darò forma di quesito ad alcune idee sulle quali desidero un autorevole consiglio.

Il Regno si divide in *Regioni, Provincie, Circondari, Mandamenti e Comuni*.

Il *Comune* sarà mantenuto sostanzialmente qual è di presente. Vedrà la Commissione quali riforme convenga introdurre nella legge 23 ottobre 1859; esaminerà se convenga stabilire una prima categoria di eleggibili composta dei maggiori censiti del Comune, dentro la quale debba farsi la metà delle elezioni.

I provvedimenti relativi alla sicurezza pubblica urbana e rurale spettar dovrebbero al Comune, ma l'esperienza ne ha ammaestrati della poca efficacia che in molti luoghi ha la pubblica sicurezza affidata al Comune: non potrebbe incaricarsene il Governo, mediante una quota da pagarsi dal Comune sul suo bilancio?

Più Comuni potranno formare *Consorzi* fra di loro per oggetti di scambievole interesse. La parte deliberativa starà ai Commissari nominati dai Comuni consociati: la parte esecutiva al capo del Circondario.

V'hanno piccoli Comuni, sì scarsi di popolazione o di capitali tassabili, o dell'una e degli altri che male possono bastare a sé medesimi. Senza recare offesa ai sentimenti delle popolazioni che sogliono essere affezionatissime al proprio Comune, in certe date condizioni, e secondo le più facili costumanze locali, converrà offrir modo a che, in tal parte i piccoli Comuni possano fondersi nei loro contermini maggiori, in tal altra vi si aggregino per *appodiazione*, nella quale l'Amministrazione di più Comuni è una sola, il riparto delle tasse è diverso.

Il *Mandamento*, che è una circoscrizione giudiziaria, ha rapporto colla circoscrizione politica, perchè secondo la legge attuale vi risiede un Delegato di pubblica sicurezza. O si vogliono introdurre riforme, come io credo necessario, su questo capo della Polizia mandamentale,

o si vogliono mantenere le vigenti disposizioni, si dovrà, per questo rispetto, prendere accordo col Ministero di Grazia e Giustizia.

Il *Circondario* è una circoscrizione politica. L'attuale legge sull'ordinamento dei Tribunali ne fa anche una circoscrizione giudiziaria; il Ministro di Grazia e Giustizia darà cognizione de' suoi intendimenti. Nel *Circondario* havvi un Vice-Intendente, che rappresenta il potere esecutivo. Occorre però determinare in modo più preciso, di quel che faccia la legge attuale, le sue facoltà, attribuendogliene talune che ora si appartengono al Capo della Provincia.

La *Provincia* è una circoscrizione politica ed amministrativa che comprende più *Circondari*. Siccome la Provincia è in generale un fatto, come notai sopra, il quale ha antiche e naturali ragioni di essere, non se ne determina la popolazione.

Le minori Province potranno provvedere ai più garvi bisogni consociandosi nei consorzi. Le tradizioni e le condizioni economiche e territoriali addimandano che taluna Provincia sia reintegrata. L'unione dei territori dell'Italia Superiore e Media permette di aggregare in qualche luogo ad una Provincia porzioni di territorio che le appartengono per naturale giacitura, e che erano staccate pei confini degli Stati distrutti. Il mutamento nello stato economico, nelle vie di comunicazione, consiglia qualche modificazione, nel circoscrivere le Province, alla circoscrizione. Taluna Provincia, che aveva ragione di essere solo nelle distrutte divisioni statuali, dovrà dividersi tra i suoi naturali centri; ma a ciò dee provvedersi con molta moderazione, perchè è prudenza di Governo il rispettare gli interessi e gli affetti popolari, quando evidente utilità d'ordine pubblico non consigli altrimenti.

La Provincia è retta da un Intendente, che riunisce in sé le attribuzioni date dalla legge attuale al Governatore ed al Vice-Governatore, salve le modificazioni, e quelle nuove e più larghe attribuzioni che sono addimandate dalle massime fondamentali dell'ordinamento generale.

La Provincia ha inoltre una amministrazione sua propria, come ente separato dallo Stato. L'Amministrazione si distingue in due corpi, uno deliberante, che è il Consiglio, l'altro esecutivo, che è la Deputazione Provinciale. Nell'elezione e nella composizione di questi due corpi giudicherà la Commissione se non convenga introdurre alcune modificazioni.

Le attribuzioni da darsi alla Provincia sarebbero principalmente le seguenti:

1° Tutte le strade che non sono nè comunali, nè consortili. Conviene lasciare allo Stato alcune grandi arterie del Regno?

2° Tutti i fiumi e canali come sopra. Conviene egli lasciare a carico dello Stato qualche gran fiume?

3° L'istruzione secondaria e tecnica;

4° La beneficenza, in quanto non è comunale o d'istituzione privata;

5° La pubblica igiene, gli archivi, che non sono di spettanza comunale;

6° La cura e sorveglianza dei boschi, delle miniere, delle terme, sotto le regole generali stabilite dalle leggi relative.

Restituita così la Provincia a vita propria, e cessandovi da tanta parte di autorità lo Stato, non avrà essa più la tutela dei Comuni, accordatale dalla legge presente, salve alcune poche eccezioni, che la Commissione potrà determinare.

La tutela del Comune spetta al Vice-Intendente, salvo appello all'Intendente al quale spetta quella della Provincia, salvo ne' casi più gravi l'appello al Governatore. L'appello al Ministero deve essere consentito solo in pochi e ben determinati casi.

La tutela deve essere limitata ad impedire che il Comune e la Provincia oltrepassino le loro attribuzioni, a vegliare acciocchè le adempiano, ed a porre certi limiti alla facoltà di mettere tasse.

Più Province insieme riunite formano una *Regione*, la cui circoscrizione deve rispondere ai naturali e tradizionali scompartimenti italiani, p. e. *Piemonte, Lombardia, Emilia, Toscana, Liguria, Sardegna*.

Ogni italiana Regione è sede di un Governatore che rappresenta il potere esecutivo con late attribuzioni. Fanno capo ad essa politicamente gli Intendenti delle Province. Egli pronuncia in via d'appello nelle materie che la legge determina. Nomina i Sindaci o Gonfalonieri sopra una terna proposta dai Consigli Comunali, meno quelli dei Capiluoghi di Regione e di Provincia i quali saranno nominati dal Re. Presso di lui vi sarà un ufficio d'ispezione sulla disciplina degli impiegati e dei pubblici funzionari. Nomina gli impiegati d'ordine inferiore: propone gli impiegati d'ogni grado, e li può sospendere per un tempo determinato. Governa supremamente la polizia in tutta la Regione. La Commissione giudicherà, se convenga lo adunare presso il Governatore una poco numerosa congregazione di Delegati delle Province.

Le Province comprese in una medesima Regione possono eventualmente formare dei Consorzi per affari determinati. In tal caso la deliberazione spetterebbe a questi Commissari.

La Commissione esaminerà anche se convenga per alcuni affari generali preventivamente e precisamente determinati, p. e. strade, acque, istruzione, beneficenza, belle arti, e fors'anche carceri di pena, ecc., stabilire fra le Province della stessa Regione Consorzio permanente.

AGGIUNTE E CORREZIONI

Dalla *Perseveranza* di Milano, del 18 novembre 1896, riproduciamo la risposta del Conte DI CAVOUR alla Lettera di ALESSANDRO MANZONI, 26 agosto 1859, stampata a pag. 434 di questo volume:

Torino, 8 settembre 1859.

Signore,

L'avere voluto associare il mio nome al contrassegno d'immensa stima e di pubblica gratitudine ch'ella ha ricevuto dal Re, fu per me dolce ed inaspettato conforto. Certo, quando come ministro posi il piede in Milano, primo mio pensiero fu di rendere omaggio a quel Grande che mantenne illustre il nome d'Italia mentre essa giaceva dimenticata e derisa nelle tenebre della più dura oppressione. Circostanze irresistibili non mi lasciarono mandare ad effetto questo divisamento. Ripassai a Milano due volte, ma in tale stato d'animo da non pensare che alla crisi tremenda che ci minacciava. Ciò fu causa ch'io dovetti abbandonare il ministero senza avere potuto soddisfare ad uno dei miei più vivi desideri, ch'io riputava ad un tempo uno dei miei più stretti doveri.

La ringrazio di cuore di aver interpretate rettamente le mie intenzioni, e di avere giudicati i sentimenti ch'io nutro per lei non da' miei atti, ma dai progetti che imprevedibili eventi mi tolsero d'eseguire.

Poichè ella vuole dare un certo valore a quel poco che ho potuto operare a pro della nostra patria, mi permetta di chiedernele un guiderdone: la preziosa sua amicizia. Il nome d'amico d'Alessandro Manzoni sarà la più cara, la più splendida ricompensa del passato, il maggiore incentivo per l'avvenire.

C. CAVOUR.

Nel vol. V, pag. cccxxxn, dove si legge: « Il governatore della Savoia era il generale Antonio Olivero » si corregga così: « Il governatore della Savoia era il generale Angelo Olivieri di Vernier. » Era soprannominato *Murat* nell'Esercito Sardo per l'intrepidezza e l'ardire a cavallo.

Nello stesso volume, pag. 348, Lettera MCCCCLII, marzo 1855, indirizzata al cav. La Chenal in Annecy, alla linea 26, invece di *délibérative définition* si legga: *Délibération définitive*.

ERRATA

CORRIGE

| | | | |
|---|----------|------------------------|----------------------------------|
| Pagina 24 | linea 17 | convinta | — contenta |
| » 52 | » 3 | 30 décembre | — 28 décembre |
| » 72 | » 2 | éclipser | — éloigner |
| » » | » 15 | pousser | — payer |
| » 108 | » 15 | segnalarle | — segnare |
| » 118 | » 13 | sortent | — sortiront |
| » » | » 30 | élections | — électeurs |
| » » | » 31 | des gens | — les gens |
| » 153 | » 17 | mette | — met |
| » 173 | » 18 | par la | — par le |
| » 177 | » 18 | seule | — seul |
| » 182 | » 4 | contro la vita | — contro gli attentati alla vita |
| » 204 | » 23 | que | — qui |
| » 211 | » 16 | V. della Minerva | — D. della Minerva |
| » 238 | » 18 | cachais | — cachai |
| » 242 | » 1 | en suite | — en Suisse |
| » » | » 8 | le faire | — la faire |
| » 274 | » 27 | dannoso | — dannosa |
| » 299 | » 25 | e dare | — a dare |
| A pag. 306, linea 22, dopo le parole <i>en vous assurant</i> , si aggiunga: « que Wa- lewski mettra ma note sous ses yeux, soit en vous servant d'un des moyens, etc. » | | | |
| Pagina 307 | linea 31 | (nota) (1) | — (2) |
| » 315 | » 13 | Roi | — Rois |
| » 317 | » 11 | charge | — a chargé |
| » 377 | » 20 | ou une | — et une |
| La Lettera MDCXXXVIII, pag. 335, a M. D'Azeglio, 15 aprile 1859, deve pre- cedere la Lettera MDCXXXVII, pag. 333, ed esser anch'essa segnata sotto la data 15 aprile. | | | |
| Pagina 397 | linea 14 | Moriano | — Moirano * |
| » 612 | linea 20 | presque | — propre |
| » 643 | » 31 | battuto | — battuto |
| » 660 | » 5 | il generale, Garibaldi | — il generale Garibaldi |
| » » | » 8 | perchè | — perciò |
| » 670 | » 7 | il Corpo | — il II Corpo |
| » 677 | » 16 | « amici; » | — « amici, » |
| » 679 | » 10 | W. Russell | — J. Russell |

* Il generale LUPI DI MORIANO † nel gennaio 1837.

Fra le persone insigni, nominate in quest'opera, cessarono ai vivi, durante l.
stampa del volume:

GIUSEPPE GUERZONI, in Montechiari, il 26 novembre 1836.

ADOLFO DE FORESTA, in Roma, il 29 id.

MARCO MINGHETTI, ivi, il 10 dicembre id.

GIUSEPPE FINZI, in Canicossa di Campitello, il 18 dicembre id.

GIUSEPPE BORIO, in Torino, il 7 febbraio 1837.

CATERINA FERRUCCI-FRANCOSCHI, in Firenze, 1° marzo 1837.

LUIGI RANCO, in Torino, 1° marzo 1837.

LEOPOLDO VALFRÈ, in Torino, il 7 marzo 1837.

INDICE DEL SESTO VOLUME

LETTERE

| | Pag. | | Pag. |
|-------------------------------------|------|-------------------------------------|------|
| 1856. | | | |
| Al conte T. di S. Rosa..... | 1 | <i>Ad un amico, G. Massari..</i> | 43 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 2 | Al prof. A. de La Rive.... | 44 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, Mas-</i> | | Al conte G. di Gropello.... | 45 |
| <i>simo d'Azeglio</i> | 3 | Al sig. A. Gallenga..... | 46 |
| All'on. M. A. Castelli..... | 4 | <i>Al sig. M. Minghetti, M. A-</i> | |
| Al sig. E. Rendu..... | 6 | <i>zeglio.....</i> | 48 |
| Al conte T. di S. Rosa.... | 7 | Al conte T. di S. Rosa | 49 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 8 | All'ingegnere Bizot | ivi |
| A lord Clarendon | 9 | <i>Al generale Dabormida, S. di</i> | |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, Co-</i> | | <i>Villamarina</i> | 51 |
| <i>stanza d'Azeglio</i> | 10 | All'avv. V. Salvagnoli..... | ivi |
| All'on. M. A. Castelli..... | ivi | <i>Al bar. Manteuffel, Bismarck</i> | 52 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 12 | | |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> | | 1857. | |
| <i>d'Azeglio</i> | 13 | Al sig. Giacinto Corio..... | 52 |
| <i>Allo stesso, M. d'Azeglio ..</i> | 14 | Al conte T. di S. Rosa | 53 |
| Al dott. L. Cerise..... | 16 | Al deputato *** | 54 |
| <i>Al conte di Cavour, G. Da-</i> | | Al sig. Giacinto Corio..... | ivi |
| <i>bormida</i> | ivi | Al cav. Angelo Conte..... | 55 |
| Al conte E. Oldofredi..... | 28 | Al sig. A. de Vatry | 56 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 29 | Al sig. Giacinto Corio..... | 57 |
| Al prof. A. de La Rive | 30 | Allo stesso | 58 |
| <i>All'on. M. A. Castelli, Ur-</i> | | Allo stesso | 59 |
| <i>bano Rattazzi.....</i> | ivi | A lady Holland..... | 643 |
| Al dottore E. Lachenal..... | 31 | Al sig. Giacinto Corio..... | 60 |
| Al conte T. di S. Rosa..... | 33 | Allo stesso | ivi |
| Allo stesso | 34 | Al prof. A. de La Rive.... | 61 |
| Allo stesso | 35 | Al cav. Angelo Conte..... | 62 |
| Allo stesso | ivi | Al conte di Castelborgo.... | 63 |
| Allo stesso | 36 | Al prof. A. de La Rive.... | 64 |
| Allo stesso | ivi | Al sig. Giacinto Corio..... | 66 |
| Allo stesso | 38 | Allo stesso | ivi |
| Al sig. Giacinto Corio..... | ivi | Al conte T. di S. Rosa..... | 67 |
| Al conte G. di Gropello.... | 39 | Al prof. A. de La Rive..... | ivi |

| | Pag. | | Pag. |
|---|------|---|------|
| <i>Al march. Villamarina, Napoleone III</i> | 69 | <i>All'avv. F. Carquet</i> | 128 |
| <i>Al conte T. di Santa Rosa</i> | 70 | <i>Al cav. Angelo Conte</i> | 129 |
| <i>Al prof. A. de La Rive</i> | 71 | <i>Al cav. N. Pavese</i> | 132 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 73 | <i>Al cav. Angelo Conte</i> | ivi |
| <i>Al conte di Castagnetto</i> | 74 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 133 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 76 | <i>Al cav. G. Gautieri</i> | 135 |
| <i>Allo stesso</i> | 77 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 136 |
| <i>Allo stesso</i> | ivi | <i>Al cav. G. Ponzio-Vaglia</i> | 139 |
| <i>Al sig. A. de Vatry</i> | 79 | <i>Al barone G. Tholosano</i> | 140 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C. d'Azeglio</i> | 80 | <i>All'avv. M. A. Castelli</i> | ivi |
| <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 81 | <i>Allo stesso</i> | 141 |
| <i>Al cav. L. Salino</i> | 82 | <i>Al barone A. Michaud</i> | 143 |
| <i>Al cav. P. Magenta</i> | 83 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 144 |
| <i>Al Sindaco di ***</i> | 85 | <i>Allo stesso</i> | 146 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | ivi | <i>Al cav. Angelo Conte</i> | 148 |
| <i>Al cav. C. Boncompagni</i> | 87 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 149 |
| <i>All'on. dott. A. Bò</i> | 90 | <i>All'avv. M. A. Castelli</i> | 151 |
| <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 91 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 153 |
| <i>All'abate D. Niel</i> | 92 | <i>Al cav. F. Cotta</i> | 155 |
| <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 93 | <i>A monsignor P. Sola</i> | 156 |
| <i>A S. A. I. il Princ. Napoleone</i> . | 94 | <i>All'avv. M. A. Castelli</i> | 159 |
| <i>Al can. F. Tosco</i> | 96 | <i>Al cav. P. O. Vigliani</i> | 160 |
| <i>Al march. Migliorati</i> | 97 | <i>Al cav. Angelo Conte</i> | 162 |
| <i>Al duca di Gramont</i> | 100 | <i>Al gen. Della Rocca, Vittorio Emanuele</i> | 163 |
| <i>Al march. Migliorati</i> | 102 | <i>Allo stesso</i> | 165 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 103 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 173 |
| <i>Al cav. P. Vignet</i> | 104 | <i>Allo stesso</i> | 174 |
| <i>Al cav. F. Cotta</i> | 106 | <i>Al teol. G. Margotti</i> | 181 |
| <i>Al march. Migliorati</i> | 108 | <i>Al cav. C. Boncompagni</i> | ivi |
| <i>Al cav. Gay di Quarti</i> | 109 | <i>All'avv. M. A. Castelli</i> | 186 |
| <i>Al sig. J. J. Rey</i> | 110 | <i>Al cav. Angelo Conte</i> | ivi |
| <i>Al conte di Castiglione</i> | ivi | <i>Al cav. O. La Marmora</i> | 187 |
| <i>Al sig. E. Thomas</i> | 111 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 188 |
| <i>A monsignor P. Sola</i> | 112 | <i>Allo stesso</i> | 192 |
| <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 114 | <i>Al cav. P. Magenta</i> | 193 |
| <i>Al conte di Castiglione</i> | 115 | <i>Al cav. Carlo Verga</i> | 194 |
| <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | ivi | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 196 |
| <i>Al sig. J. J. Rey</i> | 116 | <i>Allo stesso</i> | 198 |
| | | <i>Al prof. F. Ferrara</i> | 200 |
| | | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 201 |
| | | <i>Ad un amico, A. Bizio</i> | 208 |
| | | <i>Al march. E. d'Azeglio, C. d'Azeglio</i> | 204 |
| <i>Al prof. A. de La Rive</i> | 117 | <i>Al march. Cesare Alfieri</i> | 205 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 119 | <i>Al cav. P. O. Vigliani</i> | 206 |
| <i>Al cav. P. Magenta</i> | 120 | <i>Al sig. J. J. Rey</i> | 207 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 121 | <i>Al march. S. di Villamarina</i> .. | 208 |
| <i>Allo stesso</i> | 122 | <i>Al gen. Giacomo Durando</i> | 209 |
| <i>Allo stesso</i> | 123 | <i>Al conte Della Minerva</i> | 211 |
| <i>Al conte T. di Santa Rosa</i> .. | 124 | <i>A monsignor F. Artico</i> | 213 |
| <i>Al cav. F. Cotta</i> | ivi | <i>Al cav. O. La Marmora</i> | 214 |
| <i>Al cav. P. Magenta</i> | 126 | | |

1858.

| | Pag. | | Pag. |
|---------------------------------|------|--|------|
| Al march. S. di Villamarina . | 215 | Al cav. C. Boncompagni.... | 268 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 217 | Al conte Della Minerva..... | 269 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | ivi | Al sig. G. Briano..... | 270 |
| Al prof. R. Bonghi..... | 218 | Al cav. P. Magenta..... | ivi |
| Al march. S. di Villamarina . | 219 | Al sig. Giacinto Corio..... | 271 |
| Al cav. C. Boncompagni.... | 221 | Al march. S. di Villamarina . | 272 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 223 | Al cav. O. P. Vigliani..... | 273 |
| Allo stesso..... | ivi | Al conte T. di Santa Rosa.. | 275 |
| Al march. S. di Villamarina . | 224 | Al barone G. Tholosano..... | 276 |
| Allo stesso..... | 226 | Al cav. P. Magenta..... | ivi |
| Al cav. C. Boncompagni.... | 229 | Al cav. E. Castelli..... | 277 |
| Al march. S. di Villamarina . | 230 | Al prof. A. de La Rive.... | 278 |
| Al march. F. Ala-Ponzoni.. | 232 | Al comm. C. Cadorna..... | 279 |
| Al march. S. di Villamarina . | ivi | Al march. S. di Villamarina . | 280 |
| Al cav. O. La Marmora | 233 | Al sig. C. Bogier..... | 281 |
| Al sig. E. de Parieu..... | 234 | Al cav. Angelo Conte..... | 282 |
| Al march. S. di Villamarina . | 235 | Allo stesso..... | ivi |
| Allo stesso..... | 236 | Al conte T. di Santa Rosa.. | 283 |
| Allo stesso..... | 237 | Alla contessa Maria Holland. | 285 |
| All'on. avv. P. C. Boggio.. | 239 | A S. A. I. la Pr ^{nc} Matilde.. | 286 |
| Al march. S. di Villamarina . | ivi | Al cav. Angelo Conte..... | ivi |
| Al cav. Angelo Conte..... | 240 | Al march. Cesare Alfieri.... | 288 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 241 | Al conte T. di Santa Rosa.. | ivi |
| Allo stesso..... | ivi | Al sig. A. Bixio..... | 289 |
| Al prof. A. de La Rive.... | ivi | Al conte R. di Salmour | 290 |
| Al march. S. di Villamarina . | 242 | Al cav. C. Nigra..... | 291 |
| Al cav. Angelo Conte..... | 243 | Al prof. A. de La Rive.... | 292 |
| Allo stesso..... | 244 | Al barone F. de Roussy.... | 294 |
| Allo stesso..... | 245 | Al cav. Angelo Conte..... | 295 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 246 | Al conte T. di Santa Rosa.. | 296 |
| Al cav. Angelo Conte..... | 247 | Allo stesso..... | ivi |
| Al cav. A. Jocteau..... | 249 | Allo stesso..... | 297 |
| Al march. Cesare Alfieri.... | 250 | Al cav. L. C. Farini..... | 298 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 251 | Al conte Della Minerva | ivi |
| Al prof. A. de La Rive.... | 252 | Al cav. O. La Marmora | 301 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 253 | Al cav. Angelo Conte..... | 302 |
| All'on. M. A. Castelli..... | 254 | Allo stesso..... | ivi |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 255 | A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 303 |
| Al barone A. Michand..... | ivi | Al march. S. di Villamarina . | 305 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 256 | Allo stesso..... | 307 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 257 | Al cav. C. Boncompagni.... | 308 |
| Al cav. A. Jocteau..... | 258 | Al sig. Giacinto Corio..... | 309 |
| Al march. G. Capponi, C. | | Allo stesso..... | 310 |
| Matteucci..... | 260 | Al cav. Angelo Conte..... | 311 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | ivi | Al conte A. di Cossilla.... | 312 |
| Al march. S. di Villamarina . | 261 | A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 315 |
| A S. M. IL R ^e | 262 | Al march. S. di Villamarina . | 316 |
| Al cav. Angelo Conte..... | 263 | Al conte Della Minerva..... | 318 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | ivi | Al march. F. Sauli..... | 319 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 265 | Al cav. Angelo Conte..... | 320 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 267 | Al gen. Giacomo Durando .. | 321 |
| Allo stesso..... | ivi | Al march. S. di Villamarina . | 322 |

| | Pag. |
|-------------------------------------|------|
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 323 |
| Al cav. C. Boncompagni.... | 324 |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | 327 |
| Al march. F. Sauli..... | 328 |
| Al march. S. di Villamarina. | 329 |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | 330 |
| Al cav. O. La Marmora.... | ivi |
| Al sig. A. Bixio..... | 331 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 332 |
| Al march. S. di Villamarina. | 333 |
| Al cav. Angelo Conte..... | 334 |
| Allo stesso..... | 335 |
| Al conte E. de Launay.... | 336 |
| Allo stesso..... | 340 |
| A monsignor A. Charvaz... | 342 |
| Al march. S. di Villamarina. | 343 |
| Al conte C. di Barral..... | 345 |
| Al cav. Angelo Conte..... | 349 |
| Allo stesso..... | 350 |
| Allo stesso..... | 351 |
| Al conte Della Minerva.... | 352 |
| Al sig. Rocca..... | 353 |
| Al cav. O. La Marmora.... | 354 |
| Al conte T. Di Santa Rosa.. | ivi |

1859.

| | |
|--|-----|
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Bar-</i> <i>desono.....</i> | 356 |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | ivi |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 357 |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | 358 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> <i>d'Azeglio.....</i> | 360 |
| <i>Al sig. H. Martin, E. Quinet.</i> | 361 |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | 362 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 364 |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 365 |
| <i>Al signor de Corcelle, A. de</i> <i>Tocqueville.....</i> | 367 |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 368 |
| <i>Al conte de Buol, R. Met-</i> <i>ternich.....</i> | 371 |
| Al conte Della Minerva.... | 372 |
| Al cav. E. Cugia..... | ivi |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | 373 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> <i>d'Azeglio.....</i> | 374 |
| <i>Al conte Cavour, G. Gari-</i> <i>baldi.....</i> | 375 |
| Al cav. C. Boncompagni.... | ivi |
| A S. M. l'Imperatore Napo- | |
| leone III..... | 376 |

| | Pag. |
|---|------|
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> <i>d'Azeglio.....</i> | 380 |
| <i>All'on. M. A. Castelli, Costa</i> <i>de Beauregard.....</i> | 381 |
| Al cav. M. d'Azeglio..... | 383 |
| Allo stesso..... | ivi |
| Allo stesso..... | 385 |
| <i>Dalle Memorie del conte O.</i> <i>de Viel Castel.....</i> | 386 |
| Al cav. M. d'Azeglio..... | 387 |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 388 |
| <i>Al conte Cavour, M. d'Az-</i> <i>eglio.....</i> | 391 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | 394 |
| Al cav. M. d'Azeglio..... | ivi |
| <i>Al conte Cavour, M. d'Az-</i> <i>eglio.....</i> | 395 |
| <i>Allo stesso.....</i> | 396 |
| Al cav. Angelo Conte..... | 397 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> <i>d'Azeglio.....</i> | ivi |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon.</i> | 398 |
| <i>Al march. Ridolfi, G. Cam-</i> <i>bray-Digny.....</i> | ivi |
| Al cav. E. Cugia..... | 399 |
| <i>Da un Diario inedito.....</i> | 400 |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 401 |
| <i>Dalle Memorie del conte O.</i> <i>de Viel Castel.....</i> | 405 |
| <i>Al conte Cavour, il Principe</i> <i>Napoleone.....</i> | ivi |
| <i>Da un Diario inedito.....</i> | 406 |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | ivi |
| Al cav. L. C. Farini..... | 410 |
| Al gen. Della Rocca..... | 411 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> <i>d'Azeglio.....</i> | 412 |
| <i>Al conte T. di Santa Rosa,</i> <i>M. A. Castelli.....</i> | 413 |
| <i>Da un Diario inedito.....</i> | ivi |
| <i>Dalle Memorie del conte O.</i> <i>de Viel Castel.....</i> | 417 |
| <i>Al conte Cavour, K. de Cir-</i> <i>court.....</i> | 418 |
| Al march. E. d'Azeglio..... | 421 |
| Al gen. La Marmora..... | 423 |
| <i>Al conte Cavour, D. Panta-</i> <i>leoni.....</i> | ivi |
| <i>Allo stesso, S. di Villamarina</i> | 426 |
| <i>All'on. M. A. Castelli.....</i> | 427 |
| Al conte T. di Santa Rosa.. | 428 |
| Al sig. Giacinto Corio..... | ivi |

| | Pag. | | Pag. |
|---------------------------------------|------|--|------|
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> | | <i>Da un Diario inedito di M.</i> | |
| <i>d'Azeglio</i> | 429 | <i>Minghetti</i> | ivi |
| <i>Al cav. L. C. Farini</i> | ivi | <i>Al conte Cavour, M. Minghetti</i> | 474 |
| <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 430 | <i>Da un Diario inedito di M.</i> | |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> | | <i>Minghetti</i> | 476 |
| <i>d'Azeglio</i> | 431 | <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | ivi |
| <i>Al conte Cavour, U. Battazzi.</i> | 432 | <i>Al conte Cavour, F. A. Gual-</i> | |
| <i>Allo stesso, A. Manzoni</i> | 434 | <i>terio</i> | 476 |
| <i>A don Alessandro Manzoni</i> .. | 737 | <i>Al cav. M. A. Castelli, Vi-</i> | |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 435 | <i>mercati</i> | 477 |
| <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | | <i>Al conte Cavour, K. de Cir-</i> | |
| <i>Castelli</i> | ivi | <i>court</i> | ivi |
| <i>Al conte Cavour, S. di Vil-</i> | | <i>Allo stesso, A. La Marmora</i> | 479 |
| <i>lamarina</i> | 436 | <i>Allo stesso, M. Minghetti</i> .. | ivi |
| <i>Allo stesso, K. de Circourt</i> .. | 438 | <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 480 |
| <i>Al maresciallo Randon, Na-</i> | | <i>Al conte Cavour, G. B. Cas-</i> | |
| <i>poleone III</i> | 439 | <i>sinis</i> | 481 |
| <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | ivi | <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 482 |
| <i>Dalle Memorie del conte O.</i> | | <i>Al conte Cavour, Oytana</i> .. | 483 |
| <i>de Viel Castel</i> | 440 | <i>Allo stesso, C. Nigra</i> | 484 |
| <i>Al conte Cavour, L. Frapolli.</i> | ivi | <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | |
| <i>Allo stesso, J. Hudson</i> | 442 | <i>Castelli</i> | 485 |
| <i>All'on. M. A. Castelli</i> | ivi | <i>Al conte Cavour, W. de La</i> | |
| <i>Al conte Cavour, Klapka</i> | ivi | <i>Rive</i> | 486 |
| <i>Allo stesso, G. Dabormida</i> .. | 444 | <i>Allo stesso, G. Ortalda</i> | 487 |
| <i>Allo stesso, G. La Farina</i> .. | 445 | <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | 488 |
| <i>Allo stesso, C. Cantù</i> | 446 | <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 489 |
| <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 450 | <i>Al conte Cavour, G. B. Cas-</i> | |
| <i>Al conte Cavour, A. Panizzi.</i> | 451 | <i>sinis</i> | ivi |
| <i>Allo stesso, G. La Farina</i> .. | 454 | <i>All'on. M. A. Castelli, Vi-</i> | |
| <i>Al conte Aresé, Napoleone III</i> | 456 | <i>mercati</i> | 493 |
| <i>Al conte Cavour, Principe</i> | | <i>Al sig. Giacinto Corio</i> | ivi |
| <i>Dolgorouzwou</i> | ivi | <i>Al conte Cavour, F. A. Gual-</i> | |
| <i>Allo stesso, C. Cantù</i> | 457 | <i>terio</i> | 494 |
| <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | | <i>Allo stesso, L. Valerio</i> | 495 |
| <i>Castelli</i> | 461 | <i>Al march. E. d'Azeglio, C.</i> | |
| <i>Al conte Cavour, L. C. Farini</i> | 462 | <i>d'Azeglio</i> | 496 |
| <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | | <i>Al conte Cavour, K. de Cir-</i> | |
| <i>Castelli</i> | 463 | <i>court</i> | ivi |
| <i>Al conte Cavour, A. Panizzi.</i> | ivi | <i>Allo stesso, Coello de Portugal</i> | 499 |
| <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | | <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 500 |
| <i>Castelli</i> | 464 | <i>Al conte Cavour, P. C. Boggio</i> | 501 |
| <i>All'on. M. A. Castelli</i> | 465 | <i>All'avv. P. C. Boggio</i> | 502 |
| <i>Allo stesso</i> | 466 | <i>Al conte Cavour, P. C. Boggio</i> | 503 |
| <i>Allo stesso</i> | 467 | <i>Allo stesso, G. Torelli</i> | ivi |
| <i>Allo stesso</i> | ivi | <i>Allo stesso, G. La Farina</i> .. | 505 |
| <i>Al conte Cavour, G. B. Cas-</i> | | <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | |
| <i>sinis</i> | 468 | <i>Castelli</i> | 506 |
| <i>Allo stesso, F. Ferrara</i> | 469 | <i>Al conte Cavour, C. Boncom-</i> | |
| <i>Allo stesso, K. de Circourt</i> .. | 470 | <i>pagni</i> | 507 |
| <i>Al cav. M. A. Castelli, O. Vi-</i> | | <i>Al cav. L. C. Farini, M. A.</i> | |
| <i>mercati</i> | 472 | <i>Castelli</i> | 508 |

| | Pag. | | Pag. |
|---|------|---|------|
| <i>All'amm. Serra, G. Garibaldi</i> | 569 | <i>Al sig. G. Corio</i> | 605 |
| <i>Al comm. P. Magenta</i> | ivi | <i>Al conte Cavour, A. Panizzi</i> | ivi |
| <i>Al sig. G. Corio</i> | ivi | <i>Al gen. M. Fanti</i> | 609 |
| <i>All'avv. F. Cordova</i> | 570 | <i>Al cav. L. C. Farini</i> | 610 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio</i> | 571 | <i>Al conte Cavour, l'amm. Serra</i> | 611 |
| <i>Allo stesso</i> | ivi | <i>Al sig. E. Rendu, M. d'Azeglio</i> | 612 |
| <i>Al sig. G. Corio</i> | 572 | <i>All'amm. Serra</i> | 618 |
| <i>Allo stesso</i> | ivi | <i>Al conte Cavour, l'amm. Serra</i> | 614 |
| <i>Dal Diario del sig. Darimon</i> | 573 | <i>Al cav. L. C. Farini</i> | ivi |
| <i>Al comm. P. Magenta, G. Borromeo</i> | 574 | <i>Allo stesso</i> | 616 |
| <i>Al luog. G. B. Ansaldi, l'ammir. Serra</i> | ivi | <i>A S. A. I. il Princ. Napoleone</i> | 617 |
| <i>Al sig. Carlo Corio</i> | 575 | <i>A cav. L. C. Farini</i> | 619 |
| <i>Al comm. S. Vegezzi</i> | ivi | <i>Allo stesso, M. A. Castelli</i> | 620 |
| <i>All'avv. F. Cordova</i> | 576 | <i>Al conte Cavour, il conte Groppello</i> | ivi |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, E. Martini</i> | 577 | <i>Allo stesso</i> | 623 |
| <i>All'amm. Serra</i> | 578 | <i>Al cav. L. C. Farini, M. A. Castelli</i> | 625 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati</i> | 579 | <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati</i> | ivi |
| <i>All'amm. Serra</i> | 580 | <i>Al sig. G. Corio</i> | ivi |
| <i>All'avv. F. Cordova</i> | 581 | <i>Al cav. L. C. Farini</i> | 626 |
| <i>Al cav. C. Nigra</i> | 582 | <i>Al conte Cavour, il conte Groppello</i> | 627 |
| <i>Al comm. A. Conte</i> | 584 | <i>Allo stesso</i> | 630 |
| <i>Al sig. G. Corio</i> | ivi | <i>Allo stesso, E. d'Azeglio</i> | 633 |
| <i>Allo stesso</i> | 585 | <i>Al cav. L. C. Farini</i> | 634 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati</i> | 586 | <i>Allo stesso</i> | 635 |
| <i>All'amm. Serra</i> | 587 | <i>Allo stesso</i> | 636 |
| <i>Allo stesso</i> | 588 | <i>Al sig. Mérimée, A. Fould</i> | 637 |
| <i>Al col. brig. E. Cugia</i> | 589 | <i>Al sig. G. Corio</i> | 638 |
| <i>Al cav. L. C. Farini</i> | 590 | <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati</i> | ivi |
| <i>Al gen. M. Fanti</i> | 591 | <i>A S. A. I. il Princ. Napoleone</i> | 639 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati</i> | 593 | <i>Al cav. L. C. Farini</i> | 641 |
| <i>Al gen. M. Fanti</i> | 594 | <i>Alla contessa M. Holland</i> | 642 |
| <i>Al sig. G. Torelli, M. d'Azeglio</i> | 596 | <i>Al conte Cavour, la contessa Holland</i> | 644 |
| <i>Al gen. M. Fanti</i> | 597 | <i>Al barone Ricasoli</i> | 646 |
| <i>Al conte Cavour, il gen. Cialdini</i> | 598 | <i>Al sig. G. Corio</i> | ivi |
| <i>Al generale E. Cialdini</i> | ivi | <i>Al sig. Piscatory, X. Doudan</i> | 647 |
| <i>Al sig. De Sahune, X. Doudan</i> | ivi | <i>Al sig. Panizzi, C. Nigra</i> | 648 |
| <i>Al sig. Piscatory, lo stesso</i> | 599 | <i>Al conte Cavour, B. Ricasoli</i> | ivi |
| <i>Al gen. E. Cialdini</i> | ivi | <i>Al barone Ricasoli</i> | 650 |
| <i>Al gen. M. Fanti</i> | 600 | <i>Al conte Cavour, B. Ricasoli</i> | 652 |
| <i>Al gen. Cialdini, L. Valerio</i> | 601 | <i>Allo stesso, un anonimo</i> | 654 |
| <i>Allo stesso</i> | 602 | <i>Al cav. E. Marliani</i> | ivi |
| <i>Al gen. M. Fanti</i> | ivi | <i>Al cav. L. C. Farini</i> | 655 |
| <i>Dal Diario del sig. D'Ideville</i> | 604 | <i>A M. A. Castelli, Vimercati</i> | 657 |
| | | <i>Allo stesso</i> | ivi |
| | | <i>Al sig. G. Lacaita</i> | ivi |

| | Pag. |
|---|------|
| Al barone Ricasoli..... | 658 |
| <i>All'amm. Serra, il segr. gen. Serra-Cassano.....</i> | 659 |
| Al sig. G. Corio..... | 660 |
| Al cav. G. Fantini..... | 661 |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 662 |

1861.

| | |
|---|-----|
| All'amm. Serra..... | 663 |
| Al gen. E. Cialdini..... | 664 |
| Al conte O. Vimercati..... | 666 |
| Alla contessa M. Holland... | 667 |
| All'amm. Serra..... | ivi |
| A S. A. I. il Princ. Napoleone. | 668 |
| <i>Al sig. Piscatory, X. Doudan</i> | 669 |
| Al gen. Alf. La Marmora... | 670 |
| Al barone B. Ricasoli..... | 675 |
| <i>Al cav. L. C. Farini, M. A. Castelli.....</i> | 677 |
| <i>Al march. E. d'Azeglio, Lord Palmerston.....</i> | 678 |
| <i>Allo stesso, Lord John Russell.....</i> | 679 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati.....</i> | ivi |
| <i>Al conte Cavour, G. Lanza.</i> | 680 |
| Al cav. U. Peruzzi..... | ivi |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, A. Bizio.....</i> | 682 |
| <i>Al conte Cavour, A. La Marmora.....</i> | 683 |
| Al sig. G. Corio..... | 689 |

| | Pag. |
|---|------|
| <i>Al cav. M. Minghetti, M. d'Azeglio.....</i> | 690 |
| <i>Al conte Cavour, l'amm. Serra</i> | ivi |
| <i>All'amm. Serra.....</i> | 691 |
| <i>A S. A. I. il Princ. Napoleone.</i> | 692 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati.....</i> | 693 |
| <i>Al ten. Del Santo, l'ammiraglio Serra.....</i> | 694 |
| <i>All'amm. Serra, il ten. Del Santo.....</i> | ivi |
| <i>Al sig. Piscatory, X. Doudan</i> | ivi |
| Al barone B. Ricasoli..... | 696 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati.....</i> | 697 |
| <i>Al prof. Matteucci, G. Capponi</i> | 698 |
| <i>All'amm. Serra.....</i> | 699 |
| <i>Al generale Türr.....</i> | 701 |
| <i>A S. A. I. il Princ. Napoleone.</i> | ivi |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati.....</i> | 705 |
| <i>Al generale Türr.....</i> | 706 |
| <i>Al dott. G. Guerzoni, G. Garibaldi.....</i> | ivi |
| <i>Al gen. G. Garibaldi.....</i> | 707 |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati.....</i> | 708 |
| <i>Al generale Cialdini.....</i> | ivi |
| <i>All'amm. Serra.....</i> | 710 |
| <i>Al conte Cavour, G. Garibaldi.....</i> | ivi |
| <i>Al comm. M. A. Castelli, Vimercati.....</i> | 712 |

| | |
|--|-----|
| ATTO DI DECESSO DEL CONTE DI CAVOUR..... | 713 |
|--|-----|

APPENDICE.

| | |
|--|-----|
| I. Giacinto Corio..... | 715 |
| II. Congresso di Parigi (1856)..... | 717 |
| III. Cavour e Napoleone III..... | 720 |
| IV. Il traforo delle Alpi..... | 722 |
| V. Cavour critico drammatico..... | 723 |
| VI. Il barone E. V. Crud (C. DI CAVOUR)..... | 724 |
| VII. La Russia e la guerra d'Italia del 1859..... | 726 |
| VIII. Disegno di riordinamento amministr. del Regno (L. C. FARINI) | 729 |

| | |
|----------------------------|-----|
| AGGIUNTE E CORREZIONI..... | 737 |
|----------------------------|-----|

Signor Conte,

Mi Devo per me-
mia oiva riconoscenza,
revole liberalità che mi
nostro in fatto, come lo è
nostra speranza; poichè,
debitore a una spontanea
degnazione del Re medesimo,
che uno stesso disegno,
indulgente benevolenza,
e già n'era preparata la

Ma come potrebbe
un titolo qualunque, di
rinnunzio, per acci-
que' sentimenti d'ammirazi-
one fatti e sono animati

occupata e
per tutto ciò
in beneficio di
d'aver trovata
col ripeterla ci-
trate parti, e
giacchè, cosa o
sia disoccupata
possa volere un

Voglia gradire
quello del mio
Milano 26 ago,

ii, marche fono

feroci e end

candano

pag. XXV,



2
17
3

